

Chambre des Représentants

SESSION 1978-1979

BUDGET DES RECETTES ET DES DEPENSES pour l'année budgétaire 1979.

EXPOSÉ GÉNÉRAL

TABLE DES MATIERES.

	Pages
Tableau général du budget	3
Introduction	5
Politique budgétaire et législation anti-crise	16
Synthèse des budgets	22
— I. Ajustement du budget de 1978	22
— II. Budget de 1979	25
Tableaux :	
Rapprochement budget initial 1978 — budget voté 1978 sans contribution C.E.E.	32
1978-1979. — Ajustement et propositions budgétaires :	
Dépenses courantes	34
Dépenses de capital	36
Première partie. — Politique économique, sociale et financière	
Chapitre I. — Le contexte économique	38
Chapitre II. — Les recettes	45
Chapitre III. — Impasse budgétaire et besoins de trésorerie	
Deuxième partie. — Les grandes orientations budgétaires . . .	58
Chapitre IV. — Le budget de 1979 et le Plan . . .	58
Chapitre V. — Politique d'investissements	61
A. — Programmes d'investissements	61
B. — Répartition des programmes	62
C. — Les décaissements	72

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1978-1979

BEGROTING VAN ONTVANGSTEN EN UITGAVEN voor het begrotingsjaar 1979.

ALGEMENE TOELICHTING

INHOUD.

	Pages	Blz.
Algemene begrotingstabel	3	3
Inleiding	5	5
Begrotingsbeleid en anticrisis-wetgeving	16	16
Begrotingssynthese	22	22
— I. Aanpassing van de begroting van 1978	22	22
— II. Begroting van 1979	25	25
Tabellen :		
Aansluiting begroting 1978 (oorspronkelijk) met gestemde begroting 1978 zonder E.E.G. bijdrage	32	32
1978-1979. — Aanpassingen en begrotingsvoorstellen :		
Lopende uitgaven	34	34
Kapitaaluitgaven	36	36
Eerste deel. — Economisch, sociaal en financieel beleid	38	38
Hoofdstuk I. — De economische kontekst	38	38
Hoofdstuk II. — De ontvangsten	45	45
Hoofdstuk III. — Begrotingtekort en Schatkistbehoeften ..	56	56
Tweede deel. — De grote budgettaire opties	58	58
Hoofdstuk IV. — De begroting 1979 en het Plan . . .	58	58
Hoofdstuk V. — Investeringsbeleid	61	61
A. — Investeringsprogramma's	61	61
B. — Vordering van de vastleggingsprogramma's . .	62	62
C. — De kasuitkeringen	72	72

Pages		Blz.
Chapitre VI. — La politique sociale	77	77
A. — La sécurité sociale : <i>Travailleurs salariés</i> . — <i>Indépendants</i> . — <i>Revenu garanti aux personnes âgées</i> ...	77	77
B. — L'assistance sociale : <i>Minimum vital</i> . — <i>Aide sociale</i> . — <i>Handicapés</i> . — <i>Protection de la jeunesse</i> ...	79	79
C. — Santé publique et assurance maladie	81	81
D. — Politique familiale	83	83
E. — Victimes de la guerre	85	85
F. — Crédits d'heures et promotion sociale	85	85
Chapitre VII. — Education et culture	86	86
A. — Education nationale	86	86
B. — Culture	89	89
Chapitre VIII. — Politique économique	91	91
A. — Stimulation de la conjoncture	91	91
B. — Politique de l'emploi	93	93
C. — Politique des prix	96	96
D. — Politique monétaire	97	97
E. — Politique industrielle	97	97
F. — Politique énergétique	100	100
G. — Classes moyennes	102	102
H. — Commerce extérieur	104	104
I. — Politique agricole	105	105
J. — Communications	105	105
Chapitre IX. — Programme budgétaire de la politique scientifique	109	109
Chapitre X. — Coopération au développement	116	116
Chapitre XI. — Fonctions d'autorité	118	118
A. — Affaires étrangères	118	118
B. — Défense nationale	118	118
C. — Gendarmerie	120	120
D. — Justice	121	121
E. — Intérieur	124	124
Troisième partie. — Les cinq niveaux du budget	127	127
Chapitre XII. — Activités extérieures	128	128
A. — Financement des Communautés européennes ...	129	129
B. — La coopération au développement	131	131
C. — Autres activités extérieures	131	131
Chapitre XIII. — Les dépenses de l'Etat (pouvoir central).	132	132
A. — Dépenses pour biens et services	132	132
B. — Charges de la dette publique	137	137
C. — Transferts	138	138
D. — Dépenses de capital	138	138
Chapitre XIV. — Ressources budgétaires des Communautés culturelles — <i>Tableaux</i>	139	139
Chapitre XV. — Les budgets régionaux	146	146
Chapitre XVI. — Les finances provinciales et communales.	148	148
Annexes :		
I. — Les finances publiques en 1977 et 1978	152	152
II. — Evolution de la fiscalité	165	165
III. — Personnel de l'Etat au 30 juin 1978	180	180
IV. — Pensions	184	184
V. — Subsides à caractère social de l'Etat	192	192
N.B. — Le regroupement économique sera publié ultérieurement.		
Bijlagen :		
I. — De openbare financiën in 1977 en 1978	152	152
II. — Evolutie van het belastingstelsel	165	165
III. — Stand van het Rijkspersoneel op 30 juni 1978 ...	180	180
IV. — Pensioenen	184	184
V. — Toelagen met sociale inslag van de Staat	192	192
N.B. — De economische hergroepering zal later gepubliceerd worden.		

EXPOSÉ GÉNÉRAL

MESDAMES, MESSIEURS,

D'après les ordres du Roi, le Gouvernement a l'honneur de soumettre aux délibérations du Parlement le projet de budget des Recettes et des Dépenses pour l'année budgétaire 1979. Il se présente comme suit :

	En milliards de francs.
I. — Opérations courantes.	
A. — <i>Recettes courantes</i> :	
Recettes fiscales	914,8
Recettes non fiscales	26,9
Total des recettes courantes	941,7
B. — <i>Dépenses courantes</i>	1 022,2
C. — <i>Solde des opérations courantes</i>	80,5
II. — Opérations de capital.	
<i>Les recettes de capital</i> sont évaluées à	13,0
<i>Les ordonnancements prévisibles</i> , y compris ceux à charge du Fonds des Routes (¹) sont évalués à	141,0
<i>Solde des opérations de capital</i>	128,0
III. — Solde budgétaire net à financer = I + II	208,5
IV. — Amortissements de la Dette publique , y compris ceux à charge du Fonds des Routes	82,1
V. — Solde budgétaire brut à financer	290,6

Bruxelles, le 30 septembre 1978.

Le Premier Ministre,

L. TINDEMANS.

Le Ministre des Finances,

G. GEENS.

Le Secrétaire d'Etat au Budget,

M. EYSKENS.

ALGEMENE TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

In overeenstemming met de bevelen van de Koning, heeft de Regering de eer het ontwerp van begroting voor de Ontvangsten en Uitgaven over het begrotingsjaar 1979 aan het Parlement ter beraadslaging voor te leggen. Het ontwerp behelst :

	In miljarden frank.
I. — Lopende verrichtingen.	
A. — <i>Lopende ontvangsten</i> :	
Fiscale ontvangsten	914,8
Niet-fiscale ontvangsten	26,9
Totaal van de lopende ontvangsten	941,7
B. — <i>Lopende uitgaven</i>	1 022,2
C. — <i>Saldo van de lopende verrichtingen</i>	80,5
II. — Kapitaalverrichtingen.	
<i>De kapitaalontvangsten</i> worden geraamd op	13,0
<i>De voorzienbare ordonnanceringen</i> , met inbegrip van die voor het Wegenfonds (¹), worden geraamd op	141,0
<i>Saldo van de kapitaalverrichtingen</i>	128,0
III. — Netto budgettair financieringssaldo = I + II	208,5
IV. — Aflossingen van de Rijksschuld , aflossingen van het Wegenfonds inbegrepen	82,1
V. — Bruto budgettair financieringssaldo	290,6

Brussel, 30 september 1978.

De Eerste Minister,

L. TINDEMANS.

De Minister van Financiën,

G. GEENS.

De Staatssecretaris voor Begroting,

M. EYSKENS.

(¹) Les investissements du Fonds des Routes sont ajoutés aux dépenses du Titre II, étant donné que, par leur mode de financement, ils influencent pareillement la hauteur de la Dette publique.

(¹) De investeringen van het Wegenfonds worden bij de uitgaven op Titel II geteld, want door hun financieringswijze beïnvloeden zij eveneens het peil van de Rijksschuld.



INTRODUCTION.

La forte diminution du rythme de croissance des dépenses courantes apparaît comme la caractéristique principale du projet de budget 1979. La croissance est de 6,75 % par rapport au budget initial de 1978, alors que celui-ci s'était accru de 14,4 % par rapport au budget initial 1977. Etant donné le fait que le budget 1978 est exécuté sans crédits supplémentaires, la croissance de 6,75 % vaut autant par rapport au budget ajusté que par rapport au budget initial de 1978. Le projet de budget de 1979 est étroitement lié à la loi du 5 août 1978 relative aux réformes économiques et budgétaires. En effet, tant le Gouvernement que sa majorité parlementaire ont par l'élaboration et l'approbation de cette loi, exprimé leur volonté de s'atteler sérieusement à la réorientation et à l'assainissement des finances publiques. Ils considèrent en effet qu'il s'agit de préalables indispensables à une gestion publique efficace. En outre, la réorientation des finances publiques est nécessaire si l'on veut assurer une reprise durable de notre économie et la création de nouveaux emplois.

En refusant toute forme d'impôt nouveau, en menant une politique active de l'emploi, en prévoyant des exonérations fiscales en vue de stimuler les investissements, par l'importante masse des investissements publics, en stimulant les petites et moyennes entreprises, en formulant une nouvelle politique industrielle et en continuant sa politique sociale orientée vers le maintien du pouvoir d'achat de la population, le Gouvernement a voulu présenter un budget qui contribue avec le maximum d'efficacité à combattre la crise actuelle. En outre, le projet de budget s'intègre parfaitement à la stratégie internationale et européenne définie au mois de juillet dernier au cours des conférences au sommet de Brême et de Bonn, qui vise à stimuler la croissance économique grâce à une action concertée des pays concernés. Le déficit budgétaire des opérations courantes, inévitable si l'on ne veut pas provoquer des effets déflatoires qui freinent la croissance, n'est pas, dans les circonstances actuelles, le propre de la Belgique. D'autres pays aussi n'hésitent pas à pratiquer le système des dépenses à découvert afin de soutenir la croissance économique et de maintenir les prestations en matière sociale.

Au sommet de Brême il a été décidé de procéder à une relance du processus d'intégration monétaire au sein des Communautés européennes grâce à l'élaboration d'un nouveau système monétaire. Le Gouvernement, au sein des instances européennes, fera tout ce qui est en son pouvoir pour que ces plans monétaires se réalisent rapidement. Une plus grande cohérence sur le plan monétaire européen renforcera la stabilité monétaire tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Communauté européenne, et aura sans aucun doute des conséquences favorables sur la restauration de l'activité économique.

Etant donné qu'il n'est pas indiqué d'un point de vue économique d'alourdir la pression fiscale et parafiscale, le Gouvernement a été obligé d'accepter un déficit des opérations courantes de 80,6 milliards. Les dépenses courantes du budget de l'Etat de 1979 sont estimées à 1 022,3 milliards, soit 64,6 milliards de plus que le budget de 1978 tel qu'il a été voté et sera exécuté (957,7 milliards). L'application à la masse

INLEIDING.

Het belangrijkste kenmerk van het begrotingsontwerp 1979 is ongetwijfeld de sterke vermindering van het stijgingsritme van de lopende uitgaven. Tegenover de initiaal gestemde begroting van 1978 bedraagt de stijging voor 1979 6,75 %, daar waar de initiale begroting 1978 met 14,4 % was toegegaan tegenover de aanvankelijke begroting van 1977. En aangezien de begroting 1978 zonder bijkredieten wordt uitgevoerd, geldt de stijging van 6,75 % zowel tegenover de aangepaste als tegenover de aanvankelijke begroting van 1978. Het begrotingsontwerp 1979 sluit nauw aan bij de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen. Inderdaad, zowel de Regering als haar parlementaire meerderheid hebben via het uitwerken en het goedkeuren van deze wet, hun vaste wil te kennen gegeven om ernstig werk te maken van de heroriëntering en de sanering van de openbare financiën, die zij als onontbeerlijk beschouwen voor het voeren van een doelmatig overheidsbeleid. Bovendien is de heroriëntering van de overheidsfinanciën noodzakelijk, indien men de voorwaarden wil scheppen die nodig zijn om een duurzame heropleving van onze economie en het scheppen van nieuwe werkgelegenheid te verzekeren.

Door af te zien van elke vorm van nieuwe belasting, door het beklemtonen van een aktief tewerkstellingsbeleid, door fiskale ontheffingen tot aanmoediging van de investeringen, door een ruim pakket van overheidsinvesteringen, door het stimuleren van de kleine en middelgrote ondernemingen, door het formuleren van een nieuw industrieel beleid en door het voortzetten van haar sociale politiek, gericht op het handhaven van de koopkracht van de bevolking, heeft de Regering een begroting 1979 willen indienen die zo efficiënt mogelijk bijdraagt tot het bestrijden van de huidige krisis. Het begrotingsontwerp situeert zich bovendien perfect in de internationale en Europese strategie, zoals deze in de maand juli jl. op de topkonferenties van Bremen en Bonn werd vastgelegd om via een gekoncerneerde actie van de betrokken landen te komen tot een stimulering van de economische groei. Het begrotingstekort op de lopende rekening, dat onvermijdelijk is indien men geen grotere remmende deflatoire gevolgen wil verwekken, is, in de huidige omstandigheden, geen geïsoleerd Belgisch verschijnsel. Ook andere landen doen aan aanzienlijke deficit-spending, teneinde de economische groei te ondersteunen en de sociale voorzieningen te handhaven.

Op de top van Bremen werd beslist over te gaan tot een relance van het monetair integratieproces in de Europese Gemeenschap door het uitwerken van een nieuw monetair systeem. De Regering zal zich, in de schoot van de Europese instanties, krachtig inspannen opdat deze monetaire plannen spoedig zouden slagen. Een grotere cohesie op het Europese monetaire vlak zal de monetaire stabiliteit — zowel binnen als buiten de Europese Gemeenschap — versterken en zal ongetwijfeld heilzame gevolgen hebben op het op gang brengen van een normale herleving van de economische aktiviteit.

Aangezien het economisch niet aangewezen is de fiscale en parafiscale druk te verzwaren, heeft de Regering zich verplicht gezien een lopend begrotingstekort van 80,6 miljard te aanvaarden. De lopende uitgaven van de Rijksbegroting 1979 worden geraamd op 1 022,3 miljard, wat 64,6 miljard meer is dan de gestemde en onveranderd uitgevoerde begroting van 1978 (957,7 miljard). De verwachte prijsstijging

des opérations courantes de la hausse des prix attendue pour 1979, soit 4,8 %, correspond pour 1979 à une dépense supplémentaire de 45,9 milliards. La croissance réelle des dépenses courantes se limite donc à 18,7 milliards et cela malgré le fait que les seules dépenses destinées à la lutte contre le chômage — exprimées en prix constants — augmentent de 2,7 milliards de 1978 à 1979.

Le Gouvernement a fixé les dépenses de capital pour 1979 à 230 milliards, soit une augmentation de 30 milliards par rapport à 1978. Le Gouvernement veut utiliser ce montant considérable dans le cadre d'un programme expansif d'investissements, orientés vers la création de nouveaux postes de travail, vers la rénovation des structures industrielles, et vers la mise en place de travaux d'infrastructure économique fondamentale.

1. Le contexte économique.

Malgré les nombreux efforts de relance des pays industrialisés de l'Europe de l'Ouest pour mettre un terme à la dépression qui dure depuis 1974, aucune amélioration sensible du climat conjoncturel n'a pu être constatée, de sorte que la considérable sous-utilisation des facteurs de production, travail et capital, se maintient avec toutes ses conséquences néfastes sur le plan socio-économique.

La crise complexe que nous connaissons aujourd'hui et qui n'est pas seulement de nature conjoncturelle et structurelle mais qui procède aussi des comportements individuels et collectifs propres à une société en évolution, a commencé en même temps que la crise du pétrole en novembre 1973, crise qui a déclenché la hausse considérable des prix de la plupart des matières premières. La crise a aussi d'autres causes et des causes plus profondes, telles que : l'effondrement du système monétaire international et les mouvements chaotiques des cours des changes ; le changement fondamental dans les rapports de forces économiques entre de nombreux pays, plus particulièrement entre les pays producteurs de matières premières avec de la main-d'œuvre à bon marché d'une part, et les pays consommateurs de matières premières d'autre part ; le déplacement des activités industrielles traditionnelles vers le nouveau « nouveau monde » ; la succession de changements industriels et d'innovations dans de nombreux domaines, impliquant des investissements de plus en plus intensifs en capital et de moins en moins intensifs en travail ; la percée de plus en plus évidente de la société post-industrielle qui déclenche, dans une inévitable période d'adaptation, de nombreux phénomènes de friction, entre autres au niveau des emplois traditionnels ; les conséquences de l'augmentation de la natalité dans l'Europe d'après-guerre, amenant deux fois plus de jeunes travailleurs sur le marché du travail qu'il n'y a de travailleurs à l'âge de la pension ; l'immobilisme de certaines structures industrielles ; le fait que les chefs d'entreprise n'interviennent pas toujours avec efficacité et à temps, le non-fonctionnement de certains mécanismes de marché et l'impuissance de l'Etat,...

La crise économique, dans ses aspects structurels, est essentiellement une crise d'adaptation. En particulier, il faut que nos industries traditionnelles s'adaptent aux reconversions et innovations, au déplacement d'un certain nombre d'activités économiques vers ce qu'on appelle des pays en voie de développement à pôle de croissance. En outre, la valeur ajoutée croissante de l'industrie de transformation doit permettre un développement plus intense du secteur des services grâce à quoi une plus grande partie de la population active peut être déplacée vers les activités tertiaires et quaternaires. C'est pour faciliter cette évolution que le Gouvernement a mis en place

in 1979 met 4,8 %, toegepast op de lopende uitgaven, geeft in 1979 een meer-uitgave van 45,9 miljard. Dit houdt in dat de reële stijging van de lopende uitgaven slechts 18,7 miljard bereikt en dit ondanks het feit dat de stijging van de werkloosheidsuitgaven alleen reeds — uitgedrukt in konstante prijzen — van 1978 naar 1979 oploopt met 27 miljard.

De Regering heeft de kapitaaluitgaven voor 1979 vastgesteld op 230 miljard, wat een verhoging is met 30 miljard tegenover 1978. Dit zeer belangrijke bedrag wil de Regering aanwenden in het raam van een expansief investeringsprogramma, gericht op het scheppen van nieuwe werkgelegenheid, het bijdragen tot de vernieuwing van de industriële structuren en het tot stand brengen van economisch essentiële infrastructuurwerken.

1. De economische context.

Ondanks de talrijke relance-inspanningen van de Westerse industrielanden om de in 1974 ingezette depressie te keren, trad nog steeds geen voelbare verbetering op van het conjunctureel klimaat zodat de aanzienlijke onderbenutting van de produktiefactoren arbeid en kapitaal blijft aanhouden met alle nefaste gevolgen vandien op het sociaal-economisch vlak.

De huidige complexe krisis, die niet alleen van conjuncturele en structurele aard is maar ook te maken heeft met de individuele en kollektieve gedragspatronen, eigen aan een evolutieve konsumptiemaatschappij, ontvlamde bij het uitbreken van de oliekrisis in november 1973, die aanleiding gaf tot forse prijsstijging van de meeste grondstoffen. De krisis heeft evenwel nog andere en dieperliggende oorzaken als daar zijn : de ineenstorting van het internationaal muntsysteem en de chaotische gedragingen van de wisselkoersen, de fundamentele mutatie in de economische krachtenverhouding tussen vele landen, meer bepaald tussen de grondstoffenproducerende landen met goedkope werkkrachten enerzijds en de grondstoffenconsumerende landen anderzijds, de overheveling van traditionele industriële activiteiten naar de nieuwe « nieuwe wereld », de opeenvolging van industriële omwentelingen en innovaties op allerlei gebieden, waarbij de investeringen steeds kapitaalintensiever en steeds minder arbeidsintensief worden, de steeds duidelijker wordende doorbraak van de post-industriële maatschappij, waardoor in een onvermijdelijke aanpassingsperiode talrijke wrijvingsverschijnselen worden verwekt, o.m. inzake het teloorgaan van traditionele werkgelegenheid, de effecten van de naoorlogse baby-boom in Europa, waardoor zich momenteel tweemaal zoveel jonge arbeidskrachten aanbieden op de arbeidsmarkt als er ouderen met pensioen gaan, het immobilisme van bepaalde industriële structuren, het niet steeds doelmatig en tijdig optreden van de ondernemingsleiders, het falen van bepaalde marktmechanismen en het tekortschieten van de overheid,...

De economische krisis, in haar structurele aspecten, is grotendeels een aanpassingskrisis. Inzonderheid dienen onze traditionele industrieën zich aan te passen, door reconversie en innovatie, aan de verschuiving van een aantal economische activiteiten naar zgn. groeipool-ontwikkelingslanden. Bovendien moet de verhoogde toegevoegde waarde van de verwerkende nijverheid een meer intense ontwikkeling van de dienstensektor mogelijk maken, waardoor een groter aandeel van de actieve bevolking kan worden overgeheveld naar tertiaire en quaternaire activiteiten. De Regering wil dit alles vergemakkelijken door haar programma tot bevordering van een

son programme d'encouragement d'une nouvelle politique industrielle, qu'il s'attache à la promotion des petites et moyennes entreprises et qu'il exécute les réformes de structure prévues dans les lois anticrise.

Dans le chef de l'Etat, la politique budgétaire doit servir de levier pour l'énorme effort d'adaptation, indispensable pour un pays comme la Belgique.

Etant donné le fait que traditionnellement l'économie belge est fortement orientée vers l'étranger, elle subit de plein fouet l'influence de la dépression mondiale. Si l'avènement d'une économie plus dynamique se fait attendre, c'est aussi à cause de cette orientation. En bref, notre économie se caractérise par les éléments suivants : une demande intermédiaire et finale faible tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays ; un ralentissement de la croissance de la production industrielle ; une propension à investir insuffisante ; un marché de l'emploi défavorable ; un déficit croissant de la balance commerciale.

Il faut cependant relever des points positifs : un ralentissement sensible du rythme de l'inflation ; la poursuite d'une croissance modérée des salaires ; la bonne tenue du franc belge ; une balance des paiements toujours légèrement positive en ce qui concerne les biens et services, contrairement à celle de tant d'autres pays européens ; la forte hausse de la productivité.

Le budget de l'Etat est toujours établi sur base d'une estimation de la croissance économique de l'année suivante. En tenant compte des prévisions actuelles en matière de conjoncture, le Gouvernement s'est basé pour l'établissement du budget 1979 sur les hypothèses économiques suivantes : une croissance du P.N.B. de 2,9 % en volume et de 4,8 % en prix, soit une croissance de 7,8 % en valeur.

2. Le budget 1979 — un budget austère.

Les dépenses courantes du budget de l'Etat pour 1979 sont estimées à 1 022,2 milliards, ce qui signifie une croissance de 6,75 % par rapport au budget voté initial de 1978 (957,7 milliards).

Ce taux de croissance se situe en deçà de la croissance économique prévue pour 1979, à savoir une croissance nominale du P.N.B. de 7,8 %.

Le taux de 6,75 % signifie que le rythme de croissance des dépenses courantes a été réduit de moitié; le budget initial 1978 augmentait en effet de 14,4 % par rapport au budget initial de 1977.

Etant donné que la Communauté européenne sera financée entièrement par des moyens propres à partir de 1979, le système des contributions financières à charge du budget national a pris fin. Si, étant donnée cette modification, l'on fait abstraction tant pour le budget de 1978 que pour le budget de 1979, des moyens destinés à la Communauté européenne qui s'élèvent pour 1978 et 1979 à respectivement 9,3 et 14,2 milliards, la croissance du budget de 1979 par rapport au budget de 1978 n'atteint encore que 7,79 %.

Les dépenses supplémentaires indispensables qui découlent du chômage et du plan d'action pour la résorption du chômage atteignent 90,2 milliards en 1979 contre 60,3 milliards en 1978. Si l'on fait abstraction de ces dépenses, la croissance du budget de 1979 n'est que de 3,87 %.

Ces divers taux de croissance illustrent bien à quel point le Gouvernement s'efforce, au départ de prévisions macro-économiques réalisistes, de réduire notamment le rythme de croissance des dépenses courantes par un examen très sévère des propositions budgétaires introduites. Il s'est référé dans ce but à la norme de croissance zéro : outre les dépenses

nieuw industriel beleid, door de promotie van de K.M.O.'s en door de uitvoering van de structuurhervormingen voorzien in de antikrisiswetten.

Het begrotingsbeleid moet, vanwege de overheid, kunnen worden aangewend als de hefboom voor de enorme aanpassingsinspanning, die een land als België zich moet getroosten.

Ingevolge haar traditionele sterke gerichtheid op het buitenland, ondergaat de Belgische economie ten volle de invloed van de werelddepressie en het achterwege blijven van een meer dynamische economie. Kort geschatst onderscheidt zij zich dan ook door volgende kenmerken : een zwakke, zo binnenlandse als buitenlandse, intermediaire en eindvraag; een vertraging van de stijging van de industriële produktie; een onvoldoende investeringsneiging; een ongunstige arbeidsmarktsituatie; een stijgend tekort op de handelsbalans.

Positief blijven echter : een duidelijke afzwakking van het inflatietempo; een verdere matige stijging van de lonen; het behoud van een sterke munt; een nog licht positief lopende rekening van onze betalingsbalans, wat de goederen en diensten betreft, in tegenstelling tot zovele andere Europese landen; het sterk stijgen van de productiviteit.

De Rijksbegroting stoelt steeds op een raming van de economische groei voor het komende jaar. Rekening houdend met de huidige conjuncturele vooruitzichten is de Regering voor het opmaken van de begroting 1979 uitgegaan van volgende economische hypothese voor 1979, namelijk een groei van het B.N.P. van 2,9 % in volume en 4,8 % in prijzen, dit is 7,8 % in waarde.

2. De begroting 1979 — een strakke begroting.

De lopende uitgaven van de Rijksbegroting 1979 worden geraamd op 1 022,2 miljard, dat is tegenover de initiaal gestemde begroting van 1978 (957,7 miljard) een stijging van 6,75 %.

Dat stijgingspercentage ligt beneden de voor 1979 aangenomen economische groeihypothese, m.n. een nominale groei van 7,8 % van het Bruto Nationaal Produkt.

Ook betekent het percentage van 6,75 % dat het stijgingstempo van de lopende uitgaven gehalveerd werd; de initiale begroting 1978 nam immers met 14,4 % toe t.o.v. de initiale begroting van 1977.

Ingevolge de volledige financiering van de Europese Gemeenschap door eigen middelen wordt, vanaf 1979, het systeem van de financiële bijdragen ten laste van de nationale begroting opgeheven. Indien men, omwille van deze wijziging, zowel in de begroting 1978 als in de begroting 1979 abstractie maakt van de middelen bestemd voor de Europese Gemeenschap, die respectievelijk voor 1978 en 1979 9,3 miljard en 14,2 miljard bedragen, dan blijft de aangroei van de begroting 1979 t.o.v. die van 1978 nog beperkt tot 7,79 %.

Houdt men rekening met de noodzakelijke meeruitgaven die voortspruiten uit de werkloosheid en het akteplan tot opslorping van de werkloosheid en welke voor 1979 90,2 miljard bedragen tegenover 60,3 miljard voor 1978, dan beloopt de stijging van de begroting 1979 t.o.v. 1978 slechts 3,87 %.

Deze verschillende stijgingspercentages illustreren ten volle hoe de Regering zich inspant, uitgaande van realistische macro-economische vooruitzichten, om het stijgingstempo van de lopende uitgaven merkbaar af te zwakken, dit door een zeer streng onderzoek van de ingediende begrotingsvoorstel len en door het hanteren van de nullijn-groei, d.w.z. dat, be-

liées à la crise, il n'est tenu compte que de l'impact direct de l'index des prix à la consommation.

Dans ces conditions de budget austère, basé sur un calcul précis des crédits budgétaires, l'exécution du budget 1979 sera telle que :

- aucune nouvelle initiative pour laquelle les crédits ne sont pas inscrits au budget ne sera autorisée;
- de tous les départements et des organismes qu'ils subventionnent seront exigées une discipline budgétaire stricte et les mesures de gestion nécessaires pour respecter l'enveloppe budgétaire qui leur a été impartie;
- une poursuite des efforts déjà fournis pour maintenir au plus bas le taux d'inflation s'imposera.

Le Gouvernement n'hésitera pas à prendre à temps les mesures adéquates pour éviter tous risques en matière de crédits supplémentaires. Il convient de rappeler à ce propos l'article 181 de la loi-programme 1977-1978 qui a permis dans le courant de 1978 de rejeter toutes les propositions de dépenses excédentaires qui n'avaient pas reçu l'accord préalable du Parlement. En outre, l'article 87 de la loi relative aux réformes économiques et budgétaires constitue, si nécessaire, un moyen légal pour prendre rapidement les mesures qui s'imposent pour que le budget 1979 soit exécuté tel qu'il a été introduit. Aussi, l'exécution du budget sera-t-elle suivie de près par un *budget control* précis.

En maintenant la croissance des dépenses courantes de l'Etat en 1979 en deçà de la croissance nominale du P.N.B., le Gouvernement crée les conditions pour réduire progressivement les déficits budgétaires courants étant donné les effets d'élasticité des recettes fiscales. Le fait de freiner la part de l'Etat dans le revenu national est aussi de nature à éliminer la hausse des coûts due à la pression fiscale et parafiscale grandissante. La pratique de la « nullijn » fait que le budget, en ce qui concerne les dépenses courantes, ne comporte pour ainsi dire aucun élément inflatoire. Il faut cependant souligner que le Gouvernement veut éviter que le budget ait un effet déflatoire. Par des restrictions budgétaires qui réduiraient la demande globale de notre économie, on commetttrait une erreur dont les conséquences désastreuses sont clairement illustrées par la crise de déflation dramatique du début des années trente.

En tenant compte du programme d'investissements expansif qui se traduit en dépenses de capital, en tenant compte des dépenses découlant des programmes d'engagement des années précédentes et, enfin, en prenant en considération le déficit courant de 80 milliards, on peut évaluer le déficit global du budget 1979, soit le solde net à financer à 210 milliards.

3. Renforcement du plan d'action en vue de la résorption du chômage.

Malgré les efforts du Gouvernement dans divers domaines pour favoriser l'emploi, le chômage se maintient à un niveau élevé et les perspectives restent sombres. Ce chômage tenace, qui n'est pas un problème propre à la Belgique mais un problème de nature internationale —fin juin la Communauté européenne comptait à peu près 6 millions de chômeurs—, est dû à la conjonction exceptionnelle d'un certain nombre de facteurs conjoncturels et structurels tels que : la crise qui sévit dans beaucoup de secteurs industriels traditionnels qui sont en train d'opérer d'urgence leur reconversion; un facteur démographique : les jeunes qui se présentent sur le marché du travail dépassent en nombre les travailleurs à l'âge de

moitié pour de krisisgebonden uitgaven, slechts wordt rekening gehouden met de weerslag van het indexcijfer der consumptieprijzen.

Gelet op deze strakke begroting, gesteund op een scherpe berekening van de begrotingskredieten, zal de uitvoering van de begroting 1979 derhalve :

- geen nieuwe initiatieven toelaten waarvoor de kredieten niet ingeschreven zijn in de begroting ;
- vanwege alle departementen en van de erdoor gesubsidieerde organismen een strenge begrotingsdiscipline en de nodige beleidsmaatregelen vergen om de hen toegekende begrotingsruimte te eerbiedigen ;
- een voortzetting vereisen van de reeds verrichte inspanning om de inflatiegraad minimaal te houden.

De Regering zal niet aarzelen tijdig de nodige maatregelen te nemen om alle risico's inzake bijkredieten te weren. In dit verband kan herinnerd worden aan het artikel 181 van de programmawet 1977-1978 dat in de loop van 1978 toegelaten heeft alle voorstellen van bijkomende uitgaven te verwijderen welke niet voorafgaandelijk het akkoord van het Parlement verkregen hadden. Verder verschilt artikel 87 van de wet houdende economische en budgettaire hervormingen een wettelijk instrument om, zo noodzakelijk, snel de vereiste maatregelen te treffen om de begroting 1979 uit te voeren zoals zij werd ingediend. Ook zal de uitvoering van de begroting van nabij worden gevolgd door een nauwkeurige *budget control*.

Door de stijging van de lopende overheidsuitgaven in 1979 lager te houden dan de nominale stijging van het B.N.P., kreegt de Regering de voorwaarden om geleidelijk de lopende begrotingstekorten te verkleinen ingevolge de werking van de belastingelasticiteit. Het betrekken van het beslag van de overheid op het nationaal inkomen is ook van aard om de kostenstijgende effecten van de verhoging van de fiskale en de parafiscale druk uit te schakelen. Het toepassen van de nullijn maakt de begroting, in haar lopende uitgaven, dan ook in grote mate inflatieneutraal. Toch moet worden onderstreept dat de Regering elk deflatoir gevolg, uitgaande van de begroting, wil vermijden. Door begrotingsbeperkingen, die de globale vraag in onze economie zouden ontkrachten, zou men een vergissing begaan, waarvan de rampspoedige gevolgen zeer duidelijk zijn aangetoond door de dramatische deflatiekrisis van het begin van de jaren dertig.

Rekening houdend met het expansieve investeringsprogramma, met zijn weerslag op de kapitaaluitgaven, met de betalingen die voortvloeien uit de vastleggingsprogramma's van vorige jaren en met het lopend tekort van 80 miljard, mag het globale tekort van de begroting 1979, dit is het netto te financieren saldo, op 210 miljard worden geraamd.

3. Versterking van het aktieplan tot opslorping van de werkloosheid.

Ondanks de inspanningen van de Regering op diverse domeinen om de tewerkstelling te bevorderen, handhaaft de werkloosheid zich op een hoog peil en blijven de vooruitzichten somber. Deze hardnekkige werkloosheid, welke niet alleen een Belgisch maar een internationaal probleem is —einde juni telde de Europese Gemeenschap circa 6 miljoen werklozen— is te wijten aan een uitzonderlijke cumulatie van factoren zowel van konjunkturele als van structurele aard, zoals : de heersende krisis in vele van onze traditionele industriesektoren, die dringend aan reconversie toe zijn ; een demografische faktor : de jongeren, die thans beschikbaar worden voor de arbeidsmarkt, overtreffen ver de ouderen

la pension; la croissance ininterrompue du nombre de travailleuses.

Le Gouvernement a décidé d'intensifier ses efforts dans le domaine de la politique de création d'emplois en prolongeant et en élargissant son plan de lutte contre le chômage lancé en 1978, par un effort important en matière d'investissement, en prenant des mesures fiscales pour stimuler les investissements des entreprises, en réalisant rapidement les encouragements à l'emploi dans les petites et moyennes entreprises contenus dans la loi du 4 août 1978, etc.

Les six mesures du plan d'action prolongé en vue de résorber le chômage et pour lequel 32 milliards ont été inscrits au budget de 1979 par rapport à 22,4 milliards en 1978, visent à réduire le nombre de chômeurs de 127 000 unités en 1979.

Ainsi, le cadre spécial temporaire devrait remettre au travail en moyenne 25 000 chômeurs en 1979. Ce cadre est réservé aux chômeurs complets et crée pour les pouvoirs publics ou les associations la possibilité de réaliser un certain nombre de travaux d'intérêt public, social ou culturel, et d'avoir à cette fin à leur disposition des travailleurs dont les salaires et les charges sociales sont supportés par l'Etat. S'ils répondent à un certain nombre de conditions, les chômeurs mis au travail pourront dorénavant poursuivre leur activité au-delà d'un an.

Une deuxième mesure est la mise au travail de 27 500 chômeurs par les pouvoirs publics.

En outre, le remplacement des prépensionnés légaux par des jeunes de moins de vingt ans fera baisser le nombre de chômeurs de 26 000 unités. L'employeur est obligé de remplacer le travailleur prépensionné légalement par un jeune de moins de trente ans, sans travail et recruté en dehors de l'entreprise.

En quatrième lieu, 28 000 jeunes devraient être recrutés comme stagiaires par des entreprises qui occupent plus de 50 travailleurs et par les petites et moyennes entreprises qui le désirent et pour lesquelles une prime est prévue. Etant donné que jusqu'à ce jour un stagiaire sur deux a été engagé définitivement après la fin de son stage dans le secteur privé, on peut souligner l'efficacité de cette mesure.

En outre, 18 000 travailleurs âgés devraient prendre leur pension anticipée. Cette possibilité est offerte aux chômeurs qui sont sans travail depuis plus d'un an, pour les hommes à partir de 60 ans et pour les femmes à partir de 55 ans.

Enfin, l'humanisation du travail permettra de fournir du travail à un certain nombre de personnes. Des primes allant jusqu'à 50 % sont octroyées pour la réalisation de projets qui visent une amélioration des conditions de travail dans les entreprises.

4. Politique fiscale.

Non seulement les dépenses mais aussi les recettes fiscales (914,8 milliards), en excluant les recettes propres des Communautés européennes, devraient, d'après les prévisions, croître à un rythme de 7,7 %, donc inférieur à celui du P.N.B. en 1979.

Le Gouvernement a voulu que la politique fiscale contribue à stimuler la croissance économique.

Tant pour 1979 que pour 1978, il refuse de faire appel à de nouvelles hausses des impôts pour diminuer le déficit budgétaire. La lutte contre la fraude fiscale, sous toutes ses formes, sera néanmoins poursuivie d'une manière plus intense.

die met pensioen gaan; de aanhoudende stijging van de vrouwelijke werknemers.

De Regering besliste dan ook haar inspanningen op het vlak van het werkgelegenheidsscheppend beleid te intensiveren door een verlenging en een verruiming van haar in 1978 gelanceerd actieplan tot oplorping van de werkloosheid, door een krachtige investeringsinspanning, door fiskale maatregelen tot stimulering van de bedrijfsinvesteringen, door een spoedige uitvoering van de in de wet van 4 augustus 1978 voorziene aanmoediging van de tewerkstelling in de K.M.O.'s, enz.

De zes maatregelen van het verlengde actieplan tot oplorping van de werkloosheid waarvoor 32 miljard wordt ingeschreven op de begroting 1979 tegenover 22,4 miljard in 1978, hebben als streefdoel het aantal werklozen in 1979 met 127 000 te verminderen.

Zo zou het bijzonder tijdelijk kader in 1979 gemiddeld 25 000 werklozen opnieuw aan het werk moeten stellen. Dat kader is voorbehouden aan volledige werklozen en schept voor overheid of verenigingen de mogelijkheid om een aantal werken van openbaar, van sociaal of cultureel belang uit te voeren en om hiervoor werkkrachten ter beschikking te krijgen waarvoor de Staat de lonen en de sociale lasten volledig op zich neemt. Onder bepaalde voorwaarden zullen voortaan de tewerkgestelde werklozen na een jaar aktiviteit mogen behouden worden.

De tewerkstelling van 27 500 werklozen door de openbare diensten is een tweede maatregel.

Verder zal de vervanging van werknemers met wettelijk brugpensioen door jongeren van minder dan dertig jaar het aantal werklozen met 26 000 doen dalen. De werkgever is ertoe verplicht de werknemer met een wettelijk brugpensioen te vervangen door een jongere van minder dan 30 jaar die zonder werk is en die buiten de onderneming wordt aangeworven.

Op de vierde plaats zouden 28 000 jongeren als stagiair moeten worden aangeworven door de ondernemingen met meer dan 50 werknemers en op vrijwillige basis door de K.M.O.'s, waarvoor een premie voorzien is. Dat systeem heeft bewezen deugdelijk te zijn, vermits tot heden één stagiair op twee vast werd aangeworven na afloop van zijn stage in de privé-sektor.

Anderzijds zouden 18 000 oudere werknemers met brugpensioen gaan. Deze mogelijkheid staat open voor de werklozen die sinds meer dan één jaar zonder werk zijn, voor mannen vanaf 60 jaar en voor vrouwen vanaf 55 jaar.

Tenslotte zal de humanisering van de arbeid aan een zeker aantal personen werk kunnen verschaffen. Er worden premies gegeven tot 50 % voor de verwezenlijking van projecten met het oog op de verbetering van de arbeidsvooraarden in de ondernemingen.

4. Fiscaal beleid.

Niet alleen de uitgaven maar ook de fiskale ontvangsten (914,8 miljard), abstractie makend van de eigen ontvangsten van de Europese Gemeenschappen, zullen, naar verwachting, in 1979, met een stijgingspercentage van 7,7 %, trager toenemen dan het B.N.P.

Doelbewust heeft de Regering het in 1979 te voeren fiscaal beleid afgestemd op de stimulering van de economische groei.

Zo ziet de Regering voor 1979 af, evenals in 1978, van alle belastingsverhogingen om het begrotingstekort te verminderen. De strijd tegen de fiscale fraude, in al haar vormen, zal echter op een verscherpte wijze worden voortgezet.

Un effort tout à fait particulier sera fait pour étendre l'indexation des barèmes fiscaux en relevant les plafonds de revenus. Ainsi, l'aggravation automatique de la pression fiscale suite à la hausse des prix sera entièrement éliminée pour les revenus jusqu'à 400 000 francs et partiellement pour les revenus jusqu'à 750 000 francs. Cette année, les plafonds de revenus fixés étaient respectivement de 280 000 francs et 500 000 francs. Les montants minimum imposables, les réductions maximales pour charges de famille et la limite de décumul seront aussi relevés.

En outre, les mesures suivantes ont été prises en vue de l'encouragement fiscal des investissements des entreprises :

— Prolongement jusqu'au 31 décembre 1979 de l'exemption d'impôt sur les revenus (5 % pendant 5 ans) sur les bénéfices afférents à de nouvelles actions et participations (article 49 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique).

— Exemption de l'impôt sur les revenus des investissements de complément. Un montant égal à 15 % de la partie des investissements de 1979 et aussi de 1980 qui dépasse la moyenne des investissements de 1974 à 1976, pourra être déduit des bénéfices (article 50 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique).

— Autorisation sous certaines conditions, pour les petites et moyennes entreprises, de l'amortissement accéléré prévu dans la législation d'expansion, par application pendant trois périodes imposables successives d'un amortissement annuel égal à deux fois l'amortissement normal linéaire sur les actifs matériels (exécution de l'article 7 de la loi susmentionnée du 4 août 1978).

— Réinvestissement des plus-values : la durée de validité de la mesure contenue dans l'arrêté royal du 16 mars 1977 sera prolongée jusqu'au 31 décembre 1979.

Een extra-inspanning zal worden gedaan om de indexatie van de fiskale barema's gevoelig uit te breiden door optrekking van de betrokken inkomensgrenzen. Zo zal de automatische verhoging van de belastingsdruk ingevolge de prijsstijging volledig worden weggewerkt voor inkomens tot 400 000 frank en gedeeltelijk voor inkomens tot 750 000 frank. Dit jaar waren de in aanmerking komende inkomensgrenzen respectievelijk 280 000 frank en 500 000 frank. Ook de belastbare minimumbedragen, de maximumvermindering wegens gezinslasten en de decumulgrens worden opgevoerd.

Anderzijds werden reeds de volgende maatregelen getroffen met het oog op de fiskale aanmoediging van de bedrijfsinvesteringen :

— Verlenging tot 31 december 1979 van de vrijstelling van inkomensbelasting (5 % gedurende 5 jaar) van de winsten uitgekeerd op nieuwe aandelen en deelbewijzen (artikel 49 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering).

— Vrijstelling van inkomensbelasting van aanvullende investeringen. Een bedrag gelijk aan 15 % van het gedeelte van de investeringen van 1979 en ook van 1980 dat meer bedraagt dan het gemiddelde van de investeringen van 1974-1976, zal van de winst mogen worden afgetrokken (artikel 50 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering).

— Toepassing, onder bepaalde voorwaarden, voor de K.M.O.'s van de versnelde afschrijving, voorzien in de expansiewetgeving, door toepassing gedurende drie opeenvolgende belastbare tijdperken van een jaarlijkse afschrijving gelijk aan tweemaal de normale lineaire afschrijving op materiële activa (uitvoering artikel 7 van voormelde wet van 4 augustus 1978).

— Wederbelegging van meerwaarden : de geldigheidsduur van de maatregel vervat in het koninklijk besluit van 16 maart 1977 wordt verlengd tot 31 december 1979.

5. Programme ambitieux d'investissements publics.

Comme en 1978 le budget de 1979 veut contribuer au mieux — en tenant compte des possibilités du marché des capitaux — à stimuler par le biais des investissements publics la croissance économique et par là l'emploi. Le Gouvernement considère le programme d'investissements publics comme un volet important de sa politique en la matière.

Evenals in 1978 wil de begroting 1979 op een maximale wijze — rekening houdend met de mogelijkheden van de kapitaalmarkt — via de overheidsinvesteringen bijdragen tot de stimulering van de economische groei en derhalve van de werkgelegenheid. De Regering beschouwt het openbaar investeringsprogramma immers als een belangrijk luik van haar beleid terzake.

Aldus is, met inbegrip van de investeringen van de parastatale instellingen, een investeringsprogramma voorzien van 230 miljard — dit is 30 miljard of 15 % meer dan in 1978 — waarvan een schijf van 7 miljard betrekking heeft op het prioritair infrastructuurprogramma.

De Regering zal erover waken dat het toegestane investeringsprogramma zo volledig mogelijk en tijdig zal worden uitgevoerd, alsmede dat de realisatie evenwichtig zou worden gespreid over het gehele jaar 1979.

6. Une politique sociale progressiste.

Le Gouvernement continue à attacher la plus grande importance à la politique sociale, aussi et surtout en période de crise. En première instance, il vise à un renforcement de la solidarité en faveur des moins bien lotis et des victimes de la crise. En outre, il continue à fixer les dépenses sociales de l'Etat en fonction d'un maintien du pouvoir d'achat global de la population.

6. Een vooruitstrevend sociaal beleid.

De Regering blijft het grootste belang hechten aan haar sociaal beleid, ook en vooral in deze krisistijd. In eerste instantie beoogt zij een versterking van de solidariteit ten voordele van de minst begunstigden en de slachtoffers van de krisis. Daarenboven blijft zij de sociale uitgaven van de overheid afstemmen op het handhaven van de globale koopkracht van de bevolking.

Ainsi des moyens importants sont mis à disposition pour compenser les conséquences sociales du chômage, et pour réduire le chômage par une série de mesures spécifiques.

Par une nouvelle indexation importante des barèmes fiscaux, l'impôt des personnes pour les petites et moyennes entreprises ne subira plus l'influence défavorable de l'inflation et de la progressivité de l'impôt. Aussi et entre autres les montants minimum imposables seront relevés.

En outre, la liaison des prestations sociales au niveau du bien-être est renforcée et les primes de bien-être forfaitaires accordées en 1978 seront incorporées dans les montants de base des allocations sociales en 1979.

Par ailleurs, une série d'améliorations seront apportées au régime existant : le régime des allocations familiales pour travailleurs salariés sera amélioré et simplifié ; l'octroi d'allocations familiales garanties sera assoupli ; les régimes des accidents du travail et des maladies professionnelles seront adaptés pour permettre une meilleure cohérence entre les deux régimes ; les enfants des indépendants bénéficient dorénavant d'une allocation de scolarité.

Pour établir un meilleur équilibre des opérations de l'assurance maladie, une série de mesures sont prévues qui visent notamment la réduction des dépenses et le recours à l'emprunt pour permettre à l'I.N.A.M.I. de payer les prestations d'une manière plus régulière.

Outre le ralentissement de la croissance du nombre de lits d'hôpitaux, une formule alternative de soins d'hospitalisation sera mise au point pour éviter que des personnes âgées séjournent pendant de longues périodes dans les hôpitaux.

En matière de pensions du secteur public, des efforts sont faits en vue d'une meilleure harmonisation. Quant aux pensions des salariés, une indemnité de revalorisation est octroyée pour les pensions qui ont pris cours en 1977 ; pour les pensions des mineurs il est introduit une allocation de chauffage en remplacement de la distribution de charbon et cela à partir du 1^{er} janvier 1979.

La pré pension pour invalides telle qu'elle existe actuellement sera étendue aux personnes qui pendant un an ont été alternativement chômeurs ou bénéficiaires de prestations de maladie.

Le statut des handicapés sera amélioré par la coordination de la politique des handicapés et par l'introduction d'un dossier unique.

Afin d'harmoniser les régimes existants de sécurité sociale et pour supprimer le manque de coordination et les inégalités, il sera procédé à une réforme du régime ; celle-ci tendra notamment à une répartition des revenus socialement plus équitable et à une simplification des procédures et des institutions administratives.

7. Budget 1979 et réforme de l'Etat.

La réforme de l'Etat — en exécution du pacte communautaire du 24 mai 1977 — contenue dans le projet de loi relatif aux réformes institutionnelles, doit normalement entrer en vigueur début janvier 1979.

Etant donné que cette réforme de l'Etat modifie fondamentalement les institutions du pays, elle aura par conséquent aussi une influence déterminante sur le contenu, la forme et la composition du budget de l'Etat.

Aldus worden ruime middelen ter beschikking gesteld om de sociale gevolgen van de werkloosheid te compenseren en om door een aantal specifieke maatregelen de werkloosheid terug te dringen.

Door een nieuwe belangrijke indexatie van de fiskale barema's zal de personenbelasting voor kleine en middel-grote inkomens verder worden onttrokken aan de nadelige invloed van de inflatie op de belastingsprogressiviteit. Ook zullen o.m. de belastbare minimumbedragen worden opgetrokken.

Verder wordt de binding van de sociale prestaties aan het welvaartspeil bevestigd en worden de voorziene forfaitaire welvaartspremies voor 1978 met ingang van 1979 geïncorporeerd in de basisbedragen van de sociale uitkeringen.

Bovendien worden een aantal verbeteringen aangebracht aan de bestaande stelsels : het stelsel van de kinderbijslagen voor werknemers wordt verbeterd en vereenvoudigd : de toekenning van de gewaarborgde kinderbijslag wordt versoepeld ; de stelsels voor arbeidsongevallen en beroepsziekten worden aangepast om meer overeenstemming te brengen tussen beide stelsels. Ook aan de kinderen van zelfstandigen zal voortaan een schoolbijslag worden toegekend.

Om een beter evenwicht te bereiken inzake de verrichtingen van de ziekteverzekering, worden een aantal maatregelen voorzien die een afremming van de uitgaven beogen, alsmede een terugkeer naar ontleningsmogelijkheden dit om het R.I.Z.I.V. in staat te stellen een stiptere betaling van de prestaties na te komen.

Naast een afremming van het aantal hospitaalbedden zal daarenboven een alternatieve vorm van ziekenhuisverpleging tot stand worden gebracht om te voorkomen dat bejaarden langdurig in ziekenhuizen worden opgenomen.

Inzake de pensioenen van de overheidssektor wordt gestreefd naar een billijker harmonisering. Wat anderzijds de werknemerspensioenen betreft, wordt een herwaarderingsvergoeding toegekend aan de pensioenen die in 1977 zijn ingegaan en wordt voor de mijnwerkerspensioenen met ingang van 1 januari 1979 overgegaan tot invoering van een verwarmingstoelage in vervanging van de steenkolenbedeling.

Het reeds bestaand brugpensioen voor invaliden zal uitgebreid worden tot personen die gedurende één jaar afwisselend werkloos zijn of ziekteuitkeringen genieten.

Het statuut van de minder-validen zal verbeterd worden door de coördinatie van het gehandicaptenbeleid en door de invoering van een enig dossier.

Teneinde de harmonisering van de bestaande stelsels van sociale zekerheid in de hand te werken en het gebrek aan samenhang en ongelijkheden weg te werken, zal overgegaan worden tot een hervorming van de stelsels om te komen tot een sociaal rechtvaardiger inkomensverdeling en tevens tot een vereenvoudiging van de administratieve procedures en instellingen.

7. Begroting 1979 en de Staatshervorming.

De Staatshervorming — in uitvoering van het Gemeenschapspact van 24 mei 1977 — vervat in het wetsontwerp houdende diverse institutionele hervormingen, moet normaliter begin januari 1979 in werking treden.

Aangezien deze Staatshervorming de instellingen van het land fundamenteel gaat wijzigen, zal zij uiteraard ook een diepgaande weerslag hebben op de inhoud, de vorm en de samenstelling van de Rijksbegroting.

Cet impact ne découlera pas seulement d'une nouvelle série de compétences nationales qui seront attribuées aux Communautés ou aux Régions et des déplacements de crédit qui les accompagneront; il découle aussi et surtout du fait que les Communautés et les Régions posséderont une personnalité juridique propre de sorte que leurs budgets ne seront plus des budgets de l'Etat comme les budgets culturels et régionaux actuels.

Le financement du budget des Régions et, dans une moindre mesure, celui des Communautés ne se limiteront plus aux dotations budgétaires, mais pourront être dans les deux cas complétés par des emprunts. En ce qui concerne les Régions, les dépenses pourront être financées par des recettes non fiscales propres et par des ristournes sur le produit de certains impôts ; les budgets des Régions et des Communautés seront ainsi l'expression de leur autonomie politique.

De par l'introduction de la réforme de l'Etat, le budget 1979 devrait être le dernier budget essentiellement unitaire à être introduit auprès du Parlement. Par ailleurs, après le vote du projet de loi portant diverses réformes institutionnelles, le projet de budget de 1979 lui-même devra être fondamentalement adapté aux nouvelles structures.

A cette fin, le Roi, dans l'article 88 de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires, est autorisé à modifier l'imputation, la répartition et la présentation des crédits budgétaires afin de tenir compte des incidences qui peuvent naître de l'application du Pacte communautaire.

Le Gouvernement a l'intention de réunir très bientôt un groupe de travail en vue de la préparation de l'adaptation du budget 1979 à l'exécution du Pacte communautaire.

8. Assainissement des finances publiques.

La déclaration gouvernementale du 7 juin 1977 a présenté l'assainissement budgétaire comme un point essentiel du programme. La réorientation et l'assainissement des dépenses publiques ont d'ailleurs été considérés comme indispensables pour disposer progressivement à nouveau de la marge de manœuvre indispensable au financement d'une politique de relance économique et industrielle par laquelle l'emploi, la prospérité et finalement le bien-être de la population entière seront à nouveau garantis.

Depuis sa formation, le Gouvernement s'est attelé à la tâche de redresser une situation budgétaire boîteuse. La situation économique tendue et la crise avec ses multiples impasses structurelles rendent la réorientation des finances publiques, en vue de renforcer l'efficacité des politiques, d'autant plus nécessaire mais aussi plus difficile. La faiblesse de l'activité économique a un double effet négatif sur les finances de l'Etat, à savoir : une augmentation des dépenses à charge du budget de l'Etat et de la sécurité sociale, notamment en raison du financement du chômage et de la mise en place d'une politique active de l'emploi d'une part, la stagnation du rendement de la fiscalité et para-fiscalité d'autre part. De plus, la politique budgétaire doit scrupuleusement éviter de provoquer des effets aussi bien inflatoires que déflatoires. Malgré ces circonstances particulièrement difficiles, le budget de 1978 a pu être exécuté sans crédits supplémentaires. Au cours de l'exécution de ce budget, la croissance d'un certain nombre de dépenses liées à la crise a pu être entièrement compensée par des économies, une législation de crise a pu être élaborée plaçant des freins budgétaires sur tous les départements et postes de dépenses ; elle permet l'application du principe de

Deze weerslag zal niet enkel voortvloeien uit de nieuwe reeks nationale bevoegdheden, die zal worden toegewezen aan de Gemeenschappen en de Gewesten en de hiermede gepaard gaande overheveling van kredieten, maar houdt ook vooral verband met het feit dat Gemeenschappen en Gewesten een eigen rechtspersoonlijkheid zullen bezitten zodat hun begrotingen geen Rijksbegrotingen zullen zijn, zoals dit thans wel nog het geval is voor de culturele en regionale begrotingen.

Ook zal de financiering van de begroting van de Gewesten en in mindere mate van die van de Gemeenschappen niet meer beperkt blijven tot begrotingsdotaties, maar zal zij voor beiden kunnen aangevuld worden door leningen èn wat de Gewesten betreft door eigen niet-fiscale ontvangsten en door ristorno's van de opbrengst van sommige belastingen. De begrotingen van Gewesten en Gemeenschappen zullen aldus de uitdrukking zijn van hun beleidsautonomie.

Door de nakende Staatshervorming zal de begroting 1979 blijkbaar de laatste bij het Parlement ingediende nog grotelijks « unitaire » begroting zijn. Bovendien zal, na de stemming van het wetsontwerp houdende diverse institutionele hervormingen, het begrotingsontwerp 1979 zelf reeds grondig moeten worden aangepast aan de nieuwe structuren.

Hiertoe wordt de Koning, in het artikel 88 van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen, gemachtigd om alle nodige wijzigingen aan te brengen aan de imputatie, de indeling en de voorstelling van de begrotingskredieten teneinde rekening te houden niet de incidenties die kunnen voortspruiten uit het in toepassing brengen van het Gemeenschapsact.

Het is de bedoeling van de Regering zeer binnenkort een werkgroep te belasten met de voorbereiding van de bedoelde aanpassing van de begroting 1979 aan de uitvoering van het Gemeenschapsact.

8. Sanering van de overheidsfinanciën.

De Regeringsverklaring van 7 juni 1977 stelde de budgettaire sanering voor als een essentieel programmapunt. De heroriëntering en sanering van de openbare uitgaven werden immers als onontbeerlijk beschouwd om geleidelijk terug te kunnen beschikken over de nodige budgettaire manevuurruimte voor de financiering van een politiek van economisch en industrieel herstel, waardoor de werkgelegenheid, de welvaart en uiteindelijk het welzijn van de gehele bevolking opnieuw zouden worden gewaarborgd.

Sedert haar aantreden heeft de Regering onverdroten geijverd voor het rechttrekken van de scheef gegroeide begrotingssituatie. De benarde economische toestand en de krisis met haar veelvuldige structurele impasses maakt de heroriëntering van de overheidsfinanciën met het oog op het herstel van de beleidsdoelmatigheid, des te noodzakelijker maar ook des te moeilijker. De zwakke economische activiteit heeft een dubbel negatief effect op de Staatsfinanciën : namelijk een verhoging van de lasten van de Rijksbegroting en van de sociale zekerheid, inzonderheid wegens de financiering van de werkloosheid en het voeren van een aktief tewerkstellingsbeleid enerzijds en een stagnatie van de opbrengst van de fiscale en parafiscale heffingen anderzijds. Bovendien moet het begrotingsbeleid angstvallig vermijden zowel inflatoire als deflatoire effecten te verwekken. Ondanks deze bijzonder moeilijke omstandigheden, kon de begroting van 1978 worden uitgevoerd zonder bijkredieten, kon in de loop van de uitvoering van deze begroting de verhoging van een aantal krisisgebonden uitgaven volledig worden gecompenseerd door besparingen, kon een krisiswetgeving worden tot stand gebracht die op alle departementen en uitgavenposten « begro-

la croissance zéro des dépenses en termes réels partout où cela est possible. Ces mesures et d'autres encore ont considérablement contribué à la modération de la croissance des dépenses publiques, et sont par conséquent autant d'éléments du plan quinquennal d'assainissement et de réorientation de nos finances publiques.

En ce qui concerne plus précisément le budget 1978, le feuilleton d'ajustement est même légèrement négatif, ce qui n'était plus arrivé depuis 1945.

Ce résultat est d'autant plus remarquable que le *budget control* de fin janvier 1978 fait apparaître des prévisions de crédits supplémentaires de l'ordre de 24 milliards ; en définitive, le feuilleton négatif ne contient donc pas seulement la compensation d'un crédit supplémentaire de 19,7 milliards à imputer à l'aggravation du chômage, mais aussi de nombre d'autres conséquences néfastes de la crise économique, ainsi que de l'incidence financière de la sixième programmation sociale dans le secrétariat public.

Ce résultat a d'abord pu être atteint par la poursuite d'une politique budgétaire stricte. En outre, l'article 181 de la loi-programme du 22 décembre 1977 a eu incontestablement une influence salutaire sur la modération des crédits supplémentaires. Cet article prescrit que si des dépenses sont autorisées par une délibération en Conseil des Ministres, un projet de loi doit être préalablement introduit par lequel les crédits nécessaires sont mis à disposition ; et cela lorsque le crédit supplémentaire porte sur un montant d'au moins 200 millions ou permet une dépense de 10 millions ou plus représentant au moins 15 % du crédit budgétaire visé.

L'article 181 ne fut appliqué qu'une seule fois : pour accorder un crédit supplémentaire considérable pour faire face aux dépenses destinées au chômage (loi du 4 juillet 1978). Tous les autres crédits supplémentaires visés par l'article 181 ont été refusés.

Enfin, il faut souligner que le Gouvernement a été fortement aidé par le faible rythme de croissance de l'inflation, qui a rendu possible la suppression de la provision index de 8,5 milliards et a constitué un élément de ralentissement d'autres dépenses non indexées.

Comme le montrent les chiffres ci-dessus, le Gouvernement a fortement réduit le rythme de croissance des dépenses apparaissant dans le projet de budget de 1979 et a, en même temps, respecté son engagement — le Premier Ministre s'est engagé, au nom du Gouvernement, dans sa communication du 12 avril 1978 devant le Parlement relative à la situation budgétaire — de maintenir la croissance des dépenses courantes de 1979 en deçà de la croissance prévue du P.N.B. pour cette même année.

Ce freinage des dépenses a pu notamment être atteint par l'application de la norme de croissance zéro décidée par le Gouvernement, norme qui signifie qu'en principe la croissance des dépenses est limitée à la hausse des prix à la consommation.

Dans la loi du 5 août 1978 relative aux réformes économiques et budgétaires, un ensemble de dispositions ont été prises qui concrétisent immédiatement l'objectif de la croissance zéro pour quelques matières spécifiques. Quelques arrêtés d'exécution de cette loi qui ont pour objectif des économies budgétaires sont déjà publiés et d'autres seront pris incessamment.

En outre, cette loi anticrise comporte un article 87 qui contient une autorisation générale de prendre, par voie d'arrêté royal, toutes les mesures pour combattre la croissance des dépenses même si ces mesures ne sont pas prévues formellement par la loi. L'article 87 constitue la base juridi-

tionsklemmen » plaast, waardoor het principe van de nulgroei van de uitgaven, in reële termen, overal waar enigszins mogelijk wordt doorgedruwd. Deze en andere maatregelen hebben aanzienlijk bijgedragen tot de verlaging van de verhoging van de overheidsuitgaven en zij zijn derhalve zovele bestanddelen van het vijfjarenplan tot sanering en heroriëntering van onze overheidsfinanciën.

Wat meer bepaald de begroting 1978 betreft, is het aanpassingsblad zelfs licht negatief, wat sinds 1945 niet meer het geval was.

Dat resultaat is des te merkwaardiger daar de *budget control*-operatie van einde januari 1978 bijkredietvoortzichten van circa 24 miljard aan het licht bracht én het negatief feuilleton derhalve niet alleen de compensatie inhoudt van een bijkrediet van 19,7 miljard te wijten aan de verergering van de werkloosheid én van een aantal andere nefaste gevolgen van de economische krisis, maar ook de neutralisatie van de financiële incidentie van de 6de sociale programmatie in de overheidssector.

Vooreerst kon dit resultaat bereikt worden door het voeren van een streng begrotingsbeleid. Verder had het artikel 181 van de programmawet van 22 december 1977 blijkbaar een heilzame invloed op de afremming van de bijkredieten. Dat artikel schrijft voor dat als uitgaven gemachtigd worden door een beraadslaging van de Ministerraad, voorafgaandelijk een wetsontwerp moet worden ingediend, waarbij de nodige kredieten worden ter beschikking gesteld, wanneer de beraadslaging betrekking heeft op een bedrag van minstens 200 miljoen frank of machtiging verleent tot een uitgave van minimum 10 miljoen frank die minstens 15 % vertegenwoordigt van het betrokken begrotingskrediet.

Slechts in één geval werd het artikel 181 toegepast, nl. voor het toestaan van een aanzienlijk bijkrediet ten behoeve van de werkloosheidsuitgaven (wet van 4 juli 1978). Alle andere bijkredieten, bedoeld door artikel 181, werden afgewezen.

Tenslotte dient onderstreept dat de Regering ook flink werd geholpen door het tragere groeiritme van de inflatie, wat het mogelijk maakte de in de begroting 1978 voorziene indexprovisie van 8,5 miljard te schrappen én ook een vertragingsfaktor betekende voor andere niet-geïndexeerde uitgaven.

Zoals hierboven cijfermatig aangetoond werd, heeft de Regering het stijgingstempo van de lopende uitgaven ingeschreven in de ontwerp-begroting 1979 merkelijk afgezwakt en meteen de verbintenis nagekomen, waartoe de Eerste Minister zich namens de Regering verbond in zijn mededeling van 12 april 1978 aan het Parlement over de budgettaire toestand, met name dat de groei van de lopende uitgaven voor 1979 zou beperkt worden tot een lager niveau dan de voorziene groei van het B.N.P. voor dat jaar.

Deze afremming van de uitgaven kon inzonderheid worden bereikt door de toepassing van de door de Regering be-liste nulgroei, d.w.z. dat de uitgavenverhoging in principe beperkt wordt tot de stijging van de consumptieprijsen.

In de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen werden een aantal bepalingen opgenomen, die rechtstreeks het objectief van de nulgroei konkretiseren voor enkele specifieke materies. Enkele uitvoeringsbesluiten van deze wet met een bezuinigingsdoel zijn reeds gepubliceerd, andere worden binnenkort getroffen.

Bovendien bevat deze antikrisiswet een artikel 87 dat een algemene machtiging inhoudt om zo nodig, bij koninklijk besluit, maatregelen, die zelfs niet uitdrukkelijk in deze wet voorzien zijn, te treffen om de stijging van de uitgaven tegen te gaan. Artikel 87 moet de juridische basis vormen van de

que des arrêtés royaux qui répondraient à cet objectif et qui auraient fait partie d'une des lois-programmes antérieures présentées chaque année par le Gouvernement depuis 1974.

L'article 87 est également important eu égard aux résultats et aux éventuels besoins de crédits supplémentaires qui apparaîtront lors des opérations du *budget control* de janvier 1979. Il y a lieu de rappeler que cet article permet au Roi de prendre des arrêtés soumis à l'approbation du Parlement jusqu'au 31 mars 1979.

De plus, en vue d'une utilisation plus judicieuse des deniers publics, les articles 84, 85 et 86 de la loi du 5 août 1978 permettent un contrôle efficace et/ou l'imposition de méthodes de gestion pour des organismes, institutions et entreprises dont le fonctionnement dépend en grande partie des interventions de l'Etat.

Les tâches matérielles qui vont de pair avec la préparation de documents budgétaires volumineux, exigent beaucoup de temps. Il faut déplorer qu'un certain nombre de projets budgétaires ne peuvent être présentés à temps au Parlement de sorte que leur examen et leur approbation ne peuvent avoir lieu avant le début de l'année budgétaire.

Pour que les documents budgétaires puissent être examinés dès le début de la session parlementaire, le Gouvernement vient de prendre l'initiative suivante : aussi bien pour le feuilleton d'ajustement 1978 que pour le projet de budget 1979, chacun des documents sera scindé en deux parties dont la première — à traiter en priorité — contient le texte du projet de loi proprement dit et les tableaux s'y rapportant, tandis que la seconde partie a trait au programme justificatif. Il va de soi que tout sera mis en œuvre pour que ces programmes justificatifs suivent très rapidement le texte de loi et les tableaux de crédits, et soient prêts avant le début du débat au Parlement.

De cette façon, à partir du début de la session, les parlementaires et l'opinion publique disposeront d'une information générale sur les données budgétaires qui complètera et clarifiera les informations nécessairement synthétiques de l'Exposé général du budget. Cette disposition contribuera sans aucun doute à une amélioration des compétences institutionnelles du Parlement en matière budgétaire et à une meilleure information de l'opinion publique.

Conclusions.

Traduction de la politique budgétaire du Gouvernement, le budget signifie bien plus qu'un compte en milliards ou l'addition de chiffres sans âme. La loi budgétaire est l'instrument de politique par excellence de chaque Gouvernement de notre démocratie parlementaire. Mais les lois aussi peuvent rester lettres et chiffres morts si n'existe pas le consensus pour les réaliser. Le processus du redressement des finances publiques vers plus d'efficacité vient de démarrer. Ce n'est pas une entreprise facile, mais il s'agit cependant d'une impérieuse nécessité. L'exécution du budget de 1978 et du projet de budget pour 1979 est le premier pas d'une marche qui risque d'être longue. Eu égard à la situation économique et sociale, le déficit budgétaire des opérations courantes ne peut plus être comprimé. Seul le redressement de la croissance économique peut spontanément accroître les recettes de l'Etat. Quant aux dépenses publiques, elles doivent être contrôlées et maîtrisées avec la plus grande rigueur, avec efficacité et avec bon sens, de façon à ce qu'elles soient adaptées aux moyens de notre économie. L'exécution correcte du budget 1979 exigera probablement des efforts plus importants encore qu'en 1978.

koninklijke besluiten die hiertoe nuttig blijken en die vroeger zouden opgenomen geweest zijn in de programmawetten, die de Regering elk jaar sinds 1974 indiende.

Ook moet artikel 87 in verband worden gebracht met de resultaten en de eventuele bijkredietnoodwendigheden die zullen blijken uit de *budget control*-operatie van januari 1979. Hierbij wezen herinnerd dat dit artikel aan de Koning toelaat besluiten te treffen, onderworpen weliswaar aan de goedkeuring van het Parlement, tot 31 maart 1979.

Verder verschaffen de artikels 84, 85 en 86 van de wet van 5 augustus 1978, met het oog op een doelmatiger gebruik van de overheidsgelden, de mogelijkheid om efficiënte controle- en/of beheersvoorwaarden te voorzien met de betrekking tot organismen, instellingen of ondernemingen waarvan de werking voor een belangrijk deel afhangt van Staatstussenkomsten.

De materiële werkzaamheden, die gepaard gaan met het klaarmaken van de omvangrijke begrotingsdокументen, vergen veel tijd. Het is te betreuren dat een aantal begrotingsontwerpen niet tijdig bij het Parlement kunnen worden ingediend, zodat het onderzoek en de goedkeuring ervan niet vóór de aanvang van het begrotingsjaar kunnen worden afgewerkt.

Om het onderzoek van de begrotingsdокументen bij de aanvang van de parlementaire zittijd mogelijk te maken, nam de Regering volgend nieuw initiatief: zowel voor het aannemingsblad 1978 als voor het begrotingsontwerp 1979, zullen de bescheiden ieder worden gesplitst in twee afzonderlijke bundels waarvan de eerste — prioritair te behandelen — de tekst van het eigenlijk wetsontwerp en de daarbijhorende tabellen inhoudt terwijl de tweede betrekking heeft op het verantwoordingsprogramma. Vanzelfsprekend zal alles in het werk gesteld worden om deze verantwoordingsprogramma's met alle nodige spoed op de wettekst en de krediettabellen te laten volgen en dit vóór de aanvang van de parlementaire besprekking.

Op deze wijze zullen de Parlementsleden en de publieke opinie vanaf de aanvang van de zittijd over een overzichtelijk beeld van de begrotingsgegevens kunnen beschikken die de noodzakelijke synthetische informatie van de Algemene Toelichting bij de begrotingen zullen aanvullen en verduidelijken. Deze regeling zal ongetwijfeld bijdragen tot een verbetering van de institutionele bevoegdheden die het Parlement ten aanzien van de begrotingen bezit en tot een nauwkeuriger informatie van de publieke opinie.

Slotbeschouwingen.

Als vertolking van het begrotingsbeleid van de Regering, is de begroting echter veel meer dan een « biljoenennota » of een opsomming van droge cijfers. Zij is het tot wet om te smeden beleidsinstrument bij uitstek van elke Regering in onze parlementaire democratie. Maar ook wetten kunnen dode letters en cijfers blijven, indien de gemeenschappelijke consensus ontbreekt om ze te verwezenlijken. De ombuiging van de Staatsfinanciën naar een grotere doelmatigheid is begonnen. Het is voorwaar geen pretje, en toch een absolute noodzaak. De uitvoering van de begroting 1978 en van de ontworpen begroting voor 1979 is een eerste stap van een waarschijnlijke lange mars. Gegeven de economische en sociale situatie is het begrotingstekort op de lopende rekening niet verder samendrukbaar. Enkel de herneming van de economische groei kan spontaan de overheidsinkomsten verhogen. Immiddels moeten de overheidsuitgaven met de grootste energie en kordaatheid oordeelkundig worden bewaakt en beheerst, om ze in overeenstemming te brengen met de draagkracht van onze economie. De korrekte uitvoering van de begroting 1979 zal wellicht nog grotere inspanningen vergen dan in 1978.

Comme en 1978 d'ailleurs, le Gouvernement a l'intention ferme de fournir cet effort parce qu'il réalise que des finances publiques saines sont essentielles au maintien d'une politique efficace, surtout dans un pays qui est particulièrement vulnérable du point de vue économique.

Le Gouvernement compte fermement que le Parlement et les responsables politiques partout dans le pays voudront soutenir cette politique de redressement budgétaire, condition indispensable à un rétablissement plus fondamental et durable de l'économie.

Le 24 août 1774, TURGOT, le Ministre des Finances de l'époque venant de prendre ses fonctions dit au Roi de France dans la « Lettre au Roi en prenant possession de la place de contrôleur général des finances » : « Il faut vous armer contre votre bonté de votre bonté même ». Bien que l'histoire ne se répète pas — car le présent n'est pas deux fois le passé, il est autre et l'avenir n'est pas quatre fois le présent, il est toute autre —, ces mots gardent, au-delà des siècles, adressés aux responsables de la politique d'aujourd'hui, toute leur âpre pertinence : « Vous savez que vous serez seuls à combattre contre les abus de tous genres, contre les efforts de ceux qui gagnent à ces abus, contre la foule de préjugés qui s'opposent à toute réforme et qui sont un moyen si puissant dans les mains des gens intéressés à éterniser le désordre ».

De Regering is hiertoe vast besloten — zoals in 1978 — omdat zij beseft dat gezonde Staatsfinanciën essentieel zijn voor het in stand houden van een efficiënte Staatshuishouding, zeker in een land dat economisch bijzonder kwetsbaar is.

De Regering durft te hopen dat de volksvertegenwoordiging en de beleidsverantwoordelijken, waar dan ook in het land, hun steun zullen verlenen aan dit budgetair herstelbeleid, voorwaarde voor een meer fundamenteel en duurzaam economisch herstel.

Op 24 augustus 1774 schreef de toenmalige, pas benoemde Minister van Financiën TURGOT aan de Franse Koning in zijn « Lettre au Roi en prenant possession de la place de contrôleur général des finances » : « Il faut vous armer contre votre bonté de votre bonté même ». Ofschoon de geschiedenis zich niet herhaalt — want het heden is niet tweemaal het verleden, maar anders, en de toekomst is niet viermaal het heden, maar heel anders — toch behouden deze woorden, over de eeuwen heen, gericht tot de verantwoordelijken voor het beleid van vandaag, al hun wrange pertinente : « Vous savez que vous serez seuls à combattre contre les abus de tous genres, contre les efforts de ceux qui gagnent à ces abus, contre la foule des préjugés qui s'opposent à toute réforme et qui sont un moyen si puissant dans les mains des gens intéressés à éterniser le désordre ».

Politique budgétaire et législation anti-crise.

La nécessité d'une restauration des équilibres budgétaires commande la politique à suivre à moyen terme, mais détermine aussi les actions plus immédiates à entreprendre.

Non seulement les déficits budgétaires excessifs enlèvent à l'autorité publique toute marge de manœuvre pour assurer le financement d'actions positives en matière de relance économique et de promotion de l'emploi, mais encore contribuent-ils à renforcer les impulsions d'inflation par les coûts qui tendent à détériorer la position compétitive de l'économie et à maintenir un climat d'incertitude dans les relations économiques internationales et dans les perspectives des entreprises.

En plus, le prélèvement du secteur public sur les facultés contributives de la nation et l'utilisation des ressources publiques pour des activités dont la productivité marginale peut être de plus en plus réduite aboutissent à priver les agents économiques les plus dynamiques du volant de moyens indispensables au démarrage de nouvelles activités ou au développement des activités existantes. Toutes les ressources disponibles pour l'investissement tendent en effet, dans de telles conditions, à être affectées d'une manière trop exclusive à la rationalisation de l'appareil de production, avec les conséquences néfastes sur l'emploi que celle-ci entraîne fatalement si elle ne s'accompagne pas de la création de nouveaux moyens de production de caractère extensif.

D'un autre côté, la persistance du climat économique déprimé et la faiblesse des taux de croissance, exclusivement concentrée d'ailleurs dans les activités tertiaires et notamment celles du secteur public, ont pour effet de restreindre relativement l'assiette du prélèvement fiscal, d'atténuer sensiblement l'élasticité des recettes d'impôts par rapport aux revenus, et d'alourdir les charges découlant des compensations économiques et sociales. Ces compensations, qui se situent tant dans les aides aux entreprises en difficulté que dans les allocations en faveur des chômeurs ou les systèmes d'indemnisation et de réadaptation, interviennent pour une large part dans le déficit des opérations courantes.

La réconciliation entre les éléments fondamentaux de l'économie et les données essentielles du budget presuppose une action coordonnée et cohérente; les lois récemment votées par le Parlement — loi de réorientation économique et loi de réformes économiques et budgétaires — fournissent l'instrument juridique nécessaire à cette action.

A côté des autres impulsions émanant des budgets du secteur public, deux types d'action répondant à ces objectifs dans l'immédiat trouvent leur base dans les lois anti-crise.

D'une part, les aides aux P.M.E. (à savoir l'extension des zones géographiques d'intervention, les interventions en faveur des jeunes qui s'installent, la simplification des formalités administratives, l'allégement temporaire des cotisations sociales, les ressources affectées à la promotion du financement par du capital à risque), d'autre part, les aménagements fiscaux de caractère général tendant à promouvoir les investissements privés, doivent contribuer à une relance d'une ampleur peut-être modérée mais suffisamment significative pour porter les taux de croissance de niveaux purement conservatoires à des niveaux traduisant déjà une certaine reprise économique et se situant autour de 3% en termes annuels, voir au-delà.

Begrotingsbeleid en anticrisis-wetgeving.

De noodzaak van een herstel van de begrotingsevenwichten bepaalt niet alleen het te volgen beleid op middellange termijn, maar ook de te ondernemen meer onmiddellijke acties.

De overdreven begrotingstekorten ontnemen aan de overheid niet enkel elke maneuverruimte om de financiering van positieve acties inzake economische heropleving en bevordering van de tewerkstelling te verzekeren, maar dragen daarenboven bij tot het versterken van de incidenties van een kosteninflatie die dreigen de competitieve positie van de economie af te takelen en een klimaat van onzekerheid aan te houden in de internationale economische betrekkingen en in de vooruitzichten van de ondernemingen.

Bovendien lopen de voorafnemingen van de openbare sector op de belastingmogelijkheden van het land en de aanwending van overheidsmiddelen voor activiteiten waarvan de marginale produktiviteit meer en meer kan verminderd worden uit op het ontnemen, aan de meest dynamische economische voortbrengers, van de onontbeerlijke middelen nodig voor het op gang brengen van nieuwe activiteiten of voor de ontwikkeling van de bestaande activiteiten. Alle beschikbare inkomsten voor de investeringen worden inderdaad, onder deze voorwaarden, op een te exclusieve wijze bestemd voor de rationalisering van het produtieapparaat, met de nefaste gevolgen op de tewerkstelling die deze fataal met zich brengt zo ze niet gepaard gaat met de oprichting van nieuwe produktiemiddelen en een extensief karakter.

Anderzijds hebben het voortduren van het lusteloos economisch klimaat en de zwakheid van de groeivoeten, die trouwens uitsluitend toegespitst zijn op de tertiaire activiteiten en met name op die van de openbare sector, tot gevolg de betrekkelijke inkrimping van de belastbare massa, de gevoelige vermindering van de elasticiteit van de belastingontvangsten ten opzichte van de inkomsten en de verzwaring van de lasten die uit de economische en sociale compensaties voortvloeien. Deze compensaties die zowel betrekking hebben op de hulp aan ondernemingen in moeilijkheden als op de uitkeringen ten gunste van de werklozen of de vergoedings- en wederaanpassingssystemen, komen voor een groot deel tussen in het tekort van de lopende verrichtingen.

Het verzoenen van de fundamentele elementen van de economie én van de essentiële begrotingsgegevens vereist een ge-coördineerde en samenhangende actie; de onlangs door het Parlement gestemde wetten — wet tot economische heroriëntering en wet houdende economische en budgettaire hervormingen — leveren het nodige juridisch instrument voor deze actie.

Naast de andere impulsen die van de begrotingen van de openbare sector uitgaan, vinden twee soorten akties die rechtstreeks aan deze doelstellingen beantwoorden hun grondslag in de anticrisiswetten.

Enerzijds moeten de hulp aan de kleine en middelgrote ondernemingen (te weten de uitbreiding van de geografische tussenkomstzones, de tegemoetkomingen ten gunste van de jongeren die zich vestigen, de vereenvoudiging van de administratieve formaliteiten, de tijdelijke verlichting van de sociale bijdragen, de middelen bestemd voor de bevordering van de financiering door risicodragend kapitaal) en, anderzijds, de fiscale ontheffingen van algemene aard om de privé-investeringen te bevorderen, bijdragen tot een heropleving van een misschien matige omvang doch voldoende betekenisvol om de groeivoeten van zuiver conservatoire aard te brengen tot niveaus die reeds enige economische herneming uitdrukken en zich, op jaarbasis, rond 3%, of zelfs hoger situeren.

Les mesures destinées à combattre les pratiques frauduleuses de pourvoyeurs de main-d'œuvre sont, quant à elles, de nature à porter les recettes fiscales et les recettes de sécurité sociale à la hauteur correspondant aux activités économiques réelles et ainsi à rétablir une situation plus équilibrée entre les recettes et les dépenses.

Parallèlement, sur un plan plus directement budgétaire, des économies substantielles doivent découler d'une série de mesures prescrites par la loi de réformes budgétaires ou prévues lors de son élaboration, notamment dans le secteur de l'Education nationale et de la Culture, dans le domaine de l'Emploi et du Travail, dans celui de la Prévoyance sociale et dans le volet des pensions dans les départements de la Défense nationale, des Travaux publics, des Communications.

Se situant dans la perspective d'une relance économique progressive et d'un assainissement continu des finances publiques les lois anti-crise contiennent une série de dispositions de nature à améliorer les structures économiques et à établir les bases d'une meilleure maîtrise des budgets dans le moyen terme.

Il convient tout particulièrement de citer dans le secteur budgétaire :

- l'extension de certaines modalités de contrôle des entreprises et des organismes publics en leur imposant soit des conditions de gestion, soit des règles de contrôle prévues dans la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public;
- la limitation des types d'aide aux entreprises en difficulté, pour assurer dans les meilleures conditions leur restructuration et éviter d'engager l'Etat dans des opérations sans issue;
- l'instauration de protocoles de gestion avec des organismes d'intérêt public, qui définissent d'une manière contractuelle les droits et les devoirs de chacune des parties en vue de la gestion la plus efficace et la plus économique;
- la réglementation des cumuls dans le secteur public, ainsi que des congés de maladie;
- la réforme du régime de la sécurité sociale, dans le sens d'une efficacité accrue des modalités de financement et de la distribution des ressources.

D'autre part, les réformes économiques, en particulier les modifications à apporter dans le fonctionnement de la société nationale d'investissement et la mise en place des sociétés régionales d'investissement, le renforcement des entreprises du secteur public dans le domaine de l'énergie, le développement du secrétariat à la concertation sectorielle, la restructuration de l'industrie sidérurgique, la création d'une banque publique, le contrôle du secteur bancaire et, dans le domaine social, l'organisation de l'apprentissage industriel, les extensions apportées dans le système des conseils d'entreprise, la réorganisation de l'Office national de l'emploi, sont également de nature à aménager les fondements de l'économie pour en assurer un fonctionnement meilleur.

La mise en œuvre parallèle de cet ensemble de mesures économiques et de réformes budgétaires en profondeur, correspond à une préoccupation essentielle et à l'étroite imbrication de l'économie et du secteur budgétaire.

Le volet budgétaire des lois anti-crise et l'assainissement des finances publiques sont considérés par le Gouvernement comme une condition indispensable de la relance économique et de la lutte contre le chômage.

Le plan quinquennal d'assainissement des finances publiques mis en avant dans la déclaration gouvernementale trouve

De maatregelen bestemd om de bedrieglijke praktijken van de koppelbazen te bestrijden zijn, van hun kant, van aard de fiscale ontvangsten en de sociale zekerheidsontvangsten te brengen op het niveau dat overeenstemt met de werkelijke economische activiteiten en aldus een meer evenwichtige toestand tussen de ontvangsten en de uitgaven te herstellen.

Op een meer direct begrotingsvlak moeten, parallel daarmee, substantiële bezuinigingen voortvloeien uit een reeks maatregelen, voorgeschreven door de wet op de budgettaire hervormingen of voorzien tijdens zijn voorbereiding, met name in de sector van Nationale Opvoeding en Cultuur, op het vlak van Tewerkstelling en Arbeid, op dat van Sociale Voorzorg, in de sector der pensioenen en in de departementen van Landsverdediging, Openbare Werken en Verkeerswezen.

De anticrisiswetten die zich situeren in het vooruitzicht van een progressieve economische heropleving en een onafgebroken sanering van de overheidsuitgaven omvatten een reeks maatregelen die van aard zijn de economische structuren te verbeteren en de grondslagen te leggen voor een betere beheersing van de begrotingen op middellange termijn.

Het past gans in 't bijzonder in de begrotingssector aan te stippen :

- de uitbreiding van sommige controlemodaliteiten in hoofde van de ondernemingen en van de openbare instellingen door hen, hetzij beheersvoorwaarden, hetzij controlemmaatregelen voorzien in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle van sommige instellingen van openbaar nut, op te leggen;
- de beperking van de hulpmiddelen aan de ondernemingen in moeilijkheden, ten einde onder de beste voorwaarden hun herstructurering te verzekeren en te vermijden de Staat te betrekken in verrichtingen zonder uitweg;
- de instelling van beheersovereenkomsten met instellingen van openbaar nut, die op een contractuele wijze de rechten en plichten van elk van de partijen bepalen met het oog op het meest efficiënte en meest economische beheer;
- de reglementering van de cumulatie in de openbare sector, alsmede van de afwezigheden wegens ziekte;
- de hervorming van het sociale zekerheidsstelsel, in de zin van een grotere doeltreffendheid van de financieringsmodaliteiten en van de verdeling van de inkomsten.

Anderzijds zijn ook de economische hervormingen, in het bijzonder de wijzigingen aan te brengen in de werking van de Nationale Investeringsmaatschappij en de oprichting van gewestelijke investeringsmaatschappijen, de versteviging van de ondernemingen van de openbare sector op het vlak van de energie, de ontwikkeling van het secretariaat voor sectorieel overleg, de herstructurering van de staalnijverheid, de oprichting van een overheidsbank, de controle van de banksector en, op sociaal vlak, de organisatie van de industriële leerlijd, de verruiming van het systeem van de ondernemingsraden, de reorganisatie van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, van aard de funderingen van de economie aan te passen om er een betere werking van te verzekeren.

Het gelijktijdig instellen van dit geheel van diepgaande economische maatregelen en budgettaire hervormingen beantwoordt aan een essentiële bekommernis en aan de nauwe verbondenheid van de economie en de begrotingssector.

Het begrotingsluik van de anticrisiswetten en de sanering van de openbare financiën worden door de Regering beschouwd als een onontbeerlijke voorwaarde voor de economische heropleving en de strijd tegen de werkloosheid.

Het vijfjarenplan tot sanering van de openbare financiën dat in de Regeringsverklaring werd aangekondigd komt

ainsi son exécution progressive; celle-ci s'exprime en 1979 par une norme nouvelle dans notre structure budgétaire, à savoir une croissance inférieure à celle du produit national brut; cette norme, reprise par l'article 87 de la loi de réformes économiques et budgétaires, constitue une étape importante en elle-même, mais encore insuffisante pour atteindre le résultat voulu à moyen terme.

**

En dehors des réformes de structure et des mesures de stimulation de l'économie qu'elles comportent, les lois anti-crise ont pour but primordial, nous l'avons dit déjà, de contribuer à l'assainissement des finances publiques.

Plusieurs mesures restrictives d'assainissement sont reprises expressément dans la loi elle-même et ne nécessitent aucun arrêté d'exécution.

D'autres mesures par contre doivent être prises soit en exécution des pouvoirs spéciaux accordés par la loi, soit sous forme de purs arrêtés d'exécution.

En outre, l'article 87 de la loi du 5 août 1978 permet d'une manière générale de prendre des mesures non prévues expressément par les lois anti-crise en vue de limiter l'accroissement des dépenses publiques dans certains secteurs, de modifier les conditions d'intervention de l'Etat en divers domaines économiques, sociaux et autres, bref de faire respecter les enveloppes budgétaires telles qu'elles ont été fixées dans les budgets des départements pour 1978 et 1979.

Enfin, les lois anti-crise ont déjà été complétées, et le seront encore ultérieurement, comme par exemple dans le secteur de l'Education nationale, par une série de mesures d'économies non fixées dans la loi mais bien définies dans des arrêtés royaux ou ministériels ou encore de simples circulaires administratives.

Quelques mesures ont déjà été prises par arrêté; d'autres mesures sont en élaboration et seront prises dans les délais impartis par les lois anti-crise.

En matière d'Education nationale, un certain nombre de mesures ont été prises qui exercent une influence favorable tant sur le budget de 1978 que sur celui des prochains exercices.

Ainsi, la croissance des subventions de fonctionnement et des crédits de fonctionnement des établissements de l'Etat est limitée d'une manière symétrique pour les diverses formes et niveaux d'enseignement ainsi que pour les Centres P.M.S. Les horaires hebdomadaires dans l'enseignement secondaire, postsecondaire et supérieur de type court seront progressivement diminués conformément à l'arrêté royal n° 2 du 21 août 1978. Le régime du financement des universités fera l'objet d'une modération du rythme de croissance en ce qui concerne le fonctionnement : c'est ainsi que pour les années 1979, 1980 et 1981, la croissance du coût forfaitaire par étudiant sera limitée. Les droits d'inscription — sauf pour les boursiers — ont été augmentés. De même, un droit d'inscription est devenu obligatoire pour tous les établissements d'enseignement supérieur de type long conformément aux modalités d'un arrêté royal du 21 août 1978. Quant au régime de réaffectation, il sera modifié pour le rendre plus efficace. Le contrôle sur l'inaptitude au travail pour cause de maladie sera renforcé et des mesures seront prises pour éviter que la réglementation sur les congés de maladie ne conduise à des situations abusives en fin de carrière.

aldus trapsgewijze tot uitvoering; deze uit zich in 1979 door een nieuwe norm in onze begrotingsstructuur, te weten een lagere groei dan die van het bruto-nationaal produkt; deze norm, vervat in artikel 87 van de wet op de economische en budgettaire hervormingen, betekent op zichzelf een belangrijke mijlpaal, doch is nog onvoldoende om op middellange termijn het gewenste resultaat te bereiken.

**

Zoals gezegd, hebben de anti-crisiswetten naast de structuurhervormingen en de maatregelen tot stimulering van de economie vooral tot doel bij te dragen tot de sanering van de openbare financiën.

Een aantal restrictive saneringsmaatregelen zijn rechtstreeks opgenomen in de wet zelf en behoeven geen uitvoeringsbesluiten.

Andere maatregelen moeten worden getroffen in uitvoering van de toegekende bijzondere volmachten of bij wijze van gewone uitvoeringsbesluiten.

Verder verschafft het artikel 87 van de wet van 5 augustus 1978 de algemene mogelijkheid om diverse niet uitdrukkelijk door de anti-crisiswetten voorziene maatregelen te nemen om de toename van de staatsuitgaven te beperken in bepaalde sectoren, om de voorwaarden van de tussenkomst van de Staat in diverse economische, sociale of andere activiteiten te wijzigen, in één woord om de budgettaire enveloppes te doen eerbiedigen die voor de verschillende ministeriële departementen in de begroting 1978 en 1979 werden vastgelegd.

Tenslotte werden de anti-crisiswetten reeds, zoals b.v. in de sector van de nationale opvoeding, aangevuld en zullen zij dit verder worden door een reeks bezuinigingsmaatregelen waarvan de materies niet worden beheerst door wetten, maar door koninklijke of ministeriële besluiten zelfs door eenvoudige administratieve regels.

Voor een beperkt aantal maatregelen werden reeds de nodige besluiten genomen; andere maatregelen worden voorbereid en zullen worden getroffen binnen de door de anti-crisiswetten voorziene termijnen.

Inzake Nationale Opvoeding werden een aantal maatregelen genomen die een gunstige invloed uitoefenen zowel op de begroting van 1978 als op deze van de komende jaren.

Aldus werd de groei van de werkingstoelagen en de werkingskredieten van de rijksinrichtingen op een symetrische wijze beperkt voor de verschillende onderwijsvormen en -niveaus alsook voor de P.M.S.-centra. De wekelijkse uurroosters in het secundair, post-secundair en hoger onderwijs van het korte type zullen geleidelijk verminderd worden, overeenkomstig het koninklijk besluit n° 2 van 21 augustus 1978. Het financieringsstelsel van de universiteiten zal het voorwerp uitmaken van een matiging van het groeitempo wat de werking aangaat : zo zal voor de jaren 1979, 1980 en 1981 de groei van de forfaitaire kostprijs per student beperkt worden. Het inschrijvingsrecht werd verhoogd — uitgezonderd voor de beursstudenten. Een inschrijvingsrecht is eveneens verplicht geworden voor alle hoger onderwijsinrichtingen van het lange type, overeenkomstig de modaliteiten van een koninklijk besluit van 21 augustus 1978. Wat het reaffectatiestelsel betreft — dat niet meer doeltreffend te maken zal het gewijzigd — den. De controle op de werkombekwaamheid omwille van ziekte zal verstrengd worden en om te vermijden dat de reglementering op de ziekteverloven tot abusieve toestanden zou leiden op het einde van de loopbaan, zullen maatregelen worden genomen.

En matière de pension des travailleurs salariés, la loi du 5 août 1978 dispose que le subside annuel à l'Office des pensions pour travailleurs salariés ne pourra en 1979 être supérieur à ce qu'il était en 1978 (article 36).

La loi dispose également que les subsides spéciaux qui sont destinés à remplacer la cotisation des chômeurs sont limités en 1979 au montant de 1978 augmenté du pourcentage de hausse de l'index des prix à la consommation (article 37).

En outre, la loi autorise le Roi à modifier et à compléter les dispositions légales relatives à la carrière à prendre en considération pour la fixation des pensions à charge du régime de pension des travailleurs salariés ainsi que leurs modalités de calcul et de revalorisation (article 30).

En ce qui concerne les pensions du secteur public, le cumul de plusieurs pensions du secteur public ainsi que le cumul de ces pensions avec une pension de retraite et de survie d'un autre régime de pensions (pour les travailleurs salariés et les indépendants) est limité aux 3/4 du traitement maximum d'un secrétaire général de ministère.

D'autre part, le cumul d'une pension de survie du secteur public avec un revenu d'activité professionnelle exercée dans le même secteur est limité aux 3/4 du traitement maximum d'un secrétaire général.

Le cumul d'une pension de survie du secteur public avec l'exercice d'une activité professionnelle, aussi bien dans le secteur public que privé, est réglé par l'article 43 de la loi précitée.

En matière de « Prévoyance sociale », le Gouvernement a l'intention d'instaurer un certain nombre de mesures d'économie dans le secteur des soins de santé et dans le secteur des indemnités.

Les modalités de remboursement pour certains médicaments ainsi que les tarifs de certaines prestations techniques médicales feront l'objet d'une révision.

Le montant du ticket modérateur pour les visites et les consultations du médecin sera modifié.

Des mesures seront prises pour éviter le cumul des indemnités pour incapacités de travail avec le pécule de vacances.

Les modalités de calcul des indemnités dues à des travailleurs rémunérés par mois seront revues.

Le minimum de salaire requis pour avoir droit au montant minimum de l'indemnité d'invalidité sera augmenté.

En outre, l'article 27, § 7, de la loi du 5 août 1978 autorise le Roi à modifier et à compléter la loi du 9 août 1963 pour permettre à l'I.N.A.M.I. de contracter des emprunts en vue du paiement des prestations dans les délais requis et pour instaurer une cotisation à charge des pensionnés.

D'autre part, la loi précitée du 5 août impose l'application de la croissance zéro aux interventions de l'Etat au bénéfice de l'I.N.A.M.I.

Compte tenu de la situation budgétaire très difficile, les ressources du régime des allocations familiales ne peuvent être complétées par des subventions supplémentaires de l'Etat. Aussi a-t-on décidé de ne payer le supplément scolaire de 1978 que pour autant que les réserves le permettent.

En matière de réglementation du chômage, certaines mesures seront prises dans le cadre de la loi de réformes économiques et budgétaires en vue d'aboutir à une meilleure affectation des deniers publics octroyés à cette fin.

Inzake werknemerspensioenen voorziet de wet van 5 augustus 1978 dat de jaarlijkse staatstoelage aan de Rijksdienst voor werknemerspensioenen in 1979 niet hoger mag zijn dan de toelage van 1978 (artikel 36).

Dezelfde wet bepaalt ook dat de bijzondere staatstoelage, bestemd om de bijdrage van de werklozen te vervangen, in 1979 beperkt wordt tot het bedrag van 1978, vermeerderd met het stijgingspercentage van het indexcijfer der consumptieprijsen (artikel 37).

Verder machtigt deze wet de Koning de wetsbepalingen betreffende de loopbaan welke in aanmerking wordt genomen voor het vaststellen van de pensioenen ten laste van de werknemerspensioenregeling evenals de wijze van berekening en van herwaardering ervan, te wijzigen en aan te vullen (artikel 30).

Wat betreft de pensioenen van de overheidssector, wordt de onderlinge kumulatie van meerdere pensioenen van de overheidssector, alsmede de kumulatie van die pensioenen met een rust- en overlevingspensioen in de andere pensioenregelingen (voor werknemers en zelfstandigen) beperkt tot de 3/4 van de maximumwedde van een sekretaris-generaal van een ministerie.

Anderzijds wordt de kumulatie beperkt van een overlevingspensioen van de overheidssector met een inkomen uit een beroepsactiviteit, uitgeoefend in diezelfde sector, tot de 3/4 van de maximumwedde van een secretaris-generaal.

De kumulatie van een overlevingspensioen van de overheidssector met de uitoefening van een beroepsactiviteit, zowel in de overheidssector als in de privé-sector, wordt geregeld door artikel 43 van de voormelde wet.

Inzake « Sociale Voorzorg » neemt de Regering zich voor een aantal bezuinigingsmaatregelen in te voeren in de sector van de geneeskundige verzorging en in de sector van de uitkeringen.

De wijze van terugbetaling voor bepaalde geneesmiddelen en de tarieven van een aantal technische medische prestaties zullen worden herzien.

Het persoonlijk aandeel van de rechthebbenden in het ereloon voor bezoeken en raadplegingen van de huisarts zal worden aangepast.

Tussen de uitkeringen wegens arbeidsongeschiktheid en het vakantiegeld zal een anti-cumulatieregel worden ingevoerd.

De berekeningswijze van de vergoedingen in verband met de maandelijks betaalde werknemers zal worden herzien.

Het minimumloon vereist om recht te hebben op het minimumbedrag van de invaliditeitsuitkering zal worden verhoogd.

Verder machtigt het artikel 27, § 7, van de wet van 5 augustus 1978 de Koning de wet van 9 augustus 1963 te wijzigen en aan te vullen ten einde het R.I.Z.I.V. toe te laten leningen aan te gaan met het oog op een stipte uitbetaling van de prestaties en ten einde een bijdrage ten laste van de gepensioneerden in te voeren.

Vervolgens legt de voormelde wet van 5 augustus de nullijngroei op aan de staatstussenkomsten ten voordele van het R.I.Z.I.V.

Rekening houdend met de zeer moeilijke budgettaire toestand, kunnen de financiële middelen van het stelsel der kinderbijslagen niet worden aangevuld door bijkomende rijks-toelagen. Om die reden is besloten de schooltoeslag voor 1978 uit te betalen voor zover de reserves dit toelaten.

Inzake de werkloosheidsreglementering zullen in het kader van de doelstellingen van de wet houdende economische en budgettaire hervormingen een aantal maatregelen worden getroffen om te komen tot een billijker verdeling van de overheidsmiddelen terzake.

C'est ainsi que, outre certaines améliorations du statut du chômeur, notamment en matière de régularisation des retenues de sécurité sociale et de l'uniformisation de la durée du déplacement journalier avec ses implications relatives à la notion d'emploi convenable, des mesures seront prises en vue d'éliminer les discriminations en exerçant un contrôle plus efficace sur les obligations auxquelles sont soumis les bénéficiaires d'indemnités de chômage. Corrélativement, les sanctions seront adaptées en vue de rendre plus stricte l'observation des obligations légales et d'éliminer les abus flagrants.

Ainsi, il est prévu qu'aucune indemnité ne sera accordée pendant 26 semaines au chômeur qui impose des conditions telles à sa reprise du travail qu'il en devient indisponible pour le marché du travail dans son ensemble.

Le chômeur qui aurait fait pointer abusivement sa carte de contrôle sera passible d'une exclusion de quatre à vingt-six semaines. En cas de première récidive, il sera exclu pour une période d'au moins vingt-six semaines et en cas de nouvelle récidive, il perdra tous ses droits aux indemnités de chômage.

Toutes ces mesures tendent à mettre fin aux abus éventuels sans pour autant porter atteinte aux principes de l'assurance chômage elle-même.

Dans le but de mettre toutes les administrations publiques sur pied d'égalité, le principe de la croissance zéro en vigueur pour le budget de 1979 a été rendu applicable par la loi du 5 août 1978 aux dotations de 1979 pour les Fonds des provinces et des communes, qui par le fait même sont liées à l'évolution de l'index des prix de détail.

De même, le fonds spécial en faveur de certaines communes dont le montant pour 1978 s'élevait à 1 milliard, a été supprimé.

La loi du 27 juin 1978 modifiant la loi sur les hôpitaux prévoit certaines mesures tendant à ralentir le rythme d'augmentation des coûts dans ce secteur; les mesures les plus importantes sont :

- la limitation du nombre de lits dans les hôpitaux universitaires, ceci a été réglé par l'arrêté d'exécution du 30 juillet 1978;
- une réglementation sévère de l'équipement médical lourd;
- le blocage de la construction et de l'extension des hôpitaux;
- le freinage de l'hospitalisation non justifiée, par l'instauration et la promotion d'alternatives en matière de soins hospitaliers.

En vue de l'ajustement du budget 1978, le département des Communications a réexaminé l'évolution des comptes d'exploitation des diverses sociétés de transport en commun dont l'Etat couvre les déficits et a pris les dispositions suivantes :

- compression des dépenses d'exploitation de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et des S.T.I.;
- augmentation des tarifs à partir du 1^{er} juillet 1978 aussi bien à la S.N.C.B. qu'à la S.N.C.V. et aux S.T.I.;
- financement par l'emprunt de certaines dépenses d'investissement considérées comme de première installation.

De même pour l'année 1979 l'effort sera poursuivi pour promouvoir le transport public et ce grâce à des investissements importants et une adaptation de la réglementation qui aura pour effet d'augmenter la vitesse commerciale des véhicules. En outre, des mesures de rationalisation seront prises pour réduire au minimum les déficits d'exploitation.

Zo zullen naast sommige verbeteringen van het statuut der werklozen, inzonderdeheid wat betreft de regularisering van de inhoudingen van de sociale zekerheid en de uniformisering van de duur van de dagelijkse verplaatsing i.v.m. het begrip passende dienstbetrekking, maatregelen worden getroffen om discriminaties weg te werken, door een doeltreffender controle van de verplichtingen waaraan de uitkeringsgerechtigde werklozen zijn onderworpen. Terzelfdertijd zullen de sancties worden aangepast om ervoor te zorgen dat de wettelijke verplichtingen strikter worden nageleefd en om de vastgestelde misbruiken te beteugelen.

Zo zal ondermeer geen werkloosheidsuitkering worden toegekend gedurende 26 weken aan de werkloze die voor zijn arbeidshervatting zulksdanig voorbehoud maakt dat hij onbeschikbaar wordt voor de algemene arbeidsmarkt.

De werkloze die zijn controlekaart ten onrechte heeft laten afstempen zal gedurende vier tot zesentwintig weken kunnen uitgesloten worden. Bij een eerste herhaling zal hij worden uitgesloten voor een periode van tenminste zesentwintig weken en bij een nieuwe herhaling verliest hij al zijn rechten op werkloosheidsuitkeringen.

Al deze maatregelen beogen een einde te stellen aan mogelijke misbruiken zonder te raken aan de beginselen van de werkloosheidsverzekering zelf.

Ten einde alle overheden en administraties op een voet van gelijkheid te plaatsen werd het principe van de nullijngroei, toegepast op de begroting 1979, door de wet van 5 augustus 1978 doorgetrokken tot de dotaties voor het jaar 1979 van het Gemeentefonds en van het Provinciefonds, die aldus gekoppeld werden aan de evolutie van het indexcijfer der consumptieprijsen.

Ook werd het speciaal fonds ten behoeve van zekere gemeenten, ingeschreven in de begroting van 1978 ten belope van 1 miljard, opgeheven.

De wet van 27 juni 1978 tot wijziging van de ziekenhuiswet voorziet een aantal maatregelen om de snelle stijging van de kosten in deze sector tegen te gaan; de belangrijkste ervan zijn :

- het beperken van het aantal bedden in de universitaire ziekenhuizen; dit werd geregeld door het uitvoeringsbesluit van 30 juli 1978;
- een stricte reglementering van de zware medische apparatuur;
- het blokkeren van de bouw en de uitbreiding van ziekenhuizen;
- het afremmen van overbodige ziekenhuisopname door het tot stand brengen en bevorderen van alternatieve vormen van ziekenhuisverpleging.

Met het oog op de aanpassing van de begroting 1978 heeft het departement van Verkeerswezen de evolutie van de exploitatierekeningen van de verschillende openbare vervoermaatschappijen waarvan de Staat de tekorten dekt opnieuw onderzocht en de volgende maatregelen genomen :

- samendrukking van de exploitatieuitgaven van de N.M.B.S., de N.M.B.V. en de M.I.V.;
- verhoging van de tarieven met ingang van 1 juli 1978 zowel voor de N.M.B.S. als voor de N.M.B.V. en de M.I.V.;
- financiering door middel van leningen van sommige investeringsuitgaven, beschouwd als eerste inrichting.

Evenzo zal, voor 1979, de inspanning worden voortgezet om het openbaar vervoer te bevorderen en dit dank zij belangrijke investeringen en een aanpassing van de reglementering die tot gevolg zal hebben de commerciële snelheid van de voertuigen op te drijven. Daarenboven zullen rationalisatemaatregelen worden genomen om de exploitatiekosten tot een minimum te herleiden.

Il est également envisagé de prendre des mesures de rationalisation et de revitalisation dans les secteurs de la Régie des postes, de la R.T.T. et des Chèques postaux, mesures qui entraîneront aussi bien des économies qu'un accroissement des recettes.

Ces mesures de rationalisation pourront, le cas échéant, être reprises dans le cadre de protocoles de gestion organisé par l'article 86 de la loi du 5 août 1978.

Si, pour les Travaux publics, la loi du 5 août 1978 ne contient aucune disposition spécifique, il entre dans les intentions du Gouvernement de prendre une série d'initiatives en vue de mieux maîtriser les dépenses de ce secteur. Une attention toute particulière sera accordée à l'évolution des dépenses d'entretien du réseau routier et autoroutier, notamment pour ce qui regarde la charge maximale à l'essieu. Des économies d'énergie seront recherchées du côté, d'une part, de l'éclairage autoroutier et routier et, d'autre part, des bâtiments publics. Par ailleurs, le maintien à un niveau élevé des investissements de la Régie des Bâtiments permettra la réduction progressive des locations.

En ce qui concerne la Défense nationale, la réduction progressive du service militaire à 6 mois reste un objectif du Gouvernement. C'est ainsi que si en 1978 la situation budgétaire a conduit le Gouvernement à postposer la prochaine étape de la réduction, celle-ci sera poursuivie en 1979. Par ailleurs, dans le cadre du *budget control* 1978, des mesures strictes ont été prises qui ont conduit à 1,5 milliard d'économie sur les crédits initiaux du département.

Tevens wordt overwogen rationalisatie- en revitalisatiemaatregelen te nemen in de sectoren van de Regie der Posten, de R.T.T. en de Postchecks, maatregelen die zowel bezuinigingen als een toename van de ontyangsten zullen meebrengen.

In voorkomend geval zullen deze rationalisatiemaatregelen kunnen worden opgenomen in het raam van beheersovereenkomsten, ingesteld door artikel 86 van de wet van 5 augustus 1978.

Al omvat de wet van 5 augustus 1978 geen enkele specifieke beschikking voor Openbare Werken, ligt het niettemin in de bedoeling van de Regering een reeks initiatieven te nemen ten einde de uitgaven van deze sector beter te beheersen. Een ganz bijzondere aandacht zal worden gewijd aan de evolutie van de onderhoudsuitgaven van het wegen- en autowegennet, inzonderheid voor wat de maximale last per wagonas betreft. Er zal een onderzoek ingesteld worden naar energiebesparingen enerzijds langs de kant van de verlichting van de autowegen en wegen en, anderzijds van de openbare gebouwen. Daarenboven zal het behoud op een hoog niveau van de investeringen van de Regie der Gebouwen de geleidelijke vermindering van de inhurnemingen toelaten.

Wat Landsverdediging betreft, blijft een van de doelstellingen van de Regering de geleidelijke verkorting van de dienstplicht tot zes maand. Zo zal, indien in 1978 de budgettaire toestand de Regering genooot heeft tot het uitstellen van de volgende verminderingsetappe, deze in 1979 voortgezet worden. Bovendien werden, in het raam van de *budget control* 1978, strikte maatregelen genomen die tot 1,5 miljard bezuinigingen op de initiale kredieten van het departement hebben geleid.

SYNTHESE DES BUDGETS.

I. — Ajustement du budget de 1978.

A. — OPERATIONS COURANTES 1978.

Recettes.

Pour les raisons qui ont été analysées dans l'introduction, il est apparu très tôt que les recettes prévues pour 1978 ne seraient pas réalisées. Suivant les nouvelles estimations, dont le détail est repris au chapitre II, les recettes probables accuseraient une moins-value de plus de 50 milliards par rapport aux prévisions (881,7 milliards pour une prévision initiale de 932,2 milliards).

La part la plus importante des moins-values est imputable aux recettes de T.V.A. (31,6 milliards). D'autre part, malgré d'importantes plus-values des impôts directs enrôlés, le total des recettes d'impôts directs accuserait une moins-value nette de 17 milliards.

Dépenses.

Les ajustements au budget de 1978 traduisent l'effort d'assainissement budgétaire poursuivi par le Gouvernement.

Années antérieures.

Pour les dépenses des années antérieures, les crédits supplémentaires sollicités portent sur 8,2 milliards, contre 10,7 milliards l'année passée.

A ne considérer que les principaux budgets intéressés, il faut citer par ordre d'importance (en milliards de francs) :

- la Prévoyance sociale (2 168 dont 2 milliards pour la subvention à l'I.N.A.M.I.);
- les deux ministères de l'Education nationale — respectivement 1 548 (secteur néerlandais) et 1 532 (secteur français) pour des traitements et subsides-traitements;
- les Communications (1 393), essentiellement pour la S.N.C.B.;
- les Pensions (653) dont 629,3 millions pour les pensions d'ouvriers mineurs;
- les Affaires économiques (107,9 millions, presque entièrement destinés au Fonds national de retraite des ouvriers mineurs).

1978.

En ce qui concerne les dépenses de 1978, les réductions de crédits compensent globalement les suppléments, même en comptant, dans ces derniers, les crédits supplémentaires ouverts pour le chômage au Ministère de l'Emploi et du Travail par la loi du 4 juillet 1978 (12 647,9 millions).

De part et d'autre, le volume des ajustements est important : 27,9 milliards d'augmentations et 28,1 milliards de réductions (crédits non dissociés + crédits d'ordonnancement).

Il faut retenir, en particulier, les suppléments nécessaires pour le chômage; qui s'élèvent au total à près de 22 milliards, mais dont une partie est compensée par des réductions sur

BEGROTINGSSYNTHÈSE.

I. — Aanpassing van de begroting 1978.

A. — LOPENDE VERRICHTINGEN 1978.

Ontvangsten.

Vroeg reeds bleek het dat de voorziene ontvangsten voor 1978 niet zouden verwezenlijkt worden. De oorzaken hiervan werden in de inleiding ontleed. Volgens de nieuwe ramingen, die gedetailleerd voorkomen onder hoofdstuk II, zullen de waarschijnlijke ontvangsten 50 miljard lager liggen dan voorzien werd (881,7 miljard ten opzichte van een oorspronkelijke begroting van 932,2 miljard).

Die minderopbrengst is vooral te wijten aan de B.T.W.-ontvangsten (31,6 miljard). Anderzijds zou het totaal van de ontvangsten van de rechtstreekse belastingen, niettegenstaande aanzienlijke meeropbrengsten van de ingekohierde directe belastingen, een netto minderopbrengst vertonen van 17 miljard.

Uitgaven.

De aanpassingen van de begroting 1978 vertolken het streven van de Regering naar begrotingssanering.

Vorige jaren.

De bijkredieten gevraagd voor uitgaven van vorige jaren bedragen 8,2 miljard t.o. van 10,7 miljard verleden jaar.

Alleen reeds voor de voornaamste betrokken begrotingen volgen ze hieronder in functie van hun omvang (in miljarden frank).

- Sociale Voorzorg (2 168 waarvan 2 miljard voor toelage aan het R.I.Z.I.V.);
- de twee ministeries van Nationale Opvoeding — respectievelijk 1 548 (Nederlandse sector) en 1 532 (Franse sector) voor wedden en weddetoelagen;
- Verkeerswezen (1 393) vooral voor de N.M.B.S.;
- Pensioenen (653) waarvan 629,3 miljoen voor de mijnwerkerspensioenen;
- Economische Zaken (107,9 miljoen bijna geheel bestemd voor het Nationaal Pensioenfonds van de Mijnwerkers).

1978

Wat de uitgaven voor 1978 betreft, worden de bijkredieten globaal gecompenseerd door de kredietverminderingen, zelfs als rekening gehouden wordt met de bijkredieten voor werkloosheid (12 647,9 miljoen) waarover het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid krachtens de wet van 4 juli 1978 mag beschikken.

Het volume van de aanpassingen is aanzienlijk, zowel wat de verhogingen, 27,9 miljard, als de verminderingen, 28,1 miljard, betreft (niet gesplitste krediteen + ordonnanceringeskredieten).

In het bijzonder dient de aandacht gevestigd te worden op de bijkredieten voor de werkloosheid, die een totaal van bijna 22 miljard bereiken, maar waarvan een gedeelte

les crédits ouverts pour le « cadre temporaire » (Plan Spitaels) : —2 229 millions.

D'autre part, les provisions « index », incorporées dans les différents budgets de 1978 ont été réduites à concurrence de 8,1 milliards, car le taux de liquidation des traitements n'a pas atteint les valeurs prévues, eu égard au ralentissement de la hausse des prix.

Mis à part le budget de l'Emploi et du Travail, trois autres budgets ajustés accusent des valeurs supérieures à celles du budget voté.

- Premier Ministre : + 60 millions — subventions aux organisations syndicales représentatives ;
- Travaux publics : (voir *infra*) ;
- Finances : on a regroupé dans les « provisions » (art. 01) du budget des Finances le reliquat probable des crédits de personnel et similaires des autres départements en dehors de la « provision index » de 8 100 millions dont il vient d'être question. Ce reliquat est estimé à 1 465,3 millions.

Au surplus, les ajustements en crédits dissociés du Ministère de la Défense nationale se compensent exactement, ce qui permet de ramener à 3,3 milliards les « autres suppléments » portés au feuilleton et à environ 17 milliards les « autres réductions » (crédits non dissociés + crédits d'ordonnancement).

Ces reliquats sont explicités ci-après.

En ce qui concerne les crédits supplémentaires, on ne peut guère retenir, comme significatifs, que les postes suivants :

- Affaires économiques : + 668 millions pour le Fonds d'expansion économique (insuffisance des interventions de la C.E.E.);
- Dette publique : + 411,5 millions, pour les intérêts dus sur les certificats de trésorerie;
- Coopération au développement : 200 millions (aide au Sahel);
- Communications : 148,5 millions de subsides à la SABENA;
- Santé publique : 148 millions pour le minimum socio-vital et 130 millions pour le déficit des hôpitaux;
- Travaux publics : 121,2 millions de transferts au Fonds des Routes et 102 millions de subsides aux travaux des pouvoirs régionaux et locaux.

Les « autres réduction de crédits » sont, pour la plus large part, imputables aux mesures de sobriété arrêtées par le Gouvernement : réduction de 2 % sur le montant global des budgets, comportant au moins des réductions de 5 % sur les dépenses de fonctionnement, de 20 % sur les crédits pour voyages à l'étranger et de 10 % sur les crédits pour les biens d'équipement (achats de biens meubles durables).

Indépendamment de ces mesures qui affectent un nombre considérable de positions dans les budgets de tous les départements, on relève, comme réductions importantes affectant certains postes déterminés (en millions de francs) :

- Dette publique : —1 132 sur les intérêts des emprunts à long terme, par suite du rachat de titres et de leur remplacement par des emprunts moins onéreux; —712,7 sur les intérêts des emprunts à court terme;
- Prévoyance sociale : —733,5 (I.N.A.M.I.);
- P.T.T. : —567,8 (transferts à la Régie des Postes);
- Coopération au développement : —501,6 (quote-part belge C.E.E.);
- Affaires économiques : —420 (subventions à l'industrie charbonnière); —136,5 (I.I.S.N. et C.E.N.);

gocompenseerd wordt door verminderingen op de kredieten die voor het « tijdelijk kader » geopend zijn (Plan Spitaels) : —2 229 miljoen.

Anderzijds werden de indexprovisies, die in 1978 in de onderscheiden begrotingen opgenomen werden, met 8,1 miljard verminderd, omdat de vereffeningsoef van de wedden het voorziene peil niet heeft bereikt wegens de vertraging van de prijsstijgingen

Met uitzondering van de begroting van Tewerkstelling en Arbeid, vertonen drie andere begrotingen hogere bedragen dan die van de goedgekeurde begroting.

- Eerste Minister : + 60 miljoen — toelagen aan de representatieve vakorganisaties ;
- Openbare Werken : (zie *infra*);
- Financiën : men heeft in de « provisies » (art. 01) van de begroting van Financiën het vermoedelijk saldo gehaald van de personeels- en gelijkaardige kredieten van de andere departementen buiten de « indexprovisie » van 8 100 miljoen, waarvan zopas sprake was. Dat saldo wordt op 1 465,3 miljoen geraamd.

Bovendien wegen de aanpassingen van de gesplitste kredieten van het Ministerie van Landsverdediging precies tegen elkaar op, hetgeen de mogelijkheid biedt de in het bijblad opgenomen « andere supplementen » tot 3,3 miljard en de « andere verminderingen » (niet-gesplitste kredieten + ordonnanceringskredieten) tot circa 17 miljard terug te brengen.

Die saldi worden hieronder uitgelegd.

Wat de *bijkredieten* betreft dienen de volgende posten als betekenisvol te worden gekwalificeerd :

- Economische Zaken : + 668 miljoen voor het Fonds voor economische expansie (onvoldoende interventies door de E.E.G.);
- Rijksschuld : + 411,5 miljoen voor verschuldigde intresten op Schatkistcertificaten;
- Ontwikkelingssamenwerking : 200 miljoen (hulp aan Sahel);
- Verkeerswezen : 148,5 miljoen voor subsidies aan Sabena;
- Volksgezondheid : 148 miljoen voor het bestaansminimum en 130 miljoen voor het deficit van de hospitalen;
- Openbare Werken : 121,2 miljoen overdrachten aan het Wegenfonds en 102 miljoen subsidies voor werken van de gewestelijke en plaatselijke besturen.

Le « *andere kredietverminderingen* » zijn voor het merendeel te wijten aan de soberheidsmaatregelen van de Regering : vermindering met 2 % op het globaal bedrag van de begroting waarin begrepen ten minste 5 % aan verminderingen op de werkingsuitgaven, 20 % op de kredieten voor reizen naar het buitenland en 10 % op de kredieten voor uitrustingsgoederen (aankopen van duurzame roerende goederen).

Ongeacht deze maatregelen, die betrekking hebben op een aanzienlijk aantal posten in de begrotingen van alle departementen, komen nog bepaalde posten in aanmerking als « *aanzienlijke verminderingen* » (in miljoenen frank) :

- Rijksschuld : —1 132 op de interesten van leningen op lange termijn, ingevolge de wederinkoop van titels en hun vervanging door minder dure leningen ; —712,7 op interesten voor leningen op korte termijn ;
- Sociale Voorzorg : —733,5 (R.I.Z.I.V.);
- P.T.T. : —567,8 (overdrachten aan de Regie der Posten);
- Ontwikkelingssamenwerking : —501,6 (aandeel van België E.E.G.);
- Economische Zaken : —420 (toelagen aan de steenkoolnijverheid) ; —136,5 (I.I.K.W. en S.K.E.K.);

- Justice : 324,4 (traitements);
- Finances : 196,3 (traitements);
- Communications : — 279,4 (subventions aux sociétés de transports en commun (urbains et vicinaux);
- Prévoyance sociale : — 200,4 (Fonds des maladies professionnelles); — 200 (handicapés);
- Intérieur : — 182 (crédit spécial en faveur des agglomérations);
- Santé publique : — 176,8 (fonds des soins médico-pédagogiques).

Comme l'indiquent assez ces énumérations, forcément incomplètes, les ajustements au budget de 1978 relèvent d'une redistribution des ressources à l'intérieur d'une enveloppe pratiquement inchangée, dans le cadre d'une politique budgétaire résolument volontariste.

B. — OPERATIONS DE CAPITAL.

Recettes.

Une réestimation des recettes probables en opérations de capital fait prévoir un boni de 340 millions par rapport aux 11 milliards de prévisions initiales — boni imputable aux droits de succession.

Dépenses.

Par rapport aux prévisions initiales, telles que détaillées dans l'exposé général de 1978 (p. 22 et 23), il convient toutefois de formuler deux observations.

En premier lieu, il y a lieu de signaler, pour mémoire, un écart de ± 2,5 milliards entre les crédits d'ordonnancement ($a+b$) portés à l'exposé général et le total des crédits votés : 118 milliards, d'une part, et 120,5 milliards d'autre part. Pour les autorisations d'engagement ($a+c$) l'écart atteint même 4 milliards — 126 milliards suivant l'exposé général contre 130 milliards du budget voté. Ces différences tiennent aux ajustements et corrections apportés au cours de la mise au point des documents budgétaires.

Elles se localisent essentiellement dans les crédits non dissociés des budgets régionaux; en outre elles comportent une augmentation de 1 milliard des crédits d'engagement du Ministère des Communications.

En second lieu, il faut rappeler que ni les crédits votés pour 1978, ni les ajustements à ce budget ne prennent en considération les crédits ouverts (au budget de 1977) par la loi du 24 mars 1978 pour couvrir l'augmentation de la quote-part belge au Fonds monétaire international, à concurrence d'un montant de 11 678 millions.

Les ajustements prévus au feuilleton de 1978 portent sur une augmentation nette de 645,6 millions pour les crédits d'ordonnancement et de 4 686,6 millions pour les crédits d'engagement.

Le détail de ces ajustements par catégorie de crédits se présente comme suit :

	En millions de francs.
Crédits non dissociés a)	— 703,2
Crédits d'ordonnancement b)	+ 1 348,8
Crédits d'engagement c)	+ 5 389,8
Total des crédits d'ordonnancement ... (a+b)	645,6
Total des crédits d'engagement ... (a+c)	4 686,6

- Justitie : 324,4 (wedden);
- Financien : 196,3 (wedden);
- Verkeerswezen : — 279,4 (toelagen aan de maatschappijen voor gemeenschappelijk vervoer (stedelijk vervoer en buurtspoorwegen);
- Sociale Voorzorg : — 200,4 (Fonds voor beroepsziekten); — 200 (gehandicapten);
- Binnenlandse Zaken : — 182 (bijzonder krediet ten gunste van de agglomeraties);
- Volksgezondheid : — 176,8 (fonds voor medisch-pedagogische zorgen).

Zoals blijkt uit bovenstaande opsommingen, die natuurlijk onvolledig zijn, horen de aanpassingen van de begroting 1978 dus onder de herverdeling van de inkomens binnen een praktisch ongewijzigde enveloppe in het raam van een absoluut besliste begrotingspolitiek.

B. — KAPITAALVERRICHTINGEN 1978.

Ontvangsten.

Een nieuwe raming van de vermoedelijke ontvangsten in de kapitaalverrichtingen laat een aan de successierechten toe te schrijven boni van 340 miljoen verwachten ten opzichte van de 11 miljard oorspronkelijke ramingen.

Uitgaven.

Ten opzichte van de oorspronkelijke ramingen, zoals die werden omschreven in de algemene toelichting van 1978 (blz. 22 en 23), dienen evenwel twee opmerkingen te worden gemaakt.

Ten eerste moet, pro memorie, worden gewezen op een verschil van ± 2,5 miljard tussen de ordonnanceringskredieten ($a+b$) opgenomen in de algemene toelichting en het totaal van de goedgekeurde kredieten : 118 miljard, enerzijds, en 120,5 miljard anderzijds. Voor de vastleggingsmachtingen ($a+c$) bereikt het verschil zelfs 4 miljard — 126 miljard volgens de algemene toelichting tegen 130 miljard van de goedgekeurde begroting. Die verschillen komen voort van de aanpassingen en correcties die tijdens het bijwerken van de begrotingsdocumenten werden aangebracht.

Zij worden vooral gelokaliseerd in de niet-gesplitste kredieten van de gewestelijke begrotingen. Zij omvatten bovendien een verhoging met 1 miljard van de vastleggingskredieten van het Ministerie van Verkeerswezen.

Ten tweede wordt eraan herinnerd dat noch voor de voor 1978 goedgekeurde kredieten, noch voor de aanpassingen van die begroting, de bij de wet van 24 maart 1978 geopende kredieten (in de begroting 1977) in aanmerking worden genomen om de verhoging van het aandeel van België in het Internationaal Monetair Fonds, ten belope van 11 678 miljoen, te dekken.

De in het bijblad 1978 voorziene aanpassingen hebben betrekking op een nettoverhoging met 645,6 miljoen voor de ordonnanceringskredieten en met 4 686,6 miljoen voor de vastleggingskredieten.

Die aanpassingen worden, per categorie van kredieten, als volgt gedetailleerd :

	In miljoenen frank.
Niet gesplitste kredieten a)	— 703,2
Ordonnanceringskredieten b)	+ 1 348,8
Vastleggingskredieten c)	+ 5 389,8
Totaal der ordonnanceringskredieten (a+b)	645,6
Totaal der vastleggingskredieten . . . (a+c)	4 686,6

La réduction des crédits non dissociés se localise principalement dans quatre budgets.

	En millions de francs.
Coopération au Développement	301,8
Santé publique	176,3
Education nationale (régime français)	62,7
Education nationale (régime néerlandais)	61,2

Solde d'augmentations et de réductions, la majoration des crédits d'ordonnancement s'identifie essentiellement aux accroissements suivants du budget des Travaux publics :

	En millions de francs.
Art. 63.04 — Démergence	+ 186
Art. 63.14 — Travaux portuaires	+ 1 088
Art. 71.05 — Acquisition de terrains (côte, barrages, etc.)	+ 234

La majoration des crédits d'engagement (5 389,8 millions) est également le résultat d'augmentations et de réductions.

Elle se situe principalement aux budgets des Travaux publics (4 400 millions), des Communications (400 millions), des Affaires flamandes (677 millions).

C. — SOLDES BUDGETAIRES POUR 1978.

D'après l'exposé général du budget 1978, les opérations courantes devaient laisser un solde négatif de 23,9 milliards. Compte tenu des moins-values de recettes et du feuilleton d'ajustement où, globalement, crédits supplémentaires et réductions s'annulent, il apparaît maintenant que le solde des opérations courantes laisserait un mal de 75,8 milliards, soit une aggravation de l'ordre de 50 milliards.

Les crédits supplémentaires pour les années antérieures se montant à 8,2 milliards en dépenses courantes, ils restent dans les normes des prévisions normales, sinon en dessous.

Quant aux opérations de capital, les modifications apportées par le feuilleton ne postulent guère qu'une augmentation de l'ordre de 3 milliards du solde négatif, ce qui est pratiquement négligeable, d'autant plus que les opérations de capital sont constamment restées en dessous des crédits disponibles, au cours de ces dernières années.

De vermindering van de niet gesplitste kredieten is hoofdzakelijk terug te vinden in vier begrotingen.

	In miljoenen frank.
Ontwikkelingssamenwerking	301,8
Volksgezondheid	176,3
Nationale Opvoeding (Franstalig)	62,7
Nationale Opvoeding (Nederlandstalig)	61,2

Saldo van toenemingen en verminderingen, de stijging van de ordonnancierskredieten stemt in hoofdzaak overeen met de volgende verhogingen van de begroting van Openbare Werken :

	In miljoenen frank.
Art. 63.04. — Ontwatering	+ 186
Art. 63.14 — Havenwerken	+ 1 088
Art. 71.05 — Aankoop van gronden (kust, stuwdammen, enz.)	+ 234

De stijging van de vastleggingskredieten (5 389,8 miljoen) is eveneens het resultaat van toenemingen en verminderingen.

Zij ligt vooral in de begrotingen van Openbare Werken (4 400 miljoen), Verkeerswezen (400 miljoen), Vlaamse Aan-gelegenheden (677 miljoen).

C. — BEGROTINGSSALDI VOOR 1978.

Vogelens de algemene toelichting 1978 moesten de lopende verrichtingen een nadelig saldo van 23,9 miljard opleveren. Rekening houdend met de vermindering van de ontvangsten en met het aanpassingsblad, waar bijkredieten en verminderingen globaal elkaar teniet doen, blijkt thans dat het saldo van de lopende verrichtingen een mali van 75,8 miljard zou aangeven, dat is een verergering met 50 miljard.

De bijkredieten voor de vorige jaren lopen op tot 8,2 miljard in lopende uitgaven en blijven binnen de normen van de normale ramingen, zoniet eronder.

Wat de kapitaalverrichtingen betreft, wordt het negatief saldo op de gestemde begroting slechts met 3 miljard verhoogd met de door het bijblad aangebrachte wijzigingen, hetgeen praktisch niet noemenswaard is temeer daar, tijdens de laatste jaren, de verwezenlijkte kapitaalverrichtingen steeds onder de beschikbare kredieten bleven.

II. — Budget de 1979.

A. — OPERATIONS COURANTES 1979.

Remarques préalables.

1. Pas plus qu'en 1978, le budget de 1979 ne stipule l'affection de certaines recettes fiscales à des dépenses budgétaires.

Cependant, l'article 29 de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires prévoit la possibilité de prélever un montant, à fixer par arrêté royal, sur les recettes provenant des droits d'accises et de la T.V.A. sur les tabacs fabriqués et de l'affecter à un fonds à répartir au bénéfice des divers régimes des soins de santé.

II. — Begroting voor 1979.

A. — LOPENDE VERRICHTINGEN 1979.

Voorafgaande opmerkingen.

1. Niet meer dan in 1978 stipuleert de begroting van 1979 de toewijzing van bepaalde fiscale ontvangsten voor begrotingsuitgaven.

Artikel 29 van de wet van 5 augustus 1978 betreffende economische en budgettaire hervormingen voorziet echter in de mogelijkheid om een bij koninklijk besluit vast te stellen bedrag vooraf te nemen op de ontvangsten voortkomend uit de accijnzen en uit de B.T.W. op gefabriceerde tabak en dat toe te wijzen aan een fonds dat moet worden verdeeld ten voordele van de diverse stelsels van geneeskundige verzorging.

2. D'autre part, le financement intégral de la C.E.E. par des recettes propres modifie, dans une certaine mesure, la structure des opérations courantes; la contribution financière à charge du budget national disparaît, tandis que les recettes de T.V.A. accusent une réduction (14 milliards pour 1979).

Dès lors, il a paru utile de publier un tableau qui, au départ des budgets initiaux de 1978 (budgets déposés) renseigne les amendements y apportés, les budgets votés et, finalement, porte en déduction le montant de la contribution financière au budget de la C.E.E.

Le montant des recettes est également affecté par l'attribution, au titre de recettes propres, des droits de douane sur les produits C.E.C.A. Cette opération ne porte cependant que sur un montant relativement réduit : 150 millions pour 1979.

3. Dans le projet de budget pour 1979, les crédits sont ventilés entre les Ministères, les crédits affectés aux dépenses culturelles et à celles des régions, suivant les règles adoptées pour les budgets précédents.

Cette répartition est appelée à subir d'importantes modifications, une fois adoptées les diverses réformes institutionnelles prévues au projet de loi n° 461 (Chambre 1977-1978) et qui devraient entrer en vigueur dès le début de 1979.

Les modifications nécessaires pour adapter les crédits budgétaires à ces réformes feront l'objet d'arrêtés royaux, délibérés en Conseil des Ministres et soumis à la ratification des Chambres, conformément à l'article 88 de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires.

Le budget, tel qu'il est présenté, permet toutefois d'apprécier en connaissance de cause, la politique budgétaire globale poursuivie par le Gouvernement, tant en ce qui concerne le rapport entre recettes et dépenses que l'objet et l'importance des dépenses.

Recettes.

Les recettes courantes pour 1979 sont évaluées à 941,7 milliards. Elles sont en augmentation de 60 milliards ou 6,8 % par rapport aux recettes probables de 1978.

N'était la cession de 14 150 millions aux Communautés européennes, à titre de recettes propres, les recettes de 1978 auraient atteint 955,9 milliards, soit une augmentation de 8,4 % par rapport aux recettes probables de 1978.

Ces estimations tiennent compte d'une série de mesures d'allégement fiscal, et supputent le bénéfice de la lutte contre la fraude. Les mesures envisagées font l'objet d'un exposé détaillé au chapitre II.

Dépenses.

La croissance des dépenses prévues au budget de 1979 (crédits non dissociés + crédits d'ordonnancement) est de 6,75 % environ, par rapport au budget de 1978.

Veut-on comparer les budgets de 1978 et de 1979 en déduisant la contribution financière au budget de la C.E.E. inscrite dans le budget belge de 1978, soit 9 318 millions de francs, les crédits ($a+b$) sollicités pour 1979 accusent une augmentation globale de 7,78 % par rapport à la référence 1978 (budgets votés) et de 7,80 % par rapport aux crédits ajustés.

2. Anderzijds wijzigt de integrale financiering van de E.E.G. met eigen middelen tot op zekere hoogte de structuur van de lopende verrichtingen. De financiële bijdrage ten laste van de nationale begroting verdwijnt, terwijl de B.T.W.-ontvangsten een vermindering aanwijzen (14 miljard voor 1979).

Het leek dan ook nuttig een tabel te publiceren die, uitgaande van de oorspronkelijke begrotingen van 1978 (ingeïdiende begrotingen) de daarin aangebrachte amendementen en de goedgekeurde begrotingen aangeeft en die, uiteindelijk, het bedrag van de financiële bijdrage in de E.E.G.-begroting in mindering brengt.

Het bedrag van de ontvangsten wordt eveneens beïnvloed door het toekennen, als eigen ontvangsten, van de invoerrechten op de E.G.K.S.-produkten. Die verrichting heeft echter slechts betrekking op een tamelijk verminderd bedrag : 150 miljoen voor 1979.

3. In het begrotingsontwerp van 1979 worden de kredieten verdeeld over de ministeries, de culturele kredieten en de regio's volgens de voor vorige begrotingen geldende regels.

Deze onderverdeling zal aanzielijk gewijzigd worden eenmaal dat de diverse institutionele hervormingen, voorzien in het wetsontwerp n° 461 (Kamer 1977-1978) en die met ingang van 1979 in werking zouden reden, aangenomen zullen zijn.

De vereiste wijzigingen voor de aanpassing van de begrotingskredieten aan deze hervormingen zullen geschieden bij koninklijke besluiten waarover de in Raad vergaderde Ministers zullen beraadslaagd hebben en die, overeenkomstig artikel 88 van de wet van 5 augustus 1978 houdende de economische en budgettaire hervormingen, aan de definitieve goedkeuring van de Kamers zullen voorgelegd worden.

Zoals de begroting werd voorgesteld, kan met kennis van zaken geoordeeld worden over het door de Regering gevolgde globaal begrotingsbeleid, zowel wat betreft de verhouding tussen de ontvangsten en de uitgaven alsmede wat het doel en de omvang van de uitgaven betreft.

Ontvangsten.

De lopende ontvangsten voor 1979 worden geraamd op 941,7 miljard. Ze stijgen met 60 miljard of 6,8 % tegenover de vermoedelijke ontvangsten voor 1978.

Ware er niet de afdracht van 14 150 miljoen aan de Europese Gemeenschappen als eigen middelen, dan beliepen de ontvangsten voor 1979 955,9 miljard, dit is een stijging met 8,4 % tegenover de vermoedelijke ontvangsten voor 1978.

Die ramingen houden rekening met fiscale onlastingsmaatregelen en met de opbrengst van de strijd tegen de ontdrukking. De in overweging genomen maatregelen worden opgesomd en besproken in hoofdstuk II

Uitgaven.

De op de begroting 1979 (niet gesplitste kredieten + ordonnanceringskredieten) voorziene uitgaven stijgen met ongeveer 6,75 % ten opzichte van de begroting 1978.

Wanneer men de begrotingen van 1978 en 1979 vergelijkt, en daarbij de op de Belgische begroting 1978 ingeschreven financiële bijdrage in de E.E.G.-begroting, zegge 9 318 miljoen frank, aftrekt, vertonen de voor 1979 gevraagde kredieten ($a+b$) een totale verhoging met 7,78 % ten opzichte van de goedgekeurde begroting 1978 en met 7,80 % ten opzichte van de aangepaste kredieten.

Le tableau suivant indique comment la croissance globale affecte trois groupes de dépenses : les budgets des départements, les crédits culturels et les crédits des régions. Il met aussi en évidence que, par suite de la redistribution des crédits au sein d'une enveloppe globale 1978 pratiquement inchangée, les rapports entre les budgets de 1979 et de 1978 diffèrent suivant que l'on considère les crédits votés ou les crédits ajustés de 1978.

De onderstaande tabel toont aan hoe de globale groei drie groepen uitgaven beïnvloedt : de begrotingen van de departementen, de cultuurkredieten en de gewestelijke kredieten. Zij wijst er eveneens op dat, ingevolge de herverdeling van de kredieten binnen een praktisch ongewijzigde globale enveloppe voor 1978, de verhouding tussen de begrotingen van 1979 en 1978 verschilt naar gelang men de goedgekeurde kredieten of de aangepaste kredieten van 1978 bekijkt.

	Croissance des dépenses par catégorie <i>Groei van de uitgaven per categorie</i>		
	Par rapport aux crédits votés <i>Ten opzichte van de goedgekeurde kredieten</i>	Par rapport aux crédits ajustés <i>Ten opzichte van de aangepaste kredieten</i>	
Ministères	+ 6,66 %	+ 6,58 %	Ministeries.
Crédits culturels	+ 5,17 %	+ 8,23 %	Cultuurkredieten.
Régions	+ 11,90 %	+ 13,90 %	Gewesten.
Total des dépenses courantes	+ 6,73 %	+ 6,75 %	Totaal van de lopende uitgaven.

D'autre part, étant donné que la redistribution des crédits par la voie du feuilleton affecte plus spécialement les dépenses des ministères (pratiquement en totalité pour les augmentations et à concurrence de 27,3 milliards sur 28,1 milliards pour les réductions) et aussi que le budget du ministère de l'Emploi et du Travail absorbe les trois quarts des crédits supplémentaires, il a paru intéressant d'examiner les tendances accusées par le budget de 1979 pour l'Emploi et Travail, pour les autres départements et aussi pour le budget global sans Emploi et Travail.

Augmentation moyenne du budget 1979 par rapport à 1978.

(dépenses courantes — crédits non dissociés + crédits d'ordonnancement)

Daar, anderzijds de herverdeling van de kredieten, langs het bijblad om, meer in het bijzonder de uitgaven van de ministeries beïnvloedt (praktisch volledig voor de verhogingen en ten belope van 27,3 miljard op 28,1 miljard voor de verminderingen) en daar verder drie vierden van de bijkredieten naar de begroting van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid gaan, lijkt het wenselijk de tendensen te onderzoeken van de begroting 1979, voor Tewerkstelling en Arbeid, voor de andere departementen en ook voor de globale begroting zonder Tewerkstelling en Arbeid.

Gemiddelde verhoging van de begroting 1979 ten opzichte van 1978.

(lopende uitgaven — niet gesplitste kredieten + ordonnanceringskredieten)

	Par rapport aux crédits votés <i>Ten opzichte van de goedgekeurde kredieten</i>	Par rapport aux crédits ajustés <i>Ten opzichte van de aangepaste kredieten</i>	
Emploi et Travail	+ 56,16 %	+ 10,69 %	Tewerkstelling en Arbeid.
Autres départements (sans Emploi et Travail) ..	+ 3,94 %	+ 6,26 %	Andere departementen (zonder Tewerkstelling en Arbeid).
Total du budget (sans Emploi et Travail — y compris les crédits culturels et des affaires régionales).	+ 4,13 %	+ 6,45 %	Totaal van de begroting (zonder Tewerkstelling en Arbeid — met inbegrip van de culturele kredieten en van de kredieten van gewestelijke aangelegenheden).

On appréciera mieux les données reprises ci-après par rapport à ces taux moyens.

Navolgende gegevens dienen gezien te worden in het licht van voormelde percentages.

Parmi les budgets qui accusent une augmentation supérieure à la moyenne, on ne peut citer, en dehors de celui de l'Emploi et du Travail, que :

Onder de begrotingen die een verhoging boven het gemiddelde vertonen, kan men, buiten Tewerkstelling en Arbeid, slechts de volgende opsommen :

	Par rapport aux crédits votés	Par rapport aux crédits ajustés	
	Ten opzichte van de goedgekeurde kredieten	Ten opzichte van de aangepaste kredieten	
Dette publique	+ 17,3 %	+ 19,3 %	Rijksschuld.
Prévoyance sociale	+ 6,5 %	+ 10,0 %	Sociale voorzorg.
Travaux publics	+ 8,9 %	+ 9,0 %	Openbare Werken.
Education nationale (secteur commun)	+ 13,3 %	+ 16,8 %	Nationale Opvoeding (gemeenschappelijke sector).
Crédits régionaux (globalement)	+ 11,9 %	+ 13,9 %	Gewestelijke kredieten (globaal).

A noter que, l'écart entre le taux de croissance calculé sur le budget initial et celui établi sur base des crédits ajustés est d'autant plus grand que le feuilleton a davantage réduit les prévisions initiales : ainsi de nombreux budgets accusent une progression inférieure à 5 % par rapport aux crédits votés pour 1978, mais une augmentation égale ou supérieure à la moyenne par rapport aux crédits ajustés.

Typiques sont à cet égard les budgets :

Het verschil tussen het op de oorspronkelijke begroting berekende groeipercentage en dat, berekend op basis van de aangepaste kredieten is des te groter daar het bijblad de oorspronkelijke ramingen agetekender heeft verminderd : aldus wijzen talrijke begrotingen een stijging met minder dan 5 % aan ten opzichte van de voor 1978 goedgekeurde kredieten, maar een verhoging die gelijk is aan of groter dan het gemiddelde ten opzichte van de aangepaste kredieten.

Typisch zijn, in dat opzicht, de begrotingen :

	Par rapport aux crédits votés	Par rapport aux crédits ajustés	
	Ten opzichte van de goedgekeurde kredieten	Ten opzichte van de aangepaste kredieten	
Pensions	+ 3,9 %	+ 7,5 %	Pensioenen.
Justice	+ 2,5 %	+ 7,0 %	Justitie.
Coopération au développement	+ 2,9 %	+ 9,2 %	Ontwikkelingssamenwerking.
Education nationale secteur français	+ 4,3 %	+ 6,6 %	Nationale Opvoeding Franstalige sector.
Education nationale secteur néerlandais .. .	+ 4,3 %	+ 7,3 %	Nationale Opvoeding Nederlandstalige sector.

En moyenne, les crédits culturels augmentent de 5,17 % par rapport aux crédits votés et de 8,23 % par rapport aux crédits ajustés.

De cultuurkredieten stijgen gemiddeld met 5,17 % ten opzichte van de goedgekeurde kredieten en met 8,23 % ten opzichte van de aangepaste kredieten.

Parmi les budgets qui pèsent lourdement dans le total des dépenses, certains ont une croissance faible ou accusent même de sensibles diminutions :

Onder de begrotingen die doorwegen op het totaal van de uitgaven, hebben sommige een geringe groei of vertonen zelfs gevoelige verminderingen :

	Par rapport aux crédits votés	Par rapport aux crédits ajustés	
	Ten opzichte van de goedgekeurde kredieten	Ten opzichte van de aangepaste kredieten	
Défense nationale	+ 4,45 %	+ 6,10 %	Landsverdediging.
Gendarmerie	+ 3,40 %	+ 5,70 %	Rijkswacht.
Communications	+ 4,10 %	+ 5,70 %	Verkeerswezen.
Intérieur	+ 2,50 %	+ 4,60 %	Binnenlandse Zaken.
Agriculture	+ 0,60 %	+ 2,50 %	Landbouw.
Affaires économiques	- 8,70 %	- 7,60 %	Economische Zaken.
Affaires étrangères et commerce extérieur ...	- 9,80 %	- 8,20 %	Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel.

En ce qui concerne le budget du Ministère des Finances, il diminue de 24,66 % par rapport au budget initial de 1978 et de 26,6 % par rapport aux crédits ajustés, en raison de la suppression en 1979 de la contribution financière au budget de la C.E.E.

Si on déduit la contribution des crédits de 1978, le budget des Finances pour 1979 accuse une légère augmentation (1,79 %) par rapport aux crédits initiaux de 1978 et une faible diminution (-1,71 %) par rapport aux crédits ajustés.

Pour autant que de besoin, rappelons que la rigueur budgétaire dont témoignent les faibles taux d'augmentation évoqués implique, dans un certain nombre de domaines, des modifications législatives ou réglementaires.

Les années précédentes, ces modifications étaient autorisées par une loi-programme, pour autant qu'elles postulaient une adaptation de la législation en vigueur.

En ce qui concerne les mesures qu'impliquent tant le feuilleton d'ajustement de 1978 que les crédits fixés pour 1979, le Gouvernement trouvera les habilitations requises dans la loi de réformes économiques et budgétaires du 5 août 1978, suivant un processus décrit précédemment, par lequel le Parlement reste à même d'exercer ses prérogatives.

B. — OPERATIONS DE CAPITAL 1979.

L'ensemble des opérations de capital pour 1979 se présente comme suit (y compris les budgets régionaux) :

(En milliards de francs.)

	Programmes d'engagements <i>Vastleggings- programma's</i>	Ordonnancements <i>Ordonnanceringen</i>	
I. — Secteur budgétaire :			
1. Investissements (non compris le Fonds des routes).	111,2	91,9	I. — Budgettaire sector :
2. Autres dépenses de capital	40,7	46,4	1. Investeringen (niet inbegrepen het Wegenfonds).
Total	157,9	138,3	2. Andere kapitaaluitgaven.
Recettes de capital		13,0	Totaal. Kapitaalontvangsten.
Solde		125,3	Saldo. Wegenfonds.
Fonds des routes	20,5	—	
II. — Secteur débudgétisé	35,9	—	II. — Gedebudgetteerde sector.
III. — Organismes d'intérêt public . . .	63,4	—	III. — Instellingen van openbaar nut.
dont :			waarvan :
Investissements	231,0	—	Investeringen.
Autres dépenses de capital (Etat) . . .	40,7	—	Andere kapitaaluitgaven (Staat).
	277,7	—	

De begroting van het Ministerie van Financiën vermindert met 24,66 % ten opzichte van de oorspronkelijke begroting 1978 en met 26,6 % ten opzichte van de aangepaste kredieten, wegens de afschaffing, in 1979, van de financiële bijdrage in de E.E.G.-begroting.

Indien men dergelijke bijdrage voor 1978 aftrekt, stijgt de begroting van Financiën voor 1979 lichtjes (+1,79 %) ten opzichte van de oorspronkelijke kredieten 1978, en daalt ze lichtjes (-1,71 %) ten opzichte van de aangepaste kredieten.

Voor zover dit nodig blijkt, herinneren wij eraan dat de budgettaire strakheid waarvan de aangehaalde zwakke stijgingspercentages getuigen, wetgevende of reglementaire wijzigingen voor bepaald materies zal vergen.

De laatste jaren werden die wijzigingen voor zover zij een aanpassing van de van kracht zijnde wetgeving vergen door een programmawet toegestaan.

Wat betreft de maatregelen nodig, voor de uitvoering van het aanpassingsblad van 1978 of van de begroting voor 1979 zal de Regering de vereiste machtigingen krijgen door de wet betreffende de economische en budgettaire hervormingen van 5 augustus 1978; volgens de voorziene, welbekende procedure, blijft het Parlement zijn prerogatieven uitoefenen.

B. — KAPITAALVERRICHTINGEN.

Het geheel van de kapitaalverrichtingen ziet er voor 1979 uit als volgt (m.i.v. de regionale begrotingen) :

(In miljarden frank.)

Recettes.

Les recettes de capital pour 1979 sont évaluées à 130,0 milliards contre 11,3 milliards de recettes probables en 1978, soit une augmentation de 15 %. Il s'agit principalement de droits de succession.

Dépenses.

Le tableau des ordonnancements est basé sur les crédits sollicités qui s'élèvent à 138,3 milliards.

Investissements publics.

La matière des investissements est explicitée au chapitre V, tant en ce qui concerne les programmes et les crédits d'engagement qu'en ce qui concerne les crédits d'ordonnancement. Ceux-ci atteignent 91,9 milliards.

Autres dépenses de capital.

Les dépenses du Titre II qui ne sont pas incluses dans les programmes d'investissements, comprennent des possibilités d'engagement pour un montant de 46,7 milliards contre 41,6 milliards au budget initial de 1978.

<i>Finances</i>	10,1
-----------------	---------------------	------

dont :

— dotation à la Caisse nationale des calamités	...	1,1
— participation au Fonds social de la S.N.I.	...	1,0
— Office national du Ducroire	...	1,0
— Association internationale de Développement	...	1,5
— prêts aux pays étrangers	...	3,0
— souscription à l'augmentation du capital de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement	...	1,0
— transfert Fonds expansion économique	...	0,9

<i>Travaux publics</i>	7,1
------------------------	-----------------	-----

dont :

— interventions dans les charges financières des sociétés de logement	...	1,1
— Fonds national du Logement	...	4,2
— amortissement des emprunts contractés par les pouvoirs publics régionaux et locaux auprès du Crédit Communal de Belgique en vue du financement des subventions allouées par l'Etat	...	0,85

<i>Affaires économiques</i>	6,5
-----------------------------	-------------	-----

dont :

— apport au capital social de la S.A. « Kempische Steenkolenmijnen » des montants en couverture des pertes d'exploitation	...	3,1
— Centrale nucléaire de Kalkar	...	0,7
— prototypes	...	1,0
— subvention pour investissements exceptionnels à effectuer par le Centre d'Etude de l'Energie nucléaire	...	0,25

Ontvangsten.

De kapitaalontvangsten voor 1979 worden op 13,0 miliard frank geraamd tegen 11,3 miliard frank vermoedelijke ontvangsten in 1977, dit is een stijging met 15 %. Het betreft hoofdzakelijke successierechten.

Uitgaven.

De tabel der ordonnanceringen is gesteund op de gevraagde kredieten die 138,3 miliard frank bedragen.

Overheidsinvesteringen.

De investeringsverrichtingen worden uitvoerig behandeld in hoofdstuk V, zowel wat de programma's en de vastleggingskredieten betreft als wat de ordonnanceringskredieten betreft. Deze bedragen 91,9 miliard.

Andere kapitaaluitgaven.

De uitgaven van Titel II die niet in de investeringsprogramma's voorkomen, omvatten vastleggingsmogelijkheden voor een bedrag van 46,7 miliard tegen 41,6 miliard in de oorspronkelijke begroting 1978.

<i>Financiën</i>	10,1
------------------	-----------------	------

waarvan :

— dotatie aan de Nationale Kas voor Rampenschade	...	1,1
— deelname in het Sociaal Fonds van de N.I.M.	...	1,0
— Nationale Delcrederedienst	...	1,0
— Internationale Ontwikkelingsassociatie	...	1,5
— leningen aan vreemde staten	...	3,0
— inschrijving op de verhoging van het kapitaal van de Internationale Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling	...	1,0
— overdracht Fonds economische expansie	...	0,9

<i>Openbare Werken</i>	7,1
------------------------	-------------	-----

waarvan :

— tussenkomst in de financiële lasten van de huisvestingsmaatschappijen	...	1,1
— Nationaal Huisvestingsfonds	...	4,2
— afschrijving van del eningen aangegaan door de gewestelijke en lokale overheden bij het Gemeentekrediet van België met het oog op de financiering van de door de Staat toegekende toelagen	...	0,85

<i>Economische Zaken</i>	6,5
--------------------------	-------------	-----

waarvan :

— inbreng in het maatschappelijk kapitaal van de N.V. « Kempische Steenkolenmijnen » van de bedragen tot dekking van de exploitatieverliezen	...	3,1
— Kerncentrum Kalkar	...	0,7
— prototypes	...	1,0
— toelage voor uitzonderlijke investeringen uit te voeren door het Studiecentrum voor Kernenergie	...	0,25

<i>Coopération au Développement</i>	5,0	<i>Ontwikkelingssamenwerking</i>	5,0
dont :		waarvan :	
— réalisation de projets de coopération ...	1,2	— verwezenlijking van samenwerkings-projecten	1,2
— quote-part au Fonds de la C.E.E. ...	1,1	— aandeel in het E.E.G. Fonds	1,1
<i>Communications</i>	3,2	<i>Verkeerswezen</i>	3,2
dont :		waarvan :	
— Fonds de la marine marchande	1,8	— Fonds van de Handelsvloot	1,8
— rachat par l'Etat de la partie du capital des sociétés de transports en commun appartenant au secteur privé	0,8	— terugkoop door de Staat van het gedeelte van het kapitaal van de maatschappijen voor stedelijk vervoer toebehorend aan de privésector	0,8
<i>Premier Ministre</i>	1,6	<i>Eerste Minister</i>	1,6
dont :		waarvan :	
— programmes de recherche scientifique	1,5	— programma's voor wetenschappelijk onderzoek	1,5
<i>Agriculture</i>	1,5	<i>Landbouw</i>	1,5
dont :		waarvan :	
— transfert au Fonds social agricole (sinistrés sécheresse 1976)	1,1	— overdracht aan het Sociaal Landbouwfonds (slachtoffers droogte 1976) ...	1,1
<i>Défense nationale</i>	2,1	<i>Landsverdediging</i>	2,1
dont :		waarvan :	
— retour de deux brigades en Belgique	1,0	— terugkeer van twee brigades naar België	1,0
<i>Affaires régionales</i>	5,1	<i>Gewestelijke Aangelegenheden</i>	5,1
Flandre	3,6	Vlaanderen	3,6
Wallonie	0,7	Wallonië	0,7
Bruxelles	0,8	Brussel	0,8
<i>Dette publique</i>	0,4	<i>Rijksschuld</i>	0,4

Les crédits d'ordonnancement afférents aux autres dépenses de capital s'élèvent à 46,4 milliards.

De ordonnanceringskredieten betreffende de andere kapitaaluitgaven bedragen 46,4 miljard.

SOLDES BUDGETAIRES POUR 1979.

Le déficit prévu pour les opérations courantes s'élève à 80,5 milliards.

En ce qui concerne les opérations de capital, l'écart entre les recettes prévues et les crédits d'ordonnancement inscrits au budget est de 125,3 milliards auxquels, traditionnellement, viennent s'ajouter les dépenses d'investissement du Fonds des Routes (17,9 milliards).

L'expérience montre toutefois que les dépenses réelles atteignent rarement le niveau des prévisions, surtout en ce qui concerne les investissements.

Le chapitre III donne des indications plus précises au sujet des besoins de trésorerie, compte tenu des opérations étrangères au budget proprement dit.

BEGROTINGSSALDI VOOR 1979.

Het voor de lopende verrichtingen geraamde tekort beloopt 80,5 miljard.

Wat de kapitaalverrichtingen betreft, bedraagt het verschil tussen de geraamde ontvangsten en de op de begroting ingeschreven ordonnanceringskredieten 125,3 miljard, waarvan traditioneel de investeringsuitgaven van het Wegenfonds (17,9 miljard) worden toegevoegd.

De ondervinding leert echter dat de werkelijke uitgaven zelden het peil van de ramingen bereiken, vooral wat betreft de investeringsuitgaven.

Hoofdstuk III geeft nauwkeuriger aanwijzingen aangaande de schatkistbehoeften, rekening houdend met de verrichtingen buiten de eigenlijke begroting.

DEPENSES COURANTES 1978.

Rapprochement entre le budget initial et le budget voté
(avec et sans contribution financière au budget de la C.E.E.)

(En millions de francs.)

LOPENDE UITGAVEN 19 '8.

Aansluiting tussen de oorspronkelijke begroting
en de goedgekeurde begroting
(met en zonder de financiële bijdrage aan de begroting van E.E.G.)

(In miljoenen frank.)

	Budget initialement proposé <u>Oorspronkelijk ingediende begroting</u>	Amendements <u>Amenderingen</u>	Budget voté <u>Goedgekeurde begroting</u>	Contribution C.E.E. <u>Bijdrage E.E.G.</u>	Budget voté (à l'exclusion de la contribution C.E.E.) <u>Goedgekeurde begroting (excl. de bijdrage aan de E.E.G.)</u>	
a) Crédits non dissociés. — <i>Niet gesplitste kredieten.</i>						
b) Crédits d'ordonnancement. — <i>Ordonnanceringeskredieten.</i>						
c) Crédits d'engagement. — <i>Vastleggingskredieten.</i>						
Dotations. — <i>Dotatiën</i> a)	2 919,3	— 50,7	2 868,6	—	2 868,6	
Intérieur. — <i>Binnenlandse Zaken</i> a)	64 681,3	+ 3,2	64 684,5	—	64 684,5	
Affaires étrangères et Commerce extérieur. — <i>Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel</i> a)	6 521,6	+ 11,0	6 532,6	—	6 532,6	
	b)	40 297,8	+ 1 282,5	41 580,3	—	41 580,3
	c)	754,0	+ 15,6	769,6	—	769,6
Travaux publics. — <i>Openbare Werken</i> a)	869,0	+ 15,0	884,0	—	884,0	
Prévoyance sociale. — <i>Sociale Voorzorg</i> a)	86 803,8	+ 1,8	86 805,6	—	86 805,6	
Finances. — <i>Financiën</i> a)	35 854,3	—	35 854,3	- 9 318,0	26 536,3	
Education nationale : — <i>Nationale Opvoeding</i> :						
— Crédits R.D.K. — <i>Kredieten R.D.K.</i> a)	—	+ 1,5	1,5	—	1,5	
— Crédits culturels. — <i>Culturele kredieten</i> a)						
Communauté française : — <i>Franse Cultuurgemeenschap</i> :						
— Dotations. — <i>Dotatiën</i> a)	105,0	+ 13,8	118,8	—	118,8	
— Autres budgets. — <i>Andere begrotingen</i> a)	699 669,1	—	699 669,1	—	699 669,1	
	b)	18 838,7	—	18 838,7	—	18 838,7
	c)	17 427,4	—	17 427,4	—	17 427,4
Totaux. — <i>Totalen</i> a)	936 852,2	+ 1 263,1	938 115,3	- 9 318,0	928 797,3	
	b)	19 592,7	+ 15,6	19 608,3	—	19 608,3
	c)	18 296,4	+ 15,0	18 311,4	—	18 311,4
Total des ordonnancements (a+b). — <i>Totaal der ordonnanceringen</i> (a+b).	956 444,9	+ 1 278,7	957 723,6	- 9 318,0	948 405,6	
Total des engagements (a+c). — <i>Totaal der vastleggingen</i> (a+c)	955 148,6	+ 1 278,1	956 426,7	- 9 318,0	947 108,7	

Ajustements budgétaires 1978 et budgets 1979.
Dépenses courantes et dépenses de capital.

Budgettaire aanpassingen 1978 en begrotingen 1979.
Lopende en kapitaaluitgaven.

BUDGETS DES DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs.)

AJUSTEMENTS 1978.

BUDGET 1979.

BEGROTING DER LOPENDE UITGAVEN.

(In miljoenen frank.)

AANPASSINGEN 1978

BEGROTING 1979.

	Budget voté 1978 <i>Goed-gekeurde begroting 1978</i>	Crédits supplémentaires années antérieures <i>Bijkredieten vroegere jaren</i>	Ajustements 1978 Aanpassingen 1978		Budget ajusté 1978 <i>Aangepaste begroting 1978</i>	Budget 1979 <i>Begroting 1979</i>
			Majorations <i>Vermeerderingen</i>	Réductions <i>Verminderingen</i>		
a) Crédits non dissociés. — <i>Niet gesplitste kredieten.</i>						
b) Crédits d'ordonnancement. — <i>Ordonnanceringenkredieten.</i>						
c) Credits d'engagement. — <i>Vastleggingskredieten.</i>						
Dette publique. — <i>Rijksschuld</i> a)	85 142,3	26,3	435,1	1 849,2	83 728,2	99 867,6
Pensions. — <i>Pensioenen</i> a)	107 117,1	652,5	303,8	3 829,1	103 591,8	111 315,2
Dotations. — <i>Dotatiën</i> a)	2 868,6	—	—	14,9	2 853,7	2 894,2
Premier Ministre. — <i>Eerste Minister</i> a)	1 691,7	25,9	141,3	80,5	1 752,5	1 805,9
Justice. — <i>Justitie</i> a)	20 222,7	4,3	52,7	895,1	19 380,3	20 733,9
Intérieur. — <i>Binnenlandse Zaken</i> a)	64 684,5	8,1	74,6	1 378,1	63 381,0	66 298,8
Affaires étrangères et Commerce extérieur. — <i>Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel</i> a)	6 532,6	27,5	75,3	188,5	6 419,4	5 892,2
Coopération au Développement. — <i>Ontwikkelingssamenwerking</i> a)	7 406,9	2,2	11,4	442,5	6 975,8	7 620,1
Défense nationale. — <i>Landsverdediging</i> a)	54 059,2	44,3	77,1	1 195,9	52 940,4	57 133,9
	b)	18 594,9	—	1 204,0	1 204,0	18 594,9
	c)	17 145,9	—	1 581,6	1 581,6	17 145,9
Gendarmerie. — <i>Rijkswacht</i> a)	11 374,3	30,2	14,0	266,4	11 121,9	11 760,2
	b)	23,4	—	—	—	22,8
	c)	37,6	—	—	—	51,8
Agriculture. — <i>Landbouw</i> a)	8 150,7	13,7	45,7	200,1	7 996,3	8 198,8
Affaires économiques. — <i>Economische Zaken</i> a)	20 983,3	107,9	727,8	974,7	20 736,4	19 162,6
	b)	100,0	—	—	—	130,0
	c)	120,0	—	—	—	220,0
Classes moyennes. — <i>Middenstand</i> a)	4 781,3	4,9	—	147,8	4 633,5	4 924,1
Travaux publics. — <i>Openbare Werken</i> a)	41 580,3	377,3	367,7	327,4	41 620,6	45 316,5
	b)	769,6	—	—	678,0	697,0
	c)	884,0	—	—	807,0	707,0
Communications. — <i>Verkeerswezen</i> a)	61 920,0	1 392,9	403,3	1 378,5	60 944,8	64 438,8
P.T.T. — <i>P.T.T.</i> a)	17 040,0	—	6,2	966,7	16 079,5	17 090,1
Emploi et Travail. — <i>Tewerkstelling en Arbeid</i> a)	47 907,3	—	(¹) 21 970,0	2 286,0	67 591,3	74 813,8
Prévoyance sociale. — <i>Sociale Voorzorg</i> a)	86 805,6	2 168,0	10,1	2 790,0	84 025,7	92 457,4
Education nationale : — <i>Nationale Opvoeding</i> :						
— Secteur français (y compris les crédits C.C.F. et R.D.K.). — <i>Fransche sector (met inbegrip van de kredieten C.C.F. en R.D.K.)</i> a)	79 060,3	1 531,8	—	1 707,0	77 353,3	82 462,8
	b)	21,8	—	—	1,2	20,6
	c)	21,8	—	—	1,2	20,6
— Secteur néerlandais (y compris les crédits C.N.C.). — <i>Nederlandse sector (met inbegrip van de kredieten C.N.C.)</i> a)	102 729,6	1 548,1	—	2 789,1	99 940,5	107 189,3
— Secteur commun. — <i>Gemeenschappelijke sector</i> ... a)	2 232,9	6,1	—	57,3	2 175,6	2 529,6
Affaires culturelles communes. — <i>Gemeenschappelijke culturele zaken</i> a)	906,0	13,1	—	18,1	887,9	940,9
Santé publique et Famille. — <i>Volksgezondheid en Gezin</i> ... a)	31 803,8	22,6	448,8	1 611,6	30 641,0	32 266,5
Finances. — <i>Financiën</i> a)	35 854,3	22,5	1 532,8	587,0	36 800,1	27 012,2
Total des budgets des Ministères. — <i>Totaal der begrotingen van de Ministères</i> (a+b)	922 365,0	8 030,2	27 901,7	27 278,3	922 988,4	983 753,6
	(a+c)	921 064,6	8 030,2	28 279,3	27 641,3	921 702,6

	Budget voté 1978 <i>Goed-gekeurde begroting 1978</i>	Crédits supplémentaires années antérieures <i>Bijkredieten vroegere jaren</i>	Ajustements 1978 <i>Aanpassingen 1978</i>		Budget ajusté 1978 <i>Aangepaste begroting 1978</i>	Budget 1979 <i>Begroting 1979</i>
			Majorations <i>Vermeerderingen</i>	Réductions <i>Verminderingen</i>		
a) Crédits non dissociés. — <i>Niet gesplitste kredieten.</i>						
b) Crédits d'ordonnancement. — <i>Ordonnanceringskredieten.</i>						
c) Credits d'engagement. — <i>Vastleggingskredieten.</i>						
Crédits culturels : — <i>Culturele kredieten :</i>						
1. Communauté culturelle néerlandaise : — <i>Nederlandse cultuurgemeenschap :</i>						
— Culture. — <i>Cultuur</i> a)	7 447,1	71,8	—	218,3	7 228,8	7 856,3
— Classes Moyennes. — <i>Middenstand</i> a)	514,5	—	—	9,0	505,5	560,5
— Communications. — <i>Verkeerswezen</i> a)	197,0	0,2	5,5	8,4	194,1	203,9
— Santé publique et famille. — <i>Volksgezondheid en Gezin</i> a)	507,7	—	15,0	38,2	484,5	518,5
— Agriculture. — <i>Landbouw</i> a)	23,0	0,2	—	0,4	22,6	23,9
— Affaires économiques. — <i>Economische Zaken</i> ... a)	107,0	—	—	3,4	103,6	120,1
— Dotations. — <i>Dotatiën</i> a)	105,0	—	—	—	105,0	115,0
2. Communauté culturelle française : — <i>Franse cultuurgemeenschap :</i>						
— Culture. — <i>Cultuur</i> a)	6 426,1	91,8	—	177,2	6 248,9	6 731,4
— Classes moyennes. — <i>Middenstand</i> a)	384,1	—	—	7,8	376,3	405,2
— Communications. — <i>Verkeerswezen</i> a)	136,4	0,1	—	5,5	130,9	140,4
— Santé publique et Famille. — <i>Volksgezondheid en Gezin</i> a)	369,5	—	1,7	18,7	352,5	382,6
— Agriculture. — <i>Landbouw</i> a)	14,9	0,1	—	0,3	14,6	15,5
— Affaires économiques. — <i>Economische Zaken</i> ... a)	96,7	—	—	3,1	93,6	108,6
— Dotations. — <i>Dotatiën</i> a)	118,8	—	—	—	118,8	115,0
3. Communauté culturelle allemande : — <i>Duitse Cultuurgemeenschap :</i>						
— Culture. — <i>Cultuur</i> a)	96,1	—	—	—	96,1	102,8
— Classes moyennes. — <i>Middenstand</i> a)	21,8	—	—	0,3	21,5	23,1
— Communications. — <i>Verkeerswezen</i> a)	0,4	—	—	—	0,4	0,4
— Santé publique et Famille. — <i>Volksgezondheid en Gezin</i> a)	8,5	—	—	—	8,5	8,5
— Agriculture. — <i>Landbouw</i> a)	1,4	—	—	—	1,4	1,3
Total des crédits culturels. — <i>Totaal culturele kredieten</i> (a+b) (a+c)	16 576,0	164,2	22,2	490,6	16 107,6	17 433,0
	16 576,0	164,2	22,2	490,6	16 107,6	17 433,0
Affaires régionales : — <i>Gewestelijke aangelegenheden :</i>						
— Région flamande. — <i>Vlaams Gewest</i> (a+b) (a+c)	9 800,3	—	—	169,3	9 631,0	10 884,5
— Région wallonne. — <i>Waals Gewest</i> (a+b) (a+c)	9 800,3	—	—	169,3	9 631,0	10 884,5
— Région bruxelloise. — <i>Brussels Gewest</i> (a+b) (a+c)	7 360,6	—	—	131,4	7 229,2	8 427,9
	7 364,1	—	—	131,4	7 232,7	8 427,9
	1 621,7	—	—	30,1	1 591,6	1 712,6
	1 621,7	—	—	30,1	1 591,6	1 712,6
Total des crédits des Affaires régionales. — <i>Totaal kredieten der Gewestelijke Aangelegenheden</i> (a+b) (a+c)	18 782,6	—	—	330,8	18 451,8	21 025,0
	18 786,1	—	—	330,8	18 455,3	21 025,0
Total ordonnancements. — <i>Totaal ordonnanceringen</i> (a+b)	957 723,6	8 194,4	27 923,9	28 099,7	957 547,8	1 022 211,6
Total engagements. — <i>Totaal vastleggingen</i> (a+c)	956 426,7	8 194,4	28 301,5	28 462,7	956 265,5	1 021 468,6

(1) Y compris le feuilleton spécial : 12 647,9 millions de francs.

(1) Met inbegrip van het speciaal bijblad : 12 647,9 miljoen frank.

BUDGET DES DÉPENSES DE CAPITAL.

(En millions de francs.)

BEGROTING DER KAPITAALUITGAVEN.

(In miljoenen frank.)

AJUSTEMENT 1978.

BUDGET 1979.

AANPASSING 1978.

BEGROTING 1979.

	Budget vote — Goed- gekeurde begroting	Crédits supplémen- taires années antérieures — Bijkredieten vroegere jaren	Ajustements — Aanpassingen		Budget ajusté 1978 — Aangepaste begroting 1978	Budget 1979 — Begroting 1979
			Majorations — Vermeer- deringen	Réductions — Vermin- deringen		
a) Crédits non dissociés. — <i>Niet-gesplitste kredieten.</i>						
b) Crédits d'ordonnancement. — <i>Ordonnanceringskredieten.</i>						
c) Crédits d'engagement. — <i>Vastleggingskredieten.</i>						
Dette publique. — <i>Rijksschuld</i> a)	506,1	—	—	—	506,1	392,2
Dotations. — <i>Dotaties</i> a)	4,0	—	—	0,4	3,6	79,0
Premier Ministre. — <i>Eerste Minister</i> a)	1 108,3	0,5	32,3	80,7	1 059,9	1 084,1
	b)	482,4	—	—	12,0	470,4
	c)	631,3	—	—	13,0	618,3
Justice. — <i>Justitie</i> a)	171,1	—	2,5	16,7	156,9	166,0
Intérieur. — <i>Binnenlandse Zaken</i> a)	153,9	0,2	25,0	4,7	174,2	544,8
	b)	167,0	—	—	—	167,0
	c)	88,0	—	—	19,0	69,0
Affaires étrangères et Commerce extérieur. — <i>Buitenlandse zaken en Buitenlandse Handel</i> a)	91,6	0,6	—	5,8	85,8	92,1
	b)	118,1	—	—	—	118,1
	c)	84,7	—	—	—	84,7
Coopération au Développement. — <i>Ontwikkelingssamenwerking</i> a)	3 054,1	1,7	200,0	501,8	2 752,3	3 510,9
	b)	1 200,0	—	5,0	—	1 205,0
	c)	1 500,0	—	5,0	—	1 505,0
Défense nationale. — <i>Landsverdediging</i> a)	1 317,5	—	—	—	1 317,5	1 130,5
	b)	80,0	—	—	—	80,0
	c)	80,0	—	—	—	80,0
Gendarmerie. — <i>Rijkswacht</i> a)	104,0	1,2	—	3,6	100,4	115,6
	b)	384,0	—	—	—	384,0
	c)	301,0	—	—	—	301,0
Agriculture. — <i>Landbouw</i> a)	339,9	0,1	—	8,0	331,9	1 470,7
	b)	564,8	—	—	—	564,8
	c)	385,8	—	—	—	385,8
Affaires économiques. — <i>Economische Zaken</i> a)	2 103,5	0,1	1 172,8	654,6	2 621,7	6 756,4
	b)	18,9	—	—	—	18,9
	c)	18,9	—	—	—	18,9
Classes moyennes. — <i>Middenstand</i> a)	16,3	—	—	1,6	14,7	7,3
Travaux publics. — <i>Openbare Werken</i> a)	12 735,6	185,8	96,0	920,2	11 911,4	13 355,0
	b)	15 518,9	—	1 387,7	2,7	16 903,9
	c)	17 581,0	—	4 402,7	2,7	21 981,0
Communications. — <i>Verkeerswezen</i> a)	5 403,2	12,3	6,6	4,9	5 404,9	4 012,3
	b)	13 821,2	—	—	25,0	13 796,2
	c)	17 649,2	—	400,0	—	18 049,2
P.T.T. — <i>P.T.T.</i> a)	3,0	—	—	0,2	2,8	3,0
Emploi et Travail. — <i>Tewerkstelling en Arbeid</i> a)	19,2	—	—	3,7	15,5	15,7
Prévoyance sociale. — <i>Sociale Voorzorg</i> a)	5,9	0,5	—	0,6	5,3	5,6
Finances. — <i>Financiën</i> a)	11 334,2	—	425,0	118,2	11 641,0	10 102,7
	b)	10,0	—	—	—	10,0
	c)	10,0	—	—	—	10,0
Santé publique. — <i>Volksgezondheid</i> a)	4 108,5	—	22,0	198,3	3 932,2	4 348,5
	b)	829,3	—	—	—	829,3
	c)	291,0	—	—	—	291,0
Affaires culturelles communes. — <i>Gemeenschappelijke culturele zaken</i> a)	55,2	0,3	—	4,1	51,1	42,5

a) Crédits non dissociés. — Niet-gesplitste kredieten. b) Crédits d'ordonnancement. — Ordonnanceringskredieten. c) Crédits d'engagement. — Vastleggingskredieten.	Budget voté — Goed-gekeurde begroting	Crédits supplémentaires années antérieures — Bijkredieten vroegere jaren	Ajustements — Aanpassingen		Budget ajusté 1978 — Aangepaste begroting 1978	Budget 1979 — Begroting 1979
			Majorations — Vermeerderingen	Réductions — Verminderingen		
EDUCATION NATIONALE.						
Régime français. — Franstalig regime a) b) c)	1 197,6 515,5 623,5	11,6 — —	1,1 — —	13,8 1,2 1,2	1 134,9 514,3 622,3	1 515,8 525,0 633,0
Crédits C.C.F. — Kredieten E.C.F. a)	12,8	—	—	—	12,8	164,8
Régime néerlandais. — Nederlandstalig regime a) b) c)	1 254,0 674,5 650,0	12,9 — —	2,6 — —	63,8 — —	1 192,8 674,5 650,0	1 346,9 515,0 650,0
Crédits C.C.N. — Kredieten E.C.N. a)	29,7	0,9	—	5,6	24,1	77,3
Secteur commun. — Gemeenschappelijk sector a) b) c)	13 540,9 258,8 288,8	0,5 — —	— — —	10,0 — —	13 530,9 258,8 288,8	14 151,0 264,0 264,6
NATIONALE OPVOEDING.						
CREDITS CULTURELS.						
1. Communauté culturelle néerlandaise.						
Culture. — Cultuur a) b). c)	184,2 950,0 1 216,0	— — —	— — —	10,6 — —	173,6 950,0 1 216,0	155,0 1 220,0 1 545,8
Agriculture. — Landbouw a)	0,8	—	—	0,1	0,7	0,8
Communications. — Verkeerswezen a) b) c)	15,6 625,6 465,0	— — —	4,0 36,0 36,0	4,0 39,0 39,0	15,6 622,6 462,0	15,5 646,0 515,6
Santé publique. — Volksgezondheid a)	25,2	—	—	—	25,2	56,3
2. Communauté culturelle française.						
Culture. — Cultuur a) b). c)	168,5 938,0 1 216,0	— — —	— — —	7,0 — —	161,5 938,0 1 216,0	138,0 1 130,0 1 545,8
Agriculture. — Landbouw a)	0,8	—	—	0,1	0,7	0,8
Communications. — Verkeerswezen a) b) c)	27,5 588,0 465,0	— — —	4,0 4,0 —	4,0 — —	21,5 588,0 465,0	41,5 733,0 515,6
Santé publique. — Volksgezondheid a)	0,1	—	—	—	0,1	0,1
3. Communauté culturelle allemande.						
Culture. — Cultuur a) b). c)	8,0 50,0 60,0	— — —	— — —	— — —	8,0 50,0 60,0	8,0 55,0 66,5
Communications. — Verkeerswezen a) b) c)	2,5 67,0 58,0	— — —	0,5 0,5 —	0,5 — —	2,5 67,0 58,0	2,5 101,0 64,6
AFFAIRES REGIONALES.						
GEWESTELIJKE AANGELEGENHEDEN.						
Région flamande. — Vlaams gewest (a+b) (a+c)	11 427,7 12 508,2	— —	917,0 1 277,0	917,0 656,0	11 427,7 13 129,2	13 106,8 15 890,5
Région wallonne. — Waals gewest (a+b) (a+c)	10 280,5 12 076,0	— —	— —	— —	10 280,5 12 076,0	9 863,3 14 317,7
Région bruxelloise. — Brussels gewest (a+b) (a+c)	1 892,2 2 691,8	— —	— —	— —	1 892,2 2 691,8	2 481,9 3 942,9
Total ordonnancements. — Totaal ordonnanceringen (a+b)	120 559,7	229,2	4 340,1	3 694,5	121 205,3	138 271,6
Total engagements. — Totaal vastleggingen (a+c)	130 036,5	229,2	8 115,1	3 428,5	134 723,1	155 017,5

PREMIERE PARTIE.

Politique économique, sociale et financière.

CHAPITRE I.

Le contexte économique.

1. L'environnement international.

Les douze mois qui viennent de s'écouler se sont caractérisés par une divergence d'évolution économique entre, d'une part, les Etats-Unis et le Japon et, d'autre part, l'Europe.

En effet, les Etats-Unis ont bénéficié d'une quatrième année d'expansion continue axée surtout sur le dynamisme de la consommation privée restée vigoureuse jusqu'à la fin de 1977. Depuis lors, cependant, elle s'est quelque peu ralentie et les dernières prévisions économiques laissent augurer une accélération de l'inflation et un ralentissement de la croissance.

Au Japon, si la croissance a été relativement modérée en 1977, l'activité s'est fortement redressée depuis le début de 1978 et, malgré la défaillance de certaines grosses entreprises, un grand nombre d'indices permettent d'espérer le maintien de la reprise de l'économie et, peut-être, son accélération sous réserve d'un risque déflatoire qui trouve son origine dans la poursuite de l'appréciation du yen.

Alors qu'à un ralentissement marqué de l'activité économique succédait traditionnellement une reprise affirmée, l'évolution actuelle de la conjoncture européenne dément cette tendance classique. En effet, depuis la récession des années 1974-1975, la situation économique s'est caractérisée par une croissance ralenti de la production et des échanges, un bas niveau du degré d'utilisation des capacités de production, un chômage important, un taux d'inflation souvent élevé bien qu'en baisse, une faiblesse des investissements et un manque de confiance.

Tout le monde n'est pas d'accord sur les causes profondes de cette situation et une analyse complète de celles qui sont les plus souvent citées relève autant de l'étude économique que de la sociologie. En première approche, on peut toutefois discerner que l'atonie économique actuelle relève notamment de la crise pétrolière qui a quintuplé le prix de notre principale source d'énergie et dérégler les flux commerciaux et financiers internationaux de la concurrence accrue de la production de certains pays nouveaux à main-d'œuvre peu coûteuse, de l'instabilité monétaire internationale, de la faiblesse de la demande mondiale qui pèse sur les exportations, de la baisse de la rentabilité des entreprises, du peu de vigueur de la demande finale qui, d'une part, est en grande partie saturée par la production actuelle sans être sollicitée par une production franchement novatrice et, d'autre part, est réticente envers des engagements supplémentaires dans un contexte d'insécurité d'emploi...

Selon l'O.C.D.E., les tendances décelables et les politiques mises en œuvre jusqu'à présent ne permettent guère d'entrevoir une amélioration d'ensemble de la situation économique pendant les derniers mois de cette année et les premiers mois

EERSTE DEEL.

Economisch, sociaal en financieel beleid.

HOOFDSTUK I.

De economische kontekst.

1. Het internationaal klimaat.

De voorbije twaalf maanden werden gekenmerkt door de uiteenlopende economische evolutie van de Verenigde Staten en Japan enerzijds en die van Europa anderzijds.

Inderdaad, de Verenigde Staten hebben genoten van een vierde jaar van aanhoudende expansie die vooral steunde op het dynamische privé-verbruik dat tot het einde van 1977 sterk aanhield. Sedertdien nam de expansie evenwel enigszins af en wijzen de laatste economische vooruitzichten op een versnelling van de inflatie en op een vertraging van de groei.

Hoewel in Japan het groeitempo in 1977 relatief gematigd was, is de bedrijvigheid aldaar sedert het begin van 1978 sterk hernomen en zijn er, spijts het in gebreke blijven van bepaalde grote bedrijven, een groot aantal tekenen die toelaten te hopen op het aanhouden van de economische opleving en, misschien, op een versnelling ervan, zij het dan met het risico van deflatie die zou kunnen voortvloeien uit een verdere opwaardering van de yen.

Terwijl een sterke vertraging van de economische bedrijvigheid traditioneel gevolgd werd door een gevoelige opleving, gaat het huidig Europees conjunctuurverloop niet die klassieke richting uit. Inderdaad, sedert de recessie van de jaren 1974-1975 wordt de economische toestand gekenmerkt door een vertraagde groei van de produktie en van het handelsverkeer, een lage benuttingsgraad van de productiecapaciteit, een hoge werkloosheid, een dikwijls hoog, hoewel teruglopend, inflatiepercentage, zwakke investeringen en een tekort aan vertrouwen.

Niet iedereen is akkoord over de diepere oorzaken van die toestand en de volledige analyse van die oorzaken valt zowel binnen het bestek van de economie als van de sociologie. Bij eerste benadering kan evenwel worden gesteld dat de huidige zwakte van de economie inzonderheid te wijten is aan de oliecrisis die de prijs van onze voornaamste energiebron vervijfoudigde en het internationale handels- en financieel verkeer ontregeld heeft, aan de toenemende concurrentie van de produktie van sommige nieuwe landen met goedkope arbeidskrachten, aan de onstabiele internationale monetaire situatie, aan de zwakke wereldvraag die op de uitvoer weegt, aan de verminderde rendabiliteit van de ondernemingen, aan de weinig sterke finale vraag die, enerzijds, grotendeels gesatureerd is door de huidige produktie zonder dat zij aangesproken wordt door een doorgedreven produktievernieuwing en die, anderzijds, blijk geeft van enige aarzeling wat betreft het aangaan van bijkomende verbintenissen in een kontekst van onzekere tewerkstelling.

Volgens de O.E.S.O. zijn de tendensen die thans kunnen worden waargenomen en het tot nogtoe gevoerde beleid weinig hoopgevend wat betreft de verbetering van het geheel van de economische toestand in de loop van de laatste maan-

de 1979. A quelques exceptions près, ceci est vrai tant pour la reprise que pour l'évolution des prix et pour les positions des paiements extérieurs.

En effet, jusqu'il y a peu, en dehors des Etats-Unis, les gouvernements ont hésité à s'engager résolument dans une politique de relance économique vigoureuse soit à cause de leurs difficultés budgétaires, soit en raison de la crainte de raviver l'inflation. Toutefois, les chefs d'Etat et de gouvernement des grandes puissances occidentales, réunis à Bonn les 16 et 17 juillet dernier, se sont mis d'accord sur une stratégie globale de relance, couvrant la croissance, l'emploi, l'inflation, la politique monétaire internationale, l'énergie et le commerce.

En dehors de quelques ajustements de taux de change dont le principal fut celui de la couronne norvégienne (-8 % le 10 février 1978), les douze derniers mois ont surtout été marqués, dans le domaine des questions monétaires internationales, par l'importante dépréciation du dollar, l'entrée en vigueur du Deuxième Amendement aux Statuts du F.M.I. et le Conseil européen de Brême.

Alors que les balances des paiements de la République fédérale d'Allemagne et du Japon enregistraient d'importants excédents, le déficit de celle des Etats-Unis s'est considérablement aggravé en 1977. Il a été à l'origine, à partir du dernier trimestre de 1977, d'une vive dépréciation de la monnaie américaine vis-à-vis des monnaies fortes telles que le franc suisse, le yen japonais ou le mark allemand.

Le 1^{er} avril 1978 est entré en vigueur le Deuxième Amendement aux Statuts du F.M.I. élaboré en janvier 1976 à Kingston (Jamaïque) et consacrant l'abandon des parités fixes par rapport à l'or et la démonétisation de ce dernier.

Les chefs d'Etat et de Gouvernement des membres de la C.E.E. lors de leur réunion à Brême, les 6 et 7 juillet 1978, ont tracé les grandes lignes d'une zone de relative stabilité monétaire en Europe. Celle-ci sera fondée sur la création d'un Fonds monétaire européen, l'utilisation dans les transactions entre banques centrales et comme unité de référence d'une unité de compte basée sur un panier de monnaies européennes, le maintien du « serpent » et l'adoption d'un mécanisme d'accueil en faveur des monnaies non serpentaires. La décision finale devrait être prise dans les prochains mois.

2. La situation économique de la Belgique.

Pays dont l'économie est très ouverte sur le monde, donc fortement dépendante de son environnement extérieur, la Belgique n'a pu échapper au manque de dynamisme économique européen. Si le ralentissement de l'activité paraît s'être arrêté en fin de 1977, l'évolution actuelle dénote tout au plus une expansion des plus limitées.

En effet, la demande aussi bien intermédiaire que finale, tant intérieure qu'à l'exportation, demeure faible alors que les stocks sont jugés excessifs. Il n'en est résulté qu'un niveau d'activité économique modeste nonobstant l'action de soutien des pouvoirs publics.

den van dit jaar en de eerste maanden van 1979. Enkele uitzonderingen niet te na gesproken, geldt dit evenzeer voor de opleving als voor het prijsverloop en voor de posities inzake buitenlandse betalingen.

Het is inderdaad zo dat, afgezien van de Verenigde Staten, de regeringen tot voor kort geaarzeld hebben resoluut over te schakelen naar een doorgedreven economisch relancebeleid, hetzij als gevolg van budgettaire moeilijkheden, hetzij uit vrees voor een heropflakkering van de inflatie. Tijdens hun bijeenkomst te Bonn op 16 en 17 juli laatstleden hebben de Staats- en regeringsleiders van de grote westerse mogendheden evenwel een akkoord bereikt over een globale relancestrategie die zowel de groei, de tewerkstelling, de inflatie, het internationaal monetair beleid, de energie als de handel bestrijkt.

Afgezien van enkele aanpassingen van de wisselkoersen, waarvan de voornaamste die van de Noorse Kroon (-8 % op 10 februari 1978) was, werden de laatste twaalf maanden, op het gebied van de internationale monetaire toestand, vooral gekenmerkt door de belangrijke waardevermindering van de dollar, het in werking treden van het Tweede Amendement op de Statuten van het I.M.F. en de bijeenkomst van de Europese Raad in Bremen.

Terwijl de betalingsbalansen van de Duitse Bondsrepubliek en van Japan belangrijke overschotten vertoonden, is het tekort op de Amerikaanse betalingsbalans, in 1977 sterk gestegen. Dat tekort gaf vanaf het laatste kwartaal van 1977 aanleiding tot een gevoelige waardevermindering van de Amerikaanse munt ten opzichte van de sterke munten zoals daar zijn de Zwitserse frank, de Japanse yen en de Duitse mark.

Op 1 april 1978 trad het Tweede Amendement op de Statuten van het I.M.F., dat in januari 1976 te Kingston (Jamaïca) werd opgesteld en waarbij de vaste pariteit ten opzichte van het goud werd opgegeven en de demonetisatie ervan werd bekragtigd, in werking.

Tijdens hun bijeenkomst in Bremen op 6 en 7 juli 1978, hebben de Staats- en Regeringsleiders van de E.E.G.-landen de grote lijnen uitgestippeld van een zone met relatieve muntstabiliteit in Europa. Deze zal gesteund zijn op de creatie van een Europees Muntfonds, het gebruik, voor de transacties tussen centrale banken en als referentie-eenheid, van een op een korf van Europese munten berekende rekeneenheid, het in stand houden van de « slang » en het in werking stellen van een onthaalmechanisme ten voordele van de munten die niet tot de « slang » behoren. De eindbeslissing zou in de eerstvolgende maanden moeten worden genomen.

2. De economische toestand van België.

België dat een land is met een zeer open economie, dus sterk afhankelijk van de omstandigheden in het buitenland, slaagde er niet in te ontsnappen aan het tekort aan Europees economisch dynamisme. Hoewel op het einde van 1977 de vertraging van de bedrijvigheid leek gestopt te zijn, vertoont de huidige evolutie ten hoogste tekenen van een meer dan beperkte expansie.

Inderdaad, de intermediaire vraag en de finale vraag, zowel op binnenlands als op buitenlands vlak, blijven zwak, terwijl de voorraden buitensporig groot worden geoordeeld. Het economisch bedrijvigheidspeil bleef dan ook zeer bescheiden in weerwil van de aanmoedigingsacties die door de Overheid werden ondernomen.

Ainsi, au niveau de la demande intermédiaire, les importations de matières premières et biens intermédiaires ont subi un ralentissement de plus en plus marqué depuis le début de l'année 1977. Au cours des six premiers mois de 1978, elles ont diminué de 0,1 % par rapport à la même période de 1977, contre une augmentation de 7,3 % pendant le premier semestre de 1977. En outre, depuis février 1977, une très forte majorité d'entreprises de l'industrie manufacturière, interrogées par la Banque Nationale dans le cadre de son enquête mensuelle, estiment leurs stocks comme supérieurs à la normale.

Selon les déclarations à la T.V.A., les investissements des entreprises se sont avérés plus dynamiques au cours des premiers mois de 1978 mais cette évolution relève plus de facteurs comptables et techniques ainsi que des mesures d'incitation temporaires prises par les pouvoirs publics que d'une véritable reprise. En réalité, les investisseurs manifestent toujours une prudente réserve comme en témoigne l'enquête de mars 1978 de la B.N.B. selon laquelle la valeur des immobilisés bruts des entreprises ne progresserait que de 1,1 % en 1978. Parallèlement, les importations de biens d'équipement ont reculé de 0,1 % en volume au cours des six premiers mois de 1978 par rapport à la même période de 1977. Ce manque de vigueur des investissements résulte surtout du faible degré d'utilisation des capacités de production existantes qui, selon l'enquête de la B.N.B., n'atteignait que 72,1 % en janvier 1978 contre 73,5 % un an plus tôt et 83,4 % en janvier 1974. Quant aux engagements d'investissements du secteur budgétaire des pouvoirs publics au cours du premier semestre de 1978, ils n'ont excédé que de 5 % ceux de la même période de 1977.

La consommation privée, qui avait subi un ralentissement de plus en plus marqué en 1977, semble s'être légèrement redressée en 1978. Par rapport à la même période de l'année précédente, le taux de croissance de l'indice, calculé par le DULBEA, s'est établi à 1,9 % en volume pour le premier trimestre de 1978 contre 0,3 % et 1,7 % pour les deux trimestres précédents et 4,6 % pour le premier trimestre de 1977. Quant à la progression de l'indice I.N.S. du chiffre d'affaires pour l'ensemble du commerce de détail elle atteint 4,4 % en volume pour les cinq premiers mois de 1978 contre 3,4 % un an plus tôt. Cependant, les importations de biens de consommation durables et non durables n'ont progressé que de respectivement 2,1 % et 4,2 % au cours des six premiers mois de 1978 contre 10,3 % et 7,0 % un an plus tôt.

La demande de voitures neuves est demeurée stable, les immatriculations des sept premiers mois de 1978 n'excédant que de 0,6 % celles de la même période de 1977.

Dans le secteur du logement la demande d'habitations sociales s'est maintenue à un niveau élevé mais la demande dans le secteur de la construction résidentielle est redevenue faible. En conséquence, la durée moyenne d'activité y assurée est retombée à 4,90 mois en juillet 1978 contre 5,12 mois un an plus tôt.

La construction non résidentielle, moins déprimée sans doute grâce aux stimulants temporaires des pouvoirs publics, paraît subir un nouveau tassement. La durée moyenne d'activité s'y est établie en juillet 1978 à 7,77 mois et celle des travaux publics-génie civil à 9,71 mois contre respectivement 7,64 mois et 9,41 mois un an plus tôt.

Des impulsions plus vives ont émané du Pouvoir central, dont les dépenses pour opérations courantes ont augmenté de 13,7 % au premier semestre de 1978 contre, il est vrai, une progression de 16,5 % un an plus tôt.

Aldus liep, op het vlak van de intermediaire vraag, de invoer van grondstoffen en van intermediaire goederen, sedert het begin van het jaar 1977 alsmaar sterker terug. Tijdens de eerste zes maanden van 1978 verminderde hij met 0,1 % ten opzichte van de overeenstemmende periode van 1977, tegen een vermeerdering met 7,3 % gedurende het eerste semester van 1977. Sedert februari 1977 heeft bovendien een zeer sterke meerderheid van ondernemingen van de verwerkende nijverheid, door de Nationale Bank ondervraagd in het raam van haar maandelijks onderzoek, te kennen gegeven dat hun voorraden groter zijn dan normaal.

Steunende op de B.T.W.-aangiften lijkt het dat de investeringen van de bedrijven in de loop van de eerste maanden 1978 dynamischer waren, maar die evolutie heeft meer te maken met factoren van boekhoudkundige en technische aard en niet met de door de Overheid genomen tijdelijke aanmoedigingsmaatregelen, dan wel met een echte opleving. In werkelijkheid gaan de investeerders nog altijd omzichtig te werk zoals trouwens blijkt uit het in maart 1978 door de N.B.B. verrichte onderzoek volgens hetwelk de waarde van de vastliggende bruto-activa van de bedrijven in 1978 slechts met 1,1 % zou stijgen. Parallel liep in de loop van de eerste zes maanden van 1978 de invoer van uitrustingsgoederen met 0,1 % in volume terug ten opzichte van de overeenstemmende periode van 1977. Dat tekort aan levendigheid van de investeringen is vooral toe te schrijven aan de zwakke benuttigingsgraad van de bestaande produktiecapaciteiten die, volgens het door de N.B.B. verrichte onderzoek, in januari 1978 slechts 72,1 % bedroeg tegen 73,5 % het jaar voordien en 83,4 % in januari 1974. Aangaande de vastleggingen inzake investeringen van de budgettaire overheidssector dient te worden opgemerkt dat ze gedurende het eerste semester 1978 slechts 5 % hoger lagen dan die van de overeenstemmende periode van 1977.

Het privé-verbruik, dat in 1977 steeds sterker vertraagde, schijnt zich in 1978 enigszins te hebben hersteld. Ten opzichte van de overeenstemmende periode van het vorige jaar bereikt het door DULBEA berekende groeipercentage van het indexcijfer 1,9 % in volume voor het eerste kwartaal van 1978 tegen 0,3 % en 1,7 % voor de vorige twee kwartalen en 4,6 % voor het eerste kwartaal van 1977. De stijging van het N.I.S.-indexcijfer van de omzet van het geheel van de kleinhandel bedraagt 4,4 % in volume voor de eerste vijf maanden van 1978 tegen 3,4 % het jaar voordien. De invoer van duurzame en niet-duurzame verbruiksgoederen is evenwel in de loop van de eerste zes maanden van 1978 gestegen met respectievelijk 4,1 % en 4,2 % tegen 10,3 % en 7,0 % het jaar voordien.

De vraag naar nieuwe wagens is stabiel gebleven, vermits de inschrijvingen opgetekend gedurende de eerste zeven maanden van 1978, die van de overeenstemmende periode van 1977 slechts met 0,6 % overtreffen.

In de huisvestingssector handhaafde de vraag naar sociale woningen zich op een hoog peil, doch de vraag in de sector van de residentiële woningen is opnieuw zwak geworden. Bijgevolg viel er de verzekerde gemiddelde activiteitsduur terug tot 4,90 maanden in juli 1978 tegen 5,12 maanden een jaar vroeger.

De bouw van niet-residentiële woningen, ongetwijfeld minder gedrukt dank zij de tijdelijke aanmoedigingen van de overheid, blijkt opnieuw te verminderen. De gemiddelde activiteitsduur bedroeg er, in juli 1978, 7,77 maanden en die van de openbare werken-burgerlijke bouwkunde 9,71 maanden tegen respectievelijk 7,64 maanden en 9,41 maanden een jaar vroeger.

Krachtiger impulsen gingen uit van de Centrale Overheid waarvan de uitgaven voor lopende verrichtingen met 13,7 % toenamen in het eerste semester van 1978 tegen, weliswaar, een stijging met 16,5 % een jaar vroeger.

En raison de la faible croissance économique à l'étranger, le rythme d'augmentation du volume des exportations, calculé par rapport à la même période de l'année précédente, n'a cessé de se ralentir depuis le quatrième trimestre de 1976, où il atteignait 14,3 % pour revenir à 1,0 % au cours des six premiers mois de 1978.

Ce manque de vigueur des impulsions émanant de la demande a entraîné la poursuite du ralentissement du taux de progression de la production industrielle, constaté depuis la fin des vacances 1976, puis un recul depuis le troisième trimestre de 1977. En 1977, l'indice brut de la production industrielle, sans la construction, calculé par l'I.N.S. était inférieur de 0,4 % à celui de 1976, alors qu'il avait crû de 8,9 % entre 1975 et 1976. Au cours du premier semestre de 1978, une stabilisation semble se dessiner, l'indice moyen n'étant inférieur que de 0,2 % à celui de la même période de 1977. Cette évolution générale résulte d'une certaine reprise dans la région bruxelloise, la Flandre et la Wallonie continuant à stagner. Quant à la durée moyenne d'activité assurée dans l'industrie manufacturière, elle s'est établie à environ 2,93 mois depuis le début de l'année et, à fin juillet 1978, aucune tendance dans un sens ou l'autre ne se dessine.

La situation sur le marché de l'emploi est restée extrêmement préoccupante au cours du premier semestre de 1978. Les circonstances adverses qui agissaient en 1977 ont continué à peser, qu'il s'agisse des facteurs conjoncturels, pour lesquels aucune amélioration n'est décelable, ou des facteurs structurels, essentiellement l'augmentation de la population potentiellement active, due aussi bien à l'évolution démographique qu'à la croissance du taux d'activité féminin.

Les statistiques du chômage concrétisent ce déséquilibre croissant. Pour le premier semestre de 1978, la moyenne des chômeurs complets s'est élevée à 283 000 contre 256 000 pour le premier semestre de 1977. En outre, l'augmentation de 27 000 unités (soit 10,5 %) ainsi enregistrée est loin de traduire intégralement l'aggravation, car sans la mise en œuvre d'un plan de résorption, l'évolution spontanée aurait abouti à une détérioration nettement plus marquée : au 30 juin 1978, la résorption résultant des diverses mesures prises dépasse la moyenne de 1977 d'environ 50 000 unités; par ailleurs, sans l'impact de l'ensemble des mesures prises par le Département de l'Emploi et du Travail, le nombre de chômeurs se serait élevé à la même date à 376 891 alors qu'il est effectivement de 264 679.

Quant au chômage partiel, qui n'est pratiquement pas influencé par les programmes de résorption, et constitue de la sorte une meilleure indication de l'évolution spontanée, il confirme la détérioration : la moyenne pour le premier semestre de 1978 est de 84 000 contre 76 000 pour la période correspondante de 1977; on note cependant une légère régression du nombre de chômeurs partiels en juin 1978 par rapport à juin 1977.

Wegens de zwakke economische groei in het buitenland, daalde het stijgingsritme van het volume van de uitvoer, berekend in vergelijking met dezelfde periode van het vorige jaar, voortdurend sinds het vierde kwartaal van 1976, toen het 14,3 % bedroeg, om terug te vallen op 1,0 % tijdens de eerste zes maanden van 1978.

Dat gebrek aan kracht van de impulsen die uitgaan van de vraag, had de verdere vertraging van het stijgingsritme van de industriële produktie, welke sinds het einde van de vakantie 1976 werd vastgesteld, tot gevolg, en vervolgens een achteruitgang sinds het derde kwartaal van 1977. In 1977 was het door het N.I.S. berekende bruto-indexcijfer van de industriële produktie, zonder de bouw, 0,4 % lager dan dat van 1976, terwijl het tussen 1975 en 1976 met 8,9 % was toegenomen. Tijdens het eerste semester van 1978 schijnt zich een stabilisatie af te tekenen, daar het gemiddeld indexcijfer slechts 0,2 % lager is dan dat van dezelfde periode van 1977. Die algemene evolutie is het gevolg van een zekere opleving in het Brusselse gewest, Vlaanderen en Wallonië kennen een verdere stagnatie. De verzekerde gemiddelde activiteitsduur in de verwerkende nijverheid bedroeg ongeveer 2,93 maanden sinds het begin van het jaar en, einde juli 1978 tekende zich geen enkele tendens af in de ene of de andere richting.

De toestand op de arbeidsmarkt is tijdens het eerste semester van 1978 uiterst zorgwekkend gebleven. De moeilijke omstandigheden die zich in 1977 voordeden, zijn blijven doorwegen, of het nu gaat om conjuncturele factoren waarvoor geen enkele verbetering in het verschiet is, of om structurele factoren waaronder hoofdzakelijk de vermeerdering van de potentiële beroepsbevolking, welke zowel aan de demografische evolutie als aan de stijging van het aantal beroepsactieve vrouwen kan worden toegeschreven.

Uit de werkloosheidsstatistieken blijkt duidelijk dat deze kloof steeds breder wordt. Voor het eerste semester van 1978 is het aantal volledig werklozen opgelopen tot 283 000 tegen 256 000 voor het eerste semester van 1977. De aldus genoemde vermeerdering met 27 000 eenheden (dit is 10,5 %) geeft bovendien geenszins een volledig beeld van de verslechtering, want zonder de uitwerking van een plan tot opslorping van de werkloosheid zou de spontane evolutie gewis tot een veel meer uitgesproken verslechtering hebben geleid : op 30 juni 1978 heeft de opslorping welke het resultaat is van de diverse getroffen maatregelen het gemiddelde van 1977 met ongeveer 50 000 eenheden overschreden; zonder de weerslag van alle maatregelen die door het Departement van Tewerkstelling en Arbeid zijn genomen zou het aantal werklozen op diezelfde datum tot 376 891 zijn opgelopen waar dit thans 264 679 eenheden bedraagt.

De verslechtering wordt bevestigd door de gedeeltelijke werkloosheid, die vrijwel niet door het opsloringsprogramma wordt beïnvloed en zodoende een duidelijker beeld geeft van de spontane evolutie : het gemiddelde voor het eerste semester van 1978 bedraagt 84 000 tegen 76 000 voor de overeenstemmende periode van 1977; in verhouding tot juni 1977 noteert men in juni 1978 evenwel een lichte daling van het aantal gedeeltelijk werklozen.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi
chômeurs complets indemnisés à fin :

Ontwikkeling van het aantal werkzoekende
uitkeringsgerechtigde volledig werklozen einde :

	Juin 1975 <i>Juni 1975</i>	Juin 1976 <i>Juni 1976</i>	Juin 1977 <i>Juni 1977</i>	Décembre 1977 <i>December 1977</i>	Juin 1978 <i>Juni 1978</i>	
Total	162 000	215 149	246 660	296 359	264 679	Totaal.
dont : Hommes	77 961	91 816	97 257	121 947	102 227	waarvan : Mannen.
Femmes	84 039	123 333	149 403	174 412	162 452	Vrouwen.
A aptitude normale	106 793	158 397	189 734	239 167	216 340	Met normale geschiktheid.
dont : Hommes	(43 339)	(58 993)	(65 837)	(90 174)	(76 765)	waarvan : Mannen.
- 25 ans	(17 849)	(21 416)	(22 425)	(36 958)	(25 277)	- 25 jaar.
25 à 50 ans	(18 837)	(27 183)	(30 826)	(38 652)	(37 326)	25 tot 50 jaar.
50 ans et +	(6 653)	(10 394)	(12 586)	(14 964)	(14 162)	50 jaar en +.
dont : Femmes	(63 454)	(99 404)	(123 897)	(148 593)	(139 575)	waarvan : Vrouwen.
- 25 ans	(29 355)	(43 621)	(51 173)	(66 463)	(54 452)	- 25 jaar.
25 à 50 ans	(29 662)	(49 190)	(64 305)	(72 613)	(76 336)	25 tot 50 jaar.
50 ans et +	(4 437)	(6 593)	(8 413)	(9 517)	(8 787)	50 jaar en +.
A aptitude partielle	31 078	34 950	36 560	37 199	32 165	Met gedeeltelijke geschiktheid.
dont : Hommes	(16 039)	(16 842)	(16 946)	(17 199)	(14 161)	waarvan : Mannen.
Femmes	(15 039)	(18 108)	(19 614)	(20 000)	(18 004)	Vrouwen.
A aptitude très réduite	24 129	21 802	20 366	19 993	16 174	Met sterk verminderde geschiktheid.
dont : Hommes	(18 583)	(15 981)	(14 474)	(14 174)	(11 301)	waarvan : Mannen.
Femmes	(5 546)	(5 821)	(5 892)	(5 819)	(4 873)	Vrouwen.

Dans le domaine des revenus, la décélération du taux de progression des salaires a persisté. A fin juin 1978, les gains moyens bruts par heure prestée, calculés par la B.N.B. dépassaient de 7,3 % leur niveau de juin 1977, moment où ils étaient supérieurs de 8,3 % à ceux du même mois de 1976. Ce ralentissement n'est, toutefois, que nominal et relève du ralentissement de l'inflation car l'indice déflaté a progressé de 2,4 % contre 1,1 % un an plus tôt.

La modération du taux de progression des salaires ainsi que l'appréciation du franc belge ont eu des conséquences favorables sur l'évolution du prix.

Depuis le deuxième trimestre de 1977 jusqu'en février 1978, l'indice des prix de gros, sans T.V.A., s'est régulièrement inscrit en baisse par rapport à son niveau mensuel précédent. L'indice général moyen de 1977 n'a plus progressé que de 2,4 % (7,2 % en 1976) dont 4,5 % pour les produits agricoles et 1,9 % pour les produits industriels. Depuis le mois de mars 1978 de très légères hausses mensuelles ont été enregistrées mais l'indice de juillet s'établit à 2,1 % en-dessous de la valeur qu'il avait atteinte douze mois plus tôt. Ce recul résulte d'une baisse de 8,9 % au niveau des produits agricoles et de 0,3 % à celui des produits industriels.

De même, l'indice moyen des prix à la consommation a crû en 1977 de 7,1 % par rapport à celui de 1976 alors qu'entre 1975 et 1976 il avait augmenté de 8,9 %. Cette décélération de la hausse s'est poursuivie jusqu'en juin 1978 et, en dépit de la hausse saisonnière — attribuable aux fruits et légumes — intervenue en juillet et août, l'indice de ce dernier mois ne dépasse que de 2,4 % celui de décembre 1977, la hausse moyenne des huit premiers mois de 1978 ne s'élevant qu'à 4,8 % contre 7,4 % un an plus tôt.

Op het gebied van de inkomens bleef de vertraging van het stijgingspercentage van de lonen aanhouden. Einde juni 1978 overschreden de door de N.B.B. berekende gemiddelde brutouurlonen met 7,3 % hun peil van juni 1977, ogenblik waarop zij 8,3 % hoger waren dan die van dezelfde maand van 1976. Die vertraging is evenwel slechts nominal en heeft te maken met de vertraging van de inflatie want het gedeflalteerde indexcijfer steeg met 2,4 % tegen 1,1 % een jaar voordien.

De matiging van het stijgingspercentage van de lonen, alsmede de appreciatie van de Belgische frank hebben gunstige gevolgen gehad op het prijsverloop.

Sinds het tweede kwartaal van 1977 tot in februari 1978 daalde het indexcijfer van de groothandelsprijzen, zonder B.T.W., regelmatig in vergelijking met zijn vorig maandelijkse peil. Het gemiddeld algemeen indexcijfer van 1977 steeg nog slechts met 2,4 % (7,2 % in 1976) waaronder 4,5 % voor de landbouwprodukten en 1,9 % voor de industriële produkten. Sinds de maand maart 1978 werden zeer lichte maandelijkse stijgingen geboekt doch het indexcijfer van juli ligt 2,1 % beneden de waarde die het bereikt had twaalf maanden vroeger. Die daling is een gevolg van een daling met 8,9 % op het vlak van de landbouwprodukten en met 0,3 % op dat van de industriële produkten.

Evenzo nam het gemiddeld indexcijfer van de consumptieprijsen in 1977 met 7,1 % toe in vergelijking met dat van 1976, terwijl het tussen 1975 en 1976 met 8,9 % verhoogd was. Deze vertraging van de stijging hield aan tot in juni 1978 en, niettegenstaande de aan het fruit en de groenten toe te schrijven seizoenstijging in juli en augustus, overschrijdt het indexcijfer van deze laatste maand slechts met 2,4 % dat van december 1977, de gemiddelde stijging van de eerste acht maanden van 1978 bedraagt slechts 4,8 % tegen 7,4 % een jaar vroeger.

Selon les statistiques douanières, un même ralentissement a affecté, au cours du premier semestre de 1978, les exportations et les importations. De ce fait, le mal de la balance commerciale à fin juin, qui s'élevait à 58,2 milliards en 1977, s'est établi à 58,9 milliards en 1978.

Au terme de l'année 1977, la balance des paiements de l'U.E.B.L. a enregistré un boni de 1,3 milliard contre un déficit de 2,8 milliards en 1976. Les cinq premiers mois de 1978 se sont soldés par un boni de 4,7 milliards contre 11,3 milliards en 1977. Cette détérioration résulte de l'apparition d'un déficit de 6,6 milliards aux opérations courantes et aussi de la contraction des entrées de capitaux des entreprises et des particuliers. Il faut en outre noter que depuis l'année 1975, les importations de marchandises excèdent de plus en plus les exportations.

Contrairement à l'évolution du dernier semestre de 1977, l'accroissement du stock monétaire proprement dit et des liquidités quasi-monétaires au cours du premier trimestre de 1978 a été fort inférieur à ce qu'il avait été au cours de la même période de 1977. Par ailleurs, une mutation profonde s'est passée au niveau des liquidités quasi-monétaires en raison d'une expansion très vive des engagements à court terme libellés en francs belges envers les entreprises et les particuliers, d'une contraction de ces engagements à terme plus long et d'un recul de ceux libellés en devises à court terme.

La décélération dans la formation du stock monétaire total a résulté d'une destruction de monnaie suite aux opérations avec l'étranger et aux crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations accordés aux entreprises et aux particuliers. Toutefois ce ralentissement a été en partie compensé par le recours important des pouvoirs publics et, particulièrement du Pouvoir central, aux organismes monétaires.

L'épargne-dépôt auprès des intermédiaires financiers a enregistré une très vigoureuse reprise au cours du dernier trimestre de 1977. Celle-ci s'est poursuivie au cours du premier trimestre de 1978, l'accroissement de la période atteignant 34,5 milliards contre 8,8 milliards à fin mars 1977. En revanche, au cours des trois derniers mois de 1977, l'épargne placée sous forme d'obligations et bons de caisse a subi un ralentissement certain qui s'est prolongé pendant le premier trimestre de 1978, période au cours de laquelle l'accroissement n'a plus atteint que 21,2 milliards contre 34,4 milliards un an plus tôt.

Le ralentissement de l'inflation a permis une baisse des taux sur le marché monétaire laquelle, toutefois, a été contrariée par les tensions apparues sur les marchés des changes, en décembre 1977 et au cours de l'été 1978. Aussi, le taux des adjudications hebdomadaires du Fonds des Rentes qui s'était maintenu à 6,25 % tout au long de l'automne 1977 est remonté à 9,50 % le 20 décembre 1977 pour revenir à 5,75 % le 11 avril 1978 puis remonter à 7,50 % le 8 août et redescendre à 7,10 % le 29 août 1978. Cette évolution reflète celle des autres comportements du marché monétaire.

De telles fluctuations n'ont guère eu d'influence sur le taux facial des emprunts à long terme. Cependant, en raison de l'ampleur des besoins de financement du Trésor, des contraintes de la politique monétaire extérieure et du poids considérable des charges fixes des intermédiaires financiers, le taux facial des emprunts de l'Etat n'a pu être ramené que de 9,50 % en septembre 1977 à 8,50 % en mai 1978. Il a été relevé à 8,75 % en septembre 1978.

Volgens de douanestatistieken trof een zelfde vertraging, tijdens het eerste semester van 1978, de in- en uitvoer. Hierdoor bedroeg het tekort op de handelsbalans einde juni, dat 58,2 miljard in 1977 beliep, 58,9 miljard in 1978.

Op het einde van het jaar 1977 werd op de betalingsbalans van de B.L.E.U. een batig saldo van 1,3 miljard geboekt tegenover een tekort van 2,8 miljard in 1976. De eerste vijf maanden van 1978 sloten af met een batig saldo van 4,7 miljard tegenover 11,3 miljard in 1977. Die verslechtering vloeit voort uit een tekort van 6,6 miljard op de lopende verrichtingen en cok uit de inkrimping van de binnenvkomende kapitalen van de ondernemingen en van de particulieren. Bovendien valt op te merken dat sinds het jaar 1975, de invoer van goederen meer en meer de uitvoer overschrijdt.

In tegenstelling tot de evolutie tijdens het laatste semester van 1977, was de toename van de eigenlijke geldvoorraad en van de quasi-monetaire liquiditeiten tijdens het eerste kwartaal van 1978 gevoelig lager dan wat zij gedurende dezelfde periode van 1977 was. Anderzijds gebeurde er een diepgaande verandering op het vlak van de quasi-monetaire liquiditeiten wegens een zeer krachtige expansie van de in Belgische franken uitgedrukte verbintenissen op korte termijn tegenover de ondernemingen en de particulieren, wegens een inkrimping van die verbintenissen op langere termijn en wegens een achteruitgang van die welke uitgedrukt zijn in deviezen op korte termijn.

De vertraging bij de vorming van de totale geldvoorraad vloeide voort uit een geldvernietiging naar aanleiding van de verrichtingen met het buitenland en als gevolg van aan de ondernemingen en particulieren verleende disconto-, voor- en acceptkredieten. Nochtans werd die vertraging gedeeltelijk gecompenseerd door het omvangrijk beroep dat de overheid, en in het bijzonder de Centrale Overheid, op de geldscheppende instellingen deed.

Het depositosparen bij de financiële instellingen kende een zeer krachtige opleving in de loop van het laatste kwartaal van 1977. Deze duurde voort tijdens het eerste kwartaal van 1978; de toename tijdens die periode bedroeg 34,5 miljard tegenover 8,8 miljard einde maart 1977. Daarentegen ondergingen de spaargelden, die onder de vorm van obligaties en kasbons belegd zijn, in de loop van de drie laatste maanden van 1977 een zekere vertraging die voortduurde tijdens het eerste kwartaal van 1978, periode tijdens dewelke de toename nog slechts 21,2 miljard bereikte tegen 34,4 miljard een jaar voordien.

De vertraging van de inflatie heeft een daling van de koersen op de geldmarkt mogelijk gemaakt, die nochtans in december 1977 en tijdens de zomer 1978 werd gehinderd door spanningen op de wisselmarkten. De rentevoet van de wekelijkse gunningen van het Rentenfonds die zich gedurende de hele herfst van 1977 handhaafde op 6,25 %, steeg tot 9,50 % op 20 december 1977 om op 11 april 1978 terug te dalen tot 5,75 % en vervolgens opnieuw te stijgen tot 7,50 % op 8 augustus en om terug te dalen tot 7,10 % op 29 augustus 1978. Deze evolutie weerspiegelt die van de andere afdelingen van de geldmarkt.

Dergelijke schommelingen hebben nauwelijks invloed gehad op de faciale rentevoet van de leningen op lange termijn. Nochtans, wegens de omvang van de financieringsbehoeften van de Schatkist, de noodwendigheden van het buitenlands monetair beleid en het aanzienlijk gewicht van de vaste lasten van de financiële instellingen, kon de faciale rentevoet van de Staatsleningen van 9,50 % in september 1977 tot 8,50 % in mei 1978 worden verminderd. In september 1978 werd hij tot 8,75 % verhoogd.

3. Perspectives économiques.

Compte tenu des données actuellement disponibles, tant nationales qu'étrangères et de la persistance de nos problèmes structurels, il semble que la progression de l'activité économique sera faible au cours des mois à venir.

Ainsi, un effet favorable sur la demande intérieure est escompté des incitants fiscaux aux ménages et aux entreprises ainsi que des mesures de résorption du chômage.

Parallèlement, une certaine reprise des échanges mondiaux donc de notre demande extérieure peut être attendue en raison des intentions d'une stratégie globale de relance exprimées en juillet 1978 à Bonn par les chefs d'Etat et de Gouvernement des principales puissances industrielles occidentales.

Toutefois, une telle reprise au niveau mondial risque de peser sur les prix à l'importation exprimés en francs belges d'autant plus qu'une moindre appréciation du taux effectif de change de notre monnaie peut être attendue à l'avenir.

Par ailleurs, après les notables succès de la lutte contre l'inflation on ne doit plus espérer une sensible réduction du rythme de hausse des prix belges.

Ces considérations débouchent sur une prévision de croissance du P.N.B. de 2,9 % en volume et de 4,8 % en prix, soit environ 7,8 % en valeur pour 1979.

Malgré la réduction voulue du rythme de croissance des dépenses courantes, le budget de 1979 présente un certain caractère expansif. Toutefois, le déficit de 80 milliards est réparti plus sélectivement que par le passé; il est essentiellement imputable aux mesures de soutien décidées par le Gouvernement.

3. De economische vooruitzichten.

Rekening houdend met de thans beschikbare gegevens, zowel nationale als buitenlandse, en met het blijven bestaan van onze structurele problemen, schijnt de stijging van de economische activiteit zwak te zullen zijn tijdens de komende maanden.

Aldus wordt een gunstig effect op de interne vraag verwacht van de fiscale aanmoedigingen voor de gezinnen en de ondernemingen, alsmede van de maatregelen tot opslorping van de werkloosheid.

Gelijklopend kan een zekere opleving van het wereldhandelsverkeer, dus van onze buitenlandse vraag, worden verwacht wegens het feit dat de Staats- en Regeringsleiders van de voornaamste Westerse industriële mogendheden in juli 1978 te Bonn de wil hebben uitgedrukt een globale relance-strategie te volgen.

Nochtans bestaat het gevaar dat zo'n opleving op wereldniveau zal drukken op de in Belgische franken uitgedrukte invoerprijzen te meer daar in de toekomst een mindere appreciatie van de effectieve wisselkoers van onze munt kan worden verwacht.

Anderzijds moeten wij, na het aanzienlijke succes van de inflatiebestrijding, niet meer hopen op een gevoelige vermindering van het stijgingsritme van de Belgische prijzen.

Die overwegingen stellen voor 1979 een groei van het B.N.P. met 2,9 % in volume en met 4,8 % in prijzen, dit is ongeveer 7,8 % in waarde in het vooruitzicht.

Niettegenstaande de gewilde vermindering van het groeitempo van de lopende uitgaven vertoont de begroting 1979 een zeker expansief karakter. Het tekort van 80 miljard is immers op een meer selectieve wijze dan in het verleden verdeeld; het is hoofdzakelijk toe te schrijven aan de door de Regering besliste steunmaatregelen.

Budget économique de 1979.

Croissance en %.

Economisch budget voor 1979.

Groei in %.

Demande finale. — Finale vraag	1977		1978		1979	
	Volume	Prix Prijs	Volume	Prix Prijs	Volume	Prix Prijs
Consommation privée. — Particuliere consumptie	2.1	6.5	2.5	4.5	3.0	4.0
Consommation publique. — Overheidsconsumptie	3.4	7.7	3.0	5.5	3.3	3.6
Formation intérieure brute de capital fixe. — Bruto binnelandse vorming van vast kapitaal	-0.7	6.6	0.2	4.9	1.7	4.6
— Pouvoirs publics. — Overheid	-0.2	5.6	4.7	3.5	7.0	4.0
— Logements. — Woningen	0.6	8.1	-6.0	7.0	-3.0	6.0
— Investissements productifs. — Produktieve investeringen	-1.6	5.9	3.0	4.0	3.0	4.0
Variation des stocks. — Voorraadschommelingen (1)	-0.1	0.0	-0.1	0.0	-0.1	0.0
Exportations. — Uitvoer	3.5	3.9	5.0	1.4	5.4	4.9
Importations. — Invoer	4.4	3.7	5.2	0.9	6.3	4.4
Exportations nettes. — Netto uitvoer (1)	-0.4	0.2	-0.1	0.3	-0.5	0.2
P.N.B. — B.N.P.	1.2	6.9	1.8	5.0	2.2	4.3
					(2) 2.8	(2) 4,9

Source : M.A.E., D.G.E.D.

Bron : M.E.Z., A.D.S.D.

(1) Contribution à la croissance en volume du P.N.B.

(1) Bijdrage tot de groei naar volume van het B.N.P.

(2) Réalisation de l'action concertée communautaire (données provisoires).

(2) Verwezenlijking van de gemeenschappelijke geconcentreerde aktie (voorlopige gegevens).

CHAPITRE II.

LES RECETTES.

1. Les recettes de 1978.

a) *Réalisations au terme de sept mois.*

Dans l'Exposé général de 1978, le total des recettes courantes de l'année budgétaire 1978 était évalué à 932,2 milliards, dont 908,4 milliards de recettes fiscales et 23,8 milliards de recettes non fiscales.

Au terme des sept premiers mois de 1978, le total des recettes fiscales courantes atteint 491,6 milliards, ce qui amène à constater par rapport aux prévisions initiales une moins-value de 24,3 milliards et une augmentation de 62,9 milliards par rapport à la période correspondante de 1977; soit un accroissement de 14,7 % dû en partie aux adaptations de la législation fiscale.

Total des recettes fiscales courantes
des sept premiers mois de 1977 (¹) (²) et 1978 (³).
(En millions de francs.)

HOOFDSTUK II.

DE ONTVANGSTEN.

1. De ontvangsten van 1978.

a) *Verwezenlijkingen na zeven maanden.*

De totale lopende ontvangsten van het begrotingsjaar 1978 werden in de Algemene Toelichting 1978 op 932,2 miljard geraamd waarvan 908,4 miljard fiscale en 23,8 miljard niet-fiscale ontvangsten.

Na de eerste zeven maanden van 1978 bereiken de totale lopende fiscale ontvangsten 491,6 miljard. Ten opzichte van de vooruitzichten is dit een minwaarde van 24,3 miljard en ten opzichte van dezelfde periode van 1977 is dit een toename met 62,9 miljard of 14,7 %, dit gedeeltelijk wegens aanpassingen van de belastingwetgeving.

Totale lopende fiscale ontvangsten
van de eerste zeven maanden van 1977 (¹) (²) en 1978 (³).
(In miljoenen frank.)

	Réalisations 1978 — Verwezenlij- kingen 1978	Prévisions 1978 — Vooruitzichten 1978	Déférence (1 - 2) — Verschil (1 - 2)	Recettes 7 premiers mois 1977 — Ontvangsten eerste 7 maanden 1977	Déférence (1 - 4) — Verschil (1 - 4)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Contributions directes. — Directe belastingen	298 543	304 189	- 5 646	254 444	+ 44 099
Douanes. — Invoerrechten	77	144	- 67	169	- 92
Accises et divers. — Accijnzen en diversen	42 469	42 752	- 283	41 618	+ 851
T.V.A., droits de timbres et taxes y assimilées. — B.T.W., zegelrechten en daarmee gelijkgestelde taksen	134 000	153 194	- 19 194	118 569	+ 15 431
Droits perçus par l'Enregistrement. — Door de Registratie geïnde rechten	16 462	15 561	+ 901	13 840	+ 2 622
Total. — Totaal	491 551	515 840	- 24 289	428 640	+ 62 911

(¹) Y compris les recettes affectées.

(²) A l'exclusion des droits d'entrée cédés aux Communautés européennes.

Cette considérable moins-value résulte essentiellement de la moins-value en matière de contributions directes (-5,6 milliards) et de T.V.A., des droits de timbre et taxes assimilés au timbre (-19,2 milliards).

En ce qui concerne les contributions directes, la moins-value se situe surtout au plan des versements anticipés. (-9,1 milliards) et du précompte professionnel (-6,5 milliards). Ces résultats moins favorables sont compensés en partie par des plus-values en matière de perceptions par rôles à charge des personnes physiques (+5,6 milliards) et à charge des sociétés (+0,9 milliard) et par une plus-value en matière de précompte mobilier (+3,8 milliards).

b) *Réestimation des recettes courantes de 1978.*

Selon les estimations actuelles basées sur les réalisations des sept premiers mois de 1978 et sur l'évolution escomptée pendant les cinq derniers mois, les recettes courantes s'élèvent

(¹) Met inbegrip van de geaffecteerde ontvangsten.

(²) Exclusief de aan de Europese Gemeenschap afgedragen invoerrechten.

Deze aanzienlijke minwaarde wordt quasi volledig verklard door de minwaarde inzake directe belastingen (-5,6 miljard) en inzake B.T.W., zegelrechten en met het zegel gelijkgestelde taksen (-19,2 miljard).

Wat de directe belastingen betreft situeert de minwaarde zich vooral bij de voorafbetalingen (-9,1 miljard) en bij de bedrijfsvoorheffing (-6,5 miljard). Deze minder gunstige resultaten worden ten dele verbeterd door meerwaarden inzake de inningen per kohier van de personenbelasting (+5,6 miljard) en van de venootschapsbelasting (+0,9 miljard) en inzake de roerende voorheffing (+3,8 miljard).

b) *Herraming van de lopende ontvangsten van 1978.*

Volgens de huidige ramingen, die steunen op de verwezenlijkingen tijdens de eerste zeven maanden van 1978 en op de verwachte ontwikkeling tijdens de laatste vijf maanden, zul-

rent à 881,7 milliards, soit 858,4 milliards de recettes fiscales et 23,3 milliards de recettes non fiscales.

Par rapport aux prévisions initiales, on peut donc s'attendre, sur base de l'estimation la plus récente, à une moins-value par rapport à la prévision initiale d'un montant de 50,5 milliards, dont 50 milliards de recettes fiscales et 0,5 milliard de recettes non fiscales.

Le tableau ci-dessous permet de constater que la moins-value attendue en matière de recettes fiscales courantes est principalement imputable à la T.V.A., aux droits de timbre et aux taxes assimilées au timbre (-32,6 milliards) ainsi qu'aux contributions directes (-17 milliards). En ce qui concerne la T.V.A., la diminution est surtout imputable à la faiblesse de la demande et à la forte diminution du rythme de l'inflation. Quant aux contributions directes, la moins-value est due principalement aux résultats moins favorables actuellement escomptés en matière de précompte professionnel (-10,5 milliards) ainsi qu'en matière de versements anticipés (-21,5 milliards), heureusement quelque peu compensés par les excellents résultats attendus en matière de perceptions par rôle de l'impôt des personnes physiques (+9 milliards) et de l'impôt des sociétés (+1 milliard).

Total des recettes courantes de 1978 (1).
(En millions de francs.)

	Prévisions initiales <i>Oorspronkelijke vooruitzichten</i>	Recettes probables <i>Vermoedelijke ontvangsten</i>	Ecart 2 - 1 <i>Verschil 2 - 1</i>	Situation après sept mois <i>Toestand na zeven maanden</i>
	(1)	(2)	(3)	(4)
Contributions directes. — <i>Directe belastingen</i>	534 921	517 890	- 17 031	298 543
Douanes. — <i>Invoerrechten</i>	250	150	- 100	77
Accises et divers. — <i>Accijnzen en diversen</i>	73 294	72 050	- 1 244	42 469
T.V.A., droits de timbre et taxes y assimilées. — <i>B.T.W., zegelrechten en daarmee gelijkgestelde taksen</i>	273 600	241 000	- 32 600	134 000
Autres droits perçus par l'Enregistrement. — <i>Andere door de Registratie geïnde rechten</i>	26 335	27 335	+ 1 000	16 462
Total des recettes fiscales. — <i>Totaal fiscale ontvangsten</i> ...	908 400	858 425	- 49 975	491 551
Recettes non fiscales. — <i>Niet-fiscale ontvangsten</i>	23 820	23 283	- 537	15 320
Total des recettes courantes. — <i>Totaal lopende ontvangsten</i> ..	932 220	881 708	- 50 512	506 871

(1) A l'exclusion des droits d'entrée cédés aux Communautés européennes.

D'une manière générale, on peut cependant dire que l'origine de la moins-value escomptée peut être trouvée dans la conjonction des facteurs suivants :

- les recettes fiscales courantes de 1977 ont été inférieures de 15,5 milliards aux réestimations de juillet 1977, qui ont elles-mêmes servi de base pour l'établissement des prévisions de recettes de 1978; remarquons que la T.V.A. intervient pour 13,5 milliards dans cette moins-value;
- les prévisions économiques sur lesquelles s'appuyait l'évaluation des recettes pour 1978, soit une croissance du P.N.B. de 3 % en volume et de 8 % en prix ou 11,2 % en valeur, ne seront pas réalisées;
- l'incidence des mesures fiscales sera plus grande qu'initialement prévue, notamment en ce qui concerne les amortissements *ad libitum* et à 110 %.

len de totale lopende ontvangsten 881,7 miljard bedragen, namelijk 858,4 miljard fiscale en 23,3 miljard niet-fiscale ontvangsten.

Vergeleken met de oorspronkelijke ramingen wordt er bijgevolg op basis van de meest recente raming een minwaarde vooropgesteld, die 50,5 miljard zal bedragen, namelijk 50 miljard inzake fiscale ontvangsten en 0,5 miljard inzake niet-fiscale ontvangsten.

Zoals aangegeven in onderstaande tabel is de verwachte minwaarde inzake de lopende fiscale ontvangsten in hoofdzaak te wijten aan de B.T.W., zegelrechten en de met het zegel gelijkgestelde taksen (-32,6 miljard) en aan de directe belastingen (-17 miljard). Wat de B.T.W. betreft is de daling vooral te wijten aan de zwakke vraag en de sterke daling van het inflatieritme. Wat de directe belastingen betreft is de minwaarde in hoofdzaak gelegen bij de minder gunstige resultaten, die inzake bedrijfsvoorheffing (-10,5 miljard) en inzake voorafbetaling (-21,5 miljard) thans vooropgesteld worden, enigszins goedgemaakt door uitstekende resultaten, die inzake de inningen per kohier van de personenbelasting (+9 miljard) en de vennootschapsbelasting (+1 miljard) verwacht worden.

Totale lopende ontvangsten 1978 (1).
(In miljoenen frank.)

(1) Exclusief de aan de Europese Gemeenschappen afgedragen invoerrechten.

Algemeen mag echter gesteld worden dat de oorsprong van de verwachte minwaarde moet gezocht worden in volgende factoren :

- de lopende fiscale ontvangsten van 1977 zijn 15,5 miljard lager uitgevallen dan de herringingen van juli 1977, die als vertrekbasis dienden voor de opstelling van de ontvangstenvooruitzichten van 1978, waarvan 13,5 miljard inzake B.T.W.;
- de economische hypothesen, waarop de ontvangstenraming van 1978 steunde, namelijk een groei van het B.N.P. met 3 % in volume en 8 % in prijzen of 11,2 % in waarde, zullen niet bereikt worden;
- een grotere incidentie dan oorspronkelijk verwacht van de fiscale maatregelen onder meer, de afschrijvingen *ad libitum* en aan 110 %.

2. Les recettes de 1979.

Le total des recettes courantes pour l'exercice budgétaire 1979 est évalué à 941,7 milliards, dont 914,8 milliards de recettes fiscales et 26,9 milliards de recettes non fiscales.

Les recettes de capital sont estimées à 13 milliards. Elles proviennent presque exclusivement des droits de succession (12 milliards).

Les recettes courantes de 1979 ont été calculées selon la méthode d'estimation globale précisée comme suit :

1. Recettes fiscales probables de 1978	
1.1. Correction en vue d'obtenir une base de départ pertinente pour 1979 : élimination de l'incidence des amortissements <i>ad libitum</i> et à 110 %.	
1.2. Base de départ pour 1979	
2. Accroissement (+) ou diminution (-) des recettes en 1979 à la suite de :	
2.1. La croissance de la masse imposable	
2.2. Mesures autonomes	
2.2.1. Impact complémentaire en 1979 de mesures antérieures.	- 22,9
2.2.2. Impact en 1978 de nouvelles mesures :	
a) dans le cadre de la loi de réorientation économique (loi anticrise);	- 2,3
b) autres mesures à réaliser.	- 3,0
2.3. Meilleure perception de l'impôt	
3. Estimation des recettes fiscales courantes de 1979.	
4. Estimation des recettes courantes non-fiscales.	
5. Total des recettes courantes 1979	
dont recettes cédées :	
à la C.E.E. (T.V.A.)	
à la C.E.C.A. (droits d'entrée) *	
6. Recettes des voies et moyens 1979	

L'évaluation dont question ci-dessus est fondée sur une méthode de calcul macro-économique global. La base de départ a été la réévaluation, au mois de juillet 1978, de l'ensemble des recettes fiscales courantes pour 1978. Cette base de travail affinée par les corrections a servi d'assiette au calcul de la recette résultant de l'expansion de la masse imposable (⁽¹⁾), ce calcul tient compte de :

— un accroissement en 1979 du P.N.B. de 7,8 % en valeur ou 2,9 % en volume et 4,8 % en prix (⁽²⁾);

$$\left(\frac{102,9 \times 104,8}{100} - 100 \right) \times \frac{1,2}{100} \times 865,8 = 81,4$$

(⁽¹⁾) Prévisions macro-économiques contenues dans l'avant-projet de budget économique élaboré par le Bureau du Plan en date du 6 juin 1978.

2. De ontvangsten van 1979.

De totale lopende ontvangsten voor het begrotingsjaar 1979 worden op 941,7 miljard geraamde, waarvan 914,8 miljard fiscale en 26,9 miljard niet-fiscale ontvangsten.

De kapitaalontvangsten worden op 13,0 miljard geraamde. Ze worden bijna uitsluitend gevormd uit de opbrengst van de successierechten (12 miljard).

De lopende ontvangsten van 1979 werden volgens de globale ramingsmethode als volgt bepaald :

1. Vermoedelijke fiscale ontvangsten 1978.	
1.1. Korrektie om tot een relevante vertrekbasis voor 1979 te komen : eliminatie van de invloed van de afschrijvingen <i>ad libitum</i> en aan 110 %.	
1.2. Vertrekbasis voor 1979.	
2. Vermeerdering (+) of vermindering (-) in 1979 van de ontvangsten ten gevolge van :	
2.1. De groei van de belastbare massa.	
2.2. Autonome maatregelen en diverse factoren.	
2.2.1. Bijkomende impact van bestaande maatregelen.	
2.2.2. Impact van nieuwe maatregelen :	
a) in het raam van de wet tot economische heroriëntering (anticrisis-wet);	
b) andere te realiseren maatregelen.	
2.3. Juistere inning der belastingen.	
3. Raming lopende fiscale ontvangsten 1979.	
4. Raming lopende niet-fiscale ontvangsten 1979.	
5. Totaal lopende ontvangsten 1979, waarvan afgestaan aan :	
E.E.G. (B.T.W.).	
E.G.K.S. (invoerrechten).	
6. Rijksmiddelen 1979.	

Bovenstaande raming steunt op een globale macro-economische berekeningswijze. Als vertrekbasis werd uitgegaan van de in juli 1978 herschatte opbrengst van de globale lopende fiscale ontvangsten van 1978. Na correcties om tot een relevante vertrekbasis te komen werd hierop de ontvangst uit de expansie van de belastbare massa (⁽¹⁾) berekend op basis van :

— een groei in 1979 van het B.N.P. in waarde met 7,8 % of 2,9 % in volume en 4,8 % in prijzen (⁽²⁾);

$$\left(\frac{102,9 \times 104,8}{100} - 100 \right) \times \frac{1,2}{100} \times 865,8 = 81,4$$

(⁽¹⁾) Macro-economische vooruitzichten, voorzien in het voorontwerp van het economisch budget van 6 juni 1978, opgesteld door het Planbureau.

-- un coefficient d'élasticité de 1,20. Le coefficient d'élasticité de 1,20 appliqué concerne les recettes fiscales courantes totales (à l'exclusion des droits de douane) et est la moyenne mobile sur 6 années et ce pour la période 1972-1977. Auparavant, un coefficient d'élasticité global a été utilisé lors de l'évaluation des recettes fiscales. Toutefois, lors de l'instauration de la T.V.A., la méthode de calcul par élasticité a été d'application pour une part seulement des recettes ce qui signifiait que les recettes fiscales autres que la T.V.A. ont été évaluées en tenant compte d'un coefficient d'élasticité adapté à ce genre de recettes, tandis que les recettes de la T.V.A., les droits de timbre et les taxes assimilées au timbre ont été évaluées sur base de l'évolution attendue des composantes de la demande finale imposable.

La raison principale de l'abandon de la méthode globale d'évaluation en matière de recettes T.V.A. a été l'impossibilité de pouvoir se baser sur une période d'observation suffisamment longue. Les séries statistiques en matière de recettes T.V.A. sont devenues entre-temps suffisantes pour appliquer la technique d'évaluation globale.

En appliquant cette technique macro-économique d'estimation globale, il convient naturellement de tenir compte de l'incidence sur les recettes d'un nombre important de mesures fiscales. L'impact des mesures existantes, et des mesures nouvelles dans ce domaine, a été chiffré dans le tableau ci-après. Pour obtenir le montant des recettes courantes qui est inscrit au Budget des Voies et Moyens, il a été nécessaire de diminuer l'estimation des recettes obtenue par la méthode globale de calcul dont question ci-dessus, des recettes résultant :

- des droits à l'importation de produits C.E.C.A. qui, à partir de 1979, sont entièrement cédés à cette institution;
- et d'une part des recettes de T.V.A. cédées à la C.E.E. au titre de ressources propres et qui s'élève à 14 milliards.

— een elasticiteitscoëfficiënt van 1,20. De toegepaste elasticiteitscoëfficiënt van 1,20 heeft betrekking op de totale lopende (exclusief alle invoerrechten) fiscale ontvangsten en is het voortschrijdend zesjaarsgemiddelde voor de periode 1972-1977. Ook vroeger reeds werd bij de raming van de fiscale ontvangsten een globale elasticiteitscoëfficiënt gebruikt. Bij de invoering van de B.T.W. evenwel werd overgeschakeld op een deel-elasticiteitenmethode wat inhield dat de fiscale ontvangsten exclusief de B.T.W. afzonderlijk werden geraamd gebruik makend van een elasticiteitscoëfficiënt aangepast aan dit ontvangstconcept, terwijl de ontvangsten inzake B.T.W., de zegelrechten en de met het zegel gelijkgestelde taksen worden geschat op grond van de verwachte evolutie van de componenten van de belastbare eindvraag.

Het niet beschikbaar zijn van een voldoende lange observatieperiode inzake B.T.W.-ontvangsten was de hoofdreden voor het verlaten van de globale ramingsmethode. De statistische reeks inzake B.T.W.-ontvangsten is ondertussen echter voldoende lang opdat de globale ramingstechniek opnieuw kan toegepast worden.

Bij de toepassing van deze globale macro-economische ramingstechniek moet natuurlijk met de incidentie op de ontvangsten van een belangrijk aantal fiscale maatregelen rekening gehouden worden. In onderstaande tabel wordt de invloed van de bestaande en van de nieuwe maatregelen cijfermatig omschreven. Om tot de bepaling van het bedrag der lopende ontvangsten te komen dat op de Rijksmiddelenbegroting wordt ingeschreven is het daarenboven nodig in het kader van deze globale berekeningsmethode de raming te verminderen met :

- de opbrengst van de invoerheffingen op E.G.K.S.-producten, die vanaf 1979 voor het eerst volledig worden afgestaan aan de E.G.K.S.;
- een bedrag van 14 miljard B.T.W.-ontvangsten, die als eigen middelen aan de E.E.G. afgestaan worden.

Mesures fiscales autonomes et facteurs divers	Augmentation de recettes Vermeerdering van ontvangsten	Diminution de recettes Vermindering van ontvangsten	Solde Saldo	Autonome belastingmaatregelen en diverse factoren
1. Impact en 1979 de mesures existantes :				1. Impact in 1979 van bestaande maatregelen :
— Incidence de la loi programme du 5 janvier 1976 : adaptations diverses de l'impôt des personnes physiques.		— 175	— 175	— Incidentie van de programmawet van 5 januari 1976 : allerlei aanpassingen aan de personenbelasting.
— Arrêté royal du 21 mars 1977 : modulation du précompte professionnel sur le pécule de vacance (influence sur les perceptions par rôle en 1979).		— 2 400	— 2 400	— Koninklijk besluit van 21 maart 1977 : modulatie van de bedrijfsvoorheffing op het vakantiegeld (invloed op de inningen per kohier in 1979).
— Arrêté royal du 16 mars 1977 (plan Egmont) :				— Koninklijk besluit van 16 maart 1977 (Egmontplan) :
— adaptation de la perception du précompte professionnel à charge des personnes rémunérées au pourboire (influence sur les rôles de 1979).		— 150	— 150	— aanpassing van de inning van de bedrijfsvoorheffing op de personen, vergoed door een fooienstelsel (invloed op de kohieren van 1979).
— influence sur les perceptions par rôle à charge des personnes physiques et des sociétés, des mesures relatives aux :				— invloed op de inningen per kohier ten laste van de natuurlijke personen en de vennootschappen van de maatregelen inzake de :
— réinvestissement des plus-values ...		— 50	— 50	— wederbelegging van meerwaarden.
— amortissements dégressifs ...		— 20	— 20	— degressieve afschrijvingen.
— Loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978 :				— Wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978 :
— consolidation du décime additionnel sur la tranche du revenu imposable qui excède 500 000 F (instauré par la loi du 31 mars 1967) et du décime additionnel sur la tranche du revenu imposable qui excède 1 500 000 F (instauré par la loi du 23 décembre 1974) et lissage des taux (article 7).	+ 980		+ 980	— consolidering van de opdeciem op belastbare inkomens boven 500 000 F (ingevoerd bij de wet van 31 maart 1967) en van de opdeciem op de belastbare inkomsten boven de 1 500 000 F (ingevoerd bij de wet van 23 december 1974) en lissage van de belastingvoeten (artikel 7).
— perception des taxes communales additionnelles à l'impôt des personnes physiques par voie de précompte professionnel ou de versements anticipés (articles 12 à 22).	+ 600	— 9 100	— 8 500	— inning bij wijze van voorheffing of van voorafbetaling van de aanvullende gemeentebelastingen op de personenbelasting (artikelen 12 tot 22).
— extension des avantages en matière de réductions d'impôt pour charges de famille, de décumul des revenus des époux et d'indexation des barèmes fiscaux (exercice d'imposition 1978).		— 1 600	— 1 600	— uitbreiding van de voordelen inzake de vermindering van belastingen voor gezinslasten, de decumul van de inkomsten van de echtgenoten en van de indexatie van de fiscale barema's (aanslagjaar 1978).
— Loi du 29 novembre 1977 apportant temporairement des aménagements fiscaux en vue de promouvoir les investissements privés et arrêté royal du 27 décembre 1977 prorogéant la durée de son application (jusqu'au 30 juin 1978) :				Wet van 29 november 1977 tot invoering van tijdelijke fiscale maatregelen om de prive-investeringen te bevorderen en Koninklijk besluit van 27 december 1977 tot verlenging van de toepassingstermijnen ervan (tot 30 juni 1978) :
— amortissements <i>ad libitum</i> et à 110 %.		— 10 840	— 10 840	— afschrijvingen <i>ad libitum</i> en aan 110 %.
— immunité fiscale des revenus distribués aux actions nouvelles.		— 600	— 600	— ontheffing van winsten uitgekeerd aan nieuwe aandelen.

Mesures fiscales autonomes et factures diverses	Augmentation de recettes Vermeerdering van ontvangsten	Diminution de recettes Vermindering van ontvangsten	Solde Saldo	Autonome belastingmaatregelen en diverse factoren
— remplacement des plus-values (prolongation jusqu'au 31 décembre 1978 de la période utile de la mesure fiscale visée par l'arrêté royal du 16 mars 1977, plan Egmont).		— 50	— 50	— wederbelegging van meerwaarden (verlenging van de geldingsduur tot 31 december 1978 van de maatregel vervat in het Koninklijk besluit van 16 maart 1977, Egmontplan).
— Loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978 : impact de l'article 33 se rapportant à la taxation des plus-values réalisées à l'occasion d'une cession de biens immobiliers.	+ 500		+ 500	— Wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978 : weerslag van artikel 33 betreffende de belasting van de meerwaarden, verwezenlijkt bij vervreemding van een onroerend goed.
Total 1	+ 2 080	— 24 985	— 22 905	Totaal 1.
2. Mesures nouvelles :				2. Nieuwe maatregelen :
a) Dans le cadre de la loi du 4 août 1978 relative à la réorientation économique (loi anticrise) :				a) In het kader van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering (anticrisiswet) :
— immunisation à l'impôt sur les revenus à concurrence d'un montant égal à 15 % de la valeur des investissements complémentaires (article 50).		— 2 000	— 2 000	— vrijstelling van inkomenbelasting tot een bedrag gelijk aan 15 % van de waarde van de aanvullende investeringen (artikel 50).
— immunisation à l'impôt sur le revenu des bénéfices distribués sur actions nouvelles (article 49).		— 250	— 250	— vrijstelling van inkomenbelasting van de winsten uitgekeerd op nieuwe aandelen (artikel 49).
— taxation distincte des profits qui se rapportent à des prestations de longue durée (article 5).		— 50	— 50	— afzonderlijke taxatie van de baten, die verband houden met uitzonderlijke lange prestaties (artikel 51).
Total 2a	—	— 2 300	— 2 300	Totaal 2a.
b) Mesures à prendre :				b) Nog te realiseren maatregelen :
— indexation des barèmes fiscaux		— 3 500	— 3 500	— indexatie van de belastingschalen.
— adaptation de la loi du 29 août 1919 sur le régime de l'alcool (loi Vandervelde).	+ 500		+ 500	— aanpassing van de wet van 29 augustus 1919 op het belastingstelsel op alcohol (wet Vandervelde).
Total 2b	+ 500	— 3 500	— 3 000	Totaal 2b.
Total 1+2a+2b	+ 2 580	— 30 785	— 28 205	Totaal 1+2a+2b.

Le tableau ci-après donne la répartition par grandes catégories des recettes courantes pour 1978, comparées avec les résultats probables de 1978 et les réalisations de 1977.

(En millions de francs.)

(In miljoenen frank.)

Onderstaande tabel verschafft de indeling per grote categorie van de lopende ontvangsten voor 1977 vergeleken met de vermoedelijke uitkomsten voor 1978 en met de verwezenlijkingen van 1977.

	Réalisations 1977 (¹) — Verwezenlijkingen 1977 (²)	Année 1978 (³)		1979 (⁴)
		Jaar 1978 (³)		1979 (⁴)
		Estimations initiales — Oorspronkelijke ramingen	Recettes probables — Vermoedelijke ontvangsten	Estimations — Ramingen
	(1)	(2)	(3)	(4)
Contributions directes. — <i>Directe belastingen</i>	448 218	534 921	517 890	562 770
Douanes. — <i>Invoerrechten</i>	288	250	150	—
Accises et divers. — <i>Accijnzen en diversen</i>	71 876	73 294	72 050	72 620
T.V.A., droits de timbre et taxes y assimilées. — <i>B.T.W., zegelrechten en daarmee gelijkgestelde taken</i>	211 627	273 600	241 000	250 400
Autres droits perçus par l'Enregistrement (¹). — <i>Andere door de Registratie geinde rechten</i> (¹)	25 025	26 335	27 335	29 075
Total des recettes fiscales. — <i>Totaal fiscale ontvangsten</i> ...	757 034	908 400	858 425	914 865
Recettes non fiscales. — <i>Niet-fiscale ontvangsten</i>	28 507	23 820	23 283	26 876
Total des recettes courantes. — <i>Totaal lopende ontvangsten</i> ..	785 541	932 220	881 708	941 741

(¹) A l'exclusion des droits d'entrée cédés aux Communautés européennes, y compris les recettes affectées;

(²) A l'exclusion des droits d'entrée cédés aux Communautés européennes;

(³) A l'exclusion des droits d'entrée, à l'exclusion de 14 milliards de recettes de T.V.A., cédés comme ressources propres aux Communautés européennes.

(¹) Exclusief de aan de Europese Gemeenschappen afgedragen invoerrechten, inclusief de geaffecteerde ontvangsten.

(²) Exclusief de aan de Europese Gemeenschappen afgedragen invoerrechten;

(³) Exclusief alle invoerrechten, exclusief 14 miljard B.T.W.-ontvangsten, die als eigen middelen aan de E.E.G. afgestaan worden.

Contributions directes

L'estimation du produit des contributions directes pour 1979 atteint 562,8 milliards. Ce montant est en augmentation de 8,6 % par rapport aux recettes probables de 1978. Cette augmentation résulte de l'accroissement de la masse imposable d'une part et d'autre part de l'influence de la progressivité de l'impôt en matière de contributions directes. Elle résulte également d'une meilleure perception des impôts, dont le produit est estimé à 5 milliards. Le produit des contributions directes ainsi estimé pour 1979 doit d'autre part être diminué d'un montant de 28,7 milliards résultant de l'incidence nette des mesures fiscales appliquées actuellement et de celles qui sont envisagées. La correction de l'influence de la progressivité fiscale résultant de l'inflation et les exonérations fiscales prévues pour stimuler les investissements privés, sont estimés respectivement à 5,3 milliards et à 13,8 milliards.

Droits d'entrée

A partir de 1979, les droits d'entrée perçus sur les produits C.E.C.A. sont cédés définitivement à la C.E.C.A.; les droits d'entrée disparaissent dès lors du Budget des Voies et Moyens. A titre d'information, on peut signaler que les recettes résultant des droits d'entrée sur les produits C.E.C.A. sont estimées à 150 millions et que les autres droits de douane cédés sont estimés à 11 400 millions, de sorte que l'ensemble des recettes cédées est estimée à 11 550 millions.

Direkte belastingen.

De raming van de opbrengst van de directe belastingen voor 1979 bedraagt 562,8 miljard. In vergelijking met de vermoedelijke ontvangsten van 1978 is dit een stijging met 8,6 %. Deze toename is het gevolg van de aangroei van de belastbare massa en van de progressiviteit van de directe belastingen. Zij ontstaat tevens uit een betere inning van de belastingen, waarvan de opbrengst op 5 miljard geraamd wordt. De aldus berekende ontvangsten worden anderzijds verminderd door de incidentie van bestaande en voorgenomen belastingsmaatregelen, waarvan de netto financiële incidentie op 28,7 miljard geraamd wordt. De fiscale uitgaven voor het corrigeren van de invloed van de belastingprogressiviteit tengevolge van de inflatie en de fiscale vrijstellingen, die voorzien zijn om de privé-investeringen te stimuleren, worden respectievelijk op 5,3 en op 13,8 miljard geraamd.

Invoerrechten.

Vanaf 1979 worden de invoerrechten geheven op E.G.K.S.-produkten definitief afgestaan aan de E.G.K.S. De post invoerrechten verdwijnt bijgevolg uit de Rijksmiddelen. Ter informatie kan vermeld worden dat de ontvangsten van de invoerrechten op E.G.K.S.-produkten op 150 miljoen geraamd worden en dat de andere afgestane invoerrechten op 11 400 miljoen geraamd worden, zodat de totale afgestane ontvangsten op 11 550 miljoen geraamd worden.

Accises et divers

Les recettes en matière d'accises et divers sont évaluées à 72,6 milliards. Ceci représente une augmentation de 0,6 milliard par rapport aux recettes probables pour 1978. Cette augmentation résulte principalement de la révision projetée de la loi du 29 août 1919 sur le régime de l'alcool.

Taxe sur la valeur ajoutée, droits de timbre et taxes assimilées au timbre

L'estimation du rendement de la T.V.A., des droits de timbre et des taxes assimilées au timbre a été calculée pour 1979 en partant des recettes probables de 1978 et en fonction des prévisions en matière de croissance économique établies par le Bureau du Plan (avant-projet de budget économique du 6 juin 1978). L'estimation totale des Voies et Moyens atteint 250,4 milliards. Celle-ci comprend 10 milliards de droits de timbre et de taxes assimilées au timbre et 5 milliards résultant d'une meilleure perception de l'impôt.

Les recettes brutes sont cependant supérieures de 14 milliards : la modification intervenant dans le mode de financement du budget de la C.E.E. à partir de 1979 en est la cause. En effet, la partie du budget de la C.E.E. qui n'est pas couverte par les droits de douane cédés et par les prélèvements agricoles, sera financée par des ressources fiscales propres à la C.E.E., calculées sur base d'une assiette uniforme de T.V.A. Pour 1979, les recettes de T.V.A., qui reviennent à la C.E.E. au titre de ressources propres et qui ne peuvent plus être considérées comme des ressources nationales, sont fixées à 14 milliards de francs.

Droits perçus par l'enregistrement

L'estimation relative aux droits d'enregistrement proprement dits atteint 25,5 milliards soit 1,5 milliard ou 6,2 % de plus que le montant réévalué pour 1978. Cette augmentation relativement faible tient compte de l'activité du marché immobilier restant — selon les prévisions — peu soutenue.

Les autres recettes diverses, qui sont perçues par l'Enregistrement, à savoir les droits de greffe et d'hypothèque et les amendes en matière d'impôts et en matière de condamnations, sont estimées à 3,6 milliards. Par rapport aux recettes probables de 1978, on s'attend à un accroissement de 0,2 milliard.

Le rendement des droits de succession, qui ne sont pas des recettes courantes mais des recettes de capital, est estimé à 12 milliards. Par rapport aux recettes probables de 1978, on s'attend à un accroissement de 2 milliards. Cette progression s'explique en partie par l'incidence sur les recettes au cours d'une année entière de l'adaptation des taux des droits de succession, alors qu'en 1978 cette adaptation ne concernait qu'une période de cinq mois.

Les recettes courantes non fiscales

Les recettes courantes non fiscales sont évaluées à 26,9 milliards, ce qui représente une augmentation de 3,6 milliards par rapport aux recettes probables correspondantes pour 1978. Cette augmentation est imputable essentiellement :

- à l'accroissement des recettes perçues par la Régie des Postes et celle des Télégraphes et des Téléphones ainsi que des redevances de télévision et ce, à concurrence de 2,4 milliards ;

Accijnzen en diversen

De ontvangsten inzake accijnzen en diversen worden op 72,6 miljard geraamd. Dit is een verhoging met 0,6 miljard ten opzichte van de vermoedelijke ontvangsten voor 1978. Deze verhoging is hoofdzakelijk het gevolg van de vooropgestelde herziening van de wet van 29 augustus 1919 op het stelsel van de alcohol.

Belasting over de toegevoegde waarde, zegelrechten en met het zegel gelijkgestelde taksen.

De raming van de opbrengst van de B.T.W., de zegelrechten en met het zegel gelijkgestelde taksen werd voor 1979 berekend vertrekend van de vermoedelijke ontvangsten van 1978 en in functie van de prognoses inzake de economische groei vooropgesteld door het Planbureau (voorontwerp van economisch budget van 6 juni 1978). De totale raming van de Rijksmiddelen beloopt 250,4 miljard. Zij bevatten 10 miljard zegelrechten en met het zegel gelijkgestelde taksen en 5 miljard als opbrengst van een juistere inning van de belastingen.

De bruto-onvangsten liggen evenwel 14 miljard hoger. Dit is het gevolg van het feit dat er vanaf 1979 een wijziging optreedt in de financieringswijze van de E.E.G.-begroting. Immers, het deel van de E.E.G.-begroting dat niet gedeckt wordt door de afgestane invoerrechten en door de landbouwheffingen zal door de instelling van eigen fiscale inkomsten van de E.E.G. gefinancierd worden, berekend op basis van een eenvormige B.T.W.-grondslag. Voor 1979 worden de B.T.W.-ontvangsten, die als eigen middelen aan de E.E.G. toekennen en niet meer als nationale middelen mogen worden beschouwd, op 14 miljard frank bepaald.

Door de registratie geïnde rechten.

De raming betreffende de eigenlijke registratierechten beloopt 25,5 miljard, wat 1,5 miljard of 6,2 % meer is dan het herraamde bedrag van 1978. Deze eerder kleine toename steunt op de verwachting dat de activiteit van de immobiliënmarkt vrij zwak zal blijven.

De diverse andere ontvangsten, die door de Registratie geïnd worden, namelijk de griffie- en hypotheekrechten en de boeten inzake belastingen en inzake veroordelingen worden op 3,6 miljard geraamd. Vergelijken met de vermoedelijke ontvangsten van 1978 wordt een toename van 0,2 miljard verwacht.

De opbrengst van de successierechten die geen lopende maar kapitaalontvangsten zijn wordt op 12 miljard geraamd. Ten opzichte van de vermoedelijke ontvangsten van 1978 wordt een toename met 2 miljard vooropgezet. Deze stijging wordt ten dele verklaard door de weerslag op de ontvangsten gedurende een volledig jaar (slechts 5 maanden in 1978) van de aanpassing van het tarief van de successierechten.

De lopende niet-fiscale ontvangsten.

De lopende niet-fiscale ontvangsten worden geraamd op 26,9 miljard, dit is 3,6 miljard meer dan de overeenkomstige vermoedelijke ontvangsten voor 1978. Deze stijging is in essentie te wijten :

- ten belope van 2,4 miljard, aan de vermeerdering van de ontvangsten geïnd door Post, Telegraaf en Telefoon en T.V.-taks;

— à l'accroissement des recettes perçues par le Département des Finances pour un montant de 1 milliard.

Dans ces recettes non fiscales évaluées à 26,9 milliards, le Département des Finances en perçoit 14,8 milliards, provenant principalement de la part de l'Etat dans le bénéfice de la Banque Nationale ou dans le rendement de certaines opérations de cette institution; du remboursement par les Communautés européennes de frais de perception inhérents aux recettes effectuées pour leur compte; des intérêts, des commissions et des fluctuations de change dus à l'Etat en exécution d'accords monétaires internationaux; du remboursement de traitements et salaires payés indûment.

Une autre recette non fiscale importante est constituée par les redevances radio et télévision, qui sont évaluées à 9 899 millions pour 1979.

— ten belope van 1 miljard, aan de vermeerdering van de ontvangsten geïnd door het Departement van Financiën.

Van de opbrengst van 26,9 miljard wordt er 14,8 miljard geïnd door het Departement van Financiën, voornamelijk afkomstig van de volgende posten; het aandeel van de Staat in de winst van de Nationale Bank of in de opbrengst van sommige verrichtingen van deze instelling; de terugbetaling van inningskosten door de Europese Gemeenschappen wegens de voor hun rekening uitgevoerde ontvangsten; aan de Staat verschuldigde intresten, commissies en wisselkoersverschillen in uitvoering van internationale monetaire akkoorden; de terugbetaling van ten onrechte uitgekeerde wedden en salarissen.

Een andere belangrijke niet-fiscale ontvangst vormen de kijk- en luistergelden, die voor 1979 worden geraamd op 9 899 miljoen.

Répartition des recettes de 1977 (¹), 1978 et 1979.
(En millions de francs.)

Verdeling van de ontvangsten van 1977 (¹), 1978 en 1979.
(In miljoenen frank.)

DESIGNATION — BENAMING	Réalisa-tions 1977 (¹) Verwezen-lijkingen 1977 (¹)	Année 1978 (²) Jaar 1978 (²)			Année 1979 (³) Jaar 1979 (³)	
		Prévisions initiales — Oorspron- kelijke vooruit- zichten	Recettes probables — Vermoedelijke ontvangsten	Différence (3 — 2) — Verschil (3 — 2)	Estimation — Raming	Différence (5 — 3) — Verschil (5 — 3)
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
I. — Recettes courantes. — <i>Lopende ontvangsten.</i>						
Recettes fiscales. — <i>Fiscale ontvangsten.</i>						
1. Contributions directes. — <i>Directe belastingen</i>						
Impôt versé par voie de précompte: — <i>Belasting gestort bij wijze van voorheffing</i> :						
— Précompte immobilier. — <i>Onroerende voorheffing</i> ...	1 369	1 390	1 390	—	1 420	+ 30
— Précompte mobilier. — <i>Roerende voorheffing</i> ...	34 683	37 461	43 050	+ 5 589	48 770	+ 5 720
— Précompte professionnel. — <i>Bedrijfsvoorheffing</i> ...	252 888	311 700	301 200	-10 500	338 570	+37 370
Impôt sur le revenu global versé par anticipation par les non-salariés. — <i>Belasting op de totale inkomsten, gestort als voorafbetaling door de niet-loontrekenden</i>	104 037	125 500	104 000	-21 500	117 100	+13 100
Impôt sur le revenu global perçu par rôles à charge: — <i>Belasting op de totale inkomsten, geïnd bij middel van kohieren ten laste van</i> :						
— Des personnes physiques. — <i>Fysieke personen</i> ...	7 902	41 000	50 000	+ 9 000	39 800	-10 200
— Des sociétés. — <i>Vennootschappen</i> ...	40 299	5 000	6 000	+ 1 000	4 700	- 1 300
— Des non-résidents. — <i>Niet-verblijfhouders</i> ...	3 758	850	600	- 250	700	+ 100
Taxe de circulation. — <i>Verkeersbelasting</i> ...	760	9 400	9 200	- 200	9 200	—
Taxe sur les jeux et paris. — <i>Belasting op spelen en weddenschappen</i>	1 831	1 900	1 700	- 200	1 750	+ 50
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement. — <i>Belasting op de automatische ontspanningstoestellen</i> ...	520	580	540	- 40	550	+ 10
Divers. — <i>Diversen</i> ...	171	140	210	+ 70	210	—
Total. — <i>Totaal</i> ...	448 218	534 921	517 890	-17 031	562 770	+44 880
2. Douane et accises. — <i>Douane en accijnen</i> ...						
Droits de douane. — <i>Invoerrechten</i> ...	288	250	150	- 100	—	- 150
Accises et taxe de consommation. — <i>Accijnen en verbruiksbelasting</i> ...	71 555	73 000	71 750	- 1 250	72 300	+ 550
Divers. — <i>Diversen</i> ...	321	294	300	+ 6	320	+ 20
Total. — <i>Totaal</i> ...	72 164	73 544	72 200	- 1 344	72 620	+ 420
3. Enregistrement. — <i>Registratie</i> ...	21 997	23 000	24 000	+ 1 000	25 500	+ 1 500
Droits d'enregistrement. — <i>Registratierechten</i> ...	211 627	273 600	241 000	-32 600	250 400	+ 9 400
T.V.A., droits de timbre et taxes assimilées au timbre. — <i>B.T.W., zegelrechten en met het zegel gelijkgestelde taksen</i> .						
Divers. — <i>Diversen</i> ...	3 028	3 335	3 335	—	3 575	+ 240
Total. — <i>Totaal</i> ...	236 652	299 935	268 335	-31 600	279 475	+11 140
Total des recettes fiscales. — <i>Totaal van de fiscale ontvangsten</i> ...	757 034	908 400	858 425	-49 975	914 865	+56 440

Répartition des recettes de 1977 (¹), 1978 et 1979.
(En millions de francs.)

Verdeling van de ontvangsten van 1977 (¹), 1978 en 1979.
(In miljoenen frank.)

DESIGNATION — BENAMING	Réalisa-tions 1977 (¹) Verwezen-lijkingen 1977 (¹)	Année 1978 (²) Jaar 1978 (²)			Année 1979 (³) Jaar 1979 (³)	
		Prévisions initiales — Oorspron- kelijke vooruit- zichten	Recettes probables — Vermoe- delijke ontvangsten	Différence (3 — 2) — Verschil (3 — 2)	Estimation — Raming	Différence (5 — 3) — Verschil (5 — 3)
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Recettes non fiscales. — <i>Niet-fiscale ontvangsten</i>						
Postes, télégraphes, téléphones. — <i>Post, telegraaf en telefoon</i> ...	9 009	7 522	7 522	—	9 902	+ 2 380
Finances. — <i>Financiën</i>	17 527	14 254	13 719	— 535	14 774	+ 1 055
Communications. — <i>Verkeerswezen</i>	1 022	1 061	1 061	—	1 147	+ 86
Autres départements. — <i>Andere departementen</i>	949	983	981	— 2	1 053	+ 72
Total des recettes non fiscales. —						
<i>Totaal van de niet-fiscale ontvangsten</i>	28 507	23 820	23 283	— 537	26 876	+ 3 593
Total des dépenses courantes. —						
<i>Totaal van de lopende ontvangsten</i>	785 541	932 220	881 708	— 50 512	941 741	+ 60 033
II. — Recettes de capital. — <i>Kapitaalontvangsten</i> .						
Divers. — <i>Diversen</i>	806	1 214	1 254	+ 40	1 034	— 220
Droits de succession. — <i>Successierechten</i>	7 886	9 700	10 000	+ 300	12 000	+ 2 000
Total. — <i>Totaal</i>	8 692	10 914	11 254	+ 340	13 034	+ 1 780
III. — Total des recettes courantes et de capital. — <i>Totaal lopende en kapitaalontvangsten</i>	794 233	943 134	892 962	— 50 172	954 775	+ 61 813

(¹) A l'exclusion des droits de douane cédés aux Communautés européennes, y compris les recettes affectées.

(²) A l'exclusion des droits de douane cédés aux Communautés européennes.

(³) A l'exclusion de tous les droits de douane, à l'exclusion de 14 milliards de recettes T.V.A. cédées au titre de ressources propres à la C.E.E.

(¹) Exclusief aan de Europese Gemeenschappen afgedragen invoerrechten, inclusief de geaffecteerde ontvangsten.

(²) Exclusief de aan de Europese Gemeenschappen afgedragen invoerrechten.

(³) Exclusief alle invoerrechten, exclusief 14 miljard B.T.W.-ontvangsten, die als eigen middelen aan de E.E.G. afgestaan worden.

CHAPITRE III.

Impasse budgétaire et besoins de trésorerie.

1978

Dans l'exposé général pour 1978, le Gouvernement avait établi une prévision de solde global net à financer de 149 milliards.

L'évolution de l'activité économique, la persistance du chômage et le développement des charges y afférentes, doivent entraîner une détérioration sensible de ce solde, malgré les efforts de compression énergique qui se traduisent notamment dans le feuilleton d'ajustement, qui équilibre les dépenses supplémentaires et les réductions.

L'évolution du solde est essentiellement marquée par les moins-values sur les recettes. Par ailleurs, le niveau des dépenses de capital ne semble pas devoir atteindre les évaluations, ce qui permet de limiter les prévisions pour le solde net à financer du budget ajusté de 1978 à 190 milliards.

1979

Pour l'année 1979, malgré l'effort considérable que traduit le freinage de la croissance des dépenses, on prévoit encore un solde négatif de 80,5 milliards pour les opérations courantes.

La poursuite et l'amplification des programmes d'investissements doivent cependant entraîner aussi un alourdissement du solde à financer. En s'inspirant de l'expérience des dernières années, on a porté dans le tableau de la page 46 un montant de 141 milliards comme montant prévisible des ordonnancements sur les dépenses de capital. Il s'agit d'une évaluation correspondant à des crédits d'ordonnancement de 138,3 milliards inscrits au Titre II du budget, auxquels s'ajoutent 17,9 milliards de crédits d'investissements du Fonds des Routes.

Au total, compte tenu d'un solde négatif de 1,5 milliard sur les opérations de Trésorerie, le solde global net à financer atteindrait 210 milliards.

HOOFDSTUK III.

Begrotingstekort en schatkistbehoeften.

1978

In de algemene toelichting van 1978 raamde de Regering het te financieren netto globaal saldo op 149 miljard.

De evolutie van de economische activiteit, het aanhouden van de werkloosheid en de toeneming van de hieraan verbonnen laster zullen een gevoelige verslechting van dat saldo tot gevolg hebben, niettegenstaande de energieke inspanningen tot besparing die zich onder meer uiten in het aanpassingsblad dat de bijkomende uitgaven en de verminderingen sluitend maakt.

De evolutie van het saldo wordt vooral gekenmerkt door de achteruitgang van de ontvangsten. Het niveau van de kapitaaluitgaven blijkt trouwens de kredietramingen niet te zullen bereiken, waardoor de ramingen voor de aangepaste begroting 1978 tot een netto te financieren saldo van 190 miljard beperkt kunnen worden.

1979

Voor het jaar 1979 voorziet men, niettegenstaande de enorme inspanning die gedaan wordt om de stijging van de uitgaven af te remmen, nog een aanzienlijk negatief saldo van 80,5 miljard voor de lopende verrichtingen.

De voortzetting en de uitbreiding van de investeringsprogramma's zullen nochtans ook een verzwaren van het te financieren saldo tot gevolg hebben. Gelet op de ondervinding der laatste jaren, wordt in de tabel blz. 46 een bedrag van 141 miljard ingeschreven voor de voorzienbare ordonnanceringen aan kapitaaluitgaven. Deze raming houdt verband met 138,3 miljard aan ordonnancieringskredieten van Titel II van de begroting en met 17,9 miljard aan investeringsuitgaven van het Wegenfonds.

Gelet op een negatief saldo van 1,5 miljard op de Schatkistverrichtingen, zou het globaal netto te financieren saldo 210 miljard bereiken.

Soldes budgétaires et besoins de financement de l'Etat.

(En milliards de francs.)

Comparaison 1978 (ajusté) - 1979.

Budgettaire saldi en financieringsbehoeften van de Staat.

(In miliarden frank.)

Vergelijking 1978 (aangepast) - 1979.

	1978	1979	
A. — Opérations budgétaires :			A. — Begrotingsverrichtingen :
1. Opérations courantes :			1. Lopende verrichtingen :
— recettes	881,7	(-)941,7	— ontvangst.
— dépenses	(-)957,5	1 022,2	— uitgaven.
Solde	— 75,8	— 80,5	Saldo.
2. Opérations de capital :			2. Kapitaalverrichtingen :
— recettes	11,3	13,0	— ontvangst.
— dépenses	124,0	141,0	— uitgaven.
Solde	— 112,7	— 128,0	Saldo.
3. Solde des opérations budgétaires	— 188,5	— 208,5	3. Saldo van de begrotingsverrichtingen.
B. — Opérations de trésorerie (solde)	— 1,5	— 1,5	B. — Schatkistverrichtingen (saldo).
C. — Solde global net à financer	— 190,0	— 210,0	C. — Globaal netto te financieren saldo.

⁽¹⁾ Les dépenses courantes de 1978 englobent la contribution financière à la C.E.E., à charge du budget belge.

(*) Les recettes de 1979 sont calculées après déduction des recettes T.V.A. cédées comme recettes propres à la C.E.E. et des droits de douanes sur les produits C.E.C.A.; les dépenses de 1979 ne comprennent plus de contribution financière au budget général de la C.E.E.

(¹) In de lopende uitgaven van 1978 is de financiële bijdrage voor de E.E.G. ten laste van de Belgische begroting begrepen.

⁽⁴⁾ De ontvangsten van 1979 zijn berekend na aftrekking van de eigen ontvangsten aan de E.E.G. afgestane B.T.W.-ontvangsten en van de tolrechten op E.G.K.S.-produkten; onder de uitgaven van 1979 komt geen financiële bijdrage meer voor ten gunste van de algemene E.E.G.-begroting.

DEUXIEME PARTIE.

Les grandes orientations budgétaires.

CHAPITRE IV.

Le budget pour 1979 et le Plan 1976-1980.

1. L'accord gouvernemental prévoyait que le Plan 1976-1980 serait actualisé. En exécution de cet accord, le Bureau du Plan a élaboré un projet de Plan 1978-1980 qui était prêt à la mi-novembre 1977, et qui a d'ailleurs été transmis aux organes gouvernementaux compétents.

Toutefois, au moment où la procédure de discussion et de consultation du projet était entamée, il est apparu que celui-ci devait être adapté profondément en fonction d'une série de décisions importantes prises ou annoncées par le Gouvernement. Parmi celles-ci, il faut retenir la nouvelle politique industrielle, le plan de relance en faveur des P.M.E., le programme national des infrastructures prioritaires, le plan de lutte contre le chômage, l'assainissement des finances publiques, etc.

Il est évident, en effet, que les options prises ou à prendre dans chacun de ces domaines tenaient en suspens le projet de Plan 1978-1980.

Par la force des choses, ces décisions se sont étalées sur plusieurs mois et il est apparu rapidement que l'actualisation du Plan 1976-1980 ne pourrait intervenir dans des délais utiles.

2. Le Gouvernement est toutefois préoccupé de donner à son action la dimension à moyen terme qui lui est indispensable.

C'est ainsi qu'une circulaire du Gouvernement du 30 novembre 1977 introduit, de façon systématique, une programmation parallèle, annuelle et pluriannuelle, des investissements et des commandes publiques qui constituent indéniablement le noyau dur de toute planification à moyen terme.

Dans le même domaine, le programme des infrastructures prioritaires (P.I.P.) traduit concrètement la volonté du Gouvernement de poursuivre un effort permanent de planification dans le domaine essentiel de l'investissement public.

Enfin, à un niveau plus général, le Bureau du Plan a entamé activement la préparation du Plan 1981-1985 au niveau des études qui doivent lui servir de support, et ce malgré toutes les incertitudes qui découlent tantôt de la réforme de l'Etat, tantôt des nouvelles conditions du développement économique de notre pays.

Parmi ces études, une attention particulière va aux conséquences structurelles de la nouvelle division internationale du travail, aux effets économiques et sociaux des investissements publics, à l'évolution à moyen et long terme de la population et de la population active, et à ses diverses conséquences, ainsi qu'à la mise au point de modèles visant à assurer le maximum de cohérence entre les différents programmes relevant désormais de la compétence exclusive du niveau national, des régions ou des communautés.

TWEEDE DEEL.

De grote budgettaire opties.

HOOFDSTUK IV.

De begroting voor 1979 en het Plan 1976-1980.

1. Het Regeerakkoord stelde dat het Plan 1976-1980 zou worden geactualiseerd. In uitvoering van dit akkoord werd door het Planbureau een ontwerp van Plan 1978-1980 opgemaakt dat half november 1977 klaar was en trouwens aan de bevoegde Regeringsorganen werd overgezonden.

Op het ogenblik dat de procedure voor de discussie en de raadpleging van het ontwerp was gestart, is evenwel gebleken dat dit ontwerp grondig diende te worden aangepast gelet op een reeks door de Regering genomen of aangekondigde belangrijke beslissingen, waaronder zij vermeld het nieuw industrieel beleid, het herstelplan voor de K.M.O., een nationaal programma van de prioritaire infrastructuurwerken, het plan voor de strijd tegen de werkloosheid, de sanering van de overheidsfinanciën, enz.

Het ligt inderdaad voor de hand, dat de in elk van deze domeinen genomen of te nemen opties het ontwerp van Plan 1978-1980 in beraad hielden.

Uiteraard werden die beslissingen gespreid over verscheidene maanden en het liet zich snel aanzien, dat de actualisering van het Plan 1976-1980 niet te zijner tijd zou kunnen gebeuren.

2. De Regering wil evenwel aan haar actie de noodzakelijke dimensie op middellange termijn geven.

Zo wordt door een rondschriften van de Regering van 30 november 1977, systematisch een parallelle, jaarlijkse en meerjarige programmering van de overheidsinvesteringen en -bestellingen ingevoerd die ongetwijfeld de harde kern van iedere planning op middellange termijn vormen.

In dat verband blijkt ook uit het programma der prioritaire infrastructuurwerken (P.P.I.) concreet de wil van de Regering om verder te blijven streven naar een planning op het essentiële gebied van de overheidsinvesteringen.

Meer algemeen tenslotte is het Planbureau actief begonnen met de voorbereiding van het Plan 1981-1985, meer bepaald op het vlak van de studies die de achtergrond ervan moeten vormen, en dit ondanks alle onzekerheden als gevolg van de Staatshervorming en de nieuwe voorwaarden inzake de economische ontwikkeling van ons land.

In die studies gaat de aandacht vooral naar de structurele gevolgen van de nieuwe internationale arbeidsverdeling, naar de economische en sociale weerslag van de overheidsinvesteringen, naar de ontwikkeling op middellange en lange termijn van de bevolking en van de beroepsbevolking en naar de verschillende gevolgen hiervan, alsmede naar de bouw van modellen om een zo groot mogelijke samenhang te verzekeren tussen de verschillende plannen, die voortaan onder de uitsluitende bevoegdheid van het nationaal, regionaal of communautair niveau ressorteren.

3. Sans préjudice de ce qui vient d'être dit, il reste que le projet de Plan 1976-1980 constitue, lors de l'établissement des budgets annuels, *un document de référence*, spécialement en ce qui concerne les investissements publics.

Si, dans le domaine des finances publiques, le Plan 1976-1980 contenait une prévision globale des recettes et des dépenses courantes accompagnées de prévisions plus détaillées des dépenses nécessaires pour mener à bonne fin les politiques proposées dans les différents chapitres du Plan, cette partie du Plan est largement dépassée par l'évolution des finances publiques intervenue au cours des dernières années, et par le plan d'assainissement des finances publiques, dont les lois anticrise et le budget pour 1979 constituent une étape essentielle.

Par contre, le programme d'investissements publics détaillé — au moins dans ses volets essentiels — qui figure dans le Plan 1976-1980 a indiscutablement servi de référence pour l'élaboration des programmes annuels d'investissements publics et du programme des infrastructures prioritaires.

C'est ainsi que la préparation des propositions des départements pour le budget de 1979 a été encadrée par des chiffres pilotes, calculés à partir des réalisations intervenues dans le cadre du projet de Plan 1976-1980.

Par ailleurs, le programme des infrastructures prioritaires a été mis au point dans le cadre et compte tenu des objectifs du programme d'investissements 1976-1980, moyennant, bien entendu, les adaptations imposées par les changements intervenus entre-temps.

On trouvera aussi dans ces tableaux un état précis des réalisations dans ce domaine, au moins pour les grands départements investisseurs qui émergent au programme des infrastructures prioritaires.

Globalement, on peut résumer comme suit les grandes tendances qui se dégagent de ce bilan, par rapport au principales inflexions qui étaient proposées dans le projet initial de Plan.

Tableau 1.

	Réalisations 1971-1975 — Verwezen- lijkingen 1971-1975	Réalisations à programmes 1976-1979 — Verwezen- lijkingen of programma's 1976-1979	Projet de Plan 1976-1980 — Planontwerp 1976-1980
Investissements de nature principalement économique	56,8 %	47,97 %	45,9 %
Investissements de nature principalement sociale	39,3 %	47,10 %	50,6 %
Investissements de nature principalement administrative	3,9 %	4,93 %	3,5 %

3. Onvermindert van wat in het voorgaande is gezegd, blijft het Planontwerp 1976-1980 bij het opstellen van de jaarlijkse begroting een *referentiedocument*, inzonderheid wat de overheidsinvesteringen betreft.

Zo op het stuk van de overheidsfinanciën in het Plan 1976-1980 een globale prognose van de lopende ontvangsten en uitgaven besloten lag, plus meer gedetailleerde prognoses van de nodige uitgaven om het in de verschillende hoofdstukken van het Plan voorgestelde beleid tot een goed einde te brengen, is dit gedeelte van het Plan in ruime mate voorbijgestreefd door de ontwikkeling, in de loop van de jongste jaren, van de overheidsfinanciën en door het saneringsplan voor de overheidsfinanciën, waarvan de anticrisiswetten en de begroting voor 1979 een essentiële fase vormen.

Daarentegen heeft het gedetailleerde programma inzake overheidsinvesteringen — althans wat de belangrijke delen ervan betreft — dat in het Plan 1976-1980 is opgenomen, onbetwistbaar als referentie gediend bij het opmaken van de jaarlijkse programma's inzake overheidsinvesteringen en van het programma van de prioritaire infrastructuurwerken.

Zo werd bij de voorbereiding van de voorstellen van de departementen voor de begroting van 1979 mede uitgegaan van de richtcijfers, berekend op grond van de realisaties in het kader van het Planontwerp 1976-1980.

Verder, werd het programma van de prioritaire infrastructuurwerken opgesteld in het kader van en rekening houdend met de doelstellingen van het investeringsprogramma 1976-1980, uiteraard met de aanpassingen die door de intussen opgetreden veranderingen nodig waren.

Ook vindt men in die tabellen een nauwkeurige stand van de realisaties ter zake, althans voor de grote departementen-investeerders, die bij het programma van de prioritaire infrastructuurwerken betrokken zijn.

Grosso modo kunnen de grote tendenties uit deze balans, vergeleken met de voornaamste ombuigingen die in het initieel planontwerp waren voorgesteld, als volgt worden samengevat.

Tabel 1.

Tableau 2.

Tabel 2.

	Chiffres absolus <i>Absolute cijfers</i>		% par rapport au total des investissements <i>% t.o.v. de totale investeringen</i>	
	Réalisations 1971-1975 <i>Verwezenlijkingen 1971-1975</i>	Réalisations ou programmes 1976-1979 <i>Verwezenlijkingen of programma's 1976-1979</i>	Réalisations 1971-1975 <i>Verwezenlijkingen 1971-1975</i>	Réalisations ou programmes 1976-1979 <i>Verwezenlijkingen of programma's 1976-1979</i>
Routes-autoroutes. — Autowegen-wegen	139,0	125,1	32,5 %	19,8 %
Transports en commun : — Gemeenschappelijk vervoer :				
— Transports urbains. — Stadsvervoer	24,9	38,1	5,8 %	6,0 %
— Chemins de fer. — Spoorwegen	8,2	26,9	1,9 %	4,3 %
Environnement (eau, air, bruit et déchets). — Leefmilieu (water, lucht, lawaai en afvalstoffen)	10,6	33,2	2,4 %	5,3 %
Aménagement du territoire (urbanisme, assainissement des sites et rénovation urbaine, habitations sociales et Fonds Brunfaut. — Ruimtelijke ordening (stedenbouw, sanering steenkoolvestiging en stadsvernieuwing, sociale woningbouw en Brunfaut-fonds)	85,9	138,2	20,0 %	21,9 %
Culture et tourisme. — Cultuur en toerisme	6,1	12,6	1,4 %	2,0 %
Equipements hospitaliers et sociaux (hôpitaux, I.M.P., crèches, personnes âgées, home care). — Ziekenhuis- en sociale uitrustingen (ziekenhuizen, I.M.P., kinderdagverblijven, bejaarden, home care)	18,3	32,2	4,2 %	5,1 %

4. Dans le prolongement des efforts entrepris pour assurer une meilleure programmation des investissements publics à court et à moyen terme, il faut mentionner également l'action entreprise pour assurer une meilleure programmation des *commandes publiques* et à partir de là une orientation plus économique de ces commandes.

C'est ainsi que pour 1978, la Commission d'Orientation et de Coordination des Marchés publics a inscrit concrètement son action dans une programmation annuelle et pluriannuelle des commandes. Les départements et organismes publics concernés lui ont en effet communiqué les programmes de commandes supérieurs à 5 millions pour 1978 et supérieurs à 50 millions pour 1979 et 1980. Ses efforts seront poursuivis et amplifiés au cours de l'année 1979. Il s'agit en effet d'un volet important de la nouvelle politique industrielle définie il y a peu par le Gouvernement.

4. In de lijn van de inspanningen die werden gedaan voor een betere programmering van de overheidsinvesteringen op korte en middellange termijn, zij eveneens vermeld de actie die op touw werd gezet om te zorgen voor een betere programmering van de *overheidsbestellingen* en op grond daarvan voor een economische heroriëntering van die bestellingen.

Zo heeft de Commissie voor Oriëntatie en Coördinatie van de Overheidsopdrachten voor 1978 haar actie concreet vastgelegd in een jaarlijkse en meerjarige programmering van de bestellingen. Daarvoor hebben de betrokken departementen en openbare instellingen de Commissie mededeling gedaan van de programma's van de bestellingen van meer dan 5 miljoen voor 1978 en van meer dan 50 miljoen voor 1979 en 1980. Die inspanningen zullen worden voortgezet en nog opgevoerd in de loop van het jaar 1979. Het betreft hier immers een belangrijk luik van het onlangs door de Regering uitgestippelde nieuw industrieel beleid.

CHAPITRE V.

Politique d'investissements.

A. — Programmes d'investissements.

ANNEE 1978.

Les programmes d'engagement en matière d'investissements publics ont été fixés initialement au montant de 199,4 milliards, y compris 862 millions de crédits parallèles à répartir entre divers départements.

A ces 199,4 milliards sont venus s'ajouter 17,8 milliards dont 12,8 milliards de programmes antérieurs non exécutés et 5 milliards représentant la tranche 1978 du programme d'investissements prioritaires (Travaux publics : 4 500 millions; Communications : 400 millions et Santé publique : 86 millions).

Globalement, les programmes initiaux et les suppléments se ventilent comme suit :

(En milliards de francs.)

Secteurs	Programmes initiaux	Suppléments	Totaux	Sectoren
	Oorspronkelijke programma's	Supplementen	Totalen	
1. Budgétaire	(¹) 110,0	14,1	(¹) 124,1	1. Begrotingssector.
2. Débougétisé	32,2	3,7	35,9	2. Gedebudgetteerde sector.
3. Organismes d'intérêt public	57,2	—	57,2	3. Instellingen van openbaar nut.
	(¹) 199,4	17,8	(¹) 217,2	

Les programmes initiaux ont été libérés à concurrence de 60 % pour le premier semestre et de 20 % supplémentaires pour le troisième trimestre.

ANNEE 1979.

Le programme d'engagement a été fixé pour 1979 à 231 milliards, montant qui est à comparer avec celui de 204,4 milliards de 1978 (199,4 + 5), soit une croissance de 15 %.

Le montant de 231 milliards se répartit par secteur de la manière suivante :

En milliards de francs.

Secteur budgétaire	131,7
Secteur débougétisé	35,9
Secteur des organismes d'intérêt public ...	63,4
	231,0

(¹) Y compris les crédits parallèles.

HOOFDSTUK V.

Investeringsbeleid.

A. — Investeringsprogramma's.

JAAR 1978.

De vastleggingsprogramma's inzake openbare investeringen werden oorspronkelijk vastgesteld op een bedrag van 199,4 miljard, daarin begrepen 862 miljoen parallelle kredieten die onder de diverse departementen moeten worden verdeeld.

Aan die 199,4 miljard, werden 17,8 miljard toegevoegd waarvan 12,3 miljard niet uitgevoerde vroegere programma's en 5 miljard die de tranche 1978 van het programma der prioritaire investeringen vertegenwoordigen (Openbare Werken : 4 500 miljoen ; Verkeerswezen : 400 miljoen en Volksgezondheid : 86 miljoen).

Globaal worden de oorspronkelijke programma's en supplementen als volgt verdeeld :

(In miljarden frank.)

De oorspronkelijke programma's werden vrijgegeven ten belope van 60 % voor het eerste semester en van 20 % voor het derde trimester.

JAAR 1979.

Het vastleggingsprogramma werd voor 1979 vastgesteld op 231 miljard, bedrag dat te vergelijken is met de 204,4 miljard (199,4 + 5) voor 1978 wat een stijging met 15 % betekent.

Het bedrag van 231 miljard wordt per sector als volgt verdeeld :

In miljarden frank.

Budgettaire sector	131,7
Gedebudgetteerde sector	35,9
Sector van de instellingen van openbaar nut	63,4
	231,0

(¹) De parallelle kredieten inbegrepen.

Les tableaux qui suivent indiquent l'évolution des programmes selon les secteurs.

**Programme des engagements relatifs aux investissements.
Secteurs budgétaires et débûgétisé.**

(En millions de francs.)

De hiernavolgende tabellen geven de evolutie van de programma's volgens de sectoren.

**Programma van de vastleggingen betreffende de investeringen.
Budgettaire en gedebudgetteerde sectoren.**

(In miljoenen frank.)

	1975 <i>Réalisations Verwezen- lijkingen</i>	1976 <i>Réalisations Verwezen- lijkingen</i>	1977 <i>Réalisations Verwezen- lijkingen</i>	1978		1979 <i>Programme — Programma</i>				
				<i>Oorspron- kelijk programma</i>	<i>Toegelaten programma</i>					
I. — SECTEUR BUDGETAIRE. —										
BUDGETTAIRE SECTOR.										
<i>a) National. — Nationaal.</i>										
1. Travaux publics. — <i>Openbare Werken</i>	16 568,1	15 499,2	22 574,8	24 307,0	29 682,8	28 862,0				
2. Fonds des Routes. — <i>Wegenfonds</i>	14 000,0	14 140,0	13 610,0	18 578,0	17 638,0	20 568,0				
3. Communications. — <i>Verkeerswezen</i>	9 920,3	13 782,2	16 606,3	20 751,1	21 172,1	25 257,0				
4. Education nationale. — <i>Nationale Opvoeding</i>	11 097,5	13 851,3	13 534,0	16 134,5	18 537,3	16 980,8				
5. Santé publique. — <i>Volksgezondheid</i>	3 442,7	1 880,9	1 513,4	2 531,0	2 531,0	4 655,2				
6. Agriculture. — <i>Landbouw</i>	830,5	317,8	352,4	385,8	401,3	574,8				
7. Affaires économiques. — <i>Economische Zaken</i>	36,6	205,0	47,5	13,9	13,9	203,2				
8. Intérieur. — <i>Binnenlandse Zaken</i>	241,6	271,0	408,0	200,0	200,0	620,0				
9. Affaires étrangères. — <i>Buitenlandse Zaken</i>	48,5	69,6	81,1	84,7	84,7	122,4				
10. Justice. — <i>Justitie</i>	3,8	—	—	—	—	—				
11. Finances. — <i>Financiën</i>	16,5	4,7	807,3	10,0	47,4	—				
Sous-total (1-11). — Subtotaal (1-11)	56 206,1	60 028,3	69 539,8	82 996,0	90 308,5	97 783,4				
12. Gendarmerie. — <i>Rijckswacht</i>	243,2	268,6	512,7	301,0	301,0	380,0				
13. Défense nationale. — <i>Landsverdediging</i>	4,2	69,7	69,4	80,0	80,0	76,0				
Sous-total (12-13). — Subtotaal (12-13)	247,4	338,3	582,1	381,0	381,0	456,0				
Total national (1-13). — Totaal nationaal (1-13)	56 453,5	60 366,6	70 121,9	83 377,0	90 689,5	98 239,4				
<i>b) Culture. — Cultuur.</i>										
14. Culture néerlandaise. — <i>Nederlandse Cultuur</i>	777,9	921,7	974,9	1 216,0	1 216,0	1 545,8				
15. Culture française. — <i>Franse Cultuur</i>	780,0	1 049,8	1 028,6	1 216,0	1 421,0	1 545,8				
16. Culture allemande. — <i>Duitse Cultuur</i>	—	—	13,2	60,0	116,8	66,5				
Sous-total (14-16). — Subtotaal (14-16)	1 557,9	1 971,5	2 016,7	2 492,0	2 753,8	3 158,1				
Total des départements (National + Culturel). Totaal van de departementen (Nationaal + Cultuur)	58 011,4	62 937,7	72 138,6	85 869,0	93 443,3	101 397,5				
17. Flandre. — <i>Vlaanderen</i>	4 230,1	6 534,6	7 224,6	10 537,3	10 748,7	13 246,7				
18. Wallonie. — <i>Wallonië</i>	3 524,6	4 603,4	5 538,4	10 138,3	12 495,7	13 813,9				
19. Bruxelles. — <i>Brussel</i>	257,2	621,2	610,0	2 639,4	4 739,9	3 266,3				
Total des régions. — Totaal van de regio's	8 011,9	11 759,2	13 373,0	23 315,0	27 984,3	30 326,9				
20. Crédits parallèles Wallonie. — <i>Parallele kredieten Wallonië</i>	—	—	—	862,0	2 688,5	38,0				
Total du secteur budgétaire. — Totaal van de budgettaire sector.	66 023,3	74 097,3	85 511,6	110 046,0	124 116,1	131 762,4				

	1975 Réalisations Verwezen- lijkingen	1976 Réalisations Verwezen- lijkingen	1977 Réalisations Verwezen- lijkingen	1978		1979 Programme — Programma
				Programme initial Oorspron- kelijk programma	Programme autorisé Toegelaten programma	
II. — SECTEUR DEBUGETISE. — GEDEBUGETTEERDE SECTOR.						
A. — Travaux publics : — <i>Openbare Werken</i> :						
a) Intercommunales d'autoroutes : — <i>Intercommunales voor autowegen</i> :						
1. E 3	1 400,0	1 300,0	889,0	1 000,0	1 000,0	1 075,0
2. E 5	2 287,4	4 712,6	3 315,0	2 500,0	2 500,0	3 100,0
3. E 39	800,0	1 200,0	1 244,0	1 000,0	1 000,0	1 075,0
4. E 9-E 40	2 000,0	3 249,4	4 199,6	2 600,0	3 600,0	4 000,0
5. Bruxelles. — <i>Brussel</i>	3 250,0	2 000,0	2 067,0	2 250,0	2 750,0	1 785,0
6. Charleroi	2 000,0	1 725,0	1 400,0	1 650,0	1 650,0	1 300,0
7. Flandre occidentale. — <i>West-Vlaanderen</i>	1 500,0	2 225,0	1 257,0	1 000,0	1 000,0	1 400,0
Sous-total (1-7). — <i>Subtotaal (1-7)</i>	13 237,4	16 412,0	14 371,6	12 000,0	13 000,0	13 735,0
b) Autres programmes : — <i>Andere programma's</i> :						
8. Albert Kanaal	1 000,0	1 421,5	600,0	1 890,0	1 890,0	2 165,0
9. Canal Albert			549,7	800,0	800,0	960,0
10. Canal Bruxelles-Rupel. — <i>Kanaal Brussel-Rupel</i>	254,0	254,0	400,0	630,0	630,0	1 000,0
11. Travaux subsidiés (financement Crédit communal). — <i>Gesubsidieerde werken (financiering Gemeentekrediet)</i> .	2 499,8	113,9	217,9	300,0	300,0	375,0
Total b. — <i>Totaal b</i>	3 753,8	1 789,4	1 767,6	3 620,0	3 620,0	4 500,0
Total Travaux publics. — <i>Totaal Openbare Werken</i>	16 991,2	18 201,4	16 139,2	15 620,0	16 620,0	18 235,0
B. — Santé publique : — <i>Volksgezondheid</i> :						
Travaux subsidiés (financement Crédit communal). — <i>Gesubsidieerde werken (financiering Gemeentekrediet)</i>	1 717,1	285,5	234,4	920,0	1 006,0	491,0
Métro. — <i>Metro</i>	985,9	1 952,1	—	—	—	—
Total A+B+C. — <i>Totaal A+B+C</i>	19 694,4	20 439,0	16 373,6	16 540,0	17 626,0	18 726,0
O. — Flandre. — <i>Vlaanderen</i>	1 016,0	4 955,4	6 192,1	9 680,0	10 207,3	10 600,0
E. — Wallonie. — <i>Wallonië</i>	914,8	3 324,9	3 023,1	4 668,1	6 739,0	5 040,0
F. — Bruxelles. — <i>Brussel</i>	197,1	430,8	401,6	1 276,0	2 512,3	1 546,0
Total des régions. — <i>Totaal van de regio's</i>	2 127,9	8 711,1	9 616,8	15 624,1	19 458,6	17 186,0
Totaal du secteur débugétisé. — <i>Totaal van de gedebudgetteerde sector</i>	21 822,3	29 150,1	25 990,4	32 164,1	37 084,6	35 912,0
Total des investissements de l'Etat (I+II). — <i>Totaal van de Staatsinvesteringen (I+II)</i>	87 845,6	103 849,8	111 502,0	142 210,1	161 200,7	167 674,4

Programme des engagements relatifs aux investissements.
Secteur des organismes d'intérêt public.
(En millions de francs.)

Programma van de vastleggingen betreffende de investeringen.
Sector van de instellingen van openbaar nut.
(In miljoenen frank.)

	1975	1976	1977	1978		1979
	Réalisations Verwezen- lijkingen	Réalisations Verwezen- lijkingen	Réalisations Verwezen- lijkingen	Programme initial Oorspron- kelijk programma	Programme autorisé Toegelaten programma	Programme — Programma
Office régulateur de la Navigation intérieure. — Dienst voor Regeping der Binnenvaart	—	—	—	1,4	1,4	9,0
Régie des Transports Maritimes. — Regie voor Maritiem Transport	43,9	67,0	1 089,7	236,5	236,5	1 010,0
Société nationale des Chemins de fer belges. — Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen	769,0	783,0	861,3	947,4	947,4	2 055,9
Société nationale des Chemins de fer vicinaux. — Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen	963,0	826,4	909,4	2 982,9	2 982,9	3 118,7
Sociétés de transports urbains. — Maatschappijen voor stedelijk vervoer	2 025,4	1 493,5	1 701,2	3 604,8	3 604,8	3 429,8
S.N.C.B. — Programme spécial de renouvellement. — N.M.B.S. — Speciaal vernieuwingsprogramma	2 980,0	4 260,0	320,0	530,0	530,0	—
Total Communications. — Totaal Verkeerswezen	6 781,3	7 429,9	4 881,6	8 303,0	8 303,0	9 623,4
Régie des Télégraphes et Téléphones. — Regie van Telegrafie en Telefonie	15 323,0	10 730,0	11 173,8	12 291,2	12 291,2	11 676,6
Régie des Postes. — Regie der Posterijen	1 057,9	1 585,4	1 158,8	1 300,0	1 300,0	1 235,0
	16 380,9	12 315,4	12 332,6	13 591,2	13 591,2	12 911,6
Radiodiffusion - Télévision belge. — Belgische Radio en Televisie	998,5	1 045,3	928,4	1 225,0	1 225,0	1 163,8
Logement : — Huisvesting :						
a) Flandre. — Vlaanderen	9 964,7	10 404,6	12 709,0	15 000,0	15 000,0	18 800,0
b) Wallonie. — Wallonië	8 297,7	7 820,8	12 299,5	11 731,0	11 731,0	13 370,0
c) Bruxelles. — Brussel	1 525,6	2 158,9	2 198,1	2 410,0	2 410,0	2 828,7
	19 788,0	20 384,3	25 206,6	29 141,0	29 141,0	34 998,7
d) Fonds de logement de la Ligue des Familles nombreuses. — Woningfonds van de Bond der Grote Gezinnen	1 738,4	2 966,4	3 866,6	4 932,4	4 973,4	4 685,4
Total Logement — Totaal Huisvesting	21 526,4	23 350,7	29 073,2	34 073,4	34 114,4	39 684,1
Total du secteur des organismes d'intérêt public. — Totaal van de sector van de instellingen van openbaar nut.	45 687,1	44 141,3	47 215,8	57 192,6	57 233,6	63 382,9

B. — Répartition des programmes d'engagement entre les principaux départements.

1. Travaux publics.

a) Généralités.

Le programme d'investissements de 1979 du département des Travaux publics a été fixé par le Gouvernement à 67,605 milliards de francs.

Globalement, il dépasse ainsi de 9,140 milliards ou 15,6 % le programme initial de 1978.

B. — Verdeling van de vastleggingsprogramma's tussen de voornaamste departementen.

1. Openbare Werken.

a) Algemeen.

Het investeringsprogramma voor 1979 van het departement van Openbare Werken werd door de Regering vastgesteld op 67,605 miljard frank.

Alzo wordt het oorspronkelijk programma voor 1978 met 9,145 miljard of 15,6 % overschreden.

La croissance par rapport au programme ajusté de 1978 s'élève à 4,640 milliards ou 7,4 %.

Par grands secteurs du département, la comparaison s'établit comme suit :

	Programme 1978 initial <i>Oorspronkelijk programma 1978</i>	Programme 1978 ajusté <i>Aangepast programma 1978</i>	Programme 1979 <i>Programma 1979</i>	
Routes et autoroutes	30 538	30 638	34 243	Wegen en autowegen.
Voies hydrauliques	19 188	23 588	24 854	Waterwegen.
Bâtiments	7 986	7 986	7 383	Gebouwen.
Divers	753	753	1 125	Diversen.
Total	58 465	62 965	67 605	Totaal.

L'affectation de ces moyens a bien sûr été effectuée en conformité au P.I.P.

Le programme représente la tranche annuelle de 1979 du P.I.P. La publication de celui-ci permet au Parlement de mieux juger du contexte pluriannuel dans lequel les travaux prévus en 1979 s'insèrent.

Comme en 1978, des crédits ont été réservés dans les différents secteurs du département pour des travaux choisis en fonction de critères spécifiques comme leur dimension relativement réduite et la part importante des dépenses de main-d'œuvre dans leur coût.

Ils ont été regroupés dans des articles budgétaires propres en un « programme spécial » qui s'élève à 1 milliard de francs. L'expérience de 1978 a révélé d'une part qu'un tel programme constituait un maillon de liaison intéressant entre le programme d'investissements — dans lequel il s'inscrit — et les travaux effectués au moyen de crédits d'entretien et que, d'autre part, il favorisait l'emploi.

Il permet d'atteindre des objectifs particuliers — souvent délaissés — qui augmentent la qualité et la longévité des infrastructures et d'éviter des dépenses de réparation postérieures dispendieuses.

Il convient maintenant d'examiner par secteur les grands traits de la politique proposée.

b) Routes au autoroutes.

En ce qui concerne l'infrastructure routière, la préoccupation majeure reste de mener à bonne fin les efforts entrepris depuis de nombreuses années pour doter le pays d'un réseau de communications moderne.

Ces efforts, qui ont demandé la mobilisation de crédits considérables, doivent atteindre, le plus tôt possible, leur complète rentabilité.

L'intention n'est certes pas de donner une extension injustifiée au réseau routier. Il subsiste cependant encore des besoins bien établis tant en matière de communications nationales qu'internationales. Le P.I.P. en fournit un large inventaire.

Dans cet ordre d'idées, le budget de 1979 des Travaux publics affecte des crédits à :

— l'achèvement de l'autoroute A 1 (E 10) Bruxelles-Malines-Anvers ;

De stijging ten opzichte van het aangepaste programma voor 1978 bedraagt 4,640 miljard of 7,4 %.

De vergelijking volgens de grote sektoren van het departement is als volgt :

De toewijzing van deze bedragen is uiteraard gebeurd in overeenstemming met het P.I.P.

Het programma omvat de schijf voor het jaar 1979 van het P.I.P. De publicatie hiervan laat het Parlement toe beter te oordelen over het meerjarig geheel waarin de voor 1979 voorziene werken kaderen.

Zoals in 1978 werden in de verschillende sektoren van het departement kredieten voorbehouden voor werken die gekozen werden in functie van bijzondere criteria, zoals hun relatief beperkte omvang en het belangrijk aandeel van handarbeid in de totale kost.

Zij werden gegroepeerd in bijzondere budgettaire artikelen in het geheel van een « speciaal programma » dat 1 miljard frank bedraagt. De ondervinding van 1978 heeft getoond dat enerzijds een dergelijk programma een interessante verbindingsschakel vormt tussen het investeringsprogramma — waarvan het een onderdeel vormt — en de werken uitgevoerd in het raam van het onderhoudsprogramma. Anderzijds bevordert het de tewerkstelling.

Het laat toe bijzondere, dikwijls verwaarloosde, doelstellingen te verwezenlijken, die de kwaliteit en de levensduur van de infrastructuur verhogen, en tevens dure uitgaven voor herstellingswerken achteraf vermijden.

Thans worden per sektor de krachtlijnen van de voorgestelde politiek ontleedt.

b) Wegen en autosnelwegen.

Wat betreft de wegeninfrastructuur, blijft de hoofdbekommerenis de inspanningen reeds sedert vele jaren begonnen om ons land van een modern verkeersnet te voorzien, tot een goed einde te brengen.

Deze inspanningen, die aanzienlijke kredieten gevraagd hebben, dienen zo vlug mogelijk tot hun volledige rendabiliteit te komen.

Het is zeker niet de bedoeling een onverantwoorde uitbreiding aan het wegennet te geven. Er blijven nochtans vaststaande behoeften zowel op het gebied van nationale als internationale verbindingen. Het P.I.P. geeft hiervan een uitgebreide inventaris.

In dit opzicht zijn in de begroting van Openbare Werken voor 1979 kredieten bestemd voor :

— de voltooiing van de autosnelweg A 1 (E 10) Brussel-Mechelen-Antwerpen;

- la transformation de la RN. 177 Bruxelles-Boom-Anvers en autoroute (A 12) ;
- la continuation du triangle autoroutier de Flandre occidentale : l'autoroute A 17 Tournai-Bruges notamment présente une importance primordiale en raison de sa signification économique d'axe de liaison entre le Borinage et le port de Zeebrugge;
- la continuation de l'autoroute A 2 qui, via le contournement ouest de Louvain, doit relier, d'une manière fluide, le Limbourg à la capitale et, par là, à Gand, Bruges et Ostende ;
- la construction accélérée des autoroutes des Ardennes (E 9 - E 40) qui concourront au développement de ces régions et les relieront aux grands itinéraires existants;
- l'autoroute Verviers-Steinebrück qui permettra le désenclavement des Cantons de l'Est ;
- la liaison Bruxelles-Tournai (A 8) sous forme de voie rapide en site neuf : la route actuelle est en effet particulièrement dangereuse et inadéquate.

Dans la conception de ces projets, il ne sera pas tenu compte uniquement de l'aspect technique. L'attention voulue sera également accordée aux aspects écologiques, à l'environnement et au milieu de vie.

Les problèmes de circulation dans les grandes agglomérations doivent également retenir l'attention. Le budget prévoit des crédits importants pour la continuation des rings de Bruxelles, de Charleroi, de Liège et de Mons ainsi que pour entamer la construction, dans la région portuaire anversoise, d'un nouveau tunnel sous l'Escaut à hauteur du Liefkenshoek.

L'effort consacré aux grands axes ne peut aboutir au délaissé du réseau routier ordinaire. Son adaptation, sa modernisation et son entretien restent un but essentiel de gestion. Cette importance apparaît clairement dans l'affectation des crédits dans le budget de 1979.

Cet effort devra être poursuivi dans les années à venir. En maints endroits, le réseau routier ordinaire ne répond, en effet, plus aux besoins actuels. Des améliorations de tracé, de virages dangereux, la création de contournements pour dégorger des centres urbains doivent être menés à bien.

Comme en 1978, un effort particulier sera fait pour les usagers de la route les moins protégés et notamment les cyclistes. Un nouveau programme de pistes cyclables a été élaboré.

Enfin, les crédits du « programme spécial » dont il a été question au début de cet exposé seront consacrés dans le secteur routier à l'amélioration de la sécurité. Il servira plus précisément à l'aménagement et l'amélioration des carrefours, le redressement de courbes, le placement de dispositifs de sécurité, la réparation des chaussées ornières et l'aménagement d'arrêts d'autobus.

c) Voies hydrauliques.

Les crédits alloués à ce secteur connaissent, comme le montre le tableau inséré plus haut, une croissance considérable, localisée particulièrement dans le domaine portuaire.

Tant les subsides pour les travaux d'infrastructure et de superstructure réalisés par les Pouvoirs locaux aux ports dont

- de l'omvorming van de RW 177 Brussel-Boom-Antwerpen tot autosnelweg (A 12);
- de voortzetting van de autosnelwegdriehoek van West-Vlaanderen : de autosnelweg A 17 Doornik-Brugge is namelijk van kapitaal belang door zijn economische betekenis als verbindsader tussen de Borinage en de haven van Zeebrugge;
- de voortzetting van de autosnelweg A 2, die via de westelijke omleiding om Leuven, Limburg op een vlotte wijze met Brussel moet verbinden en verderop met Gent, Brugge en Oostende;
- de versnelde uitbouw van de autosnelwegen der Ardennen (E 9-E 40), die zullen bijdragen tot de ontwikkeling van deze regio's en deze zullen verbinden met de bestaande grote verkeersaders;
- de autosnelweg Verviers-Steinebrück, die de ontsluiting van de Oostkantons zal toelaten;
- de verbinding Brussel-Doornik (A 8) als autoweg op een nieuwe wegzone : de bestaande weg is inderdaad bijzonder gevvaarlijk en beantwoordt niet aan de vereisten.

Bij de uitwerking van deze projecten zal niet alleen rekening gehouden worden met het technisch aspect. De nodige aandacht zal eveneens gaan naar de ecologische, landschappelijke en leefmilieufactoren.

De verkeersproblemen in de grote agglomeraties hebben eveneens de aandacht weerhouden. Het budget voorziet belangrijke kredieten voor de voortzetting van de werken aan de Ringen om Brussel, Charleroi, Luik en Bergen. Tevens omvat zij kredieten om in het Antwerps havengebied de bouw aan te vatten van een nieuwe tunnel onder de Schelde, ter hoogte van Liefkenshoek.

De inspanning geleverd ten gunste van de grote verkeersaders mag niet leiden tot de verwaarlozing van het gewoon wegennet. De aanpassing, de modernisering en het onderhoud ervan blijven een essentieel element in het beleid. Dit belang blijkt duidelijk uit de bestemming van de kredieten in het budget 1979.

Deze inspanning zal dienen voortgezet te worden in de komende jaren. Op tal van plaatsen beantwoordt het gewoon wegennet inderdaad niet meer aan de huidige behoeften. Verbeteringen aan het tracé en aan gevvaarlijke bochten, het verwijzelen van omleidingen ten einde de stedelijke centra te ontlasten, dienen doorgevoerd te worden.

Zoals in 1978 zal een bijzondere inspanning gedaan worden voor de minst beschermd weggebruikers, zoals de fietsers. Een verder programma van fietspaden werd uitgewerkt.

Tenslotte zullen de kredieten van het « speciaal programma » waarvan sprake in het begin van deze uiteenzetting, besteed worden aan de verbetering van de veiligheid van de weggebruiker. Het zal meer bepaald dienen voor de inrichting en verbetering van kruispunten, de rechttrekking van bochten, het plaatsen van veiligheidsafsluitingen, het wegwerken van spoortvorming en het aanleggen van autobushaltes.

c) Waterwegen.

De aan deze sektor toegekende kredieten kennen een belangrijke verhoging die zich vooral situeert in het domein van de havens, zoals blijkt uit hogergenoemde tabel.

Zo wel de subsidies voor de infrastructuurwerken en de superstructuurwerken uitgevoerd door de plaatselijke bestu-

ils ont la gestion (Anvers, Zeebrugge, Ostende, Liège, Namur et Charleroi) que les investissements de l'Etat connaissent un accroissement sensible.

A Anvers, les travaux d'aménagement du port sur la rive gauche de l'Escaut seront continués.

A Zeebrugge, les travaux de l'avant-port nécessaires à l'accueil du gaz naturel algérien en octobre 1982 se poursuivront à un rythme soutenu.

Les travaux d'infrastructure de l'arrière-port (ponts, bâtiments de service et bassins) seront menés parallèlement.

Le programme prévoit d'autre part la continuation des travaux d'amélioration et d'approfondissement de l'Escaut, l'entretien des passes en mer et la défense de la côte.

Le « Plan Sigma » de consolidation et d'exhaussement des digues mobilisera des crédits en forte augmentation. L'étude du barrage antitempête d'Oosterweel sera entamée.

Un effort accru sera de même consenti pour le démergencement des vallées de la Meuse et de la Haine.

Le programme des travaux pour l'augmentation et l'amélioration de la production d'eau à partir des barrages de l'Eau-d'Heure, de la Vesdre et de la Gileppe sera activement poursuivi.

Les travaux prévus aux cours d'eau navigables permettront la continuation du programme en cours depuis de longues années.

Les travaux importants sont prévus au Haut-Escaut, à la Lys, au Canal Gand-Bruges-Ostende, au Canal de dérivation de la Lys, à la Meuse, à l'Ourthe ainsi qu'au Canal du Centre en vue du rachat de la chute de Strépy-Bracquegnies.

Enfin, 300 millions ont été affectés au « programme spécial » de petits travaux qui permettront entre autres des travaux de modernisation et de renforcement de digues et de rives le long des canaux et des fleuves, la destruction d'anciens ouvrages d'art et le renouvellement de portes d'écluses.

d) Bâtiments

La mission de l'Administration et de la Régie des Bâtiments consiste à loger les services de l'Etat et de certains autres services publics.

Trois moyens essentiels peuvent être mis en œuvre pour remplir cette fonction : la construction, l'acquisition et la location.

Cette dernière voie doit bien sûr être écartée dans toute la mesure du possible car elle est la plus coûteuse dès lors que le besoin à satisfaire est permanent.

Entre la construction et l'acquisition, le choix doit s'opérer selon les circonstances. Le plus souvent, la construction se révèle le mode le plus adéquat. Economiquement, il crée une demande publique favorable à l'emploi.

Les crédits accordés au secteur des bâtiments s'élèvent à 7 383 millions.

Un effort particulier est prévu au profit des Communautés européennes, tant au profit de leur siège que pour leurs écoles.

Le programme doit également permettre la poursuite, à un rythme soutenu, de l'achèvement de la Cité administrative de l'Etat de Bruxelles qu'il convient de pouvoir occuper rapidement pour rentabiliser les énormes investissements déjà consentis.

En Wallonie et en Flandre, de nombreux travaux seront réalisés pour les différents départements ministériels pour lesquels la Régie est compétente. A côté des centres administratifs pluri-départementaux, cet effort bénéficiera prin-

ren in de door hen beheerde havens (Antwerpen, Zeebrugge, Gent, Oostende, Luik, Namen en Charleroi) alsook de overheidsinvesteringen, kennen een beduidende aangroei.

Te Antwerpen zullen de werken voor de uitbouw van de haven op de linkeroever van de Schelde voortgezet worden.

Te Zeebrugge worden de werken aan de voorhaven, ver eist voor de ontvangst in oktober 1982 van het algerijns aardgas, volgens een strak schema verder gezet.

De infrastructuurwerken in de achterhaven (bruggen, dienstgebouwen en dokken) worden gelijktijdig uitgevoerd.

Het programma voorziet tevens de voortzetting van de verbeterings- en verdiepingswerken van de Schelde, het in stand houden van de zeepassen en de kustverdediging.

Het « Sigma plan » tot versteviging en verhoging van de dijken zal sterk aangroeide kredietën oplorpen. Met de studie van de stormstuwt te Oosterweel wordt gestart.

Een verhoogde inspanning zal geleverd worden voor de ontwatering van de Maas en de Hainevallei.

Het programma van de werken ter verhoging en verbetering van de productie van water afkomstig van de stuwdammen van de « Eau d'Heure », de Vesdre en de Gileppe wordt intensief verder gezet.

De werken voorzien voor de bevaarbare waterlopen zullen de voortzetting van het sinds jaren lopende programma toelaten.

Zo zijn belangrijke werken voorzien op de Boven-Schelde, de Leie, het kanaal Gent-Brugge-Oostende, het afleidingskanaal der Leie, de Maas, de Ourthe, alsook aan het Centrumkanaal met het oog op het overwinnen van het verval te Strépy-Bracquegnies.

Tenslotte, werd 300 miljoen toegewezen aan het « Speciaal programma » van kleine werken dat o.a. zal toelaten moderniseringen- en versterkingswerken aan dijken en oevers langs de kanalen en rivieren, de afbraak van oude kunstwerken en vernieuwing van sluisdeuren, enzomeer uit te voeren.

d) Gebouwen.

De opdracht van het Bestuur en de Regie der Gebouwen bestaat erin de diensten van de Staat en bepaalde andere openbare instellingen te huisvesten.

Hiervoor bestaan er drie mogelijkheden : bouwen, aankopen of verhuren.

Deze laatste mogelijkheid moet evenwel in de mate van het mogelijke terzijde gelaten worden daar zij de duurste mogelijkheid is als er permanent behoeft is aan bureelruimte.

Tussen bouwen en aankopen moet gekozen worden al naargelang de omstandigheden. Meestal blijkt bouwen het meest efficiënte te zijn. Economisch gezien, is het ook interessant voor de tewerkstelling.

De toegestane kredieten in de sector gebouwen lopen op tot 7 383 miljoen.

Een bijzondere inspanning is voorzien voor de E.E.G. zowel voor de zetel als voor de scholen.

Het programma dient eveneens aan een strak ritme de voltooiing te voorzien van het Rijksadministratief Centrum te Brussel om de reeds toegestane enorme kredieten rendabel te maken.

In Vlaanderen en in Wallonië zullen verschillende werken gerealiseerd worden voor de verschillende ministeriële departementen waarvoor de Regie bevoegd is. Wat betreft de administratieve centra die verschillende departementen huis-

cipalement aux départements de la Justice, des Finances, de la Santé publique et de l'Intérieur dont les besoins sont particulièrement pressants.

Tout comme dans les autres grands secteurs, des crédits ont été réservés pour constituer un « programme spécial » de petits travaux faisant appel à une main-d'œuvre nombreuse.

En matière d'entretien, les crédits ont pu être maintenus au niveau atteint après leur forte croissance de l'année précédente.

Notons enfin que le crédit destiné aux locations, après avoir été diminué en cours d'année 1978, a pu être stabilisé à ce niveau réduit.

C'est là un effet heureux de la politique d'investissements menée depuis sa création par la Régie des Bâtiments. Cette tendance devrait s'accentuer à moyen terme.

e) *Electricité et électromécanique.*

Les crédits propres à cette administration s'élèvent à 325 millions. Ils servent à la pose et à la gestion d'appareils de télécommande, de télémétrie, de télésignalisation et d'informatique.

L'A.E.E. dispose également d'un crédit de 1 340 millions au sein du budget du Fonds des Routes. Il est destiné à l'équipement électromécanique d'ouvrages d'art et du réseau routier en général. Ces équipements constituent le complément indispensable des infrastructures construites par les autres administrations du département.

2. Communications.

a) S.N.C.B.

En attendant que les mesures de relance prises tant sur le plan national qu'international sortent pleinement leurs effets et permettent de se voir dessiner une conjoncture économique plus favorable, la S.N.C.B. continue à appliquer les principes qui sont à la base de sa gestion, à savoir l'amélioration constante de la qualité du service offert à la clientèle, un effort de rationalisation permanent des services et des installations, l'augmentation des normes de sécurité du transport de voyageurs et l'activation de l'intégration européenne des chemins de fer.

Aussi, dans le domaine de l'infrastructure, la S.N.C.B. poursuit la réalisation des objectifs qu'elle s'est assignés dans le cadre du plan quinquennal 1976-1980, ses efforts étant axés plus particulièrement sur :

- l'électrification progressive du réseau en accordant la priorité aux deux grandes dorsales régionales : Mouscron — Tournai — Mons — Liège — Visé et Mouscron — Courtrai — Anvers — Aarschot — Hasselt — Visé;
- l'amélioration de la desserte ferroviaire des grands centres;
- le renforcement de la sécurité du trafic aux croisements rail-route, par la suppression ou la modernisation des passages à niveau;
- le renouvellement nécessaire du parc du matériel roulant;
- la restructuration des lignes desservant l'industrie sidérurgique.

vesten, komen deze inspanningen vooral te goed aan de departementen van Justitie, Financiën, Volksgezondheid en Binnenlandse Zaken waarvan de behoeften het meest dringend zijn.

Net zoals in de andere grote sectoren, worden kredieten voorbehouden voor een « speciaal programma » met kleine werken die beroep doen op veel handenarbeid.

Inzake onderhoud, zullen de kredieten worden behouden op het niveau van vorig jaar.

Noteren we tenslotte dat de kredieten bestemd voor de inhuringen, na verminderd te zijn tijdens het jaar 1978, gestabiliseerd werden op dit verminderd niveau.

Het is een verheugende vaststelling voor de gevoerde investeringspolitiek sinds de oprichting van de Regie der Gebouwen. Deze tendens moet zich accentueren op middellange termijn.

e) *Electriciteit en Electromechanica.*

De kredieten eigen aan deze administratie lopen op tot 325 miljoen. Zij dienen voor het plaatsen en het beheren van afstandsbedieningstoestellen, afstandsmeting, afstandssignalisatie en informatie.

Het Bestuur voor Electriciteit en Electromechanica beschikt eveneens over een krediet van 1 340 miljoen voorzien in het kader van het budget van het Wegenfonds. Het is bestemd voor de electromechanische uitrusting van kunstwerken en het algemeen wegennetwerk. Deze uitrusting bestaat in de noodzakelijke aanvullingen van infrastructuurwerken voor de andere administraties van het departement.

2. Verkeerswezen.

a) N.M.B.S.

In afwachting dat de relancemaatregelen zowel op het nationaal als het internationaal vlak hun uitwerking zullen doen gelden en een meer gunstige evolutie van de economische conjunctuur zich zal aftekenen, gaat de N.M.B.S. voort met de toepassing van de beginseisen die aan de basis liggen van haar beheer, te weten de gestadige verbetering van de kwaliteit van de aan de klanten aangeboden diensten, een onverpoosde inspanning tot rationalisering van de diensten en installaties, de verhoging van de veiligheidsnormen voor het reizigersvervoer en de activering van de Europese spoorwegintegratie.

Op het gebied van de infrastructuur gaat de N.M.B.S. dan ook verder met de verwezenlijking van de doelstellingen die zij zich gesteld heeft in het kader van het vijfjarenplan 1976-1980, met dien verstande dat haar inspanningen meer in het bijzonder gericht worden op :

- de geleidelijke elektrificering van het net met voorrang voor de twee grote gewestelijke dwarslijnen Moeskroen — Kortrijk — Antwerpen — Aarschot — Hasselt — Wezet en Moeskroen — Doornik — Bergen — Luik — Wezet;
- de verbetering van de spoorwegbediening van de grote centra;
- de verhoging van de veiligheid van het verkeer aan de kruisingen spoor-weg door de afschaffing of de modernisering van overwegen;
- de noodzakelijke vernieuwing van het rollend materieel;
- de herstructureren van de lijnen ter bediening van de staalnijverheid.

La modernisation du réseau s'inscrit dans le contexte de la politique de promotion de transports publics que le Gouvernement entend favoriser.

Le programme d'investissements admis pour le secteur concerné ne néglige cependant aucune des grandes options du temps présent : la relance économique, l'environnement et l'énergie-tique.

Il est à préciser enfin que les commandes de biens d'investissements passées par la S.N.C.B., surtout à l'industrie de la construction de matériel roulant ferroviaire, constituent un apport appréciable à l'économie nationale.

b) Société de transports en commun urbains et S.N.C.V.

Sur le plan de l'infrastructure des transports en commun dans les grands centres urbains, dont la charge est supportée directement par le budget de l'Etat, les projets d'investissements programmés pour l'année 1979 permettront de poursuivre les efforts consentis ces dernières années en vue de doter chacun de ces centres de réseaux rapides et d'installations modernes.

Il y a lieu de mentionner pour Bruxelles le parachèvement des extensions de l'axe de métro Est-Ouest, les travaux de gros-œuvre de la ligne de métro en direction de la place E. Bockstael et du quartier du Heysel d'une part et en direction d'Anderlecht (place du Meir) d'autre part, la construction du dépôt de voitures à proximité du pont Teichmann ainsi que l'étude permettant de trouver une solution adéquate pour le goulot d'étranglement de la porte Louise.

A Anvers, l'effort principal sera porté sur la prolongation du deuxième axe avenue de France — chaussée de Turnhout en direction du Schijnpoort (construction du pertuis du tunnel de métro sur les tronçons rue de l'Eglise — Willibrordus — Schijnpoort).

A Liège, la priorité sera accordée à la réalisation de la deuxième phase des travaux de gros-œuvre de la station d'autobus souterraine à la place Saint-Lambert, à la construction du tunnel Fonds Saint-Servais ainsi qu'au parachèvement du dépôt de Grivegnée.

A Charleroi, les travaux de gros œuvre de plusieurs tronçons situés dans l'axe des antennes radiales aboutissant à la ceinture urbaine seront entamés dès 1979. L'équipement et le parachèvement de stations et de tronçons en voie de construction sera poursuivi en même temps.

Enfin à Gand, le programme comporte les travaux en vue de l'extension de la ligne de tram n° 1 (place Van Beveren-Wondelgem).

Quant aux investissements sur fonds propres prévus pour 1979, soit 3 429,8 millions de francs pour les sociétés de transports en commun et 3 118,7 millions de francs pour la S.N.C.V., leur volume correspond à celui de 1978.

Comme pour l'exercice précédent, l'achat de matériel roulant constituera une part importante des dépenses d'investissements, à savoir :

a) le solde (23 voitures) de la commande de 103 voitures de tramway dont 49 pour la côte et 54 pour Charleroi ainsi que l'équipement de ces 103 voitures et des 2 prototypes;

b) 30 voitures de tramway de grande capacité pour l'exploitation des lignes de la petite ceinture à Bruxelles, en métro léger;

c) 140 autobus pour la S.N.C.V.;

d) 31 autobus pour la M.I.V.G. (Gand);

e) 30 autobus pour la S.T.I.V. (Verviers).

De modernisering van het net dient gezien in de kontekst van de door de Regering voorgestane politiek tot bevordering van het openbaar vervoer.

Het voor de betrokken sektor toegestane investeringsprogramma verwaarloost evenwel geen enkele van de grote opties van deze tijd : de economische heroplevering, de ecologie en het energieverbruik.

Er valt tenslotte te onderlijnen dat de door de N.M.B.S. geplaatste bestellingen van investeringsgoederen, inzonderheid aan de constructienijverheid van rollend spoorwegmaterieel, een wezenlijke bijdrage leveren tot de nationale economie.

b) Maatschappijen voor stedelijk gemeenschappelijk vervoer en N.M.V.B.

Op het vlak van de infrastructuur van het gemeenschappelijk vervoer in de grote stedelijke centra, waarvan de lasten rechtstreeks door de staatsbegroting worden gedragen, zullen de geprogrammeerde investeringsprojekten voor 1979 toelaten de inspanningen van de laatste jaren voort te zetten met het opzet elk van de betrokken centra uit te rusten met een snel lijnennet en moderne installaties.

Voor Brussel dient vermeld de afwerking van de uitbreidingen van de metro-as Oost-West, de ruwbouwwerken van de metro-lijn in de richting van het E. Bockstaelpark en de wijk van de Heysel enerzijds, in de richting Anderlecht anderzijds (Meirplaats), de bouw van de stelplaats voor rijtuigen nabij de Teichmannbrug alsmede de studie met het oog een aangepaste oplossing te vinden voor het knelpunt van de Louizapoort.

Te Antwerpen zal het zwaartepunt liggen op de verlenging van de tweede as Frankrijklei — Turnhoutsebaan in de richting van de Schijnpoort (bouw van de tunnelkoker van de metro op de vakken Kerkstraat — Willibrordus — Schijnpoort).

In Luik zal de voorrang gegeven worden aan de verwezenlijking van de ruwbouwwerken van de ondergrondse parkeerplaats voor autobussen op het Sint-Lambertusplein, aan de bouw van de tunnel Fonds Sint-Servais alsook aan de voltooiing van de stelplaats te Grivegnée.

In Charleroi zullen de ruwbouwwerken van meerdere vakken gelegen op de radiale assen die uitlopen op de stadsring, vanaf 1979 worden aangevat. De uitrusting en de afwerking van de stations en van de vakken die in uitvoering zijn, zullen tegelijkertijd worden voortgezet.

In Gent tenslotte omvat het programma de werken met het oog op de uitbreiding van tramlijn n° 1 (Van Beveren-plein-Wondelgem).

Wat de investeringen op eigen middelen aangaat zal hun volume voorzien voor 1979, hetzij 3 429,8 miljoen voor de stedelijke maatschappijen, 3 118,7 miljoen voor de N.M.V.B., overeenstemmen met dat van 1978.

Zoals het vorig dienstjaar zal de aankoop van rollend materieel een belangrijk aandeel vertegenwoordigen in de investeringsuitgaven, te weten :

a) het saldo (23 rijtuigen) van de bestelling van 103 tramrijtuigen waarvan 49 voor de kust en 54 voor Charleroi, alsook de uitrusting van deze 103 rijtuigen en van 2 prototypes;

b) 30 tramrijtuigen met grote capaciteit van het type stadbaan voor de exploitatie van de lijnen van de kleine ring te Brussel;

c) 140 autobussen voor de N.M.V.B.;

d) 31 autobussen voor de M.I.V.G. (Gent);

e) 30 autobussen voor de S.T.I.V. (Verviers).

c) *Régie des Voies Aériennes.*

La progression constante du trafic aérien international de passagers et de marchandises implique l'aménagement et l'extension des installations aéroportuaires. A l'aéroport de Bruxelles National les travaux d'agrandissement de l'aérogare et des aires de parage contribueront à l'amélioration des facilités accordées aux voyageurs. La réalisation de la nouvelle zone de fret située au nord de l'aéroport se poursuit et l'achèvement des travaux est prévu pour 1980.

Un montant de 300 millions de francs sera consacré à la construction d'un nouveau bâtiment destiné aux services de la Régie des voies aériennes, tandis que 285 millions de francs sont prévus pour des travaux de rechargement de la piste principale dont le revêtement date de plus de vingt ans.

Afin de leur permettre d'assumer leur rôle spécifique, des travaux d'entretien et d'aménagement sont également prévus sur les huit aéroports régionaux gérés par la Régie ainsi qu'à des installations techniques sises en dehors des aérodromes.

d) *Marine.*

Un montant de 889,5 millions sera affecté à la poursuite des travaux relatifs à l'établissement le long de l'Escaut d'une chaîne de radar et d'un système de télécommunications.

e) *Régie des Télégraphes et des Téléphones.*

L'équilibre du budget pour l'exercice 1979 est atteint sans qu'une adaptation des tarifs des télécommunications soit nécessaire et ceci dans le cadre des décisions importantes ci-après :

1. Le crédit d'engagement pour « Travaux d'établissement confiés à des tiers » a été fixé à 11 676,6 millions.
2. Priorité absolue aux investissements relatifs à l'écoulement du trafic et au télex.
3. Raccordement des nouveaux abonnés dans le délai estimé normal de 6 semaines en moyenne, ce qui implique que la liste d'attente des aspirants-abonnés doit diminuer jusqu'à 36 000 unités.
4. Adaptation à l'évolution technique afin de satisfaire de la manière la plus appropriée aux nouveaux besoins, surtout ceux relatifs à la transmission de données.
5. L'effectif en personnel sera adapté aux besoins fonctionnels, ce qui rendra possibles des recrutements portant le nombre d'unités budgétaires à 29.365 (au 31 décembre 1979). En outre, on poursuivra l'effort d'amélioration de la qualification du personnel.
6. Un accroissement net du nombre d'abonnés d'environ 122 000, dans le cadre d'une production brute de raccordements téléphoniques de 290 000 unités.
7. Autofinancement des investissements dans les limites du budget, à concurrence de 44,9 %. En 1976, on n'a atteint que 34,5 %. De ce fait, le rythme d'augmentation des charges financières sera limité autant que possible.

Les recettes d'exploitation nettes pour l'exercice 1979 sont estimées à 34 milliards 737 millions, soit une augmentation de 7,6 % par rapport à 1978.

c) *Regie der Luchtwegen.*

Met de gestadige aangroei van het internationaal luchtverkeer van passagiers en goederen gaat de aanpassing en de uitbreiding gepaard van de luchthaveninstallaties. De vergrotingswerken van het luchthavenstation en van de inschepingsvloeren te Brussel-Nationaal zullen bijdragen tot de verbetering van de aan de reizigers aangeboden faciliteiten. De verwezenlijking van de nieuwe vrachtzone gelegen aan de noordkant van de luchthaven wordt voortgezet en de voltooiing van de werken is in uitzicht gesteld tegen 1980.

Een bedrag van 300 miljoen frank is voorzien voor het optrekken van een nieuw gebouw bestemd voor de diensten van de Regie der Luchtwegen en 285 miljoen frank zal aangewend worden voor overlaging van de hoofdstartbaan waarvan de bekleding meer dan twintig jaar oud is.

Teneinde hen toe te laten hun specifieke opdracht te vervullen, zijn op de acht gewestelijke door de Regie beheerde luchthavens, eveneens onderhouds- en aanpassingswerken voorzien, evenals aan de technische installaties gelegen buiten de vliegvelden.

d) *Zeewezen.*

Een bedrag van 889,5 miljoen zal aangewend worden voor de voortzetting van de werken in verband met de opstelling van een radarketen en van een televerbindingssysteem langs de Schelde.

e) *Regie van Telegrafie en Telefonie.*

Het evenwicht van de begroting voor het dienstjaar 1979 werd bereikt zonder dat een aanpassing van de telecomunicatieterieven noodzakelijk is en dit in het kader van de volgende belangrijke beslissingen :

1. Het vastleggingskrediet voor « Werken van oprichting aan derden toevertrouwd » bedraagt 11 676,6 miljoen.
2. Absolute voorrang voor de investeringen in verband met de verkeersafwikkeling en wat de telex betreft.
3. Aansluiting van de nieuwe abonnees in de normaal geachte tijdspanne van gemiddeld 6 weken wat impliceert dat de wachttijst van de aspirant-telefoonabonnees moet verminderen tot 36 000 eenheden.
4. De technische evolutie volgen om de nieuwe behoeften op passende wijze te voldoen, vooral in verband met de datatransmissie.
5. De personeelssterkte zal worden aangepast aan de functionele behoeften waardoor de mogelijkheid geschapen wordt aanwervingen te verrichten om het aantal budgettaire eenheden op te voeren tot 29 365 (op 31 december 1979). Er zal tevens verder gestreefd worden naar een kwalitatieve verbetering van het personeel.
6. Een netto-aangroei van het aantal abonnees met circa 122 000 in het kader van een bruto-produkt van telefoon-aansluitingen van 290 000 eenheden.
7. Autofinanciering van de investeringen binnen de perken van de begroting, ten belope van 44,9 %. In 1976 werd slechts 34,5 % bereikt. Hierdoor zal het stijgingsritme van de financiële lasten zoveel mogelijk beperkt worden.

De netto-exploitatieontvangsten voor het dienstjaar 1979 worden geraamde op 34 miljard 737 miljoen, d.i. een verhoging met 7,6 % t.o.v. 1978.

La perte de recettes résultant du tarif téléphonique social est estimée à 278 millions de francs.

Le budget prévoit un bénéfice de 20,9 millions de francs.

3. Santé publique.

Les investissements relatifs à la Santé publique sont en majeure partie financés à charge des budgets régionaux.

Les investissements à charge du budget national sont les suivants :

a) Secteur des hôpitaux et des institutions medico-sociales.

Pour la subsdiation de la construction des hôpitaux universitaires, un crédit de 1,3 milliard de francs est prévu.

Le programme pour la construction de crèches et d'autres équipements pour l'accueil d'enfants s'élève à 300 millions de francs.

b) Lutte contre les nuisances.

Pour la lutte contre le bruit et contre la pollution de l'air, il est prévu un crédit d'engagement de 200 millions de francs, en vue de poursuivre la construction du réseau automatique de mesure de la pollution de l'air.

c) Production d'eau.

La politique en matière de distribution d'eau a été régionalisée à l'exception des grands travaux hydrauliques destinés à la production d'eau, pour lesquels un montant de 2,1 milliards de francs a été prévu.

Les crédits concernent :

- les compléments à apporter aux ouvrages en cours : à la Gileppe à Verviers, au Ry de Rome à Couvin, à Nisramont, à Eupen et à Broechem;
- la poursuite du financement des installations de Tailfer;
- la première phase d'ouvrages nouveaux à Viersel et dans la région côtière;
- la construction d'installations d'infiltration à Grobbendonk, de centres de production sur l'Ourthe Occidentale et à partir des gravières de la Meuse ainsi que l'établissement des liaisons Tailfer-Charleroi et Tailfer-Louvain-Malines.

d) Travaux d'assainissement de bassins hydrographiques urbains.

Les crédits pour les travaux d'assainissement des bassins hydrographiques urbains s'élèvent à 1 030 millions de francs et sont destinés à des travaux d'évacuation des eaux de pluie dans les villes de Bruxelles, d'Anvers et de Gand et dans la région côtière.

De inkostenderving als gevolg van het sociaal telefoontarief wordt geraamd op 278 miljoen frank.

De begroting voorziet een winst van 20,9 miljoen frank.

3. Volksgezondheid.

De investeringen in verband met de Volksgezondheid zijn voor een zeer belangrijke mate gefinancierd ten laste van de regionale begrotingen.

De investeringen die ten laste van de nationale begroting worden voorzien zijn de volgende :

a) Sector van de ziekenhuizen en medisch-sociale instellingen.

Voor de betoelaging voor de bouw van de universitaire ziekenhuizen werd een krediet van 1,3 miljard frank voorzien.

Het programma van de bouw van kribben en andere voorzieningen voor de kinderopvang bedraagt 300 miljoen frank.

b) Strijd tegen de binder.

Voor de strijd tegen het lawaai en de luchtverontreiniging werd een bedrag van 200 miljoen frank uitgetrokken, met het oog op het voortzetten van de bouw van het automatisch luchtverontreinigingsmeetnet.

c) Waterproductie.

Het beleid inzake watervoorziening werd geregionaliseerd met uitzondering van de grote waterbouwkundige werken in verband met de waterproductie, waarvoor een bedrag van 2,1 miljard frank werd voorzien.

De kredieten worden bestemd voor :

- bijkomende verwijzingen aan in uitvoering zijnde werken : op de Gileppe te Verviers, op de Ry de Rome te Couvin, te Nisramont, te Eupen en te Broechem;
- de verdere financiering van de installaties te Tailfer;
- de eerste fase van nieuwe werken te Viersel en in de kuststreek;
- het verwijzen van infiltratie-installaties te Grobbendonk, van produktiecentra, namelijk op de Wester-Ourthe en vertrekende van de steengroeven van de Maas, evenals het aanleggen van verbindingssleidingen Tailfer-Charleroi en Tailfer-Leuven-Mechelen.

d) Ontwateringswerken voor stedelijke hydrografischebekkens.

De kredieten voor de stedelijke ontwatering bedragen 1 030 miljoen frank en zijn bestemd voor de afvoer van regenwater in de steden Brussel, Antwerpen en Gent en in het kustgebied.

C. — Les décaissements.

Décaissements du secteur budgétaire.
sur les programmes d'investissements.

(En millions de francs.)

C. — De kasuitkeringen.

Betalingen van de budgettaire sector
op de investeringsprogramma's.

(In miljoenen frank.)

	1975 Décaissements <i>Betalingen</i>	1976 Décaissements <i>Betalingen</i>	1977 Décaissements <i>Betalingen</i>	1978 Prévision de décaissements <i>Betalings- voortuizichten</i>	1979 Crédits <i>Kredieten</i>
1. Trauvaux publics. — Openbare Werken	16 883,8	15 073,9	16 965,7	19 022,0	26 604,2
2. Fonds des Routes. — Wegenfonds	11 088,9	13 677,2	14 466,5	13 211,0	17 866,0
3. Communications. — Verkeerswezen	6 905,8	9 173,1	10 504,8	11 735,0	20 050,2
4. Education nationale. — Nationale Opvoeding	9 033,4	10 632,7	11 450,4	12 790,0	16 737,2
5. Culture. — Cultuur	804,0	1 188,0	1 464,6	1 740,0	2 405,0
6. Santé publique. — Volksgezondheid	3 601,4	3 836,9	3 350,0	2 790,0	3 787,2
7. Agriculture. — Landbouw	725,0	584,4	525,6	317,0	553,9
8. Affaires économiques. — Economische Zaken	43,8	65,4	112,2	75,0	205,7
9. Intérieur. — Binnenlandse Zaken	234,8	262,9	93,8	257,0	695,0
10. Affaires étrangères. — Buitenlandse Zaken	40,7	59,3	71,5	65,0	122,4
11. Justice. — Justitie	18,6	3,8	—	3,0	—
12. Finances. — Financiën	11,1	14,4	769,9	44,0	—
Sous-total (1-12). — Subtotaal (1-12).	49 391,3	53 972,0	59 775,0	62 049,0	89 026,7
13. Gendarmerie. — Rijkswacht	165,4	277,7	259,3	275,0	415,0
14. Défense nationale. — Landsverdediging	4,5	15,0	39,8	67,0	57,0
Sous-total (13-14). — Subtotaal (13-14).	169,9	292,7	299,1	342,0	472,0
Total des départements. — Totaal van departementen.	49 561,2	54 264,7	60 074,1	62 391,0	89 498,7
Flandre. — Vlaanderen	962,1	3 067,5	5 167,8	6 841,0	9 453,0
Wallonie. — Wallonië	713,6	2 528,9	3 631,0	5 027,0	9 194,1
Bruxelles. — Brussel	96,5	173,0	404,6	731,0	1 643,3
Total des régions. — Totaal van regio's.	1 772,2	5 769,4	9 203,4	12 599,0	20 290,4
Total général. — Algemeen totaal.	51 333,4	60 034,1	69 277,5	74 990,0	109 789,1

Conformément à la présentation adoptée depuis 1975, les chiffres mentionnés pour l'année 1979 ont trait, non aux décaissements réels, mais aux crédits inscrits dans les budgets.

Overeenkomstig de sedert 1975 aangenomen voorstelling, hebben de voor het jaar 1979 vermelde cijfers evenwel geen betrekking op de werkelijke kasuitkeringen maar wel op de kredieten ingeschreven op de begrotingen.

CHAPITRE VI.

La politique sociale.

Le budget de 1979 confirme l'effort soutenu au bénéfice du secteur social.

Dans le cadre des possibilités budgétaires, le Gouvernement a poursuivi sa politique en faveur des plus défavorisés.

En outre un effort spécial est fait en matière de la politique de l'emploi et les mesures spéciales qui ont été prises pour résorber le chômage sont poursuivies et même élargies.

Le budget de l'Etat ne représente toutefois qu'une partie de l'ensemble des prestations sociales. D'ailleurs, la plus importante est financée par les cotisations des employeurs et des travailleurs.

HOOFDSTUK VI.

Het sociaal beleid.

De begroting 1979 bevestigt de volgehouden inspanning ten gunste van de sociale sector.

In het raam van de budgettaire mogelijkheden heeft de Regering haar politiek ten bate van de minstbedeelden voortgezet.

Daarenboven wordt er een speciale inspanning gedaan inzake het tewerkstellingsbeleid en worden de speciale maatregelen getroffen tot opslorping van de werkloosheid verder gegeten en nog uitgebreid.

De Rijksbegroting vertegenwoordigt evenwel slechts een gedeelte van die prestaties. Het overige gedeelte wordt gefinancierd door de bijdragen en afhoudingen van de werkgevers en de werknemers.

Le tableau ci-après donne un aperçu des prestations réparties selon les diverses catégories de bénéficiaires :

(En milliards de francs.)

(In miljarden frank.)

De hiernavolgende tabel geeft een overzicht van de gezamelijke sociale prestaties die aan de verschillende categorieën van begünstigden worden verleend :

	Réalisations — Verwezenlijkingen				1978		1979
	1974	1975	1976	1977	Initial Initiaal	Ajusté Aangepast	Proposition (¹) Voorstellen (²)
Victimes de la guerre. — Oorlogsslachtoffers ...	10,1	11,8	12,9	14,9	15,5	15,3	16,3
Pensions (³). — Pensioenen (¹)	119,1	136,1	157,5	173,6	183,4	199,8	215,4
Prestations familiales (³). — Gezinsprestaties (¹) ...	59,3	73,1	82,3	91,0	94,2	94,9	99,9
Revenus de remplacement (¹). — Vervangingsinkomen (¹)	50,9	84,6	103,1	(³)122,4	120,3	144,6	150,9
Politique de santé. — Gezondheidsbeleid ...	78,9	102,6	113,1	140,5	157,1	156,7	171,1
Politique de l'emploi. — Tewerkstellingsbeleid ...	3,4	4,8	4,6	(³)9,9	(³)15,8	(³)11,8	(³)18,6
Logement (¹). — Huisvesting (¹)	4,2	5,8	6,4	7,6	8,8	9,3	11,2
Vacances (¹). — Vakantie (¹)	54,9	79,8	82,5	93,4	106,8	106,8	113,5
Abonnements scolaires. — Schoolabonnementen.	1,1	1,4	1,5	1,3	1,4	1,0	1,1
Abonnements sociaux. — Sociale abonnementen.	3,4	4,6	5,1	5,8	5,6	5,2	5,7
Fonds national des études. — Nationaal studiefonds	2,3	2,5	2,5	2,0	2,0	2,0	2,8
Handicapés. — Minder-validen	5,4	8,1	9,7	11,4	12,4	12,2	13,3
Indemnités de milice. — Militievergoeding	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4
Minimum de moyens d'existence. — Bestaansminimum	—	0,2	0,3	0,3	0,4	0,5	0,7
Total. — Totaal	393,2	515,6	587,8	674,4	724,0	760,4	820,6

(¹) Y compris la liaison au bien être.(²) Y compris le pécule de vacances aux pensionnés.(³) Y compris l'entretien des enfants de Justice, mais à l'exclusion du personnel des services publics.(¹) Pensions d'invalidité des mineurs, indemnités d'incapacité de travail de l'I.N.A.M.I., d'accidents du travail et de maladies professionnelles, allocations de chômage, prépensions.(²) Ce montant ne tient pas compte de 4,1 milliards prévus pour le financement de la prépension. Ces 4,1 milliards sont repris dans la rubrique « Revenu de remplacement ».(¹) Ce montant contient, outre les subsides en matière de formation professionnelle, le programme de résorption du chômage, c'est-à-dire : le cadre spécial temporaire, les chômeurs occupés par les pouvoirs publics, les primes aux stagiaires, l'humanisation du travail. Il ne tient cependant pas compte des montants des prépensions qui sont repris sous la rubrique « Revenu de remplacement ».(²) Primes de construction, taudis, différences d'intérêt.(¹) Y compris le pécule de vacances payé aux employés mais à l'exclusion du personnel des services publics.

N.B. — Ce tableau ne comprend pas :

a) les montants payés par les compagnies d'assurances pour les accidents du travail;

b) les rentes payées directement par les compagnies d'assurances et les caisses privées de pension;

c) les montants attribués par les différents fonds de sécurité d'existence.

(¹) Met inbegrip van de binding aan het welvaartspeil.(²) Met inbegrip van het aan de gepensioneerden betaald vakantiegeld.(³) Het onderhoud van de door de Justitie geplaatste kinderen ingeprepen, maar met uitsluiting van het personeel der overheidsdiensten.(¹) Invaliditeitspensioenen der mijnwerkers, vergoedingen voor arbeidsongeschiktheid van het R.I.Z.I.V., wegens arbeidsongevallen en wegens beroepsziekten, werkloosheidsvergoedingen, brugpensioenen.(²) Dit bedrag houdt geen rekening met een bedrag van 4,1 miljard voorzien voor de financiering van het brugpensioen. Deze 4,1 miljard werden opgenomen in de rubriek « Vervangingsinkomen ».(¹) Dit bedrag bevat, buiten de toelagen inzake beroepsopleiding, het programma tot opslorping van de werkloosheid, d.w.z. : het speciaal tijdelijk kader, de werklozen tewerkgesteld door de overheid, de premies voor stagiairs, de humanisering van de arbeidsvoorraarden. Het houdt nochtans geen rekening met de bedragen van de brugpensioenen die opgenomen zijn in de rubriek « Vervangingsinkomen ».(²) Bouwpremies, krotopruiming, renteverschillen.(¹) Met inbegrip van het vakantiegeld voor bedienden; maar met uitsluiting van het personeel van de overheidsdiensten.

N.B. — In die tabel zijn niet opgenomen :

a) de sommen die door de verzekeraarsmaatschappijen betaald worden voor arbeidsongevallen;

b) de renten die rechtsstreeks door de verzekeraarsmaatschappijen en privé-pensioenfondsen worden uitbetaald;

c) de bedragen toegekend door de verschillende fondsen voor bestaanszekerheid.

Il ressort de ce tableau que l'ensemble des prestations sociales atteint, en 1979, 820,6 milliards contre 724,0 milliards prévus au budget initial de 1978 et 674,4 milliards réalisés en 1977.

Ces chiffres sont une preuve de l'effort particulier que le Gouvernement malgré la mauvaise situation économique et financière consent dans le secteur social, vu que la masse des prestations sociales de 1979 s'accroît par rapport à 1978 (initial) de 96,6 milliards ou 13,3 % bien que l'accroissement du P.N.B. et du budget de l'Etat s'élèvent seulement à 7,8 % et 6,76 %.

Le tableau suivant donne un aperçu des subsides de l'Etat qui sont inclus dans le total des prestations sociales mentionnées ci-dessus.

Le montant total des subventions à caractère social atteint 305,8 milliards en 1979, contre 268,8 milliards pour les crédits correspondant au budget initial de 1978, soit 13,8 % d'augmentation.

Si on fait abstraction des subventions pour le chômage, compte tenu des écarts importants qu'elles accusent, l'augmentation atteint 8,2 % (266,2 milliards contre 246,1 milliards).

Les subventions à la sécurité sociale des salariés (le chômage non compris) augmentent en 1979 de 6,4 milliards par rapport à 1978. Les principales augmentations concernent le régime d'assurance maladie (+ 5,1 milliards) et les pensions (+ 1,1 milliard).

Les subsides au régime de sécurité sociale des indépendants augmentent de 1,0 milliard. Les principales augmentations intéressent les pensions (+ 0,6 milliard).

Les dépenses pour le chômage restent élevées. Il y a lieu, en outre, de tenir compte des crédits pour la politique de l'emploi. Ceux-ci comprennent le programme pour la résorption du chômage (33,3 milliards) qui est commenté ailleurs dans ce document.

Quant aux autres allocations à caractère social, il y a lieu de citer les augmentations des postes suivants :

	En milliards de francs.
— allocations aux handicapés	+ 0,2
— entretien des enfants confiés à la justice	+ 0,2
— subventions aux hôpitaux	+ 0,8
— minimum de moyens d'existence	+ 0,3
— organismes d'aide familiale et centres d'éducation familiale	+ 0,5
— logement	+ 2,4
— victimes de la guerre	+ 0,8

Uit deze tabel blijkt dat het geheel van de sociale prestaties in 1979, 820,6 miljard bedraagt, tegenover 724,0 miljard, initiale begroting 1978 en 674,4 miljard, verwezenlijking in 1977.

Deze cijfers zijn een bewijs van de speciale inspanning die de Regering niettegenstaande de slechte economische en financiële toestand levert op sociaal gebied, vermits de massa van de sociale prestaties in 1979 ten opzichte van 1978 initiaal toeneemt met 96,6 miljard of 13,3 % daar waar de stijging van de B.N.P. en de Rijksbegroting respectievelijk slechts 7,8 % en 6,76 % bedragen.

De volgende tabel geeft een overzicht van de Rijkssubsidies die begrepen zijn in het totaal bedrag van de hierboven vermelde sociale prestaties.

Het totaal bedrag van de toelagen met sociale inslag bereikt 305,8 miljard in 1979 tegenover 268,8 miljard in 1978. Die subsidiemassa groeit met 13,8 % ten opzichte van de kredieten die uitgetrokken werden op de oorspronkelijke begroting 1978.

Indien men de toelagen voor werkloosheid buiten beschouwing laat — wegens de grote schommelingen die ze ondergaan — bedraagt de stijging 8,2 % (nl. 266,2 miljard tegenover 246,1 miljard).

De toelagen aan de maatschappelijke zekerheid voor loontrekkenden (met uitsluiting van de werkloosheid) stijgen in 1979 met 6,4 miljard ten opzichte van 1978. De bijzonderste verhogingen vloeien voort uit het stelsel van de ziekteverzekerering (+ 5,1 miljard) en de pensioenen (+ 1,1 miljard).

De toelagen aan het stelsel voor sociale zekerheid van de zelfstandigen stijgen met 1,0 miljard. De bijzonderste verhoging vindt men terug in het stelsel der pensioenen (+ 0,6 miljard).

De uitgaven voor de werkloosheid blijven nog op een hoog niveau. Bij de beoordeling dient tevens rekening te worden gehouden met de kredieten voor het werkvoorzieningsbeleid. Hierin is het programma tot opslorping van de werkloosheid vervat (33,3 miljard). Elders in dit document wordt hiervoor commentaar verschafft.

Wat de andere toelagen met sociale inslag betreft dienen vooral volgende posten vermeld te worden :

	In miljarden frank.
— tegemoetkoming aan minder-validen	+ 0,2
— onderhoud van aan Justitie toevertrouwde kinderen	+ 0,2
— subsidies aan de ziekenhuizen	+ 0,8
— bestaansminimum	+ 0,3
— organismen voor gezins- en opleidingscentra ...	+ 0,5
— huisvesting	+ 2,4
— oorlogsslachtoffers	+ 0,8

Subsides à caractère social du budget de l'Etat (¹) (²).
(En milliards de francs.)

Toelagen met sociale inslag van de Staatsbegroting (¹) (²).
(In miljarden frank.)

	1975	1976	1977	1978		1979	
	Réal. Verwez.	Réal. Verwez.	Réal. Verwez.	Voté Goedg.	Ajusté Aangep.	Prop. Voorg.	
A. — Subventions à la sécurité sociale (sans le chômage).							
1. Sécurité sociale des salariés :							
a) maladie-invalidité	45,2	51,3	63,2	(³)67,0	(⁴)66,3	(⁵)72,1	
b) — pensions des ouvriers, des employés, des mineurs et des marins de la marine marchande;	18,1	21,3	24,5	27,7	27,0	28,8	
— pensions d'invalidité des mineurs;	4,6	4,8	4,8	4,8	4,8	4,5	
— contribution dans les rentes ..	1,0	1,0	1,1	1,2	1,2	1,3	
c) allocations familiales	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
d) maladies professionnelles	5,6	6,1	6,6	7,4	7,2	7,7	
Total	74,6	84,6	100,3	108,2	106,5	114,6	Totaal.
2. Sécurité sociale des indépendants :							
a) maladie-invalidité :							
— obligatoire	3,1	3,6	3,7	4,5	4,4	4,6	
— libre	0,9	0,8	1,4	1,4	1,4	1,4	
b) pensions	11,8	14,3	14,0	15,2	15,0	15,8	
c) allocations familiales	3,7	3,6	3,7	4,0	3,9	4,1	
Total	19,5	22,3	22,8	25,0	24,8	26,0	Totaal.
3. Sécurité sociale des assurés libres;							
revenu garanti :							
a) maladie-invalidité	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	
b) pensions et revenu garanti ..	2,9	3,4	3,7	3,8	3,9	3,9	
Total	3,4	3,8	4,1	4,2	4,2	4,3	Totaal.
Total des subventions à la sécurité sociale (sans le chômage).	97,4	110,7	127,2	137,3	135,3	144,8	Totaal van de toelagen aan de maatschappelijke zekerheid (zonder de werkloosheid).
B. — Subventions au chômage et à l'emploi.							
1. Chômage	19,6	31,8	36,7	22,7	44,7	39,7	
							B. — Toelagen voor werkloosheid en werkvoorziening.
							1. Werkloosheid.

(¹) Parmi les montants cités dans ce tableau, certains (surtout ceux repris des budgets régionaux) sont encore à considérer comme provisoires.

(²) Les montants mentionnés dans le tableau et dans ces commentaires ne contiennent pas la part dans la provision globale. Le contenu des rubriques de ce tableau est détaillé à l'annexe du présent exposé général.

(³) Y compris l'affectionnement du produit de la taxe spéciale de santé.

(⁴) Bepaalde van de in deze tabel opgenomen bedragen (meer bepaald dan die overgenomen worden van de gewestelijke begrotingen) hebben nog een voorlopig karakter.

(⁵) De bedragen genoemd in de tabel en in de commentaar, zijn steeds exclusief het aandeel in de globale provisie. De inhoud van de rubrieken van deze tabel wordt beschreven in bijlage van de onderhavige algemene toelichting.

(⁶) De toewijzing van de opbrengst van de speciale gezondheidstatks inbegrepen.

	1975	1976	1977	1978		1979	
2. a) Politique de l'emploi	3,5	4,3	8,8	26,2	23,9	36,0	2. a) Werkvoorzieningsbeleid.
b) Aide de réadaptation aux travailleurs licenciés.	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	b) Wederaanpassingshulp aan ontslagen werknemers.
c) Promotion sociale et crédit d'heures.	0,7	0,7	0,9	1,0	1,0	1,2	c) Sociale promotie en kredieturen.
Total.	24,0	36,9	46,6	50,1	69,7	77,2	Totaal.
C. — Autres subventions.							C. — Andere toelagen.
1. Allocations aux handicapés, estropiés et mutilés.	5,9	6,9	7,8	8,6	8,4	8,8	1 Tegemoetkomingen aan mindervaliden, gebrekkigen en vermindert.
2. Entretien d'enfants confiés à des institutions.	2,9	3,6	4,3	4,8	4,7	5,0	2. Onderhoud van kinderen toevertrouwd aan instellingen.
3. Politique de santé :							3. Gezondheidszorg :
a) — subsides aux organismes éducatifs sanitaires et à la recherche scientifique médicale;	1,3	1,4	1,3	2,0	2,0	2,2	a) — toelagen aan sanitaire opvoedende organismen en aan het medisch wetenschappelijk onderzoek;
— subsides aux hôpitaux;	8,5	8,4	11,9	12,1	12,3	12,9	— toelagen aan de ziekenhuizen;
— subsides à l'Œuvre nationale de l'Enfance;	2,5	3,0	3,3	4,0	3,7	3,9	— toelagen aan het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn;
— dotation au Fonds spécial d'assistance et au Fonds pour handicapés;	5,4	4,6	4,2	6,1	5,6	6,0	— dotatie aan het Bijzonder Onderstands fonds en aan het Fonds voor gehandicapten;
— charges financières d'emprunts des pouvoirs subordonnés (¹).	2,3	2,5	2,6	2,5	2,6	2,5	— financiële lasten van de door de gemeenten aangegane leningen (²).
b) minimum de moyens d'existence.	0,1	0,2	0,3	0,4	0,5	0,7	b) bestaansminimum.
4. Politique familiale :							4. Gezinsbeleid :
— subventions aux organismes familiaux et aux centres de formation;	1,5	1,8	2,3	2,9	2,8	3,4	— toelagen aan organismen voor het gezin en aan opleidingscentra;
— réductions tarifaires	0,7	1,0	1,2	1,2	1,1	1,3	— tariefverminderingen;
— indemnités de milice	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	— militievergoedingen;
5. Politique du logement :							5. Huisvestingsbeleid :
— interventions au profit du Fonds National du Logement.	5,7	6,4	7,6	8,8	9,3	11,2	— tussenkomst ten voordele van het Nationaal Fonds voor de Huisvesting.
6. Victimes de guerre :							6. Oorlogsslachtoffers :
— pensions de guerre	9,8	10,5	12,1	12,1	12,0	12,8	— oorlogspensioenen.
— subsides aux œuvres nationales ..	1,6	1,6	2,0	2,6	2,5	2,6	— subsidies aan de nationale werken;
— réductions tarifaires	0,5	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	— tariefverminderingen.
7. Allocations et prêts d'études	2,5	2,5	2,0	2,0	2,0	2,5	7. Studieloerlagen en beurzen.
8. Abonnements sociaux	4,6	5,1	5,8	5,6	5,2	5,7	8. Sociale abonnementen.
9. Abonnements scolaires	1,4	1,6	1,3	1,4	1,0	1,1	9. Schoolabonnementen.
Total des autres subventions.	57,2	61,9	71,1	78,1	76,7	83,9	Totaal van de andere toelagen.
Provisions.				3,3			Provisies.
Total général.							Algemeen totaal.
Total général sans le chômage.	178,7	209,5	244,9	268,8	281,8	305,8	Algemeen totaal zonder werkloosheid.

(¹) La rubrique « Politique de l'emploi » contient, outre les subsides en matière de formation professionnelle, tout le programme de résorption du chômage. Ce dernier est composé comme suit :

En milliards de francs.

— cadre spécial temporaire	11,2
— chômeurs occupés par les pouvoirs publics	5,6
— primes pour les stagiaires	0,3
— prépension	14,6
— prépension pour chômeurs	1,3
— humanisation du travail	0,4

(²) Ce poste contient encore, pour des raisons de comparabilité, certains crédits qui, suite à l'adoption du budget unique, passent du budget ordinaire aux opérations de capital.

(¹) Naast toelagen verleend voor de beroepsopleiding bevat de rubriek « Werkvoorzieningsbeleid » het volledige programma tot opslorping van de werkloosheid. Dit laatste is onderverdeeld als volgt :

In miljarden frank.

— speciaal tijdelijk kader	11,2
— werklozen tewerkgesteld door de openbare besturen ...	5,6
— premies voor stagiairs	0,3
— brugpensioenen	14,6
— brugpensioen voor werklozen	1,3
— veredeling van het werk	0,4

(²) Voor de vergelijkbaarheid bevat die post nog enkele kredieten die, wegens de invoering van de eenheidsbegroting, van de gewone begroting naar de kapitaalverrichtingen overgeheveld worden.

A. — LA SECURITE SOCIALE.

a) Travailleurs salariés.

1. Pensions.

La loi du 19 juillet 1977 octroyant une allocation aux travailleurs salariés pensionnés et aux travailleurs salariés invalides (*Moniteur belge* du 13 août 1977) a prévu à partir du 1^{er} janvier 1978, l'incorporation de l'allocation accordée en septembre 1977 (montant maximum : 3 872 francs pour les isolés et les veuves; 4 840 francs pour les ménages) dans le montant annuel de la pension. Les mesures d'exécution réglementaire de cette disposition légale ont été réalisées par l'arrêté royal du 16 décembre 1977 en ce qui concerne les bénéficiaires d'une pension de travailleur salarié et par l'arrêté royal du 20 décembre 1977 en ce qui concerne les bénéficiaires d'une pension d'invalidité d'ouvrier mineur.

La loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978 (*Moniteur belge* du 24 décembre 1977) contient différentes mesures sociales en faveur des travailleurs salariés pensionnés :

1^{er} un pécule complémentaire au pécule de vacances a été instauré de manière à octroyer un pécule global annuel indexé de 12 000 francs pour les ménages et de 9 600 francs pour les isolés et les veuves. Ces montants seront atteints en quatre étapes dont la première a été réalisée en mai 1978.

2nd une allocation de 5 227 francs (ménages) ou de 4 182 francs (isolés et veuves) a été payée en juillet 1978 aux bénéficiaires d'une pension de travailleur salarié ayant pris cours avant le 1^{er} janvier 1977. Le montant de l'allocation accordée sera incorporé, à partir du 1^{er} janvier 1979, dans le montant annuel de la pension. Des mesures semblables sont prévues notamment au profit des ouvriers mineurs bénéficiaires d'une pension d'invalidité.

3rd un système de prépension spéciale a été créé à partir du 1^{er} janvier 1978 pour les chômeurs âgés et pour les invalides âgés, qui aboutit à l'octroi d'une pension anticipée avec compensation de la réduction applicable.

Différentes mesures réglementaires (arrêtés royaux du 7 juillet 1978 et arrêté ministériel du 5 juillet 1978, publiés au *Moniteur belge* du 15 juillet 1978) ont amélioré avec effet au 1^{er} juillet 1978, la protection sociale des ouvriers mineurs pensionnés, notamment en relevant de 10 % la limite applicable au cumul d'une pension d'ouvrier mineur avec une indemnité pour maladie professionnelle ou accident du travail et en valorisant le prix utilisé pour fixer le montant de l'allocation en espèces représentant la contre-valeur de la fourniture de charbon en nature (qui pourra être remplacée par une allocation de chauffage à partir du 1^{er} janvier 1979).

La loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires a étendu l'octroi de l'allocation 1978 aux bénéficiaires d'une pension de travailleur salarié ayant pris cours en 1977, qui obtiendront également l'incorporation à partir du 1^{er} janvier 1979 de l'allocation accordée dans le montant annuel de la pension.

A. — DE SOCIALE ZEKERHEID.

a) Werknemers.

1. Pensioenen.

De wet van 19 juli 1977 tot toekeuring van een vergoeding aan de gepensioneerde werknemers en aan de invalide werknemers (*Belgisch Staatsblad* van 13 augustus 1977) bepaalt dat vanaf 1 januari 1978 de in september 1977 toegekende vergoeding (maximum bedrag : 3 872 frank voor de alleenstaanden en de weduwen; 4 840 frank voor de gezinnen) in het jaarbedrag van het pensioen wordt opgenomen. De reglementaire uitvoeringsmaatregelen van deze wetsbepaling werden geconcretiseerd bij het koninklijk besluit van 16 december 1977 voor wat betreft de rechthebbenden op een werknemerspensioen en bij het koninklijk besluit van 20 december 1977 voor wat betreft de rechthebbenden op een invaliditeitspensioen voor mijnwerkers.

De wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978 (*Belgisch Staatsblad* van 24 decembre 1977) bevat verscheidene sociale maatregelen ten gunste van de gepensioneerde werknemers :

1^{er} een aanvullende toeslag bij het vakantiegeld werd ingevoerd ten einde een geïndexeerde globale jaarlijkse toeslag van 12 000 frank voor de gezinnen en van 9 600 frank voor de alleenstaanden en de weduwen toe te staan. Deze bedragen zullen in vier etappes worden bereikt; de eerste ervan werd in mei 1978 verwezenlijkt.

2nd in juli 1978 ontvingen de rechthebbenden op een werknemerspensioen dat vóór 1 januari 1977 is ingegaan een vergoeding van 5 227 frank (gezinnen) of van 4 182 frank (alleenstaanden en weduwen). Het bedrag van deze toegekende vergoeding zal vanaf 1 januari 1979 bij het jaarbedrag van het pensioen worden gevoegd. Gelijkaardige maatregelen worden voorzien ondermeer ten voordele van de mijnwerkers die een invaliditeitspensioen trekken.

3rd vanaf 1 januari 1978 werd een systeem van bijzonder bruggpensioen voor de oudere werklozen en de bejaarde invaliden ingevoerd. Dit heeft geleid tot het toekennen van een vervroegd pensioen met compensatie van de toepasselijke vermindering.

Diverse reglementaire maatregelen (koninklijke besluiten van 7 juli 1978 en ministerieel besluit van 5 juli 1978, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 15 juli 1978) hebben met uitwerking op 1 juli 1978 de sociale bescherming van de gepensioneerde mijnwerkers verbeterd, o.a. door het grensbedrag dat toegepast wordt bij cumulatie van een mijnwerkerspensioen met een vergoeding voor beroepsziekte of arbeidsongeval met 10 % te verhogen en door de prijs die toegepast wordt om het bedrag van de uitkering in specieën die de tegenwaarde vertegenwoordigt van de steenkolenlevering in natura (die vanaf 1 januari 1979 door een verwarmingstoelage zal kunnen worden vervangen) te herwaarderen.

De wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen heeft de toekeuring van de vergoeding 1978 uitgebreid tot de rechthebbenden op een werknemerspensioen dat in 1977 is ingegaan. Vanaf 1 januari 1979 zullen deze personen ook de integratie bekomen van deze vergoeding in het jaarbedrag van hun pensioen.

2. Accidents du travail.

L'indemnisation des accidents du travail est intégralement couverte par les cotisations patronales à l'exclusion des accidents du travail dus aux risques de guerre qui sont à charge de l'Etat.

3. Maladies professionnelles.

En matière de maladies professionnelles l'Etat intervient pour 60 % dans la charge totale résultant de la réparation de la pneumoconiose des mineurs.

**

Les améliorations et les compléments des deux législations visés par la loi de réformes économiques et budgétaires du 5 août 1978, devant faire l'objet d'arrêtés royaux d'exécution, sont plutôt d'ordre technique et n'auront pratiquement pas d'incidence sur les crédits prévus au budget de 1979.

b) Indépendants.

Le Gouvernement devra en premier lieu être attentif à l'évolution financière des différents secteurs qui forment le statut social des travailleurs indépendants.

Parmi ceux-ci, celui des pensions et celui de l'assurance contre la maladie et l'invalidité, secteur des soins de santé, seront au premier plan de ses préoccupations.

La réforme de l'assurance contre la maladie et l'invalidité devra s'inscrire dans le cadre de la refonte générale de ce secteur.

En ce qui concerne les pensions, la situation financière est particulièrement grave, d'abord en raison du déficit cumulé du passé qui atteindra environ 19 milliards fin 1978, ensuite à cause du déficit structurel du régime. Il y a d'ailleurs une interférence entre les deux en ce sens que le mal de prévu pour 1979 comprend des charges financières pour près de 2 milliards.

Le Gouvernement est particulièrement attentif à cette situation.

Enfin, comme il l'a déjà fait en 1978, le Gouvernement poursuivra ses efforts d'harmonisation dans les différents secteurs qui forment le statut social des travailleurs indépendants.

c) Revenu garanti aux personnes âgées.

Un arrêté royal du 22 décembre 1977 a porté, à partir du 1^{er} janvier 1978, les montants de base du revenu garanti aux personnes âgées à 50 681 francs (pour un isolé) et à 70 391 francs (pour un ménage).

En cas d'octroi du taux de ménage, la somme des pensions acquises dans d'autres secteurs sera entièrement déduite du montant du revenu garanti accordé, tandis que lorsqu'il s'agit d'un taux d'isolé, seule la partie des pensions excédant 1 689 francs (à l'indice 114,20) fera l'objet d'une même mesure.

L'article 27, § 3 de la loi de réformes économiques et budgétaires donne au Roi le pouvoir de modifier ou de compléter les articles 4 et 19 de la loi du 1^{er} avril 1969 instituant le revenu garanti aux personnes âgées.

2. Arbeidsongevallen.

De vergoeding der arbeidsongevallen wordt volledig gedekt door de werkgeversbijdragen met uitzondering voor de arbeidsongevallen die te wijten zijn aan oorlogsrisko's, die ten laste vallen van de Staat.

3. Beroepsziekten.

Inzake beroepsziekten komt de Staat voor 60 % tussen in de totale last die voortspruit uit de schadeloosstelling van de mijnwerkers-pneumoconiosis.

**

De verbeteringen en de aanvullingen van beide wetgevingen bedoeld bij de wet van 5 augustus 1978, houdende economische en budgettaire hervormingen en die bij koninklijke besluiten dienen doorgevoerd te worden, zijn eerder van technische aard en zullen praktisch geen invloed hebben op de kredieten die op de begroting van het jaar 1979 voorkomen.

b) Zelfstandigen.

De Regering zal in de eerste plaats aandachtig de financiële evolutie van de verschillende sectoren die het sociaal statuut der zelfstandigen uitmaken moeten volgen.

Hierbij zal haar aandacht in de eerste plaats gevestigd zijn op de sector van de pensioenen en op die van de ziekte- en invaliditeitsverzekering, sector der gezondheidszorgen.

De hervorming van de ziekte- en invaliditeitsverzekering situeert zich binnen het kader van de algemene hervorming van die sector.

Wat de pensioenen betreft, is de financiële toestand bijzonder ernstig, vooreerst wegens het gecumuleerd deficit van het verleden dat einde 1978 ongeveer 19 miljard zal bedragen, en vervolgens omwille van het structureel deficit van het stelsel. Er is overigens een interferentie tussen beide in die zin dat het tekort voorzien voor 1979 ongeveer 2 miljard financiële lasten omvat.

De Regering is ten zeerste met deze toestand begaan.

Tenslotte zal de Regering, zoals ze dit reeds in 1978 heeft gedaan, haar inspanningen tot harmonisering voortzetten, in de verschillende sectoren die het sociaal statuut der zelfstandigen uitmaken.

c) Gewaarborgd inkomen aan bejaarden.

Een koninklijk besluit van 22 december 1977 heeft vanaf 1 januari 1978, de basisbedragen van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden op 50 681 frank (voor een alleenstaande) en op 70 391 frank (voor een gezin) gebracht.

In geval van toekenning van het gezinsbedrag zal de som van de pensioenen, bekomen in andere sectoren, volledig worden afgetrokken van het bedrag van het toegekend gewaarborgd inkomen. Indien het een bedrag van alleenstaande betreft, zal alleen het deel van de pensioenen boven 1 689 frank (index 114,20) het voorwerp uitmaken van eenzelfde maatregel.

Artikel 27, § 3 van de wet op de economische en budgettaire hervormingen verleent aan de Koning de macht tot wijziging of aanvulling van de artikelen 4 en 19 van de wet van 1 april 1969 tot invoering van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden.

Cette disposition permettra notamment de légaliser une procédure déjà appliquée par l'Office national des pensions pour travailleurs salariés et qui consiste à ne pas tenir compte des ressources du mari lorsque la séparation de fait des époux était supérieure à 10 ans. L'incidence budgétaire de cette mesure est nulle puisqu'elle était déjà appliquée.

En comparant le crédit arrêté au budget des pensions pour 1979 (3 879,6 millions) avec celui de 1978 (3 864,6 millions) et de 1977 (3 732,5 millions) on constate un certain tassement qui peut se comprendre par le fait de la diminution du nombre de personnes âgées non couvertes par un régime social ou public.

B. — L'ASSISTANCE SOCIALE.

1. Le minimum vital.

Le nombre de bénéficiaires de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence augmente continuellement. Pour l'année 1979, on peut prévoir qu'environ 22 000 personnes seront admises à bénéficier de cette intervention.

Le fonctionnement efficace des centres publics d'aide sociale est indubitablement à la base de cet accroissement auquel est nécessairement liée une augmentation du crédit qui passe de 506,7 à 703,2 millions de francs.

2. Aide sociale.

Les missions très diversifiées qui sont confiées aux Centres publics d'Aide sociale comprennent aussi bien des tâches d'aide sociale immédiate que des activités de nature préventive.

Les Centres publics d'Aide sociale sont conscients de l'importance et de l'ampleur de leurs missions. Leur structure complétée par un cadre de personnel adéquat leur permettent de remplir convenablement leurs tâches.

Leur aide aux populations sera d'autant plus efficiente lorsqu'ils la dispensent en collaboration avec les organismes existants qui s'occupent activement dans les divers domaines de services d'après les besoins et les désirs des populations concernées.

3. Handicapés.

a) *Allocations aux handicapés.*

Le souci d'accorder une aide financière substantielle aux handicapés les plus défavorisés s'est manifesté dans un passé récent par d'importantes augmentations du montant de base des allocations et de l'allocation pour l'aide d'une tierce personne (arrêtés royaux du 22 décembre 1977).

D'autre part la délégation de pouvoir accordée au Roi par l'article 27, § 1, de la loi de réformes économiques et budgétaires permettra d'assurer le droit à un revenu de remplacement aux handicapés qui sont dans l'impossibilité de pourvoir dans les conditions normales à leur entretien et qui ne disposent pas d'un revenu suffisant en vertu d'une législation belge ou étrangère. Ce revenu de remplacement pourra comprendre une allocation d'intégration si l'intégration sociale du handicapé engendre des frais spéciaux ou nécessite des prestations spéciales.

Enfin, en vertu du même article 27, § 1, une réforme axée principalement sur l'harmonisation des allocations existantes, leur restructuration et la simplification des procédures est entreprise.

Die bepaling zal met name de mogelijkheid bieden de procedure te legaliseren welke reeds wordt toegepast door de Rijkskas voor werknemerpensionen en die erin bestaat geen rekening te houden met het inkomen van de man wanneer de feitelijke scheiding van de echtgenoten langer dan 10 jaar beloopt. Deze maatregel heeft geen financiële weerslag aangezien hij reeds wordt toegepast.

Wanneer het op de begroting van pensioenen vastgesteld krediet voor 1979 (3 879,6 miljoen) wordt vergeleken met dat van 1978 (3 864,6 miljoen) en dat van 1977 (3 732,5 miljoen) wordt een zekere stagnatie vastgesteld die kan worden verklaard door het feit van de vermindering van het aantal bejaarden die niet zijn gedekt door een sociaal of een openbaar stelsel.

B. — DE SOCIALE BIJSTAND.

1. Bestaansminimum.

Het aantal begunstigden van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum groeit bestendig aan. Voor het jaar 1979 mag worden verwacht dat ongeveer 22 000 personen zullen toegelaten worden tot het genot van deze tegemoetkoming.

Ongetwijfeld ligt de efficiënte werking van de huidige openbare centra voor maatschappelijk welzijn aan de basis van deze aangroei. De verhoging van het noodzakelijk krediet van 506,7 naar 703,2 miljoen frank vindt hoofdzakelijk hierin zijn oorsprong.

2. Sociale dienstverlening.

De opdrachten, die toevertrouwd zijn aan de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn, zijn zeer uiteenlopend en behelzen zowel taken van onmiddellijke dienstverlening als activiteiten van preventieve aard.

De Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn zijn zich bewust van het belang en de omvang van hun opdrachten. Hun structuur en het beschikbare personeel laten hen ongetwijfeld toe hun taak naar behoren te vervullen.

Hun dienstverlening zal het meest efficiënt zijn wanneer dit doen in samenwerking met bestaande instellingen die actief zijn in allerlei domeinen van dienstverlening, volgens de behoeften en wensen van de mensen die moeten worden geholpen.

3. Minder-validen.

a) *Tegemoetkomingen voor minder-validen.*

De bekommernis om aan de minst bedeelde minder-validen een substantiële financiële bijstand te verlenen is in een recent verleden tot uiting gekomen door belangrijke verhogeningen van het basisbedrag van de tegemoetkomingen en van de tegemoetkoming voor hulp van derde (koninklijke besluiten van 22 december 1977).

Anderzijds zal de overdracht van bevoegdheid, toegekend aan de Koning bij artikel 27, § 1, van de wet houdende economische en begrotingshervormingen, de mogelijkheid bieden het recht op een vervangingsinkomen te verzekeren aan de minder-validen die zich in de onmogelijkheid bevinden in de normale omstandigheden in hun onderhoud te voorzien en die niet over een voldoende inkomen beschikken krachtens de Belgische of een buitenlandse wetgeving. Dit vervangingsinkomen zal een integratievergoeding omvatten indien de sociale integratie van de minder valide bijzondere kosten of bijzondere verstrekkingen noodzaakt.

Tenslotte wordt krachtens hetzelfde artikel 27, § 1, een hervorming doorgevoerd die noodzakelijk gericht is op de harmonisering van de bestaande vergoedingen, op hun herstructureren en op de vereenvoudiging van de procedures.

b) *Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés.*

Les crédits alloués pour la guidance des personnes handicapées placées dans des instituts agréés doivent être augmentés régulièrement. Cette augmentation est liée, d'une part, à l'amélioration de la qualité des services rendus et, d'autre part, à l'augmentation des charges de personnel inhérentes à l'accueil des handicapés.

En ce qui concerne les conditions matérielles d'hébergement, on peut estimer que le nombre global de lits agréés est largement suffisant pour le groupe des mineurs d'âge.

Par contre, pour les adultes, il existe encore toujours un manque de possibilités d'accueil. Les pouvoirs publics s'efforcent de pallier au plus tôt à cette carence.

c) *Reclassement social des handicapés.*

Le rythme des demandes d'enregistrement au Fonds national de Reclassement social des handicapés se maintient à un niveau élevé (745 demandes par semaine).

Jusqu'à présent, 300 000 personnes ont sollicité leur enregistrement.

Le Fonds national poursuit son activité dans les différents secteurs : réadaptation fonctionnelle, orientation professionnelle spécialisée, formation et réadaptation professionnelles.

Ces divers programmes trouvent leur aboutissement dans la mise au travail soit en économie non protégée soit en économie protégée soit encore dans les services publics.

Economie protégée.

Malgré la conjoncture défavorable, le nombre des travailleurs occupés dans les 142 ateliers protégés continue à augmenter, atteignant 11 166 au 31 mars 1978 contre 10 110 au 1^{er} janvier 1977.

Economie non protégée.

L'intervention dans la rémunération et les charges sociales pendant un an permet l'intégration annuelle de 200 à 300 travailleurs dans le cycle économique normal.

En outre, la Convention collective n° 26 facilitera également l'embauche (compensation par le Fonds national ou l'O.N.E.M. de la charge résultant du défaut de productivité du travailleur handicapé). Plus de 300 dossiers ont déjà été introduits.

Services publics.

Au 31 décembre 1977, un total de 727 personnes ont été engagées dans les services publics dans le cadre d'un programme prévoyant l'embauche de 1 290 handicapés.

4. Protection de la Jeunesse.

Les objectifs à atteindre pour 1979 sont les suivants :

1. Extension progressive à tous les arrondissements judiciaires des expériences d'assistance éducative menées dans les arrondissements de Mons et de Termonde et de celles actuellement en cours dans six autres arrondissements.

2. Coordination des initiatives des Comités de protection de la Jeunesse tendant à instaurer entre ceux-ci et les C.P.A.S. une collaboration encore plus fructueuse.

3. Poursuite de la politique qui consiste à tenter de réduire les placements définitifs et ce notamment par la création d'autres centres de premier accueil.

b) *Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorgen voor gehandicapten.*

De kredieten toegekend voor de begeleiding van de gehandicapte personen, opgenomen in erkende instituten dienen regelmatig verhoogd. Enerzijds is deze verhoging toe te schrijven aan de kwaliteitsverbetering van de verleende diensten en anderzijds ook aan de stijging van de personeelslasten inherent aan de opvang van de voormelde minder-valide medeburgers.

Wat de materiële voorzieningen inzake huisvesting betreft kan worden gesteld dat het globaal aantal erkende bedden ruimschoots volstaat voor de groep minderjarigen.

Voor de volwassenen daarentegen schijnt er nog steeds gebrek te zijn aan opvangmogelijkheden. De overheid spant zich dan ook terdege in om bedoeld tekort zo spoedig mogelijk te verhelpen.

c) *Revalidatie van de minder-validen.*

De aanvragen om inschrijving in het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen blijven snel en geregeld binnenkomen (745 aanvragen per week).

Tot op heden hebben 300 000 personen gevraagd om te worden ingeschreven.

Het Rijksfonds zet zijn werkzaamheden voort in verschillende sectoren : functionele revalidatie, gespecialiseerde beroepskeuzevoorlichting, beroepsopleiding en -herscholing.

De vele verschillende programma's zouden moeten leiden tot de tewerkstelling in het gewone bedrijfsleven, in beschutte werkplaatsen of nog in overheidsdienst.

Beschutte werkplaatsen.

Niettegenstaande de ongunstige conjunctuur blijft het aantal in de 142 beschutte werkplaatsen tewerkgestelde werknemers toenemen : 11 166 op 31 maart 1978 tegen 10 110 op 1 januari 1977.

Gewone bedrijfsleven.

Door de tegemoetkoming gedurende één jaar in de lonen en sociale bijdragen kunnen jaarlijks 200 tot 300 werknemers in het normale bedrijfsleven worden ingeschakeld.

Bovendien moet ook de Collectieve overeenkomst n° 26 de aanwervingen vergemakkelijken (het Rijksfonds produktiviteit van de minder-valide werknemer). Reeds meer dan 300 dossiers zijn ingediend.

Overheidsdienst.

Op 31 december 1977 waren in totaal 727 personen in overheidsdienst aangeworven in het raam van een programma dat voorziet in de indienstneming van 1290 minder-validen.

4. Jeugdbescherming.

De doelstellingen voor 1979 zijn de volgende :

1. Progressieve uitbreidings tot alle gerechtelijke arrondissementen, van de experimenten inzake opvoedingsbijstand in de gerechtelijke arrondissementen Dendermonde en Bergen en van die welke thans in zes andere arrondissementen plaats hebben.

2. Coördinatie van de initiatieven van de jeugdbeschermingscomités met het oog op een nog betere samenwerking tussen hen en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

3. Voortzetting van de politiek om definitieve plaatsingen te verminderen, inzonderheid door de oprichting van nieuwe centra voor eerste onthaal.

4. Mise en œuvre des renseignements statistiques relatifs aux enfants placés et susceptibles d'être adoptés, et ce par la création au sein de l'O.P.J. d'un service d'adoption permanent et spécialisé.

5. Mise au point d'une législation destinée à lutter contre les mauvais traitements infligés aux enfants.

6. Participation à l'Année Internationale de l'Enfant.

C. — SANTE PUBLIQUE ET ASSURANCE MALADIE.

1. Assurance maladie-invalidité.

Il est à noter que le Gouvernement a déjà précisé son attitude à l'égard du budget 1979 pour l'assurance maladie-invalidité dans l'exposé des motifs du projet de loi de réformes économiques et budgétaires.

On trouvera ci-après un aperçu des mesures proposées :

I. — Mesures pour lesquelles aucune modification de la loi n'est nécessaire.

a) Secteur des soins de santé :

1. Adaptation de la part personnelle des bénéficiaires dans les honoraires pour les visites et les consultations du médecin généraliste.

2. Révision du mode de remboursement de certains médicaments.

3. Révision des tarifs d'une série de prestations médicales techniques.

b) Secteur des indemnités :

1. Introduction d'une règle anticumul entre les indemnités d'incapacité de travail et le pécule de vacances.

2. Révision du mode de calcul des indemnités concernant les salariés payés mensuellement.

3. Haussé du salaire minimum exigé pour avoir droit au montant minimum de l'indemnité d'invalidité.

4. Parallèlement aux mesures d'assainissement, il est proposé de rencontrer certaines questions que le Comité de gestion du service des indemnités a déjà formulées plusieurs fois à l'unanimité, en relation avec l'augmentation de l'indemnité minimum d'invalidité et la suppression de certaines discriminations.

II. — Mesures à prendre en exécution de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires.

a) Secteur des soins de santé :

1. Donner à l'I.N.A.M.I. la possibilité de contracter des emprunts afin de lui permettre un paiement en temps voulu des prestations.

2. Instaurer une cotisation à charge des pensionnés.

3. Fixer d'une façon précise la liste des prestations de rééducation fonctionnelle ou professionnelle.

b) Secteur des indemnités :

Etendre les avantages de la prépension spéciale à certaines personnes qui sont alternativement au chômage et en incapacité de travail.

**

4. Aanwending van de statistische inlichtingen over geplaatste kinderen die voor adoptatie in aanmerking komen en oprichting daartoe van een gespecialiseerde en permanente dienst voor adoptie bij de Dienst voor Jeugdbescherming.

5. Grondige uitwerking van een wetgeving om de slechte behandeling van kinderen tegen te gaan.

6. Deelneming aan het Internationaal Jaar van het kind.

C. — VOLKSGEZONDHEID EN ZIEKTEVERZEKERING.

1. Ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Er wezen aan herinnerd dat de Regering haar houding tegenover de begroting 1979 voor de ziekte- en invaliditeitsverzekering heeft uiteengezet in de memorie van toelichting bij het wetsontwerp houdende economische en budgettaire hervormingen.

Hierna wordt een overzicht gegeven van de voorgestelde maatregelen :

I. — Maatregelen waarvoor geen wetswijziging vereist is.

a) Sector van de geneeskundige verzorging :

1. Aanpassing van het persoonlijk aandeel van de rechthebbenden in het ereloon voor bezoeken en raadplegingen van de huisarts.

2. Herziening van de wijze van terugbetaling van bepaalde geneesmiddelen.

3. Herziening van de tarieven van een aantal technisch medische prestaties.

b) Sector van de uitkeringen :

1. Invoering van een anti-cumulatieregel tussen de uitkeringen wegens arbeidsongeschiktheid en het vakantiegeld.

2. Herziening van de berekeningswijze van de vergoedingen in verband met de maandelijkse betaalde werknemers.

3. Verhoging van het minimumloon vereist om recht te hebben op het minimumbedrag van de invaliditeitsuitkering.

4 Samen met de bezuinigingsmaatregelen wordt voorgesteld tegemoet te komen aan bepaalde vragen die het Beheerscomité van de Dienst uitkeringen reeds meerdere malen eenbaar heeft geformuleerd in verband met de verhoging van de minimum invaliditeitsuitkering en het wegwerken van bepaalde discriminaties.

II. — Krachtens de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen te nemen maatregelen.

a) Sector van de geneeskundige verzorging :

1. Het verlenen van de bevoegdheid aan het R.I.Z.I.V. leningen aan te gaan met het oog op een stipte uitbetaling van de prestaties.

2. Het invoeren van een bijdrage ten laste van de gepensioneerden.

3. Een precieze vaststelling van de lijst van de prestaties wegens revalidatie of herscholing.

b) Sector van de uitkeringen :

Het uitbreiden van voordelen van het speciaal brugpensoen tot sommige personen die afwisselend werkloos en arbeidsongeschikt geweest zijn.

**

Il est également à rappeler que selon les dispositions de l'article 29, § 2, de la loi du 5 août 1978 précitée le montant des interventions de l'Etat pour 1979 ne peut dépasser le montant initial prévu pour 1978 majoré du taux d'augmentation de l'indice des prix à la consommation.

Cette limitation ne concerne cependant pas la partie du subside destinée à remplacer la cotisation des chômeurs.

**

En ce qui concerne la prépension spéciale pour invalides âgés, le système instauré par l'article 161 de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978 n'a eu qu'un succès très relatif (moins de 10 000 passages au lieu des 30 000 escomptés).

Les prévisions de dépenses et de subsides de l'année 1978 ayant été élaborées par l'I.N.A.M.I. sur base de cette hypothèse de 30 000 passages à la prépension, le Gouvernement a décidé de faire couvrir le surplus de dépenses évalué à 3 100 millions par un transfert à effectuer par l'Office national des pensions pour travailleurs salariés au secteur « indemnités » de l'assurance maladie-invalidité.

Etant donné ce fait, étant donné également les difficultés administratives soulevées par ce système, la loi du 5 août 1978 (article 27, § 8) permet de modifier et de compléter l'article 161 susmentionné en vue d'une application plus efficace.

**

Le prélèvement sur les recettes provenant des droits d'accises et de la taxe sur la valeur ajoutée sur les tabacs fabriqués et à affecter à l'assurance maladie-invalidité ne pouvait être effectué qu'à concurrence du montant des dites recettes dépassant 19,5 milliards.

Cette limitation a été supprimée par l'article 29, § 1 de la loi du 5 août 1978. Dorénavant le Roi pourra fixer le montant à prélever étant bien entendu que les sommes octroyées ne peuvent être affectées qu'au secteur des soins de santé. La répartition entre les régimes concernés sera aussi effectuée par le Roi.

2. Fonds Spécial d'Assistance.

Le Fonds Spécial d'Assistance doit continuer à remplir sa tâche spécifique d'aide sociale aux plus démunis de la société. Il s'agit principalement de la prise en charge de malades mentaux indigents placés dans des établissements de soins appropriés et qui ne bénéficient pas de l'intervention de l'I.N.A.M.I. Le Fonds Spécial d'Assistance intervient également, mais dans une mesure moins importante, dans les frais occasionnés par les soins donnés aux cancéreux et tuberculeux défavorisés.

3. Hôpitaux.

L'augmentation des coûts de ce secteur est une des plus importantes dans la croissance des frais inhérents aux soins de santé. Fin 1976, le Gouvernement de l'époque avait annoncé des mesures pour freiner ce rythme de croissance, sans pour autant porter atteinte à la qualité des soins. Il envisageait notamment le dépôt d'un projet de loi visant à la modification de la loi sur les hôpitaux. Depuis lors, cette loi a été promulguée le 27 juin 1978. Les dispositions les plus importantes de cette loi sont :

Er dient eveneens te worden herinnerd aan de bepalingen van artikel 29, § 2, van vooroemde wet van 5 augustus 1978, waarbij voor 1979 het bedrag van de rijkstegemoetkomingen niet hoger mag zijn dan het initiaal bedrag voor 1978 vermeerderd met het verhogingsbedrag van de consumptieprijsen.

Die beperking heeft echter geen betrekking op het deel van de toelage bestemd ter vervanging van de bijdrage van de werklozen.

**

In verband met het bijzonder brugpensioen voor bejaarde invaliden, heeft het stelsel dat werd ingevoerd door artikel 161 van de wet van 22 december 1977 betreffende de begrotingsvoorstellingen 1977-1978 slechts een zeer relatief succes gekend (minder dan 10 000 personen zijn naar het stelsel overgegaan i.p.v. de geraamde 30 000).

Aangezien de ramingen inzake de uitgaven en de toelagen voor 1978 door het R.I.Z.I.V. werden uitgewerkt op basis van de hypothese van 30 000 overgangen naar het brugpensioen, heeft de Regering beslist het teveel aan uitgaven, geraamd op 3 100 miljoen, te dekken door een transfert uit te voeren door de Rijkskas voor werknemerpensioenen aan de sector « uitkeringen » van de ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Rekening houdend met dit feit en met de door dit stelsel gestelde administratieve problemen, biedt de wet van 5 augustus 1978 (article 27, § 8) de mogelijkheid tot wijziging en aanvulling van het hogervermeld artikel 161 met het oog op een meer doeltreffende toepassing.

**

De heffing op de ontvangsten van de accijnsrechten en de belasting op de toegevoegde waarde op de tabaksproducten en te besteden aan de ziekte- en invaliditeitsverzekering, kon slechts geschieden ten belope van het bedrag van vooroemde ontvangsten boven de 19,5 miljard.

Die beperking werd opgeheven bij artikel 29, § 1 van de wet van 5 augustus 1978. Voortaan zal de Koning het bedrag van de heffing kunnen bepalen met dien verstande dat de toegekende sommen slechts kunnen worden besteed aan de sector van de geneeskundige verzorging. De verdeling tussen de betrokken stelsels zal eveneens door de Koning worden vastgesteld.

2. Speciaal Onderstands fonds.

Het Speciaal Onderstands fonds heeft nog steeds zijn specifieke taak van sociale bijstand te vervullen ten opzichte van de minstbedeelden van de maatschappij. In hoofdzaak betreft het de tenlasteneming van behoeftige geesteszieken opgenomen in aangepaste verplegingsinrichtingen en die niet toelaatbaar zijn tot het genot van het R.I.Z.I.V. In bijkomende orde en tevens in mindere mate komt het Speciaal Onderstands fonds ook tussen in de verpleegkosten van hulpbehoevende kanker- en T.B.C.-lijders.

3. Ziekenhuizen.

De stijging van de kosten in deze sector is een van de belangrijkste in het geheel van de kosten van de gezondheidszorg. Einde 1976 had de toenmalige Regering reeds maatregelen aangekondigd om dit stijgingsrytme af te remmen, zonder evenwel de kwaliteit van de verzorging in het gedrang te brengen, o.a. door het neerleggen van een ontwerp tot wijziging van de ziekenhuiswet. Intussen is deze wet, n.l. die van 27 juni 1978 goedgekeurd. De belangrijkste punten van deze wet zijn :

1^e la limitation du nombre de lits universitaires; cette matière a été réglée par l'arrêté royal du 30 juin 1978, qui entre en vigueur le 1^{er} août 1978; après une période de rodage indispensable, le prix de la journée d'hospitalisation diminuera dans certains de ces hôpitaux;

2^e la réglementation sur la programmation impérative de l'appareillage lourd est complétée : les laboratoires de biologie clinique peuvent être soumis à la même réglementation et l'exploitation de l'appareillage qui n'entre pas dans la programmation pourra être interdite;

3^e la construction et l'extension d'hôpitaux pour lesquels un accord de principe a déjà été accordé pourront être temporairement bloqués;

4^e dans le but de freiner dans la mesure du possible les admissions des malades dans les hôpitaux, qui ne seraient pas absolument nécessaires, un remboursement par l'assurance-maladie a été prévu de l'ensemble des soins infirmiers et paramédicaux dispensés soit dans les homes de séjour et de soins agréés, soit à domicile.

Pour ce dernier point, il ne s'agit pas de créer des dépenses nouvelles et supplémentaires mais d'aboutir à une meilleure répartition des deniers publics.

En ce qui concerne le prix de la journée d'hospitalisation et dans l'optique d'une maîtrise accrue des coûts, des mesures de contrôle de plus en plus spécifiques seront adoptées tout en sauvegardant le principe du prix prévisionnel qui doit permettre aux gestionnaires responsables d'œuvrer en pleine connaissance de cause.

D'autre part, une attention particulière est prêtée à l'amélioration de l'infrastructure et des soins aux handicapés et malades mentaux. Pour ce dernier secteur, la politique de soins extra-muraux est poursuivie, ce qui doit conduire à une diminution du nombre de lits, du nombre de journées de séjour et des dépenses s'y rapportant.

4. Médecine sociale.

Des subventions sont accordées à des ligues, associations, œuvres, centres universitaires et non-universitaires dont l'action médico-sociale participe à celle du département dans le cadre de la médecine préventive.

L'importance de ces subventions est proportionnelle aux activités déployées par ces organismes : études, propagande, prophylaxie des maladies sociales particulièrement en ce qui concerne le cancer, la génétique humaine, l'hygiène mentale et les toxicomanies.

D. — POLITIQUE FAMILIALE.

Nombre de compétences en matière de politique familiale ressortissent déjà à la compétence directe des Conseils culturels et des instances régionales. Néanmoins, une politique familiale nationale conserve toute son importance.

La coordination et la stimulation des mesures susceptibles d'avoir des conséquences immédiates pour les familles sont assurées par un groupe de travail interdépartemental créé à cet effet au niveau du Cabinet du Ministre de la Santé publique.

Le groupe de travail est appelé à traiter un large éventail de problèmes relatifs à l'enseignement, la protection de la jeunesse, l'éducation à la parenté responsable, etc.

A côté des efforts accomplis pour répondre aux besoins « quantitatifs » en matière d'accueil d'enfants, l'aspect qualitatif recevra toute l'attention nécessaire. A cet effet, l'extension de services permettant de répondre de façon adéquate

1^e het beperken van het aantal universitaire bedden; dit werd geregeld bij koninklijk besluit van 30 juni 1978, dat op 1 augustus 1978 in werking trad; mits de nodige aanpassingstijd, zal de verpleegdagprijs in bepaalde ziekenhuizen hierdoor dalen;

2^e de reglementering op de dwingende programmatie van de zware medische apparatuur wordt aangevuld : laboratoria voor klinische biologie kunnen onder dezelfde regeling worden gebracht en de uitbating van apparatuur die niet past in de planning kan worden verboden;

3^e de bouw en de uitbreiding van ziekenhuizen, waarvoor reeds een principieel akkoord was gegeven, kunnen voorlopig worden opgeschort;

4^e met het oog op het afremmen van ziekenhuisopname die niet volstrekt vereist is, kan een geheel van verpleegkundige en paramedische zorgen worden terugbetaald door de ziekteverzekeringsfondsen in erkende rust- en verzorgingstehuizen, hetzij thuis.

Voor dit laatste punt, gaat het er niet om nieuwe en bijkomende uitgaven te creëren maar wel om een betere verdeling van de gemeenschapsgelden te bekomen.

Wat de verpleegdagprijs betreft, en in de optiek van een toenemende kostenbeheersing, zullen er meer en meer specifieke maatregelen getroffen worden met behoud nochtans van het principe van de prévisionele prijs, die aan de verantwoordelijke beheerders moet toelaten met kennis van zaken te handelen.

Verder wordt bijzondere aandacht besteed aan het verbeteren van de infrastructuur en de zorg voor de gehandicapten en de geesteszieken. Voor deze laatste sector wordt de politiek van extra-murale behandeling ernstig doorgaard, wat moet leiden tot een vermindering van het aantal bedden, het aantal verblijfdagen en de daaraan gekoppelde uitgaven.

4. Sociale geneeskunde.

Toelagen worden verleend aan de bonden, verenigingen, werken, universitaire of niet-universitaire centra die deelnehmen aan de medico-sociale actie van het departement binnen het raam van de preventieve geneeskunde.

De omvang van deze toelage is evenredig met de belangrijkheid van de werkzaamheden van deze lichamen : studies, propaganda, profylaxie van maatschappelijke ziekten meer bepaald wat kanker, antropogenetica, geesteshygiëne en de toxicomanieën betreft.

D. — GEZINSBELEID.

Een aantal aangelegenheden met betrekking tot het Gezinsbeleid behoren reeds tot de directe bevoegdheidssfeer van de Cultuurraden en de gewestelijke instanties. Niettemin heeft een nationaal gezinsbeleid niets aan belang ingeboet.

De coördinatie van en de stimulans voor de maatregelen met onmiddellijke gevolgen voor de gezinnen worden door een daarvoor opgerichte interdepartementale werkgroep op het niveau van het Kabinet van de Minister van Volksgezondheid verzekerd.

In deze werkgroep zullen uiteraard allerlei vraagstukken aan de orde kunnen komen met betrekking tot het onderwijs, de jeugdbescherming, de opvoeding tot verantwoord ouderschap, enz.

Naast de inspanningen, die geleverd werden met het doel aan de « kwantitatieve » behoeften inzake kinderonthaals tegemoet te komen, zal tevens het kwalitatieve aspect volle aandacht krijgen. Te dien einde zal de uitbreiding van de

à toutes les nécessités d'accueil des jeunes familles sera encouragée dans l'optique de « Centre de la petite enfance ».

En matière de protection maternelle et infantile, l'accent est mis cette année sur la prévention primaire de la mortalité et de la morbidité périnatales, ainsi que les handicaps qui découlent de cette dernière. Cette action inclut évidemment la prévention de la prématurité.

Les avis émis par le Conseil Supérieur de la Famille et le Conseil Supérieur du Troisième Age ainsi que les études réalisées par le Centre d'Etudes de la Population et de la Famille constituent toujours un apport important à l'élaboration d'une politique familiale adéquate.

Le secteur des prestations familiales pour travailleurs salariés relève du Ministère de la Prévoyance sociale assisté par les Comités de gestion de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés et de l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants.

Les prestations familiales en faveur des enfants des travailleurs salariés sont financées par les cotisations des employeurs qui s'élèvent à environ 60 milliards. L'Etat n'intervient que de façon très modeste dans ce financement.

En effet, en ce qui concerne les prévisions budgétaires 1979, l'intervention de l'Etat se limite au financement des prestations familiales accordées aux enfants de handicapés n'exerçant aucune activité lucrative, aux enfants d'étudiants et à certains groupes d'enfants handicapés : (35,4 millions) et du régime résiduaire des prestations familiales garanties : (15,5 millions).

Ce dernier montant est majoré d'une somme de 8 millions destinée à couvrir les charges nouvelles résultant de l'application de la loi de réformes économiques et budgétaires.

Ceci démontre clairement que les montants prévus pour le budget 1979 ne reflètent que de manière très incomplète les efforts accomplis dans le secteur des allocations familiales.

C'est ainsi que, dans la limite de la délégation de pouvoir donnée par l'article 27, § 4 de la loi du 5 août 1978 déjà citée, certaines mesures doivent être prises pour améliorer le sort de la femme abandonnée, de l'apprenti demandeur d'emploi, des détenus, des chômeurs, pour uniformiser les rangs à partir du 3^e rang et enfin pour simplifier la structure financière et administrative des Caisses d'allocations familiales.

Les frais entraînés par certaines de ces modifications tomberont bien sûr à charge du régime général.

Cependant, il n'est pas sans intérêt de signaler que l'article 28 de la loi du 5 août 1978 modifiant les articles 106, 108 et 110 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales vise à mettre fin aux divergences de vue qui se sont élevées à propos des conditions d'intervention éventuelle de l'Etat. Dorénavant celui-ci ne pourrait intervenir que dans la mesure où le déficit d'une année ne peut être couvert par le Fonds de réserve du régime.

Cet article 28 a aussi fixé un ordre de priorité dans l'utilisation dudit Fonds de réserve étant bien entendu que l'octroi d'indemnités complémentaires pour repos d'accouchement et d'autres avantages laissés à l'appréciation du Comité de gestion de l'Office national d'allocations familiales ne peuvent s'effectuer que dans les limites disponibles de ce Fonds.

diensten, die op een passende wijze in al de behoeften van de opleiding van jonge gezinnen kunnen tegemoetkomen, in de optiek van « Centra voor het jonge kind » aangemoedigd worden.

Wat betreft de bescherming van moeder en kind, wordt dit jaar de klemtoon gelegd op de primaire preventie van ziekte en sterfte rond de geboorte, alsmede op de handicaps die uit deze laatste voortvloeien. In deze actie is vanzelfsprekend de preventie van de prematuriteit inbegrepen.

De adviezen uitgebracht door de Hoge Raad voor het Gezin en door de Hoge Raad voor de Derde Leeftijd en de studies ondernomen door het Centrum voor Bevolkings- en Gezinsstudies blijven een nuttige aanbreng voor het vastleggen van een adekwate gezinspolitiek.

De sektor van de kinderbijslag voor werknemers valt onder de bevoegdheid van het Ministerie van Sociale Voorzorg, bijgestaan door de Beheerscomités van de R.K.W. en van het Rijksinstituut voor sociale verzekering der zelfstandigen.

De gezinsvergoedingen ten bate van de kinderen der loonarbeiders worden gefinancierd door de bijdragen van de werkgevers (zij bedragen ongeveer 60 miljard). De Staat komt slechts voor een bescheiden bedrag tussen in deze financiering.

Inderdaad, de Staatstussenkomst is in de begrotingsvoorschots voor 1979 beperkt tot de kinderbijslagen toegekend aan kinderen van minder-validen die geen enkele winstgevende bedrijvigheid uitoefenen, kinderbijslagen toegekend aan kinderen van studenten en aan sommige groepen van minder-valide kinderen : (35,4 miljoen) en het residuaire stelsel van de gewaarborgde gezinsbijslag (15,5 miljoen).

Dit laatste bedrag wordt verhoogd met een som van 8 miljoen bestemd om de nieuwe kosten te dekken die uit de toepassing van de wet over de economische en budgettaire hervormingen voortvloeien.

Hierdoor wordt uiteindelijk aangetoond dat de bedragen voorzien in de begroting 1979 slechts een onvolledige weerspiegeling zijn van de geleverde inspanningen in de sektor kinderbijslag.

Aldus moeten, binnen de perken van de overdracht van bevoegdheid toegekend bij artikel 27, § 4 van de voorname wet van 5 augustus 1978, bepaalde maatregelen worden getroffen tot verbetering van het lot van de verlaten echtgenote, van de werkzoekende leerling, van de gedetineerden, van de werklozen, tot uniformisering van de rangen vanaf de 3^e rang en tenslotte tot vereenvoudiging van de financiële en administratieve structuur van de kinderbijslagsfonden.

De kosten veroorzaakt door bepaalde van die maatregelen zullen natuurlijk ten laste vallen van het algemeen stelsel.

Er dient echter te worden opgemerkt dat artikel 28 van de wet van 5 augustus 1978 tot wijziging van de artikelen 106, 108 en 110 van de geordende wetten betreffende de kinderbijslag beoogt een einde te stellen aan de meningsverschillen die aan het licht zijn gekomen in verband met de voorwaarden van een eventuele Staatstussenkomst. Voortaan zou deze nog slechts kunnen tussenkomen in de mate dat het deficit van een jaar niet kan worden gedekt door het reservefonds van het stelsel.

Dit artikel 28 heeft ook een orde van prioriteit vastgesteld voor de aanwending van vooroemd reservefonds met dien verstande dat de toekenning van bijkomende vergoedingen voor bevallingsrust en van andere voordelen die aan het goeddunken van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor kinderbijslag worden overgelaten, slechts kan geschieden binnen de beschikbare middelen van dit Fonds.

C'est d'ailleurs pour respecter cette disposition que le montant du quatorzième mois d'allocations accordé en 1978 par l'arrêté royal n° 1 du 5 août 1978 a dû être limité à 80 %.

E. — VICTIMES DE LA GUERRE.

Dans le cadre du protocole d'accord intervenu le 7 novembre 1975 entre le Gouvernement et les associations patriotiques en vue du règlement du contentieux des victimes de la guerre, un nouveau crédit provisionnel de 388,1 millions de francs a été inscrit au budget en vue d'accorder en 1979, aux victimes du devoir patriotique, certains avantages nouveaux dont la nature sera fixée par Commission permanente créée par ledit protocole.

Dès que cette commission aura arrêté les mesures prioritaires à réaliser en 1979, le Gouvernement déposera au Parlement les projets de loi concrétisant ces mesures, l'un pour les victimes militaires et l'autre pour les victimes civiles des deux guerres.

En ce qui concerne les avantages nouveaux accordés dans le cadre de ce protocole pour l'année 1978, ceux-ci ont fait l'objet, pour ce qui concerne les victimes du devoir militaire, de la loi du 27 décembre 1977 modifiant la législation relative aux pensions et rentes de guerre ainsi que celle afférente aux pensions de retraite et de survie du secteur public et, pour ce qui concerne les victimes civiles, de la loi du 30 décembre 1977 modifiant et complétant la législation relative aux pensions et rentes des victimes civiles des deux guerres et de leurs ayants droit.

F. — CREDITS D'HEURES ET PROMOTION SOCIALE.

Une commission compétente du Conseil national du Travail examine actuellement les principes qui doivent guider la réforme de la loi du 10 avril 1973 accordant des crédits d'heures aux travailleurs en vue de leur promotion sociale. Elle examine en même temps l'opportunité d'intégrer dans une même loi les dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1963 accordant des indemnités de promotion sociale aux travailleurs.

Jusqu'au 31 décembre 1975, les cotisations patronales en matière de crédits d'heures avaient été fixées à 0,20 % des rémunérations prises en considération pour le calcul de la partie des cotisations de sécurité sociale destinée au régime relatif à l'emploi et au chômage.

Les cotisations patronales ont été supprimées durant les années 1976, 1977 et 1978 parce que les réserves du Fonds précité étaient suffisantes.

Selon les estimations, les réserves du Fonds destinées au paiement des crédits d'heures, ramenées à la fin 1978 à quelques 800 millions de francs, ne seront plus suffisantes pour faire face aux dépenses prévues pour 1979.

Il convient donc de rétablir la cotisation patronale en matière de crédits d'heures mais, compte tenu des disponibilités du Fonds escomptées pour la fin de 1978, cette cotisation patronale peut être limitée, en 1979, à 0,05 % des rémunérations visées ci-dessus.

Le produit de ces cotisations s'élèvera à environ 233 millions.

Etant donné que sur base de l'article 13 de la loi du 10 avril 1973, l'Etat finance les dépenses découlant des crédits d'heures à part égale avec les employeurs, ce montant de 233 millions correspond à l'estimation des dépenses pour le Trésor de la mesure proposée.

Het is trouwens om die reden dat het in 1978 toegekende bedrag van de veertiende maand kinderbijslag door het koninklijk besluit n° 1 van 5 augustus 1978 moest worden beperkt tot 80 %.

E. — OORLOGSSLACHTOFFERS.

In het raam van het Protocol van akkoord tot stand gekomen op 7 november 1975 tussen de Regering en de vaderlandsleven verenigingen, met het oog op de regeling van de nog hangende problemen in het eisenpakket van de oorlogsslachtoffers, werd een nieuw provisioneel krediet van 388,1 miljoen frank ingeschreven op de begroting ten einde in 1979 aan de slachtoffers van de vaderlandsleven plichten, zekere nieuwe voordelen te verschaffen waarvan de aard door de bij bedoeld Protocol ingestelde Commissie zal worden vastgesteld.

Zodra deze Commissie de in 1979 te verwezenlijken prioriteiten zal hebben vastgesteld, zal de Regering de wetsontwerpen die deze maatregelen verwezenlijken aan het Parlement voorleggen, het ene voor de militaire slachtoffers en het andere voor de burgerlijke slachtoffers van de beide oorlogen.

Wat de in het raam van dit Protocol voor het jaar 1978 toegekende nieuwe voordelen betreft, hebben zij, wat betreft de slachtoffers van de militaire plicht, het voorwerp uitgemaakt van de wet van 27 december 1977 tot wijziging van de wetgeving betreffende de oorlogspensioenen en -renten, alsmede deze inzake de rust- en overlevingspensioenen van de openbare sector en, wat betreft de burgerlijke slachtoffers, van de wet van 30 december 1977 tot wijziging en aanvulling van de wetgeving betreffende de pensioenen en renten voor burgerlijke slachtoffers van de beide oorlogen en hun recht-hebbenden.

F. — KREDIETUREN EN SOCIALE PROMOTIE.

Een bevoegde commissie van de Nationale Arbeidsraad onderzoekt thans de principes die als basis moeten dienen voor de hervorming van de wet van 10 april 1973 waarbij aan de werknemers kredieturen worden toegekend met het oog op hun sociale promotie. Die commissie gaat tevens na of het opportuun is om in eenzelfde wet de bepalingen op te nemen van de wet van 1 juli 1963 houdende toekenning van een vergoeding voor sociale promotie aan de werknemers.

Tot 31 december 1975 waren de werkgeversbijdragen inzake kredieturen vastgesteld op 0,20 % van de lonen die in aanmerking worden genomen voor de berekening van het gedeelte van de bijdragen voor sociale zekerheid, sector arbeidsvoorziening en werkloosheid.

De werkgeversbijdragen werden in de jaren 1976, 1977 en 1978 afgeschaft omdat voornoemd Fonds over voldoende reserves beschikte.

Volgens de ramingen zullen de reserves van het Fonds voor de betaling van de kredieturen welke einde 1978 tot ongeveer 800 miljoen zullen geslonken zijn, niet langer toereikend zijn om het hoofd te bieden aan de voor 1979 voorziene uitgaven.

De werkgeversbijdrage inzake kredieturen moet derhalve opnieuw worden ingevoerd, maar rekening houdend met de gelden waarover het Fonds naar verwacht einde 1978 zal beschikken, kan deze werkgeversbijdrage in 1979 tot 0,05 % van de bovenvermelde lonen worden beperkt.

De opbrengst van die bijdragen zal ongeveer 233 miljoen bedragen.

Aangezien de Staat en de werkgevers krachtens artikel 13 van de wet van 10 april 1973 de uitgaven voor de kredieturen elk voor de helft dragen, stemt dit bedrag van 233 miljoen overeen met de raming van de uitgaven welke de uitvoering van de voorgestelde maatregel voor de Schatkist zal betekenen.

CHAPITRE VII.

Education et culture.

I. — EDUCATION NATIONALE.

A. — Régime français.

Le budget de l'Education nationale — secteur français — s'élève en opérations courantes à 82 484,7 millions, ce qui représente un accroissement de 4,3 % par rapport au budget voté (79 082,1 millions) et de 6,6 % par rapport au budget ajusté (77 373,9 millions).

Pour les dépenses de capital, le budget de 1979 s'élève à 1 594,6 millions, en augmentation de 33,1 % par rapport au budget voté de 1978 (1 197,6 millions) et 40,5 % par rapport au même budget ajusté (1 134,9 millions).

L'évaluation des effectifs des enseignements de plein exercice entre l'année scolaire 1976-1977 et 1977-1978 était la suivante :

Niveaux d'enseignement	1976-1977	1977-1978	Onderwijsniveaus
Gardien ...	181 104	170 619	Kleuteronderwijs.
Primaire ...	400 889	395 993	Lager onderwijs.
Secondaire ...	338 575	340 963	Secundair onderwijs.
Supérieur non universitaire ..	34 548	37 428	Hoger niet universitair onderwijs.
Supérieur universitaire ..	44 371	45 580	Hoger universitair onderwijs.
Totaux ...	999 487	990 053	Totalen.

Globalement, et comme cela s'est passé pour la première fois en 1975-1976, le nombre d'élèves diminue.

Cette année comme l'an passé, la diminution des élèves à l'intérieur du niveau s'accompagne d'une diminution du nombre d'emplois dans ce niveau.

Par contre, à l'instar de ce qui s'est passé en 1976-1977, l'enseignement secondaire connaît, ainsi que l'enseignement supérieur, une légère augmentation par rapport à la population scolaire de l'année précédente.

B. — Régime néerlandais.

Le budget de l'Education nationale, secteur néerlandais, s'élève à 107 189,3 millions en opérations courantes, y compris la dotation du conseil culturel, ce qui représente une augmentation de 4,3 % par rapport au budget initial de 1978 (102 729,6 millions) et de 7,3 % par rapport au budget ajusté (99 940,5 millions).

En dépenses de capital, il s'élève à 1 939,2 millions, soit une diminution de 1 % par rapport au budget initial de 1978 (1 958,2 millions) et une augmentation de 2,5 % par rapport au budget ajusté (1 891,4 millions).

Le budget global de 1979, qui s'élève donc à 109 128,5 millions de francs, comporte ainsi une majoration de 4,2 % par rapport au budget voté et de 7,2 % par rapport au budget ajusté de 1978.

Les crédits destinés à couvrir les dépenses du personnel enseignant et du personnel éducatif ont été fixés par extrapolation des dépenses de l'année 1978, sur l'hypothèse d'une

HOOFDSTUK VII.

Opvoeding en cultuur.

I. — NATIONALE OPVOEDING.

A. — Frans regime.

De begroting van Nationale Opvoeding — Franse sector — bedraagt 82 484,7 miljoen voor de lopende uitgaven, hetgeen een stijging betekent van 4,3 % ten opzichte van de gestemde begroting (79 082,1 miljoen) en van 6,6 % ten opzichte van de aangepaste begroting (77 373,9 miljoen).

De kapitaaluitgaven van de begroting 1979, belopen 1 594,6 miljoen, zegge een stijging met 33,1 % tegenover de gestemde begroting 1978 (1 197,6 miljoen) en met 40,5 % tegenover de aangepaste begroting (1 134,9 miljoen).

De evolutie van de schoolbevolking in het onderwijs met volledig leerplan, schooljaar 1976-1977 vergeleken met 1977-1978 is de volgende :

Niveaus d'enseignement	1976-1977	1977-1978	Onderwijsniveaus
Gardien ...	181 104	170 619	Kleuteronderwijs.
Primaire ...	400 889	395 993	Lager onderwijs.
Secondaire ...	338 575	340 963	Secundair onderwijs.
Supérieur non universitaire ..	34 548	37 428	Hoger niet universitair onderwijs.
Supérieur universitaire ..	44 371	45 580	Hoger universitair onderwijs.
Totaux ...	999 487	990 053	Totalen.

Globaal gezien en zoals dit in 1975-1976 voor het eerst het geval was, stellen wij een verdere vermindering van het aantal leerlingen vast.

Dit jaar als verleden jaar gaat de vermindering van het aantal leerlingen in een onderwijsniveau gepaard met een vermindering van het aantal betrekkingen in dit niveau.

Daarentegen kent het secundair onderwijs evenals het hoger onderwijs, zoals dit het geval was in 1976-1977, een lichte groei van de schoolbevolking ten opzichte van deze van verleden jaar.

B. — Nederlandstalig regime.

Voor 1979 bedraagt de begroting van Nationale Opvoeding, Nederlandstalig regime, 107 189,3 miljoen frank aan lopende verrichtingen, met inbegrip de dotatie aan de Cultuurraad, wat neerkomt op een vermeerdering met 4,3 % t.o.v. de oorspronkelijke begroting van 1978 (102 729,6 miljoen) en met 7,3 % t.o.v. de aangepaste begroting (99 940,5 miljoen).

De kapitaaluitgaven belopen 1 939,2 miljoen, zegge een vermindering van 1 % t.o.v. de ingediende begroting van 1978 (1 958,2 miljoen) en een stijging met 2,5 % t.o.v. de aangepaste begroting (1 891,4 miljoen).

De globale begroting van 1979 die dus 109 128,5 miljoen frank beloopt, vertoont een stijging met 4,2 % t.o.v. de goedkeurde begroting en met 7,2 % t.o.v. de aangepaste begroting van 1978.

De kredieten voor uitgaven ten behoeve van het onderwizend personeel en van de opvoeders werden afgeleid van de uitgaven voor het jaar 1978, en dat op grond van een

croissance moyenne de 3 %, et compte tenu des économies résultant des mesures de réaffectation (337,5 millions) et d'une réduction des horaires dans l'enseignement secondaire (495,5 millions).

D'autre part, une dépense supplémentaire de 100 millions de francs est prévue, en 1979, pour la désignation d'instituteurs en chef déchargés de classe dans l'enseignement fondamental et pour l'organisation de semi-internats dans l'enseignement spécial de l'Etat.

Le montant consacré à la rémunération du personnel ouvrier de l'enseignement de l'Etat (1 546,6 millions) est en augmentation de 9,5 % par rapport au budget de 1978 ajusté, en relation avec l'exécution progressive du programme d'investissement du Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat.

Les subventions de fonctionnement à l'enseignement subventionné ne couvrent pas d'autre hausse que celle qui résulte de l'adaptation à l'index des prix de détail à concurrence d'un tiers et à l'index des salaires horaires bruts à concurrence de deux tiers.

Les crédits relatifs aux bourses d'études sont moins élevés qu'en 1978, étant donné qu'un prélèvement de 450 millions pourra être opéré sur les réserves. En outre, 50 millions de dépenses de capital sont prévus pour l'introduction d'un système complémentaire de prêts d'études.

C. -- Secteur commun.

Le budget de l'Education nationale — secteur commun — pour 1979 s'élève à 2 529,6 millions en opérations courantes, soit un accroissement de 13,3 % par rapport au budget voté de 1978 (2 232,9 millions) et de 16,3 % par rapport au budget ajusté de 1978 (2 175,6 millions).

Cette augmentation est principalement due à la hausse de la subvention au Fonds national de garantie des bâtiments scolaires (+230 millions).

Pour les dépenses de capital, le budget de 1979 s'élève à 14 415,0 millions soit une augmentation de 4,5 % par rapport au même budget voté de 1978 (13 799,7 millions) et de 4,5 % par rapport au budget ajusté 13 789,7 millions.

Enseignement fondamental.

La rénovation de l'enseignement fondamental doit se poursuivre par la recherche d'une adaptation meilleure de l'école à l'enfant de 2 1/2 à 12 ans.

Dans cette perspective, l'expérience du cycle 5-8 organisé dans 39 écoles francophones du pays sera suivie de très près. Avant de procéder à l'extension de cette méthode, les résultats des trois années d'expérience seront directement évalués.

La rationalisation de l'enseignement fondamental englobera l'enseignement maternel et l'enseignement primaire. Elle se basera sur les principes suivants :

- favoriser l'organisation d'une école assurant la continuité de l'apprentissage des enfants de 2 1/2 à 12 ans;
- différencier les exigences quant aux normes suivant la densité des communes;
- accroître la responsabilité des communautés locales dans l'organisation des établissements scolaires.

Enseignement secondaire.

La mise en application de la loi du 19 juillet 1971 sera poursuivie.

gemiddelde groeihypothese van 3 %, rekening gehouden met de bezuinigingen die uit de reaffectatiemaatregelen (337,5 miljoen) zullen voortvloeien en uit een vermindering van de uitroosters in het secundair onderwijs (495,5 miljoen).

Anderzijds is in 1979 een bijkomende uitgave van 100 miljoen voorzien voor de aanstelling van een aantal hoofdonderwijzers zonder klas in het basisonderwijs, en het oprichten van semi-internaten in het buitengewoon onderwijs van de Staat.

Het bedrag bestemd voor de bezoldiging van het werklidpersonnel van het Rijksonderwijs (1 546,6 miljoen) is t.o.v. de aangepaste begroting van 1978 met 9,5 % gestegen, dit gelet op de geleidelijke uitvoering van het investeringsprogramma van het Gebouwenfonds voor de rijksscholen.

De werkingstoelagen aan het gesubsidieerd onderwijs dekken geen andere hausse dan die voortvloeiend uit de indexaanpassing van de kleinhandelsprijzen, ten belope van 1/3, en uit de indexaanpassing van de bruto-uurlonen, ten belope van 2/3.

De kredieten betreffende de studiebeurzen zijn minder hoog dan in 1978, dank zij de mogelijkheid tot voorafneming op de reserves ten belope van 450 miljoen. Daarenboven worden bij de kapitaaluitgaven 50 miljoen voorzien voor het invoeren van een aanvullend stelsel van studieleningen.

C. — Gemeenschappelijke sector.

De begroting van Nationale Opvoeding — gemeenschappelijke sector — voor 1979, bedraagt 2 529,6 miljoen voor de lopende uitgaven, hetgeen een stijging betekent van 13,3 % ten opzichte van de gestemde begroting 1978 (2 232,9 miljoen) en van 16,3 % ten opzichte van de aangepaste begroting 1978 (2 175,6 miljoen).

Deze groei is hoofdzakelijk te wijten aan de stijging van de toelage aan het Nationaal Waarborgfonds voor Schoolgebouwen (+230 miljoen).

De kapitaaluitgaven van de begroting 1979 belopen 14 415 miljoen, zegge een stijging met 4,5 % ten opzichte van dezelfde gestemde begroting 1978 (13 799,7 miljoen) en met 4,5 % tegenover de aangepaste begroting 13 789,7 miljoen).

Basisonderwijs.

De vernieuwing van het basisonderwijs moet worden voortgezet door te zoeken naar een betere aanpassing van het onderwijs aan het kind van 2 1/2 tot 12 jaar.

In dit perspectief zal het experiment van de cyclus 5-8, in 39 Franse scholen van het land ingericht, van zeer nabij worden gevuld. Vooraleer deze methode in andere scholen in te voeren, zullen de resultaten van het driejarig experiment onmiddellijk naar waarde geschat worden.

De rationalisatie van het basisonderwijs zal het kleuter- en lager onderwijs omvatten. Zij zal op volgende principes steunen :

- de oprichting bevorderen van een school die de continuïteit van de vorming van de kinderen van 2 1/2 tot 12 jaar verzekert ;
- voor de normen verschillende vereisten bepalen volgens de bevolkingsdichtheid van de gemeenten ;
- de verantwoordelijkheid van de plaatselijke gemeenschappen voor de organisatie van de schoolinrichtingen vergroten.

Secundair onderwijs.

Het in toepassing brengen van de wet van 19 juli 1971 zal worden voortgezet.

Le 1^{er} septembre 1978, l'enseignement de l'Etat est passé au type I et l'enseignement subventionné sera incité à accélérer le passage à ce type d'enseignement.

Ceci suppose la poursuite de la recherche de formules de synthèses alliant les éléments positifs du type I et du type II. Un large consensus sera recherché avec l'enseignement subventionné. De plus, les dispositions en matière de maxima d'heures hebdomadaires prises dans le cadre de la loi du 5 août 1978 entraîneront la révision des grilles-horaires. Il sera veillé à rechercher, par la concertation, une uniformisation des organisations des trois réseaux dans le respect :

- des objectifs de loi;
- de la liberté pédagogique des réseaux;
- de l'égalité des coûts.

Par ailleurs, la poursuite de l'exécution de la loi du 11 juillet 1973 entraînera la mise en œuvre de la rationalisation de l'enseignement secondaire par une vision planifiée en deux étapes et qui visera à la restructuration des établissements en fonction des objectifs pédagogiques modernes et à leur épanouissement programmé dans le cadre de centre d'enseignement secondaire.

La prolongation de l'obligation scolaire étant envisagée, la nécessité de réformer l'enseignement professionnel a conduit à l'organisation d'un nombre limité d'expériences originales dans les trois réseaux. Celles-ci seront poursuivies en profondeur. Leur extension ne sera pas envisagée sans qu'une évaluation positive n'intervienne.

Enseignement supérieur.

Le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement supérieur sera mis en chantier. La réforme des agrégés de l'enseignement secondaire inférieur sera entreprise.

La mise en application de la loi du 7 juillet 1970 et du 18 février 1977 au niveau du type court sera poursuivie également.

Les Conseils supérieurs aideront à améliorer les diverses formes d'enseignement et à créer des passerelles entre elles.

La réforme prévue par la loi du 18 février 1977 sortira complètement ses effets pour l'année en cours; les quatre années sont maintenant organisées dans le cycle long. Il sera utile dans les prochaines années d'analyser les mouvements de population dans ces institutions pour mesurer l'impact de cette réforme et l'intérêt qu'elle suscite auprès des étudiants abordant des études de niveau post-universitaire.

Enseignement universitaire.

La prévision du montant des allocations a été effectuée en tenant compte des dispositions de la loi de réformes économiques et financières.

Dans la mesure où l'inflation restera modérée dans notre pays, l'évolution prévue du financement des universités ne mettra pas en péril leur équilibre financier. Le moratoire adopté pour les trois prochaines années devrait permettre de mettre au point les réformes nécessaires au statut des personnels universitaires, à l'organisation et au fonctionnement des universités de l'Etat.

Op 1 september 1978 werd in het Rijksonderwijs overgeschakeld naar type I en het gesubsidieerd onderwijs zal worden aangezet om de overgang naar dit onderwijs type te bespoedigen.

Zulks veronderstelt dat het onderzoek naar een uiteindelijke oplossing wordt voortgezet, waarbij de positieve elementen van type I en type II verenigd worden. De mogelijkheid van een veelzijdige samenwerking met het gesubsidieerd onderwijs zal worden onderzocht. Bovendien zullen de maatregelen inzake maxima wekelijkse lestijden genomen in het raam van de wet van 5 augustus 1978, een herziening van de lessenroosters tot gevolg hebben. Door middel van overleg zal er getracht worden een eenvormigheid te bereiken bij de inrichting van de drie netten waarbij rekening wordt gehouden met :

- de doelstellingen van de wet ;
- de opvoedkundige vrijheid van de netten ;
- gelijkheid inzake kosten.

Anderzijds zal de verdere uitvoering van de wet van 11 juli 1973, het in toepassing brengen van de rationalisatie van het secundair onderwijs tot gevolg hebben en zulks, door een planologisch inzicht, in twee stadia, dat de structuurhervorming van de onderwijsinrichtingen op grond van moderne opvoedkundige doelstellingen en van hun geplande uitbreiding in het raam van de centra voor secundair onderwijs, op het oog heeft.

Daar de verlenging van de schoolplicht overwogen wordt, was het noodzakelijk het beroepsonderwijs te hervormen en zulks heeft in de drie netten aanleiding gegeven tot het inrichten van een beperkt aantal originele experimenten. Deze zullen verder worden uitgediept. De verdere uitbreiding ervan zal slechts worden overwogen indien een positieve evaluatie blijkt.

Hoger onderwijs.

Het rationalisatie- en programmatieplan van het hoger onderwijs zal worden op touw gezet. De hervorming van de geaggregeerden van het lager secundair onderwijs zal worden uitgewerkt.

Het in toepassing brengen van de wet van 7 juli 1970 en van 18 februari 1977 op het niveau van het korte type zal eveneens worden voortgezet.

De Hoge Raden zullen er toe bijdragen de verschillende vormen van het onderwijs te verbeteren en zullen tevens onderlinge overgangsmogelijkheden creëren.

De door de wet van 18 februari 1977 bepaalde hervorming zal voor het lopend jaar een bijkomende uitwerking hebben; de vier jaren worden thans in de lange cyclus ingericht. Het zal nuttig zijn tijdens de volgende jaren de veranderingen in de schoolbevolking van deze instituten te analyseren ten einde de weerslag van deze hervorming te meten en het belang dat zij heeft voor de studenten die op het niveau van het post-universitair onderwijs studies aanvangen.

Universitair onderwijs.

Het bedrag van de toelagen is geraamd rekening houdend met de bepalingen van de wet op de economische en financiële hervormingen.

Naarmate de inflatie in ons land beperkt kan worden, zal de voorziene evolutie van de financiering der universiteiten geen gevaar opleveren voor hun financieel evenwicht. Het voor de drie volgende jaren aangenomen moratorium zou moeten de mogelijkheid bieden de hervormingen te bepalen die vereist zijn voor het statuut van het universitair personeel, voor de inrichting en de werking van de Rijksuniversiteiten.

II. — CULTURE.

1. Affaires culturelles communes.

Pour l'année 1979, les dépenses courantes de ce budget s'élèvent à 940,9 millions contre 906,0 millions pour 1978, soit un accroissement de 34,9 millions ou 3,9 %. Les dépenses de capital passent de 51,1 millions en 1978 à 42,5 millions en 1979.

2. Culture française.

La structure du budget de 1979 correspond à la structure du budget de 1978, à l'exception des crédits affectés à l'enseignement artistique. En effet, ceux-ci enregistreront une majoration exceptionnelle de quelque 160 millions de francs, majoration qui résulte du transfert à la Culture française de certains établissements d'enseignement artistique qui relevaient précédemment de l'autorité du Ministre de l'Education Nationale.

Sur le plan de la politique culturelle générale, la politique d'austérité budgétaire s'est appliquée également à la Culture française qui enregistre, par rapport à 1978, une majoration limitée à quelque 5 %. L'effort de rationalisation devra donc se poursuivre, d'autant qu'en 1979 des charges nouvelles devront être supportées du fait de la mise en exploitation de services créés antérieurement, notamment le Centre de la Communauté Culturelle Française de Belgique à Paris et de l'adoption par le Conseil culturel de divers décrets dont celui relatif à la lecture publique.

Dans ce contexte difficile, le souci essentiel sera d'assurer la stabilisation des institutions qui dépendent, pour l'essentiel de leurs ressources, des subventions versées par la Culture française. Ces institutions sont en effet, en termes d'emploi, des entreprises de services occupant un personnel nombreux et souvent spécialisé dans des disciplines particulières.

A ce propos, il y a lieu de noter que la Culture française s'est associée aux initiatives prises dans la politique de résorption du chômage. Dès à présent, le cadre temporaire compte 120 agents en place, soit près de 25 % des effectifs du personnel statutaire. En outre, de nombreuses institutions subventionnées mettent progressivement en place, avec la collaboration du département, des équipes qui complètent l'effort de base.

La politique des investissements, qui avait déjà reçu une vigoureuse impulsion en 1978, sera amplifiée et accélérée dans son rythme d'exécution. Le programme arrêté prévoit en effet 1 348 millions contre 1 216 en 1978, soit une augmentation de 11 %.

En même temps, l'accent sera mis sur l'équipement des établissements déjà créés, et cela de manière à rendre pleinement utilisables et partout plus rentables, les investissements immobiliers déjà achevés. Le Département ainsi assumera la part qui lui incombe dans la relance économique des régions qui le concernent.

3. Culture néerlandaise.

Les dépenses courantes de l'année 1979 atteignent 7 856,3 millions de francs, ce qui, en regard des 7 228,8 millions de francs en 1978, représente une croissance de 8,8 %.

Ce chiffre comprend également un montant de 60 millions de francs, afférent aux établissements d'enseignement artistique, qui, précédemment, relevaient de l'Education nationale.

II. — CULTUUR.

1. Gemeenschappelijke culturele aangelegenheden.

Voor het jaar 1979 bedragen de lopende uitgaven van die begroting 940,9 miljoen tegen 906,0 miljoen voor 1978, dat is een toename met 34,9 miljoen of 3,9 %. De kapitaaluitgaven dalen van 51,1 miljoen in 1978 tot 42,5 miljoen in 1979.

2. Franse cultuur.

De begrotingsstructuur voor 1979 stemt overeen met die van de begroting voor 1978 met uitzondering van de kredieten ten behoeve van het kunstonderwijs. Deze laatste boeken een uitzonderlijke verhoging met ongeveer 160 miljoen frank die voortspruit uit de overheveling naar Franse Cultuur van sommige instellingen voor kunstonderwijs die voordien onder de bevoegdheid van de Minister van Nationale Opvoeding vielen.

Op het vlak van het algemeen cultuurbeleid werd de bezuinigingspolitiek ook toegepast op de Franse Cultuur die ten opzichte van 1978 slechts een beperkte stijging met ongeveer 5 % kent. De rationalisering dient dan ook verder gezet te worden, des te meer daar in 1979 nieuwe lasten zullen moeten gedragen worden wegens het van stapel lopen van vroeger opgerichte diensten, inzonderheid het Centrum voor de Franse Culturgemeenschap van België te Parijs en de aanneming door de Cultuurraad van diverse decreten waaronder dat betreffende de Openbare Lektuur.

In deze moeilijke kontekst zal inzonder gestreefd worden naar stabilisering van de instellingen waarvan het voornaamste deel van de inkomsten vooral bestaat uit de door de Franse Cultuur gestorte toelagen. Deze instellingen zijn immers van grote betekenis voor de tewerkstelling want zij beschikken over een talrijk en dikwerf in bijzondere disciplines gespecialiseerd personeel.

Er dient opgemerkt te worden dat de Franse Cultuur deelgenomen heeft aan de initiatieven op het gebied van werkloosheidsbestrijding. Nu reeds bedraagt het speciaal tijdelijk kader 120 personeelsleden in dienst, zegge bijna 25 % van het statutair personeelseffectief. Daarenboven worden door talrijke gesubsidieerde instellingen, met medewerking van het departement geleidelijk ploegen tewerkgesteld die de basisinspanningen aanvullen.

Het investeringsbeleid dat in 1978 reeds een krachtig impuls kreeg, zal verruimd en versneld worden wat het uitvoeringstempo betreft. Het vastgestelde programma voorziet inderdaad 1 348 miljoen tegen 1 216 miljoen in 1978, zegge een vermeerdering met 11 %.

Terzelfdertijd zal de uitrusting van de reeds opgerichte instellingen beklemtoond worden zodat de reeds verwezenlijkte onroerende investeringen overall ten volle rendabel worden. Aldus zal het departement bijdragen in de economische heropleving van de gewesten waarover zijn bevoegdheid strekt.

3. Nederlandse cultuur.

De lopende uitgaven voor het jaar 1979 belopen 7 856,3 miljoen frank tegenover 7 228,8 miljoen frank voor 1978, hetgeen neerkomt op een stijging met 8,8 %.

In het eerste cijfer is evenwel een bedrag van 60 miljoen frank begrepen voor instellingen voor kunstonderwijs, die voorheen onder Nationale Opvoeding ressorteerden.

Les crédits d'enseignement artistique ont été établis en fonction de la rationalisation qui se poursuivra, et compte tenu de ce que l'installation de nouvelles écoles ou sections seront limitées, tout comme les frais de fonctionnement seront freinés.

Dans le secteur « Education permanente », le vote de nouveaux décrets par le conseil culturel de la communauté culturelle néerlandaise, et l'application de décrets déjà approuvés seront la cause d'une augmentation substantielle des crédits.

Pour les autres dépenses culturelles, les augmentations prévues suivent celles des salaires, tant pour les établissements d'Etat que pour les établissements subsidiés.

Les crédits pour activités scientifiques ont été établis selon les normes imposées et sur base des décisions du comité ministériel de la politique scientifique.

La dotation à la B.R.T. passe de 3 422,7 millions de francs en 1978 à 3 540,0 millions de francs, soit une croissance de 3,4 %. Plus de la moitié de cette dotation couvre des frais de personnel.

Les crédits d'investissement pour 1979 augmentent de 14 % en passant de 1 216 millions de francs à 1 387 millions de francs.

4. Culture allemande.

Les dépenses courantes pour les divers secteurs de la Culture allemande s'élèvent à 136,1 millions en 1979 contre 128,2 millions pour 1978, ce qui représente un accroissement global de 8,3 millions ou 6,5 %. La plus grande part de cette majoration a été portée au secteur « Culture » dont les crédits passent de 96,1 millions en 1978 à 102,8 millions en 1979. A noter que ces crédits couvrent également la dotation au Centre allemand de radiodiffusion (B.R.F.).

Les dépenses de capital (crédits non dissociés) ont été fixées, tout comme en 1978, à 8 millions.

Les crédits dissociés du programme d'investissement, s'élèvent à 66,5 millions en crédits d'engagement et à 55,0 millions en crédits d'ordonnancement. Les mêmes crédits s'élevaient en 1978 respectivement à 60,0 millions et à 50,0 millions.

De kredieten voor het kunstonderwijs werden bepaald in functie van het voortzetten van de rationalisatie, het beperken van het oprichten van nieuwe scholen of bijafdelingen en door het afremmen van de werkingskosten.

In de sector « Permanente Vorming » is het stemmen van nieuwe decreten door de Cultuurraad voor de Nederlandse Cultuurgemeenschap en de verdere toepassing van reeds goedgekeurde decreten de oorzaak van een substantiële verhoging der kredieten.

Door de « Andere Culturele uitgaven » liggen de indexverhogingen voor lonen aan de basis der voorziene verhogingen en dit zowel voor de eigen instellingen als de gesubsidierde.

De kredieten voor de wetenschappelijke activiteiten werden vastgesteld aan de hand van de opgelegde normen en op basis van de beslissingen van het Ministerieel Comité voor Wetenschapsbeleid.

De dotatie aan de B.R.T. bedraagt 3 540 miljoen frank tegenover 3 422,7 miljoen frank in 1978 of een stijging met 3,4 %. Deze dotatie dekt voor meer dan 50 % uitgaven voor personeelslasten.

De investeringskredieten voor 1979 verhoogden met 14 % nl. van 1 216 tot 1 387 miljoen frank.

4. Duitse Cultuur.

De lopende uitgaven voor diverse sectoren van de Duitse Cultuur belopen 136,1 miljoen in 1979 tegen 128,2 miljoen voor 1978, wat een totale toename met 8,3 miljoen of 6,5 % vertegenwoordigt. Het grootste deel van die verhoging werd geboekt in de sector « Cultuur », waarvan de kredieten stijgen van 96,1 miljoen in 1978 tot 102,8 miljoen in 1979. Op te merken valt dat die kredieten tevens de dotatie aan het Duitse Omroepcentrum (B.R.F.) dekken.

De kapitaaluitgaven (niet-gesplitste kredieten) werden, zoals in 1978, op 8 miljoen bepaald.

De gesplitste kredieten van het investeringsprogramma belopen 66,5 miljoen in vastleggingskredieten en 55,0 miljoen in ordonnanceringenkredieten. Diezelfde kredieten bedroegen in 1978 respectievelijk 60,0 miljoen en 50,0 miljoen.

CHAPITRE VIII.

La politique économique.

A. — LA POLITIQUE DE STIMULATION ECONOMIQUE.

En vue de relancer l'activité économique et favoriser l'emploi, le programme global d'investissements publics en 1978 avait été initialement fixé à 200,9 milliards soit une progression de 20,1 % par rapport au programme correspondant de 1977. A fin juillet 1978, le programme se chiffrait à 212,6 milliards et dépassait de 20,8 % le programme annuel définitif de 1977. Dans ce total, le secteur budgétaire s'inscrivait pour 119,4 milliards (+22,3 %), le secteur débûgétisé pour 36,0 milliards (+16,5 %) et le secteur des organismes d'intérêt public pour 57,2 milliards (+20,5 %). Par ailleurs, il a été décidé le 9 décembre 1977 que ce programme pourra être engagé à concurrence de 60 % de son montant annuel au cours du premier semestre de 1978. En ce qui concerne les trois premiers trimestres de l'année, les engagements porteront sur 80 % du programme d'après une décision prise le 13 juillet 1978.

Dans le but de favoriser la propension à investir des entreprises, l'arrêté royal du 27 décembre 1977 a prorogé jusqu'au 30 juin 1978 et celui du 10 août 1978 jusqu'au 31 décembre 1978, l'aide régionale complémentaire (subside en intérêt de 2 %) prévue par l'article 2, b, de la loi du 30 décembre 1970, qui avait été successivement prorogée jusqu'au 31 décembre 1977.

De surcroît, diverses mesures fiscales ont été prises en vue de promouvoir les investissements. La loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978 a reconduit pour 1978 l'exonération de la participation exceptionnelle et temporaire de solidarité, instaurée par la loi du 30 mars 1976, pour la partie exceptionnelle des bénéfices réinvestie et certains actifs corporels et incorporels.

La même loi du 22 décembre 1977 a prorogé pour l'année 1978 et étendu aux investissements créateurs d'emploi les effets de l'arrêté royal du 30 décembre 1976 rendant entièrement déductible la T.V.A. frappant les investissements complémentaires et ceux des nouvelles entreprises.

L'arrêté royal du 27 décembre 1977 a prorogé pour l'année 1978 les effets de l'arrêté royal du 16 mars 1977 qui exonère de l'impôt sur les revenus les plus-values réalisées sur certains éléments d'actifs dans la mesure où, dans un certain délai, elles seraient investies dans des projets contribuant directement à la création d'activités ou d'emplois nouveaux.

Un autre arrêté royal du 27 décembre 1977 a prorogé jusqu'au 30 juin 1978 les effets de la loi du 29 novembre 1977 qui autorisait l'amortissement *ad libitum* des investissements nouveaux en biens corporels ou incorporels ayant fait l'objet d'un marché à forfait ou ayant été soit produit soit commandés par une entreprise à partir du 1^{er} mars 1977.

La même loi du 29 novembre 1977 a accordé un amortissement supplémentaire égal à 10 % calculé sur une quotité de 40 % des investissements nouveaux pour autant que cette

HOOFDSTUK VIII.

Het economisch beleid.

A. — HET BELEID INZAKE DE STIMULERING VAN DE CONJUNCTUUR.

Teneinde de economische activiteit opnieuw op gang te brengen en de tewerkstelling te bevorderen werd het totale programma van de overheidsinvesteringen in 1978 aanvankelijk vastgesteld op 200,9 miljard, wat een verhoging betekende met 20,1 % ten overstaan van het overeenstemmend programma van 1977. Einde juli 1978 bedroeg het programma 212,6 miljard en overtrof het definitief jaarprogramma van 1977 met 20,8 %. In dit totaal vertegenwoordigde de budgettaire sector 119,4 miljard (+22,3 %), de gedebudgetteerde sector 36,0 miljard (+16,5 %) en de sector van de instellingen van openbaar nut 57,2 miljard (+20,5 %). Anderzijds werd op 9 december 1977 beslist dat dit programma tijdens het eerste halfjaar van 1978 kon worden vastgelegd ten belope van 60 % van het jaarbedrag. Tijdens de eerste drie kwartalen van het jaar, zouden de vastleggingen betrekking hebben op 80 % van het programma volgens een beslissing die op 13 juli 1978 werd genomen.

Om de investeringsneiging van de ondernemingen te bevorderen verlengde het koninklijk besluit van 27 december 1977 tot 30 juni 1978 en het koninklijk besluit van 10 augustus 1978 tot 31 december 1978 de bijkomende regionale tegemoetkoming (rentetolage van 2 %), die werd ingevoerd bij artikel 2, b, van de wet van 30 december 1970 dat achterenvolgens werd verlengd tot 31 december 1977.

Bovendien werden diverse fiscale maatregelen genomen ter bevordering van de investeringen. De wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978 heeft voor 1978 de bij de wet van 30 maart 1976 ingevoerde ontlasting van de uitzonderlijke en tijdelijke solidariteitsbijdrage voor het uitzonderlijke gedeelte van de winsten die opnieuw worden geïnvesteerd in bepaalde materiële en niet-materiële activa, verlengd.

Dezelfde wet van 22 december 1977 heeft voor het hele jaar 1978, en uitgebreid tot de arbeidsplaatsen creërende investeringen, de uitwerking verlengd van het koninklijk besluit van 30 december 1976 waarbij de B.T.W. geheven op aanvullende investeringen en op investeringen van nieuwe ondernemingen volledig in aftrek mag worden gebracht.

Het koninklijk besluit van 27 december 1977 heeft voor het jaar 1978 de werking verlengd van het koninklijk besluit van 16 maart 1977 waarbij van de inkomstenbelastingen volledig worden vrijgesteld de meerwaarden verzeenlijkt op bepaalde activa-bestanddelen voorzover deze, binnen een bepaalde termijn, worden geïnvesteerd in projecten die rechtstreeks bijdragen tot de creatie van nieuwe activiteiten of nieuwe arbeidsplaatsen.

Een ander koninklijk besluit van 27 december 1977 heeft tot 30 juni 1978 de uitwerking verlengd van de wet van 29 november 1977 die toelating verleende om nieuwe investeringen in materiële en niet-materiële goederen die het voorwerp uitmaakten van een voltrokken koop, van een aanneming tegen vaste prijs of geproduceerd of besteld werden door een onderneming van 1 maart 1977 af, *ad libitum* af te schrijven.

Diezelfde wet van 29 november 1977 verleende een bijkomende afschrijving van 10 % berekend op 40 % van de nieuwe investeringen voor zover die 40 % meer bedraagt dan

quotité fut supérieure à 50 000 francs. L'arrêté royal du 27 décembre 1977 a également prorogé cette mesure jusqu'au 30 juin 1978.

La loi de réorientation économique du 4 août 1978 immunise d'impôts les bénéfices à concurrence d'un montant égal à 15 % de la valeur des investissements complémentaires effectués en 1979 et 1980. Cette immunité s'appliquera aux bénéfices de la période imposable pendant laquelle les investissements complémentaires auront été effectués en tenant compte d'une quotité de 40 % de la valeur de ces investissements. Toutefois, si ceux-ci sont affectés à la recherche scientifique, leur valeur sera majorée de 50 % pour le calcul des montants immunisés.

L'arrêté royal du 27 décembre 1977 proroge jusqu'au 31 décembre 1978 l'arrêté royal du 16 mars 1977 exonérant du précompte mobilier les revenus de créances et prêts non représentés par des titres au porteur résultant d'emprunts conclus à l'étranger par des entreprises belges et ayant pour but le financement d'opérations répondant à l'intérêt économique général. Ces emprunts doivent être conclus dans le courant de l'année 1978.

Pour favoriser le financement des investissements privés par des fonds propres, la loi du 29 novembre 1977 a exonéré de l'impôt des sociétés, pendant cinq ans, les dividendes ne dépassant pas 5 % du capital libéré, alloués aux actions émises à l'occasion de constitutions ou d'augmentations de capital en numéraires réalisés entre le 1^{er} mars 1977 et le 31 décembre 1977. Cette mesure a été prorogée jusqu'au 31 décembre 1978 par l'arrêté royal du 27 décembre 1977 déjà cité. Une exonération similaire, s'appliquant aux sociétés nouvellement constituées ou aux augmentations de capital en 1979 se retrouve dans la loi de réorientation économique du 4 août 1978.

La loi précitée contient également un ensemble de mesures visant à promouvoir l'expansion économique des petites et moyennes entreprises. Celles-ci pourront bénéficier d'une aide générale sous forme de subvention en intérêt, de prime en capital, d'amortissements accélérés, d'exonération des droits proportionnels sur les apports en société, pour les opérations contribuant directement à leur création, extension, reconversion, rééquipement ou modernisation. En outre, une aide supplémentaire est prévue en cas de premier établissement dans une profession indépendante ainsi qu'une aide conjoncturelle complémentaire. Enfin, il pourra être accordé des primes d'emploi ainsi qu'une intervention dans les frais pendant une année pour l'affiliation à un secrétariat social agréé.

50 000 frank. Het koninklijk besluit van 27 december 1977 heeft deze maatregel eveneens verlengd tot 30 juni 1978.

De wet tot economische heroriëntering van 4 augustus 1978 verleent vrijstelling van belastingen op de winst tot een bedrag gelijk aan 15 % van de waarde van de aanvullende investeringen verwezenlijkt in 1979 en 1980. Deze vrijstelling is van toepassing op de winsten van het belastbaar tijdperk tijdens dewelke de aanvullende investeringen worden gedaan, rekening houdend met een bedrag van 40 % van de waarde van deze investeringen. Indien die investeringen echter voor wetenschappelijk onderzoek worden gebruikt, wordt hun waarde met 50 % verhoogd voor de berekening van het vrijgestelde bedrag.

Het koninklijk besluit van 27 december 1977 verlengt tot 31 december 1978 het koninklijk besluit van 16 maart 1977 waarbij van de roerende voorheffing worden vrijgesteld de inkomsten van niet door effecten aan toonder vertegenwoordigde schuldvorderingen en leningen die voortvloeien uit leningen aangegaan in het buitenland door Belgische ondernemingen met het oog op de financiering van activiteiten die aan het algemeen economisch belang beantwoorden. Deze leningen moeten worden aangegaan tijdens het jaar 1978.

Ter bevordering van de financiering van de privé-investeringen met eigen middelen heeft de wet van 29 november 1977 van de vennootschapsbelasting vrijgesteld gedurende vijf jaar, de dividenden die niet meer bedragen dan 5 % van het volgestorte kapitaal en die worden verleend aan de aandelen die werden uitgegeven ter gelegenheid van de samenstelling of de verhoging van het kapitaal, in geld, tussen 1 maart 1977 en 31 december 1977. Deze maatregel werd verlengd tot 31 december 1978 bij het reeds vermelde koninklijk besluit van 27 december 1977. Een gelijkaardige vrijstelling voor de nieuw opgerichte vennootschappen of voor de kapitaalsverhogingen in 1979 is opgenomen in de wet tot economisch heroriëntering van 4 augustus 1978.

Voornoemde wet bevat eveneens een reeks maatregelen ter bevordering van de economische expansie van de kleine en middelgrote ondernemingen. Deze kunnen genieten van een algemene tegemoetkoming onder de vorm van rentetoelage, kapitaalpremie, versnelde afschrijvingen, vrijstelling van het evenredig recht op de inbreng in vennootschappen, voor de verrichtingen welke rechtstreeks bijdragen tot hun oprichting, uitbreiding, omschakeling, heruitrusting of modernisering. Bovendien is in een aanvullende tegemoetkoming voorzien in geval van een eerste vestiging in een zelfstandig beroep, alsmede in een bijkomende conjuncturele tegemoetkoming. Tenslotte kunnen arbeidsplaatspremies alsmede een tussenkomst in de kosten worden toegekend gedurende één jaar voor de aansluiting bij een erkend sociaal secretariaat.

B. — POLITIQUE DE L'EMPLOI.

1. Plan de résorption du chômage.

Les six mesures reprises dans le programme de résorption du chômage touchent au 30 juin 1978 93 000 personnes contre 44 000 en 1977 (moyenne annuelle) pour les trois mesures déjà en vigueur, soit donc un progrès de 49 000 unités.

L'objectif fixé pour 1978, à savoir une progression de 70 000 unités, est donc déjà réalisé à l'issue du premier semestre dans la proportion de 70 %. Comme il était normal, le progrès a été le plus rapide, au cours des premiers mois pour les trois programmes déjà existants, tandis que le démarrage a été plus lent dans le cas des trois nouveaux où le mouvement n'a commencé à s'accélérer nettement que vers la fin du printemps.

a) Chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics.

L'objectif de 25 000 unités est largement dépassé (28 000 au 30 juin 1978) alors que la moyenne de 1977 n'était que de 20 000. Ce résultat a été atteint essentiellement grâce à la majoration des subsides à charge du Département de l'Emploi et du Travail.

D'autres mesures améliorent la situation de ces travailleurs et en conséquence un nouvel accroissement substantiel peut être attendu dans un proche avenir. L'objectif de 1979 a été fixé à 27 500.

b) Stages des jeunes.

Le nombre de stagiaires dans les entreprises atteint au 30 juin 1978, 26 000, nombre proche du double de la moyenne de 1977.

Cette progression rapide est due à la modification de la législation en la matière (essentiellement le passage du taux obligatoire de 1 à 2 % et l'extension à toutes les entreprises occupant plus de 50 travailleurs); d'autre part, une politique beaucoup plus stricte qu'antérieurement a été menée en ce qui concerne les dérogations accordées aux entreprises.

Jusqu'à présent, plus de 6 000 stagiaires ont été engagés définitivement à l'issue de leur stage.

Par ailleurs, 1 700 P.M.E. pourront obtenir la prime prévue en cas de mise au travail de stagiaires, sans obligation légale de le faire.

Pour 1979, un total de 28 000 stagiaires devrait être atteint.

c) Prépension.

Depuis le début de l'année 8 300 jeunes ont été engagés, en remplacement de prépensionnés, ce qui dépasse déjà l'objectif fixé à 6 500.

Ce résultat favorable a été atteint grâce à une augmentation constante du nombre de préensions légales et à un taux de remplacement qui a atteint 83 % grâce à l'action volontariste menée dans ce domaine par l'ONEm.

Moyenne 1977 30/6/1978

Prépension conventionnelle	11 735	19 190
Prépension légale	13 455	22 988

Le programme prévoit qu'en 1979, 26 000 jeunes auront été engagés en remplacement de prépensionnés légaux.

B. — WERKGELEGENHEIDSBELEID.

1. Actieplan tot opslorping van de werkloosheid.

De zes maatregelen vervat in het programma tot opslorping van de werkloosheid raken op 30 juni 1978, 93 000 personen tegen 44 000 in 1977 (jaargemiddelde) voor de drie maatregelen die reeds in voege waren, dit betekent dus een vooruitgang met 49 000 eenheden.

Het streefcijfer voor 1978, met name een vooruitgang met 70 000 eenheden is dus op het einde van het eerste semester voor 70 % bereikt. Zoals verwacht, was de vooruitgang het snelst tijdens de eerste maanden voor de drie reeds bestaande programma's, voor de drie nieuwe verliep de start trager, de versnelling trad pas duidelijk in tegen het einde van de lente.

a) Door de overheid tewerkgestelde werklozen.

Het doel : 25 000 eenheden werden ruimschoots overschreden (28 000 op 30 juni 1978). Voor 1977 bedroeg het gemiddelde amper 20 000. Dit resultaat kan in hoofdzaak worden toegeschreven aan de verhoging van de subsidies ten laste van het Departement van Tewerkstelling en Arbeid.

De toestand van deze werknemers zal door andere maatregelen worden verbeterd, wat in de nabije toekomst in een nieuwe substantiële toename kan resulteren. Het streefcijfer voor 1979 is vastgesteld op 27 500.

b) Stages van jongeren.

Op 30 juni 1978 waren in de ondernemingen 26 000 stagiairs, wat vrijwel een verdubbeling betekent van het gemiddelde voor 1977.

Die snelle vooruitgang moet worden toegeschreven aan de wijziging van de desbetreffende wetgeving (hoofdzakelijk de verhoging van het verplichte percentage van 1 tot 2 % en de uitbreiding tot alle ondernemingen met meer dan 50 werknemers); bovendien is veel strenger dan voorheen opgetreden in verband met het toekennen van afwijkingen aan de ondernemingen.

Tot nog toe zijn meer dan 6 000 stagiairs op het einde van hun stage in vast verband in dienst genomen.

Voorts kunnen 1 700 K.M.O.'s aanspraak maken op de premie als zij stagiairs tewerkstellen zonder daartoe wettelijk verplicht te zijn.

Voor 1979 wordt een streefcijfer vooropgesteld van 28 000 stagiairs.

c) Brugpensioen.

Sedert het begin van het jaar zijn 8 300 jongeren in dienst genomen ter vervanging van werknemers met brugpensioen, wat reeds meer is dan het streefcijfer dat op 6 500 was gesteld.

Dit gunstig resultaat kon worden bereikt dank zij de voortdurende stijging van het aantal wettelijke brugpensioenen en het vervangingspercentage dat tot 83 % opliep dank zij de doelbewuste actie van de R.V.A. op dit terrein.

Gemiddelde 1977 30/6/1978

Brugpensioen bij overeenkomst ...	11 735	19 190
Wettelijk brugpensioen ...	13 455	22 988

Voor 1979 is het streefcijfer van dit programma vastgesteld op 26 000 jongeren die in dienst worden genomen ter vervanging van werknemers die met wettelijk brugpensioen gaan.

d) *Prépension speciale.*

Ce programme qui a démarré en 1978, bénéficiait au 30 juin à plus de 11 000 chômeurs âgés, l'objectif fixé pour l'année étant de 18 000, chiffre restant maintenu pour 1979.

e) *Cadre spécial temporaire.*

Le démarrage de cette action s'est avéré plus lent que celui des autres programmes, comme il fallait d'ailleurs s'y attendre eu égard à la plus grande complexité de la procédure et à la nature même du projet qui nécessitait des initiatives à mettre soigneusement au point.

Néanmoins dès le deuxième trimestre, les recrutements se sont accélérés, et la mise au travail bénéficiait déjà à plus de 8 500 personnes au 30 juin.

Ce nombre est appelé à augmenter rapidement au cours du deuxième semestre puisque des projets prévoyant l'emploi de près de 21 000 personnes ont été approuvés avant le 30 juin.

Cet objectif pourrait être atteint d'une part grâce à la possibilité offerte à certains promoteurs de prolonger la durée d'occupation de leurs travailleurs au-delà d'un an et d'autre part par l'introduction de nouveaux projets.

A moyen terme, certaines expériences concluantes devraient pouvoir être prolongées au-delà de la limite d'un an avec toutefois, une participation financière du promoteur à concurrence d'un quart du coût global des rémunérations et charges sociales lorsque le travailleur engagé est maintenu en activité après un an d'occupation.

On peut raisonnablement escompter la mise au travail de 25 000 personnes en moyenne en 1979.

f) *Humanisation.*

La nature même de cette action rend très difficile l'appréciation de son impact sur l'emploi, puisque celui-ci s'exerce fatallement de manière indirecte.

Les données publiées ont en conséquence une signification assez réduite, car elles traduisent un effet direct ne représentant qu'une partie de la réalité.

Le nombre de demandes de primes atteignait au 31 juillet près de 300, représentant un investissement de 738 millions de francs. Au 31 juillet, des dossiers pour un total de 54 millions de francs avaient été approuvés et des primes pour 15 millions de francs accordées.

d) *Bijzonder brugpensioen.*

Dit programma ging van start in 1978. Op 30 juni genoten meer dan 11 000 oudere werklozen dit brugpensioen. Het streefcijfer dat voor dit jaar op 18 000 is vastgesteld, blijft ook voor 1979 behouden.

e) *Bijzonder Tijdelijk Kader.*

Deze actie is langzamer gestart dan de overige programma's. Dat was overigens te verwachten gezien de grotere complexiteit van de procedure en de aard zelf van het project waarvoor initiatieven nodig waren die grondig moesten worden uitgewerkt.

Toch zijn de aanwervingen vanaf het tweede trimester sneller begonnen te verlopen en op 30 juni waren reeds meer dan 8 500 personen aan het werk.

Dat aantal zal in de loop van het tweede semester snel stijgen, daar voor 30 juni een aantal projecten werden goedgekeurd die aan zowat 21 000 personen werk moeten bezorgen.

Dit streefcijfer kan worden bereikt, enerzijds, door de mogelijkheid die aan bepaalde promotors wordt geboden om hun werknemers langer dan het voorziene jaar te werk te stellen en, anderzijds, door de indiening van nieuwe projecten.

Op middellange termijn zouden bepaalde geslaagde experimenten na het voorziene jaar moeten kunnen worden voortgezet, evenwel met een financiële inbreng van de promotor ten belope van een vierde van de totale kosten inzake lonen en sociale bijdragen wanneer de werknemer langer dan een jaar in dienst wordt gehouden.

Redelijkerwijze kan worden aangenomen dat in 1979 gemiddeld 25 000 personen aan het werk zullen zijn.

f) *Humanisering.*

De aard zelf van deze actie maakt het zeer moeilijk om de impact ervan op de tewerkstelling te meten, die invloed kan immers niet anders dan indirect zijn.

De gepubliceerde gegevens hebben bijgevolg een vrij beperkte betekenis, daar zij enkel een rechtstreeks gevolg weergeven, wat slechts een deel van de werkelijkheid vormt.

Op 31 juli waren zowat 300 premieaanvragen ingediend wat een investering van 738 miljoen frank betekent. Op 31 juli waren dossiers goedgekeurd voor een totaal van 54 miljoen frank en waren voor 15 miljoen frank premies toegekend.

	Moyenne 1977 Gemiddelde 1977	30 juin 1978 30 juni 1978	Progression Vooruitgang	Objectif (progression) Streefcijfer (vooruitgang)	% réalisation de l'objectif bereikte % t.o.v. het streefcijfer
Chômeurs occupés par les pouvoirs publics. — <i>Door de overheid tewerkgestelde werklozen</i>	20 151	28 213	8 054	5 000	161
Stages de jeunes. — <i>Stages van jongeren</i>	13 454	25 351	11 897	15 000	79
Remplacement de prépensionnés. — <i>Vervanging van werknemers met brugpensioen</i>	11 000	19 347	8 347	6 500	128
Cadre spécial temporaire. — <i>Bijzonder tijdelijk kader</i>	0	8 663	8 663	24 000	36
Prépension spéciale. — <i>Bijzonder brugpensioen</i>	0	11 388	11 388	18 000	63
Humanisation. — <i>Humanisering</i>	0	60	60	1 500	4
Total. — <i>Totaal</i>	44 605	93 022	48 409	70 000	69

2. Autres mesures.

Outre les diverses actions énumérées sous la rubrique « plan de résorption du chômage », le Gouvernement mettra en œuvre une série d'autres mesures dans le cadre d'une politique active de l'emploi. Parmi celles-ci, on trouvera notamment :

a) L'initiative publique de l'emploi.

L'ONEm, service public, devra pouvoir, comme les firmes d'intérim, assurer le placement de travailleurs temporaires.

b) La séparation des activités Emploi et Chômage de l'ONEm.

Cette séparation permettra aux placeurs de se consacrer exclusivement à leur tâche de recherche d'une situation adéquate au bénéfice des demandeurs d'emploi.

c) L'aménagement de la réglementation du chômage.

En ce qui concerne la réglementation du chômage, la loi de réformes économiques et budgétaires a préconisé un certain nombre de mesures tendant à une répartition plus équitable du poids du régime d'indemnisation actuel et à la suppression de certaines tolérances dans la gestion des deniers de la collectivité.

C'est ainsi que des modifications ont été et seront apportées à la réglementation évoquée dans le but de résorber les discriminations en assurant un contrôle précis, et partant plus efficace, des obligations auxquelles sont soumis les bénéficiaires d'allocations de chômage. Parallèlement, les sanctions ont été ou seront adaptées en vue d'assurer un respect plus strict des dispositions légales et de remédier aux diverses formes de fraude.

Il convient toutefois de signaler que certaines améliorations ont été ou seront apportées au statut des chômeurs, notamment en ce qui concerne la régularisation des retenues de la sécurité sociale et l'uniformisation de la durée du déplacement journalier, en matière d'emploi convenable et en vue de respecter l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes.

Les mesures ne touchent à aucun des principes de l'assurance-chômage mais visent à empêcher que la solidarité ne soit détournée de son but réel.

d) Une meilleure adéquation de la formation et de l'emploi.

Sur base des articles 23, §§ 3 et 24 de la loi de réformes économiques et budgétaires, le Gouvernement a l'intention de donner au contrat d'apprentissage des professions salariées une réglementation adaptée à notre époque.

Cette réglementation s'adressera aux jeunes pour lesquels l'apprentissage constitue le moyen le plus adéquat d'acquérir la qualification à laquelle ils aspirent.

Elle favorisera le développement de l'apprentissage sous l'égide des organisations représentatives des employeurs et des travailleurs et pourra devenir ainsi un nouvel instrument d'une politique active de l'emploi.

e) Une politique restrictive de l'immigration.

Le Gouvernement entend maintenir sa politique restrictive en matière d'immigration de travailleurs non communautaires et continuer à prévenir leur occupation clandestine.

2. Andere maatregelen.

Behalve de verschillende acties die in de rubriek « Actieplan tot opslorping van de werkloosheid » zijn opgesomd, zal de Regering een reeks andere maatregelen ten uitvoer leggen welke kaderen in een actief werkgelegenheidsbeleid. Hieronder vinden wij meer bepaald :

a) Het overheidsinitiatief inzake arbeidsvoorziening.

De R.V.A. — een openbare dienst — moet zoals de uitzendbureaus kunnen zorgen voor de plaatsing van tijdelijke arbeidskrachten.

b) De scheiding van de activiteiten Arbeidsvoorziening en Werkloosheid bij de R.V.A.

Dank zij deze splitsing kunnen de arbeidsbemiddelaars zich uitsluitend bezig houden met het zoeken van een passende betrekking voor de werkzoekenden.

c) De herwerking van de werkloosheidsreglementering.

Wat de werkloosheidsreglementering betreft, zijn in de wet houdende economische en budgettaire hervormingen een aantal maatregelen vooropgesteld welke erop gericht zijn het gewicht van de huidige uitkeringsregeling billijker te verdelen en een einde te maken aan bepaalde gedulde praktijken bij het beheer van de gemeenschapsgelden.

Zo zijn en zullen wijzigingen worden aangebracht aan bedoelde reglementering : het doel is de discriminaties weg te werken door een nauwlettender en vandaar doeltreffender controle van de verplichtingen waaraan de uitkeringsgerechtigde werklozen zijn onderworpen. Terzelfder tijd zijn of zullen de sancties worden aangepast om ervoor te zorgen dat de wettelijke verplichtingen strikter worden nageleefd en om de verschillende vormen van bedrog uit de weg te ruimen.

Nochtans dient erop gewezen te worden dat sommige verbeteringen zijn of zullen worden aangebracht aan het statuut der werklozen, inzonderheid wat betreft de regularisering van de inhoudingen voor de sociale zekerheid en de uniformisering, in het raam van de passende dienstbetrekking, van de tijd die dagelijks wordt besteed om zich naar het werk te begeven. Het doel hiervan is de gelijke behandeling tussen mannen en vrouwen te eerbiedigen.

De maatregelen raken aan geen enkel beginsel van de werkloosheidsverzekering maar moeten ervoor zorgen dat het solidariteitsprincipe aan zijn reëel doel blijft beantwoorden.

d) De opleiding en het werk beter op elkaar afstemmen.

Met artikels 23, §§ 3 en 24 van de wet houdende economische en budgettaire hervormingen heeft de Regering, de bedoeling de reglementering inzake de leerovereenkomst voor een loontrekend beroep aan onze tijd aan te passen.

Deze reglementering is bestemd voor de jongeren voor wie het leerlingwezen het meest geschikte middel is om de verlengde kwalificatie te verwerven.

Zij moet de ontwikkeling van het leerlingwezen onder de bescherming van de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties bevorderen en kan op die manier een nieuw instrument worden van een actief werkgelegenheidsbeleid.

e) Een restrictief immigratiebeleid.

De regering wil haar restrictief beleid inzake immigratie van werknemers buiten de E.E.G. handhaven en hun clandestiene tewerkstelling blijven voorkomen.

En particulier, il visera à la protection du marché de l'emploi par des mesures destinées à lutter contre une utilisation abusive de la réglementation relative à l'octroi de permis de travail A.

f) *Meilleure application de la réglementation sociale.*

Une application plus rigoureuse de la réglementation sociale sera poursuivie. Plus spécialement, la lutte contre le travail clandestin sera accentuée.

Dans un même ordre d'idées, des mesures plus strictes seront prises contre les employeurs qui ne respectent pas la législation sociale (les pourvoyeurs de main-d'œuvre en particulier) et faussent ainsi le jeu de la concurrence.

g) *Prévention des comportements discriminatoires.*

L'égalité de sexes en ce qui concerne l'accès à l'emploi et à la formation professionnelle, constitue une étape importante dans la mise en œuvre d'une politique cohérente de l'emploi.

La mise en œuvre de la directive du Conseil des Communautés européennes dans la politique quotidienne sera poursuivie avec diligence.

C. — POLITIQUE DES PRIX.

Le maintien d'une stabilité suffisante des prix est un des objectifs majeurs de la politique économique.

A la lumière de l'évolution de l'indice des prix à la consommation, le taux d'inflation (sur base des variations en pourcents de décembre à décembre), qui a connu une pointe en 1974 avec 15,7 %, s'est situé à 11 % en 1975, 7,6 % en 1976 et 6,3 % en 1977. Sur base annuelle, pour les huit premiers mois de 1978, ce taux est ramené à 4,8 %.

La hausse de l'indice des prix à la consommation, de juillet 1977 à juillet 1978, a été, pour l'ensemble des produits et services, de 3,98 %. Elle est cependant différente selon les rubriques considérées : pour les produits alimentaires elle est de 1,27 %, pour les produits non-alimentaires de 2,96 % et pour les services et loyers de 7,28 %.

On en revient à des taux d'inflation plus modérés, comparables à ceux des années soixante. Bien qu'atténuee en liaison avec le niveau élevé du chômage, en raison de l'évolution des coûts et du potentiel sous-jacent de hausse qu'une reprise conjoncturelle pourrait déclencher, la pression inflationnaire requiert une attention constante. Cette vigilance doit être poursuivie par les organes de surveillance (le Service des Prix), contrôle (l'Inspection générale économique) et de consultation (la Commission pour la Régulation des Prix) et doit rester présente dans les décisions et les préoccupations gouvernementales.

Il faut en outre rappeler que la loi du 22 décembre 1977 instituant un régime de prix pour les spécialités pharmaceutiques et autres médicaments, a été prorogée jusqu'à fin 1978. Une nouvelle prorogation ou une autre solution devra être approuvée d'ici là, compte tenu de la situation particulière de ce secteur et de son incidence sur le régime de l'assurance maladie-invalidité.

Enfin, en application de l'article 57 de la loi du 30 mars 1976, l'indexation des prix demeure interdite et les clauses de révision de prix ne sont autorisées qu'en fonction des coûts réels et à concurrence d'un maximum de 80 % du prix.

Zeer in het bijzonder wil zij de arbeidsmarkt beschermen door maatregelen die erop gericht zijn de misbruiken in verband met de reglementering betreffende de toekenning van arbeidskaarten A te bestrijden.

f) *Betere toepassing van de sociale reglementering.*

Een strengere toepassing van de sociale reglementering wordt voortgezet. Inzonderheid de strijd tegen de sluikarbeid wordt beklemtoond.

In diezelfde gedachtengang zullen strengere maatregelen worden getroffen tegen de werkgevers die de sociale wetgeving niet naleven (meer in het bijzonder de koppelbazen) en aldus het spel van de concurrentie vervalsen.

g) *Voorkoming van discriminerende gedragingen.*

De gelijkheid van het geslacht wat betreft de toegang tot het arbeidsproces en tot de beroepsopleiding is een belangrijke stap in de tenuitvoerlegging van een coherent werkgelegenheidsbeleid.

De tenuitvoerlegging van de richtlijn van de Raad der Europese Gemeenschappen in het dagelijks beleid zal nauwgezet worden nagestreefd.

C. -- PRIJSBELEID.

Een van de hoofdbedoelingen van het economische beleid bestaat erin een voldoende prijzenstabiliteit te handhaven.

In het licht van de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijs, bereikte het inflatiepercentage (op basis van de percentageschommelingen van december tot december), met een piek van 15,7 % in 1974, 11 % in 1975, 7,6 % in 1976 en 6,3 % in 1977. Op jaarrbasis, is dit percentage voor de eerste acht maanden van 1978 op 4,8 % teruggebracht.

Van juli 1977 tot juli 1978 bedroeg de stijging van het indexcijfer van de consumptieprijs 3,98 % voor het geheel van de produkten en diensten. Er zijn wel verschillen volgens de beschouwde produkten : voor de voedingsmiddelen bedraagt ze 1,27 %, voor de niet-voedingsmiddelen 2,96 % en voor de diensten en de huur 7,28 %.

We kennen opnieuw meer gematigde inflatiepercentages die kunnen vergeleken worden met die van de jaren zestig. De inflatielidruk hoewel verminderd mede onder invloed van de hoge werkloosheid, vergt nochtans een permanente aandacht ingevolge de evolutie van de kosten en van het verborgen stijgingspotentieel, dat door een conjunctureel herstel zou kunnen in beweging worden gebracht. Deze waakzaamheid moet voortgezet worden door de organen voor prijzenbeheersing (de Prijzendienst), voor prijzencontrole (Economische algemene inspectie) en voor raadpleging (Commissie tot Regeling der Prijzen) en moet aanwezig zijn in de beslissingen en de regeringszorg.

Er dient bovendien opgemerkt dat de wet van 22 december 1977 tot invoering van een prijzenstelsel voor de farmaceutische specialiteiten en andere geneesmiddelen tot einde 1978 werd verlengd. Intussen zal een nieuwe verlenging of een andere oplossing moeten goedgekeurd worden, rekening houdende met de bijzondere situatie van deze sector en de weerslag ervan op het stelsel van de ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Tenslotte in toepassing van artikel 57 van de wet van 30 maart 1976, blijft de prijsindexering verboden en de bedingen inzake prijsherziening zijn slechts toegelezen op grond van de reële kosten ten belope van 80 % van de prijs.

D. — LA POLITIQUE MONETAIRE.

Au cours des derniers mois, la politique conjoncturelle a surtout été axée sur la position externe du franc belge et le soutien de l'activité économique.

Le taux d'escompte de la Banque Nationale, abaissé de 6,50 % à 6,00 % le 23 juin 1977, s'est maintenu à ce niveau jusqu'au début du mois de décembre 1977. A cette époque, une rapide et importante dépréciation du dollar fut à l'origine de perturbations d'ordre spéculatif sur les marchés des changes, poussant à la hausse le deutsche mark et créant ainsi une tension temporaire entre la devise allemande et le franc belge. Afin d'accélérer les ajustements naturels des cours de change, la B.N.B. a été contrainte de relever son taux d'escompte à 7,00 % le 2 décembre et à 9,00 % le 14 décembre 1977. Les tensions s'étant alors rapidement dissipées, l'Institut d'émission a pu abaisser son taux à 8,50 % dès le 5 janvier 1978, à 7,50 % le 19 janvier, à 6,50 % le 2 février, à 6,00 % le 16 mars et, enfin à 5,50 % le 30 mars, le ramenant à son plus bas niveau depuis près de cinq ans. Les autres taux pratiqués par la B.N.B. ont suivi la même évolution. Toutefois la réapparition des tensions sur les marchés des changes, ayant toujours pour origine la faiblesse du dollar, ont amené la B.N.B. à porter son taux d'escompte à 6,00 % le 26 juillet 1978 et à conclure avec les banques un accord, entré en vigueur le 7 août 1978, visant à rendre plus coûteuses les avances en francs belges consenties par ces banques à leurs correspondants étrangers.

Les taux débiteurs pratiqués par les intermédiaires financiers pour les crédits à court terme ont évolué de la même manière que le taux d'escompte quoiqu'avec moins d'amplitude. Ainsi, le taux de base des crédits de caisse des banques, qui s'établissait à 8,75 % depuis le 16 août 1977, a dû être relevé à deux reprises en décembre 1977 pour atteindre 10,00 % ; il a ensuite été progressivement abaissé pour s'établir à 8,00 % le 13 avril 1978.

Les taux débiteurs des crédits à moyen terme n'ont pas été affectés par les temporaires hausses des taux à terme plus court mais leur réduction a été plus tardive. C'est ainsi que le taux appliqué par la S.N.C.I. aux crédits d'investissements, passé de 10,70 % à 10,25 % le 27 septembre 1977, n'a été ramené à 9,75 % que le 11 avril 1978.

Le montant maximum du « Concours spécial de la B.N.B. au Fonds des Rentes », destiné à assurer temporairement la couverture de déficits saisonniers et imprévus de l'Etat par la souscription de certificats de Trésorerie, est passé de 15 à 30 milliards le 4 janvier 1978, puis à 40 milliards le 21 juin 1978 et enfin à 50 milliards entre le 5 et le 31 juillet 1978 date à laquelle il a été ramené à 40 milliards.

E. — POLITIQUE INDUSTRIELLE.

Dans sa politique économique, le Gouvernement continue de donner une priorité absolue à la défense de l'emploi. Une grande attention est accordée entre autres à la situation du secteur secondaire où l'emploi est le plus sensible à la conjoncture sans oublier que l'activité industrielle a aussi indirectement un effet sensible d'entraînement sur l'emploi.

D. — HET MONETAIR BELEID.

Tijdens de laatste maanden was het conjunctuurbeleid vooral gericht op de externe positie van de Belgische frank en de ondersteuning van de economische activiteit.

De discontovoet van de Nationale Bank die op 23 juni 1977 werd verminderd van 6,50 % tot 6,00 % werd op dat peil gehandhaafd tot het begin van de maand december 1977. Toen was een snelle en belangrijke ontwaardering van de dollar de oorzaak van storingen van speculatieve aard op de wisselmarkten waardoor de Duitse mark omhoog werd gestuurd en waardoor aldus een tijdelijke spanning tussen de Duitse munt en de Belgische frank ontstond. Om de natuurlijke aanpassingen van de wisselkoersen te versnellen zag de N.B.B. zich verplicht haar discontovoet te verhogen tot 7,00 % op 2 december en tot 9,00 % op 14 december 1977. Daar de spanningen toen snel verminderden kon het Emissie-Instituut haar discontovoet doen dalen tot 8,50 % op 5 januari 1978, tot 7,50 % op 19 januari, tot 6,50 % op 2 februari, tot 6,00 % op 16 maart en tenslotte tot 5,50 % op 30 maart, waarmee hij het laagste peil bereikte sedert nagenoeg vijf jaar. De andere door de N.B.B. toegepaste rentevoeten volgden dezelfde evolutie. Maar aangezien er nieuwe spanningen op de deviezenmarkten opdoken, waarvan steeds de zwakte van de dollar ten grondslag lag, moest de N.B.B. haar discontovoet verhogen tot 6,00 % op 26 juli 1978 en met de banken een overeenkomst sluiten welke op 7 augustus 1978 van kracht werd en tot doel had de voorzichten in Belgische frank welke door die banken worden toegestaan aan hun buitenlandse correspondenten, duurder te maken.

De debetrentevoeten die door de financiële instellingen worden toegepast voor kortlopende kredieten evolueerden op dezelfde wijze, maar minder sterk als de discontovoet. Zo moest de basisrentevoet voor kaskrediet van de banken, die 8,75 % bedroeg sedert 16 augustus 1977, tweemaal worden verhoogd in december 1977 om 10,00 % te bereiken. Daarna werd hij geleidelijk verminderd om 8,00 % te bereiken op 13 april 1978.

De debetrentevoeten voor krediet op halflange termijn werden niet beïnvloed door de tijdelijke stijgingen van de rentevoeten op kortere termijn, maar de daling ervan kwam later. Zo werd de rentevoet die door de N.M.K.N. werd toegepast op de investeringskredieten en die op 27 september 1977 werd verminderd van 10,70 % naar 10,25 %, slechts op 11 april 1978 teruggebracht tot 9,75 %.

Het maximumbedrag van de « Bijzondere bijstand van de N.B.B. aan het Rentenfonds » bestemd tot tijdelijke dekking van de seizoentekorten en onvoorzienbare deficits van de Staat door het inschrijven op Schatkistcertificaten, steeg van 15 tot 30 miljard op 4 januari 1978, daarna tot 40 miljard op 21 juni 1978 en tenslotte tot 50 miljard tussen 5 en 31 juli 1978, datum waarop beslist werd het opnieuw te verminderen tot 40 miljard.

E. — NIJVERHEIDSBELEID.

In haar economisch beleid blijft de Regering de verdediging van de tewerkstelling de absolute prioriteit verlenen. De aandacht gaat daarbij in het bijzonder uit naar de toestand van de sekundaire sektor, waarvan de werkgelegenheid de grootste konjunkturgevoeligheid vertoont. Ook onrechtstreeks hebben de nijverheidsactiviteiten een gevoelig meeslepingseffect inzake tewerkstelling.

Le pourcentage de chômage qui atteint une hauteur inacceptable a incité le Gouvernement à prendre d'importantes mesures conjoncturelles, essentiellement destinées à stimuler la demande et à réduire les conséquences sociales du chômage. Conscient du rôle primordial de l'industrie dans la prospérité générale et la création d'emplois, le Gouvernement a élaboré une politique industrielle, qui à côté de mesures conjoncturelles, a pour objectif d'assurer de manière permanente la création et le maintien de l'emploi.

A cet effet, l'accent est placé surtout sur la restructuration, la rationalisation et la modernisation en profondeur des secteurs traditionnels. On constate en effet que ces secteurs ont de plus en plus à subir une concurrence internationale sans cesse plus âpre. L'avance technologique que beaucoup de nos industries avaient encore, il y a peu, à l'égard de cette concurrence, se réduit rapidement et se transforme parfois même dans un recul dû à une insuffisance de dimensions. Simultanément, ce glissement dans la répartition internationale du travail s'est accompagné d'un mouvement rapide de rattrapage qualitatif. Constatation remarquable à ce sujet : ce sont précisément les secteurs présentant ces caractéristiques les plus alarmantes qui sont les plus axés sur l'exportation, ce qui hypothèque nos possibilités futures d'échanges internationaux.

Pour remédier à cette situation, le Gouvernement mènera une politique industrielle dans le but d'augmenter au maximum la productivité des entreprises.

Il s'efforcera en outre d'accroître la part du marché pour les produits dont la qualité, le degré d'élaboration et la valeur ajoutée atteignent les niveaux les plus élevés. A cet égard, certains secteurs industriels belges se trouvent également dans une situation intenable.

Dès qu'il n'existe plus suffisamment de possibilités de se tourner vers la production d'articles plus sophistiqués, il va de soi qu'il faut trouver de nouvelles activités. En fin de compte, la diversification présente le plus souvent de meilleures chances d'arriver à des résultats positifs que l'investissement défensif dans les activités traditionnelles.

Il va de soi que le Gouvernement veillera à ce que les rationalisations aillent de pair avec des mesures sociales d'accompagnement adéquates.

Les situations sectorielles et les mesures qui viennent d'être esquissées sont parfaitement illustrées par les actions entreprises par le Gouvernement dans le secteur de la sidérurgie et du textile.

Dans le secteur de la sidérurgie, les capacités de production ne sont utilisées qu'à concurrence des deux tiers environ et les prix sont tombés à des niveaux extrêmement bas, ce qui a entraîné dans nombre d'entreprises, des découvertes importants par rapport aux coûts de production.

Devant cette situation, le Gouvernement a décidé au cours de la Conférence tripartite qui a lieu le 5 mars 1977, d'accorder une aide temporaire en faveur de certaines sociétés, dont la situation financière se dégradait d'une façon préoccupante. Il a été décidé par ailleurs de confier au bureau d'études Mc Kinsey la réalisation d'une étude détaillée et approfondie de la sidérurgie belgo-luxembourgeoise. Eu égard au caractère stratégique et indispensable de la sidérurgie pour l'économie nationale, le Gouvernement dégagera une stratégie globale susceptible de rendre à notre industrie lourde une rentabilité suffisante. Parallèlement, tout sera mis en œuvre en vue d'obtenir de la Commission des Communautés européennes la poursuite d'une politique appropriée s'inscrivant dans le cadre du renforcement de la sidérurgie européenne.

De onaanvaardbaar hoge werkloosheidsgraad heeft de Regering ertoe aangezet omvangrijke konjunkturele maatregelen te treffen die er voornamelijk op gericht zijn de vraag te stimuleren en de sociale gevolgen van de werkloosheid te verzachten. Overtuigd van de centrale rol van de nijverheid voor het scheppen van welvaart en werkgelegenheid, heeft de Regering een industriel beleid ontworpen dat, naast de konjunkturele inspanningen, tot doel heeft op permanente wijze arbeidsplaatsen te creëren of te beveiligen.

De aandacht zal daarbij vooral gericht worden op de grondige herstructurering, rationalisering en modernisering van de traditionele sectoren. Men constateert immers dat deze sectoren in toenemende mate onder druk komen te staan van een nog voortdurend aanzwellende internationale konkurrenz. De technologische voorsprong, die vele van onze nijverheden tegenover deze nieuwe konkurrenten nog tot voor kort bezaten, brokkelt snel af of slaat zelfs om in een achterstand te wijten aan onvoldoende grootschaligheid. Tegelijkertijd ging deze verschuiving van de internationale arbeidsverdeling gepaard met een snelle inhaalbeweging. Merkwaardig is dat het precies de sectoren met deze veroutrustende karakteristieken zijn die in het Belgische produktiepakket de grootste exportgerichtheid vertonen, wat een hypothek legt op onze toekomstige internationale ruimtelijkheden.

Om aan deze toestand te verhelpen zal de Regering een industriel beleid voeren dat erop gericht is een maximale verhoging van de produktiviteit van de ondernemingen op te wekken.

Daarnaast zal een verruiming worden nagestreefd van het marktaandeel van de fabrikaten die inzake kwaliteit, produktietechniek en toegevoegde waarde tot de bovenlaag van de gamma behoren. Ook in dit opzicht vertonen sommige Belgische nijverheidssectoren onhoudbare toestanden.

Indien onvoldoende uitwijkmöglichheid bestaat naar een meer gesofistikeerde produktie, ligt het voor de hand dat nieuwe activiteiten dienen opgespeurd waarbij de onderlegdheid van de basisbedrijvigheid een kompetitief voordeel verschafft. Diversificering biedt uiteindelijk meestal gunstiger resultaten dan defensieve investeringen in traditionele aktiviteiten.

Vanzelfsprekend zal de Regering erover waken dat bij die rationaliseringen gepaste sociale begeleidingsmaatregelen worden uitgewerkt.

De hierboven geschetste sectoriële toestanden en maatregelen kunnen uitstekend worden geïllustreerd door de maatregelen die de Regering heeft genomen inzake de staalsector en de textielnijverheid.

In de staalnijverheid wordt de produktiecapaciteit slechts voor ongeveer 2/3 ingezet en de prijzen zijn zeer sterk gedaald, hetgeen heel wat bedrijven in een netelige positie heeft gebracht met betrekking tot hun produktiekost.

Met het oog op deze situatie heeft de Regering tijdens de driepartijenconferentie van 5 maart 1977 beslist een tijdelijke steun toe te kennen aan bepaalde bedrijven waarvan de financiële toestand op zorgwekkende wijze verslechterte. Verder werd beslist om aan het studiebureau Mac Kinsey de uitvoering van een gedetailleerde en diepgaande studie toe te vertrouwen over de Belgisch-Luxemburgse staalnijverheid. Rekening houdend met het strategisch en onontbeerlijk karakter van de staalnijverheid voor onze nationale economie zal de Regering een globaal beleid uitstippelen om onze zware industrie voldoende rendabel te maken. Tegelijkertijd zal alles in het werk worden gesteld om te bereiken dat de Commissie van de E.E.G. een aangepast beleid zou uitwerken dat kan gezien worden in het kader van de versteviging van de Europese staalnijverheid.

Compte tenu des perspectives peu encourageantes de la demande et du caractère concurrentiel limité de certaines de nos entreprises sidérurgiques, il convient d'agir immédiatement dans trois directions.

En premier lieu, stimuler la sidérurgie, en privilégiant, dans la mesure du possible, les travaux qui comportent une forte incorporation d'acier.

En second lieu, rendre notre sidérurgie plus compétitive par des investissements de restructuration.

En troisième lieu, promouvoir dans les secteurs en aval de la sidérurgie des investissements d'expansion, notamment par la diversification afin de créer un emploi suffisant pour absorber les travailleurs qui devront quitter le secteur sidérurgique. Il faudra prendre les mesures sociales transitoires qui s'imposent en vue d'assurer un transfert de l'emploi dans les meilleures conditions possibles.

**

Les difficultés que connaît l'industrie textile et du vêtement sont nombreuses. La concurrence agressive des pays tiers, la hausse des coûts de production, les modifications des parités monétaires et la croissance du trafic de perfectionnement passif sont autant d'éléments gênant la situation du secteur. Le Gouvernement est disposé à prendre fermement les mesures appropriées en se rattachant au principe d'une large concertation avec l'ensemble des organisations intéressées. La convocation d'une table ronde du secteur interviendra rapidement.

Dès à présent, le Gouvernement se penchera sur le problème des importations et œuvrera au sein des instances CEE à la recherche d'une solution efficace. Toute reprise des négociations sur l'Arrangement international des fibres sera notamment suivie avec la plus grande attention.

Le Gouvernement poursuit activement l'exécution de l'arrêté royal du 14 mai 1976 prévoyant des primes d'emploi en faveur des entreprises de la confection et du vêtement et de certaines entreprises de la bonneterie, et étudie d'autres mesures en faveur des entreprises textiles dans le cadre d'une restructuration du secteur.

**

Le Gouvernement se soucie également des autres secteurs, notamment de l'industrie de fabrications métalliques. Celle-ci reste un secteur vital de notre économie, comme en témoigne le nombre d'emplois qu'elle procure et le chiffre d'affaires qu'elle réalise.

Le sous-secteur de la construction navale se trouve dans une situation délicate du fait du rétrécissement du marché et d'une forte concurrence étrangère.

Pour l'industrie chimique qui, elle aussi, doit faire face à des problèmes spécifiques, il est réjouissant de pouvoir constater qu'aussi bien les investissements productifs que ceux affectés à la recherche et au développement sont restés à un niveau élevé au cours de l'année écoulée.

Dans l'industrie du papier, la crise persiste de même que dans le secteur des matériaux de construction où la rentabilité reste insuffisante.

Pour l'industrie de la transformation du bois, le Gouvernement met à l'étude des mesures visant à améliorer la situation financière des entreprises.

Quant à l'industrie de la chaussure, dont l'évolution reste défavorable, elle continuera de bénéficier de la part du Gouvernement de primes à la restructuration dans le cadre des normes de la C.E.E.

Gezien de weinig bemoedigende vooruitzichten voor wat de vraag aangaat en de beperkte concurrentiële aard van sommige staalbedrijven moet onmiddellijk worden opgetreden op drie vlakken.

Op de eerste plaats moet de staalnijverheid worden gestimuleerd door, in de mate van het mogelijke, voorrang te verlenen aan de produkties waarbij veel staal wordt verwerkt.

Op de tweede plaats moet onze staalnijverheid meer concurrentieel worden gemaakt door middel van herstructureringsinvesteringen.

Op de derde plaats moeten de uitbreidingsinvesteringen worden bevorderd in de sectoren die afhangen van de staalnijverheid om voldoende werkgelegenheid te verschaffen voor de werknemers die de staalsector verlaten. Er moeten sociale overgangsmaatregelen worden getroffen om de overgang naar nieuwe werkgelegenheid in de best mogelijke omstandigheden te laten verlopen.

**

De moeilijkheden van de textiel- en kledingsector zijn veelvuldig. De agressieve concurrentie van derde landen, de stijging van de produktiekosten, de muntschommelingen en de toename van het passieve veredelingsverkeer zijn de elementen die de toestand in deze sector nog verergeren. De Regering is bereid de noodzakelijke maatregelen te treffen en gaat akkoord met het principe van een overleg op ruime basis, met alle betrokken organisaties. Een ronde-tafel-conferentie voor deze sector zal zeer binnenkort worden georganiseerd.

De Regering zal zich nu reeds buigen over het probleem van de invoer en zal in het kader van de E.E.G. naar een doeltreffende oplossing zoeken. De hervatting van de onderhandelingen over het multi-vezelakkoord zal met de grootste aandacht worden gevuld.

De Regering zal actief doorgaan met de uitvoering van het koninklijk besluit van 14 mei 1976 waardoor arbeidsplaatspremies worden toegekend aan bedrijven van de kleding- en confectionnijverheid en sommige bedrijven van de sector breigoederen. Zij zal tevens andere maatregelen bestuderen in het kader van een herstructurering van de textielsector.

**

De zorg van de Regering gaat ook uit naar de andere sectoren, waaronder de metaalverwerkende nijverheid die alleen al omwille van haar omvang inzake tewerkstelling en omzet duidelijk een vitale sektor blijft in onze economie.

De subsektor van de scheepsbouw bevindt zich in een delikate situatie van simultane marktinkrimping en zeer hevige buitenlandse konkurrenz.

Voor de scheikundige nijverheid, die eveneens met specifieke problemen heeft af te rekenen, is het nochtans verheugend te kunnen vaststellen dat in het afgelopen jaar zowel de produktie-investeringen als de investeringen voor onderzoek en ontwikkeling op een hoog peil bleven.

In de papiernijverheid woedt de krisis verder en ook in de bouwmaterialesektor blijft de rentabiliteit onbevredigend.

Voor de houtverwerkende nijverheid heeft de Regering maatregelen ter studie tot verbetering van de financiële toestand der ondernemingen.

In de schoennijverheid, die verder ongunstig evolueerde, zal de Regering binnen de E.E.G.-normen de toekennung van een herstructureringspremie blijven verderzetten.

F. POLITIQUE ENERGETIQUE.

I. — Nouvelle politique énergétique.

Le Gouvernement déposera incessamment le document relatif à une « nouvelle politique énergétique » contenant les orientations fondamentales aussi bien au niveau de la politique énergétique générale que sur le plan sectoriel, dont le Parlement aura à délibérer.

II. — Réformes institutionnelles issues de la loi du 5 août 1978.

Indépendamment des grands axes de la politique énergétique qui se dégageront de ce débat, la loi de réformes économiques du 5 août 1978 assure dès à présent la mise en place des instruments qui devront favoriser la mise en œuvre de cette politique.

Ces mesures permettent :

- 1^e de doter le Comité National de l'Energie et le Comité de Contrôle de l'Électricité et du Gaz de la personnalité civile, leur coût de fonctionnement étant à charge de l'Etat;
- 2^e d'assurer la prise de participation de l'Etat dans les trois sociétés productrices d'électricité (offre préférentielle à concurrence d'un quart des nouveaux apports à chaque augmentation de capital) ainsi que dans le capital de la S.A. DISTRIGAZ (pour 50 % au moins);
- 3^e de constituer un organisme public d'achat et de stockage de pétrole brut et de produits pétroliers, dans la perspective d'un approvisionnement régulier du pays en tous temps;
- 4^e de confier à une Société Nationale de Transport par canalisations, créée ou à créer par la S.N.I., l'examen de tout projet de canalisation, avec la faculté pour cette société de se réservé par priorité la réalisation de ces projets;
- 5^e la participation de l'Etat au capital de la S.A. « Kempense Steenkolenmijnen » (par prise en compte des montants versés en compensation des pertes d'exploitation);
- 6^e la fixation annuelle de la production des sociétés minières et l'adaptation des statuts de la société « Kempense Steenkolenmijnen » et des conventions passées entre l'Etat et cette société en vue d'assurer une représentation adéquate des pouvoirs publics dans les organes de gestion de K.S.;
- 7^e la création d'une société mixte, au capital de laquelle l'Etat participera pour 50 % au moins, gérant les activités du cycle des matières fissiles ainsi que la création d'un organisme public chargé de la gestion du stockage, du transport, de la surveillance et du contrôle des déchets radioactifs.

III. — Subventions directes aux charbonnages.

L'article 32.03 du budget couvre, en ordre principal, les pertes d'exploitation des entreprises charbonnières.

Les montants ont évolué comme suit :

- 1977 : engagements : 8 703,5 millions de francs;
1978 : budget ajusté : 9 525,3 millions de francs;

F. — ENERGIEBELEID.

I. — Nieuw energiebeleid.

De Regering zal binnenkort het document inzake het « nieuw energiebeleid » aan het Parlement voorleggen waarbij de nodige aandacht zal uitgaan naar de beleidsopties zowel op algemeen als op sektoreel vlak.

II. — Institutionele hervormingen voortvloeiend uit de wet van 5 augustus 1978.

Gelet op de beleidsopties die uit dit debat zullen voortvloeien voorziet de wet van 5 augustus 1978 nu reeds in enkele struktuurhervormingen die het uitvoeren van het energiebeleid zullen kunnen in de hand werken.

De getroffen maatregelen beogen :

- 1^e het verlenen van de rechtspersoonlijkheid aan het Nationaal Comité voor de Energie en het Controlecomité voor Elektriciteit en het Gas, waarvan de werkingskosten ten laste van de Staat zullen zijn;
- 2^e de deelneming van de Staat in het kapitaal van de drie maatschappijen die elektriciteit voortbrengen (preferentieel aanbod op een vierde van de nieuwe inbreng bij elke kapitaalverhoging) evenals in het kapitaal van de N.V. DISTRIGAZ (ten belope van tenminste 50 %);
- 3^e de oprichting van een openbaar aankoop- en opslagorgaan voor aardolie en aardolieprodukten, dit met het oog op het waarborgen van een regelmatige bevoorrading van het land op gelijk welk ogenblik;
- 4^e het opdragen aan een door de N.I.M. opgerichte of op te richten Nationale Maatschappij der Pijpleidingen van het onderzoek van elk project van vervoer door middel van leidingen, waarbij de maatschappij het recht voorbehouden is deze projecten zelf uit te voeren;
- 5^e de deelneming van de Staat in het kapitaal van de « N.V. Kempense Steenkolenmijnen » (door inbreng van de toelagen voor delging van exploitatieverlies);
- 6^e het jaarlijks vaststellen van de produktie der steenkolenmijnen en de aanpassing van de statuten van de N.V. « Kempense Steenkolenmijnen » en van de overeenkomsten tussen de Staat en deze maatschappij met het oog op een afdoende vertegenwoordiging van de overheid in de bestuursorganen van K.S.
- 7^e de oprichting van een gemengde maatschappij, waarbij de overheidsdeelneming in het kapitaal ten minste 50 % zal belopen, die alle verrichtingen zal verwezenlijken in verband met de kernsplitsstofcyclus, en de oprichting van een overheidsorgaan belast met het beheer van de opslag, het vervoer, het toezicht en de controle van de radioactieve afval.

III. — Rechtstreekse toelagen aan de steenkolenmijnen.

Artikel 32.03 van de begroting dekt hoofdzakelijk de exploitatieverliezen van de steenkoolondernemingen.

Volgende bedragen werden achtereenvolgens genoteerd :

- 1977 : vastleggingen : 8 703,5 miljoen frank;
1978 : aangepaste begroting : 9 525,3 miljoen frank;

1979 : prévisions : 7 980,3 millions de francs et 3 100,0 millions de francs à l'article 81.05.

Il convient de rappeler que le programme de fermeture des sièges du bassin du Sud se poursuit. Fin 1979 il restera trois sièges en activité dans ce bassin dont deux seront fermés au 31 mars 1980.

IV. — Interventions dans le secteur nucléaire.

Le crédit de fonctionnement pour le Centre d'Etude de l'Energie Nucléaire (C.E.N.-S.C.K.) à Mol est en augmentation de 2 % par rapport au crédit initial accordé en 1978. Pour ce qui concerne l'Institut National de Radio-éléments (I.R.E.) à Fleurus, le crédit de fonctionnement est inférieur au crédit initial de 1978 par suite d'une augmentation constante des recettes.

Le crédit d'investissement accordé au C.E.N.-S.C.K. d'un montant équivalent à 1978, est destiné essentiellement à l'amélioration de la sécurité des installations et du personnel, ainsi qu'aux installations de traitement et de stockage de déchets radioactifs.

Le crédit d'investissement de l'I.R.E. doit permettre la poursuite de la dernière tranche du programme de base à Fleurus ainsi que compléter l'équipement nécessaire en vue d'améliorer la sécurité du personnel et d'accroître les possibilités d'exploitation.

Le crédit de fonctionnement de l'Institut Interuniversitaire des Sciences nucléaires (I.I.S.N.) est en augmentation de 17 % par rapport au crédit initial de 1978. Cette augmentation importante est motivée par la nécessité de réaliser graduellement un équilibre entre le secteur francophone et néerlandophone sans pour autant compromettre la poursuite des recherches en cours.

Le crédit pour la construction du réacteur surgénérateur SNR-300 à Kalkar (Allemagne) doit permettre à l'Etat de remplir ses obligations dans les limites du contrat auquel il a souscrit.

V. — Intervention dans la recherche scientifique non nucléaire.

Les crédits prévus pour la R & D non nucléaire, de la compétence du Ministère des Affaires économiques, aussi bien sur le plan national que dans le cadre de collaborations internationales (A.I.E.A.-C.E.E.), (postes 34.08 et 41.08) sont du même ordre de grandeur que les crédits initiaux de 1978.

VI. — Contrôle de matériels électriques à basse tension.

Les services compétents de l'Administration de l'Energie sont appelés à organiser le contrôle prévu par la réglementation C.E.E. en cette matière.

VII. — Poursuite des travaux dans le secteur du gaz naturel.

La construction à Zeebrugge du terminal devant assurer la réception, le stockage et la regaziéification du gaz naturel en provenance d'Algérie sera mise en œuvre de façon à être achevée en 1982.

La mise en activité de cet important secteur de l'économie nationale aura une incidence certaine sur l'emploi.

1979 : vooruitzichten : 7 980,3 miljoen frank en 3 100,0 miljoen frank op artikel 81.05.

Er dient op gewezen te worden dat het sluitingsprogramma in het zuiderbekken verder doorgevoerd wordt zodat er eind 1979 nog drie zetels in werking zullen zijn waarvan er twee op 31 maart 1980 zullen gesloten worden.

IV. — Tussenkomst in de kernsector.

Het werkingskrediet voor het Studiecentrum voor Kernenergie (S.C.K.-C.E.N.) te Mol stijgt met 2 % t.o.v. van het oorspronkelijk in 1978 toegekende krediet. Voor het Nationaal Instituut voor Radio-elementen (I.R.E.) te Fleurus ligt het werkingskrediet lager dan het oorspronkelijk krediet van 1978, wegens de constante toename van de opbrengst.

De investeringskredieten toegekend aan het S.C.K.-C.E.N. voor een bedrag gelijkwaardig aan dat van 1978, is hoofdzakelijk bestemd voor de verbetering van de veiligheid van de installaties en van het personeel, evenals voor de behandeling en de opslag van radioactieve afval.

Het investeringskrediet voor het I.R.E. moet het mogelijk maken het laatste deel van het basisprogramma te Fleurus uit te voeren, en de nodige uitrusting te vervolledigen om de veiligheid van het personeel te verbeteren en de uitvoermogelijkheden te doen stijgen.

Het werkingskrediet voor het Interuniversitair Instituut voor Kernwetenschappen (I.I.K.W.) stijgt met 17 % t.o.v. het oorspronkelijk krediet van 1978. Deze aanzienlijke stijging wordt verantwoord door de noodzaak geleidelijk een evenwicht tussen de Franstalige en de Nederlandstalige sektor tot stand te brengen, zonder evenwel het voortzetten van de aan de gang zijnde onderzoeken in gevaar te brengen.

Het krediet voor de bouw van de kweekreactor SNR-300 te Kalkar (Duitsland) moet het de Staat mogelijk maken zijn verplichtingen na te leven binnen de perken van het door hem ondertekende kontrakt.

V. — Tussenkomst in het niet nucleair wetenschappelijk onderzoek.

De zowel op nationaal vlak als in het kader van de internationale samenwerking (I.O.A.E.-E.E.G.) (posten 34.08 en 41.08) voorziene kredieten voor de niet-nucleaire R & D, die onder de bevoegdheid van het Ministerie van Economische Zaken valt, zijn dezelfde als de aanvankelijke kredieten van 1978.

VI. — Controle van elektrisch laagspanningsmaterieel.

De bevoegde diensten van de Administratie voor Energie voeren de bij de E.E.G.-reglementering ter zake voorziene controle uit.

VII. — Voortzetting van de werkzaamheden in de aardgassector.

De bouw te Zeebrugge van de terminal voor de ontvangst, de opslag en de hervergassing van het aardgas uit Algerië zal op gang gebracht worden met het oog op zijn voltooiing in 1982.

De inwerkingstelling van deze belangrijke sector van de nationale economie zal zeker een weerslag hebben op de tewerkstelling.

G. — CLASSES MOYENNES.

Aspects économiques.

Toute politique économique ayant parmi ses buts principaux le maintien et le développement de l'emploi à l'intérieur des entreprises, le soutien de la compétitivité de notre économie sur le plan international et la promotion de la rentabilité des unités de production, de distribution ou de prestation de services sur le plan individuel et sectoriel, ne peut connaître de plein effet s'il n'est pas tenu compte de l'importance et des caractéristiques propres aux petites et moyennes entreprises.

La reconnaissance de cette catégorie d'entreprises en matière d'emploi, de créativité, particulièrement dans l'artisanat et l'industrie, et de garantie d'une diversité des structures, notamment dans le commerce, requiert des pouvoirs publics une politique spécifique qui réponde aux problèmes et difficultés auxquels elles doivent faire face pour correspondre aux exigences économiques de la société contemporaine.

Semblable politique est essentiellement axée sur deux types de facteurs:

1^o les facteurs de formation et de qualification des indépendants et des chefs d'entreprises, qui sont influencés, dans une certaine mesure, par les problèmes sociaux nés de la crise; une certaine mesure, par les problèmes sociaux nés de la crise;

2^o les facteurs d'ordre financier, visant à favoriser la création et le développement des petites et moyennes entreprises et à garantir le maintien de leur capacité compétitive.

Pour ce qui concerne le premier type de préoccupation, il faut signaler qu'en matière de formation permanente des classes moyennes, la réforme du système instaurée par l'arrêté royal du 4 octobre 1976 est entrée dans sa phase définitive. Il sera veillé, en ordre principal, à ce que sur le plan fonctionnel soient garantis les objectifs et les possibilités essentiels de la formation. Par ailleurs, en ce qui concerne la promotion sociale, l'augmentation de l'indemnité de promotion sociale aux travailleurs indépendants et aidants qui ont terminé avec succès un cycle complet de cours ressortissant à un enseignement à horaire réduit, leur permettra, de plus en plus, d'améliorer leur qualification professionnelle.

L'exigence d'une garantie de formation et de qualification des indépendants et chefs de petites et moyennes entreprises s'est traduite dans les conditions d'accès instaurées, pour 36 professions, par une réglementation fondée sur la loi du 15 décembre 1970 sur l'exercice des activités professionnelles dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat.

L'évolution de la situation économique a mis en évidence un certain nombre de difficultés rencontrées par les candidats aux activités commerciales et artisanales pour s'établir dans les professions de leur choix. De nombreux chefs d'entreprises doivent, sous la pression des circonstances, élargir leur champ d'action. Il est fréquent, par ailleurs, que des travailleurs salariés s'efforcent d'échapper au chômage en commençant une carrière d'indépendant.

Il n'est pas possible de dispenser les uns et les autres de l'ensemble des conditions d'accès aux professions réglementées en vertu de la loi du 15 décembre 1970 sans renoncer aux objectifs de cette loi et sans compromettre les résultats

G. — MIDDENSTAND.

Economische aspecten.

Ieder economisch beleid waarvan de voornaamste doelen ondermeer zijn : het in stand houden en het ontwikkelen van de werkgelegenheid binnen de ondernemingen, het handhaven van het concurrentievermogen op internationaal vlak en het bevorderen van de rentabiliteit der produktie-, distributie- of dienstverlenende eenheden op individueel en sectorieel vlak, kan niet zijn volle uitwerking hebben indien geen rekening wordt gehouden met het belang en de specifieke karakteristieken van de kleine en middelgrote ondernemingen.

De erkenning van deze categorie van ondernemingen op het gebied van tewerkstelling, creativiteit, voornamelijk in het ambachtswezen en de industrie, en als garantie voor een waaier van structuren inzonderheid in de handel, vergt van de openbare besturen een specifiek beleid dat beantwoordt aan de problemen en moeilijkheden waaraan deze ondernemingen het hoofd moeten bieden teneinde te kunnen voldoen aan de economische eisen van de hedendaagse samenleving.

Een dergelijk beleid is essentieel toegespitst op twee types van factoren :

1^o de factoren die betrekking hebben op de opleiding en de kwalificatie van zelfstandigen en ondernemingshoofden, welke in een zekere mate beïnvloed zijn door de sociale problemen die ontstaan zijn ten gevolge van de crisis ;

2^o de factoren van financiële aard die het bevorderen van de oprichting en de ontwikkeling van de kleine en middelgrote ondernemingen evenals het verzekeren van de instandhouding van hun concurrentievermogen beogen.

Wat het eerste type betreft dient erop gewezen dat, inzake voortdurende vorming van de middenstand, de herstructurering van dit stelsel, ingevoerd door het koninklijk besluit van 4 oktober 1976, in een definitieve fase gekomen is. Er zal hoofdzakelijk naar gestreefd worden om op het functionele vlak de essentiële opleidingsdoelstellingen en mogelijkheden te waarborgen. Overigens, wat de sociale promotie betreft, zal de verhoging van de vergoeding voor sociale promotie toegekend aan de zelfstandigen en helpers die met goed gevolg een volledige, tot het onderwijs met beperkt leerplan behorende cyclus hebben beëindigd, hen meer en meer de mogelijkheid bieden hun beroepskwalificatie te verbeteren.

De eis tot zekerheid inzake opleiding en kwalificatie van zelfstandigen en hoofden van kleine en middelgrote ondernemingen heeft zich geuit in de toegangsvoorwaarden ingevoerd, m.b.t. 36 beroepen, krachtens een reglementering gebaseerd op de wet van 15 december 1970 betreffende de uitoefening van beroepsactiviteiten in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen.

De evolutie van de economische toestand heeft een zeker aantal moeilijkheden in het licht gesteld waarmee de kandidaten voor de handels- en ambachtswerkzaamheden worden geconfronteerd wanneer zij zich in de beroepen van hun keuze willen vestigen. Tal van ondernemingshoofden moeten onder de druk van de omstandigheden hun werkingsssfeer verruimen. Het komt anderzijds vaak voor dat werknemers aan de werkloosheid trachten te ontsnappen door een loopbaan als zelfstandige te beginnen.

Het is niet mogelijk de enen en de anderen van het geheel van de toegangsvoorwaarden tot de op grond van de wet van 15 december 1970 gereglementeerde beroepen vrij te stellen zonder van de doelstellingen van deze wet af te zien en

obtenus jusqu'à présent. Il est évident cependant que certaines des conditions imposées constituent des obstacles insurmontables pour les personnes qui doivent en cours de carrière modifier leur orientation professionnelle.

Ces conditions devaient être allégées. C'est pourquoi les dispositions retenues par le Parlement pour lutter contre les conséquences de la crise économique comportent des mesures d'assouplissement de la loi du 15 décembre 1970 qui feront l'objet d'une application progressive dès 1979.

Pour ce qui concerne l'organisation des professions intellectuelles prestataires de service, la loi-cadre du 1^{er} mars 1976 a donné au Roi les pouvoirs nécessaires pour réglementer, à l'initiative des fédérations intéressées, la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services. Un certain nombre d'initiatives ont été prises par les représentants des secteurs concernés.

Elles ne paraissent cependant devoir aboutir que si des mesures sont prises pour assurer une meilleure transition entre l'actuel régime de liberté et le système de réglementation envisagé par la loi. Le Gouvernement s'emploiera à les préciser de manière à ce que les institutions professionnelles envisagées par le pouvoir législatif puissent être mises sur pied aussi rapidement que possible.

La détermination de la politique générale à suivre en matière d'expansion économique pour les petites et moyennes entreprises passe notamment par la mise au point des diverses mesures d'exécution qui doivent être prises dans le cadre des dispositions législatives votées en 1978 dans un but de réorientation et de réformes économiques.

Le Département des Classes moyennes continue également à procéder à l'octroi de subventions directes en vue de promouvoir l'assistance technique et les métiers d'art, donne son avis au sujet de chaque décision d'octroi de crédit artisanal, exécute une mission d'enquête en matière d'intervention du Fonds de Garantie et assure l'application de la loi du 2 avril 1976 permettant d'accorder la garantie de l'Etat et une subvention-intérêt au profit de certaines petites et moyennes entreprises qui ont vu leur chiffre d'affaires sensiblement affecté par suite de grands travaux d'intérêt public.

La réalisation de formules nouvelles particulièrement adaptées aux problèmes de gestion et de coopération que connaissent les P.M.E. sera également poursuivie. Ce sera notamment le cas en ce qui concerne le projet de loi sur le regroupement d'intérêt économique.

Pour sa part, le registre central du commerce et de l'artisanat devra accélérer le rattrapage du retard subi dans le traitement des inscriptions reçues des divers greffes du registre de commerce en 1977 et 1978, retard résultant notamment de la mise au point du programme de traitement informatique du Centre de traitement de l'information du Ministère des Affaires économiques.

En outre, en 1979, il est à prévoir que le registre central du commerce aura à traiter les inscriptions transmises par les différents greffes des registres de commerce, à savoir :

de tot op heden bereikte resultaten in gevaar te brengen. Het spreekt echter vanzelf dat sommige opgelegde voorwaarden een onoverkomelijke hinderpaal vormen voor hen die tijdens hun loopbaan voor hun beroep een andere richting uitmoeten.

Deze voorwaarden moeten worden verlicht. Om deze reden bevatten de bepalingen, die door het Parlement in aanmerking werden genomen om de gevolgen van de economische crisis te bestrijden, maatregelen ter versoepeling van de wet van 15 december 1970, welke geleidelijk zullen worden toegepast vanaf 1979.

Wat de organisatie van de dienstverlenende intellectuele beroepen betreft, heeft de kaderwet van 1 maart 1976 aan de Koning de nodige macht gegeven om, op initiatief van de belanghebbende verenigingen, de bescherming van de beroeps-titel en de uitoefening van de dienstverlenende intellectuele beroepen te reglementeren. Een aantal initiatieven werden genomen door de vertegenwoordigers van de betrokken sectoren.

Deze lijken echter slechts tot een goed einde te kunnen worden gebracht indien maatregelen worden genomen om een betere overgang tussen het huidige stelsel van vrijheid en het door de wet beoogde reglementeringssysteem te verzekeren. De Regering bijvert zich om deze maatregelen nader te omschrijven zodat de professionele instellingen, beoogd door de Wetgevende Macht, zo spoedig mogelijk zouden kunnen worden opgericht.

Het uitstippelen van het algemeen beleid dat dient gevuld inzake economische expansie voor de kleine en middelgrote ondernemingen gaat inzonderheid langs de uitwerking van diverse uitvoeringsmaatregelen die moeten genomen worden in het raam van de wettelijke bepalingen die in 1978 werden goedgekeurd met het oog op een heroriëntering en economische hervormingen.

Tevens gaat het Departement van Middenstand door met het verlenen van rechtstreekse toelagen ter bevordering van de technische bijstand en van de kunstambachten, geeft het advies in verband met elke beslissing tot toekenning van ambachtelijk krediet, verricht het onderzoekingswerk inzake tussenkomst van het Waarborgfonds en verzekert het de toepassing van de wet van 2 april 1976 krachtens dewelke het mogelijk is staatswaarborg en een rentetoelage te verlenen aan sommige kleine en middelgrote ondernemingen wier omzet aanzienlijk gedaald is ingevolge grote werken van openbaar nut.

Ook zal doorgegaan worden met het uitwerken van nieuwe formules die speciaal aangepast zijn aan de problemen inzake beheer en samenwerking waarmee de K.M.O.'s te kampen hebben. Dit zal met name het geval zijn wat het wetsontwerp inzake groeperingen voor bedrijfseconomische samenwerking betreft.

Het Centraal handels- en ambachtsregister van zijn kant zal moeten haast maken met het inhalen van de achterstand opgelopen in de behandeling van de inschrijvingen die het in 1977 en 1978 ontvangen heeft van de diverse griffies van het handelsregister, een achterstand die inzonderheid te wijten is aan het uitwerken van het informatieverwerkend programma door het Centrum voor Informatieverwerking van het Ministerie van Economische Zaken.

Bovendien mag verwacht worden dat het centraal handelsregister in 1979 de inschrijvingen zal moeten behandelen die werden overgelegd door de verschillende griffies van de handelsregisters, te weten :

48 000 formalités d'immatriculation,
30 000 formalités de modification,
33 000 formalités de radiation.

Indépendamment de ces travaux, le Registre central envisage de transformer en fichier magnétique le fichier manuel des dénominations commerciales. Ce travail est rendu nécessaire par le fait que ce fichier prend une importance de plus en plus considérable aussi bien par son volume (plus de 220 000 fiches) que par la fréquence des consultations.

Le budget des Classes moyennes comprend essentiellement le subside de l'Etat pour le secteur des allocations familiales des travailleurs indépendants.

L'aide de l'Etat qui est accordée dans le cadre de l'expansion économique et l'aide spéciale aux P.M.E. sont inscrites dans les budgets des affaires régionales.

L'augmentation du budget du Ministère des Classes moyennes reste considérablement en dessous du rythme de croissance moyenne des budgets par suite des éléments suivants :

1. l'augmentation du subside pour le secteur des allocations familiales aux travailleurs indépendants est fixée par la loi du 29 mars 1976 ; elle se monte à 160,3 millions ou 4,04 %. Cet article représente à peu près 83 % de l'ensemble des crédits pour le département des Classes moyennes;
2. en ce qui concerne les subsides facultatifs, la décision gouvernementale de croissance zéro a été appliquée.

Le volume des crédits a également été influencé par l'épuisement des recettes fiscales affectées au Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale avec comme conséquence qu'une augmentation de 40 millions des transferts à ce Fonds a dû être prévue.

48 000 immatriculatieformaliteiten,
30 000 wijzigingsformaliteiten,
33 000 schrappingsformaliteiten.

Afgezien van deze werkzaamheden, overweegt het Centraal Register de omzetting van het manueel kaartsysteem van de handelsbenamingen in een magnetisch kaart-systeem. Deze omschakeling is noodzakelijk geworden tengevolge van het steeds toenemend belang van dit kaartsysteem zowel wat zijn omvang (meer dan 220 000 kaarten) als wat de frekwentie van de raadplegingen betreft.

De begroting van Middenstand omvat hoofdzakelijk de staatstoelage voor de kinderbijslagsector der zelfstandigen.

De staatshulp die toegekend wordt in het raam van de ekonomiesche expansie en de bijzondere hulpverlening aan de K.M.O. wordt voorzien in de begrotingen van gewestelijke aangelegenheden.

De toename van de begroting van het Ministerie van Middenstand blijft aanzienlijk beneden het gemiddeld groeiritme van de begrotingen wegens de volgende elementen :

1. de verhoging van de toelage voor de kinderbijslagsector der zelfstandigen wordt bepaald door de wet van 29 maart 1976 ; ze bedraagt 160,3 miljoen of 4,04 %. Deze post beloopt nagenoeg 83 % van de totale kredieten voor het departement van Middenstand;
2. voor de facultatieve toelagen werd in uitvoering van de beslissing van de Regering de nulgroei toegepast.

Het volume van de kredieten werd eveneens beïnvloed door de uitputting van de voor het Fonds voor ekonomiesche expansie en voor regionale reconversie toegewezen fiscale ontvangsten met als gevolg dat een vermeerdering van 40,0 miljoen van de overdrachten aan dat Fonds moesten voorzien worden.

H. — COMMERCE EXTERIEUR.

La politique du commerce extérieur sera principalement axée sur la relance des exportations, lesquelles ont stagné pendant la première moitié de 1978 : la croissance des exportations se ralentit.

(En milliards de francs.)

H. — BUITENLANDSE HANDEL.

Het beleid inzake buitenlandse handel dat door het departement zal gevoerd worden zal zich voornamelijk richten op het afremmen van de stagnatie van de uitvoer die tijdens de eerste helft van 1978 opgetreden is. De curve van de groei van de export kende immers tijdens deze periode een dalend verloop.

(In miljarden frank.)

	Six premiers mois de 1978 <i>Zes eerste maanden van 1978</i>	Six premiers mois de 1977 <i>Zes eerste maanden van 1977</i>	
Exportations	697,6	690,7	Uitvoer.
Importations	756,5	749,0	Invoer.
Solde	-58,9	-58,3	Saldo.

Ces chiffres montrent que le commerce de l'U.E.B.L. connaît un résultat comparable à celui de 1977. La progression n'est que nominale. Compte tenu des augmentations des prix, furent-elles faibles, la constatation s'impose que les quantités importées et exportées ont, en volume, diminué.

Bovenstaande cijfers wijzen aan dat de handel van de BLEU vrijwel een identiek resultaat kent als in 1977. De vooruitgang is slechts nominaal. Wanneer men rekening houdt met de prijsstijgingen, zelfs al zijn deze zwak geweest, komt men tot het besluit dat in realiteit de ingevoerde en uitgevoerde hoeveelheden achteruitgaan.

La stagnation des rapports commerciaux de l'U.E.B.L. est le reflet de la faible activité industrielle, tant chez nous que chez nos clients traditionnels, principalement en Europe. On veillera à consolider les relations avec les continents asiatique et américain, qui s'intensifient depuis le début de l'année.

Comme le prévoit la nouvelle politique industrielle l'accent sera mis sur la diversification de nos exportations, et la promotion de produits sophistiqués.

La politique commerciale internationale est largement tributaire de l'évolution du commerce mondial et des décisions prises lors de conférences internationales. Les développements de dialogue Nord-Sud et les négociations du « Tokyo-round » joueront en ce domaine un rôle déterminant.

I. — POLITIQUE AGRICOLE.

Le budget du département de l'agriculture pour 1979 maintient entièrement l'effort financier déployé jusqu'ici en vue de la modernisation des exploitations agricoles et horticoles.

Les crédits indispensables ont été prévus pour continuer à verser aux agriculteurs victimes de la sécheresse de 1976 la tranche annuelle des subventions intérêts ainsi que les indemnités définies par l'arrêté ministériel du 12 novembre 1976.

Il convient de rappeler que ces dispositions exceptionnelles prises en faveur du secteur agricole ont une durée de six ans.

Les crédits réservés à la conduite de la politique scientifique ont été renforcés, car les progrès ultérieurs de l'agriculture nationale dépendent pour une large part des résultats obtenus au niveau des institutions de recherche.

Pour tous les autres aspects de la politique agricole au sens large du terme et notamment en ce qui concerne l'amélioration des races animales et la lutte contre les épizooties ainsi que la promotion des débouchés agricoles et horticoles, l'importance des crédits utilisés au cours des années antérieures a été maintenue.

Les crédits en opérations courantes 1979 atteignent 8 198,8 millions de francs, dont 1 823,7 millions pour la politique scientifique, par rapport à 7 996,3 millions et 1 679,0 millions dans le budget de 1978.

En dehors du budget proprement dit, l'effort financier consenti en faveur des producteurs agricoles doit aussi être jugé à travers les ressources propres de la Communauté Economique Européenne pour conserver l'équilibre des marchés ainsi que sur la base des crédits dont dispose le Fonds Agricole pour le financement des mesures structurelles dans le domaine de l'agriculture (aides aux agriculteurs des régions défavorisées, assainissement de l'agriculture, développement des exploitations, etc.).

J. — COMMUNICATIONS.

Malgré les restrictions budgétaires, particulièrement en ce qui concerne les crédits nécessaires au maintien de l'exploitation, la politique de promotion des transports publics menée ces dernières années sera poursuivie. Cette politique sera davantage axée sur l'amélioration des services offerts aux voyageurs que sur une extension du réseau. L'effort sera porté sur l'utilisation optimale des moyens existants en personnel et en matériel, c'est-à-dire que les services seront autant que possible adaptés aux besoins réels et les doubles emplois supprimés.

De stagnatie van de Belgisch-Luxemburgse handelsbetrekkingen weerspiegelen de eerder zwakke industriële activiteit, zowel in eigen land als bij onze traditionele klanten, vooral in Europa. Er zal naar gestreefd worden om de groei van de B.L.E.U. handel met het Aziatisch en Amerikaanse continent, die zich reeds in 1978 ingezet heeft te consolideren.

Verder zal er nadruk gelegd worden op de diversifikatie van ons exportpakket naar meer gesofistikeerde goederen, zoals voorzien in het nieuw industrieel beleid.

Het buitenlands handelsbeleid hangt in grote mate af van de manier waarop de wereldhandel zal evolueren d.w.z. binnen het kader van de internationale conferenties. De verdere ontwikkeling van de Noord-Zuid dialoog en de afhandeling van de Tokyo-round zullen hierbij een determinerende rol vervullen.

I. — LANDBOUWBELEID.

De begroting voor landbouw voor het jaar 1979 zet de financiële inspanning van het verleden, met het oog op de modernisering van de land- en tuinbouwbedrijven, verder.

De nodige kredieten werden ingeschreven om aan de landbouwers, die door de droogte van 1976 geteisterd werden, de rentesubsidies en de vergoedingen verder te storten, zoals deze in het ministerieel besluit van 12 november 1976 werden voorzien.

Er wordt aan herinnerd dat deze uitzonderlijk schikkingen, die ten bate van de landbouw werden getroffen gedurende een periode van zes jaar van kracht blijven.

De kredieten voor het wetenschappelijk beleid worden verhoogd, daar de verdere vooruitgang van onze nationale landbouw voor een groot deel afhangt van de resultaten, die in de opzoekingsinstellingen bereikt worden.

Voor al de andere aspecten van het landbouwbeleid in de brede zin van het woord en o.m. inzake dierenrassenverbetering en ziektebestrijding alsmede afzetbevordering voor land- en tuinbouwproductie werd de omvang van de kredieten op het peil van de voorgaande jaren behouden.

De kredieten voor de lopende verrichtingen 1979 belopen 8 198,8 miljoen frank, waarvan 1 823,7 miljoen voor wetenschapsbeleid, tegenover respectievelijk 7 996,3 miljoen frank en 1 679,0 miljoen frank voor de aangepaste begroting 1978.

Buiten de eigenlijke begroting, dient de financiële tegemoetkoming aan de landbouwproducenten insgelijks beoordeeld met inachtneming van de eigen middelen van de Europese Economische Gemeenschap om het marktevenwicht te vrijwaren en op basis van de kredieten van het Landbouwfonds om de structurele maatregelen op landbouwgebied te financeren (steun aan de landbouwers in de probleemgewesten, sanering van de landbouw, ontwikkeling der bedrijven, enz.).

J. — VERKEERSWEZEN.

In weerwil van de budgettaire beperkingen, inzonderheid voor wat de kredieten aangaat die vereist zijn voor de instandhouding van de exploitatie, zal het tijdens de laatste jaren gevoerde beleid inzake bevordering van het openbaar vervoer worden voortgezet. Deze politiek zal eerder gericht worden op een verbetering van de aan de reizigers aangeboden diensten dan wel op een uitbreiding van het net. De inspanning beoogt bovendien de optimale aanwending van de bestaande middelen aan personeel en materieel, t.t.z. de diensten zullen in de mate van het mogelijke worden aangepast aan de werkelijke behoeften met uitschakeling van dubbel gebruik.

Ainsi, en ce qui concerne la S.N.C.B., la mise en service de nouvelles voitures pour voyageurs et la poursuite des travaux d'amélioration de l'infrastructure auront pour effet d'accroître la vitesse des véhicules et le confort des passagers tout en assurant une meilleure régularité et davantage de sécurité.

Sur le plan commercial, l'effort sera poursuivi pour offrir à la clientèle un service rapide et efficace, en vue de maintenir le trafic, en particulier pour les marchandises pondéreuses, à un niveau aussi élevé que possible, malgré les effets de la crise économique. Une légère reprise de l'activité économique devrait avoir pour résultat d'améliorer l'équilibre du compte d'exploitation de la société. Les crédits fixés pour l'année 1979 à titre de compensation des charges et de normalisation des comptes s'élèvent à 42 255 millions contre 40 710 millions en 1978 (crédits ajustés).

Quant aux sociétés de transports en commun secondaires (S.N.C.V., S.T.I.B., M.I.V.A., S.T.I.L., M.I.V.G., S.T.I.C. et ST.I.V.), une meilleure utilisation des moyens dont celles-ci disposent, tant en personnel qu'en matériel, doivent permettre en 1979 de faire face aux restrictions budgétaires.

C'est ainsi que, progressivement, seront prises des mesures ayant pour but de faciliter la circulation des véhicules de transports en commun, principalement dans les agglomérations, et d'augmenter ainsi la vitesse commerciale ; si ces mesures doivent permettre de limiter les dépenses, et donc les déficits à charge de l'Etat, elles auront également pour effet d'améliorer le service aux usagers grâce à une plus grande rapidité et à une meilleure régularité. Par ailleurs, une restructuration des horaires et des lignes dans les services interurbains et suburbains sera menée par la Société nationale des chemins de fer vicinaux, là où, notamment grâce à la reprise des anciennes lignes d'autobus de la S.N.C.B., des doubles emplois ou des lacunes importantes apparaissent.

Enfin, une attention toute spéciale sera apportée à la coordination des services primaires (trains) et secondaires (trams et autobus) en vue de mieux desservir les utilisateurs des transports publics.

Les crédits consacrés à l'intervention de l'Etat dans les déficits d'exploitation des sociétés de transports urbains et de la S.N.C.V. passeront de 12 404,6 millions en 1978 (crédits ajustés) à 13 707 millions en 1979. A ce montant, il convient d'ajouter les compensations que l'Etat accorde à la S.N.C.V. à titre de perte de recettes entraînées par les réductions paritaires imposées : 525 millions en 1979 contre 492 millions en 1978 (crédits ajustés).

Le transport aérien se caractérise par une progression constante du nombre de passagers et du volume des marchandises transportés, malgré la crise économique.

Il s'indique dès lors de poursuivre l'aménagement et l'extension des installations pour faire face aux exigences découlant de cette progression.

Dotée de nouvelles structures de gestion, la Sabena s'efforcera dans les années à venir d'accroître la rentabilité de la société tant sur le plan commercial qu'en recourant à la rationalisation de son exploitation.

La marine marchande nationale rencontre de sérieuses difficultés en raison de la concurrence internationale et de la disproportion entre l'offre et la demande sur le marché des frets maritimes.

Zo zal, voor wat de N.M.B.S. betreft, de indienststelling van nieuwe rijtuigen van reizigers en de voortzetting van de verbeteringswerken van de infrastructuur, het opvoeren van de snelheid van het rijtuig en van het reizigerscomfort voor gevolg hebben en tevens meer regelmatigheid en veiligheid bewerkstelligen.

Op het commercieel vlak zal de inspanning worden volgehouden om de kliënteel een snelle en doelmatige dienst aan te bieden teneinde de trafiek, inzonderheid van zware goederen, op een zo hoog mogelijk peil te handhaven, dit nietegenstaande de weerslag van de economische krisis. Een zwakke heropleving van de economische activiteit zou een verbetering van het evenwicht van de exploitatierekening van de maatschappij moeten kunnen in de hand werken. De voor het jaar 1979 vastgestelde kredieten uit hoofde van de compensaties van de lasten en van de normalisatie van de rekeningen belopen 42 255 miljoen tegen 40 710 miljoen in 1978 (aangepaste kredieten).

Wat de secundaire maatschappijen voor gemeenschappelijk vervoer aangaat (N.M.V.B., M.I.V.B., M.I.V.A., S.T.I.L., M.I.V.G., S.T.I.C. en S.T.I.V.), zal een betere aanwending van de middelen waarover deze maatschappijen beschikken, zowel op het stuk van personeel als materieel, moeten toelaten in 1979 het hoofd te bieden aan de budgettaire beperkingen.

Aldus zullen geleidelijk maatregelen worden getroffen met het oog op de vergemakkelijking van het verkeer van de rijtuigen van het gemeenschappelijk vervoer, inzonderheid in de agglomeraties en op die wijze de commerciële snelheid op te voeren ; die maatregelen moeten niet alleen de vermindering van de uitgaven mogelijk maken en bijgevolg ook van de tekorten ten laste van de Staat, maar zullen tevens voor gevolg hebben de diensten aan de gebruikers te verbeteren dank zij een grotere snelheid en meer regelmatigheid. Overigens zal de herstructurering van de uurroosters en van de lijnen, in de interstedelijke en voorstedelijke diensten door de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen worden doorgevoerd daar waar, ingevolge de overname van de vroegere autobuslijnen van de N.M.B.S., dubbel gebruik of belangrijke leemten aan het licht treden.

Zeer bijzondere aandacht zal worden gewijd aan de coördinatie van de primaire (treinen) en secundaire (trams en autobussen) diensten teneinde de gebruikers van het openbaar vervoer een betere service aan te bieden.

De kredieten bestemd voor de staatstussenkomst in de exploitatiekosten van de stedelijke maatschappijen en van de N.M.V.B. worden opgevoerd van 12 404,6 miljoen in 1978 (aangepaste kredieten) naar 13 707 miljoen in 1979. Bij dit bedrag dienen de compensaties gevoegd die de Staat uitkeert aan de N.M.V.B. uit hoofde van de inkomstenderving voortvloeiend uit de ongelegde tariefverminderingen : 525 miljoen in 1979 tegen 492 miljoen in 1978 (aangepaste kredieten).

Ondanks de economische krisis, wordt het luchtverkeer gekenmerkt door een regelmatige aangroei van het aantal passagiers en van het volume van de vervoerde goederen.

Het is derhalve aangewezen de aanpassing en de uitbreiding van de installaties voort te zetten teneinde het hoofd te bieden aan de behoeften voortvloeiend uit deze vooruitgang.

Voorzien van nieuwe beheersstructuren zal de Sabena zich de volgende jaren toeleggen op de verhoging van de rendabiliteit van de maatschappij zowel op commercieel vlak als middels de rationalisatie van haar exploitatie.

De nationale koopvaardijvloot heeft af te rekenen met ernstige moeilijkheden voortvloeiend uit de internationale mededinging en het onevenwicht tussen vraag en aanbod op de markt van de zeevrachten.

Reste ainsi d'application, le système instauré par la loi du 23 août 1948, par lequel la garantie de l'Etat et une intervention dans les charges d'intérêts ont été accordées pour les emprunts contractés en vue de la construction de navires.

Une loi du 7 avril 1978 a par ailleurs porté à 18 milliards de francs le montant des emprunts garantis consentis par les organismes de crédit agréés tandis que le montant global des dotations au Fonds de l'armement et des constructions maritimes a été relevé à 23 milliards de francs.

Quant à la Régie des Transports Maritimes, il est à signaler que le trafic stagne en ce qui concerne les voyageurs accompagnés de voitures.

Le transport de marchandises continue cependant à progresser, mais dans une moindre mesure par rapport aux années précédentes. A la suite de l'intensification de la concurrence des entreprises britanniques d'une part et la dépréciation constante de la livre anglaise par rapport au franc belge d'autre part, il n'a pratiquement pas été possible d'augmenter les tarifs ces dernières années. D'un autre côté les dépenses de personnel sont constamment en augmentation. Afin d'accroître le volume du marché de la R.T.M. il est nécessaire de pouvoir disposer de bateaux plus rapides pour lesquels les crédits nécessaires figurent aux propositions budgétaires.

L'assainissement de la flotte fluviale dans l'esprit du protocole du 23 octobre 1975 est entrepris efficacement en instaurant l'octroi d'une prime de déchirage de bateaux (arrêté royal du 18 mai 1976).

Dans le cadre de cette réglementation, 265 primes ont déjà été octroyées. Il reste 200 autres demandes recevables auxquelles il sera donné suite pour autant que la réglementation et les crédits à accorder en 1979 le permettent.

Terzake blijft het stelsel van de wet van 23 augustus 1948, waarbij de staatswaarborg en een tussenkomst in de interessentenlast werden ingesteld voor leningen die worden aangegaan voor de bouw van schepen, verder van toepassing.

Een wet van 7 april 1978 heeft trouwens het bedrag van de gewaarborgde leningen, toegekend door de erkende kredietinstellingen op 18 miljard frank gebracht, terwijl het totaal bedrag van de dotaties aan het Fonds voor het uitreden en aanbouwen van zeeschepen werd opgevoerd tot 23 miljard frank.

Wat de Regie voor maritiem transport betreft, dient vermeld dat de trafiek stagniert wat reizigers en vergezelde voertuigen betreft.

Het vrachtvervoer stijgt nog, maar niet meer in dezelfde mate als de voorgaande jaren. Ingevolge enerzijds de steeds toenemende concurrentie van de Britse ondernemingen en anderzijds de voortdurende waardedaling van het Britse pond t.o.v. de Belgische frank, konden de tarieven de jongste jaren praktisch niet worden verhoogd. Daartegenover staat een voortdurende stijging van de personeelsuitgaven. Ten einde het marktaandeel van de R.M.T. te kunnen opvoeren wordt uitgezien naar snellere vervoermiddelen en de nodige kredieten daartoe zijn opgenomen in de begrotingsvoorstellen.

De sanering van de binnenvaartvloot in de geest van het protocol van 23 oktober 1975 is daadwerkelijk ondernomen door de invoering van een sloppremie voor vaartuigen (koninklijk besluit van 18 mei 1976).

Bij wege van deze reglementering, werden nagenoeg 265 premies toegekend. Er zullen nog ongeveer 200 andere in aanmerking te nemen aanvragen overblijven, waaraan gevolg zal worden gegeven in de mate dat het reglement en de in 1979 toe te kennen kredieten dit zullen toelaten.

CHAPITRE IX.

Programme budgétaire de la politique scientifique.

Introduction.

Le total des crédits prévus par les divers départements ministériels pour le financement des activités d'enseignement universitaire et pour celui des activités de recherche et de service public scientifique représente en 1979 comme en 1978 quelque 4 % du budget général de l'Etat (programmes d'investissements exclus, mais y compris les subventions aux hôpitaux universitaires pour la journée d'entretien, soit 1 157,5 millions de francs).

Malgré une conjoncture défavorable, l'effort budgétaire global de l'Etat en faveur de la science se maintient donc en 1979 pratiquement au niveau de 1978.

Cet effort budgétaire s'inscrit par ailleurs dans l'enveloppe budgétaire globale que s'est fixée le Gouvernement pour 1979.

Total des crédits de politique scientifique.

1. Le total du programme budgétaire de politique scientifique proposé pour 1979 s'élève à 43 379,9 millions de francs (programmes d'investissements des établissements universitaires et des établissements scientifiques de l'Etat exclus).

Ce total comprend :

- 39 047,1 millions de francs pour l'ensemble des dépenses courantes de politique scientifique (Titre I);
- 4 332,8 millions de francs pour l'ensemble des dépenses de capital ne relevant pas des programmes d'investissements (Titre II).

2. Le total des dépenses courantes du programme budgétaire de politique scientifique représente en 1979, 3,82 % du total des dépenses courantes du budget général de l'Etat.

L'accroissement par rapport à 1978 est indiqué ci-après :

Titre I global de :	Accroissement en 1979 par rapport à Toename in 1979 ten opzichte van		Titel I globaal van :
	1978 initial 1978 oorspronkelijk (%)	1978 ajusté 1978 aangepast (%)	
Programme budgétaire de politique scientifique	+ 5,65	+ 8,78	Begrotingsprogramma voor wetenschapsbeleid
Budget général de l'Etat	+ 7,7	+ 7,8	Algemene Rijksbegroting

3. Le total des dépenses de capital (programmes d'investissements exclus) pour la politique scientifique représente en 1979, de l'ordre de 9 % du total des dépenses de capital du budget général de l'Etat (ensemble des crédits non dissociés et des ordonnancements afférents aux crédits dissociés).

L'accroissement par rapport à 1978 est indiqué ci-après :

3. Het totaal van de kapitaaluitgaven (zonder investeringsprogramma's) voor het wetenschapsbeleid bedraagt in 1979 ongeveer 9 % van het totaal van de kapitaaluitgaven van de algemene Rijksbegroting (geheel van de niet-gesplitste en ordonnanceringskredieten die betrekking hebben op gesplitste kredieten).

De toename ten opzichte van 1978 wordt hieronder aangegeven :

Titre II global de :	Accroissements en 1979 (%) par rapport à <i>Toenamen in 1979 (%) ten opzichte van</i>		Titel II globaal van :
	1978 initial 1978 oorspronkelijk	1978 ajusté 1978 aangepast	
Programme budgétaire de politique scientifique ⁽¹⁾	+23,64	+43,41	Begrotingsprogramma voor wetenschapsbeleid ⁽¹⁾ .
Budget général de l'Etat	+14,69	+14,08	Algemene Rijksbegroting.

4. Pour ce qui concerne l'ensemble des dépenses des Titres I et II du programme budgétaire de politique scientifique pour 1979 (programmes d'investissements exclus) les accroissements sont :

- par rapport à 1978 initial : +7,21 %;
- par rapport à 1978 ajusté : +11,47 %
(1978 initial a été réduit par feuilleton d'ajustement de 3,82 %).

5. Le montant total du programme budgétaire de politique scientifique proposé pour 1979 (soit 43 379,9 millions de francs) permet le financement de :

- l'enseignement universitaire en Belgique et en faveur des pays en voie de développement à concurrence de = 25 798,5 millions de francs (dont 21 017,1 millions de francs pour le financement direct des établissements universitaires belges repris en masse I). Ce montant représente 59,47 % du total du programme budgétaire de politique scientifique et ses accroissements par rapport à 1978 initial et à 1978 ajusté sont respectivement de 5,96 % et 8,75 % (1978 initial = 23 347,1 millions de francs; 1978 ajusté = 23 722,4 millions de francs).
- la recherche et les activités scientifiques de service public sur le plan national et dans le cadre de la coopération scientifique internationale à concurrence de 17 581,4 millions de francs. Ce montant représente 40,53 % du total du programme budgétaire de politique scientifique et ses

4. Wat het geheel van de uitgaven van Titels I en II van het begrotingsprogramma voor wetenschapsbeleid voor 1979 betreft (zonder investeringsprogramma's) bedragen de toenamen :

- ten opzichte van 1978 oorspronkelijk : +7,21 %;
- ten opzichte van 1978 aangepast : +11,47 %
(oorspronkelijk 1978 werd verminderd door middel van een bijblad van 3,82 %).

5. Het totale bedrag van het begrotingsprogramma voor wetenschapsbeleid voorgesteld voor 1979 (d.i. 43 379,9 miljoen frank) laat de financiering toe van :

- het universitaire onderwijs in België en ten voordele van de ontwikkelingslanden tot een bedrag van 25 798,5 miljoen frank (waarvan 21 017,1 miljoen frank voor de rechtsstreekse financiering van de Belgische universitaire instellingen opgenomen in massa I). Dit bedrag vertegenwoordigt 59,47 % van het totaal van het begrotingsprogramma voor wetenschapsbeleid. De toenamen ten opzichte van 1978 oorspronkelijk en 1978 aangepast bedragen respectievelijk 5,96 % en 8,75 % (1978 oorspronkelijk = 24 347,1 miljoen frank; 1978 aangepast = 23 722,4 miljoen frank).
- van het onderzoek en de wetenschappelijke activiteiten van openbaar dienstbetoon op nationaal vlak en in het kader van de internationale wetenschappelijke samenwerking tot een bedrag van 17 581,4 miljoen frank. Dit bedrag vertegenwoordigt 40,53 % van het totaal van

(1) Ces pourcentages sont réduits à + 4,84 % par rapport à 1978 initial et à + 17,44 % p.r. à 1978 ajusté si pour les subventions prototypes on tient compte que le financement effectif, en raison des soldes disponibles des exercices budgétaires antérieurs est de 1 374 millions de francs en 1978 (inscription budgétaire de 374 millions de francs + solde de 1 000 millions de francs) et de 1 390 millions de francs (inscription budgétaire de 1 000 millions de francs + solde de 390 millions de francs) en 1979.

(1) Deze percentages bedragen + 4,84 % ten opzichte van 1978 oorspronkelijk en + 17,44 % ten opzichte van 1978 aangepast indien voor de prototypes-toelagen rekening wordt gehouden met de effectieve financiering uit hoofde van de beschikbare saldi van de voorafgaande boekjaren van 1 374 miljoen frank in 1978 (budgettaire inschrijving van 374 miljoen frank + saldo van 1 000 miljoen frank) en van 1 390 miljoen frank (budgettaire inschrijving van 1 000 miljoen frank + saldo van 390 miljoen frank) in 1979.

accroissements par rapport à 1978 initial et à 1978 ajusté sont respectivement de +9,09 % et +15,71 % (1978 initial : 16 116,1 millions de francs; 1978 ajusté : 15 194,0 millions de francs) (1).

6. Pour les programmes d'investissements, certaines décisions doivent encore être prises à l'échelon gouvernemental. Au stade actuel de l'élaboration de ces programmes, seules les données budgétaires relatives aux investissements pour les établissements universitaires de l'Etat sont déterminées complètement; les données budgétaires pour les investissements au profit des établissements scientifiques de l'Etat ne sont fixées que partiellement (la majeure partie de ces investissements figure en effet au programme physique de la Régie des Bâtiments, programme en cours d'établissement actuellement) (2). En faisant abstraction de ce dernier programme, le financement des investissements s'établit comme suit :

(En millions de francs.)

(In miljoenen frank.)

	1978 initial — 1978 oorspron- kelijk	1978 ajusté — 1978 aangepast	1979	
Etablissements universitaires de l'Etat	2 089,5	2 089,5	2 075,0 soit — <i>zijnde</i> —0,69 %	Universitaire Rijksinstellingen.
Etablissements scientifiques de l'Etat	205,8	205,8	120,8 soit — <i>zijnde</i> —41,30 %	Wetenschappelijke Rijksinstellingen.

Analyse par masses budgétaires et par départements.

Les données figurant aux tableaux ci-après concernent les dépenses courantes et les dépenses de capital (programmes d'investissements exclus).

Celles du tableau I permettent de situer par masses budgétaires l'évolution des crédits de politique scientifique pour 1979 par rapport à 1978. Celles des tableaux II a et b permettent de situer par département l'évolution par rapport à 1978 d'une part de l'ensemble des dépenses courantes de politique scientifique et d'autre part de l'ensemble des dépenses de capital pour la politique scientifique (les crédits nationaux, régionaux et culturels étant groupés par département ordonnateur).

Dans l'analyse qui suit, les accroissements de 1979 sont exprimés par rapport à 1978 ajusté.

Masse 1. — Financement direct des établissements belges d'enseignement universitaire.

Les crédits regroupés dans cette masse budgétaire sont inscrits aux budgets (Titre I) des départements de l'Education nationale (secteur commun, secteurs français et néerlandais), de la Culture (secteurs français et néerlandais), de la Coopération au Développement et de la Défense nationale.

(1) Si l'on tient compte du financement effectif des subventions prototypes ces pourcentages sont ramenés à + 5,00 % par rapport à 1978 initial et à + 10,98 % par rapport à 1978 ajusté.

(2) Montant du programme physique 1978 « Régie des Bâtiments » pour les établissements scientifiques de l'Etat : 941 millions de francs (soit 13,09 % du programme physique total).

het begrotingsprogramma voor wetenschapsbeleid. De toename ten o.v. 1978 oorspronkelijk en 1978 aangepast bedragen respectievelijk +9,09 % en +15,71 % (1978 oorspronkelijk : 16 116,1 miljoen frank; 1978 aangepast : 15 194,0 miljoen frank) (1).

6. Voor de investeringsprogramma's moeten nog bepaalde beslissingen op het niveau van de Regering genomen worden. In het huidige stadium van de voorbereiding van deze programma's, zijn slechts de budgettaire gegevens betreffende de investeringen voor de universitaire Rijksinstellingen geheel bepaald; de budgettaire gegevens voor de investeringen ten gunste van de wetenschappelijke Rijksinstellingen zijn maar gedeeltelijk bepaald (het grootste deel van deze investeringen staat in feite in het fysische programma van de Regie der Gebouwen, programma dat thans opgesteld wordt) (2). Afgezien van dit laatste programma is de financiering van de investeringen als volgt :

(In miljoenen frank.)

Analyse per begrotingsmassa en per departement.

De gegevens in de hiernavolgende tabellen hebben betrekking op de lopende en kapitaaluitgaven (uitgezonderd de investeringsprogramma's).

De gegevens van tabel I laten een situering toe per begrotingsmassa van de evolutie der kredieten van wetenschapsbeleid voor 1979 ten opzichte van 1978. Deze van tabellen II a en b laten toe de evolutie te situeren per departement ten opzichte van 1978 enerzijds van het geheel van de lopende uitgaven voor wetenschapsbeleid en anderzijds van het geheel van de kapitaaluitgaven voor wetenschapsbeleid (de nationale, regionale en culturele kredieten zijn gehergroepeerd per ordonnantie departement).

In de hieronderstaande ontleding is de aangroei van 1979 weergegeven ten opzichte van 1978 aangepast.

Massa 1. — Rechtstreekse financiering van de Belgische instellingen van universitair onderwijs.

De kredieten gehergroepeerd in deze massa zijn ingeschreven in de begrotingen (Titel I) van de Departementen van Nationale Opvoeding (gemeenschappelijke, Franse en Nederlandse sector), Cultuur (Franse en Nederlandse sector), Ontwikkelingssamenwerking en Landsverdediging.

(1) Indien rekening wordt gehouden met de effectieve financiering van de prototypes-toelagen bedragen deze percentages + 5,00 % ten opzichte van 1978 oorspronkelijk en + 10,98 % ten opzichte van 1978 aangepast.

(2) Bedrag van het fysische programma 1978 « Regie der Gebouwen » voor de wetenschappelijke Rijksinstellingen : 941 miljoen frank (zijnde 13,09 % van het totale fysische programma).

Ils sont répartis comme suit dans la masse 1 :

(En millions de francs.)

Ze worden in massa 1 als volgt verdeeld :

(In miljoenen frank.)

Départements	1978 initial 1978 oorspron- kelijk	1978 ajusté — 1978 aangepast	1979	Departementen
Education nationale. — Secteur commun	18,1	17,4	18,1	Nationale Opvoeding — Gemeenschappelijke sector.
Education nationale. — Secteur français	9 759,1	9 492,4	9 943,2	Nationale Opvoeding. — Franse sector.
Education nationale. — Secteur néerlandais ...	9 386,7	9 140,2	9 637,1	Nationale Opvoeding. — Nederlandse sector.
Culture. — Secteur français	11,7	11,4	16,6	Cultuur. — Franse sector.
Culture. — Secteur néerlandais	10,2	10,0	1,8	Cultuur. — Nederlandse sector.
Coopération au développement	885,0	948,9	991,5	Ontwikkelingssamenwerking.
Défense nationale	385,7	376,8	408,8	Landsverdediging.
Totaux Masse I	20 456,5	19 997,1	21 017,1	Totalen Massa I.

Du total 1979 de la masse I, un montant de 19 902,7 millions de francs est destiné au financement des établissements universitaires cités à l'article 25 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle de l'enseignement universitaire telle qu'elle a été modifiée par les lois des 30 juillet 1973, 17 janvier 1974 et 5 janvier 1976. Ce montant en accroissement de +4,69 % par rapport à 1978 ajusté (19 010,9 millions de francs) a été par ailleurs évalué compte tenu des dispositions de la loi de réformes économiques et budgétaires du 5 août 1978 relatives à l'enseignement universitaire.

Masse 2. — Financement indirect de la recherche universitaire.

Cette masse totalise 2 482,0 millions de francs. Elle comprend :

- les subsides au F.N.R.S. dont le total de 707,4 millions (+ 5,84 %) est évalué en fonction des dispositions sur le financement et le contrôle de l'enseignement universitaire (loi du 27 juillet 1971) et est réparti entre les communautés culturelles sur base de la clé de répartition évolutive appliquée lors de l'exercice budgétaire 1978;
- les subsides destinés à la formation des chercheurs par l'I.R.S.I.A. et le C.I.M. pour un total de 228,7 millions de francs, inscrits également dans les dotations culturelles selon la clé de répartition appliquée pour les subsides F.N.R.S. (+ 14,29 %);
- les subsides aux Fonds associés du F.N.R.S. (F.R.F.C./initiative des chercheurs — I.I.S.N. — F.R.S.M.) pour un total de 1 545,9 millions de francs (+ 14,63 %).

Masse 3. — Activités scientifiques à finalité technologique, industrielle et agricole.

1. Les crédits regroupés dans cette masse totalisent 7 310,8 millions de francs. Ils concernent surtout les départements des Affaires économiques et de l'Agriculture.

Van het totaal 1979 van massa I zijn 19 902,7 miljoen frank bestemd ter financiering van de universitaire instellingen opgesomd in artikel 25 van de wet van 27 juli 1971 betreffende de financiering en de controle van het universitair onderwijs zoals deze gewijzigd werd door de wetten van 30 juli 1973, 17 januari 1974 en 5 januari 1976. Dit bedrag dat +4,69 % ten opzichte van 1978 aangepast steeg (19 010,9 miljoen frank) werd trouwens geraamd rekening houdend met de beschikkingen van de wet op ekonomiesche en budgettaire hervervormingen van 5 augustus 1978, betreffende het universitair onderwijs.

Massa 2. — Onrechtstreekse financiering van het universitair onderwijs.

Deze massa beloopt in het totaal 2 482,0 miljoen frank en omvat :

- de toelagen aan het N.F.W.O., welke in totaal 707,4 miljoen frank (+ 5,84 %) bedragen; deze toelagen, geëvalueerd in functie van de beschikkingen van de wet betreffende de financiering en de controle van het universitair onderwijs (wet van 27 juli 1971), zijn verdeeld onder de cultuurgemeenschappen op basis van de evolutie-verdeelingsleutel toegepast tijdens het boekjaar 1978;
- de toelagen bestemd voor de vorming van navorsers door het I.W.O.N.L. en het C.I.M. voor een totaal van 228,7 miljoen frank, ook ingeschreven in de culturele dotaties volgens de verdeelsleutel toegepast voor de N.F.W.O. toelagen (+ 14,29 %);
- de toelagen aan de geassocieerde Fondsen van het N.F.W.O. (F.C.F.O./initiatief van de navorsers — I.I.K.W. — F.G.W.O.) voor een totaal van 1 545,9 miljoen frank (+ 14,63 %).

Massa 3. — Wetenschappelijke activiteiten van technologische, industriële en landbouwfinaliteit.

1. De in deze massa gehergroepeerde kredieten bedragen in het totaal 7 310,8 miljoen frank en hebben betrekking op de departementen van Economische Zaken en Landbouw.

2. a) Le département des Affaires économiques intervient dans cette masse pour un total de 5 476,4 millions de francs (+ 18,43 %).

Ce total comprend :

- 2 700 millions de francs (+ 38,30 %) destinés à la recherche technologique dans l'industrie;
- 2 776,4 millions de francs (+ 3,91 %) destinés au financement des autres activités technologiques.

b) Les recherches technologiques à finalité industrielle sont financées par les subsides à l'I.R.S.I.A. (1 700 millions de francs : + 7,71 %) et la nouvelle autorisation d'ordonnancement pour l'aide aux prototypes (1 000 millions de francs; 167,38 %). Pour l'aide aux prototypes, il y a lieu tant pour 1978 que pour 1979 d'ajouter aux crédit d'ordonnancement les soldes disponibles (soit 1 milliard de francs en 1978 et 390 millions de francs en 1979) pour apprécier l'évolution de l'effort réel effectué sur le plan du financement effectif.

c) Les crédits pour les autres activités scientifiques à finalité technologique sont destinés essentiellement aux établissements scientifiques de l'Etat et assimilés dont notamment le Centre d'étude de l'énergie nucléaire à Mol, ainsi qu'au financement d'études et de recherches en matière nucléaire (surtout dans le cadre de certains programmes internationaux relatifs notamment à la technologie de la fusion thermo-nucléaire, à la sûreté nucléaire et aux combustibles nucléaires) et au financement de programmes de recherche-développement dans le domaine de l'énergie non nucléaire (principalement le programme de gazéification de la houille in situ).

3. Le département de l'Agriculture intervient dans cette masse pour un montant de 1 706,8 millions de francs (+ 8,27 %).

Ce montant comprend :

- 580 millions de francs (+ 7,21 %) pour la recherche technologique dans le secteur agriculture (I.R.S.I.A.);
- 1 126,8 millions de francs (+ 8,80 %) pour les autres activités scientifiques à finalité agricole développées par les établissements scientifiques et assimilés ainsi que par les unités de recherche agronomique.

Masse 4. — Activités scientifiques de service public et d'intérêt général.

Les crédits de cette masse totalisent 4 538,1 millions de francs.

Sont regroupés dans cette masse les crédits relatifs au financement :

- des établissements scientifiques de l'Etat et assimilés qui ne poursuivent pas d'activités technologiques pour un total de 2 816,9 millions de francs (+ 10,35 %) comprenant :
 - 1 851,0 millions de francs (+ 6,18 %) pour ceux de ces établissements relevant de l'Education nationale et de la Culture;
 - 965,9 millions de francs (+ 19,32 %) pour l'ensemble des autres établissements (notamment 457,7 millions de francs (+ 13,15 %) pour l'Institut d'Hygiène et d'Epidémiologie et 158,7 millions de francs (+ 25,16 %) pour le Service géologique de Belgique);
- des recherches dues soit à l'initiative gouvernementale (programmes nationaux de recherche appliquée et actions concertées de recherche) pour un total de 831,7 millions de francs (+ 9,46 %), soit à l'initiative ministérielle pour un total de 736,6 millions de francs (+ 2,39 %);

2. a) Het departement van Economische Zaken komt in deze massa tussen voor een totaal van 5 476,4 miljoen frank (+ 18,43 %).

Dit totaal omvat :

- 2 700 miljoen frank (+ 38,30 %) bestemd voor het technologisch onderzoek in de nijverheid;
- 2 776,4 miljoen frank (+ 3,91 %) bestemd voor de financiering van de andere technologische activiteiten.

b) Het technologisch onderzoek van industriële finaliteit wordt gefinancierd door de toelagen toegekend aan het I.W.O.N.L. (1 700 miljoen frank; + 7,71 %) en de nieuwe ordonnanceringsmachtiging voor de hulpverlening van prototypes (1 000 miljoen frank + 167,38 %). Voor de hulpverlening aan de prototypes dienen zowel voor 1978 als voor 1979 de beschikbare saldi aan de ordonnanceringskredieten te worden toegevoegd (d.i. 1 miljard frank in 1978 en 390 miljoen frank in 1979) om de evolutie te schatten van de reële inspanning gedaan op het gebied van de effectieve financiering.

c) De kredieten voor de overige wetenschappelijke activiteiten van technologische finaliteit zijn in hoofdzaak bestemd voor de wetenschappelijke Rijksinstellingen en daarmee gelijkgestelde inrichtingen waaronder o.a. het Studiecentrum voor Kernenergie te Mol, alsmede voor de financiering van studies en onderzoeken op nucleair gebied (voornamelijk in het kader van bepaalde internationale programma's met betrekking tot inzonderheid de technologie van de thermonucleaire kernversmelting, de reactorveiligheid en de kernbrandstoffen) en de financiering van onderzoeks-ontwikkelingsprogramma's in het domein van de niet-nucleaire energie (in hoofdzaak het programma voor de ondergrondse in situ vergassing van steenkool).

3. Het departement van Landbouw komt in deze massa tussen voor een bedrag van 1 706,8 miljoen frank (+ 8,27 %).

Dit bedrag omvat :

- 580 miljoen frank (+ 7,21 %) voor het technologisch onderzoek in de landbouwsector (I.W.O.N.L.);
- 1 126,8 miljoen frank (+ 8,80 %) voor de andere wetenschappelijke activiteiten van landbouwfinaliteit ontwikkeld door de wetenschappelijke Rijksinstellingen en daarmee gelijkgestelde inrichtingen en de eenheden voor landbouwonderzoek.

Massa 4. — Wetenschappelijke activiteiten van openbaar dienstbeeroen en algemeen belang.

De kredieten van deze massa bedragen in het totaal 4 538,1 miljoen frank.

Zijn gehergroepeerd in deze massa de kredieten betreffende de financiering van :

- de wetenschappelijke Rijksinstellingen en daarmee gelijkgestelde inrichtingen zonder technologische activiteiten voor een totaal van 2 816,9 miljoen frank (+ 10,35 %) waaronder :
 - 1 851,0 miljoen frank (+ 6,18 %) voor de instellingen die tot Nationale Opvoeding en Cultuur behoren;
 - 965,9 miljoen frank (+ 19,32 %) voor het geheel van de andere instellingen (meer bepaald 457,7 miljoen frank (+ 13,15 %) voor het Instituut voor Hygiëne en Epidemiologie en 158,7 miljoen frank (+ 25,16 %) voor de Geologische Dienst van België);
- onderzoek hetzij op initiatief van de Regering (nationale programma's voor toegepast onderzoek en geconcreteerde onderzoeksacties) voor een totaal van 831,7 miljoen frank (+ 9,46 %), hetzij op ministerieel initiatief voor een totaal van 736,6 miljoen frank (+ 2,39 %);

- de diverses autres activités scientifiques bénéficiant d'un subventionnement public pour un montant de 153,0 millions de francs (+ 8,13 %).

Masse 5. — Contribution aux activités scientifiques internationales.

Les crédits regroupés dans cette masse totalisent 3 878,4 millions de francs. Ils figurent notamment dans les budgets des départements ci-après :

- Affaires économiques pour le financement de la participation de la Belgique notamment aux activités internationales de recherche fondamentale et de recherche appliquée dans les domaines de l'énergie nucléaire et de l'énergie non nucléaire (1 252,5 millions de francs; + 130,54 %).
- Services du Premier Ministre. Secteur Politique scientifique pour le financement de la participation belge aux activités de l'Agence spatiale européenne (1 004,0 millions de francs; + 3,25 %).
- Coopération au développement d'une part, pour le financement d'activités relatives à l'enseignement universitaire dispensé dans les pays en voie de développement (585,0 millions de francs; + 26,08 %); d'autre part, pour le financement d'autres activités scientifiques développées par la Belgique dans le cadre de l'aide aux pays en voie de développement (336,5 millions de francs; + 5,65 %).
- Finances pour la participation belge aux programmes à développer par EURATOM en 1979 (437,7 millions de francs; -1,97 %).

- diverse andere wetenschappelijke activiteiten die van een openbare toelegage genieten voor een bedrag van 153,0 miljoen frank (+ 8,13 %).

Massa 5. — Bijdragen in de internationale wetenschappelijke activiteiten.

De kredieten gehergroepeerd in deze massa belopen in het totaal 3 878,4 miljoen frank. Zij komen ondermeer voor in de begrotingen van de volgende departementen :

- Economische Zaken voor de financiering van de deelname van België o.m. aan de internationale activiteiten van fundamenteel onderzoek en van toegepast onderzoek op het gebied van de nucleaire energie en de niet-nucleaire energie (1 252,5 miljoen frank; + 130,54 %).
- Diensten van de Eerste Minister. Sector Wetenschapsbeleid voor de financiering van de Belgische deelname aan de activiteiten van het Europees Ruimte Agentschap (1 004,0 miljoen frank; + 3,25 %).
- Ontwikkelingssamenwerking enerzijds voor de financiering van activiteiten betreffende het universitair onderwijs in de ontwikkelingslanden (585,0 miljoen frank; + 26,08 %); anderzijds voor de financiering van andere wetenschappelijke activiteiten door België ontwikkeld in het kader van de hulp aan de ontwikkelingslanden (336,5 miljoen frank; + 5,65 %).
- Financiën voor de Belgische deelname aan de programma's die in 1979 door EURATOM moeten worden ontwikkeld. (437,7 miljoen frank; -1,97 %).

TABLEAU I.

Analyse par masse budgétaire.
(En millions de francs.)

TABEL I.

Analyse per begrotingsprogramma.
(In miljoenen frank.)

	1978 Initial <i>Oorspronkelijk</i> (a)	1978 Ajusté <i>Aangepast</i> (b)	1979 <i>(c)</i>	Evolution %	
				<i>Evolutie %</i> (c/a)	<i>Evolutie %</i> (c/b)
Massa 1. — Financement direct des établissements d'enseignement universitaire. — Massa 1. — Rechtstreekse financiering van de instellingen van universitair onderwijs	20 456,5	19 997,1	21 017,1	+ 2,74	+ 5,10
Massa 2. — Financement indirect de la recherche universitaire. — Massa 2. — Onrechtstreekse financiering van het universitair onderzoek	2 283,8	2 217,1	2 482,0	+ 8,68	+ 11,95
Massa 3. — Activités scientifiques à finalité industrielle ou agricole. — Massa 3. — Wetenschappelijke activiteiten gericht op de nijverheid en landbouw	6 571,9	6 334,9	7 310,8	+11,24	+15,41
Massa 4. — Activités scientifiques de service public et d'intérêt général. — Massa 4. — Wetenschappelijke activiteiten van openbaar dienstbetoon en algemeen belang	4 298,4	4 173,4	4 538,1	+ 5,58	+ 8,74
Massa 5. — Contributions aux organismes internationaux. — Massa 5. — Bijdragen in de internationale organismen ...	3 480,4	2 991,4	3 878,4	+11,44	+29,65
Massa 6. — Transferts financiers. — Massa 6. — Financiële overdrachten	3 372,1	3 202,6	4 153,5	+23,17	+29,69
Totaux programmes budgétaires de politique scientifique. — Totalen begrotingsprogramma's voor wetenschapsbeleid ...	40 463,1	38 916,5	43 379,9	+ 7,21	+11,47

TABLEAU IIa

Programme budgétaire de politique scientifique.

Opérations courantes.
(En millions de francs.)

TABEL IIa

Begrotingsprogramma voor wetenschapsbeleid.

Lopende verrichtingen.
(In miljoenen frank.)

Départements — Departementen	1978 Initial — Oorspronkelijk (a)	1978 Ajusté — Aangepast (b)	1979 — (c)	Evolution % — Evolutie %	
				(c/a)	(c/b)
Education nationale : — Nationale Opvoeding :					
— Secteur commun. — <i>Gemeenschappelijke sector</i>	2 090,4	2 051,0	2 167,0	+ 3,67	+ 5,66
— Secteur français. — <i>Franse sector</i>	11 518,7	11 243,0	12 167,2	+ 5,63	+ 8,22
— Secteur néerlandais. — <i>Nederlandse sector</i>	10 744,9	10 321,8	11 210,8	+ 4,34	+ 8,61
Culture. — Cultuur :					
— Secteur commun. — <i>Gemeenschappelijke sector</i>	318,1	313,3	336,3	+ 5,71	+ 7,35
— Secteur français. — <i>Franse sector</i>	99,5	93,2	110,6	+ 11,16	+ 18,67
— Secteur néerlandais. — <i>Nederlandse sector</i>	93,7	92,5	87,5	- 6,62	- 5,41
Défense nationale et Gendarmerie. — Landsverdediging en Rijkswacht	515,2	503,8	534,4	+ 3,73	+ 6,07
Affaires économiques. — Economische Zaken	5 287,5	5 029,5	5 615,9	+ 6,21	+ 11,66
Agriculture. — Landbouw	1 696,8	1 681,8	1 823,4	+ 7,46	+ 8,42
Travaux publics. — Openbare Werken	106,8	104,6	106,8	0	+ 2,10
Premier Ministre. — Secteur politique scientifique. — Eerste Minister. — Sector wetenschapsbeleid	271,5	234,5	270,0	- 0,55	+ 15,14
Santé publique, Environnement et Famille. — Volksgezondheid, Leefmilieu en Gezin	2 198,4	2 173,2	2 366,2	+ 7,64	+ 8,89
Affaires étrangères. — Buitenlandse Zaken	52,3	52,3	58,2	+ 11,28	+ 11,28
Coopération au développement. — Ontwikkelingssamenwerking	1 422,5	1 491,3	1 660,0	+ 16,70	+ 11,31
Affaires intérieures. — Binnenlandse Zaken	2,3	2,3	2,4	+ 4,35	+ 4,35
Justice. — Justitie	30,1	24,9	31,6	+ 4,98	+ 26,91
Emploi et Travail. — Tewerkstelling en Arbeid	3,4	3,3	3,4	0	+ 3,03
Prévoyance sociale. — Sociale Voorzorg	2,6	2,6	22,1	+750,00	+750,00
Communications. — Verkeerswezen	29,9	29,9	35,6	+ 19,06	+ 19,06
Finances. — Financiën	474,0	446,5	437,7	- 7,66	- 1,97
Totaux programmes budgétaires de politique scientifique. — Totalen begrotingsprogramma's voor wetenschapsbeleid ...	36 958,6	35 895,3	39 047,1	+ 5,65	+ 8,78

TABLEAU II b

Programme budgétaire de politique scientifique.
Opérations de capital.
(En millions de francs.)

TABEL II b

Begrotingsprogramma voor wetenschapsbeleid.
Kapitaalverrichtingen.
(In miljoenen frank.)

Départements — Departementen	1978 Initial — Oorspronkelijk (a)	1978 Ajusté — Aangepast (b)	1979 (c)	Evolution % — Evolutie % c/b)	
				(c/a)	
Education nationale : — Nationale Opvoeding :					
Secteur commun. — <i>Gemeenschappelijke sector</i>	139,1	129,1	122,8	- 11,72	- 4,88
Secteur français. — <i>Franse sector</i>	1,0	0,9	1,0	0	+ 11,11
Secteur néerlandais. — <i>Nederlandse sector</i>	0,5	0,4	0,5	0	+ 25,00
Culture : — Cultuur :					
Secteur commun. — <i>Gemeenschappelijke sector</i>	27,1	24,0	28,5	+ 5,17	+ 18,75
Secteur français. — <i>Franse sector</i>	12,4	5,9	16,4	+ 32,26	+ 177,97
Secteur néerlandais. — <i>Nederlandse sector</i>	14,2	12,8	12,8	- 9,86	0
Affaires économiques. — Economische Zaken	1 432,6	976,6	2 141,0	+ 49,45	+ 119,23
Agriculture. — Landbouw	44,2	39,8	48,1	+ 8,85	+ 20,85
Travaux publics. — Openbare Werken	23,4	21,0	21,0	- 10,26	0
Premier Ministre. — Secteur Politique scientifique. — Eerste Minister. — Sector Wetenschapsbeleid	1 477,7	1 497,7	1 565,7	+ 5,96	+ 4,54
Santé publique, Environnement et Famille. — Volksgezondheid, Leefmilieu en Gezin	87,0	68,3	116,7	+ 34,14	+ 70,86
Coopération au Développement. — Ontwikkelingssamenwerking	240,0	240,0	253,0	+ 5,42	+ 5,42
Emploi et Travail. — Tewerkstelling en Arbeid	5,3	4,7	5,3	0	+ 12,77
Totaux programmes budgétaires de politique scientifique. — Totalen begrotingsprogramma's voor wetenschapsbeleid ...	3 504,5	3 021,2	4 332,8	+ 23,64	+ 43,41

CHAPITRE X.

Coopération au Développement.

Le volume global de l'aide au développement s'élèvera en 1979 à 22 178,3 millions en ordonnancements (+ 300 millions en engagements).

Par rapport au P.N.B. estimé à 3 368 milliards, ce volume d'aide représente 0,67 % en engagements et 0,66 % en ordonnancements.

La croissance de l'aide au développement en 1979 apparaît dans le tableau comparatif suivant exprimé en millions de francs et en ordonnancements pour 1978 et 1979.

	1978		1979
	Initial Oorspronkelijk		
Ministère des Finances	5 320,3	5 838,7	Ministerie van Financiën.
Défense nationale	204,7	304,4	Landsverdediging.
Education nationale	202,4	207,2	Nationale Opleiding.
Affaires étrangères	164,4	174,0	Buitenlandse Zaken.
Emploi et Travail	—	50,0	Tewerkstelling en Arbeid.
C.E.E.	1 635,0	1 503,0	E.E.G.
	7 526,8	8 077,3	
Coopération au développement :			Ontwikkelingssamenwerking :
— Dépenses courantes	7 406,9	7 620,1	— Lopende uitgaven.
— Dépenses de capital	4 254,1	4 720,9	— Kapitaaluitgaven.
— Loterie nationale	1 600,0	1 760,0	— Nationale Loterij.
	13 261,0	14 101,0	
Total	20 787,8	22 178,3	Totaal.
Dépenses administratives	343,1	370,7	Administratieve uitgaven.
Crédits d'engagement (').	1 500,0	1 510,0	Vastleggingskredieten (').

(') Couverts respectivement par des crédits d'ordonnancement de 1 200 millions en 1978 et de 1 210 millions en 1979, incorporés dans les chiffres cités.

Conformément à la déclaration gouvernementale et à des engagements internationaux, la Belgique a la volonté ferme d'atteindre le niveau de 0,7 % du P.N.B. pour son aide publique au développement. Aussi, malgré les restrictions que le gouvernement s'est imposées dans le domaine budgétaire, notre aide au développement continue-t-elle à augmenter.

Comme par le passé, notre politique de coopération s'inspire de deux principes. D'une part, l'aide que la Belgique accorde à des pays en voie de développement, doit favoriser le bien-être des populations concernées, accroître leur possibilité d'autonomie effective de gestion et de direction, et garantir l'amélioration aussi régulière que possible de leur condition économique, sociale et culturelle. D'autre part, elle doit mettre à la disposition de ces pays des moyens qui permettent d'étendre des échanges multiples Nord/Sud, voire Sud/Sud.

Il convient de souligner à cet égard que nos efforts accrus en direction du Tiers Monde, comportent aussi pour nous des avantages par la création de liens économiques toujours

HOOFDSTUK X.

Ontwikkelingssamenwerking.

Het volume van de ontwikkelingshulp zal in 1979, 22 178,3 miljoen ordonnanceringen bedragen (+ 300 miljoen vastleggingen).

In verhouding met het B.N.P. geraamd op 3 368 miljard, zal de ontwikkelingshulp 0,67 % in de vastlegging belopen en 0,66 % in ordonnanceringen.

De groei van de ontwikkelingshulp in 1979 blijkt uit onderstaande tabel die de bedragen (ordonnanceringen) voor 1978 en 1979 weergeeft.

		1978	
	Initial Oorspronkelijk		
Ministerie van Financiën. Landsverdediging. Nationale Opleiding. Buitenlandse Zaken. Tewerkstelling en Arbeid. E.E.G.			
Ontwikkelingssamenwerking : — Lopende uitgaven. — Kapitaaluitgaven. — Nationale Loterij.			
Totaal.			
Administratieve uitgaven. Vastleggingskredieten (').			

(') Waarvoor ordonnancingskredieten, die reeds in de aangehaalde cijfers begrepen zijn, ten belope van respectievelijk 1 200 miljoen in 1978 en 1 210 miljoen in 1979.

Uit de regeringsverklaring en uit de internationale verbindtenissen blijkt dat België zich ten doel heeft gesteld de ontwikkelingshulp op te voeren tot 0,7 % van het B.N.P. Ondanks de budgettaire beperkingen die de regering zich heeft opgelegd neemt onze ontwikkelingshulp nog steeds toe.

Ons ontwikkelingsbeleid is, zoals voorheen, gestoeld op twee principes. Eensdeels dient de hulp die België aan de ontwikkelingslanden verleent ten goede te komen aan de betrokken bevolkingsgroepen. Deze dient hun werkelijke zelfstandigheid inzake beheer en leiding te vergroten en in de mate van het mogelijke bij te dragen tot een bestendige verbetering van hun economische toestand. Anderdeels dient België de nodige middelen ter beschikking te stellen van deze landen om hen in staat te stellen de talrijke uitwisselingen tussen Noord en Zuid en zelfs tussen Zuid en Zuid, verder uit te breiden.

In dit verband dient te worden opgemerkt dat door het tot stand brengen van economische banden onze verhoogde inspanningen ten gunste van de Derde Wereld ook voor ons

plus nombreux. Dans le cadre de la nouvelle division internationale du travail, la coopération au développement doit en effet faciliter la restructuration économique et la reconversion sociale de tous les pays qui ont dû subir les effets désastreux de la crise de ces dernières années. Ces efforts exigent le maintien simultané de nos actions tant sur le plan bilatéral que multilatéral.

En ce qui concerne les actions multilatérales, nous continuerons à privilégier celles qui peuvent être menées d'une manière réellement efficace, notamment avec nos partenaires de la Communauté Européenne.

Au plan bilatéral, les pays d'Afrique Centrale gardent évidemment une place importante. Néanmoins, la Belgique poursuit ses ouvertures vers d'autres continents et d'autres pays qui ont des régimes politiques les plus variés. Certes, les aides continueront à être dirigées avant tout vers le développement rural, la formation et la santé ainsi que vers les projets de développement industriel intégrés.

Dans ce but, certaines rubriques budgétaires connaissent des augmentations sensibles : les prêts d'Etat à Etat, les subventions destinées au financement d'activités d'études et de recherches notamment dans le domaine de « technologie adaptée » et de démographie, les dépenses relatives aux coopérants, volontaires et jeunes inexpérimentés ainsi qu'à la formation en Belgique et dans les pays en voie de développement.

voordelen inhouden. In het kader van de nieuwe internationale arbeidsverdeling dient de ontwikkelingssamenwerking immers de economische herstructurering en de sociale heroriëntering te bevorderen van alle landen die ten prooi vielen aan de rampzalige crisis der laatste jaren. Te dien einde moeten onze bilaterale en multilaterale akties evenzeer worden ondersteund.

Wij zullen die multilaterale acties steunen die op een doeltreffende wijze kunnen worden gevoerd, zoals deze met onze E.G.-partners.

Op bilateraal vlak nemen de landen van Centraal Afrika natuurlijk nog steeds een belangrijke plaats in. Nochtans blijft België onderhandelen met andere continenten en andere landen, met de meest uiteenlopende politieke regimes. De hulp zal vooralsnog gericht blijven op de landelijke ontwikkeling, de opleiding en de gezondheid en op de projecten voor geïntegreerde industriële ontwikkeling.

Ten dien einde werden bepaalde begrotingsposten aanzienlijk verhoogd : de leningen van staat tot staat, de toelagen voor het financieren van studie- en opzoekingswerk voornamelijk op het vlak van de « aangepaste technologie » en van de demografie, de uitgaven voor ontwikkelingshelpers, vrijwilligers en jong afgestudeerden zonder ervaring en voor de opleiding in België en in de ontwikkelingslanden.

CHAPITRE XI.

Fonctions d'autorité.

A. — AFFAIRES ETRANGERES.

En 1979, des élections au suffrage universel pour le Parlement européen auront lieu. Sans doute, il s'agit d'un événement important dans le processus de l'intégration européenne. En effet, un Parlement élu directement pourra jouer le rôle qui est le sien avec plus d'autorité vis-à-vis des autres institutions de la Communauté.

Les négociations d'adhésion entre la C.E.E. et les nouveaux candidats : la Grèce, le Portugal et l'Espagne, entreront dans un stade définitif. Ces négociations devront aboutir à des formules permettant d'une part l'entrée des nouveaux candidats, et d'autre part le maintien de la cohésion de la Communauté.

Dans le domaine de la coopération monétaire le Conseil européen de Brême a ouvert des perspectives qui devront être concrétisées aussitôt que possible.

Dans le domaine de la coopération politique la situation en Afrique restera probablement au centre des préoccupations.

La Belgique restera fidèle à l'Alliance Atlantique, et dans le domaine de la sécurité sa politique sera menée en concordance avec sa participation à cette institution.

Les problèmes concernant nos relations avec le Tiers-Monde, notamment dans le cadre du dialogue Nord-Sud, restent complexes. Il ne faut pas dissimuler que des efforts considérables restent à faire avant d'arriver à des solutions qui seront satisfaisantes pour les pays en voie de développement, supportables par les pays industrialisés.

Un autre thème qui restera certainement au centre des préoccupations politiques, notamment au sein des Nations Unies, est le respect des droits de l'homme.

Les pays démocratiques continueront à mener une action diplomatique contre des phénomènes tels que l'emprisonnement arbitraire, la torture et le terrorisme.

B. — DEFENSE NATIONALE.

A. — Politique générale.

Le concept stratégique général de l'OTAN vise à sauvegarder la paix et à assurer la sécurité de la zone du Traité de l'Atlantique Nord. Pour remplir les missions qui découlent de ce concept, l'OTAN doit disposer de forces aptes à répondre à toute menace et à toute forme d'agression.

La déclaration gouvernementale a montré la volonté de notre pays de respecter ses engagements envers l'OTAN et d'assurer le maintien de forces armées efficaces, dotées du matériel adéquat et d'hommes bien entraînés.

Les moyens budgétaires accordés à la Défense nationale tiennent largement compte de la situation budgétaire de l'Etat.

Sur le plan du personnel, le Gouvernement compte poursuivre l'effort entrepris en vue d'aboutir à la professionnalisation complète des unités affectées à l'OTAN.

Le recrutement du nombre de volontaires à court terme, s'il se poursuit à un rythme suffisant, devrait permettre en

HOOFDSTUK XI.

Gezagsfuncties.

A. — BUITENLANDSE ZAKEN.

In 1979 zullen rechtstreekse verkiezingen voor het Europees Parlement plaatsvinden. Het gaat hier ongetwijfeld om een belangrijke gebeurtenis in het proces van de Europese integratie. Een direct gekozen Parlement zal de rol die het werd toebedeeld inderdaad met meer gezag kunnen vervullen ten opzichte van de andere instellingen van de Gemeenschap.

De toetredingsonderhandelingen tussen de E.E.G. en de nieuwe kandidaten : Griekenland, Portugal en Spanje zullen in een definitief stadium treden. Die onderhandelingen moeten tot formules leiden die enerzijds de toetreding van nieuwe kandidaten en anderzijds het behoud van de samenhang binnen de Gemeenschap mogelijk maken.

Op het vlak van de monetaire samenwerking heeft de Europees Raad van Bremen perspectieven geopend die zo snel mogelijk moeten geconcretiseerd worden.

Op het gebied van de politieke samenwerking zal de situatie in Afrika ons ongetwijfeld ten zeerste blijven verontrusten.

België blijft trouw aan het Atlantisch Bondgenootschap en het beleid inzake de veiligheid zal in overeenstemming hiermee worden gevoerd.

De problemen inzake onze betrekkingen met de Derde Wereld, inzonderheid in het kader van de Noord-Zuid-dialog, blijven complex. We mogen niet verbergen dat er nog aanzienlijke inspanningen moeten worden gedaan voordat we oplossingen vinden, die bevredigend zijn voor de ontwikkelingslanden en dragelijk voor de geïndustrialiseerde.

Er is nog een ander thema dat vooral in de Verenigde Naties heel wal politieke bezorgdheid wegdraagt, nl. de erbied voor de rechten van de mens.

De democratische landen zullen een diplomatische actie blijven voeren tegen verschijnselen als willekeurige gevangenzetting, foltering en terrorisme.

B. — LANDSVERDEDIGING.

A. — Algemeen beleid.

Het algemeen strategisch concept van de NAVO is erop gericht de vrede te waarborgen en de veiligheid van de zone van het Noord-Atlantisch Verdrag te verzekeren. Teneinde de opdrachten die uit dit concept voortvloeien te kunnen vervullen moet de NAVO over strijdkrachten beschikken die in staat zijn elke bedreiging of elke vorm van agressie te beantwoorden.

De regeringsverklaring geeft uiting aan de wil van ons land om zijn verplichtingen ten overstaan van de NAVO te eerbiedigen en om het behoud van doeltreffende strijdkrachten, uitgerust met aangepast materieel en goed geoefende manschappen, te verzekeren.

De begrotingsmiddelen van Landsverdediging houden ruim rekening met de budgettaire toestand van de Staat.

Op het personeelsvlak, heeft de Regering het inzicht de inspanning om tot de volledige professionalisering te komen van de eenheden die door de NAVO zijn aangeduid, voort te zetten.

De aanwerving van het aantal vrijwilligers in kort verband, zou, op voorwaarde dat zij aan een voldoende ritme verder

fin d'année 1979 de passer à une nouvelle étape dans la réduction de la durée du service militaire et dans l'application du principe d'un service par famille. L'objectif final reste la réduction du service à 6 mois.

En 1979 aussi, la deuxième phase de la valorisation des rémunérations du personnel militaire sera réalisée.

Sur le plan syndical, les arrêtés d'exécution de la loi du 11 juillet 1978 réglant les relations entre l'autorité et les organisations syndicales du personnel militaire, devront être pris.

Enfin, un effort continu dans l'utilisation des ressources sera poursuivi avec le souci permanent d'efficience, afin de permettre de conserver un niveau d'activités correspondant au degré d'entraînement et d'opérationnalité requis, de même qu'un renouvellement adéquat des matériels.

Telles sont les lignes de force que le Gouvernement s'est fixées pour 1979 en matière de défense afin d'être en mesure à l'aide d'un budget modeste, de répondre à ce que la Belgique attend de son Armée : une force crédible, efficace et en mesure de figurer aux côtés de ses alliés dans l'Alliance Atlantique.

B. — Données budgétaires (1).

1. *Les moyens globaux pour la Défense nationale en 1979 ont été fixés comme suit :*

a) Moyens normaux : 71 952,6 millions de francs ventilés en :

- 51 302,5 millions de francs de crédits non dissociés;
- 19 859,7 millions de francs de crédits dissociés.

b) Moyens extra : 6 025,9 millions de francs ventilés en :

- 5 794,4 millions de francs de crédits non dissociés;

— 231,5 millions de francs de crédits dissociés.

Le montant total de 77 978,5 millions de francs comporte 75 851,5 millions de francs de dépenses courantes et 2 127 millions de francs de dépenses de capital.

2. La comparaison avec 1978 s'établit comme suit :

Moyens budgétaires de la Défense nationale.

(En millions de francs.)

gaat, tegen het einde van 1979, de overgang tot een nieuwe verminderingsfase van de duur van de militaire dienstplicht en van de toepassing van het principe van één dienst per gezin, moeten mogelijk maken. Het einddoel blijft de vermindering van de dienstplicht tot 6 maand.

Ook zal in 1979 de tweede fase van de herwaardering van de bezoldigingen van het militair personeel verder doorgedragen worden.

Op het syndicale vlak dienen de uitvoeringsbesluiten genomen te worden van de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het militair personeel.

Tenslotte zal een voortgezette inspanning op het vlak van de aanwending van de middelen doorgedragen worden met de bestendige zorg voor efficiëntie, om aldus het behoud van een activiteitsniveau dat overeenstemt met de vereiste graad van training en operationaliteit, alsmede een adekwate materieelvernieuwing mogelijk te maken.

Dit zijn de krachtlijnen die de Regering inzake defensie voor 1979 heeft vooropgezet waarbij met een bescheiden begroting wordt betracht tegemoet te kunnen komen aan wat België van zijn leger verwacht : een geloofwaardige, doeltreffende strijdkracht die haar plaats kan innemen naast haar geallieerden in het Atlantisch Bondgenootschap.

B. — Begrotingsgegevens (1).

1. *De globale middelen van Landsverdediging werden voor 1979 bepaald als volgt :*

a) Normale middelen : 71 952,6 miljoen frank ingedeeld in :

- 51 302,5 miljoen frank niet gesplitste kredieten;
- 19 859,7 miljoen frank gesplitste kredieten.

b) Extra middelen : 6 025,9 miljoen frank ingedeeld in :

- 5 794,4 miljoen frank niet gesplitste kredieten;
- 231,5 miljoen frank gesplitste kredieten.

Het totaal bedrag van 77 978,5 miljoen frank bestaat uit 75 851,5 miljoen frank lopende uitgaven en 2 127 miljoen frank kapitaaluitgaven.

2. De vergelijking met 1978 ziet eruit als volgt :

Begrotingsmiddelen Landsverdediging. (In miljoenen frank.)

	1978		1979	Accroissement par rapport à (a) — Aangroei t.o.v. (a)
	Initial <i>Initiaal</i>	Ajusté <i>Aangepast</i>		
	(a)	(b)		
1. Dépenses de personnel (provision index comprise). — <i>Personneelsuitgaven (indexprovisie inbegrepen)</i>	35 415,2	34 918,6	37 386,9	+5,6 %
2. Dépenses de fonctionnement. — <i>Werkingsuitgaven</i>	19 576,4	18 954,9	20 750,1	+5,9 %
3. Dépenses de rééquipement et d'infrastructure. — <i>Wederuitrustings- en infrastructuuruitgaven</i>	19 024,5	19 024,5	19 841,5	+4,2 %
Total général. — <i>Algemeen totaal</i>	74 016,1	72 898,0	(*)77 978,5	+5,4 %

(*) Dont 524,8 millions de francs de crédits pour la recherche scientifique.

(1) Non compris les dépenses afférentes au Cabinet du Vice-Premier Ministre (38,5 millions).

(*) Waarvan 524,8 miljoen frank kredieten wetenschapsbeleid.

(1) Met uitsluiting van de uitgaven met betrekking tot het Kabinet van de Vice-Eerste Minister (38,5 miljoen).

Compte tenu de la répercussion de la dernière programmation sectorielle (en matière de la revalorisation des rémunérations des militaires) et de la réalisation d'une nouvelle étape dans la professionnalisation des forces armées, l'augmentation des autres dépenses budgétaires est limitée à 4 % seulement.

C. — GENDARMERIE.

A. — Politique générale.

1. L'augmentation des effectifs de la gendarmerie se poursuit progressivement et doit permettre d'atteindre en 1980-1981, pour autant que la situation budgétaire le permette, l'effectif maximum fixé par la loi du 29 décembre 1975.

L'application du statut du personnel du corps opérationnel sera poursuivie.

2. En fonction des moyens budgétaires attribués, le plan 1974-1980 de renouvellement du matériel sera poursuivi progressivement. La tranche 1979 concerne principalement le parc automobile et les moyens de transmission, notamment en vue de la mise en place d'un système moderne de transmission répondant aux besoins.

3. Enfin, la politique en matière d'amélioration du casernement se poursuivra au profit des bâtiments fonctionnels et du logement du personnel en général.

B. — Données budgétaires.

Les moyens globaux fixés pour la Gendarmerie en 1979 s'élèvent à :

- 11 760,2 millions de francs (dont 11 767,7 millions de francs de crédits non dissociés et 22,8 millions de francs de crédits d'ordonnancement);
- 530,6 millions de francs pour les dépenses de capital (dont 115,6 millions de francs de crédits non dissociés et 415 millions de francs de crédits d'ordonnancement).

Rekening houdend met de weerslag van de laatste sectoriële programmatie (inzake herwaardering van de bezoldigingen der militairen) en met de verwezenlijking van een nieuwe fase in de professionalisering van de strijdkrachten wordt de stijging van de overige begrotingsuitgaven tot slechts 4 % beperkt.

C. — RIJKSWACHT.

A. — Algemeen beleid.

1. De verhoging van de effektielen van de rijkswacht wordt geleidelijk verder gezet hetgeen moet toelaten in 1980-1981, voor zover de begrotingstand het toelaat, het maximum effectief vastgesteld in de wet van 29 december 1975, te bereiken.

De toepassing van het statuut van het operationeelkorps zal worden voortgezet.

2. In functie van de toegekende budgettaire middelen zal het vernieuwingsplan 1974-1980 van het materieel progressief worden doorgevoerd. De schijf 1979 ervan slaat hoofdzakelijk op het voertuigenpark en de transmissiemiddelen inzonderheid met het oog van het uitbouwen van een moderne transmissie infrastructuur beantwoordend aan de behoeften.

3. Tenslotte wordt de politiek met betrekking tot de verdere verbetering van de kazernering inzake functionele gebouwen en huisvesting van het personeel in het algemeen, verder doorgezet.

B. — Begrotingsgegevens.

De globale begrotingsmiddelen vastgesteld voor de Rijkswachth in 1977 bedragen :

- 11 790,5 miljoen frank (waarvan 11 767,7 miljoen frank niet gesplitste kredieten en 22,8 miljoen frank ordonnancieringskredieten) ;
- 530,6 miljoen frank voor de kapitaaluitgaven (waarvan 115,6 miljoen frank niet gesplitste kredieten en 415 miljoen frank ordonnancieringskredieten).

La comparaison avec 1978 s'établit comme suit :

(En millions de francs.)

De vergelijking met 1978 ziet eruit als volgt :

(In miljoenen frank.)

	1978		1979	Accroissement par rapport à (a) — Aangroeien overstaan van (a)
	Initial <i>Initiaal</i>	Ajusté <i>Aangepast</i>		
	(a)	(b)		
A. — Dépenses courantes. — <i>Lopende uitgaven.</i>				
Personnel (provision index comprise). — <i>Personeel (indexprovisie inbegrepen).</i>	9 331,4	9 140,0	9 614,3	+ 3,0 %
Fonctionnement. — <i>Werking</i>	2 066,3	2 005,3	2 168,7	+ 5,3 %
Total A. — <i>Totaal A</i>	11 397,7	11 145,3	(*) 11 783,0	+ 3,4 %
B. — Dépenses de capital. — <i>Kapitaaluitgaven.</i>				
Crédits non dissociés. — <i>Niet gesplitste kredieten</i>	104,0	100,4	115,6	+ 11,2 %
Crédits d'ordonnancement dissociés. — <i>Gesplitste ordonnanceringkredieten</i> ...	384,0	384,0	415,0	+ 8,1 %
Total B. — <i>Totaal B</i>	488,0	484,4	530,6	+ 8,7 %
Total général (A+B). — <i>Algemeen totaal (A+B)</i>	11 885,7	11 629,7	12 313,6	+ 3,7 %

(*) dont 0,5 million de crédits pour la recherche scientifique.

(*) waarvan 0,5 miljoen kredieten wetenschapsbeleid.

Compte tenu des augmentations de prix le budget 1979 est maintenu au niveau 1978.

Rekening houdend met de prijsstijgingen wordt de begroting 1979 op het niveau 1978 gehouden.

L'augmentation étalée des effectifs en exécution de la loi du 29 décembre 1975 est limitée à quelques 165 unités.

De gespreide verhoging van de effektielen in uitvoering van de wet van 19 december 1975 wordt tot ongeveer 165 eenheden beperkt.

D. — JUSTICE.

Droit civil.

Un projet de loi modifiant diverses dispositions légales relatives à la filiation et à l'adoption a été déposé au Sénat le 15 février 1978 et y est actuellement examiné. Ce projet constitue une réforme fondamentale en matière de droit des personnes.

D. — JUSTITIE.

Burgerlijk recht.

Een ontwerp van wet dat verschillende wettelijke bepalingen betreffende de afstamming en de adoptie wijzigt, is op 15 februari 1978 bij de Senaat ingediend en wordt er thans in behandeling genomen. Dit ontwerp omvat een grondige herziening van het personenrecht.

A la Chambre, un projet de loi relatif aux contrats de louage a été introduit le 30 mai 1978. Ce projet modifie le Code civil et contient des dispositions concernant les baux immobiliers et mobiliers, ainsi que le crédit bail.

Een ontwerp van wet betreffende de huurovereenkomsten is op 30 mei 1978 bij de Kamer ingediend. Dit ontwerp wijzigt het Burgerlijk Wetboek en houdt bepalingen in betreffende onroerende huur, roerende huur en leasing.

Par ailleurs, sont également en cours d'examen au Parlement :

Voorts behandelt het Parlement :

- un projet de loi relatif aux droits successoraux du conjoint survivant;
- un projet de loi relatif à la protection de la personne des malades mentaux et des biens des personnes incapables d'en assurer la gestion;
- un projet de loi relatif à la vente de gré à gré des immeubles appartenant à des incapables, des absents ou des faillis.

- een ontwerp van wet betreffende de erfrechten van de overlevende echtgenoot;
- een ontwerp van wet betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieken en van de goederen van de personen die onbekwaam zijn die goederen te beheren;
- een ontwerp van wet betreffende de onderhandse verkoop van onroerende goederen toebehorende aan onbekwaamen, afwezigen of gefailleerde.

Le Gouvernement prépare des amendements au projet de loi sur la vie privée, lequel est actuellement pendant au Sénat.

De Regering bereidt de amendementen voor op het wetsontwerp betreffende de persoonlijke levenssfeer dat op het ogenblik bij de Senaat aanhangig is.

Droit commercial.

Un projet de loi portant réforme de l'ensemble de la législation sur les sociétés commerciales sera déposé incessamment au Parlement. Parallèlement à l'examen auquel donnera lieu ce projet, le Gouvernement entend consulter les organes de concertation sociale compétents, en vue de préparer les mesures appropriées sur la représentation des travailleurs au sein des organes des sociétés commerciales.

Toujours en matière de droit des sociétés, le Gouvernement déposera en outre prochainement un projet de loi adaptant notre législation à la deuxième directive C.E.E. sur la constitution de la société anonyme, le maintien et les modifications de son capital.

Le Parlement est saisi, par ailleurs, de divers projets qui concernent le contrat d'agence, les protêts, le livre II du code de commerce en ce qui concerne la responsabilité des propriétaires de navires de mer et de bateaux, la gestion assistée.

Des études sont en cours en vue d'élaborer des dispositions portant statut de la société d'une personne et de rechercher les mesures adéquates pour accélérer la liquidation des faillites.

En matière pénale.

Le Parlement est saisi de plusieurs projets et propositions de lois.

La Chambre des Représentants a voté le 18 mai 1978 le projet de loi sur les mercenaires et le 8 juin 1978 celui sur les étrangers.

La Commission de la Justice de la Chambre examine le projet de loi sur la réglementation de la carabine .22 L.R. et une proposition de loi sur le racisme et la xénophobie.

Le département prépare par ailleurs un projet de loi destiné à donner un statut légal aux casinos.

En matière européenne.

Au cours du mois d'octobre se tiendra un Conseil des Ministres de la Justice de la C.E.E., au cours duquel il est envisagé de signer la convention d'adhésion des nouveaux Etats-membres à la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, dite Convention de Bruxelles de 1968, ainsi que le protocole concernant son interprétation par la Cour de Justice.

Des travaux d'harmonisation et d'unification de droit se poursuivent dans divers domaines. Citons notamment :

- la quatrième directive sur les comptes annuels de divers types de sociétés;
- la troisième directive sur les fusions internes des sociétés anonymes;
- une directive relative aux agents commerciaux;
- une directive en matière de cautionnement;
- une directive en matière de contrat d'assurances;
- une directive sur la responsabilité civile automobile;
- une directive sur la responsabilité des fabricants du fait de leurs produits;

Handelsrecht.

Een ontwerp van wet tot herziening van de gezamelijke wetgeving op de handelsvennootschappen zal eerlang ingediend worden bij het Parlement. Gelijktijdig met het onderzoek van dit ontwerp, zal de Regering de bevoegde organen van sociaal overleg raadplegen om geschikte maatregelen te kunnen treffen in verband met de vertegenwoordiging van de werknemers in de organen van de handelsvennootschappen.

Wat het vennootschapsrecht betreft, zal de Regering binnenkort eveneens een ontwerp van wet indienen waarbij onze wetgeving aangepast wordt aan de tweede E.E.G. richtlijn met betrekking tot de oprichting van de naamloze vennootschap, de instandhouding en de wijziging van haar kapitaal.

Bij het Parlement zijn voorts ontwerpen in onderzoek in verband met de agentuurovereenkomst, de protesten, de wijziging van boek II van het Wetboek van koophandel betreffende de aansprakelijkheid van eigenaars van zeechepen en binnenschepen en het beheer met bijstand.

De uitwerking van de regelingen betreffende de eenmansvennootschap en aangepaste maatregelen om de afhandeling van faillissementen te bespoedigen worden onderzocht.

Strafzaken.

Bij het Parlement zijn verscheidene ontwerpen en voorstellen van wet aanhangig.

De Kamer van Volksvertegenwoordigers heeft op 18 mei 1978 het ontwerp van wet op de uuurlingen en op 8 juni 1978 dat betreffende de vreemdelingen goedgekeurd.

Bij de Commissie voor Justitie van de Kamer zijn in behandeling het ontwerp van wet betreffende de reglementering van de .22 L.R. - karabijn, alsmede een voorstel van wet betreffende het racisme en de xenofobie.

Bovendien wordt een ontwerp van wet uitgewerkt waarbij ten behoeve van de casino's in een wettelijk statuut wordt voorzien.

Europese aangelegenheden.

In oktober wordt een vergadering gehouden van de Raad van Ministers van Justitie van de E.E.G., tijdens welke de ondertekening wordt overwogen van het toetredingsverdrag van de nieuwe Lid-Staten tot het Verdrag betreffende de rechterlijke bevoegdheid en de tenuitvoerlegging van beslissingen in burgerlijke en handelszaken, het zogenaamde Verdrag van Brussel van 1968, alsmede het Protocol betreffende de uitlegging van het Verdrag door het Hof van Justitie.

De werkzaamheden tot harmonisatie en eenmaking van het recht worden op verschillende gebieden voortgezet. Kunnen inzonderheid worden aangehaald :

- de vierde richtlijn betreffende de jaarrekening van bepaalde vennootschapsvormen;
- de derde richtlijn betreffende de interne fusies van naamloze vennootschappen;
- een richtlijn inzake de handelsagenten;
- een richtlijn inzake borgtocht;
- een richtlijn inzake verzekeringsovereenkomsten;
- een richtlijn betreffende de wettelijke aansprakelijkheid inzake motorrijtuigen
- een richtlijn betreffende de aansprakelijkheid van fabrikanten inzake hun produkten ;

- un projet de convention relative à la faillite et aux procédures analogues;
- un projet de convention en matière de droit international privé.

Organisation judiciaire et procédure.

Le Gouvernement a l'intention de déposer un projet de loi étendant la compétence des tribunaux de police; ce projet prévoit également la suppression de la fonction de commissaire de police, la création de douze nouveaux tribunaux de police et l'ajustement du cadre des magistrats des tribunaux de police et des tribunaux de première instance, ainsi que l'ajustement du cadre des membres des greffes de ces tribunaux et des justices de paix.

Pour les magistrats, il a été tenu compte des conclusions de la commission chargée de l'étude des critères à observer pour la fixation des cadres des magistrats des cours et tribunaux. Cette commission a déposé son rapport en ce qui concerne les tribunaux et poursuit ses travaux pour les cours d'appel et les cours du travail.

A la Chambre, a été déposé un projet de loi, étendant la compétence du juge de paix et la compétence de juger en dernier ressort.

Ces projets tendent à accélérer l'administration de la justice.

Un autre projet instaurant une procédure en langue allemande devant la Cour d'assises de Liège est en cours d'examen à la Commission de la Justice de la Chambre.

Les travaux de la commission chargée d'élaborer un avant-projet de loi adaptant les circonscriptions judiciaires et plus spécialement les cantons aux fusions de communes, se poursuivent. Le rapport final est en préparation.

Un projet de loi visant à accorder une indemnité aux avocats stagiaires chargés de plaider des affaires dans le cadre de l'assistance judiciaire ou de l'assistance obligatoire, a été déposé au Parlement.

Administration des Etablissements pénitentiaires.

La politique pénitentiaire amorcée par l'Administration pénitentiaire dans le courant des années précédentes s'exprimera en particulier au cours de l'année 1979 par des efforts budgétaires nécessaires en raison de l'occupation de nouveaux bâtiments à Lantin, de travaux d'aménagement aux établissements existants, de l'étoffement du cadre du personnel, de la réorganisation de la formation professionnelle du personnel et des implications financières liées à l'amélioration matérielle et psychologique des conditions de détention.

Très prochainement, il sera procédé à l'installation du Conseil Supérieur de la politique pénitentiaire.

- een ontwerpverdrag inzake faillissement en andere soortgelijke procedures;
- een ontwerpverdrag inzake internationaal privaatrecht.

Gerechtelijke organisatie en rechtspleging.

De Regering is voornemens een ontwerp van wet tot uitbreiding van de bevoegdheid van de politierechtbanken in te dienen ; dit ontwerp voorziet eveneens de afschaffing van het ambt van politiecommissaris, de oprichting van twaalf nieuwe politierechtbanken en de aanpassing van de personeelsformatie van de magistraten in de politierechtbanken, rechtbanken van eerste aanleg en van de leden van de griffie van de politierechtbanken, rechtbanken van eerste aanleg en vrederechten.

Wat de magistraten betreft werd rekening gehouden met de besluiten van de commissie belast met de vaststelling van de inzake personeelsformaties der magistraten van hoven en rechtbanken in acht te nemen criteria. Deze commissie heeft haar verslag neergelegd betreffende de rechtbanken en zet haar werkzaamheden voort betreffende de hoven van Beroep en de Arbeidshoven.

Een ontwerp tot uitbreiding van de bevoegdheid van de vrederechter en tot verhoging van de bevoegdheid om in laatste aanleg te beslissen is bij de Kamer ingediend.

Deze ontwerpen beogen het mogelijk maken van een snelle rechtsbedeling.

Een ontwerp tot het instellen van een Duitstalige procedure voor het Assisenhof te Luik is hangende voor de Commissie voor de Justitie van de Kamer.

De werkzaamheden van de commissie belast met de voorbereiding van een voorontwerp van wet tot aanpassing van de gebiedsomschrijving van de gerechten en meer bepaald van de vrederechten, ingevolge de fusies van gemeenten, worden voortgezet. Het eindverslag is in voorbereiding.

Een wetsontwerp tot het instellen van een vergoeding voor advokaten-stagiairs die belast worden met rechtsbijstandszaken of zaken van verplichte bijstand is bij het Parlement ingediend.

Bestuur strafinrichtingen.

Het door het Bestuur Strafinrichtingen in de loop van vorige jaren ingezet penitentiair beleid zal in 1979 in het bijzonder tot uiting komen door budgettaire inspanningen noodzakelijk ingevolge het in gebruik nemen van nieuwbouw te Lantin, de aanpassingswerken aan bestaande gebouwen, de uitbouw van de personeelsformatie, de reorganisatie van de beroepsopleiding van het personeel en de financiële implicaties van de verbetering van de materiële en psychologische voorwaarden van detentie.

Eerstdaags zal overgegaan worden tot de installatie van de Hoge Raad voor het Penitentiair Beleid.

E. — INTERIEUR.

1. Ajustement du budget de 1978.

Opérations courantes de 1978.

Les réductions nettes opérées sur le budget de 1978 s'élèvent à 1 303,5 millions.

La part la plus importante de ces réductions résulte des dispositions de l'article 79 de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires qui suppriment le fonds spécial au profit de certaines communes.

2. Budget de 1979.

a) *Protection civile.*

Les diverses activités de la Protection civile, appelée à intervenir de plus en plus fréquemment, démontrent la nécessité d'adapter ses moyens d'action aux exigences actuelles.

Les crédits prévus au budget de 1979 permettront de poursuivre les objectifs suivants :

- renouvellement du matériel vétuste dont disposent encore les unités opérationnelles de la Protection civile;
- acquisition de nouveau matériel;
- restructuration du réseau de télécommunication et d'alerter en vue de substituer au système filaire un faisceau hertzien, moins vulnérable et offrant plus de possibilités;
- création à Walem d'un Centre opérationnel permanent en vue d'interventions rapides et efficaces. Ce centre qui constitue une initiative nouvelle, aura pour mission première d'organiser et de coordonner les opérations de secours au niveau national en cas d'événements calamiteux, de catastrophes et de sinistres.

b) *Service Incendie.*

Sur base de la législation actuellement en vigueur, les communes — centres de groupe sont tenues de disposer d'un matériel minimal. Sur demande des conseils communaux, ce matériel est acheté directement par l'Etat et cédé ensuite aux communes moyennant une intervention de celles-ci à raison de 25 % du prix d'achat.

A la demande du département, les nouvelles entités issues des fusions de communes ont établi un inventaire de leurs besoins tant pour remplacer le matériel vétuste que pour adapter les moyens d'intervention à l'évolution des risques.

Un plan quinquennal d'acquisition estimé à 2,5 milliards de francs a été élaboré afin de satisfaire les demandes actuellement introduites par les seules communes-centres de groupe.

Une première tranche limitée à 472 millions de francs a été prévue au projet de budget pour 1979.

E. — BINNENLANDSE ZAKEN.

1. Aanpassing van de begroting 1978.

Lopende verrichtingen 1978.

De op de begroting voor 1978 verrichte netto-verminderingen belopen 1 303,5 miljoen.

De belangrijkste van die verminderingen is het gevolg van de opheffing door artikel 79 van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen van het speciaal fonds ten behoeve van zekere gemeenten.

2. Begroting 1979.

a) *Civiele Bescherming.*

De diverse activiteiten van de civiele bescherming, die hoe langer hoe veelvuldiger moet optreden, bewijzen de noodzakelijkheid om haar actiemiddelen aan de huidige eisen aan te passen.

De in de begroting voor 1979 uitgetrokken kredieten zullen het mogelijk maken de volgende oogmerken te bereiken :

- vernieuwing van het verouderd materieel waarover de operationele eenheden van de civiele bescherming nog beschikken;
- aankoop van nieuw materieel;
- de herstructurering van het telecommunicatie- en alarmsnet om het draadsysteem te vervangen door een hertzgolf die minder kwetsbaar is en meer mogelijkheden biedt;
- oprichting te Walem van een permanent operationeel centrum met het oog op snelle en doeltreffende interventies. Dat centrum, dat een nieuw initiatief is, zal tot voornaamste taak hebben de hulpverleningsoperaties te organiseren en te coördineren op nationaal vlak bij rampspoedige gebeurtenissen, catastrofen en schadegevallen.

b) *Brandweerdienst.*

Krachtens de thans geldende wetgeving, zijn de gemeenten — groepscentra gehouden over een minimum aan materiaal te beschikken. Op aanvraag van de gemeenteraden wordt dat materiaal rechtstreeks door de Staat aangekocht en vervolgens afgestaan aan de gemeenten tegen een bijdrage van 25 % in de aankoopsprijs.

Op aanvraag van het departement, hebben de gemeente-besturen van de gefuseerde gemeenten de inventaris gemaakt van hun noden zowel voor de vervanging van het verouderd materieel als om interventiemiddelen aan te passen aan de evolutie der risico's.

Een vijfjarenplan geraamd op 2,5 miljard frank werd opgesteld om aan de huidige vraag te kunnen voldoen van de gemeenten-groepscentra alleen.

Een eerste schijf beperkt tot 4472 miljoen frank wordt uitgetrokken op het ontwerp van begroting voor 1979.

En matière de prévention, la Chambre des Représentants a voté récemment le projet de loi relatif à la prévention des incendies et des explosions et à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en ces mêmes circonstances. Le fonds de la sécurité contre l'incendie, que prévoit ce projet, permettra de mener une meilleure politique en matière de prévention, notamment dans le domaine de l'information de la population et de la formation professionnelle des techniciens en prévention. Ce fonds en question est inscrit à la Section particulière du budget.

c) *Police communale.*

En ce qui concerne la police communale, la nécessité de la formation du personnel retient une particulière attention.

Une commission de travail a d'ailleurs été constituée, avec pour mission principale d'uniformiser et de rationaliser l'enseignement.

Il convient que les écoles de police puissent fonctionner dans les meilleures conditions, selon des modalités en parfaite harmonie avec le principe du respect de l'autonomie communale.

Il y a également lieu de mettre l'accent sur les problèmes de police générale qui doivent trouver une rapide exécution, notamment en ce qui concerne l'uniforme, l'armement et l'équipement des policiers communaux et ruraux.

Il convient enfin de faire face avec les meilleurs moyens aux obligations résultant de la lutte contre la criminalité, le terrorisme et l'escalade de la violence tant sur le plan national qu'international.

d) *Objecteurs de conscience.*

Les crédits pour 1979 ont été fixés en tenant compte d'une part, de l'accroissement du nombre d'objecteurs de conscience en service et d'autre part de la répercussion des dispositions des articles 7 et 8 de l'arrêté royal du 12 mai 1978 portant le statut pécuniaire des objecteurs de conscience en service au sein d'organismes de droit public ou privé.

e) *Relations avec les pouvoirs locaux.*

1. Les fusions de communes et les modifications profondes des structures du pays ont créé de nouveaux problèmes aux gestionnaires communaux.

Dans le cadre de la tutelle qu'il exerce sur les pouvoirs locaux, le département de l'Intérieur se propose d'aider les responsables locaux à trouver des solutions aux difficultés de gestion qu'ils rencontrent et de les orienter vers une saine politique budgétaire et financière.

Dans ce but, il envisage de procéder à une étude concernant la rénovation, la rationalisation et l'assainissement de la gestion communale.

Cette étude devrait aboutir à la réalisation d'un vademecum à l'usage des autorités locales en vue de les inciter à planifier leur gestion communale à moyen terme dans le cadre d'une saine politique financière et le respect de l'équilibre budgétaire.

2. Le gouvernement envisage d'accélérer, en exécution de la recommandation n° 563 du 30 septembre 1969 du Conseil de l'Europe, l'aménagement de terrains de campement pour les tziganes et autres nomades.

Inzake brandvoorkoming heeft de Kamer van Volksvertegenwoordigers onlangs het ontwerp van wet betreffende de brandvoorkoming en de verplichte verzekering van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid inzake brand en ontploffing aangenomen. Het in dit ontwerp bepaalde Fonds voor beveiliging tegen brand zal een beter beleid inzake voorkoming mogelijk maken, meer in het bijzonder op het gebied van de voorlichting van de bevolking en de beroepsopleiding van de technici brandvoorkoming. Dat Fonds is ingeschreven op de afzonderlijke sectie van de begroting.

c) *Gemeentepolitie.*

Ten aanzien van de gemeentepolitie vergt de personeelsopleiding bijzondere aandacht.

Er is trouwens een werkcommissie samengesteld die als voornaamste opdracht heeft het onderwerp eenvormig te maken en te rationaliseren.

Het is geboden dat de politiescholen in de beste omstandigheden en volgens modaliteiten in volkomen harmonie met het beginsel van de inachtneming van de gemeentelijke autonomie kunnen werken.

De nadruk dient tevens te worden gelegd op de problemen van algemene politie welke spoedig hun beslag moeten krijgen, meer bepaald ten aanzien van het uniform, de bewapening en de uitrusting van de gemeente- en de veldpolitie.

Ten slotte moet met de best geschikte middelen het hoofd worden geboden aan de verplichtingen die verband houden met de bestrijding van de misdaad, het terrorisme en het toenemend geweld zowel op nationaal als op internationaal gebied.

d) *Gewetensbezwaarden.*

De kredieten voor 1979 werden vastgesteld rekening houdend, enerzijds met de toeneming van het aantal gewetensbezwaarden in dienst en, anderzijds, met de terugslag van de bepalingen van de artikelen 7 en 8 van het koninklijk besluit van 12 mei 1978 houdende het geldelijk statuut van de gewetensbezwaarden in dienst bij publiekrechtelijke of privatrechtelijke instellingen.

e) *Betrekkings met de lokale besturen.*

1. De samenvoegingen van gemeenten en de ingrijpende wijzigingen van 's lands structuren hebben nieuwe problemen voor de gemeentebestuurders doen rijzen.

Het ligt in de bedoeling van het departement van Binnenlandse Zaken om in het raam van het toezicht dat het op de lokale besturen uitoefent, de lokale verantwoordelijken te helpen bij het zoeken naar oplossingen voor de beheersmoeilijkheden welke zij ondervinden alsmede bij het voeren van een gezond budgettair en financieel beleid.

Daartoe zal het een studie ondernemen betreffende de vernieuwing, de rationalisatie en de sanering van het gemeentelijk beheer.

Die studie zou moeten leiden tot het uitgeven van een vademeicum ten gerieve van de lokale overheden om hen aan te sporen hun gemeentebeheer op middellange termijn te plannen in het raam van een gezond financieel beleid en met inachtneming van het begrotingsevenwicht.

2. De regering beoogt, in uitvoering van de aanbeveling n° 563 dd. 30 september 1969 van de Raad van Europa, de oprichting van standplaatsen voor zigeuners en andere nomaden te activeren.

Il a approuvé les projets d'amendement à la proposition de loi relative à l'objet en question déposée au Sénat le 16 août 1977.

La mise en œuvre de cette proposition de loi imposera aux provinces et à plusieurs communes des charges financières dans lesquelles l'Etat interviendra pour une part importante.

f) *Indemnités de milice.*

L'importance des crédits nécessaires a notamment été influencée par la répercussion du chômage, par le nombre croissant des objecteurs de conscience et par le retour en Belgique d'unités stationnées en Allemagne.

g) *Affaires électorales.*

Au cours du premier semestre de 1979 le département s'occupera de la préparation et de l'organisation des premières élections au scrutin direct des membres du Parlement européen, qui doivent avoir lieu le 10 juin 1979.

Zij hechtte haar goedkeuring aan de ontwerpen van amendement op het desbetreffend voorstel van wet dd. 16 augustus 1977, ingediend in de Senaat.

Bij de realisatie van bedoeld wetsvoorstel zullen op grond hiervan aan de provincies en aan een aantal gemeenten financiële lasten worden opgelegd, waarin de Staat voor een belangrijk deel zal tussenkommen.

f) *Militievergoedingen.*

De hoegroothed van de vereiste kredieten werd inzonderheid beïnvloed door de gevolgen van de werkloosheid, door het toenemend aantal gewetensbezoarden en door de terugkeer in België van de in Duitsland gelegerde eenheden.

g) *Verkiezingszaken.*

In de loop van het eerste semester van 1979 zal het departement zich bezighouden met de voorbereiding en de organisatie van de eerste rechtstreekse verkiezingen van de leden van het Europees Parlement, die op 10 juni 1979 moeten plaatshebben.

TROISIEME PARTIE.

Les cinq niveaux du budget.

Depuis plusieurs années, cette troisième partie de l'Exposé général tâche de donner, au moins de manière indicative, la répartition des crédits budgétaires en fonction des pouvoirs et institutions habilités à en disposer. Cette ventilation couvre à la fois les dépenses courantes et les dépenses de capital du budget.

Les transferts aux provinces et aux communes repris dans le tableau de synthèse ne comprennent pas les crédits qui transiteront par les budgets culturels et par les budgets régionaux.

Il faut, par ailleurs, préciser que les notions de crédits culturels et de budgets régionaux correspondent à la situation actuelle ; elles seront périmées dès l'entrée en vigueur des dispositions relatives aux réformes institutionnelles qui font l'objet d'un projet de loi examiné en Commission de la Chambre, qui devraient entrer en vigueur dès le début de 1979.

Ventilation du budget de l'Etat
entre les cinq niveaux d'institutions.

(En milliards de francs.)

DERDE DEEL.

De vijf niveaus van de begroting.

Sedert verscheidene jaren wordt in dit derde deel van de Algemene Toelichting gepoogd, ten minste als aanwijzing, de verdeling van de begrotingskredieten te geven naar gelang van de overheden en de instellingen die er over beschikken. Die verdeling beslaat zowel de lopende uitgaven als de kapitaaluitgaven van de begroting.

De overdrachten aan provincies en gemeenten, die in de synthesetabel zijn opgenomen, bevatten niet de kredieten die via de culturele begrotingen en de gewestelijke begrotingen gaan.

Er moet tevens op gewezen worden dat de begrippen « culturele kredieten » en « gewestelijke begrotingen » beantwoorden aan de huidige toestand ; ze zullen niet meer geldig zijn vanaf de in voege treding, verwacht voor het begin 1979, van de bepalingen betreffende de institutionele hervormingen die het voorwerp uitmaken van een in Kamercommissie behandeld wetsontwerp.

Onderverdeling van de Rijksbegroting tussen
de vijf volgende niveaus van instellingen.

(In miljarden frank.)

	1978 Ajusté — Aangepast	1979	Croissance en % — Groei in %	
1. Total du budget de l'Etat	1 069,4	1 160,5	8,5	1. Totaal van de Rijksbegroting.
2. a) Activités extérieures	34,6	27,5	-25,8	2. a) Buitenlandse activiteiten.
b) Communautés culturelles	22,9	25,4	10,9	b) Culturele gemeenschappen.
c) Budgets régionaux	42,1	46,5	10,5	c) Gewestelijke begrotingen.
d) Provinces et communes	108,7	113,2	4,1	d) Provinciën en gemeenten.
Sous-total 2	208,3	212,6	2,1	Subtotaal 2.
3. Budget central de l'Etat (1 - 2)	861,1	947,9	10,1	3. Centrale Rijksbegroting (1 - 2).

CHAPITRE XII.
Activités extérieures.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu des interventions différentes aux activités de caractère international, notamment en ce qui concerne les Communautés européennes, la Coopération au Développement et les autres activités internationales.

A partir de 1979, les Communautés européennes seront presque uniquement alimentées par des « ressources propres » (recettes T.V.A., droits de douanes et prélevements agricoles) qui ne transitent pas par le budget de l'Etat : de là découle la diminution de la charge budgétaire totale se rapportant aux activités extérieures.

(En millions de francs.)

HOOFDSTUK XII.
Buitenlandse activiteiten.

Onderhavige tabel geeft een overzicht van de tussenkomsten met betrekking tot de activiteiten van internationale aard, met name in verband met de Europese Gemeenschappen, de Ontwikkelingssamenwerking en de ander internationale activiteiten.

Nieuw is hier dat vanaf 1979 de Europese Gemeenschappen praktisch nog alleen « eigen middelen » ontvangen (B.T.W.-inkomsten, douanerechten en heffingen) die niet via de Rijksbegroting lopen. Dit verklaart meteen waarom de totale begrotingslast in verband met buitenlandse activiteiten verminderd.

(In miljoenen frank.)

	1978 Ajusté <u>Aangepast</u>	1979 Crédits sollicités <u>Aangevraagde kredieten</u>	
A. — Communautés européennes :			A. — Europese Gemeenschappen :
a) Ressources propres	19 853,0	37 213,0	a) Eigen middelen.
b) Contributions financières	9 318,0	—	b) Financiële bijdragen.
c) Autres contributions	165,0	233,0	c) Andere bijdragen.
Total A	29 336,0	37 446,0	Totaal A.
B. — Coopération au développement :			B. — Ontwikkelingssamenwerking :
Aide totale (¹)	20 787,8	22 178,3	Totale hulp (¹).
C. — Autres activités extérieures (²) :			C. — Andere buitenlandse activiteiten (³) :
<i>Opérations courantes :</i>			<i>Lopende verrichtingen :</i>
en Belgique	916,4	1 044,5	in België.
à l'étranger	1 923,9	2 025,8	in het buitenland.
<i>Opérations de capital :</i>			<i>Kapitaalverrichtingen :</i>
en Belgique	—	—	in België.
à l'étranger	1 535,3	2 044,1	in het buitenland.
Total C	4 375,6	5 114,4	Totaal C.
Total grevant le budget de l'Etat (⁴) . . .	34 646,4	27 525,7	Totaal ten laste van de Rijksbegroting (⁴).

(¹) Imputée aux différents départements ministériels (voir tableau détaillé au chapitre X); y compris le Fonds de développement de la C.E.E.

(²) Sans C.E.E.

(³) Ensemble des rubriques moins A, a.

(⁴) Aangerekend op de verschillende departementeal begrotingen (zie gedetailleerde tabel in hoofdstuk X); met inbegrip van het Europees ontwikkelingsfonds.

(⁵) Zonder E.E.G.

(⁶) Alle rubrieken uitgezonderd A, a.

A. — FINANCEMENT DES COMMUNAUTES EUROPEENNES.

1. Financement dans le cadre de la réglementation générale.

L'année 1978 constituait une année charnière pour le budget des Communautés européennes du fait des nombreuses modifications intervenues dans la réglementation budgétaire à partir de cette année. Ce n'est toutefois qu'à partir de 1979 qu'une véritable troisième ressource propre, établie sur l'assiette T.V.A. verra le jour avec un an de retard, étant donné que seuls la Belgique et le Royaume-Uni avaient respecté la date du 1^{er} janvier 1978 pour la mise en application de la sixième directive T.V.A.

Le remplacement des contributions financières fondées sur le P.N.B. par cette nouvelle ressource propre entraîne certaines conséquences et tout d'abord que le budget du Ministère des Finances ne supportera plus sur l'article 41.03 la charge des contributions financières aux Communautés européennes. La prévision des recettes T.V.A. du budget des Voies et Moyens sera par contre amputée du montant constituant la participation belge dans la troisième ressource propre des Communautés européennes.

D'autre part, s'agissant d'une ressource propre aux Communautés, celles-ci seront en droit d'exiger la mise à leur disposition, dans leur compte auprès de la Trésorerie, de la totalité de l'équivalent en francs belges de la prévision budgétaire T.V.A. exprimée en U.C.E. dans le budget communautaire et ce quels que soient les besoins réels de financement, l'excédent ou boni se reportant et influençant le financement de l'année suivante.

A l'heure actuelle, le budget des Communautés est toujours en voie d'élaboration et le projet de budget établi par le Conseil des Ministres, assorti bientôt d'une lettre rectificative dans le domaine agricole, est susceptible d'être majoré par le Parlement européen dans les limites de sa marge de manœuvre de telle sorte que le montant définitif n'est pas encore connu et que le découvert à financer par la ressource propre T.V.A. est encore approximatif.

Au stade du projet de budget, le montant à financer par les ressources propres est de 12 869 M.U.C.E., les droits de douane et prélèvements agricoles étant estimés à 6 889 M.U.C.E. Le découvert à financer par la T.V.A. est de 5 980 M.U.C.E. auxquels il convient d'ajouter 200 M.U.C.E. au titre de marge de manœuvre du Parlement, de telle sorte qu'au stade actuel, il y a lieu de tabler sur un financement T.V.A. de 6 180 M.U.C.E. à se répartir entre les Etats membres.

L'assiette estimée de la T.V.A. en Belgique représentant 5,2 % de l'assiette estimée des neuf Etats membres, il y a lieu de tabler sur une cession de T.V.A. de 321,36 M.U.C.E., soit 12 916 millions de francs belges, en retenant la relation 1 U.C.E.=40,1924 francs belges.

Le Conseil européen de décembre 1977 s'est mis d'accord sur une formule d'interprétation de l'article 131 de l'Acte d'adhésion qui permet de limiter en 1978 et 1979 la croissance de la participation des nouveaux Etats membres au financement du budget et ce à la charge des six Etats membres originaires.

Le budget des Communautés est toutefois établi sans tenir compte de cette limitation et les régularisations qui en découlent s'effectuent trimestriellement à terme échu et hors budget.

A. — FINANCIERING VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN.

1. Financiering in het raam van de algemene reglementering.

Het jaar 1978 was voor de begroting van de Europese gemeenschappen een scharnierjaar wegens de talrijke wijzigingen die vanaf dit jaar in de begrotingsreglementering werden aangebracht. Het is echter slechts vanaf 1979 dat een werkelijke derde bron van eigen middelen, gevestigd op de B.T.W.-grondslag, met een jaar vertraging het daglicht zal zien, daar alleen België en het Verenigd Koninkrijk de datum van 1 januari 1978 in acht namen voor de toepassing van de zesde B.T.W.-richtlijn.

De vervanging van de op het B.N.P. gesteunde financiële bijdragen door die nieuwe eigen middelen heeft bepaalde gevolgen. In de eerste plaats zal de begroting van het Ministerie van Financiën op artikel 41.03 niet verder de last van de financiële bijdragen aan de Europese Gemeenschappen dragen. De raming van de B.T.W.-ontvangsten van de Rijksmiddelenbegroting zal daarentegen worden verminderd met het bedrag van de Belgische deelname in het derde eigen inkomen van de Europese Gemeenschappen.

Daar het, anderzijds, om een eigen inkomen van de gemeenschappen gaat, zullen deze laatste het recht hebben, op hun rekening bij de Thesaurie de terbeschikkingstelling te eisen van de totaliteit van het equivalent, in Belgische frank, van de B.T.W.-begrotingsraming uitgedrukt in E.R.E. in de communautaire begroting, en dit ongeacht de werkelijke financieringsbehoeften, daar het overschot of boni overdraagbaar is en aldus de financiering van het volgende jaar beïnvloedt.

Op dit ogenblik is men nog steeds bezig met het opmaken van de begroting der Gemeenschappen, en het door de Ministerraad opgestelde begrotingsontwerp, weldra gevolgd door een correctief op landbouwvlak, kan door het Europees Parlement worden verhoogd binnen de perken van zijn manœuvreermarge, zodat het definitief begrotingstotaal nog niet gekend is en het door de eigen B.T.W.-middelen tefinancieren tekort nog niet vaststaat.

In het stadium van het begrotingsontwerp beloopt het met de eigen middelen tefinancieren bedrag 12 869 M.E.R.E., terwijl de invoerrechten en landbouwvooraanmeldingen op 6 889 M.E.R.E. worden geraamd. Het door de B.T.W. tefinancieren tekort beloopt 5 980 M.E.R.E. waaraan 200 M.E.R.E. als manœuvreermarge van het Parlement moeten worden toegevoegd zodat, in het huidige stadium, dient te worden gerekend op een B.T.W.-financiering van 6 180 M.E.R.E. die onder de Lid-Staten te verdelen zijn.

Daar de in België geraamde B.T.W.-grondslag 5,2 % bedraagt van de in de negen Lid-Staten geraamde grondslag, dient te worden gerekend op een B.T.W.-overdracht van 321,36 M.E.R.E., dat is 12 916 miljoen Belgische frank, rekening houdend met de verhouding 1 E.R.E.=40,1924 Belgische frank.

De Europese Raad van december 1977 heeft zich akkoord verklaard met een formule van interpretatie van artikel 131 van de Akte van toetreding, die de mogelijkheid biedt in 1978 en 1979 de toeneming te beperken van de deelname van de nieuwe Lid-Staten in de financiering van de begroting, en dat op kosten van de zes oorspronkelijke Lid-Staten.

De begroting van de Gemeenschappen wordt echter opgemaakt zonder die beperking rekening te houden, en de regulariseringen die eruit voortvloeien worden driemaandelijks, na verloop van de termijn en buiten begroting, uitgevoerd.

Il importe donc de prévoir le financement de quatre régularisations en 1979 par une cession supplémentaire de recettes T.V.A. L'ensemble de ces régularisations est estimé à 1 084 millions de francs belges.

**

En conséquence, le budget des Voies et Moyens prévoit une amputation de $12\,916 + 1\,084 = 14\,000$ millions de francs belges de la recette T.V.A.

2. Contributions en dehors de la réglementation générale.

Les contributions dues en dehors du règlement général s'élèvent globalement à 1 335,2 millions.

Les contributions suivantes sont reprises dans le tableau ci-dessus, sous le littéra A c, pour un montant de 233 millions :

1^{er} les dépenses du F.E.O.G.A. pour 1970 et années antérieures (¹) : 168 millions de francs.

2nd les programmes complémentaires Euratom (²) : 65 millions de francs;

3rd Les activités suivantes, qui sont régies par des accords extérieurs comprenant des conventions financières relèvent de la Coopération au Développement. Les états-membres participent au financement de ces activités selon des clés de répartition particulière :

a) *Fonds des Communautés européennes en faveur des pays en voie de développement.*

La quote-part de la Belgique est inscrite à l'article 53.04 de la section 32 du Titre II du budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement : 1 064 millions de francs.

b) *Accord avec la Grèce.*

La quote-part de la Belgique dans les bonifications d'intérêt accordées sur certains prêts octroyés par la Banque européenne d'investissement à l'Etat et aux entreprises helléniques est inscrite à l'article 34.01 du Titre I du budget du Ministère des Finances : 7,2 millions de francs.

c) *Accord avec la Turquie.*

La quote-part de la Belgique dans le financement des prêts octroyés par la Banque européenne d'Investissement à la Turquie est inscrite à l'article 83.03 du Titre II du budget du Ministère des Finances : 31 millions de francs.

(¹) Certains crédits des exercices antérieurs faisant l'objet de réinscriptions au budget général continuent à être couverts par des contributions des Etats membres calculées suivant les règles de répartition en vigueur lors de la première inscription de ces crédits. Il s'agit plus particulièrement des sections Garantie et Orientation du F.E.O.G.A. Les contributions belges au financement de ces dépenses sont inscrites à l'article 41.51.5 du budget du Ministère de l'Agriculture.

(²) Les crédits destinés aux programmes complémentaires de recherche de l'Euratom sont couverts, en raison du caractère non intégralement commun de ces actions, par des contributions spéciales des Etats membres suivant une clé de répartition fixée chaque année par le Conseil. La contribution belge est inscrite à l'article 53.01 du budget du Ministère des Affaires économiques.

Het is dus raadzaam, in 1979 te voorzien in de financiering van vier regularisaties door middel van een bijkomende overdracht van B.T.W.-ontvangsten. Het totaal van die regularisaties wordt geraamd op 1 084 miljoen Belgische frank.

**

De Rijksmiddelenbegroting voorziet bijgevolg in een vermindering met $12\,916 + 1\,084 = 14\,000$ miljoen Belgische frank van de B.T.W.-ontvangst.

2. Bijdragen buiten de algemene reglementering.

De bijdragen die buiten het algemeen reglement verschuldigd zijn belopen 1 335,2 miljoen.

Volgende bijdragen worden in de voorgaande tabel vermeld, onder littera A c, voor een bedrag van 233 miljoen :

1^{er} de uitgaven van het E.O.G.F.L. voor 1970 en voorgaande jaren (¹) : 168 miljoen frank;

2nd complementaire programma's Euratom (²) : 65 miljoen frank;

3rd Volgende activiteiten die door buitenlandse akkoorden met financiële tussenkomsten geregeld worden, ressorteren onder de Ontwikkelingssamenwerking. De lidstaten nemen deel in de financiering van deze activiteiten volgens bijzondere verdeelsleutels :

a) *Fonds van de Europese Gemeenschappen ten voordele van ontwikkelingslanden.*

Het aandeel van België is ingeschreven op artikel 53.04 van sectie 32 van Titel II van de begroting van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, van Buitenlandse Handel en van Ontwikkelingssamenwerking : 1 064 miljoen frank.

b) *Akkoord met Griekenland.*

Het aandeel van België in de rentebonificaties verleend op bepaalde leningen, toegestaan door de Europese Investeringsbank aan de Griekse Staat en aan de Griekse bedrijven, is ingeschreven op artikel 34.01 van Titel I van de begroting van het Ministerie van Financiën : 7,2 miljoen frank.

c) *Akkoord met Turkije.*

Het aandeel van België in de financiering van leningen toegestaan door de Europese Investeringsbank aan Turkije wordt ingeschreven op artikel 83.03 van Titel II van de begroting van het Ministerie van Financiën : 31 miljoen frank.

(¹) Bepaalde kredieten van vorige begrotingsjaren, die op de algemene begroting opnieuw ingeschreven worden, blijven gedeckt door bijdragen van de Lid-Staten, berekend door verdeelsleutels, die van kracht waren bij de eerste inschrijving van deze kredieten. Het gaat in het bijzonder om de secties Garantie en Orientatie van het E.O.G.F.L. De Belgische bijdragen in de financiering van deze uitgaven worden ingeschreven op artikel 41.51.5 van de begroting van het Ministerie van Landbouw.

(²) De kredieten bestemd voor complementaire programma's voor onderzoek in het kader van Euratom, worden wegens hun niet integraal gemeenschappelijk karakter gedeckt door speciale bijdragen van de Lid-Staten volgens een verdeelsleutel, die jaarlijks door de Raad wordt vastgesteld. De Belgische bijdrage wordt ingeschreven op artikel 53.01 van de begroting van het Ministerie van Economische Zaken.

3. Financement complémentaire de la C.E.C.A.

Jusqu'à présent les recettes de droits de douane sur les produits C.E.C.A. sont demeurées des recettes nationales, le budget opérationnel de la C.E.C.A. étant financé par des prélevements opérés sur la production de charbon et d'acier.

Etant donné la crise, les besoins d'intervention se sont accrus et une majoration du taux du prélevement s'avère inopportun. C'est pourquoi la Commission des Communautés a proposé que les Etats membres décident d'attribuer à la C.E.C.A. la recette des droits de douane susvisés. Cette recette, estimée en Belgique à 150 millions de francs belges pour 1979, n'a plus été comprise dans le budget des Voies et Moyens en prévision de l'adoption par le Conseil de la proposition de la Commission.

B. — LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT.

L'aide totale au développement s'élève à 22,2 milliards en 1979 contre 20,8 en 1978. Indépendamment des considérations reprises au A ci-dessus, ce poste a été commenté au chapitre X.

C. — AUTRES ACTIVITES EXTERIEURES.

En dehors des interventions visées aux points A et B, d'autres activités extérieures, portant sur un total de 5 114,4 millions en 1979 contre 4 375,6 millions en 1978, se répartissent de la manière suivante :

Opérations courantes en Belgique : 1 044,5 millions, comprenant notamment : les contributions aux institutions internationales Benelux et Otan, la prise en charge de la location d'immeubles pour la C.E.E. (285 millions) et la quote-part belge dans le fonctionnement d'Eurocontrol (530 millions).

Dépenses courantes à l'étranger : on notera ici, en ordre principal, les contributions au fonctionnement de l'ESA (234 millions) et du CERN (493 millions).

Dépenses de capital : toutes ces dépenses portent sur des transferts et participations à l'étranger ; elles portent sur 2 044,1 millions, contre 1 535 millions en 1978.

On y relève les postes suivants : liaison Escaut-Rhin, 60 millions; dans le domaine nucléaire, les participations à Eurodif (160 millions) et à Kalkar (700 millions); dans le domaine spatial, la participation aux dépenses de capital de l'ESA (734 millions).

3. Bijkomende financiering van de E.G.K.S.

Tot hiertoe bleven de ontvangsten van invoerrechten op E.G.K.S.-produkten nationale ontvangsten, daar de operationele begroting van de E.G.K.S. gefinancierd wordt door voorafnemingen op de kolen- en staalproductie.

Gelet op de crisis is de vraag naar tegemoetkomingen toegenomen en daar een verhoging van het voorafnemingspercentage inopportuun leek, stelde de Commissie van de Gemeenschappen voor, dat de Lid-Staten de ontvangst van de bovenbedoelde invoerrechten aan de E.G.K.S. zouden toekennen. Die ontvangst, die in België voor 1979 op 150 miljoen Belgische frank wordt geraamd, werd niet meer in de Rijksmiddelenbegroting opgenomen in het vooruitzicht dat het voorstel van de Commissie door de Raad wordt aanvaard.

B. — DE ONTWIKKELINGSSAMENWERKING.

Globaal bedraagt de ontwikkelingshulp 22,2 miljard in 1979 ten opzichte van 20,8 in 1978. Ongeacht de beschouwingen onder A hierboven, is deze post besproken geweest onder hoofdstuk X.

C. — ANDERE BUITENLANDSE ACTIVITEITEN.

Naast de tegemoetkomingen onder punten A en B, worden andere buitenlandse activiteiten ten bedrage van 5 114,4 miljoen in 1979 ten opzichte van 4 375,6 miljoen in 1978 als volgt verdeeld :

Lopende uitgaven in België : 1 044,5 miljoen waaronder inzonderheid : de bijdragen aan de internationale instellingen Benelux en NAVO, het ten laste nemen van de huur van gebouwen voor de E.E.G. (285 miljoen), het aandeel van België in de werking van Eurocontrol (530 miljoen).

Lopende uitgaven in het buitenland : hier dienen vooral de bijdragen in de werking van de ESA (234 miljoen) en van de CERN (443 miljoen) vermeld.

Kapitaaluitgaven : al deze uitgaven hebben betrekking op overdrachten aan en participaties in het buitenland; ze bedragen 2 044,1 miljoen ten opzichte van 1 535 miljoen in 1978.

Men vindt er volgende posten : Schelde-Rijnverbinding, 60 miljoen ; op het gebied van kernonderzoek zijn er de participaties in Eurodif (160 miljoen) en in Kalkar (700 miljoen); op het gebied van ruimtevaart, de participatie in de kapitaaluitgaven van de ESA (734 miljoen).

CHAPITRE XIII.

Les dépenses de l'Etat (pouvoir central).

Le présent chapitre donne un aperçu des dépenses couvertes par le budget de l'Etat et qui ne relèvent pas des quatre autres niveaux d'institutions traités dans cette troisième partie (organisations internationales et Communautés européennes, communautés culturelles, régions, provinces et communes).

A. — DEPENSES POUR BIENS ET SERVICES.

Les premières données — encore incomplètes — au sujet du regroupement économique indiquent sans équivoque que la progression des crédits pour les dépenses de biens et services reste nettement en deçà de la croissance globale du budget.

La modération qu'on relève dans ce domaine en général, est la conséquence directe des normes imposées pour l'élaboration du budget de 1979 et de la rigueur avec laquelle il a été veillé à leur application.

I. — Personnel de la Fonction publique.

Les principales dispositions prises en matière de gestion et de rémunération du personnel sont les suivantes :

1. Recrutement, statut syndical, programmation sociale.

a) Recrutements.

Tenant compte de la situation sociale, le Gouvernement a abandonné sa politique de blocage de recrutement de personnel. C'est ainsi qu'il a décidé de combler les vacances d'emploi aux cadres des ministères.

En 1977, il a donné 2 215 autorisations de recrutement en extension de l'effectif et 428 en 1978. Le coût de ces autorisations est estimé à ± 1 milliard en année pleine. La nouvelle politique sera poursuivie en 1979.

Pour les organismes d'intérêt public, 322 autorisations de recrutement en extension de l'effectif ont été données en 1977 et 792 en 1978. Leur coût est évalué à ± 460 millions en année pleine. En 1979 les vacances existant aux cadres seront comblées.

Parallèlement, le Gouvernement a décidé d'autoriser l'extension des cadres organiques des administrations et organismes d'intérêt public pour autant que des besoins, non temporaires, en personnel au-delà des cadres actuels soient démontrés.

La loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978 a remplacé, en ce qui concerne le stage des jeunes dans les administrations et les autres services de l'Etat et dans les organismes d'intérêt public, la loi du 30 mars 1976 relative aux mesures de redressement économique qui prévoyait l'organisation d'un tel stage; cette nouvelle loi a porté le nombre de stagiaires de 1 à 2 % de l'effectif. Au 30 juin 1978, 1 605 stagiaires étaient en service dans les ministères (988 au 30 juin 1977) et 2 437 dans les organismes d'intérêt public (1 730 au 30 juin 1977).

HOOFDSTUK XIII.

De Staatsuitgaven (centrale overheid).

Het onderhavige hoofdstuk geeft een overzicht van de door de Rijksbegroting gedragen uitgaven die niet ressorteren onder de andere vier soorten van instellingen die in dit derde deel voorkomen (internationale instellingen en Europese Gemeenschappen, cultuurgemeenschappen, gewesten, provincies en gemeenten).

A. — UITGAVEN VOOR GOEDEREN EN DIENSTEN.

De eerste — nog onvolledige — gegevens betreffende de economische hergroepering laten zonder twijfel blijken dat de stijging van de kredieten voor de uitgaven voor goederen en diensten afgetekend onder de globale begrotingsaangroei blijft.

De moderatie die op dat vlak over het algemeen wordt waargenomen, is het rechtstreekse gevolg van de normen waaraan bij het uitwerken van de begroting voor 1979 moest beantwoord worden en van de strikte wijze waarop over de toepassing ervan gewaakt werd.

I. — Personnel voor het Openbaar Amt.

De belangrijkste bepalingen die uitgevaardigd worden inzake beheer en bezoldiging van het personeel zijn als volgt :

1. Werving, syndicaal statuut, sociale programmatie.

a) Wervingen.

Rekening houdend met de sociale toestand heeft de Regering haar politiek van wervingsstop opgegeven. Zo heeft zij beslist de openstaande betrekkingen in de personeelsformatie van de ministeries te vullen.

In 1977 heeft zij 2 215 machtingen tot werving in uitbreiding van de personeelssterkte verleend en in 1978 428. De kosten van deze machting worden op ± 1 miljard geraamd voor een vol jaar. Het nieuwe beleid zal in 1979 worden verdergezet.

Voor de instellingen van openbaar nut werden 322 machtingen in uitbreiding van de personeelssterkte verleend in 1977 en 792 in 1978. De kosten ervan worden op ± 460 miljoen geraamd voor een vol jaar. In 1979 zullen de openstaande betrekkingen in de personeelsformatie worden gevuld.

Gelijklopend daarmee heeft de Regering besloten te machtingen tot uitbreiding van de personeelsformaties van de besturen en de instellingen van openbaar nut waar personeelsbehoeften van niet-tijdelijke aard buiten de huidige personeelsformaties bewezen zijn.

De wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978 heeft, wat de stage van jongeren in de rijksbesturen en de andere rijksdiensten en in de instellingen van openbaar nut betreft, de wet van 30 maart 1976 betreffende de economische herstelmaatregelen vervangen, waarin het organiseren van dergelijke stage voorgeschreven werd; de nieuwe wet bracht het aantal stagiairs van 1 op 2 % van de personeelssterkte. Op 30 juni 1978 waren 1 605 stagiairs in dienst in de ministeries (988 op 30 juni 1977) en 2 437 in de instellingen van openbaar nut (1 730 op 30 juni 1977).

Quant aux chômeurs mis au travail en application de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, 3 221 étaient occupés au 30 juin 1978 dans les ministères (2 340 au 30 juin 1977), 4 410 dans les organismes d'intérêt public (2 629 au 30 juin 1977).

b) *Statut syndical.*

Une commission spéciale, créée au Cabinet de la Fonction publique, examine les projets d'arrêtés royaux d'exécution de la loi du 19 décembre 1974.

c) *Programmation sociale.*

La sixième convention collective du secteur public a été signée le 26 mai 1978. Elle porte sur les années 1978 et 1979. Elle concerne non seulement le personnel des ministères, mais pratiquement tout le personnel du secteur public (ce qui est donc plus large que les secteurs émargeant directement au budget).

Les principales mesures convenues sont les suivantes :

— Diminution de la durée du travail hebdomadaire.

La durée du travail hebdomadaire sera ramenée à 38 heures à partir du 1^{er} octobre 1979.

Cette mesure s'inscrit dans la nouvelle politique du Gouvernement en matière d'emploi.

— Pécule de vacances.

Le pécule de vacances pour 1977 était de 17 902 francs plus 1 % du traitement annuel brut. Une prime spéciale de 2 000 francs a été ajoutée à ce pécule pour 1978. Le coût de cette prime est estimé à 1 466 millions de francs.

Pour 1979 le pécule de vacances sera de 20 000 francs adapté en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation pendant l'année 1978, plus 1 % du traitement annuel brut. L'augmentation du coût par rapport à 1977 sera de 2 310 millions de francs.

— Allocation de fin d'année.

Le montant forfaitaire de l'allocation de fin d'année, actuellement fixé à 6 000 francs, sera porté à 7 000 francs en 1978 et à 8 000 francs en 1979. Par rapport au budget de 1977, il en résultera une augmentation de 733 millions de francs en 1978 et de 1 466 millions de francs en 1979.

— Adaptation de certaines échelles de traitements.

Le minimum de l'échelle de traitement 40/1, qui est l'échelle inférieure, est porté à 140 000 francs par an à 100 %. Une commission examine dans quelle mesure les autres échelles de traitements du niveau 4, certaines échelles du niveau 3 et, éventuellement, du niveau 2 doivent être remaniées sans toutefois augmenter les maxima. La mesure sortira ses effets au 1^{er} juillet 1978. La dépense est estimée à 500 millions de francs pour une année entière.

— Prime syndicale.

Un montant de 350 millions de francs sera mis sous certaines conditions à la disposition des organisations syndicales.

Pour l'année 1979, ce montant sera augmenté en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation pendant l'année 1978.

Le tableau ci-après donne une vue synthétique du coût des mesures reprises dans l'accord de programmation sociale.

Wat de werkzoeken betreft die tewerkgesteld waren bij toepassing van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende de tewerkstelling en de werkloosheid, op 30 juni 1978 waren er 3 221 tewerkgesteld in de ministeries (2 340 op 30 juni 1977), 4 410 in de instellingen van openbaar nut (2 629 op 30 juni 1977).

b) *Syndicaal statuut.*

Een bijzondere commissie, opgericht op het kabinet van Openbaar Ambt, onderzoekt de ontwerpen van koninklijk besluit tot uitvoering van de wet van 19 december 1974.

c) *Sociale programmatie.*

De zesde collectieve overeenkomst voor de openbare sector werd ondertekend op 26 mei 1978. Zij slaat op de jaren 1978 en 1979. Ze heeft niet alleen betrekking op het personeel van de ministeries, maar omzeggens op geheel het personeel van de overheidssector (wat dus ruimer is dan de sectoren die rechtstreeks ten laste van de begroting vallen).

De bijzonderste overeengekomen maatregelen luiden als volgt :

— Inkorting van de wekelijkse arbeidsduur.

De wekelijkse arbeidsduur zal teruggebracht worden tot 38 uur op 1 oktober 1979.

Deze maatregel maakt deel uit van het nieuwe beleid van de Regering inzake tewerkstelling.

— Vakantiegeld.

Het vakantiegeld voor 1977 bedroeg 17 902 frank vermeerderd met 1 % van de jaarlijkse brutowedde. Voor 1978 werd daar een bijzondere premie van 2 000 frank aan toegevoegd. De kosten van de premie worden op 1 466 miljoen frank geraamd.

Voor 1979 zal het vakantiegeld 20 000 frank bedragen aangepast aan de evolutie van de index der consumptieprijsen tijdens het jaar 1978, vermeerderd met 1 % van de jaarlijkse brutowedde. De verhoging van de kosten in vergelijking met 1977 zal 2 310 miljoen frank bedragen.

— Eindejaarstoelage.

Het forfaitaire bedrag van de eindejaarstoelage die thans 6 000 frank bedraagt, zal op 7 000 frank gebracht worden in 1978 en op 8 000 frank in 1979. Vergelijken met de begroting van 1977 zal een verhoging van 733 miljoen frank in 1978 en van 1 466 miljoen frank in 1979 uit voortvloeien.

— Aanpassing van sommige weddeschalen.

Het minimum van de laagste weddeschaal, nl. 40/1, wordt op 140 000 frank per jaar (tegen 100 %) gebracht. Een commissie onderzoekt in welke mate de andere weddeschalen van niveau 4, sommige weddeschalen van niveau 3 en eventueel van niveau 2 moeten aangepast worden zonder evenwel de maxima te verhogen. De maatregel wordt van kracht op 1 juli 1978. De uitgave wordt geraamd op 500 miljoen frank voor een vol jaar.

— Vakbondspremie.

Een bedrag van 350 miljoen frank zal onder bepaalde voorwaarden ter beschikking van de vakbondsorganisaties worden gesteld.

Voor het jaar 1979 zal dit bedrag verhoogd worden naargelang de evolutie van de index der kleinhandelsprijzen gedurende het jaar 1978.

De hierna volgende tabel geeft een overzicht van de kosten der maatregelen die vervat zijn in het sociaal programmatie-akkoord.

Augmentation des dépenses par rapport à 1977

(En millions de francs.)
(Index 181,14 %.)

Verhoging van de uitgaven vergeleken met 1977

(In miljoenen frank.)
(Index 181,14 %.)

	En 1978 In 1978	En 1979 In 1979	
Diminution de la durée du travail	—	1 205	Vermindering van de arbeidsduur.
Pécule de vacance et prime spéciale	1 560	2 458	Vakantiegeld en bijzondere premie.
Allocation de fin d'année	780	1 560	Eindejaarstoelage.
Adaptation de certaines échelles de traitement.	250	500	Aanpassing van sommige weddeschalen.
Prime syndicale	350	369	Vakbondspremie.
Total	2 940	6 092	Totaal.
Dont à charge du Trésor	2 174	4 516	Waarvan ten laste van de schatkist.

2. Pensions civiles et militaires.

La législation en matière de pensions à charge du Trésor public a, en ordre principal, été modifiée par les dispositions suivantes :

1. La loi du 20 juillet 1977 modifiant la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques étend, aux instituteurs dans les établissements pénitentiaires ainsi que l'Administration des Etablissements pénitentiaires ainsi que dans les établissements d'observation et d'éducation de l'Etat relevant de l'Office de la Protection de la Jeunesse, les règles particulières, propres aux autres catégories d'instituteurs, en matière de calcul de leurs pensions de retraite.

2. La loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978 a, entre autres choses, permis la prise en considération, pour le calcul des pensions de retraite, du temps passé comme objecteur de conscience, a étendu aux ayants droit des militaires de carrière du sexe féminin la législation relative aux pensions de survie des membres de l'armée et de la gendarmerie et a complété la liste des fonctions dites actives, au sens de l'article 8 de la loi du 21 juillet 1844, permettant ainsi à certains membres du personnel de la Régie des Transports maritimes ou de l'Administration de la Marine et de la Navigation intérieure d'obtenir leur pension calculée à raison de 1/50^e par année de services admissibles.

3. Un arrêté royal du 29 mars 1978 a majoré, avec effet au 1^{er} janvier 1977, les taux minima garantis de certaines pensions de retraite et de survie à charge du Trésor public.

4. Un arrêté royal du 29 mars 1978 relatif aux pensions et rentes de survie du personnel de carrière des cadres d'Afrique a majoré le montant de la pension minimum de survie accordée aux veuves de ce personnel.

5. La loi du 5 avril 1978 relative à l'octroi d'une allocation aux pensionnés du secteur public a accordé, pour l'année 1977, aux bénéficiaires d'une pension de retraite dont le montant annuel est inférieur à 200 000 francs à l'indice 114,20,

2. Burgerlijke en militaire pensioenen.

De wetgeving inzake pensioenen ten laste van de Openbare Schatkist werd hoofdzakelijk door volgende bepalingen gewijzigd :

1. De wet van 20 juli 1977 tot wijziging van de wet van 21 juli 1844 op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen breidt de bijzondere regelingen die eigen zijn aan de andere categorieën van onderwijzers inzake de berekening van de rustpensioenen, uit tot de onderwijzers bij de strafinrichtingen die afhangen van het Bestuur der Strafinrichtingen, evenals bij de Rijksgestichten voor observatie en opvoeding die afhangen van de Dienst voor Jeugdbescherming.

2. De wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978, heeft o.a., de inaanmerkingneming van de als gewetensbezwaarde doorgebrachte periode voor de berekening van de rustpensioenen, mogelijk gemaakt, de wetgeving betreffende de overlevingspensioenen van de leden van het leger en van de rijkswacht uitgebreid tot de rechthebbenden van de vrouwelijke beroepsmiltairen en de lijst der zogenaamde aktieve diensten in de zin van artikel 8 van de wet van 21 juli 1844 aangevuld waarbij aan zekere leden van het personeel van de Régie voor Maritiem Transport of van het Bestuur van het Zeezeven en van de Binnenvaart de mogelijkheid wordt verschafft hun pensioen te bekomen, berekend naar rato van 1/50^e per aanneembaar dienstjaar.

3. Een koninklijk besluit van 29 maart 1978 heeft met ingang van 1 januari 1977 de gewaarborgde minimumbedragen van zekere rust- en overlevingspensioenen ten laste van de Openbare Schatkist, verhoogd.

4. Een koninklijk besluit van 29 maart 1978 betreffende de pensioenen en de overlevingsrenten van het beroeps personeel der kaders in Afrika, heeft het bedrag van het aan de weduwen van dit personeel toegekende minimumoverlevingspensioen, verhoogd.

5. De wet van 5 april 1978 betreffende de toekenning van een toelage aan de gepensioneerden van de openbare diensten heeft voor het jaar 1977 aan de gerechtigden op een rustpensioen waarvan het jaarlijks bedrag tegen indexcijfer

une allocation forfaitaire de 800 francs et aux bénéficiaires d'une pension de survie dont le montant annuel est inférieur à 150 000 francs, une allocation de 600 francs.

6. La loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires applicable à l'ensemble des pensions du secteur public :

- généralise la limitation de la pension aux 3/4 du traitement ayant servi de base pour son calcul, une seule exception étant maintenue pour les bonifications de temps accordées pour emprisonnement, déportation, services militaires de guerre et services y assimilés ;
- établit un taux maximum de pension égal aux 3/4 du traitement maximum d'un secrétaire général de ministère, ce même maximum étant également applicable en cas de cumul de plusieurs pensions de retraite ou de survie ;
- limite le cumul d'une pension de survie avec le revenu d'un emploi exercé dans le secteur public aux 3/4 du traitement maximum de secrétaire général de ministère ;
- ramène à 30 % du traitement ayant servi de base pour leur calcul, les pensions de survie accordées à des titulaires exerçant une activité professionnelle dépassant les limites autorisées ;
- étend les règles existantes en matière de cumul d'une pension de retraite avec une activité professionnelle à l'ensemble des régimes de pension du secteur public ainsi qu'aux cumuls ayant pris naissance avant l'entrée en vigueur de ces règles ;
- complète la liste des fonctions dites actives au sens de l'article 8 de la loi du 21 juillet 1844, permettant ainsi aux membres du personnel du Ministère des Communications qui assurent d'une manière effective et directe le contrôle de la navigation aérienne, d'obtenir leur pension calculée à raison de 1/50^e par année de services admissibles ;
- assure, pour ce qui concerne les pensions, l'exécution de la sixième convention collective du secteur public 1978-1979 ;
- octroi d'une pension différée à l'âge de 60 ans pour les agents démissionnaires comptant au moins vingt années de services admissibles et n'exerçant plus aucune activité lucrative non autorisée par le Roi après leur démission ;
- faculté de pension anticipée sur demande pour tous les agents âgés de 60 ans et comptant au moins 20 années de services admissibles ;
- octroi en 1978 et en 1979 d'une allocation aux pensionnés du secteur public aux mêmes conditions qu'en 1977, les montants de cette allocation étant toutefois portés respectivement à 1 000 francs et 800 francs pour l'année 1978 et à 1 200 francs et 1 000 francs pour l'année 1979 suivant qu'il s'agit d'une pension de retraite ou d'une pension de survie ;
- octroi aux bénéficiaires d'une pension minimum garanti, d'un pécule complémentaire au pécule de vacances, d'un montant égal à celui accordé dans le régime des travailleurs salariés.

114,20 200 000 frank niet overschrijdt, een forfaitaire toelage van 800 frank toegekend en aan de gerechtigden op een overlevingspensioen waarvan het jaarlijks bedrag 150 000 frank niet overschrijdt, een toelage van 600 frank.

6. De wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen, toepasselijk op het geheel der pensioenen van de openbare sector :

- veralgemeent de beperking van het pensioen tot de 3/4 van de wedde die als basis diende voor de berekening ervan, doch een uitzondering blijft behouden voor de tijdsbonificaties wegens hechtenis, deportatie, militaire oorlogsdiensten en daarmee gelijkgestelde diensten ;
- stelt een maximumbedrag van pensioen vast, gelijk aan 3/4 van de maximum wedde van een secretaris-generaal van een ministerie, ditzelfde maximum is eveneens toepasselijk in geval van cumulatie van meerdere rust- of overlevingspensioenen ;
- beperkt de cumulatie van een overlevingspensioen met een bezoldiging van een ambt uitgeoefend in de overheidssector tot 3/4 van de maximumwedde van secretaris-generaal van een ministerie ;
- brengt de overlevingspensioenen toegekend aan de titulairissen die een beroepsactiviteit uitoefenen die de toegelaten grenzen overschrijdt, terug op 30 % van de wedde die als basis gediend heeft voor de berekening ervan ;
- breidt de bestaande regels inzake cumulatie van een rustpensioen met een beroepsactiviteit uit tot het geheel van de pensioenregelingen van de overheidssector evenals tot de cumulaties ontstaan vóór de inwerkingtreding van die regels ;
- vult de lijst aan van de aktieve diensten in de zin van artikel 8 van de wet van 21 juli 1844, waarbij aan de leden van het personeel van het Ministerie van Verkeerswezen die op een werkelijke en directe wijze de controle van het luchtverkeer verzekeren, de mogelijkheid wordt geboden hun pensioen te bekomen berekend naar rato van 1/50^e per aanneembaar dienstjaar ;
- verzekert, wat de pensioenen betreft, de uitvoering van de zesde collectieve overeenkomst van de overheidssector 1978-1979 ;
- toekenning van een uitgesteld pensioen op 60-jarige leeftijd voor de ontslagnemende personeelsleden die minstens twintig aanneembare dienstjaren tellen en die geen enkele niet door de Koning toegelaten winstgevende activiteit meer uitoefenen na hun ontslag ;
- mogelijkheid van vervroegd pensioen op aanvraag voor alle personeelsleden die 60 jaar oud zijn en die minstens 20 aanneembare dienstjaren tellen ;
- toekenning in 1978 en in 1979 van een toelage aan gepensioneerden van de overheidssector onder dezelfde voorwaarden als in 1977, waarbij echter de bedragen van de toelage voor het jaar 1978 respectievelijk op 1 000 frank en 800 frank worden gebracht en voor het jaar 1979 op 1 200 frank en 1 000 frank naargelang het een rust- of overlevingspensioen betreft ;
- toekenning in 1978 en in 1979 van een toelage aan gepensioneerden van een bijkomend vakantiegeld waarvan het bedrag gelijk is aan hetgene dat toegekend werd in de werknemersregeling.

II. — Dépenses de consommation et d'entretien.

Si on excepte l'entretien des routes et des voies hydrauliques, les dépenses de consommation diminuent encore en importance relative dans le budget de 1979.

En particulier, les dépenses militaires, qui avaient sensiblement augmenté de 1977 à 1978, n'accusent plus qu'un taux de croissance de 1,9 % pour 1979 par rapport à 1978.

Informatique.

a) *Registre national et centres informatiques des régions.*

Un avant-projet de loi a été examiné par le Comité ministériel de l'Informatique. Cet avant-projet porte sur le fonctionnement et les attributions du Registre national et des centres informatiques des régions. Une commission met au point l'avant-projet avant de le soumettre au Conseil des Ministres et, ensuite, au Parlement.

b) *Informatique.*

Le Gouvernement applique l'arrêté royal du 27 avril 1977 relatif aux moyens d'action en matière d'informatique. En outre, il cherche à normaliser les procédures relatives aux marchés informatiques : établissement du cahier des charges, évaluation objective des offres et contrôle de l'exécution des contrats.

Travaux publics.

A côté de sa mission d'investissement, qui se traduit par la création ou la modernisation d'infrastructures, le département assume bien entendu celle de gérer et d'entretenir l'infrastructure existante.

Ces travaux d'entretien se font en majeure partie au moyen de crédits qui figurent au budget courant.

Leur volume est considérable puisqu'il atteint 9 milliards 203 millions de francs.

II. — Consumptie en onderhoudsutgaven.

Afgezien van het onderhoud van de wegen en waterwegen boeten in de begroting van 1979 de consumptieuitgaven verhoudingsgewijze nog aan belang in.

De militaire uitgaven vooral, die van 1977 naar 1978 gevoelig gestegen waren, hebben in 1979 nog slechts een groeivoet van 1,9 % t.o.v. 1978.

Informatica.

a) *Rijksregister en informaticacentra van de gewesten.*

Een voorontwerp van wet is door het Ministerieel Comité voor informatica onderzocht. Dit voorontwerp heeft betrekking op de werking en de bevoegdheden van het Rijksregister en van de informaticacentra van de gewesten. Een commissie werkt het voorontwerp uit vooraleer het aan de Ministerraad en vervolgens aan het Parlement voor te leggen.

b) *Informatica.*

De Regering past het koninklijk besluit van 27 april 1977 toe betreffende de hulpmiddelen van de informatica. Bovendien tracht zij de procedures betreffende de informaticaopdrachten te normaliseren : opstellen van een lastenboek, objectieve beoordeling van de offertes en toezicht op de uitvoering van de overeenkomsten.

Openbare Werken.

Naast zijn investeringsopdracht, die zich vertaalt door het creëren of het moderniseren van de infrastrukturen, verzekt het departement uiteraard ook het beheer en het onderhoud van de bestaande infrastructuur.

Deze onderhoudswerken worden grotendeels uitgevoerd door middel van kredieten ingeschreven op de lopende begroting.

Het volume is aanzienlijk, namelijk 9 miljard 203 miljoen frank.

B. — CHARGES DE LA DETTE PUBLIQUE.

Les charges de la Dette publique pour l'année budgétaire 1979 sont évaluées à 162 031,7 millions de francs contre 139 744,3 millions de francs pour le budget ajusté de 1978, accusant donc une augmentation de 22 287,4 millions de francs.

Ces charges ont évolué comme suit :

I. — Dépenses courantes.

Les crédits postulés à ce titre s'élèvent pour l'année budgétaire 1979 à 99 867,6 millions de francs.

Comparés aux crédits adaptés de 1978, soit 83 728,2 millions de francs, l'augmentation est de 16 139,4 millions de francs.

En grandes lignes, cette augmentation se décompose comme suit :

(En millions de francs.)

1^o Intérêts, lots et primes :

a) De la dette consolidée :

1. Charges nouvelles pour émissions déjà effectuées en 1978 ...	... + 11 467,8
2. Charges pour émissions nouvelles à effectuer avant la fin 1978 ...	... + 4 675,0
3. Première charge complète d'intérêt annuel et augmentation des charges d'intérêts de certains emprunts ...	... + 2 921,3
4. Diminution résultant du remboursement de capitaux empruntés ...	... - 4 536,7
5. Réduction par suite des remboursements anticipés de capitaux ...	... - 901,5
6. Primes et lots ...	... - 0,2

b) De la dette flottante ...

... + 2 471,6

... + 16 097,3

2^o Accroissements divers

... + 42,1

... + 16 139,4

II. — Dépenses de capital.

Les crédits pour dépenses de capital sont en diminution de 113,9 millions de francs : de 506,1 millions de francs en 1978, ils passent à 392,2 millions de francs en 1979.

III. — Amortissements de la Dette publique.

Pour 1979, les crédits prévus pour l'amortissement de la Dette publique totalisent 61 771,9 millions de francs contre 55 510,0 millions de francs en 1978, représentant donc une augmentation de 6 261,9 millions de francs.

Cette augmentation résulte de la balance entre les majorations et les diminutions ci-après :

(En millions de francs.)

1. Charges des émissions nouvelles en 1978	... + 4 637,5
2. Augmentations des dotations d'amortissement de divers emprunts ...	... + 3 886,4
3. Première charge d'amortissement en 1979 d'emprunts émis avant 1978 ...	... + 4 054,6

B. — LASTEN VAN DE RIJKSSCHULD.

De lasten van de Rijksschuld voor het begrotingsjaar 1979 worden op 162 031,7 miljoen frank geraamd. Ten opzichte van de aangepaste begroting van 1978, ten belope van 139 744,3 miljoen frank bedraagt de verhoging 22 287,4 miljoen frank.

Deze lasten evolueerden als volgt :

I. — Lopende uitgaven.

De te dien einde voor het begrotingsjaar 1979 uitgetrokken kredieten belopen 99 867,6 miljoen frank.

Vergeleken met de aangepaste kredieten voor 1978, zegge 83 728,2 miljoen frank vermeerderen zij dus met 16 139,4 miljoen frank.

In grote trekken wordt deze vermeerdering als volgt onderverdeeld :

(In miljoenen frank.)

1^o Rente, loten en premies :

a) Van de geconsolideerde schuld :

1. Nieuwe lasten voor de in 1978 reeds gedane uitgiften ...	... + 11 467,8
2. Lasten van voor einde 1978 te verrichten nieuwe uitgiften ...	... + 4 675,0
3. Eerste volledige jaarlijkse rentelast en verhoging van de rentelasten van sommige leningen ...	... + 2 921,3
4. Vermindering wegens terugbetaling van ontleende kapitalen ...	... - 4 536,7
5. Vermindering ingevolge vervroegd terugbetaalde kapitalen ...	... - 901,5
6. Premies en loten ...	... - 0,2

b) Van de vlopende schuld ...

... + 2 471,6

... + 16 097,3

2^o Diverse verhogingen

... + 42,1

... + 16 139,4

II. — Kapitaaluitgaven.

De kredieten voor kapitaaluitgaven verminderen met 113,9 miljoen frank : van 506,1 miljoen frank in 1978 worden zij gebracht op 392,2 miljoen frank in 1979.

III. — Aflossingen van de Rijksschuld.

Voor 1979 totaliseren de op de Rijksschuldbegroting uitgetrokken kredieten 61 771,9 miljoen frank tegen 55 510,0 miljoen frank in 1978 of een stijging met 6 261,9 miljoen frank.

De vermeerdering vertegenwoordigt de balans tussen navermelde verhogingen en verminderingen :

(In miljoenen frank.)

1. Lasten voor in 1978 verrichte uitgiften ...	... + 4 637,5
2. Verhoging van de aflossingsdotaties van diverse leningen ...	... + 3 886,4
3. Eerste aflossingslast in 1979 van voor 1978 uitgegeven leningen ...	... + 4 054,6

4. Suppression et/ou diminution de dotations d'amortissement par suite du remboursement de capitaux empruntés	— 3 088,6
5. Réduction des dotations d'amortissement en raison de remboursements anticipés de capitaux	— 3 228,0
	<hr/>
	+ 6 261,9

Augmentation totale + 22 287,4

Cette augmentation résulte principalement de l'accroissement de l'encours de la dette consolidée et de la dette flottante, d'où une majoration des charges d'intérêt et d'amortissement.

C. — TRANSFERTS.

Les efforts de compression des budgets ont, évidemment, porté aussi sur les dépenses de transfert, du moins dans la mesure où ceux-ci ne relèvent pas de la politique d'aide aux moins favorisés et de la politique de relance de l'économie.

Pour l'ensemble des transferts, l'augmentation moyenne n'atteint que 6,9 % par rapport au budget ajusté de 1978, ce qui reste nettement en dessous du taux d'augmentation du P.N.B. et du taux moyen d'augmentation du budget. La croissance des transferts à la sécurité sociale dépasse toutefois légèrement ces normes.

D. — LES DEPENSES DE CAPITAL.

Les dépenses de capital du secteur budgétaire comprennent des crédits d'ordonnancement de 138,3 milliards de francs dont 91,9 milliards pour les investissements proprement dits et 46,4 milliards pour d'autres opérations : prêts, participations et charges financières.

Les dépenses de capital qui sont plus particulièrement étudiées au chapitre V vont, pour une part non négligeable, à des institutions des autres niveaux.

L'analyse des dépenses qui concernent ces derniers met en évidence l'importance relative des dépenses de capital — et leur objet — à côté des dépenses courantes.

4. Wegvallen en/of vermindering van aflossingsdotaties wegens terugbetaling van ontleende kapitalen	— 3 088,6
5. Vermindering van aflossingsdotaties ingevolge vervroegd terugbetaalde kapitalen .	— 3 228,0
	<hr/>
	+ 6 261,9

Totale verhoging + 22 287,4

Deze verhoging spruit hoofdzakelijk voort uit de toename van de geconsolideerde en van de vlopende schuld hetgeen een vermeerdering van de rente- en aflossingslasten met zich brengt.

C. — TRANSFERTEN.

De inspanningen om de begrotingen zoveel mogelijk te drukken hebben ook de transfertuitgaven niet ontzien, voor zover deze geen betrekking op de hulp aan de minstbedeelden of op het economisch herstelbeleid hebben.

De gemiddelde stijging voor het geheel van de transferten bedraagt slechts 6,9 % t.o.v. de aangepaste begroting 1978, wat afgetekend onder de stijgingsvoet van het B.N.P. en van de gemiddelde stijgingsvoet van de begroting blijft. De toename van de transferten aan de maatschappelijke veiligheid overtreft evenwel lichtjes deze normen.

D. — DE KAPITAALUITGAVEN.

De kapitaaluitgaven voor de begrotingssector behelzen voor 138,3 miljard frank aan ordonnanceringskredieten waarvan 91,9 miljard voor de eigenlijke investeringen en 46,4 miljard voor andere verrichtingen : leningen, deelnemingen en financiële lasten.

De kapitaaluitgaven die meer speciaal bestudeerd worden onder hoofdstuk V, gaan voor een niet te versmaden gedeelte naar de instellingen van de andere niveaus.

De ontleding van de uitgaven bij deze laatsten, laat het respectief belang van de kapitaaluitgaven — en hun bestemming — en van de lopende uitgaven uitschijnen.

CHAPITRE XIV.

Ressources budgétaires des Communautés culturelles.

A. — Aperçu d'ensemble.

Les tableaux suivants donnent le volume global des crédits mis à la disposition de chacune des Communautés culturelles respectivement en 1978 (budget initial) et en 1979 (projet de budget) tant pour les dépenses courantes que pour les dépenses de capital.

Ensemble des crédits culturels.

Titre I. — Dépenses courantes.
(En millions de francs.)

a) crédits non dissociés. b) crédits d'ordonnancement. c) crédits d'engagement.	1978			1979			a) niet gesplitste kredieten. b) ordonnanceringeskredieten c) vastleggingskredieten.
	N.	F.	D.	N.	F.	D.	
Budget des Conseils culturels (Dotations) ... a)	65,0	65,0	23,0	70,0	70,0	28,0	Begroting der Cultuurraden (Dotaties) a),
Budget Education nationale :							Begroting Nationale Opvoeding :
a)	2 508,1	421,1	1,5	2 087,7	1 181,9	16,1	a)
b)	—	21,8	—	—	22,7	—	b).
c)	—	21,8	—	—	22,7	—	c).
Budget des Dotations culturelles a).	8 901,3	7 546,5	128,2	9 398,2	7 898,7	136,1	Begroting der Culturele Dotaties a).
Total des crédits d'ordonnancement (a+b)	11 474,4	8 054,4	152,7	11 555,9	9 173,3	180,2	Totaal des ordonnanceringskredieten (a+b).
Total des crédits d'engagement (a+c)	11 474,4	8 054,4	152,7	11 555,9	9 173,3	180,2	Totaal der vastleggingskredieten (a+c).

Titre II. — Dépenses de capital.

(En millions de francs.)

HOOFDSTUK XIV.

Budgettaire middelen van de Cultuurgemeenschappen.

A. — Algemeen overzicht.

De navolgende tabellen geven de globale omvang van de kredieten die aan elk van de Cultuurgemeenschappen ter beschikking zijn gesteld, respectievelijk voor 1978 (oorspronkelijke begroting) en voor 1979 (begrotingsontwerp) zowel in lopende uitgaven als in kapitaaluitgaven.

Geheel der cultuurkredieten.

Titel I. — Lopende uitgaven.
(In miljoenen frank.)

a) niet gesplitste kredieten. b) ordonnanceringeskredieten c) vastleggingskredieten.	1978			1979			a) crédits non dissociés. b) crédits d'ordonnancement. c) crédits d'engagement.
	N.	F.	D.	N.	F.	D.	
Budget Education nationale ... a)	29,7	12,8	—	77,3	164,8	—	Begroting Nationale Opvoeding a).
Budget des Dotations culturelles :							Begroting der Culturele Dotaties :
a)	225,8	190,9	10,5	227,6	180,4	10,5	a).
b)	1 575,6	1 526,0	117,0	1 766,0	1 863,0	156,0	b).
c)	1 681,0	1 681,0	118,0	2 061,4	2 061,4	131,1	c).
Total des crédits d'ordonnancement (a+b)	1 831,0	1 729,7	127,5	2 070,9	2 208,2	166,5	Totaal der ordonnanceringskredieten (a+b).
Total des crédits d'engagement (a+c)	1 936,5	1 884,7	128,5	2 366,3	2 406,6	141,6	Totaal der vastleggingskredieten (a+c).

Titel II. — Kapitaaluitgaven.

(In miljoenen frank.)

a) niet gesplitste kredieten. b) ordonnanceringeskredieten c) vastleggingskredieten.	1978			1979			a) crédits non dissociés. b) crédits d'ordonnancement. c) crédits d'engagement.
	N.	F.	D.	N.	F.	D.	
Budget Education nationale ... a)	29,7	12,8	—	77,3	164,8	—	Begroting Nationale Opvoeding a).
Budget des Dotations culturelles :							Begroting der Culturele Dotaties :
a)	225,8	190,9	10,5	227,6	180,4	10,5	a).
b)	1 575,6	1 526,0	117,0	1 766,0	1 863,0	156,0	b).
c)	1 681,0	1 681,0	118,0	2 061,4	2 061,4	131,1	c).
Total des crédits d'ordonnancement (a+b)	1 831,0	1 729,7	127,5	2 070,9	2 208,2	166,5	Totaal der ordonnanceringskredieten (a+b).
Total des crédits d'engagement (a+c)	1 936,5	1 884,7	128,5	2 366,3	2 406,6	141,6	Totaal der vastleggingskredieten (a+c).

En ce qui concerne les dépenses courantes, l'augmentation globale des crédits de 1979 par rapport au budget initial de 1978 atteint 6,24 % (0,71 % pour la Communauté culturelle néerlandaise, 13,89 % pour la Communauté culturelle française et 18,0 % pour la Communauté culturelle allemande).

En ce qui concerne les dépenses de capital (crédits d'ordonnancement a + b), la comparaison 1979-1978 se présente

De globale stijging van de kredieten 1979 voor de lopende uitgaven ten opzichte van de oorspronkelijke begroting van 1978 bedraagt 6,24 % (0,71 % voor de Nederlandse Cultuurgemeenschap, 13,89 % voor de Franse Cultuurgemeenschap en 18,0 % voor de Duitse Cultuurgemeenschap).

Bij de kapitaaluitgaven (ordonnanceringskredieten a + b), is de vergelijking 1979-1978 als volgt : globale stijging

comme suit : globalement, augmentation de 20,53 % par rapport aux crédits votés de 1978 et de 21,4 % par rapport aux crédits ajustés — soit, pour les crédits de la culture néerlandaise, 13,10 % ou 14,3 %; pour les crédits de la culture française, 27,66 % ou 28,18 %; pour les crédits de la culture allemande, 30,59 % (pas de feuilleton d'ajustement).

Clefs de répartition.

Le tableau suivant met en évidence l'application des clés de répartition en ce qui concerne les crédits des dotations culturelles pour les Communautés culturelles néerlandaise et française en 1979. Ces clés varient selon le type de dépenses et s'appliquent à l'ensemble des crédits non dissociés des dépenses courantes et des dépenses de capital.

Pour les dépenses d'enseignement, les crédits sont établis en fonction des besoins. Les crédits pour l'éducation permanente se répartissent comme suit : 56,44 % pour la Communauté culturelle néerlandaise et 43,56 % pour la Communauté culturelle française. Ces pourcentages correspondent aux inscriptions intéressant chacune des communautés dans les budgets de 1978 de l'Education nationale. La parité est appliquée aux « autres dépenses culturelles ».

1979.				
Dotations culturelles. — Titres I et II. Crédits non dissociés. (En millions de francs.)				
	N.	F.	Total — Totaal	
Enseignement	3 116,6	1 957,7	5 074,3	Onderwijs.
Education permanente	1 699,5	1 311,7	3 011,2	Permanente vorming.
Autres dépenses culturelles	4 809,7	4 809,7	9 619,4	Andere culturele uitgaven.

B. — Feuilleton 1978 et crédits culturels 1979.

Les tableaux suivants donnent la répartition des crédits culturels par budget pour le feuilleton d'ajustement et pour les propositions budgétaires de 1979.

FEUILLETON D'AJUSTEMENT POUR 1978.

1. Ajustement du budget de 1978.

Pour les budgets des trois communautés, le feuilleton se solde par des réductions nettes résultant, essentiellement, de l'application des restrictions imposées par le Gouvernement.

2. Dépenses des années antérieures.

Les crédits sollicités pour les dépenses des années antérieures se limitent pratiquement aux dépenses d'enseignement.

En dépenses courantes, ils portent sur quelque 73,4 millions pour le secteur néerlandais et sur 92,0 millions pour le secteur français.

Les crédits pour dépenses des années antérieures sont négligeables en ce qui concerne les dépenses de capital.

20,53 % ten opzichte van de goedgekeurde kredieten 1978 en 21,4 % ten opzichte van de aangepaste kredieten — zegge, voor de kredieten van de Nederlandstalige cultuur : 13,10 % of 14,3 %; voor de kredieten van de Franstalige cultuur : 27,66 % of 28,18 %; voor de kredieten van de Duitstalige cultuur : 30,59 % (geen bijblad).

Verdeelssleutels.

De onderstaande tabel zet duidelijk de toepassing uiteen van de verdeelssleutels wat betreft de kredieten van de Culturele dotaties voor de Nederlandse en Franse cultuurgemeenschappen in 1979. Deze sleutels verschillen naargelang het type der uitgaven en zijn van toepassing op het geheel van de niet-gesplitste kredieten der lopende uitgaven en der kapitaaluitgaven.

Wat de uitgaven voor onderwijs betreft, worden de kredieten vastgesteld volgens de behoeften. De kredieten voor de permanente vorming worden als volgt verdeeld : 56,44 % voor de Nederlandse Cultuurgemeenschap en 43,56 % voor de Franse Cultuurgemeenschap. Deze percentages stemmen overeen met de inschrijvingen betreffende elk van de gemeenschappen in de begrotingen 1978 van Nationale Opvoeding. Voor de « andere culturele uitgaven » wordt de pariteit toegepast.

1979.

Culturele dotaties. — Titels I en II. Niet gesplitste kredieten.

(In miljoenen frank.)

B. — Aanpassingsblad 1978 en culturele kredieten 1979.

De volgende tabellen geven de verdeling van de cultuurkredieten per begroting voor het aanpassingsblad en voor de begrotingsvoorstellingen van 1979.

AANPASSINGSBALAD VOOR 1978.

1. Aanpassing van de begroting 1978.

Voor de drie cultuurgemeenschappen sluit het bijblad met netto verminderingen, hoofdzakelijk tengevolge van de restricties die door de Regering werden opgelegd.

2. Uitgaven voor vorige jaren.

De kredieten welke voor de uitgaven van vroegere jaren gevraagd worden zijn praktisch beperkt tot de uitgaven voor onderwijs.

In lopende uitgaven hebben zij betrekking op circa 73,4 miljoen voor de Nederlandstalige sector en op 92,0 miljoen voor de Franstalige sector.

De kredieten voor uitgaven van de vorige jaren zijn niet noemenswaard wat betreft de kapitaaluitgaven.

BUDGET DE 1979.

1. *Dépenses courantes.*

Comparés aux crédits ajustés de 1978, les crédits sollicités pour 1979 au titre des dépenses courantes accusent une augmentation globale de 3,2 % seulement pour la culture néerlandaise, de 17,1 % pour la culture française et de 18,3 % pour la culture allemande.

Pour le secteur néerlandais, ce sont principalement les crédits du Ministère des Affaires économiques et du Ministère des Classes moyennes qui sont en augmentation. Néanmoins, ces crédits ont peu d'incidence sur l'ensemble du secteur.

Les crédits culturels du Ministère de l'Education nationale sont, par contre, abaissés de 16,3 %. Cette réduction est due, en grande partie, à la diminution de l'inscription pour les bourses d'études. Il faut toutefois attirer l'attention sur le fait que des crédits pour prêts d'études ont été inscrits dans les dépenses de capital.

Pour le secteur français, comme pour le secteur néerlandais, on constate la hausse des crédits culturels du Ministère des Affaires économiques. Les crédits culturels du Ministère de l'Education nationale augmentent de 185,9 %, ce qui est pratiquement entièrement à imputer à l'inscription des crédits pour bourses d'études (750 millions). Aucun crédit n'avait été inscrit à cet effet au budget de 1978, puisque des réserves suffisantes étaient constituées. Tout comme pour le secteur néerlandais, des crédits pour prêts d'études ont été inscrits dans les dépenses de capital.

Pour le secteur allemand, ce sont également les crédits culturels du Ministère de l'Education nationale qui sont responsables de l'augmentation (+ 14,6 millions).

2. *Dépenses de capital.*

Les dépenses de capital sollicitées pour 1979 atteignent 4,4 milliards en 1979 contre 3,6 milliards pour 1978 ajusté. Ceci représente une augmentation de 783,7 millions ou 21,4 %. Cette augmentation est en majeure partie influencée par les crédits d'investissements des secteurs « Culture » (+ 367 millions) et par l'inscription de crédits pour prêts d'études (150 millions pour le secteur français de l'Education nationale et 50 millions pour le secteur néerlandais).

BEGROTING 1979.

1. *Lopende uitgaven.*

Vergeleken met de aangepaste kredieten 1978 wijzen de voor 1979 uit hoofde van de lopende uitgaven gevraagde kredieten op een globale verhoging met slechts 3,2 % voor Nederlandse cultuur, met 17,1 % voor Franse cultuur en met 18,3 % voor Duitse cultuur.

In de Nederlandstalige sector zijn vooral de kredieten van het Ministerie van Economische Zaken en van het Ministerie van Middenstand gestegen. Deze kredieten beïnvloeden het geheel van de sector echter in geringe mate.

De culturele kredieten van het Ministerie van Nationale Opvoeding zijn daarentegen met 16,3 % gedaald. Deze inkrimping is in hoofdzaak te wijten aan de vermindering van de inschrijving voor de studiebeurzen. Er dient evenwel aangestipt dat in de kapitaaluitgaven kredieten werden ingeschreven voor studieleningen.

In de Franstalige sector valt er, zoals voor de Nederlandstalige sector, een verhoging te noteren van de culturele kredieten van het Ministerie van Economische Zaken. De culturele kredieten van het Ministerie van Nationale Opvoeding stijgen met 185,9 % wat praktisch volledig te wijten is aan de inschrijving van kredieten voor studiebeurzen (750 miljoen). In de begroting 1978 werden hiervoor geen kredieten ingeschreven, vermits er toen voldoende reserves vorhanden waren. Net zoals voor de Nederlandstalige sector werden ook hier kredieten voor studieleningen ingeschreven in de kapitaaluitgaven.

In de Duitstalige sector zijn het eveneens de culturele kredieten van het Ministerie van Nationale Opvoeding die hoofdzakelijk verantwoordelijk zijn voor de stijging (+ 14,6 miljoen).

2. *Kapitaaluitgaven.*

De voor 1979 gevraagde kapitaaluitgaven bereiken 4,4 miljard in 1979 tegen 3,6 miljard voor de aangepaste begroting 1978. Dit vertegenwoordigt een verhoging met 783,7 miljoen of 21,4 %. Deze stijging wordt in hoofdzaak beïnvloed door de investeringskredieten van de sectoren « Cultuur » (+ 367 miljoen) en door de inschrijving van kredieten voor studieleningen (150 miljoen voor de Franstalige sector van Nationale Opvoeding en 50 miljoen voor de Nederlandstalige sector).

CREDITS CULTURELS.

Ajustements pour l'année budgétaire 1978 et budget 1979.

DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs.)

	Culture néerlandaise — Nederlandse cultuur				
	Crédits alloués pour 1978	Ajustements nets	Crédits ajustés 1978	Crédits suppl. années ant.	1979
	Kredieten verleend voor 1978	Netto aanpassingen	Aangepaste kredieten 1978	Bijkredieten vorige jaren	
a) Crédits non dissociés. — <i>Niet gesplitste kredieten.</i>					
b) Crédits d'ordonnancement. — <i>Ordonnanceringenkredieten.</i>					
c) Crédits d'engagement. — <i>Vastleggingskredieten.</i>					
Secteur I. — Culture : — Sector I. — Cultuur :					
1. Enseignement. — <i>Onderwijs</i> ... a)	1 722,0	— 47,6	1 674,4	67,9	1 887,8
2. Education permanente. — <i>Permanente vorming</i> ... a)	1 254,6	— 26,5	1 228,1	0,2	1 355,0
3. Autres dépenses culturelles. — <i>Andere culturele uitgaven</i> ... a)	4 418,7	— 92,4	4 326,3	3,7	4 613,5
4. Provision index. — <i>Provisie index</i> ... a)	51,8	— 51,8	—	—	—
Secteur II. — Classes moyennes : — Sector II. — Middenstand :	7 447,1	— 218,3	7 228,8	71,8	7 856,3
1. Enseignement. — <i>Onderwijs</i> ... a)	508,9	— 3,9	505,0	—	560,0
2. Education permanente. — <i>Permanente vorming</i> ... a)	0,5	—	0,5	—	0,5
4. Provision index. — <i>Provisie index</i> ... a)	5,1	— 5,1	—	—	—
Secteur III. — Communications : — Sector III. — Verkeerswezen :	514,5	— 9,0	505,5	—	560,5
1. Enseignement. — <i>Onderwijs</i> ... a)	59,7	+ 2,2	61,9	0,2	63,3
2. Education permanente. — <i>Permanente vorming</i> ... a)	136,7	— 4,5	132,2	—	140,6
4. Provision index. — <i>Provisie index</i> ... a)	0,6	— 0,6	—	—	—
Secteur IV. — Santé publique et Famille : — Sector IV. — Volksgezondheid en Gezin :	197,0	— 2,9	194,1	0,2	203,9
1. Enseignement. — <i>Onderwijs</i> ... a)	410,0	— 15,6	394,4	—	437,4
2. Education permanente. — <i>Permanente vorming</i> ... a)	90,8	— 07	90,1	—	81,1
4. Provision index. — <i>Provisie index</i> ... a)	6,9	— 6,9	—	—	—
Secteur V. — Agriculture : — Sector V. — Landbouw :	507,7	— 23,2	484,5	—	518,5
1. Enseignement. — <i>Onderwijs</i> ... a)	15,6	— 0,1	15,5	0,2	16,3
2. Education permanente. — <i>Permanente vorming</i> ... a)	7,3	— 0,2	7,1	—	7,6
4. Provision index. — <i>Provisie index</i> ... a)	0,1	— 0,1	—	—	—
Secteur VI. — Aff. économiques : — Sector VI. — Economische Zaken :	23,0	— 0,4	22,6	0,2	23,9
1. Enseignement. — <i>Onderwijs</i> ... a)	105,1	— 1,5	103,6	—	120,1
4. Provision index. — <i>Provisie index</i> ... a)	1,9	— 1,9	—	—	—
Secteur VII. — Dotations : — Sector VII. — Dotatie :	107,0	— 3,4	103,6	—	120,1
5. Autres dépenses culturelles. — <i>Andere culturele uitgaven</i> ... a)	105,0	—	105,0	—	115,0
Total des Dotations culturelles. — <i>Totaal der Culturele dotaties</i> ... a)	105,0	—	105,0	—	115,0
Budget des Conseils culturels. — <i>Begroting der Cultuurraden</i> ... a)	8 901,3	— 257,2	8 644,1	72,2	9 398,2
Budget Education nationale (Crédits Conseils culturels). — <i>Begroting Nationale Opvoeding (Kredieten Cultuurraden)</i> ... a)	65,0	—	65,0	—	70,0
b)	2 508,1	— 13,8	2 494,3	1,2	2 087,7
c)	—	—	—	—	—
Taux des crédits d'ordonnancement (a+b). — <i>Totalen der ordonnanceringenkredieten (a+b)</i> ...	11 474,4	— 271,0	11 203,4	73,4	11 555,9
Taux des crédits d'engagement (a+c). — <i>Totalen der vastleggingskredieten (a+c)</i> ...	11 474,4	— 271,0	11 203,4	73,4	11 555,9

CULTURELE KREDIETEN.
Aanpassing van het begrotingsjaar 1978 en begroting 1979.
LOPENDE UITGAVEN.
(In miljoenen frank.)

	Culture française — Franse cultuur					Culture allemande — Duitse cultuur				
	Crédits alloués pour 1978 Kredieten verleend voor 1978	Ajustements nets Netto aanpassingen	Crédits ajustés 1978 Aangepaste kredieten 1978	Crédits suppl. années ant. Bijkredieten vorige jaren	1979	Crédits alloués pour 1978 Kredieten verleend voor 1978	Ajustements nets Netto aanpassingen	Crédits ajustés 1978 Aangepaste kredieten 1978	Crédits suppl. années ant. Bijkredieten vorige jaren	1979
1 013,0	— 29,8	983,2	91,8	1 082,0	6,2	—	—	6,2	—	
914,0	— 11,6	902,4	—	997,8	21,1	—	—	21,1	—	102,8
4 459,7	— 96,4	4 363,3	—	4 651,6	68,8	—	—	68,8	—	
39,4	— 39,4	—	—	—	—	—	—	—	—	
6 426,1	— 177,2	6 248,9	91,8	6 731,4	96,1	—	—	96,1	—	102,8
380,0	— 3,9	376,1	—	405,0	21,4	—	—	21,4	—	23,0
0,2	—	0,2	—	0,2	0,1	—	—	0,1	—	0,1
3,9	— 3,9	—	—	—	0,3	— 0,3	—	—	—	—
384,1	— 7,8	376,3	—	405,2	21,8	— 0,3	—	21,5	—	23,1
0,2	—	0,2	—	0,2	—	—	—	—	—	—
136,2	— 5,5	130,7	0,1	140,2	0,4	—	—	0,4	—	0,4
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
136,4	— 5,5	130,9	0,1	140,4	0,4	—	—	0,4	—	0,4
312,7	— 11,7	301,0	—	338,6	5,1	—	—	5,1	—	4,6
51,6	— 0,1	51,5	—	44,0	3,4	—	—	3,4	—	3,9
5,2	— 5,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
369,5	— 17,0	352,5	—	382,6	8,5	—	—	8,5	—	8,5
8,9	—	8,9	0,1	9,3	1,0	—	—	1,0	—	0,8
5,9	— 0,2	5,7	—	6,2	0,4	—	—	0,4	—	0,5
0,1	— 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
14,9	— 0,3	14,6	0,1	15,5	1,4	—	—	1,4	—	1,3
95,0	— 1,4	93,6	—	108,6	—	—	—	—	—	—
1,7	— 1,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—
96,7	— 3,1	93,6	—	108,6	—	—	—	—	—	—
118,8	—	118,8	—	115,0	—	—	—	—	—	—
118,8	—	118,8	—	115,0	—	—	—	—	—	—
7 546,5	— 210,9	7 335,6	92,0	7 898,7	128,2	— 0,3	—	127,9	—	136,1
65,0	—	65,0	—	70,0	23,0	—	—	23,0	—	28,0
421,1	— 7,8	413,3	—	1 181,9	1,5	—	—	1,5	—	16,1
21,8	— 1,2	20,6	—	22,7	—	—	—	—	—	—
21,8	— 1,2	20,6	—	22,7	—	—	—	—	—	—
8 054,4	— 219,9	7 834,5	92,0	9 173,3	152,7	— 0,3	—	152,4	—	180,2
8 054,4	— 219,9	7 834,5	92,0	9 173,3	152,7	— 0,3	—	152,4	—	180,2

CREDITS CULTURELS.

Ajustements pour l'année budgétaire 1978 et budget 1979.

DEPENSES DE CAPITAL.

(En millions de francs.)

	Culture néerlandaise — Nederlandse cultuur				
	Crédits alloués pour 1978	Ajustements nets	Crédits ajustés 1978	Crédits suppl. années ant.	1979
	Kredieten verleend voor 1978	Netto aanpassingen	Aangepaste kredieten 1978	Bijkredieten vorige jaren	
a) Crédits non dissociés. — <i>Niet gesplitste kredieten.</i>					
b) Crédits d'ordonnancement. — <i>Ordonnanceringskredieten.</i>					
c) Crédits d'engagement. — <i>Vastleggingskredieten.</i>					
Secteur I. — Culture : — Sector I. — Cultuur :					
1. Enseignement. — <i>Onderwijs</i> a)	22,9	- 1,8	21,1	—	31,2
2. Education permanente. — <i>Permanente vorming</i> a)	39,3	- 2,0	37,3	—	42,6
	820,0	—	820,0	—	880,0
	930,0	—	930,0	—	1 259,8
3. Autres dépenses culturelles. — <i>Andere culturele uitgaven</i> ... a)	122,0	- 6,8	115,2	—	81,2
	130,0	—	130,0	—	240,0
	286,0	—	286,0	—	286,0
	184,2	- 10,6	173,6	—	155,0
	950,0	—	950,0	—	1 120,0
	1 216,0	—	1 216,0	—	1 545,8
Secteur III. — Communications : — Sector III. — Verkeerswezen :					
1. Enseignement. — <i>Onderwijs</i> a)	0,6	—	0,6	—	0,5
	39,0	- 39,0	—	—	40,0
	39,0	- 39,0	—	—	40,0
2. Education permanente. — <i>Permanente vorming</i> a)	15,0	—	15,0	—	15,0
	586,6	+ 36,0	622,6	—	606,0
	426,0	+ 36,0	462,0	—	475,6
	15,6	—	15,6	—	15,5
	625,6	- 3,0	622,6	—	646,0
	465,0	- 3,0	462,0	—	515,6
Secteur IV. — Santé publique et Famille : — Sector IV. — Volksgezondheid en Gezin					
2. Education permanente. — <i>Permanente vorming</i> a)	25,2	—	25,2	—	56,3
	25,2	—	25,2	—	56,3
Secteur V. — Agriculture : — Sector V. — Landbouw :					
2. Education permanente. — <i>Permanente vorming</i> a)	0,8	- 0,1	0,7	—	0,8
	0,8	- 0,1	0,7	—	0,8
Totaux des Dotations culturelles. — <i>Totalen der Culturele dotaties.</i> a)	225,8	- 10,7	215,1	—	227,6
	1 575,6	- 3,0	1 572,6	—	1 766,0
	1 681,0	- 3,0	1 678,0	—	2 061,4
Budget Education nationale (Crédits Conseils culturels). — <i>Begroting Nationale Opvoeding (Kredieten Cultuurraden)</i> a)	29,7	- 5,6	24,1	0,9	77,3
Totaux des crédits d'ordonnancement (a+b). — <i>Totalen der ordonnancieringskredieten (a+b)</i>	1 831,1	- 19,3	1 811,8	—	2 070,9
Totaux des crédits d'engagement (a+c). — <i>Totalen der vastleggingskredieten (a+c)</i>	1 936,5	- 19,3	1 917,2	—	2 366,3

(*) Répartition provisoire.

CULTURELE KREDIETEN.

Aanpassing van het begrotingsjaar 1978 en begroting 1979.

KAPITAALUITGAVEN.

(In miljoenen frank.)

Culture française — Franse cultuur					Culture allemande — Duitse cultuur				
Crédits alloués pour 1978 Kredieten verleend voor 1978	Ajustements nets Netto singen singen	Crédits ajustés 1978 Aangepaste kredieten 1978	Crédits suppl. années ant. Bijkredieten vorige jaren	1979	Crédits alloués pour 1978 Kredieten verleend voor 1978	Ajustements nets Netto aanpas-aanpas-	Crédits ajustés 1978 Aangepaste kredieten 1978	Crédits années ant. Bijkredieten vorige jaren	1979
12,9	—	12,9	—	14,0					
74,6	—	74,6	—	80,9					
854,0	—	854,0	—	(¹) 1 028,8	(a) 8,0	—	(a) 8,0	—	(a) 8,0
1 113,0	—	1 113,0	—	(¹) 1 414,9	(b) 50,0	—	(b) 50,0	—	(b) 55,0
81,0	-7,0	74,0	—	43,1	(c) 60,0	—	(c) 60,0	—	(c) 66,5
84,0	—	84,0	—	(¹) 101,2					
103,0	—	103,0	—	(¹) 130,9					
168,5	-7,0	161,5	—	138,0	8,0	—	8,0	—	8,0
938,0	—	938,0	—	1 130,0	50,0	—	50,0	—	55,0
1 216,0	—	1 216,0	—	1 545,8	60,0	—	60,0	—	66,5
—	—	—	—	—					
—	—	—	—	—	(a) 2,5	—	(a) 2,5	—	(a) 2,5
—	—	—	—	—	(b) 67,0	—	(b) 67,0	—	(b) 101,0
21,5	—	21,5	—	41,5	(c) 58,0	—	(c) 58,0	—	(c) 64,6
588,0	—	588,0	—	733,0					
465,0	—	465,0	—	515,6					
21,5	—	21,5	—	41,5	2,5	—	2,5	—	2,5
588,0	—	588,0	—	733,0	67,0	—	67,0	—	101,0
465,0	—	465,0	—	515,6	58,0	—	58,0	—	64,6
0,1	—	0,1	—	0,1	—	—	—	—	—
0,1	—	0,1	—	0,1	—	—	—	—	—
0,8	-0,1	0,7	—	0,8	—	—	—	—	—
0,8	-0,1	0,7	—	0,8	—	—	—	—	—
190,9	-7,1	183,8	—	180,4	10,5	—	10,5	—	10,5
1 526,0	—	1 526,0	—	1 863,0	117,0	—	117,0	—	156,6
1 681,0	—	1 681,0	—	2 061,4	118,0	—	118,0	—	131,1
12,8	—	12,8	—	164,8	—	—	—	—	—
1 729,7	-7,1	1 722,6	—	2 208,2	127,5	—	127,5	—	166,5
1 884,7	-7,1	1 877,6	—	2 406,6	128,5	—	128,5	—	141,6

(¹) Voorlopige verdeling.

CHAPITRE XV.

Les budgets régionaux.

1. Les masses budgétaires, pour l'ensemble des trois régions évoluent comme suit :

(En millions de francs.)

	1978	1979	
Autorisations d'engagement :			
Dépenses courantes	16 771,6	16 047,9	Vastleggingsmachtigingen :
(dont Fonds d'expansion économique) ...	(6 000,0)	(4 750,0)	Lopende uitgaven. (waarvan Fonds voor de economische expansie).
Dépenses de capital	73 368,2	87 545,8	Kapitaaluitgaven. (waarvan Fonds voor de economische expansie).
(dont Fonds d'expansion économique) ...	(3 500,0)	(4 750,0)	
Autorisations d'ordonnancement :			
Dépenses courantes	16 676,9	19 285,5	Ordonnancieringsmachtigingen :
(dont Fonds d'expansion économique) ...	(3 600,0)	(⁽¹⁾ 2 772,7)	Lopende uitgaven. (waarvan Fonds voor de economische expansie).
Dépenses de capital	20 770,6	24 935,9	Kapitaaluitgaven. (waarvan Fonds voor de economische expansie).
(dont Fonds d'expansion économique) ...	(2 000,0)	(2 780,8) (⁽²⁾)	

Ainsi, en dépenses courantes, les autorisations d'engagement comprennent 1,8 milliard pour l'octroi des primes de Taeye.

En outre, dans les masses de dépenses de capital, sont comprises les autorisations d'engagement relatives au Fonds des constructions hospitalières, aux programmes de logement, à l'épuration des eaux et aux travaux subsidiés par l'intermédiaire du Crédit communal.

Ces masses ne concordent pas avec les crédits budgétaires proprement dits, tels qu'ils figurent dans le tableau à la page suivante : elles comprennent les programmes d'engagement hors budget (par exemple, ceux des organismes d'intérêt public) et certaines autorisations d'engagement dans le dispositif de la loi budgétaire; par contre elles ne reprennent pas certaines dépenses hors clé de répartition.

Ces divers montants ne comprennent pas les crédits relevant du Ministère de l'Intérieur notamment 53,5 milliards. Ceux-ci y compris, l'ensemble des autorisations octroyées aux régions atteint 157 milliards.

2. Les programmes des investissements publics se chiffrent à 82,5 milliards contre 69,6 en 1978. Ils sont actuellement en cours de répartition entre les trois secteurs : budgétaire, débordé et organismes d'intérêt public.

3. Pour 1979, les budgets régionaux se répartissent proportionnellement en fonction de la clé suivante :

51,72 % pour la région flamande;
39,41 % pour la région wallonne;
8,87 % pour la région bruxelloise.

HOOFDSTUK XV.

De regionale begrotingen.

1. De begrotingsmassa's voor de drie gewesten samen evolueren als volgt :

(In miljoenen frank.)

Zo bevatten inzake lopende uitgaven de vastleggingsmachtigingen 1,8 miljard voor het toekennen van de de Taeye-premies.

In de begrotingmassa's van de kapitaaluitgaven zijn bovendien inbegrepen : de vastleggingsmachtigingen betreffende het Fonds voor de bouw van ziekenhuizen, de huisvestingsprogramma's, de waterzuivering en de door bemiddeling van het Gemeentekrediet gesubsidieerde werken.

Die massa's stemmen niet overeen met de eigenlijke begrotingskredieten, zoals zij voorkomen in de tabel op de volgende bladzijde, daar deze massa's de investeringsprogramma's buiten begroting omvatten (bv. instellingen van openbaar nut) en sommige vastleggingsmachtigingen gegeven in de eigenlijke begrotingswet; daarentegen zijn sommige uitgaven buiten verdeelsleutel daarin niet inbegrepen.

Die diverse bedragen omvatten niet de kredieten die van het Ministerie van Binnenlandse Zaken afhangen namelijk 53,5 miljards. Met die samen bedragen de aan de gewesten toegekende machtigingen 157 miljard.

2. De programma's betreffende de overheidsinvesteringen belopen 82,5 miljard tegen 69,6 in 1978. Zij worden voor het ogenblik verdeeld tussen de drie sectoren : de begrotingssector, de gedebudgetteerde sector en de instellingen van openbaar nut.

3. Voor 1979 worden de regionale begrotingen proportioneel volgens de volgende sleutel verdeeld :

51,72 % voor het Vlaamse gewest;
39,41 % voor het Waalse gewest;
8,87 % voor het Brusselse gewest.

(¹) Non compris 1 739,5 millions pour couvrir les engagements antérieurs au 1^{er} janvier 1975 (hors enveloppe).

(²) Non compris 516,1 millions (hors enveloppe).

(¹) Niet inbegrepen 1 739,5 miljoen om de vastleggingen van voor 1 januari 1975 (buiten enveloppe) te dekken.

(²) Niet inbegrepen 516,1 miljoen (buiten enveloppe).

Comme on sait, la clé est fixée en fonction de trois critères qui fournissent les pourcentages suivants :

Zoals men weet, wordt de sleutel bepaald op grond van drie criteria die de volgende percentages opleveren :

	Population Bevolking	Superficie Oppervlakte	Impôts Belastingen	
Région flamande	% 56,77	% 44,27	% 54,11	Vlaams gewest.
Région wallonne	32,77	55,20	30,26	Waals gewest.
Région bruxelloise	10,46	0,53	15,63	Brussels gewest.

4. Pour ce qui est des crédits budgétaires proprement dits, la ventilations par région figure au tableau ci-dessous :

(Crédits non dissociés + crédits d'ordonnancements.)
(En millions de francs.)

4. Wat de eigenlijke begrotingskredieten betreft, vindt men de ventilering per gewest in de onderstaande tabel :

(Niet gesplitste kredieten + ordonnancieringskredieten.)
(In miljoenen frank.)

	Flandre Vlaanderen	Wallonie Wallonië	Bruxelles Brussel	Total Totaal	
Titre I. — Opérations courantes.					Titel I. — Lopende verrichtingen.
Autorisations d'ordonnancement :					Ordonnanceringsmachtigingen :
— Crédits non dissociés + crédits d'ordonnancement (a)+(b).	10 884,5	8 427,9	1 712,6	21 025,0	— Niet gesplitste kredieten + ordonnancieringskredieten (a)+(b).
Autorisations d'engagement:					Vastleggingsmachtigingen :
— Crédits non dissociés + crédits d'engagement (a)+(c).	10 884,5	8 427,9	1 712,6	21 025,0	— Niet gesplitste kredieten + vastleggingskredieten (a)+(c).
Titre II. — Opérations de capital.					Titel II. — Kapitaalverrichtingen.
Crédits non dissociés a)	8 163,8	5 863,3	1 947,9	15 975,0	Niet gesplitste kredieten (a).
Crédits d'ordonnancement b)	4 943,0	4 000,0	534,0	9 477,0	Ordonnanceringskredieten (b).
Crédits d'engagement c)	7 726,7	8 454,4	1 995,0	18 176,1	Vastleggingskredieten (c).
Total (a)+(b)	13 106,8	9 863,3	2 481,9	25 452,0	Totaal (a)+(b).
Total (a)+(c)	15 890,5	14 317,7	3 942,9	34 151,1	Totaal (a)+(c).
Total des titres I et II :					Totaal van titels I en II :
Autorisations d'ordonnancement (a)+(b).	23 991,3	18 291,2	4 194,5	46 477,0	Ordonnanceringsmachtigingen (a)+(b).
Autorisations d'engagement (a)+(c) . . .	26 775,0	22 745,6	5 655,5	55 176,1	Vastleggingsmachtigingen (a)+(c).

CHAPITRE XVI.

Les finances provinciales et communales.

Comme pour le budget de l'Etat la croissance de la dotation du Fonds des communes et du Fonds des provinces sera liée en 1979 à l'évolution de l'indice des prix à la consommation. Face aux difficultés budgétaires, il importe que tous les pouvoirs et administrations soient placés sur un pied d'égalité.

C'est ainsi que les articles 80 et 81 de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires ont fixé pour 1979 les dotations du Fonds des communes et du Fonds des provinces, aux montants des dotations respectives de 1978 augmentés à concurrence du rapport entre l'indice des prix à la consommation auquel sont rattachés les crédits budgétaires dans le budget de l'Etat pour 1979 et l'indice auquel sont rattachés les mêmes articles budgétaires dans le budget voté de 1978.

Suivant les prévisions ce rapport serait de 5,2 %, en ce compris une provision éventuelle pour l'index.

Dès lors, les dotations effectivement réparties sont fixées suivant un taux de croissance de 4,04 %, le solde soit 1,16 % constituant une provision d'index pouvant entrer en ligne de compte pour une répartition supplémentaire éventuelle.

Les crédits prévus au budget de l'Etat et qui reviennent directement ou indirectement aux provinces et aux communes ou autres organes locaux sont inscrits pour près de la moitié au budget du Ministère de l'Intérieur.

Les autres interventions sont réparties dans différents budgets ou apparaissent comme crédits régionaux.

Dans les tableaux qui suivent, les interventions à charge du budget du Ministère de l'Intérieur sont regroupées dans un tableau A et celles qui sont portées dans les autres budgets à l'exception des crédits régionaux, sont portées dans le tableau B.

Pour mémoire, il est rappelé que les transferts de revenus ou de capitaux en faveur des provinces et des communes, au titre d'intérêts ou d'amortissements sur des emprunts contractés auprès du Crédit communal de Belgique ou d'autres institutions similaires, représentent principalement les charges découlant de subventions accordées précédemment. Le montant des nouvelles interventions financées au moyen d'emprunts auprès d'organismes publics de financement, et dont l'Etat supporte les charges d'intérêts et d'amortissements est déterminé, dans la plupart des cas, par des dispositions particulières insérées dans les lois budgétaires, en particulier pour les travaux subventionnés par les Ministères des Travaux publics et de la Santé publique (ou à charge des budgets régionaux correspondants).

HOOFDSTUK XVI.

Provincie- en gemeentefinanciën.

Zoals voor de Rijksbegroting, zal de groei van de dotatie van het Gemeentefonds en van het Fonds der provincies in 1979 gekoppeld woraen aan de evolutie van de indexcijfer der consumptieprijzen. Gelet op de budgettaire moeilijkheden, past het dat alle overheden en administraties op voet van gelijkheid worden geplaatst.

Aldus zijn bij de artikelen 80 en 81 van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen de dotaties van het Gemeentefonds en van het Fonds der provincies voor 1979 vastgesteld op het bedrag van de respectieve dotaties voor 1978, vermeerderd tot beloop van de verhouding tussen het indexcijfer der consumptieprijzen waaraan de begrotingskredieten van de Rijksbegroting voor 1979 gekoppeld zijn en de index waaraan dezelfde begrotingsartikelen in de aangenomen begroting voor 1978 gekoppeld zijn.

Volgens de ramingen zou die verhouding 5,2 % bedragen, hierin begrepen een eventuele indexprovisie.

Derhalve worden de werkelijk omgeslagen dotaties vastgesteld volgens een groeivoet van 4,04 %, terwijl het saldo of 1,16 % een indexprovisie vormt die in aanmerking kan komen voor eventuele bijkomende omslag.

De op de Rijksbegroting voorziene kredieten die rechtstreeks of onrechtstreeks aan de provincies, aan de gemeenten of andere lokale instellingen toekomen, zijn nu voor ongeveer de helft ingeschreven op de begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken.

De andere tegemoetkomingen zijn verdeeld over diverse begrotingen of komen voor als gewestkredieten.

In de navolgende tabellen worden de tegemoetkomingen ten laste van het Ministerie van Binnenlandse Zaken gegroepeerd in een tabel A en die ten laste van de andere begrotingen, met uitzondering van de gewestkredieten, in tabel B.

Er wordt pro memorie aan herinnerd dat de overdrachten van inkomsten of kapitalen ten bate van provincies en gemeenten, uit hoofde van intresten of aflossingen op leningen, aangegaan bij het Gemeentekrediet van België of andere gelijkaardige instellingen, vooral de lasten voortvloeiend uit vroeger verleende toelagen vertegenwoordigen. Het bedrag van de nieuwe tegemoetkomingen, gefinancierd door middel van leningen bij de openbare financieringsinstellingen, en waarvan de Staat de intrest- en delgingslasten draagt, wordt merendeels bepaald door de bijzondere beschikkingen die in de begrotingswetten ingelast zijn, vooral dan wat betreft de door de Ministeries van Openbare Werken en van Volksgezondheid (of ten laste van de overeenstemmende gewestbegroting) gesubsidieerde werken.

Transferts de revenus et de capitaux
aux provinces et communes.
(En millions de francs.)

Inkomens- en kapitaaloverdrachten
aan provinciën en gemeenten.
(In miljoenen frank.)

Art.		1978 Crédits ajustés — Aangepaste kredieten	1979 Crédits sollicités — Aangevraagde kredieten		Art.
	A. — INTERVENTIONS A CHARGE DU BUDGET DU MINISTÈRE DE L'INTERIEUR			A. — TUSSENKOMSTEN OP DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN	
	Titre I — Section 31 — Chapitre IV.			Titel I — Sectie 31 — Hoofdstuk IV.	
43.04	Fonds des communes	51 401,1	53 477,7	Gemeentefonds	43.04
05	Fonds des provinces	6 269,0	6 522,2	Fonds der provinciën	05
06	Besoins des agglomérations et fédé- rations de communes.	18,0	200,0	Behoeften agglomeraties en federaties van gemeenten.	06
08	Dotation au profit de la ville de Bruxelles, etc.	2 056,1	2 139,2	Dotatie ten voordele van de stad Brussel, enz.	08
11	Complément aux communes nées d'une fusion.	164,0	171,8	Complement aan gemeenten ontstaan uit een fusie.	11
13	Crédits destinés à couvrir les charges financières des emprunts de consolida- tion, etc.	468,0	527,6	Kredieten tot dekking van de finan- ciële lasten van de consolidatie- ningen, enz.	13.
	Divers	203,4	232,5	Diversen.	
	Total ...	60 579,6	63 271,0	Totaal.	
	Titre II — Section 31 — Chapitre VI.			Titel II — Sectie 31 — Hoofdstuk VI.	
63.02	Centre « 900 » et matériel d'incendie.	94,5	122,9	Centra « 900 » en brandweermateriaal.	63.02
06 et 07	Totaux ...			Totalen.	06 en 07
	Total pour le budget de l'Intérieur ...	60 674,1	63 393,9	Totaal voor de begroting van Binnenlandse Zaken.	
	B. — AUTRES BUDGETS (sans la culture et les budgets régionaux)			B. — ANDERE BEGROTINGEN (behalve cultuur en gewestbegrotingen)	
a)	Transferts de revenus aux provinces et communes. dont : 1. Budgets des Pensions : Pensions des instituteurs provinciaux et communaux.	6 715,0	7 400,0	a) Inkomensoverdrachten aan provinciën en gemeenten : waarvan : 1. Begrotingen van Pensioenen : Pensioenen van het onderwijzend personeel van provinciën en gemeenten.	
	2. Budgets de l'Education nationale : Subventions-traitements et de fonctionnement aux écoles provinciales et communales.	31 109,1	31 216,2	2. Begrotingen van Nationale Opvoeding : Wedde- en werkingstoelagen aan het provin- ciaal- en gemeentelijk onderwijs.	
	3. Budget des Travaux publics : Charges d'intérêts des emprunts auprès du Crédit communal de Belgique.	1 622,0	1 500,0	3. Begroting van Openbare Werken : Rentelasten van leningen aangegaan bij het Gemeentekrediet van België.	
	4. Budget de la Santé publique : Charges d'intérêts des emprunts auprès du Crédit communal de Belgique.	2 074,3	2 030,9	4. Begroting van Volksgezondheid en van het Gezin : Rentelasten van leningen aangegaan bij het Gemeentekrediet van België.	
	5. Divers	108,6	109,6	5. Diversen.	
	Total Titre I	41 629,0	42 256,7	Totaal Titel I.	

	1978	1979	
b) Transferts de capitaux aux provinces et communes :			b) Kapitaaloverdrachten aan provinciën en gemeenten :
dont :			waarvan :
1. Budget des Travaux publics :			1. Begroting van Openbare Werken :
— Charges d'amortissement des emprunts auprès du Crédit communal de Belgique.	811,0	850,0	— Aflossingslasten van de leningen aangegaan bij het Gemeentekrediet van België.
— Dénergement	322,0	508,0	— Ontwatering.
— Ports	987,0	2 050,0	— Havens.
— Loi Brunfaut	300,0	100,0	— Wet Brunfaut.
— Autres	375,0	204,0	— Andere.
2. Budget de la Santé publique et Famille :			2. Begroting van Volksgezondheid en Gezin :
— Charges d'amortissement des emprunts auprès du Crédit communal de Belgique.	1 003,2	1 021,0	— Aflossingslasten van de leningen aangegaan bij het Gemeentekrediet van België.
— Autres	241,1	312,0	— Andere.
3. Budgets de l'Education nationale :			3. Begrotingen van Nationale Opvoeding :
— Subsides d'équipement aux écoles provinciales et communales.	112,8	149,8	— uitrustingstoelagen aan de provinciale en gemeentelijke scholen.
— Fonds des bâtiments scolaires provinciaux et communaux.	1 843,1	1 932,6	— Fonds der provinciale en gemeentelijke schoolgebouwen.
4. Divers	434,9	418,0	4. Diversen.
Total Titre II	6 430,1	7 545,4	Totaal Titel II.
Total « autres budgets »	48 059,1	49 802,1	Totaal « andere begrotingen ».
Total A+B	108 733,2	113 196,0	Totaal A+B.

C. — CREDITS CULTURELS.

Budgets de la Culture :	
Titre I — Dépenses courantes	1 975,9
Titre II — Dépenses de capital	1 268,5
Total Culture	3 244,4

C. — CULTURELE KREDIETEN.

Begrotingen van Cultuur :	
Titel I — Lopende uitgaven.	
Titel II. — Kapitaaluitgaven.	

Totaal Cultuur.

(En millions de francs.)

(In miljoenen frank.)

Art.		1978	1979		Art.
		Crédits sollicités — Aangevraagde kredieten	Crédits sollicités — Aangevraagde kredieten		
	D. — BUDGETS DES AFFAIRES REGIONALES.			D. — BEGROTINGEN VOOR GEWESTELIJKE AANGELEGENHEDEN.	
	1 ^o Transferts de revenus aux provinces et communes :			1 ^o Inkomensoverdrachten aan provinciën :	
	dont :			waarvan :	
43.62	Titre I. — Section 32. Agglomération bruxelloise. — Emprunt 1975.	10,7		Titel I. — Sectie 32. Brusselse agglomeratie. — Lening 1975.	43.62
43.63	Agglomération bruxelloise. — Emprunt 1977.	16,2	Crédits non définitivement arrêtés	Brusselse agglomeratie — Lening 1977.	43.63
43.01	Section 43. Intérêts sur emprunts Crédit communal de Belgique. — Travaux.	457,9		Sectie 43. Interest van leningen bij het Gemeentekrediet van België. — Werken.	43.01
	Divers, dont notamment : — Santé publique et Famille : Centres de formation d'aides familiales.	619,3		Diverse, waarvan met name : — Volksgezondheid en Gezin : Vormingscentra voor sociale helpsters.	
	Total	1 104,1		Totaal.	
	2 ^o Transferts de capitaux aux provinces et communes :			2 ^o Kapitaaloverdrachten aan provinciën en gemeenten :	
63.62	Titre II. — Section 32. Agglomération bruxelloise. — Emprunt 1975.	40,2		Titel II. — Sectie 32. Brusselse agglomeratie. — Lening 1975.	63.62
63.63	Agglomération bruxelloise. — Emprunt 1977.	36,8		Brusselse agglomeratie — Lening 1977.	63.63
63.01	Section 43. Amortissement emprunts Crédit communal de Belgique. — Travaux.	66,0	Kredieten nog niet definitief vastgesteld	Sectie 43. Aflossing leningen gemeentekrediet van België. — Werken.	63.01
63.02.22	Subsides aux administrations publiques.	619,0		Subsidies aan de openbare besturen.	63.02.22
	Divers dont : — Agriculture — Travaux publics (e.a. espaces verts publics et rénovation urbaine).	205,2		Diverse, waarvan : — Landbouw. — Openbare werken (o.m. : openbare groene ruimten en stadsvernieuwing).	
	— Idem loi Brunfaut — Santé publique et Famille ...	821,6 3 215,0 520,0		— Idem wet Brunfaut. — Volksgezondheid en Gezin.	
	Total	5 523,8		Totaal.	
	Total crédits régionaux	6 627,9		Totaal gewestelijke kredieten.	

ANNEXE I.

BIJLAGE I.

Les finances publiques en 1977 et 1978.

I. — Les budgets.

A. — Année budgétaire 1977.

Lors du dépôt du budget pour 1977, qui était basé sur un accroissement du P.N.B. de 3,4 % en volume et 10,5 % en prix, soit 14,2 % en valeur, les opérations courantes représentaient un excédent de 0,6 milliard et le déficit des opérations courantes était estimé à 101,5 milliards.

Dès le début de 1977, il apparut cependant que les prévisions initiales étaient compromises et que des crédits supplémentaires étaient nécessaires pour neutraliser les conséquences d'une évolution économique affaiblie se traduisant surtout par un chômage plus élevé. Le ralentissement conjoncturel eut également des effets négatifs sur la masse des recettes, ce qui donna lieu à des moins-values considérables.

Afin d'éviter un accroissement trop important du déficit budgétaire initialement prévu, le Plan Egmont de février 1977 contenait des dispositions visant à accroître les ressources fiscales, notamment par les biais des impôts indirects.

Le budget des opérations courantes.

Initialement estimées à 836,7 milliards — en ce compris 42,5 milliards de recettes affectées — les recettes courantes ont été rééstimées dans l'Exposé général 1978 à 800,4 milliards. Les réalisations furent cependant inférieures de 14,9 milliards à ce dernier montant et de 51,2 milliards (6,1 %) à l'estimation initiale. Elles atteignirent en effet 785,5 milliards, dont 37,7 milliards de recettes affectées.

A côté des moins-values de recettes, les crédits pour les dépenses courantes furent sensiblement augmentées, comme le montre le tableau ci-dessous :

	En milliards de francs.
Budget initial :	
— dépenses courantes	793,6
— dépenses sur recettes affectées	42,5
	<hr/>
	836,1
Amendements	+ 0,1
Budget voté	836,2
Feuilleton :	
— majorations	+ 45,0
— réductions	- 17,6
	<hr/>
	+ 27,4
Total des crédits pour l'année budgétaire 1977 ..	863,6
Crédits afférents à des exercices antérieurs ..	+ 10,7

De openbare financiën in 1977 en 1978.

I. — De begrotingen.

A. — Begrotingsjaar 1977.

Bij de indiening van de begroting voor 1977, welke gebaseerd was op een groei van het B.N.P. van 3,4 % in volume en 10,5 % in prijzen, hetzij 14,2 % in waarde, vertoonden de lopende verrichtingen een overschot van 0,6 miljard en werd het tekort van de kapitaalverrichtingen geraamd op 101,5 miljard.

Reeds van in het begin van 1977 werd het echter duidelijk dat de oorspronkelijke vooruitzichten geen stand hielden en dat bijkredieten vereist waren om de gevolgen van een verzwakte economische evolutie, vooral tot uiting komend in hogere werkloosheidscijfers, te neutraliseren. De zwakkere conjunctuur had tevens negatieve gevolgen op de ontvangstenmassa welke aanzienlijke minwaarden deed ontstaan.

Teneinde een te grote toename van het aanvankelijk voorziene begrotingstekort te vermijden, voorzag het Egmontplan van februari 1977 enkele beschikkingen om de fiscale ontvangsten te verhogen, inzonderheid inzake de indirecte belastingen.

De begroting der lopende verrichtingen.

Nadat oorspronkelijk 836,7 miljard, waaronder 42,5 miljard aan toegewezen ontvangsten, geraamd werd voor de *lopende ontvangsten* werden deze in de Algemene Toelichting 1978 heraamd op 800,4 miljard. De realisaties lagen echter met 14,9 miljard onder dit laatste bedrag en met 51,2 miljard (6,1 %) onder de oorspronkelijke raming. Zij beliepen namelijk 785,5 miljard; waaronder 37,7 miljard aan toegewezen ontvangsten.

Naast de minwaarden inzake de ontvangsten werden de kredieten voor de *lopende uitgaven* gevoelig verhoogd, zoals aangetoond wordt in onderstaand schema :

	In miljarden frank.
Oorspronkelijke begroting :	
— lopende uitgaven	793,6
— uitgaven op toegewezen ontvangsten ...	42,5
	<hr/>
	836,1
Amendementen	+ 0,1
Gestemde begroting	836,2
Bijblad :	
— vermeerderingen	+ 45,0
— verminderingen	- 17,6
	<hr/>
	+ 27,4
Totaal der kredieten voor het begrotingsjaar 1977 .	863,6
Kredieten betreffende voorgaande jaren	+ 10,7

Sur base des réalisations provisoires et compte tenu des dépenses sur crédits reportés, les dépenses courantes ont atteint 855,3 milliards ainsi qu'il résulte du tableau suivant :

(En milliards de francs.)

(In miljarden frank.)

	Projet de budget initial — Oorspronkelijk begrotingsontwerp	Budget voté — Gestemde begroting	Budget ajusté — Aangepaste begroting ⁽¹⁾	Réalisations provisoires — Voorlopige verwezenlijkingen ⁽²⁾	
Recettes	836,7	836,7	800,4	785,5	Ontvangsten.
Dépenses	836,1	836,2	863,6	855,3	Uitgaven.
Solde	+0,6	+0,5	-63,2	-69,8	Saldo.

⁽¹⁾ Y compris les crédits supplémentaires.⁽²⁾ Y compris les dépenses sur crédits reportés.

Le budget des opérations de capital.

Le programme des investissements pour l'année 1977 a été adapté au cours de cette année. Outre diverses adaptations (parmi lesquelles des transferts entre secteurs et des reports de crédits parallèles pour la Wallonie) à concurrence de 2,5 milliards, on a également reporté un total de 8,1 milliards, dont 5,6 milliards pour le secteur budgétaire, en faveur de programmes d'investissements qui n'avaient pas été engagés l'année précédente. Ceci a porté le programme initial de 165,4 milliards à 176,0 milliards, soit 7,6 % de plus que le programme final de 1976 et 19,4 % de plus que le total des engagements réalisés en 1976. Le tableau ci-dessous indique l'évolution des investissements pour chacun des trois secteurs :

Programme d'investissements publics pour 1977.

(En milliards de francs.)

Steunend op de voorlopige verwezenlijkingen en rekening houdend met de uitgaven op overgedragen kredieten, beliepen de lopende uitgaven 855,3 miljard, zoals blijkt uit volgende tabel :

(In miljarden frank.)

⁽¹⁾ Met inbegrip van de bijkredieten.⁽²⁾ Met inbegrip van de uitgaven op overgedragen kredieten.

De begroting der kapitaalverrichtingen.

Het investeringsprogramma van het jaar 1977 werd in de loop van dat jaar aangepast. Naast diverse aanpassingen (waaronder transferten tussen de sectoren en overdrachten van parallelle kredieten voor Wallonië) voor 2,5 miljard werd tevens voor een totaal van 8,1 miljard, waarvan 5,6 miljard voor de budgettaire sector, aan niet in het vorig jaar vastgelegde investeringsprogramma's overgedragen. Hierdoor werd het oorspronkelijk programma van 165,4 miljard gebracht op 176,0 miljard, wat 7,6 % hoger ligt dan het eindprogramma van 1976 en 19,4 % meer is dan de totale vastleggingen verwezenlijkt in 1976. Onderstaande tabel geeft de evolutie van de investeringen voor de drie onderscheiden sectoren :

Programma der openbare investeringen voor 1977.

(In miljarden frank.)

	Programme initial — Oorspronkelijk programma	Programme final — Eind-programma	Réalisations provisoires — Voorlopige verwezenlijkingen	
Secteur budgétaire (y compris le Fonds des Routes).	90,0	97,6	86,6	Budgettaire sector (inclusief Wegenfonds).
Secteur débougétisé	30,6	30,9	26,0	Gedebudgetteerde sector.
Organismes d'intérêt public	44,8	47,5	46,1	Instellingen van openbaar nut.
Total	165,4	176,0	158,7	Totaal.

Les dépenses de capital comprennent non seulement les dépenses relatives aux investissements du secteur budgétaire, mais également les dépenses financières qui atteignent 25,3 milliards.

Les recettes de capital, qui se composent pour la plus grande partie de droits de succession, ont totalisé 8,7 milliards, ce qui est légèrement inférieur à l'estimation initiale de 8,9 milliards.

De kapitaaluitgaven bevatten niet alleen de uitgaven met betrekking tot de investeringen van de budgettaire sector maar tevens de financiële uitgaven welke 25,3 miljard belopen.

De kapitaalontvangsten, welke voor het grootste gedeelte bestaan uit successierechten, bedroegen 8,7 miljard wat lichtjes lager ligt dan de oorspronkelijke raming van 8,9 miljard.

B. — Budget de 1978.

Le budget de 1978 a été présenté avec un déficit de 23,9 milliards au titre des opérations courantes et un déficit de 123,5 milliards au titre des opérations de capital.

Ce budget a été établi dans un contexte économique prévoyant une croissance du P.N.B. de 3 % en volume et de 8 % en prix, soit 11,2 % en valeur.

Le budget des opérations courantes.

Basées sur les prévisions mentionnées ci-dessus, *les recettes courantes* avaient été estimées à 932,2 milliards pour 1978. Elles présentaient donc une croissance de 11,4 % par rapport au projet de budget de 1977 (y compris les recettes affectées). Par rapport aux réalisations, l'augmentation atteignait 18,7 %.

En raison du fléchissement de l'activité économique et du ralentissement de la hausse des prix, l'estimation initiale n'a pu être maintenue et les recettes sont actuellement réestimées à 881,7 milliards, ce qui dépasse de 12,2 % les réalisations de 1977.

Pour éviter que le déficit accusé par les opérations courantes ne devienne trop élevé et ne produise ainsi des effets économiques négatifs, la nécessité d'une stricte discipline s'est imposée sur le plan des *dépenses courantes*. Non seulement il a fallu freiner les crédits supplémentaires mais, en outre, les *dépenses supplémentaires indispensables* (comme celles relatives au chômage) ont dû être compensées par des diminutions parallèles de crédits (notamment suppression de la provision pour l'index).

	En milliards de francs.
Budget initial	956,1
Amendements	+ 1,6
Budget voté	957,7
Feuilleton (solde des majorations et réductions de crédit)	- 0,3
Total des crédits pour l'année budgétaire 1978 ...	957,4

Le solde des opérations courantes, estimé initialement à 23,9 milliards, pourrait donc atteindre 75,7 milliards.

Le budget des opérations de capital.

Au niveau des opérations de capital, le projet de budget prévoyait, pour les investissements directs, un programme d'engagements de 200,9 milliards (soit 21,5 % de plus que le programme initial de 1977) dont 109,8 milliards pour le secteur budgétaire.

Quant aux dépenses financières, elles ont été estimées à 41,1 milliards. Les crédits d'ordonnancement prévus pour les dépenses de capital ont été estimés à 134,4 milliards, tandis que les recettes de capital étaient évaluées à 10,9 milliards, ce qui faisait apparaître un déficit de 123,5 milliards pour les opérations de capital. Les recettes de capital sont actuellement réestimées à 11,3 milliards, tandis que les dépenses de capital s'élèveront à 124,1 milliards. Le déficit des opérations de capital est ainsi ramené à 112,8 milliards.

B. — Begroting van 1978.

De begroting voor 1978 werd ingediend met een tekort van 23,9 miljard op de lopende verrichtingen en met een tekort van 123,5 miljard op de kapitaalverrichtingen.

Deze begroting werd opgesteld in een economisch kader waarin een groei van het B.N.P. voorzien werd van 3 % in volume en een prijsstijging van 8 %, wat overeenstemt met een stijging van het B.N.P. met 11,2 % in waarde.

De begroting der lopende verrichtingen.

Gesteund op de hiervoor vermelde vooruitzichten werden de *lopende ontvangsten* voor 1978 geraamd op 932,2 miljard. Vergelijken met de ontwerpbegroting voor 1977 (inclusief toegewezen ontvangsten) bedroeg de groei 11,4 %. Ten overstaan van de verwezenlijkingen bedraagt de toename 18,7 %.

Door het achterblijven van de economische activiteit alsmede door een vertraging in de prijsstijging kon de oorspronkelijke raming niet behouden blijven en wordt thans heraamd op 881,7 miljard wat 12,2 % hoger ligt dan de verwezenlijkingen van 1977.

Om te vermijden dat het deficit op de lopende verrichtingen te hoog zou oplopen en aldus negatieve economische effecten zou doen ontstaan, was op het vlak van de *lopende uitgaven* een strenge tucht noodzakelijk. Niet alleen dienden bijkredieten afgeremd te worden doch tevens moesten de noodzakelijke meeruitgaven (zoals voor de werkloosheid) gecompenseerd worden door parallelle kredietverminderingen (o.a. afschaffing van de index-provisie).

	In miljarden frank.
Oorspronkelijke begroting	956,1
Amendementen	+ 1,6
Gestemde begroting	957,7
Bijblad (saldo der vermeerderingen en verminderingen van kredieten)	- 0,3
Totaal der kredieten voor het begrotingsjaar 1978 .	957,4

Het saldo op de lopende verrichtingen, oorspronkelijk geraamd op 23,9 miljard, zou aldus 75,7 miljard kunnen bedragen.

De begroting der kapitaalverrichtingen.

Op het vlak van de kapitaalverrichtingen voorzag de ontwerpbegroting voor de directe investeringen een vastleggingsprogramma van 200,9 miljard (dit is 21,5 % meer dan het oorspronkelijk programma van 1977), waarvan 109,8 miljard voor de budgettaire sektor.

Inzake financiële uitgaven werden deze op 41,1 miljard geraamd. De voorziene ordonnanceringskredieten voor de kapitaaluitgaven werden geraamd op 134,4 miljard terwijl de kapitaalontvangsten geraamd werden op 10,9 miljard wat aldus een tekort op de kapitaalverrichtingen liet uitschijnen van 123,5 miljard. Thans worden de kapitaalontvangsten heraamd op 11,3 miljard terwijl de kapitaaluitgaven 124,1 miljard zullen belopen. Het tekort op de kapitaalverrichtingen wordt aldus herleid tot 112,8 miljard.

II. — Situation de trésorerie.

La situation de trésorerie, appelée aussi situation de caisse, donne un aperçu des recettes et des dépenses réelles, telles qu'elles ont été respectivement perçues et dépensées pendant l'année considérée. D'une part, elle comporte les opérations découlant de l'exécution du budget et, d'autre part, elle englobe également le flux de liquidités du Trésor en sa qualité de banquier et de dépositaire des fonds de tiers. Comme la situation de trésorerie est basée sur les encaissements et les décaissements, les chiffres qui y figurent diffèrent de ceux des imputations budgétaires qui sont établis sur base des ordonnancements.

A. — Année 1977 par rapport à 1976.

Par rapport à l'année 1976, le solde net à financer s'est accru à fin 1977 de 34,3 milliards ou 25,8 %. Pour l'année 1976 par rapport à 1975, l'accroissement était de 23,8 milliards ou 21,8 %. La détérioration du solde net à financer, qui passe de 133,1 milliards en 1976 à 167,4 milliards en 1977, est imputable à concurrence de 60,6 % à l'augmentation du déficit des opérations courantes qui est passé de 54,3 milliards en 1976 à 75,1 milliards en 1977, soit un accroissement de 20,8 milliards ou 38,3 %. Comme il a été constaté au cours des années précédentes, l'augmentation du déficit des opérations courantes résulte d'une croissance des dépenses courantes (+ 14,7 %) supérieure à celle des recettes courantes (+ 12,8 %).

Le tableau ci-après esquisse l'évolution des dépenses courantes suivant les principales rubriques de dépenses.

Il convient de remarquer que, pour les années 1976 et 1977, les dépenses sur recettes affectées ont été incorporées, consécutivement à la décision d'inscrire à nouveau les affectations au budget de l'Etat à partir de l'année budgétaire 1978.

II. — Toestand van de Schatkist.

De toestand van de Schatkist, ook kastoestand genaamd, geeft een overzicht van de reële ontvangsten en uitgaven zoals ze tijdens het beschouwde jaar respectievelijk geïnd en uitgegeven worden. Enerzijds bevat hij de verrichtingen voortvloeiende uit de uitvoering van de begroting, anderzijds bevat hij ook de liquiditeitsstroom van de Schatkist in haar functie van bankier en bewaarnemer van derdengelden. Doordat de Schatkistoestand op kasbasis opgemaakt wordt, verschillen de erin voorkomende cijfers met deze van de begrotingsaanrekeningen welke op ordonnanceringsbasis opgemaakt worden.

A. — Het jaar 1977 vergeleken met het jaar 1976.

Ten opzichte van het jaar 1976 ligt het netto te financeren saldo per einde 1977 met 34,3 miljard of 25,8 % hoger. Voor het jaar 1976 t.o.v. 1975 beliep de toename 23,8 miljard of 21,8 %. De verslechtering in het netto te financeren saldo van 133,1 miljard in 1976 tot 167,4 miljard in 1977 is voor 60,6 % te wijten aan de toename van het deficit op de lopende verrichtingen, namelijk van 54,3 miljard in 1976 naar 75,1 miljard in 1977, wat een toename met 20,8 miljard of 38,3 % vertegenwoordigt. Net zoals geregistreerd in de voorgaande jaren is de toename van het deficit op de lopende verrichtingen het resultaat van de snellere groei van de lopende uitgaven (+ 14,7 %) dan van de lopende ontvangsten (+ 12,8 %).

In onderstaande tabel wordt de evolutie van de lopende uitgaven, uitgesplitst in de voornaamste uitgavenrubrieken, geschatst.

Opgemerkt dient te worden dat voor de jaren 1976 en 1977 de uitgaven op toegewezen ontvangsten geïncorporeerd werden, dit ingevolge de beslissing om vanaf de begroting 1978 de affektaties terug op de rijksbegroting in te schrijven.

La situation de trésorerie (¹).

(En milliards de francs.)

De toestand van de Schatkist (¹).

(In miljarden frank.)

	Années Jaren			Sept premiers mois Eerste zeven maanden		
	1976	1977	Différence 1976-1977 <i>Verschil 1976-1977</i>	1977	1978	Différence 1977-1978 <i>Verschil 1977-1978</i>
				1977	1978	
A. — Opérations budgétaires : — <i>Begrotingsverrichtingen</i> :						
1. Opérations courantes (²) : — <i>Lopende verrichtingen</i> (²) :						
a) Recettes. — <i>Ontvangsten</i>	+ 696,3	+ 785,5	+ 89,2	+ 444,1	+ 506,9	+ 62,8
b) Dépenses. — <i>Uitgaven</i>	- 750,6	- 860,6	- 110,0	- 545,8	- 624,1	- 78,3
c) Solde. — <i>Saldo</i>	- 54,3	- 75,1	- 20,8	- 101,7	- 117,2	- 15,5
2. Opérations de capital : — <i>Kapitaalverrichtingen</i> :						
a) Recettes. — <i>Ontvangsten</i>	+ 8,2	+ 8,7	+ 0,5	+ 5,0	+ 5,6	+ 0,6
b) Dépenses. — <i>Uitgaven</i>	- 85,5	- 95,3	- 9,8	- 55,8	- 60,4	- 4,6
c) Solde. — <i>Saldo</i>	- 77,3	- 86,6	- 9,3	- 50,8	- 54,8	- 4,0
3. Solde des opérations budgétaires (1+2). — <i>Saldo van de begrotingsverrichtingen (1+2)</i>	- 131,6	- 161,7	- 30,1	- 152,5	- 172,0	- 19,5
B. Opérations de trésorerie : — <i>Schatkistverrichtingen</i> :						
4. Fond de tiers. — <i>Derdengelden</i>	+ 3,4	- 2,7	- 6,1	+ 4,2	+ 10,6	+ 6,4
5. Mouvements de l'encaisse. — <i>Kasverrichtingen</i>	- 2,8	+ 1,2	+ 4,0	+ 5,6	- 1,4	- 7,0
6. Corrections : — <i>Correcties</i> :						
a) Différence entre le produit net et le produit nominal des émissions. — <i>Verschil tussen de nominale en de netto-opbrengst van de uitgiften</i>	- 3,1	- 3,4	- 0,3	- 2,7	- 1,8	+ 0,9
b) Différence entre les remboursements suivant la situation de la dette publique, et ceux qui ont été réellement décaissés. — <i>Verschil tussen de terugbetalingen en de aflossingen volgens de toestand van de Rijkschuld, en deze werkelijk gedaan</i>	+ 1,5	+ 0,3	- 1,2	+ 1,2	- 0,8	- 2,0
c) Dette indirecte. — <i>Indirecte schuld</i>	- 0,5	- 1,1	- 0,6	- 1,0	- 0,8	+ 0,2
7. Solde des opérations de trésorerie. — <i>Saldo van de schatkistverrichtingen</i>	- 1,5	- 5,7	- 4,2	+ 7,3	+ 5,8	- 1,5
C. — Solde global net à financer (=évolution nette de la dette) (A+B). — <i>Globaal netto te financieren saldo (=netto-evolutie van de schuld)</i> (A+B)	- 133,1	- 167,4	- 34,3	- 145,2	- 166,2	- 21,0
D. — Remboursements de la dette : — <i>Terugbetalingen van de schuld</i> :						
8. Amortissements. — <i>Delgingen</i>	- 48,4	- 48,9	- 0,5	- 26,3	- 30,3	- 4,0
9. Remboursements à échéance finale. — <i>Terugbetalingen op de eindvervaldag</i>	- 5,4	- 0,1	+ 5,3	- 0,1	- 4,3	- 4,2

	Années Jaren			Sept premiers mois Eerste zeven maanden		
	1976	1977	Différence 1976-1977 — Verschil 1976-1977	1977	1978	Différence 1977-1978 — Verschil 1977-1978
10. Remboursements à échéance intercalaire. — <i>Terugbetalingen op de tussentijdse vervaldag</i>	- 17,5	- 14,6	+ 2,9	- 13,9	- 13,8	+ 0,1
11. Total. — <i>Totaal</i>	- 71,3	- 63,6	+ 7,7	- 40,3	- 48,4	- 8,1
E. — Solde global brut à financer (=appel au marché des fonds) (C+D). — <i>Bruto te financieren saldo (=beroep op de fondsenmarkt (C+D)</i>	- 204,4	- 231,0	- 26,6	- 185,5	- 214,6	- 29,1

(¹) Un signe + implique l'existence d'un flux financier positif (recettes, augmentation de recettes ou diminution des dépenses) tandis qu'un signe - caractérise un flux financier négatif (dépenses, augmentation des dépenses et de la dette publique ou diminution des recettes).

(²) A l'exclusion des recettes cédées, mais y compris les recettes affectées et un montant équivalent en dépenses.

Ce sont surtout les rubriques des dépenses courantes, étroitement liées à l'évolution de la conjoncture économique, qui ont accusé une augmentation sensible. Suite à l'augmentation importante du nombre de chômeurs, les transferts en faveur du Ministère de l'Emploi et du Travail ont accusé une progression de 13,5 milliards ou 45,0 %. L'évolution défavorable du chômage a exercé également une influence sur les transferts au Ministère de la Prévoyance sociale. Ces transferts de revenus ont accusé en 1977 une progression de 22,0 milliards ou 41,0 %. Les dépenses en faveur de l'I.N.A.M.I. ont joué ici un rôle important; en effet, les dépenses au profit de cet institut ont augmenté en 1977 de 16,8 milliards ou 32,2 %.

A côté des dépenses liées à l'évolution du chômage, d'autres rubriques sensibles à la conjoncture ont connu une hausse exceptionnelle. Tel a été le cas de la rubrique des dépenses d'intérêt et pertes et de celles des charges de la dette. Les décaissements d'intérêts et pertes, qui consistent surtout en interventions compensatoires pour les pertes d'exploitation des sociétés intercommunales de transport et de la S.N.C.V. ont progressé en 1977 de 3,5 milliards. Cette évolution est inhérente au fait qu'assurant un service public, ces sociétés ne peuvent adapter leurs tarifs, en proportion de la hausse de leurs coûts d'exploitation. Quant aux décaissements pour les charges de la dette, qui ont augmenté en 1977 de 12,3 milliards ou 20,1 %, l'évolution ascendante a surtout été provoquée par l'augmentation considérable de la dette publique au cours des dernières années, ainsi que par le niveau élevé des taux d'intérêt sur les emprunts publics.

Les rubriques de dépenses qui sont en grande partie liées directement à l'indice des prix à la consommation, comme les dépenses pour les pensions (+7,6 %), pour les salaires et charges sociales (+9,3 %), ainsi que les transferts au Ministère de l'Education nationale et de la Culture (+8,7 %), ont connu, suite à la progression plus lente de cet index,

(¹) Een + teken wijst op het bestaan van een financieringsbron (ontvangsten, stijging van ontvangsten of vermindering van de uitgaven) terwijl een - teken een financieringsbehoefte aanduidt (uitgaven, stijging van de uitgaven en van de Rijksschuld of vermindering van de ontvangsten).

(²) Exclusief de afgestane ontvangsten, maar inbegrepen de toegezette ontvangsten en een gelijkwaardig bedrag in de uitgaven.

Vooral de lopende uitgavenrubrieken welke een sterke binding hebben met het verloop van de economische conjunctuur kennen een gevoelige toename. Aldus vertonen, ingevolge de sterke toename van het aantal werklozen, de transferten ten voordele van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid een stijging met 13,5 miljard of 45,0 %. De ongunstige evolutie van de werkloosheid heeft ook haar invloed op de transferten aan het Ministerie van Sociale Voorzorg. Deze inkomensoverdrachten kennen in 1977 een stijging met 22,0 miljard of 41,0 %. Hierin spelen de uitgaven aan het R.I.Z.I.V. een grote rol; de uitgaven aan voornoemd instituut stegen in 1977 namelijk met 16,8 miljard of 32,2 %.

Naast de uitgaven verbonden met het werkloosheidsverloop kennen ook andere conjunctuurgevoelige rubrieken een uitzonderlijke verhoging. Dit is met name het geval voor de uitgavenrubriek rente en verliezen en deze van de schuldbelasting. De kasuitkeringen aan rente en verliezen, welke vooral bestaan uit compensatietussenkomsten van exploitatieverliezen van de intercommunale vervoermaatschappijen en van de N.M.V.B., stijgen in 1977 met 3,5 miljard. Deze evolutie is inherent aan het feit dat de beschouwde maatschappijen, doordat ze een openbare dienst verstrekken, hun tarieven onvoldoende kunnen aanpassen aan de stijging van hun exploitatiekosten. Wat betreft de kasuitgaven voor schuldbelasting, welke in 1977 met 12,3 miljard of 20,1 % toenamen, wordt de opwaartse evolutie vooral teweeggebracht door de forse toename van de rijksschuld gedurende de laatste jaren alsmede door het op een hoog vlak liggen van de rentepercentages op overheidsleningen.

De uitgavenrubrieken welke grotendeels direct gekoppeld zijn aan het indexcijfer van de consumptieprijs, zoals de uitgaven voor pensioenen (+7,6 %), voor lonen en sociale lasten (+9,3 %) en de transferten aan het Ministerie van Nationale Opvoeding en Cultuur (+8,7 %), kennen als gevolg van de vertraging van de stijging van deze index een

une augmentation plus faible que l'enveloppe totale des dépenses (+14,7 %).

Sur le plan des opérations de capital, le déficit est passé de 77,3 milliards en 1976 à 86,6 milliards fin 1977, ce qui représente une augmentation de 9,3 milliards ou 12,0 %. Dans ce contexte, les dépenses de capital ont augmenté de 11,5 % pour atteindre 95,3 milliards. Ceci résulte, d'une part, de l'accroissement des décaissements en faveur des programmes d'investissements dont les engagements se sont accrus ces dernières années dans le but de soutenir l'emploi et, d'autre part, de l'augmentation des transferts de capitaux et d'autres dépenses financières.

Outre l'augmentation du déficit enregistré par les opérations budgétaires, les opérations de trésorerie ont donné également lieu à une progression du solde global net à financer. Les besoins nets de liquidités du Trésor, du chef de sa fonction précitée de banquier et dépositaire de fonds, ont atteint 5,7 milliards pour l'année 1977 contre 1,5 milliards en 1976. Cette augmentation du solde négatif est imputable surtout au renversement intervenu dans les fonds de tiers qui, contrairement au boni de 3,4 milliards enregistré en 1976, ont présenté en 1977 un déficit de 2,7 milliards. Le changement intervenu dans les opérations de caisse, qui sont passées d'un solde négatif de 2,8 milliards en 1976 à un boni de 1,2 milliards en 1977, a compensé en partie les besoins de liquidités des fonds de tiers.

Les besoins nets de financement du Trésor, correspondant à l'augmentation réelle de la dette, ont donc atteint 167,4 milliards en 1977 ce qui a représenté 34,3 milliards de plus que les 133,1 milliards en 1976. En raison de moindres remboursements de la dette, soit 63,6 milliards en 1977 contre 71,3 milliards en 1976, les besoins bruts de financement ont augmenté de 26,6 milliards pour atteindre 231,0 milliards en 1977.

B. — Sept premiers mois de 1978 comparés à ceux de 1977.

Comme constaté en 1977, la tendance à l'augmentation du solde global net à financer s'est poursuivie au cours des sept premiers mois de 1978. Fin juillet 1978, ce solde s'élève à 166,2 milliards, soit 21,0 milliards ou 14,5 % de plus que le déficit global de 145,2 milliards enregistré à la fin de la période correspondante de 1977.

Cette augmentation du solde net à financer est imputable pour 73,8 % à l'accroissement du déficit des opérations courantes, qui a progressé de 15,5 milliards ou 15,2 % passant de 101,7 milliards fin juillet 1977 à 117,2 milliards fin juillet 1978. Dans ce contexte, l'accroissement des recettes (+62,8 milliards) est plus faible que l'augmentation des dépenses courantes (+78,3 milliards), ce qui crée une aggravation du déficit des opérations courantes.

Globalement, les dépenses courantes accusent un accroissement de 14,3 %. Cette augmentation générale couvre cependant différentes évolutions.

D'une part, les rubriques de dépenses très sensibles à la conjoncture accusent un accroissement relatif dépassant la moyenne.

Suite à l'application du « Programme de résorption du chômage » en 1978, les transferts de revenus au Ministère de l'Emploi et du Travail ne sont pas entièrement comparables. Par l'inclusion, sous la rubrique divers, des crédits nécessaires à ce Programme qui comprennent également les dépenses pour la prépension reprises en 1977 dans les transferts de revenus au Ministère de l'Emploi et du Travail, la rubrique des dépenses diverses accuse une augmentation de 86,4 % alors que les transferts baissent de 6,8 %. Si les

meilleures bescheiden toename dan het totaal uitgavenpakket (+ 14,7 %).

Op het vlak van de kapitaalverrichtingen neemt het deficit toe van 77,3 miljard in 1976 naar 86,6 miljard eind 1977 wat een toename met 9,3 miljard of 12,0 % vertegenwoordigt. De kapitaaluitgaven stijgen hierin met 11,5 % tot 95,3 miljard. Enerzijds is dit het resultaat van de toegenomen kasuitkeringen op investeringsprogramma's waarvan de vastleggingen de laatste jaren toegenomen zijn als middel om de werkgelegenheid te ondersteunen en anderzijds vertonen ook de kapitaaloeverdrachten en andere financiële uitgaven een stijging.

Naast de verhoging van het deficit op de begrotingsverrichtingen geven ook de schatkistverrichtingen aanleiding tot een toename van het globaal netto te financieren saldo. De netto-liquiditeitsbehoeften van de Schatkist in hoofde van haar voormalige functie van bankier en bewaarnemer van gelden belopen voor het jaar 1977 5,7 miljard tegen 1,5 miljard in 1976. Deze toename van het negatief saldo is vooral toe te schrijven aan de ommekker in de derdengelden welke, in tegenstelling tot het overschot van 3,4 miljard in het jaar 1976, in 1977 een tekort vertonen van 2,7 miljard. De verandering in de kasverrichtingen van een negatief saldo van 2,8 miljard in 1976 naar een boni van 1,2 miljard in 1977 compenseert gedeeltelijk de liquiditeitsbehoeften van de derdengelden.

De netto-financieringsbehoeften van de Schatkist, overeenstemmend met de werkelijke schuldstijging, belopen aldus 167,4 miljard in 1977 wat 34,3 miljard hoger ligt dan deze van 133,1 miljard voor het jaar 1976. Dank zij de lagere terugbetalingen van de schuld, namelijk 63,6 miljard in 1977 tegen 71,3 miljard in 1976, zijn de bruto-financieringsbehoeften gestegen met 26,6 miljard tot 231,0 miljard in 1977.

B. — Eerste zeven maanden van 1978 vergeleken met de eerste zeven maanden van 1977.

Zoals opgemerkt werd in 1977 zet zich ook in de eerste zeven maanden van 1978 de tendens tot verhoging van het globaal netto te financieren saldo verder. Einde juli 1978 bedraagt dit 166,2 miljard wat met 21,0 miljard of 14,5 % hoger ligt dan het globaal tekort van 145,2 miljard op het einde van de overeenstemmende periode van 1977.

Deze stijging van het netto te financieren saldo is voor 73,8 % te wijten aan de toename van het tekort op de lopende verrichtingen met 15,5 miljard of 15,2 % van 101,7 miljard eind juli 1977 tot 117,2 miljard eind juli 1978. Hierin ligt de ontvangststoename (+62,8 miljard) lager dan de verhoging in de lopende uitgaven (+78,3 miljard) wat aldus aanleiding geeft tot een verruiming van het deficit op de lopende verrichtingen.

Globaal kennen de lopende uitgaven een toename met 14,3 %. Deze algemene stijging dekt echter verschillende evoluties.

Enerzijds zijn het vooral die uitgavenrubrieken welke sterk conjunctuurgevoelig zijn die een relatieve toename kennen welke boven het gemiddelde ligt.

Ingevolge het toepassen van het « Programma tot opslorping van de werkloosheid » in 1978 zijn de inkomensoverdrachten aan het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid niet volledig vergelijkbaar. Door het opnemen van de kredieten voor dit Programma onder de rubriek diversen, welke tevens de uitgaven voor het brugpensioen inhouden welke in 1977 geregistreerd stonden onder de inkomensoverdrachten aan het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, vertoont de uitgavenrubriek diversen een stijging met 86,4 % terwijl

dépenses relatives au chômage et à l'emploi sont considérées globalement, y compris celles provenant des budgets régionaux, l'augmentation pour les sept premiers mois de 1978 par rapport au sept premiers de 1977 s'élève à 27,2 %.

voormelde transferten dalen met 6,8 %. Worden de uitgaven in verband met de werkloosheid en de tewerkstelling globaal beschouwd, inclusief deze komende van de gewestelijke begrotingen, dan beloopt de stijging voor de eerste zeven maanden van 1978 t.o.v. de eerste zeven maanden van 1977 27,2 %.

Principales catégories de dépenses courantes.
(En milliards de francs.)

Belangrijkste groepen van lopende uitgaven.
(In miljarden frank.)

	Années. - Jaren		Différence 1976-1977 <i>Verschil</i> 1976-1977	Sept mois — Zeven maanden		Différence 1977-1978 <i>Verschil</i> 1977-1978
	1976	1977		1977	1978	
Dette (intérêts et frais). — <i>Schuld (intrest + kosten)</i>	61,2	73,5	+ 12,3	61,6	71,5	+ 9,9
Pensions. — <i>Pensioenen</i>	85,9	92,4	+ 6,5	54,7	66,1	+ 11,4
Salaires et charges sociales. — <i>Lonen en sociale lasten</i>	118,1	129,1	+ 11,0	75,1	81,2	+ 6,1
Biens et services. — <i>Goederen en diensten</i>	32,0	36,0	+ 4,0	21,7	24,5	+ 2,8
Matériaux durables. — <i>Duurzame materialen</i>	15,2	15,3	+ 0,1	9,3	12,0	+ 2,7
Intérêts et pertes. — <i>Rente en verliezen</i>	8,1	11,6	+ 3,5	7,9	8,7	+ 0,8
Transferts de revenus divers. — <i>Inkomensoverdrachten naar diversen</i>	75,4	82,9	+ 7,5	53,2	60,7	+ 7,5
Dont Communications. — <i>Waarvan Verkeerswezen</i> ...	(39,7)	(42,0)	(+ 2,3)	(28,8)	(34,2)	(+ 5,4)
Transferts de revenus au secteur public. — <i>Inkomensoverdrachten naar de publieke sector</i>	261,1	317,3	+ 56,2	193,6	218,3	+ 24,7
Dont : — <i>Waarvan :</i>						
Intérieur. — <i>Binnenlandse Zaken</i>	(40,7)	(51,1)	(+ 10,4)	(30,7)	(41,6)	(+ 10,9)
Travail (''). — <i>Tewerkstelling ('')</i>	(30,0)	(43,5)	(+ 13,5)	(26,6)	(24,8)	(- 1,8)
Prévoyance sociale. — <i>Sociale Voorzorg</i>	(53,7)	(75,7)	(+ 22,0)	(46,7)	(57,4)	(+ 10,7)
Education nationale et Culture. — <i>Nationale Opvoeding en Cultuur</i>	(108,9)	(118,4)	(+ 9,5)	(70,9)	(76,9)	(+ 6,0)
Fonds budgétaires. — <i>Begrotingsfondsen</i>	70,0	77,1	+ 7,1	53,3	52,4	- 0,9
Divers. — <i>Diversen</i>	23,6	25,4	+ 1,8	15,4	28,7	+ 13,3
Total des dépenses courantes. — <i>Totale lopende uitgaven</i> ...	750,6	860,6	+ 110,0	545,8	624,1	+ 78,3
Dont dépenses sur recettes affectées. — <i>Waarvan uitgaven op toegewezen ontvangsten</i>	(39,2)	(37,7)	(- 1,5)	(24,3)	(-)	(-24,3)

(¹) Non compris les dépenses réalisées en 1978 dans le cadre du « Programme de résorption du chômage » lesquelles sont inscrites sous la rubrique divers.

(¹) Exclusief de in 1978 gerealiseerde uitgaven in het kader van het « Programma tot opslorping van de werkloosheid » welke resorteren onder de rubriek diversen.

Les transferts de revenus au Ministère de la Prévoyance sociale, qui sont également influencés par l'évolution du chômage, accusent pour les sept premiers mois de 1978 par rapport à la période correspondante de 1977, une augmentation de 10,7 milliards ou 22,9 % passant ainsi à 57,4 milliards. C'est surtout le transfert à l'INAMI qui y prend une part importante : cette dépense augmente fin juillet 1978 de 9,7 milliards ou 23,1 % par rapport au décaissement total noté fin juillet 1977.

Les décaissements pour les charges de la dette augmentent fin juillet 1978 par rapport à juillet 1977 de 16,1 %, ce qui porte leur part dans les dépenses courantes totales de 11,3 % en 1977 à 11,5 % en 1978.

D'autre part, les rubriques de dépenses qui sont influencées surtout par l'augmentation générale des prix, comme les salaires et les charges sociales (+ 8,1 %) ainsi que les trans-

De inkomensoverdrachten aan het Ministerie van Sociale Voorzorg, welke eveneens beïnvloed worden door de werkloosheidsevolutie, stijgen voor de eerste zeven maanden van 1978 t.o.v. de overeenstemmende periode van 1977 met 10,7 miljard of 22,9 % tot 57,4 miljard. Hierin is vooral de overdracht aan het R.I.Z.I.V. van belang; deze uitgave stijgt per einde juli 1978 met 9,7 miljard of 23,1 % t.o.v. de totale kasuitkeringen genoteerd per einde juli 1977.

De kasuitkeringen voor schuldbelastingen stijgen per einde juli 1978 t.o.v. juli 1977 met 16,1 % waardoor hun aandeel in de totale lopende uitgaven stijgt van 11,3 % in 1977 naar 11,5 % in 1978.

Anderzijds kennen de uitgavenrubrieken welke vooral beïnvloed worden door de algemene prijsstijging, zoals de lonen en sociale lasten (+ 8,1 %) en de transferten aan het

ferts au Ministère de l'Education nationale et de la Culture (+ 8,5 %), qui consistent en majeure partie en dépenses de personnel, enregistrent une croissance modérée par suite de la persistance du ralentissement de l'inflation.

L'augmentation des dépenses de capital à concurrence de 4,6 milliards est une autre source, quoique moins importante, d'augmentation de la dette. L'accroissement de 8,2 % fin juillet 1978 par rapport à juillet 1977 est cependant relativement faible par rapport à l'augmentation de 14,3 % accusée par les dépenses courantes. Ceci résulte du retard des paiements pour des programmes d'investissements engagés.

L'excédent de caisse sur les opérations de trésorerie se situe à fin juillet 1978 pratiquement au même niveau que celui noté fin juillet 1977. Le renversement intervenu dans les opérations de caisse, qui passent d'un boni de 5,6 milliards en 1977 à un mali de 1,4 milliards en 1978, est presque entièrement compensé par l'augmentation de l'excédent de liquidités sur les fonds de tiers.

Les remboursements de la dette augmentant de 8,1 milliards, le solde brut à financer passe de 185,5 milliards fin juillet 1977 à 214,6 milliards fin juillet 1978, ce qui représente un accroissement de 29,1 milliards ou 15,7 %.

III. — La Dette publique.

La tableau ci-après reproduit la structure de la Dette publique telle qu'elle se présentait à la fin des années 1976 et 1977, ainsi qu'à la fin des mois de juillet 1977 et 1978. Les chiffres retracent également l'évolution de cette dette au cours des périodes précitées. On peut déduire de ces données de quelle manière les besoins de financement du Trésor ont été couverts.

A. — Année 1977 comparée à l'année 1976.

Comme il ressort du tableau ci-après, le total des émissions nettes en 1977 a dépassé de 65,4 % celui de 1976, ceci résultant, d'une part, de l'augmentation à concurrence de 45,4 milliards ou 29,8 % des émissions brutes (surtout pour les emprunts d'Etat : + 38,8 milliards) et, d'autre part, de la diminution à concurrence de 7,7 milliards du total des amortissements et remboursements de la dette.

(En milliards de francs.)

(In miljarden frank.)

Emprunts consolidés	1976	1977	Geconsoliderde leningen
Emissions brutes :			Bruto-emissies :
Etat	129,0	167,8	Staat.
Fonds des Routes	23,0	29,0	Wegenfonds.
Office de la Navigation	0,5	1,1	Dienst der Scheepvaart.
	+ 152,5	+ 197,9	
Amortissements et remboursements	- 71,3	- 63,6	Aflossingen en terugbetalingen.
Emissions nettes	+ 81,2	+ 134,3	Netto-uitgiften.

Quoique les parts relatives de la dette consolidée et de la dette flottante dans la Dette publique totale (à l'exclusion du F.M.I.), qui étaient respectivement de 80,6 % et 19,4 % soient restées constantes, l'accroissement de la dette citée en premier lieu est intervenu dans l'augmentation totale

Ministrie van Nationale Opvoeding en Cultuur (+ 8,5 %), die grotendeels bestaan uit personeelsuitgaven, een gematigde groei ingevolge de zich verderzettende vertraging van de inflatie.

De verhoging van de kapitaaluitgaven met 4,6 miljard is een andere, alhoewel geringere, bron van schuldstijging. De toename per einde juli 1978 t.o.v. juli 1977 met 8,2 % ligt nochtans op een laag vlak vergeleken met de groei van 14,3 % voor de lopende uitgaven. De reden hiervoor is het achterblijven van de betalingen op vastgelegde investeringsprogramma's.

Het kasoverschot op de schatkistverrichtingen ligt per einde juli 1978 praktisch op hetzelfde peil als genoteerd per einde juli 1977. De ommekeer in de kasverrichtingen van een boni van 5,6 miljard in 1977 naar een mali van 1,4 miljard in 1978 wordt bijna volledig gecompenseerd door de toename van het liquiditeitoverschot op de derdengelden.

Door het met 8,1 miljard hoger liggen van de terugbetalingen van de schuld stijgt het bruto te financieren saldo van 185,5 miljard einde juli 1977 naar 214,6 miljard einde juli 1978, wat een toename met 29,1 miljard of 15,7 % vertegenwoordigt.

III. — De Rijksschuld.

De hiernavolgende tabel geeft de structuur weer van de Staatsschuld zoals ze op het einde van 1976 en 1977, alsmede op het einde van juli 1977 en 1978, bestond. Tevens wordt de evolutie van die schuld tijdens voornoemde periodes cijfermatig geschatst. Uit deze gegevens kan aldus afgeleid worden op welke manier de financieringsbehoeften van de Schatkist gedekt werden.

A. — Het jaar 1977 vergeleken met het jaar 1976.

Zoals kan afgeleid worden uit onderstaande tabel ligt het totaal der netto-uitgiften in 1977 met 65,4 % hoger dan in 1976, dit enerzijds door het met 45,4 miljard of 29,8 % hoger liggen van de bruto-emissies (vooral voor staatsleningen : + 38,8 miljard) en anderzijds door het met 7,7 miljard lager liggen van het totaal aan schuldaflossingen en -terugbetalingen.

Alhoewel het relatief belang van de geconsolideerde schuld en deze van de vlopende schuld in de totale Rijksschuld (exclusief I.M.F.), namelijk respectievelijk 80,6 % en 19,4 %, constant gebleven is, ligt het aandeel van de stijging van eerstgenoemde schuldcategorie in de totale schuldbroete op

de la dette pour 80,2 % en 1977 contre 61,1 % en 1976, tandis que la dette flottante a accusé dans cette évolution une baisse, puisqu'elle est passée de 38,9 % en 1976 à 19,8 % en 1977.

Contrairement à l'année précédente, l'augmentation de 167,4 milliards de la dette en 1977 a été couverte pour une part sensiblement plus grande par des emprunts consolidés et, dans une mesure moindre, par des emprunts à court terme. Ce revirement peut sans doute être mis en rapport avec l'évolution des taux d'intérêt : alors qu'en 1976 les taux d'intérêt à court terme étaient exceptionnellement élevés et rendaient très attrayant le placement en certificats de trésorerie, ils ont subi en 1977 une baisse progressive. Par contre, les taux d'intérêt portés par les obligations d'Etat n'ont pas baissé dans la même proportion mais sont restés à un niveau élevé ; dès lors, ce genre de placement a reçu la préférence.

L'évolution des taux d'intérêt a donc pu contribuer au fait que la dette à court terme a augmenté de 39,9 milliards en 1977 contre un accroissement de 56,1 milliards en 1976. Par contre, la dette à moyen terme a enregistré une nouvelle baisse de 6,8 milliards en 1977 alors qu'elle avait déjà diminué de 4,3 milliards en 1976.

Evolution de la structure de la Dette.
(En milliards de francs.)

80,2 % in 1977 tegen 61,1 % in 1976, terwijl voor de categorie der vlopende schuld dit aandeel gedaald is van 38,9 % in 1976 naar 19,8 % in 1977.

In tegenstelling tot vorig jaar werd de schuldstijging van 167,4 miljard in 1977 voor een beduidend groter gedeelte gedekt door geconsolideerde leningen en in mindere mate door kortlopende leningen. Deze ommekeer kan wel in verband gebracht worden met de intrestevolutie; daar waar in 1976 de intrestvoeten op korte termijn uitzonderlijk hoge waarden bereikten en aldus de belegging in schatkistcertificaten zeer aantrekkelijk maakte, kenden de korte-termijn-intrestvoeten in 1977 een geleidelijke daling. Doordat de toegekende rente op overheidsobligaties niet evenredig mee daalde doch op een hoog niveau bleef liggen, kende dit soort van belegging dan ook de voorkeur.

De intrestevolutie kan er also mede oorzaak van zijn dat de schuld op korte termijn in 1977 steeg met 39,9 miljard tegen een toename van 56,1 miljard in 1976. De schuld op middellange termijn daarentegen kende een verdere daling van 6,8 miljard in 1977 terwijl deze in 1976 al verminderd was met 4,3 miljard.

Evolutie van de structuur van de Schuld.
(In miljarden frank.)

	1976			1977		
	En francs belges <i>In Belgische frank</i>	En devises <i>In deviezen</i>	Total <i>Totaal</i>	En francs belges <i>In Belgische frank</i>	En devises <i>In deviezen</i>	Total <i>Totaal</i>
Dette consolidée. — Geconsolideerde schuld	+ 82,3	- 0,8	+ 81,5	+ 134,8	- 0,5	+ 134,3
Dette à moyen terme. — Schuld op halflange termijn	- 4,3	—	- 4,3	- 6,8	—	- 6,8
Dette à court terme ('). — Schuld op korte termijn ('))	+ 56,1	—	+ 56,1	+ 39,9	—	+ 39,9
Dette congolaise garantie. — Gewaarborgde Kongolese schuld	—	- 0,3	- 0,3	—	—	—
Total. — Totaal	+ 134,1	- 1,1	+ 133,0	+ 167,9	- 0,5	+ 167,4

(¹) Non compris les opérations avec le F.M.I.

(¹) Exclusief verrichtingen met het I.M.F.

La Dette publique.

(En milliards de francs.)

De Rijksschuld.

(In miljarden frank.)

	Situation de la Dette publique Toestand van de Staatsschuld per				Mouvement de la Dette publique Beweging van de Staatsschuld		
	fin 1976 einde 1976	fin 1977 einde 1977	fin juillet 1977 einde juli 1977	fin juillet 1978 einde juli 1978	en 1977 in 1977	au cours des sept premier mois de tijdens de eerste zeven maanden van	
						1977	1978
A. — Dette consolidée : — Geconsolideerde schuld :							
1. En francs belges : — In Belgische frank :							
— Directe. — Directe	752,5	864,6	823,2	946,8	+ 121,1	+ 70,7	+ 82,2
— Indirecte. — Indirecte	95,9	118,5	93,0	122,9	+ 22,7	— 2,9	+ 4,4
	848,4	983,1	916,2	1 069,7	+ 134,8	+ 67,8	+ 86,6
2. En monnaies étrangères : — In vreemde munt :							
— Directe. — Directe	3,0	2,5	2,7	2,4	— 0,5	— 0,3	— 0,1
— Indirecte. — Indirecte	0,8	0,8	0,8	0,7	—	—	— 0,1
	3,8	3,3	3,5	3,1	— 0,5	— 0,3	— 0,2
Total A. — Totaal A.	852,2	986,4	919,7	1 072,8	+ 134,3	+ 67,5	+ 86,4
B. — Dette à moyen terme : — Schuld op half-lange termijn :							
1. Directe en francs belges. — Directe in Belgische frank	13,0	6,3	6,4	6,1	— 6,8	— 6,1	— 0,2
2. Directe en monnaies étrangères. — Directe in vreemde munt	—	—	—	—	—	—	—
	13,0	6,3	6,4	6,1	— 6,8	— 6,7	— 0,2
Total B. — Totaal B.	13,0	6,3	6,4	6,1	— 6,8	— 6,7	— 0,2
C. — Dette à court terme (1) : — Schuld op korte termijn (1)							
1. Directe en francs belges. — Directe in Belgische frank	193,4	235,9	277,4	330,5	+ 42,6	+ 84,1	+ 94,6
2. Directe en monnaies étrangères. — Directe in vreemde munt	—	—	—	—	—	—	—
	193,4	235,9	277,4	330,5	+ 42,6	+ 84,1	+ 94,6
Total C. — Totaal C.	193,4	235,9	277,4	330,5	+ 42,6	+ 84,1	+ 94,6
Total A+B+C. — Totaal A+B+C.	1 058,6	1 228,6	1 203,5	1 409,4	+ 170,1	+ 144,9	+ 180,8
D. — Dette congolaise garantie. — Gewaarborgde Kongolese schuld	0,1	0,1	0,1	0,1	—	—	—
Total A+B+C+D. — Totaal A+B+C+D.	1 058,7	1 228,7	1 203,6	1 409,5	+ 170,1	+ 144,9	+ 180,8
E. — Opérations avec le F.M.I. — Verrichtingen met het I.M.F.					— 2,7	+ 0,3	— 14,6
F. — Mouvement réel de la dette. — Werkelijke beweging van de schuld					+ 167,4	+ 145,2	+ 166,2

(1) Y compris les certificats en portefeuille du Fonds monétaire international.

(1) Met inbegrip van de schatkistbons op zicht in portefeuille van het Internationaal Monetair Fonds.

Comme les années précédentes, il n'y a eu en 1977 aucune émission d'obligations ou de certificats libellés en devises.

A la fin de 1977, la Dette publique s'élevait à 1 228,7 milliards, y compris les certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. pour un montant de 4,1 milliards. Par rapport au montant de 1 058,7 milliards, dont 1,5 milliard de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I., existant fin décembre 1976, la dette s'est donc accrue de 16,1 % au cours de 1977 soit un accroissement de 2,1 points par rapport au taux de progression de 14,0 % enregistrée en 1976.

B. — Sept premiers mois de 1978 comparés aux sept premiers mois de 1977.

En raison du déficit élevé accusé par les opérations courantes, l'Etat a dû faire largement appel au marché des capitaux au cours des sept premiers mois de 1978, tout comme en 1977.

Le tableau suivant donne un aperçu comparatif pour les sept premiers mois de 1977 et 1978 des opérations relatives à la dette consolidée :

(En milliards de francs.)

Emprunts consolidés	Sept premiers mois		Geconsolideerde leningen	
	Eerste zeven maanden			
	1977	1978		
Emissions brutes :			Bruto-uitgiften :	
Etat	106,3	126,0	Staat.	
Fonds des Routes	0,5	8,0	Wegenfonds.	
Office de la Navigation	1,0	0,8	Dienst der Scheepvaart.	
	107,8	134,8		
Amortissements et remboursements . . .	40,3	48,4	Aflossingen en terugbetalingen.	
Emissions nettes	67,5	86,4	Netto-uitgiften.	

Le montant de 126,0 milliards pour les émissions brutes de l'Etat au cours des sept premiers mois de 1978 représente le produit total de deux emprunts émis en janvier et mai 1978, chacun ayant un rendement nominal de 63,0 milliards. L'emprunt de janvier a été émis à 9,50 % mais par suite de la tendance à la réduction des taux qui prévalait à l'époque, cet emprunt fut émis à 101,25 %, ce qui ramena le rendement pour le porteur à 9,27 %. L'emprunt de mai a été émis à 8,50 % et le prix de l'émission est resté fixé au pari.

Le Fonds des Routes a émis en mars un emprunt au pari au taux de 9 %. Le produit de cette émission a atteint 33,0 milliards. Sur cette somme, un montant de 8 milliards était destiné au Fonds des Routes et fut donc repris dans la dette consolidée indirecte, tandis que le solde, soit 25 milliards fut cédé aux Intercommunales autoroutières et enregistré dans la dette débogétisée. Le Fonds des Routes a été autorisé par la loi du 5 janvier 1977 à procéder à cette émission combinée et, depuis lors, il a déjà utilisé cette technique à deux reprises. Les montants non prélevés par les Intercommunales pré-citées sont, en attendant, placés par le Fonds des Routes en certificats de trésorerie à vue non productifs d'intérêts, qui font partie de la dette à court terme. Fin juillet 1978, le solde des montants non prélevés par les Intercommunales atteignait 15,7 milliards, dont 0,3 milliards sur l'emprunt émis

Net zoals geconstateerd tijdens de vorige jaren, had in 1977 geen enkele uitgifte plaats van obligaties of certificaten huidende in vreemde munt.

Op het einde van 1977 bedroeg de Rijksschuld een bedrag van 1 228,7 miljard, inclusief de schatkistcertificaten in handen van het I.M.F. voor 4,1 miljard. Ten overstaan van het schuldbedrag van 1 058,7 miljard, waaronder 1,5 miljard schatkistcertificaten aangehouden door het I.M.F., bestaande per einde december 1976, is de schuld in de loop van 1977 aldus toegenomen met 16,1 % wat 2,1 procentpunt hoger is dan de schuldstijging met 14,0 % geregistreerd in 1976.

B. — Eerste zeven maanden van 1978 vergeleken met de eerste zeven maanden van 1977.

Wegens het hoog opgelopen tekort op de lopende verrichtingen heeft de Staat in de loop van de eerste zeven maanden van 1978, net zoals in 1977, ruimschoots beroep moeten doen op de kapitaalmarkt.

Onderstaande tabel geeft een vergelijkend beeld voor de eerste zeven maanden van 1977 en 1978 van de verrichtingen inzake de categorie der geconsolideerde schuld :

(In miljarden frank.)

Het bedrag van 126,0 miljard voor de bruto-uitgiften van de Staat tijdens de eerste zeven maanden van 1978 vertegenwoordigt het totaal van de opbrengst van twee leningen uitgegeven in januari en mei 1978, elk met een nominale opbrengst van 63,0 miljard. De januari-lening werd uitgegeven aan 9,50 % doch ingevolge de toenmalige tendens tot renteverlaging werd deze uitgeschreven aan 101,25 % wat het rendement voor dehouder ervan terugbracht tot 9,27 %. De mei-lening werd uitgegeven aan 8,50 % en de emissiekoers bleef a pari.

Het Wegenfonds gaf in maart een lening a pari met een rentevoet van 9 % uit. De opbrengst van deze uitgifte bedroeg 33,0 miljard. Hiervan ging 8 miljard naar het Wegenfonds en werd alzo opgenomen onder de geconsolideerde indirekte schuld, terwijl het saldo van 25 miljard afgestaan werd aan de Intercommunales voor autowegen, welke schuld geregistreerd wordt onder de gedebudgetteerde schuld. Het Wegenfonds wordt tot deze combinatieuitgifte gemachtigd door de wet van 5 januari 1977 en heeft sindsdien deze techniek al tweemaal gebezigd. De niet door voornoemde Intercommunales opgenomen bedragen worden in afwachting door het Wegenfonds belegd in renteloze schatkistcertificaten op zicht welke deel uitmaken van de schuld op korte termijn. Einde juli 1978 beliep het saldo aan niet-afname door de Intercommunales 15,7 miljard, waarvan 0,3 miljard op de

par le Fonds des Routes en mars 1977 (avec un rendement de 16,5 milliards dont 16 milliards cédés aux Intercommunales) et 15,4 milliards sur l'émission récente de mars 1978.

La dette consolidée indirecte comprend également la prise en charge par l'Etat d'un emprunt contracté par l'Office de la Navigation auprès de la C.G.E.R. pour un montant de 800 millions. L'année précédente, les emprunts de l'Office en question auprès de la C.G.E.R. ont atteint 950 millions.

Comme le montre le tableau ci-dessous, les besoins nets de financement de l'Etat ont été couverts au cours des sept premiers mois de 1978 à concurrence de 48,0 % par l'accroissement de la dette flottante, contre 53,5 % au cours de la période correspondante de 1977. L'augmentation de la dette à court terme a été quelque peu compensée par la réduction de l'encours de la dette à moyen terme.

Evolution comparée de la dette pendant les sept premiers mois.

(En milliards de francs.)

lening uitgegeven door het Wegenfonds in maart 1977 (met opbrengst van 16,5 miljard waarvan 16 miljard afgestaan aan de Intercommunales) en 15,4 miljard op de recente uitgifte van maart 1978.

De indirekte geconsolideerde schuld omvat tevens de tenlasteneming door de Staat van een lening aangegaan door de Dienst der Scheepvaart bij de A.S.L.K. voor een bedrag van 800 miljoen. Vorig jaar beliepen de leningen van voormalde dienst bij de A.S.L.K. 950 miljoen.

Zoals wordt aangetoond in onderstaande tabel wordt in de loop van de eerste zeven maanden van 1978 de netto-financieringsbehoefte van de Staat voor 48,0 % gedekt door de toename van de vlopende schuld, tegenover een aandeel van 53,5 % genoteerd tijdens de overeenstemmende periode van 1977. Hierin wordt de stijging van de schuld op korte termijn in lichte mate gecompenseerd door het verminderen van het uitstaand bedrag aan schuld op halflange termijn.

Vergelijking van de evolutie van de schuld tijdens de eerste zeven maanden.

(In miljarden frank.)

	Sept premiers mois de 1977			Sept premiers mois de 1978		
	Eerste zeven maanden van 1977			Eerste zeven maanden van 1978		
	En francs belges <i>In Belgische frank</i>	En devises <i>In devizeen</i>	Total <i>Totaal</i>	En francs belges <i>In Belgische frank</i>	En devises <i>In devizeen</i>	Total <i>Totaal</i>
Dette consolidée. — <i>Geconsolideerde schuld</i>	+ 67,8	- 0,3	+ 67,5	+ 86,6	- 0,2	+ 86,4
Dette à moyen terme. — <i>Schuld op halflange termijn</i>	- 6,7	—	- 6,7	- 0,2	—	- 0,2
Dette à court terme ('). — <i>Schuld op korte termijn</i> (')... ...	+ 84,4	—	+ 84,4	+ 80,0	—	+ 80,0
Dette congolaise garantie. — <i>Gewaarborgde Kongolese schuld</i>	—	—	—	—	—	—
Total. — Totaal	+ 145,5	- 0,3	+ 145,2	+ 166,4	- 0,2	+ 166,2

(') Non compris les opérations avec le F.M.I.

(') Exclusief verrichtingen met het I.M.F.

Fin juillet 1978, le recours effectif du Trésor à la B.N.B. s'élevait à 37,0 milliards via la ligne de crédits directe et à 35,5 milliards via le Fonds des Rentes.

En outre, la dette à court terme a été également financée par le placement de certificats de trésorerie auprès des banques et des caisses d'épargne privées; le total de la dette détenue par ces institutions a augmenté de 28,6 milliards au cours des sept premiers mois de 1978 contre un accroissement de 15,3 milliards au cours de la période correspondante de 1977. Contrairement à l'augmentation de 48,7 milliards de la part logée auprès des parastataux au cours des sept premiers mois de 1977, la dette à court terme a diminué de 1,4 milliard à la fin de juillet 1978, malgré le placement par la R.T.T. d'une partie (9,3 milliards) du produit de son emprunt émis en juin 1978.

Le total de la dette, à fin juillet 1978, s'est ainsi élevé à 1 409,5 milliards y compris 18,8 milliards de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. Bien que ces certificats fassent partie de la dette publique, leur variation n'est pas reprise dans le mouvement réel de la dette qui correspond au solde global net à financer, parce qu'elle n'implique ni encasement ni décaissement.

Einde juli 1978 bedroeg het werkelijk beroep van de Schatkist op de N.B.B. 37,0 miljard via de directe kredietlijn en 35,5 miljard via het Rentefonds.

Bovendien werd de schuld op korte termijn mee gefinancierd door de opname van schatkistcertificaten door de banken en privé-spaarkassen; het totaal aan schuld in handen van deze instellingen steeg in de eerste zeven maanden van 1978 met 28,6 miljard tegenover een toename van 15,3 miljard in de overeenstemmende periode van 1977. In tegenstelling tot de toename van 48,7 miljard van de korte-termijnschuld gelogeerd bij de parastatalen in de eerste zeven maanden van 1977, is deze einde juli 1978 gedaald met 1,4 miljard, niettegenstaande de belegging van de R.T.T. van een gedeelte (9,3 miljard) van de opbrengst van haar lening uitgegeven in juni 1978.

Einde juli 1978 bedraagt de totale schuld aldus 1 409,5 miljard. In voornoemd totaal bevinden zich echter voor 18,8 miljard schatkistcertificaten in handen van het I.M.F. Alhoewel deze certificaten deel uitmaken van de Rijksschuld wordt hun variatie niet in de reële beweging van de schuld, welke overeenstemt met het globaal netto te financieren saldo, opgenomen daar ze geen kasverrichting impliceert.

ANNEXE II.

BIJLAGE II.

Evolution de la fiscalité.

IMPOTS DIRECTS.

Depuis le 1^{er} juillet 1977, diverses mesures ont été prises en matière d'impôts sur les revenus et de taxes y assimilées, soit sous forme de lois, soit sous forme d'arrêtés royaux d'exécution.

Ces mesures sont énumérées ci-après dans l'ordre chronologique avec une description sommaire de leur objet.

A. — *Impôts sur les revenus.*

1. La loi du 19 septembre 1977 (*Moniteur belge* du 13 décembre 1977) porte approbation de la convention entre le Royaume de Belgique et la République Socialiste Tchécoslovaque tendant à éviter les doubles impositions et à régler certaines autres questions en matière d'impôts sur les revenus et sur la fortune, signée à Prague le 19 juin 1975.

2. L'arrêté royal du 7 novembre 1977 (*Moniteur belge* du 29 décembre 1977) adapte le Code des impôts sur les revenus pour tenir compte de la création par la loi du 8 juillet 1976, des centres publics d'aide sociale qui se substituent aux commissions d'assistance publique.

3. La loi du 29 novembre 1977 (*Moniteur belge* du 9 décembre 1977) apportant temporairement des aménagements fiscaux en vue de promouvoir les investissements privés comporte les mesures suivantes:

a) Exonération de l'impôt des sociétés des bénéfices distribués aux actions ou parts de capitaux investis.

Sont exonérés de l'impôt des sociétés, les dividendes et revenus de capitaux investis alloués aux actions ou parts représentatives d'apports en numéraire effectués entre le 1^{er} mars 1977 et le 31 décembre 1977, soit à des sociétés existantes qui procèdent à une augmentation de leur capital, soit à des sociétés qui sont constituées.

L'exonération est consentie :

— dans la mesure où ces dividendes ou revenus de capitaux investis n'excèdent pas 5 % du capital réellement libéré;
— pendant 5 exercices sociaux successifs.

b) Assouplissements sensibles des règles qui régissent les amortissements admissibles du point de vue fiscal.

Sont visés les biens corporels et incorporels investis par les entreprises industrielles, commerciales ou agricoles quelconques, à l'exclusion notamment des établissements financiers et des entreprises y assimilées.

— Amortissement au gré du contribuable des investissements nouveaux.

Les investissements nouveaux, c'est-à-dire ceux qui ont fait l'objet de conventions conclues entre le 1^{er} mars 1977

Evolutie van de fiscaliteit.

DIRECTE BELASTINGEN.

Sedert 1 juli 1977 werden inzake inkomstenbelastingen en inzake met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen verscheidene maatregelen genomen, hetzij onder de vorm van wetten, hetzij onder de vorm van koninklijke uitvoeringsbesluiten.

Deze maatregelen worden hierna, met een beknopte omschrijving, in chronologische volgorde opgesomd.

A. — *Inkomstenbelastingen.*

1. De wet van 19 september 1977 (*Belgisch Staatsblad* van 13 december 1977) houdt de goedkeuring in van de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Tsjechoslowaakse Socialistische Republiek tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen, ondertekend te Praag op 19 juni 1975.

2. Het koninklijk besluit van 7 november 1977 (*Belgisch Staatsblad* van 29 december 1977) wijzigt het Wetboek van de inkomstenbelastingen om rekening te houden met de wet van 8 juli 1976 die ter vervanging van de commissies van de openbare onderstand de openbare centra voor maatschappelijk welzijn opricht.

3. De wet van 29 november 1977 (*Belgisch Staatsblad* van 9 december 1977) tot invoering van tijdelijke fiscale ontheffingen om de privé-investeringen te bevorderen, beheert de volgende maatregelen :

a) Vrijstelling van vennootschapsbelasting voor de winsten uitgekeerd aan aandelen of aan deelbewijzen van belegde kapitalen.

De dividenden en de inkomsten van kapitalen toegekend aan aandelen of aan deelbewijzen die inbreng in geld vertegenwoordigen die in het tijdperk van 1 maart 1977 tot 31 december 1977 werden uitgevoerd, hetzij bij de kapitaalverhoging van bestaande vennootschappen, hetzij in nieuw opgerichte vennootschappen, worden van vennootschapsbelasting vrijgesteld.

Die vrijstelling wordt toegestaan :

— in de mate dat de dividenden of de inkomsten van belegde kapitalen niet meer bedragen dan 5 % van het werkelijk gestorte kapitaal;
— gedurende vijf opeenvolgende boekjaren.

b) Belangrijke versoepelingen van de afschrijvingsregels op het fiscale vlak.

Worden beoogd, de lichamelijke en onlichamelijke goederen geïnvesteerd door weike rijverheids-, handels- of landbouwbedrijven ook, met uitzondering van inzonderheid de financiële instellingen en de ermee gelijkgestelde ondernehmen.

— Afschrijvingen naar wens van de belastingplichtige voor de nieuwe investeringen.

De nieuwe investeringen, d.w.z. de investeringen die het voorwerp zijn geweest van tussen 1 maart 1977 en 31 december 1977 gesloten overeenkomsten of die door de onderne-

et le 31 décembre 1977 ou qui ont été constitués par l'entreprise entre les mêmes dates, peuvent être amortis ad libitum, c'est-à-dire au gré de l'entreprise.

— Amortissement à raison de 110 % de leur valeur d'investissement ou de revient, des investissements nouveaux et complémentaires.

Dans la mesure où les investissements nouveaux dont il s'agit, sont complémentaires — c'est-à-dire dans la mesure où leur valeur d'investissement ou de revient excède le dixième de celle des investissements de même nature effectués en Belgique pendant les années 1970 à 1974 ou pendant les exercices comptables 1970-1971 à 1974-1975 —, l'amortissement fiscal ad libitum pourra être admis jusqu'à concurrence de la valeur d'investissement ou de revient majorée de 10 % de l'excédent.

4. La loi du 22 décembre 1977 (*Moniteur belge* du 24 décembre 1977) relative aux propositions budgétaires 1977-1978 contient notamment diverses mesures en matière de fiscalité directe :

a) Aménagement de l'impôt des personnes physiques de l'exercice d'imposition 1978 pour les petits et moyens revenus de l'année 1977 :

— Majoration des minima imposables (75 000 francs au lieu de 69 000 francs pour un célibataire; 82 000 francs au lieu de 75 500 francs pour un ménage sans enfants, etc.);

— Diminution du tarif (indexation totale ou partielle) pour les contribuables dont le revenu imposable ne dépasse pas 500 000 francs.

b) Relèvement de la limite à partir de laquelle :

— Les réductions d'impôt pour charges de famille cessent d'être accordées (375 000 francs au lieu de 350 000 francs; majoration de 39 000 francs au lieu de 36 000 francs par personne à charge au-delà de la troisième);

— Le régime du « décumul » des revenus professionnels des époux n'est plus applicable (375 000 francs au lieu de 350 000 francs).

Ces dispositions sont applicables à partir de l'exercice d'imposition 1978 — revenus de l'année 1977.

c) Amélioration des règles qui régissent la détermination du nombre de personnes à charge :

— Relèvement de 25 000 francs à 30 000 francs du montant maximum des ressources nettes;

— Le handicap du contribuable lui-même est pris en considération en matière d'impôt des personnes physiques et de précompte immobilier;

— Il est fait abstraction des revenus professionnels que des personnes ont recueillis pendant l'année au cours de laquelle elles ont été appelées au service militaire ou à un service en qualité d'objecteur de conscience;

Entrée en vigueur : exercice d'imposition 1978 — revenus de l'année 1977.

d) Intégration dans le tarif ordinaire des décimes additionnels et adaptation du tarif de l'impôt des personnes physiques pour les revenus supérieurs à 500 000 francs. Adaptation corrélative des taux applicables en cas d'imposition distincte (30 % deviennent 33 % et 15 % sont portés à 16,5 %).

Dispositions applicables à partir de l'exercice d'imposition 1979 — revenus de l'année 1978.

e) Perception des centimes additionnels (communes et agglomérations) par voie de précompte professionnel ou de versement anticipé. En outre, pour éviter toute discrimina-

ming tussen dezelfde data tot stand werden gebracht, mogen ad libitum worden afgeschreven, m.a.w. naar wens van de onderneming.

— Afschrijvingen ten belope van 100 % van de aanschaffings- of beleggingswaarde van de nieuwe en aanvullende investeringen.

In de mate dat de nieuwe investeringen waarover het gaat, aanvullend zijn — d.w.z. in de mate dat hun aanschaffings- of beleggingswaarde meer bedraagt dan het tiende van de waarde van de investeringen van dezelfde aard die in België werden uitgevoerd tijdens de jaren 1970 tot 1974 of tijdens de boekjaren 1970-1971 tot 1974-1975 — zal de fiscale afschrijving naar wens worden aanvaard ten belope van de aanschaffings- of beleggingswaarde verhoogd met 10 % van het verschil in meer.

4. De wet van 22 december 1977 (*Belgisch Staatsblad* van 24 december 1977) betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978 bevat onder meer verscheidene maatregelen inzake directe belastingen :

a) Aanpassing van de personenbelasting van het aanslagjaar 1978 voor de kleine en middelgrote inkomens van het jaar 1977 :

— Verhoging van de belastbare minima (75 000 frank i.p.v. 69 000 frank voor een alleenstaande; 82 000 frank i.p.v. 75 000 frank voor een gezin zonder kinderen; enz.);

— Vermindering van het belastingtarief (totale of gedeeltelijke indexering) voor belastingplichtigen wier belastbaar inkomen niet hoger is dan 500 000 frank.

b) Verhoging van het grensinkomen waarboven :

— Geen belastingverminderingen wegens gezinslasten meer worden verleend (375 000 frank i.p.v. 350 000 frank; verhoging met 39 000 frank i.p.v. 36 000 frank per persoon ten laste boven de derde);

— Het stelsel van de afscheiding voor de bedrijfsinkomsten van de echtgenoten niet meer wordt toegepast (375 000 frank i.p.v. 350 000 frank).

Die bepalingen zijn toepasselijk vanaf het aanslagjaar 1978 — inkomsten van het jaar 1977.

c) Verbetering van de regels tot vaststelling van het aantal personen ten laste:

— Verhoging van 25 000 frank tot 30 000 frank voor het maximumbedrag van de nettobestaansmiddelen;

— De handicap van de belastingplichtige zelf wordt inzake personenbelasting en inzake onroerende voorheffing in aanmerking genomen;

— Er wordt geen rekening gehouden met de bedrijfsinkomsten die personen hebben verkregen tijdens het jaar waarin zij de militaire dienst of een dienst als gewetensbezwaarde hebben aangevangen.

Inwerkingtreding : aanslagjaar 1978 — inkomsten van het jaar 1977.

d) Opneming van de opdeckiemen in het gewone tarief en aanpassing van het tarief van de personenbelasting voor de inkomsten boven 500 000 frank. Overeenkomstige aanpassing van de tarieven toepasselijk in geval van afzonderlijke aanslag (30 % wordt 33 % en 15 % wordt op 16,5 % gebracht).

Bepalingen toepasselijk met ingang van het aanslagjaar 1979 — inkomsten van het jaar 1978.

e) Inning van de opcentiemen (gemeenten en agglomeraties) bij wijze van bedrijfsvoorheffing of voorafbetaling. Om alle discriminatie tussen de rijkswoners en de niet-ver-

tion entre les habitants du Royaume et les non-résidents, l'impôt de ces derniers est majoré d'un additionnel de 6 % au profit de l'Etat.

Entrée en vigueur : exercice d'imposition 1979 — revenus de l'année 1978.

f) Taxation des plus-values résultant du classement de terrains dans des zones dites « à bâtir », lorsque ces plus-values sont réalisées dans une période de 16 ans prenant cours soit le 1^{er} octobre 1977 — pour les plans de secteur déjà en vigueur — soit 6 mois avant l'entrée en vigueur des nouveaux plans de secteur.

Disposition applicable aux plus-values réalisées à partir du 1^{er} janvier 1978.

g) Taxation des plus-values réalisées en dehors de l'exercice d'une activité professionnelle, à l'occasion de la cession d'une participation importante lorsque cette cession s'effectue au profit d'une société étrangère.

Entrée en vigueur : comme sub f).

h) Autorisation pour les agents de l'Administration des contributions directes d'accéder aux locaux professionnels à n'importe quel moment de l'exercice d'une activité, même en dehors des heures normales de travail.

Disposition applicable à partir du 1^{er} janvier 1978.

i) Modification des textes actuels en matière de délais d'imposition :

— Amélioration des dispositions actuelles en vue d'éviter toute équivoque;

— La date extrême pour l'établissement de l'impôt, c'est-à-dire le 30 avril de la deuxième année de l'exercice d'imposition, est remplacée par celle du 30 juin de la même année;

— Possibilité d'établir l'impôt ou le supplément d'impôt, même après le délai de 3 ans, dans le cas où des éléments probants (enquête, contrôle, expertise, arbitrage, arrangement amiable, etc., font apparaître que des revenus imposables n'ont pas été déclarés au cours d'une des 5 années qui précèdent celle pendant laquelle ces éléments probants sont venus à la connaissance de l'administration. L'application de ce délai exceptionnel n'est pas subordonnée à l'existence d'une fraude caractérisée.

Entrée en vigueur : à partir de l'exercice d'imposition 1977 — revenus de l'année 1976.

j) En principe, les intérêts de retard sont exigibles dès le 1^{er} juillet de la deuxième année de l'exercice d'imposition lorsqu'il s'agit de cotisations établies après le 30 juin de cette même année.

Entrée en vigueur : comme sub i).

k) Etablissement au profit de l'Etat d'une participation exceptionnelle et temporaire de solidarité.

— Base de calcul.

La partie exceptionnelle des bénéfices ou profits, c'est-à-dire la différence entre :

— les bénéfices ou profits — y compris les rémunérations et tantièmes des administrateurs, etc., dans les sociétés par actions, et les rémunérations proprement dites des associés actifs dans les sociétés de personnes — réalisés pendant l'année 1977 ou, s'il s'agit de contribuables qui tiennent leur comptabilité autrement que par année civile, pendant l'exercice comptable clôturé au cours de l'année 1978.

blijfhouders te vermijden, wordt de belasting der niet-verblijfshouders verhoogd met 6 opcentiemen ten bate van de Staat.

Inwerkingtreding : aanslagjaar 1979 — inkomsten van het jaar 1978.

f) Aanslag van de meerwaarden voortspruitend uit de opneming van terreinen in de zogenaamde woongebieden wanneer die meerwaarden verwezenlijkt worden binnen een termijn van 16 jaar ingaande of wel op 1 oktober 1977 voor de gewestplannen die reeds van kracht zijn, of wel 6 maand vóór de inwerkingtreding van de nieuwe gewestplannen.

Bepaling van toepassing op de meerwaarden die met ingang van 1 januari 1978 worden verwezenlijkt.

g) Aanslag van de meerwaarden buiten de uitoefening van een beroepswerkzaamheid verwezenlijkt ter gelegenheid van de overdracht van een belangrijke deelname wanneer die deelname ten bate van een buitenlandse vennootschap gebeurt.

Inwerkingtreding : zoals onder f).

h) Toelating voor de ambtenaren van de directe belastingen om de bedrijfslokalen te bezoeken op gelijk welk ogenblik dat er een werkzaamheid wordt uitgeoefend, zelfs buiten de normale werkuren.

Bepaling van toepassing vanaf 1 januari 1978.

i) Wijziging van de huidige teksten i.v.m. de aanslagtermijnen :

— Verbetering van de huidige bepalingen ten einde alle dubbelzinnigheid te vermijden;

— De uiterste datum voor het vestigen van de belasting, d.w.z. 30 april van het tweede jaar van het aanslagjaar, wordt vervangen door de datum van 30 juni van hetzelfde jaar;

— Mogelijkheid om de belasting of de aanvullende belasting na de termijn van drie jaar te vestigen in de gevallen dat bewijskrachtige gegevens (onderzoek, controle, schatting, scheidsrechterlijke uitspraak, minnelijke schikking, enz.) aantonen dat belastbare inkomsten niet werden aangegeven, in de loop van één van de vijf jaren vóór het jaar waarin de Administratie kennis heeft gekregen van die bewijskrachtige gegevens. De toepassing van die buitengewone termijn is niet ondergeschikt aan het bestaan van een specifieke belastingontduiking.

Inwerkingtreding : vanaf het aanslagjaar 1977 — inkomsten van het jaar 1976.

j) De nalatigheidsinteressen zijn in beginsel eisbaar vanaf 1 juli van het tweede jaar van het aanslagjaar wanneer het gaat om aanslagen gevestigd na 30 juni van hetzelfde jaar.

Inwerkingtreding : zoals onder i).

k) Vestiging ten bate van de Staat van een uitzonderlijke en tijdelijke solidariteitsbijdrage.

— Grondslag.

Het uitzonderlijke gedeelte van winsten of baten, d.w.z. het verschil tussen :

— de winsten of de baten — met inbegrip van de bezoldigingen en de tantièmes van beheerders, enz. in vennootschappen op aandelen en de eigenlijke bezoldigingen van werkende vennoten in personenvennootschappen — behaald tijdens het jaar 1977 of, voor de belastingplichtigen die anders dan per kalenderjaar boekhouden, tijdens het in de loop van 1978 afgesloten boekjaar;

— 110 % de la moyenne des bénéfices ou profits réalisés pendant les années 1972 à 1974 inclusivement ou, s'il s'agit de contribuables qui tiennent leurs écritures autrement que par année civile, pendant les exercices comptables clôturés au cours des années 1973 à 1975 inclusivement.

— *Contribuables concernés.*

Sociétés, associations, établissements ou organismes assujettis à l'impôt des sociétés ou à l'impôt des non-résidents (sociétés).

— *Période imposable et taux applicable.*

— Période imposable :

Année 1977 ou, s'il s'agit de contribuables qui tiennent leurs écritures autrement que par année civile, exercice comptable clôturé au cours de l'année 1978.

— Taux applicable :

4,8 % sur la différence définie sub 1.

— *Dégrèvement éventuel.*

En cas d'investissements effectués, en Belgique et pendant l'année 1978, en éléments d'actifs corporels ou incorporels d'un montant supérieur à 110 % de la moyenne des bénéfices ou profits réalisés pendant les années 1972 à 1974 inclusivement ou, s'il s'agit de contribuables qui tiennent leurs écritures autrement que par année civile, pendant les exercices comptables clôturés au cours des années 1973 à 1975 inclusivement, octroi du dégrèvement de la quotité de la participation exceptionnelle et temporaire de solidarité qui se rapporte à la partie exceptionnelle des bénéfices ou profits correspondant à l'excédent d'investissement susvisé.

— *Remarque.*

La participation en cause ne constitue pas une dépense ou charge professionnelle déductible.

5. La loi du 22 décembre 1977 (*Moniteur belge* du 30 décembre 1977) contenant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 1978, reporte au 30 juin 1978 la date extrême pour l'établissement de l'impôt en ce qui concerne l'exercice d'imposition 1977.

6. L'arrêté royal du 27 décembre 1977 (*Moniteur belge* du 29 décembre 1977) :

a) adapte l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, compte tenu de la suppression des fédérations de communes.

Entrée en vigueur : exercice d'imposition 1979.

b) modifie l'annexe I (barème de l'impôt des personnes physiques dû par les contribuables dont le revenu imposable n'excède pas 500 000 francs) (disposition applicable à partir de l'exercice d'imposition 1978, revenus de l'année 1977) et l'annexe III (barème du précompte professionnel dû à la source sur les traitements, salaires, etc.) (disposition applicable aux revenus payés ou attribués à partir du 1^{er} janvier 1978) de l'arrêté royal du 4 mars 1965 précité.

7. L'arrêté royal du 27 décembre 1977 (*Moniteur belge* du 30 décembre 1977) modifiant l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus en vue de promouvoir les investissements privés, proroge d'un an, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 1978,

— 110 % van het gemiddelde van de winsten of baten behaald tijdens de jaren 1972 tot en met 1974 of, voor de belastingplichtigen die anders dan per kalenderjaar boekhouden, tijdens de boekjaren afgesloten in de loop van de jaren 1973 tot en met 1975.

— *Betrokken belastingplichten.*

Venootschappen, verenigingen, instellingen of inrichtingen die onderworpen zijn aan de venootschapsbelasting of aan de belasting der niet-verblijfshouders (venootschappen).

— *Belastbaar tijperk en toepasselijk aanslagvoet.*

— Belastbaar tijperk :

Het jaar 1977 of, voor belastingplichtigen die anders dan per kalenderjaar boekhouden, het boekjaar afgesloten in de loop van het jaar 1978.

— *Toepasselijke aanslagvoet :*

4,8 % op het onder 1 bepaalde verschil.

— *Eventuele ontheffing.*

In geval tijdens het jaar 1978 in België investeringen in lichamelijke of in onlichamelijke goederen worden uitgevoerd waarvan het bedrag hoger is dan 110 % van het gemiddelde van de winsten of baten behaald gedurende de jaren 1972 tot en met 1974 of, voor de belastingplichtigen die anders dan per kalenderjaar boekhouden, gedurende de boekjaren afgesloten in de loop van de jaren 1973 tot en met 1975, wordt er ontheffing verleend voor het gedeelte van de uitzonderlijke en tijdelijke solidariteitsbijdrage die betrekking heeft op het uitzonderlijke gedeelte van winsten of baten dat overeenstemt met voornoemd investeringsoverschot.

— *Opmerking.*

De bijdrage in kwestie vormt geen aftrekbare bedrijfsuitgave of bedrijfslast.

5. De wet van 22 december 1977 (*Belgisch Staatsblad* van 30 december 1977) houdende de Rijksmiddelembegroting voor het begrotingsjaar 1978 verschuift de uiterste datum voor het vestigen van de belasting voor het aanslagjaar 1977 naar 30 juni 1978.

6. Het koninklijk besluit van 27 december 1977 (*Belgisch Staatsblad* van 29 december 1977) :

a) past het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen aan wegens de afschaffing van de federaties van de gemeenten. Inwerkingtreding : aanslagjaar 1979.

b) wijzigt in voormald koninklijk besluit van 4 maart 1965, de bijlage I (schaal van de personenbelasting verschuldigd door de belastingplichtigen wier inkomen niet meer dan 500 000 frank bedraagt) (bepaling van toepassing vanaf het aanslagjaar 1978, inkomsten van het jaar 1977) en de bijlage III (schaal van de bedrijfsvoorheffing bij de bron verschuldigd op wedden, lonen, enz.) (bepaling van toepassing op de vanaf 1 januari 1978 betaalde of toegekende inkomsten).

7. Het koninklijk besluit van 27 december 1977 (*Belgisch Staatsblad* van 30 december 1977) houdende wijziging, met het oog op het bevorderen van de privé-investeringen, van het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbe-

certaines mesures de l'arrêté royal du 16 mars 1977 (*Moniteur belge* du 26 mars 1977), en tant qu'elles concernent :

- l'immunisation — sous condition notamment de remplacement — des plus-values se rapportant à des éléments d'actif affectés à l'exercice de l'activité professionnelle depuis plus de 5 ans avant leur réalisation;
- l'exonération du précompte mobilier dû en principe sur les intérêts d'emprunts contractés à l'étranger par des entreprises belges auprès de non-résidents non globalisables.

8. L'arrêté royal du 27 décembre 1977 (*Moniteur belge* du 31 décembre 1977) proroge les dispositions de la loi du 29 novembre 1977 apportant temporairement des aménagements fiscaux en vue de promouvoir les investissements privés (voir n° 3 ci-dessus), à savoir :

- jusqu'au 31 décembre 1978, en ce qui concerne l'exonération temporaire de l'impôt des sociétés et à concurrence de 5 % du capital libéré, des bénéfices distribués aux actions ou parts représentatives d'apports en numéraire à des sociétés;
- jusqu'au 30 juin 1978, en ce qui concerne l'amortissement, au gré du contribuable, des investissements nouveaux et des 10 % des investissements considérés comme complémentaires.

9. L'arrêté royal du 4 janvier 1978 (*Moniteur belge* du 14 janvier 1978) portant exécution de l'article 42 de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978 (voir n° 4, k, ci-dessus), détermine les modalités d'application de la participation exceptionnelle et temporaire de solidarité au profit de l'Etat.

10. La loi du 20 février 1978 (*Moniteur belge* du 11 mars 1978) modifie les articles 235 et 244 du Code des impôts sur les revenus, en vue de donner au corps médical les garanties qu'il souhaite en matière de secret fiscal et de secret médical.

B. — Taxes assimilées aux impôts sur les revenus.

1. La loi du 22 décembre 1977 (*Moniteur belge* du 24 décembre 1977) relative aux propositions budgétaires 1977-1978 prévoit notamment la suppression, à partir de l'exercice d'imposition 1978, de la réduction de 25 % de la taxe de circulation afférente aux voitures automobiles et aux véhicules y assimilés.

2. L'arrêté royal du 24 mai 1978 (*Moniteur belge* du 7 juin 1978) modifiant l'arrêté royal du 8 juillet 1970 portant règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, détermine les bases, taux et modalités de perception de la taxe sur les jeux et paris afférente aux jeux de casino autre que les jeux de baccara, chemin de fer et de roulette sans zéro.

lastingen verlengt met één jaar, d.w.z. tot 31 december 1978, sommige maatregelen van het koninklijk besluit van 16 maart 1977 (*Belgisch Staatsblad* van 26 maart 1977), voor zover die verband houden met :

- de vrijstelling — op voorwaarde van wederbelegging — van de meerwaarden die betrekking hebben op activa-bestanddelen die sedert meer dan 5 jaar vóór hun vervreemding voor het uitoefenen van de beroepswerkzaamheid werden gebruikt;
- de vrijstelling van roerende voorheffing die in beginsel verschuldigd is op de interessen van leningen die in het buitenland bij niet-verblíjfhouders wier inkomsten niet worden samengesteld, door Belgische ondernemingen werden aangegaan.

8. Het koninklijk besluit van 27 december 1977 (*Belgisch Staatsblad* van 31 december 1977) verlengt de bepalingen van de wet van 29 november 1977 tot invoering van tijdelijke fiscale ontheffingen om de privé-investeringen te bevorderen (zie 3 hierboven), namelijk :

- tot 31 december 1978, wat betreft de tijdelijke vrijstelling van vennootschapsbelasting en ten belope van 5 % van het gestorte kapitaal, voor de winsten uitgekeerd aan aandelen of deelbewijzen die inbreng in geld in vennootschappen vertegenwoordigen;
- tot 30 juni 1978, wat betreft afschrijvingen naar wens van de belastingplichtige voor de nieuwe investeringen en voor de 10 % van de investeringen die als aanvullend worden beschouwd.

9. Het koninklijk besluit van 4 januari 1978 (*Belgisch Staatsblad* van 14 januari 1978) tot uitvoering van artikel 42 van de wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978 (zie 4, k, hierboven) bepaalt de toepassingsmodaliteiten voor de uitzonderlijke en tijdelijke solidariteitsbijdrage ten bate van de Staat.

10. De wet van 20 februari 1978 (*Belgisch Staatsblad* van 11 maart 1978) wijzigt de artikels 235 en 244 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen ten einde aan het medische korps de waarborgen te verstrekken met betrekking tot het fiscale en het medische geheim.

B. — Met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen.

1. De wet van 22 december 1977 (*Belgisch Staatsblad* van 24 december 1977) betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978 bepaalt onder meer de afschaffing, met ingang van het aanslagjaar 1978, van de vermindering van 25 % van de verkeersbelasting voor personenwagens en ermede gelijkgestelde voertuigen.

2. Het koninklijk besluit van 24 mei 1978 (*Belgisch Staatsblad* van 7 juni 1978) tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 juli 1970 houdende de algemene verordening betreffende de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen bepaalt de grondslagen, de aanslagvoeten en de inningsmodaliteiten voor de belasting op de spelen en de weddenschappen met betrekking tot de casinospelen andere dan het baccaraspel, chemin de fer en het roulettespel zonder zero.

DOUANES ET ACCISES.

I. — *Douane.*

Au cours de la période du 1^{er} juillet 1977 au 30 juin 1978, des modifications ont été apportées au tarif des droits d'entrée, en raison de décisions prises dans le cadre de la C.E.E.

Ces modifications résultent principalement :

a) de l'application d'un régime plus étendu de préférences tarifaires généralisées en faveur des pays en voie de développement ;

b) de réductions tarifaires intervenues pour les produits originaires de l'Egypte, de la Jordanie, du Liban et de la Syrie, en vertu d'accords intérimaires conclus avec ces pays;

c) de réductions tarifaires intervenues pour les produits originaires de Chypre et de Malte, en vertu de protocoles additionnels aux accords créant une association entre la C.E.E. et ces pays;

d) de réductions tarifaires intervenues pour les produits originaires de Turquie;

e) d'une série de modifications autonomes au tarif douanier commun.

II. — *Accises.*

Au cours de la période du 1^{er} juillet 1977 au 30 juin 1978, les dispositions ci-après sont intervenues en ce qui concerne le régime de taxation des produits soumis à l'accise :

1. L'arrêté royal du 10 octobre 1977 (*Moniteur belge* du 15 octobre 1977) qui a réduit depuis le 15 octobre 1977 l'accise spéciale sur les cigarettes.

2. L'arrêté ministériel du 12 octobre 1977 (*Moniteur belge* du 15 octobre 1977) portant exécution de l'arrêté royal du 10 octobre 1977. Cet arrêté a réglé l'exécution de l'arrêté royal précité et a remplacé les barèmes « C. Cigarettes » et « E. Echantillons gratuits ». En même temps, la T.V.A. sur les cigarettes a été portée de 6 % à 14 %.

3. L'arrêté royal du 21 décembre 1977 (*Moniteur belge* du 30 décembre 1977) qui, depuis le 1^{er} janvier 1978, a majoré le taux du droit d'accise et réduit, à due concurrence, le taux du droit d'accise spécial sur les huiles minérales, les benzols et les produits analogues.

4. L'arrêté royal du 21 décembre 1977 (*Moniteur belge* du 31 décembre 1977) qui, depuis le 1^{er} janvier 1978, a réduit la partie *ad valorem* et majoré la partie « spécifique » du taux du droit d'accise sur les cigarettes ; il a également supprimé le droit d'accise spécial sur les cigarettes.

5. L'arrêté ministériel du 27 décembre 1977 (*Moniteur belge* du 31 décembre 1977) portant exécution de l'arrêté royal du 21 décembre 1977. Cet arrêté a réglé l'exécution de l'arrêté royal précité et a remplacé les barèmes « C. Cigarettes » et « E. Echantillons gratuits ». En même temps, la T.V.A. sur les cigarettes a été portée de 14 % à 16 %.

6. L'arrêté ministériel du 29 juin 1978 (*Moniteur belge* du 1^{er} juillet 1978) qui a modifié le tableau

DOUANE EN ACCIJNZEN.

I. — *Douane.*

Tijdens de periode van 1 juli 1977 tot en met 30 juni 1978, werden wijzigingen gebracht aan het tarief van invoerrechten ingevolge de in E.E.G.-verband genomen beslissingen.

Deze wijzigingen zijn hoofdzakelijk het gevolg van :

a) de toepassing van een verruimd stelsel van algemene preferenties ten gunste van de ontwikkelingslanden ;

b) tariefverminderingen voor goederen van oorsprong uit Egypte, Jordanië, Libanon en Syrië, voorzien in de Interim-overeenkomsten met die landen;

c) tariefverminderingen voor goederen van oorsprong uit Cyprus en Malta, voorzien in de aanvullende protocollen bij de overeenkomsten waarbij een associatie tot stand wordt gebracht tussen de E.E.G. en die landen;

d) tariefverminderingen voor goederen van oorsprong uit Turkije;

e) een reeks autonome wijzigingen aan het Gemeenschapselijk douanetarief

II. — *Accijnzen.*

Tijdens de periode van 1 juli 1977 tot 30 juni 1978 werden wat betreft het belastingstelsel van accijnsgoederen de volgende maatregelen getroffen :

1. Het koninklijk besluit van 10 oktober 1977 (*Belgisch Staatsblad* van 15 oktober 1977) dat met ingang van 15 oktober 1977 de bijzondere accijns op sigaretten heeft vermindert.

2. Het ministerieel besluit van 12 oktober 1977 (*Belgisch Staatsblad* van 15 oktober 1977) tot uitvoering van het koninklijk besluit van 10 oktober 1977. Dit besluit regelt de uitvoering van vorenvermeld koninklijk besluit en vervangt de belastingschalen « C. Sigaretten » en « E. Gratismonsters ». Gelijktijdig werd de B.T.W. op sigaretten van 6 % op 14 % gebracht.

3. Het koninklijk besluit van 21 december 1977 (*Belgisch Staatsblad* van 30 december 1977) dat met ingang van 1 januari 1978 de accijns heeft verhoogd en in gelijke mate de bijzondere accijns heeft verminderd op minerale olie, benzol en soortgelijke produkten.

4. Het koninklijk besluit van 21 december 1977 (*Belgisch Staatsblad* van 31 december 1977) dat met ingang van 1 januari 1978 de accijns op sigaretten voor het *ad valorem* gedeelte heeft verminderd en voor het « specifieke » gedeelte heeft verhoogd en eveneens de bijzondere accijns op sigaretten heeft afgeschaft.

5. Het ministerieel besluit van 27 december 1977 (*Belgisch Staatsblad* van 31 december 1977) tot uitvoering van het koninklijk besluit van 21 december 1977. Dit besluit regelt de uitvoering van vorenvermeld koninklijk besluit en vervangt de belastingschalen « C. Sigaretten » en « E. Gratismonsters ». Gelijktijdig werd de B.T.W. op sigaretten van 14 % op 16 % gebracht.

6. Het ministerieel besluit van 29 juni 1978 (*Belgisch Staatsblad* van 1 juli 1978) dat met ingang

des bandelettes fiscales pour tabacs fabriqués depuis le 1^{er} juillet 1978. Cet arrêté a, suite à une hausse du prix de vente au détail du tabac à fumer, remplacé les barèmes « D. Tabac à fumer, à priser et à mâcher sec » et « E. Echantillons gratuits ».

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Au cours de la période du 1^{er} juillet 1977 au 30 juin 1978, les modifications suivantes ont été apportées à l'application de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.).

I. — Taux.

L'arrêté royal du 10 octobre 1977 (*Moniteur belge* du 20 octobre 1977) a modifié l'arrêté royal n° 20, du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux.

En vertu de cet arrêté, le taux applicable aux cigarettes a été porté de 6 à 14 % à partir du 15 octobre 1977.

II. — Agences de voyages.

1. La loi du 29 novembre 1977 (*Moniteur belge* du 2 décembre 1977) a modifié les articles 20, 29, 35, 41 et 45 de la loi du 3 juillet 1969, créant le code de la taxe sur la valeur ajoutée.

La loi a pour but de soumettre à la taxe sur la valeur ajoutée les marges bénéficiaires brutes des agences de voyages.

2. L'arrêté royal du 30 novembre 1977 (*Moniteur belge* du 2 décembre 1977) a modifié l'arrêté royal n° 5 du 6 février 1970, relatif au lieu d'utilisation des prestations de services en matière de taxe sur la valeur ajoutée.

En ce qui concerne le lieu d'utilisation des prestations de services, un nouveau critère a été introduit en considérant que, pour les prestations fournies par les agences de voyage, le service est censé être utilisé dans le pays dès que ces agences de voyages sont établies dans le pays.

3. L'arrêté royal du 30 novembre 1977 (*Moniteur belge* du 2 décembre 1977), modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, a, pour les prestations de services fournies par les agences de voyage, fixé le taux à 14 %.

4. L'arrêté royal n° 35 du 12 décembre 1977 (*Moniteur belge* du 16 décembre 1977), a établi des bases forfaitaires d'imposition pour le calcul de la T.V.A. sur la marge bénéficiaire brute des agences de voyage.

La loi et les arrêtés précités sont entrés en vigueur le 1^{er} décembre 1977.

III. — Loi relative aux propositions budgétaires 1977-1978.

La loi du 22 décembre 1977 (*Moniteur belge* du 24 décembre 1977), concernant les propositions budgétaires 1977-1978 contenait entre autres plusieurs dispositions fiscales en matière de T.V.A., qui sont toutes entrées en vigueur le 1^{er} janvier 1978.

van 1 juli 1978 de tabel der fiscale bandjes voor gefabriceerde tabak heeft gewijzigd. Dit besluit wijzigt, ingevolge een verhoging van de kleinhandelsprijs van rooktabak, de belastingschalen « D. Rooktabak, snuif en droge pruimtabak » en « E. Gratismonsters ».

BELASTING OVER DE TOEGEVOEGDE WAARDE.

Tijdens de periode van 1 juli 1977 tot en met 30 juni 1978, werden de volgende wijzigingen aangebracht aan de toepassing van de belasting over de toegevoegde waarde (B.T.W.)

I. — Tarieven.

Het koninklijk besluit van 10 oktober 1977 (*Belgisch Staatsblad* van 20 oktober 1977) heeft het koninklijk besluit n° 20, van 20 juli 1970, tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven, gewijzigd.

Ingevolge dat besluit werd, van 15 oktober 1977, het tarief van 6 op 14 % gebracht voor sigaretten.

II. — Reisbureaus.

1. De wet van 29 november 1977 (*Belgisch Staatsblad* van 2 december 1977) heeft de artikelen 20, 29, 35, 41 en 45 van de wet van 3 juli 1969, tot invoering van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, gewijzigd.

De wet heeft tot doel de brutowinstmarges van de reisbureaus aan de B.T.W. te onderwerpen.

2. Het koninklijk besluit van 30 november 1977 (*Belgisch Staatsblad* van 2 december 1977) heeft het koninklijk besluit n° 5, van 6 februari 1970, met betrekking tot de plaats van gebruik van diensten inzake de belasting over de toegevoegde waarde, gewijzigd.

Er werd m.b.t. de plaats van gebruik van de diensten een nieuw criterium ingevoerd door ten aanzien van door reisbureaus verrichte prestaties de dienst als hier te lande gebruikt aan te merken zodra die reisbureaus hier te lande zijn gelegen.

3. Het koninklijk besluit van 30 november 1977 (*Belgisch Staatsblad* van 2 december 1977), tot wijziging van het koninklijk besluit n° 20, van 20 juli 1970, tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven, heeft, ten aanzien van door reisbureaus verrichte diensten, het tarief op 14 % bepaald.

4. Het koninklijk besluit n° 35, van 12 december 1977 (*Belgisch Staatsblad* van 16 december 1977) heeft forfaitaire maatstaven van heffing voor de berekening van de B.T.W. op de winstmarge van reisbureaus ingevoerd.

Voormelde wet en besluiten zijn in werking getreden op 1 december 1977.

III. — Wet betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978.

De wet van 22 december 1977 (*Belgisch Staatsblad* van 24 december 1977) betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978, bevatte onder meer verscheidene fiscale maatregelen op het stuk van de B.T.W., die allen op 1 januari 1978 in werking treden.

1. Taux.

L'article 26 de la loi a modifié l'article 37, § 1^{er}, du Code de la T.V.A. Il a réduit le nombre de taux de quatre à trois par la suppression du taux intermédiaire (taux maximum de 15 %).

Comme suite à cette modification du Code de la T.V.A., deux arrêtés royaux ont été pris :

a) l'arrêté royal du 27 décembre 1977 (*Moniteur belge* du 31 décembre 1977) a notamment apporté deux modifications à l'arrêté royal n° 20, du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux :

- le taux de 14 % (taux intermédiaire) et le tableau B de l'annexe ont été abrogés;
- le taux normal (jusqu'alors 18 %) a été fixé à 16 %;

b) l'arrêté royal du 27 décembre 1977 (*Moniteur belge* du 31 décembre 1977) a modifié l'arrêté royal n° 19, du 20 juillet 1970, réglant l'application de la taxe d'égalisation.

Il s'agissait d'une adaptation aux nouveaux taux de T.V.A., de telle sorte que le taux de la taxe d'égalisation de 15 % reste d'application aux boissons qui auparavant étaient soumises au taux de T.V.A. de 14 %.

2. Délai de prescription.

L'article 27 de la loi a modifié l'article 81, alinéa premier, du Code de la T.V.A., et a ramené le délai de prescription de l'action en recouvrement de la taxe, des intérêts et des amendes administratives de six à cinq ans, à compter du jour où l'action est née.

3. Biens d'investissement.

L'article 28 de la loi a, pour l'année 1978, modifié l'article 100 du Code de la T.V.A.

L'exécution de cette mesure a été réglée par l'arrêté royal n° 36, du 29 décembre 1977 (*Moniteur belge* du 31 décembre 1977).

En vertu de ces dispositions, la T.V.A. perçue sur les investissements de supplément ou créateurs d'emplois est réduite en totalité, pour l'année 1978, alors que, pour les autres investissements, la déduction reste limitée à la partie qui excède 5 %.

IV. — Loi du 27 décembre 1977 adaptant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée aux dispositions de la sixième directive en matière de T.V.A.

A. Le Conseil des Communautés européennes a adopté, le 17 mai 1977, la sixième directive T.V.A.

Le principal objectif de cette directive est l'harmonisation des systèmes nationaux de taxe sur la valeur ajoutée en vue d'aboutir à la création d'une assiette uniforme devant servir de base, à partir du 1^{er} janvier 1978, au calcul d'une partie des ressources propres aux Communautés. Une décision du Conseil du 21 avril 1970 relative au remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres aux Communautés, a en effet prévu que ces ressources propres comprennent notamment celles provenant de la taxe sur la valeur ajoutée et obtenue par l'application d'un

1. Tarieven.

Artikel 26 van de wet heeft artikel 37, § 1, van het B.T.W.-Wetboek gewijzigd; het heeft het aantal tarieven van vier tot drie herleid door het tussentarief (maximumtarief van 15 %) op te heffen.

Die wijziging van het B.T.W.-Wetboek impliceerde het nemen van twee koninklijke besluiten :

a) het koninklijk besluit van 27 december 1977 (*Belgisch Staatsblad* van 31 december 1977) bracht voornamelijk twee wijzigingen aan het koninklijk besluit n° 20, van 20 juli 1970, tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij de tarieven :

- het tarief van 14 % (tussentarief) en tabel B van de bijlage werden opgeheven ;
- het normaal tarief (tot dan toe 18 %) werd op 16 % bepaald;

b) het koninklijk besluit van 27 december 1977 (*Belgisch Staatsblad* van 31 december 1977) wijzigde het koninklijk besluit n° 19, van 20 juli 1970, tot regeling van de toepassing van de égalisatiebelasting.

Het betrof een aanpassing aan de gewijzigde B.T.W.-tarieven, in die zin dat het tarief van de égalisatiebelasting van 15 % van toepassing blijft op dranken die vroeger belast werden tegen het tarief van 14 %.

2. Verjaringstermijn.

Artikel 27 van de wet heeft artikel 81, eerste lid, van het B.T.W.-Wetboek gewijzigd, en bracht de verjaringstermijn van de vordering tot voldoening van de belasting, van de interessen en de administratieve geldboeten terug van zes op vijf jaar te rekenen van de dag waarop de vordering is ontstaan.

3. Investeringsgoederen.

Artikel 28 van de wet heeft, voor het jaar 1978, artikel 100 van het B.T.W.-Wetboek gewijzigd.

De uitvoering van die wijziging werd geregeld door het koninklijk besluit n° 36, van 29 december 1977 (*Belgisch Staatsblad* van 31 december 1977).

Ingevolge die maatregelen mag voor het jaar 1978 de B.T.W. geheven op de investeringen die bijkomend of arbeidsscheppend zijn volledig worden afgetrokken daar waar de andere investeringen belast blijven met 5 %.

IV. — Wet van 27 december 1977 tot aanpassing van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde aan de zesde B.T.W.-richtlijn.

A. De Raad van de Europese Gemeenschappen heeft op 17 mei 1977 de zesde B.T.W.-richtlijn vastgesteld.

Het voornaamste doel van die richtlijn is de harmonisatie van de nationale stelsels van belasting over de toegevoegde waarde met het oog op het verwezenlijken van een uniforme grondslag die vanaf 1 januari 1978 als basis moet dienen voor de berekening van een deel van de eigen middelen van de Gemeenschappen. Een beslissing van de Raad van 21 april 1970 inzake vervanging van de financiële bijdragen van de Lid-Staten door eigen middelen van de Gemeenschappen, heeft inderdaad bepaald dat deze eigen middelen, onder meer, middelen omvatten die voortkomen

taux qui ne peut dépasser 1 % à une assiette déterminée d'une manière uniforme selon des règles communautaires. A cette fin, les Etats membres devaient adapter leurs dispositions législatives, réglementaires ou administratives à la sixième directive au plus tard le 1^{er} janvier 1978.

La loi du 27 décembre 1977 (*Moniteur belge* du 30 décembre 1977) a eu pour objet de réaliser cette adaptation. Il est entendu, vu le temps très limité dont on disposait, que seules ont été apportées à la législation, les modifications qui devaient obligatoirement être introduites en vertu de la sixième directive-T.V.A. pour le 1^{er} janvier 1978.

On a toutefois mis à profit cette adaptation pour améliorer la rédaction de certaines dispositions, notamment dans le cadre de la lutte contre la fraude.

De l'ensemble des mesures proposées, on n'attend que de faibles déplacements budgétaires et encore dans divers sens. Aucune donnée n'est disponible pour estimer la répercussion exacte, mais on peut admettre que le résultat final sera pratiquement neutre.

B. Résumé succinct des principaux changements qui sont d'application depuis le 1^{er} janvier 1978.

1. Prestations soumises à la taxe.

La sixième directive interdit désormais de soumettre à la T.V.A. les ventes de voitures automobiles d'occasion, effectuées par des personnes qui ne font pas le commerce de tels biens.

La perception de la T.V.A. a donc été remplacée par une « Taxe à l'immatriculation » reprise dans le Code des taxes assimilées au timbre. Quoique cette taxe diffère sur le plan technique de la taxe perçue antérieurement — d'un point de vue pratique ce n'est plus la vente qui est soumise à l'impôt, mais le simple fait matériel de l'immatriculation — peu de choses ont changé, pour le contribuable : cette nouvelle taxe sera perçue aux mêmes conditions et au même taux que dans le cas où le véhicule d'occasion est acheté chez un professionnel.

2. Assujettis.

En exécution de la directive de la C.E., une modification importante a été introduite.

Jusqu'à présent, les associations sans but lucratif et les groupements similaires pouvaient recouvrer, sans T.V.A., le montant des cotisations perçues de leurs membres; cependant, ils perdaient ainsi la possibilité de déduire la T.V.A. qu'ils avaient payée. Les associations qui exerçaient également d'autres activités soumises à la taxe ou qui, en raison de leurs intérêts propres, le désiraient, avaient la possibilité d'opter pour l'assujettissement à la T.V.A. pour toutes leurs activités, y compris les cotisations.

Depuis le 1^{er} janvier 1978, l'exonération pour les cotisations ne subsiste plus que dans certains cas bien précis (associations à but politique, syndical, religieux, patriotique, humanitaire, philanthropique ou civique), tandis que l'option pour l'assujettissement total n'est plus possible.

Par mesure transitoire, les associations qui, dans le passé, ont opté pour l'assujettissement total, peuvent encore conserver ce régime pendant trois ans.

van de belasting over de toegevoegde waarde en die worden verkregen door toepassing van een percentage dat 1 % niet mag overschrijden op een grondslag wat op uniforme wijze wordt vastgesteld volgens communautaire voorschriften. Om die reden moesten de Lid-Staten hun wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen uiterlijk op 1 januari 1978 aan de zesde richtlijn aanpassen.

De wet van 27 december 1977 (*Belgisch Staatsblad* van 30 december 1977) strekte ertoe die aanpassing door te voeren, met dien verstande dat, gelet op de korte beschikbare tijdsspanne, in de regel, enkel die wijzigingen werden aangebracht die ingevolge de zesde B.T.W.-richtlijn op 1 januari 1978 verplicht moesten worden verwezenlijkt.

Van die aanpassing werd echter eveneens gebruik gemaakt om enkele bepalingen nauwkeuriger te formuleren, vooral in het kader van de strijd tegen de belastingontduiking.

Van het geheel van de voorgestelde maatregelen konden slechts kleine budgettaire verschuivingen verwacht worden en dit in diverse richtingen. Geen gegevens waren beschikbaar om de juiste weerslag te ramen, maar men mocht aannemen dat het uiteindelijk resultaat vrijwel neutraal zou zijn.

B. Beknopt overzicht van de voornaamste wijzigingen die vanaf 1 januari 1978 van toepassing zijn.

1. Handelingen die aan de belasting onderworpen worden.

De zesde B.T.W.-richtlijn verbiedt de verkopen van o.m. tweedehandse automobielen, die door niet-handelaars in die goederen worden verricht, nog langer aan de B.T.W. te onderwerpen.

De heffing van B.T.W. werd dan ook vervangen door een in het Wetboek van de met het zegel gelijkgestelde taken opgenomen « inschrijvingstaks ». Alhoewel deze belasting technisch enigszins verschilt van deze welke voordien geheven werd — praktisch gezien wordt het belasten van de verkoop vervangen door het belasten van het eenvoudig materieel feit van de inschrijving — verandert er voor de belastingschuldenaar niet zoveel : deze nieuwe belasting wordt geheven tegen dezelfde voorwaarden en hetzelfde tarief als dan wanneer het tweedehands voertuig bij een beroepspersoon wordt gekocht.

2. Belastingplichtigen.

Hier werd, ter uitvoering van de E.G.-richtlijn een belangrijke wijziging doorgevoerd.

Tot nog toe konden verenigingen zonder winstoogmerk en gelijkaardige groeperingen de bijdragen die zij van hun leden vorderen vrij van B.T.W. innen, waarbij zij uiteraard de mogelijkheid verloren om de door hen betaalde B.T.W. in aftrek te brengen. Verenigingen die ook andere, wél belastbare handelingen stelden, of omwille van hun weloverwogen belang dit wensten, hadden evenwel de mogelijkheid voor de B.T.W.-belastingplicht te opteren voor al hun handelingen, bijdragen inbegrepen.

Vanaf 1 januari 1978 bestaat nog slechts vrijstelling voor de bijdragen in bepaalde wel omschreven gevallen (instellingen met doelstellingen van politieke, syndicale, religieuze, vaderlandsliedende, levensbeschouwelijke, filantropische of staatsburgerlijke aard), terwijl de optie voor de totale belastingplicht niet meer mogelijk is.

Bij overgangsmaatregel mogen de verenigingen die in het verleden voor de totale belastingplicht hebben geopteerd nog drie jaar hetzelfde stelsel volgen.

3. Biens et services imposables. Moment d'exigibilité de cette taxe.

Depuis le 1^{er} janvier 1978, la livraison de biens et la fourniture de services déterminés, que des entreprises ont fournis aux membres de leur personnel pour leurs besoins privés, ainsi que les travaux de réparation et d'entretien effectués par un assujetti à un de ses immeubles, sont soumis à la taxe. Cette mesure a spécialement de l'importance dans la lutte contre la fraude fiscale. C'est pourquoi la possibilité est également retenue d'étendre cette mesure, si nécessaire, à d'autres services.

Par ailleurs, dans un but de simplification, les différences qui existaient quant à l'exigibilité de la taxe suivant qu'il s'agissait d'une livraison de biens ou d'une prestation de services, ont été, dans la mesure du possible, éliminées. La facturation d'un acompte, par exemple, rend la taxe exigible tant pour les livraisons de biens que pour les prestations de services.

4. Exportation, importation et transport international.

Dans le domaine de la réglementation applicable en matière d'exportation et d'importation, des exonérations qui s'y rapportent et des autres exonérations qui ne font pas perdre le droit à déduction (diplomates, etc.), les modifications obligatoires et des modifications de caractère purement technique ont été introduites.

5. Exonération proprement dite, avec perte du droit à déduction.

Les modifications apportées sur ce point ont tant pour effet de restreindre que d'élargir le champ d'application de ces exonérations. Elles ont principalement pour objet :

1^o la limitation de l'exonération à certaines formes (dites classiques) d'enseignement et son extension à la formation professionnelle et de recyclage;

2^o la limitation de l'exonération aux seules maisons de retraite qui présentent un caractère social;

3^o l'extension aux groupements à caractère médical ou paramédical pour certains services fournis à leurs membres;

4^o l'extension aux livraisons et importations d'organes humains, de sang humain et de lait maternel;

5^o l'extension aux opérations de paiement et d'encaissement par les banques et les organes financiers, mais avec possibilité d'opter pour l'assujettissement pour ceux qui le désirent, auquel cas la situation antérieure est maintenue.

6. Déduction des taxes en amont.

Il ne s'agit pas d'adaptations fondamentales mais, essentiellement pour des raisons de concurrence, la possibilité de déduire (ou éventuellement d'obtenir le remboursement) de la taxe grevant les frais de fonctionnement des banques et des compagnies d'assurance dans la mesure où elles effectuent des opérations qui peuvent être situées en dehors de la C.E., a été introduite.

7. Paiement de la taxe.

Quelques mesures anti-fraude, entre autres la possibilité dans certains cas, de rendre le cocontractant de l'assujetti responsable du paiement de la taxe au Trésor (lutte contre le fléau des factures fictives).

3. Goederen en diensten die belast worden. Tijdstip waarop die belasting verschuldigd wordt.

Vanaf 1 januari 1978 worden de leveringen van goederen en het verstrekken van bepaalde diensten, die voor de privé-behoeften van het personeel door bedrijven worden verstrekt, alsmede het onderhouds- en herstellingswerk dat belastingplichtigen aan eigen onroerende goederen verrichten, belast. Deze maatregel heeft inzonderheid een belang in de strijd tegen de belastingontwijking. Daarom wordt eveneens de mogelijkheid aangehouden ze zo nodig uit te breiden tot andere diensten.

Verder werden, mede in een geest van vereenvoudiging, de verschillen die bestonden tussen het verschuldigd worden van de belasting bij levering van goederen en bij het verrichten van diensten zoveel mogelijk weggewerkt. In beide gevallen maakt b.v. het factureren van een voorschot de belasting verschuldigd.

4. Uitvoer, invoer en internationaal vervoer.

Met betrekking tot de regeling van toepassing bij uitvoer en invoer, de vrijstellingen die erop betrekking hebben en de andere vrijstellingen die het recht op aftrek van voorbelasting niet doen verliezen (diplomaten, enz.), werden inzonderheid verplichte wijzigingen en wijzigingen die verband houden met de techniek van die regelingen doorgevoerd.

5. Eigenlijke vrijstellingen, met verlies van recht op aftrek.

De in dat verband aangebrachte wijzigingen houden zowel beperkingen als uitbreidingen van de vrijstellingen in. Inzonderheid gaat het om :

1^o de beperking van de vrijstelling voor onderwijs tot bepaalde (de zgn. klassieke) vormen van onderwijs en de uitbreiding tot de beroepsopleiding of -herscholing;

2^o beperking van de vrijstelling van bejaardentehuizen tot die met een sociaal karakter;

3^o uitbreiding tot de groeperingen met een medisch en paramedisch karakter voor bepaalde diensten aan hun leden;

4^o uitbreiding voor de levering en invoer van menselijke organen, menselijk bloed en moedermelk;

5^o uitbreiding tot de betalings- en ontvangstverrichtingen van de banken en financiële instellingen, maar met de mogelijkheid tot optie voor de belastingplicht voor diegenen die het wensen, in welk geval de vroegere toestand behouden blijft.

6. Aftrek van voorbelasting.

Geen fundamentele aanpassingen maar, inzonderheid om redenen van concurrentiële aard, aftrekbaarheid (of eventueel terugval) voor de belasting die drukt op banken en verzekeraarsmaatschappijen in de mate waarin zij handelingen verrichten die buiten de E.G. gesitueerd kunnen worden.

7. Betalen van de belasting.

Enkele anti-fraudemaatregelen, o.m. de mogelijkheid om, in bepaalde gevallen, de medecontractant verantwoordelijk te stellen voor het storten van de belasting aan de Schatkist (strijd tegen de gesel van de fictieve facturen).

8. Moyens de preuve et mesures de contrôle. Sanctions.

Il s'agit d'une clarification de quelques textes et en outre :

1^e de l'élargissement du droit de visite, notamment sur les chantiers ;

2^e d'une meilleure répression des infractions qui n'ont qu'une incidence faible sur le plan de la T.V.A., mais qui ont des répercussions sur d'autres impôts ; et des personnes qui se sont attribuées à tort la qualité d'assujetti.

9. Les restitutions

Il s'agit essentiellement d'une adaptation du texte en matière de restitution à l'importation.

V. — Arrêtés royaux du 27 décembre 1977 et du 31 mars 1978. Arrêté ministériel du 31 mars 1978.

En exécution de la loi du 27 décembre 1977, dont il a été question au n° IV ci-dessus, de nombreux arrêtés d'exécution durent être adaptés.

1. En date du 27 décembre 1977 (*Moniteur belge* du 31 décembre 1977), les arrêtés royaux suivants furent donc promulgués :

a) l'arrêté royal n° 5, concernant les services relatifs à un immeuble par nature en matière de taxe sur la valeur ajoutée;

b) l'arrêté royal n° 6, relatif aux exemptions concernant les transferts internationaux, les navires et bateaux et les aéronefs, en matière de taxe sur la valeur ajoutée;

c) l'arrêté royal n° 7, relatif aux importations de biens pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée;

d) l'arrêté royal n° 18, relatif aux exemptions concernant les exportations de biens et de services, en matière de taxe sur la valeur ajoutée.

2. L'arrêté royal du 31 mars 1978 (*Moniteur belge* du 11 avril 1978) modifia les arrêtés royaux suivants :

a) l'arrêté royal n° 1, du 23 juillet 1969, relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 8 mars 1978 ;

b) l'arrêté royal n° 3, du 10 décembre 1969, relatif aux déductions pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée;

c) l'arrêté royal n° 4, du 29 décembre 1969, relatif aux restitutions en matière de taxe sur la valeur ajoutée, modifié notamment par l'arrêté royal du 22 septembre 1970;

d) l'arrêté royal n° 13, du 3 juin 1970, relatif au régime des tabacs fabriqués, en matière de taxe sur la valeur ajoutée;

e) l'arrêté royal n° 14, du 3 juin 1970, relatif aux cessions de bâtiments, effectuées dans les conditions prévues à l'article 8, § 2 et 3, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée;

8. Bewijsmiddelen en controlemaatregelen. Strafbepalingen.

Het betreft een verduidelijking van enkele teksten en bovendien :

1^e uitbreiding van het bezoekrecht, speciaal op de werven;

2^e betere bestrafing van overtredingen met geringe B.T.W.-weerslag, maar met invloed op andere belastingen, en van personen die zich de hoedanigheid van belastingplichtige hebben aangemeld.

9. Teruggaven.

Het gaat hoofdzakelijk om tekstaanpassingen met betrekking tot teruggaven bij invoer.

V. — Koninklijke besluiten van 27 december 1977 en 31 maart 1978. Ministerieel besluit van 31 maart 1978.

Ingevolge de wet van 27 december 1977, waarvan sprake onder n° IV hierboven, dienden heel wat uitvoeringsbesluiten te worden aangepast.

1. Op 27 december 1977 (*Belgisch Staatsblad* van 31 december 1977) werden aldus de volgende koninklijke besluiten uitgevaardigd :

a) het koninklijk besluit n° 5, met betrekking tot de diensten die verband houden met een uit zijn aard onroerend goed, inzake belasting over de toegevoegde waarde ;

b) het koninklijk besluit n° 6, met betrekking tot de vrijstelling ten aanzien van internationaal vervoer, zee- en binnenschepen en luchtvaartuigen, op het stuk van de belasting over de toegevoegde waarde;

c) het koninklijk besluit n° 7, met betrekking tot de invoer van goederen voor de toepassing van de belasting over de toegevoegde waarde ;

d) het koninklijk besluit n° 18, met betrekking tot de vrijstellingen ten aanzien van de uitvoer van goederen en diensten, op stuk van de belasting over de toegevoegde waarde.

2. Bij koninklijk besluit van 31 maart 1978 (*Belgisch Staatsblad* van 11 april 1978) werden de volgende koninklijke besluiten gewijzigd :

a) het koninklijk besluit n° 1, van 23 juli 1969, met betrekking tot de regeling voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 maart 1978;

b) het koninklijk besluit n° 3, van 10 december 1969, met betrekking tot de aftrekregeling voor de toepassing van de belasting over de toegevoegde waarde;

c) het koninklijk besluit n° 4, van 29 december 1969, met betrekking tot de terugval inzake belasting over de toegevoegde waarde, gewijzigd inzonderheid bij het koninklijk besluit van 22 september 1970;

d) het koninklijk besluit n° 13, van 3 juni 1970, met betrekking tot de regeling voor tabaksfabrikaten op het stuk van de belasting over de toegevoegde waarde ;

e) het koninklijk besluit n° 14, van 3 juni 1970, met betrekking tot de vervreemdingen van gebouwen overeenkomstig het bepaalde in artikel 8, § 2 en 3, van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde ;

f) l'arrêté royal n° 15, du 3 juin 1970, organisant la procédure d'expertise prévue à l'article 59, § 2, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée;

g) l'arrêté royal n° 16, du 3 juin 1970, relatif à l'application de la taxe sur la valeur ajoutée aux ventes de poissons, crustacés et mollusques dans les minques communales;

b) l'arrêté royal n° 17, du 20 juillet 1970, relatif à l'établissement d'une base minimale d'imposition pour les voitures automobiles, en matière de taxe sur la valeur ajoutée;

i) l'arrêté royal n° 19, du 20 juillet 1970, réglant l'application de la taxe d'égalisation ;

j) l'arrêté royal n° 22, du 15 septembre 1970, relatif au régime particulier applicable aux exploitants agricoles en matière de taxe sur la valeur ajoutée, modifié notamment par l'arrêté royal du 18 mai 1971;

k) l'arrêté royal n° 23, du 19 octobre 1970, réglant les modalités d'application de l'article 50, § 1^{er}, 5^e, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée;

l) l'arrêté royal n° 24, du 23 octobre 1970, relatif au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée;

m) l'arrêté royal n° 28, du 23 décembre 1970, relatif au contrôle des transports par route pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée, modifié notamment par l'arrêté royal du 11 août 1972.

Par le même arrêté royal, l'arrêté royal n° 25, du 13 novembre 1970, relatif aux dispositions transitoires applicables à partir de l'entrée en vigueur de la taxe sur la valeur ajoutée, aux autorisations, franchises et autres régimes spéciaux accordés en matière de taxes assimilées au timbre, a été abrogé.

3. Un arrêté ministériel du 31 mars 1978 (*Moniteur belge* du 11 avril 1978) a modifié à son tour :

a) l'arrêté ministériel n° 3, du 24 novembre 1970, relatif aux acomptes mensuels à payer par les assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée tenus au dépôt de déclarations trimestrielles ;

b) l'arrêté ministériel n° 5, du 9 décembre 1970, relatif à l'emploi, dans certains bureaux des douanes, d'une machine à timbrer pour l'acquittement de la taxe sur la valeur ajoutée, modifié par l'arrêté ministériel du 21 mars 1977 ;

c) l'arrêté ministériel n° 6, du 9 décembre 1970, accordant des délais pour le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée qui est due en raison de l'importation de biens.

Tandis que les arrêtés suivants ont été abrogés :

a) l'arrêté ministériel n° 4, du 9 décembre 1970, fixant le taux forfaitaire de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux importations de biens expédiés par petits envois ou contenus dans les bagages des voyageurs, modifié par les arrêtés ministériels du 22 septembre 1972 et du 16 août 1973 ;

f) het koninklijk besluit n° 15, van 3 juni 1970, tot regeling van de schattingsprocedure waarin artikel 59, § 2, van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde voorziet ;

g) het koninklijk besluit n° 16, van 3 juni 1970, met betrekking tot de toepassing van de belasting over de toegevoegde waarde inzake de verkoop van vis, schaal-, schelp- et weekdieren in de gemeentelijke vismijnen;

h) het koninklijk besluit n° 17, van 20 juli 1970, met betrekking tot de vaststelling van een minimummaatstaf van heffing voor personenauto's op het stuk van de belasting over de toegevoegde waarde ;

i) het koninklijk besluit n° 19, van 20 juli 1970, tot regeling van de toepassing van de égalisatiebelasting ;

j) het koninklijk besluit n° 22, van 15 september 1970, met betrekking tot de bijzondere regeling voor landbouwondernemers inzake belasting over de toegevoegde waarde, gewijzigd inzonderheid bij het koninklijk besluit van 18 mei 1971 ;

k) het koninklijk besluit n° 23, van 19 oktober 1970, tot regeling van de toepassingsmodaliteiten van artikel 50, § 1, 5^e, van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde ;

l) het koninklijk besluit n° 24, van 23 oktober 1970, met betrekking tot de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde ;

m) het koninklijk besluit n° 28, van 23 december 1970, met betrekking tot de controle van het vervoer over de weg voor de toepassing van de belasting over de toegevoegde waarde, gewijzigd inzonderheid bij het koninklijk besluit van 11 augustus 1972.

Bij hetzelfde koninklijk besluit werd het koninklijk besluit n° 25, van 13 november 1970, met betrekking tot de overgangsbepalingen die, vanaf de inwerkingtreding van de belasting over de toegevoegde waarde, van toepassing waren op de vergunningen, vrijstellingen en andere bieuondere regelingen verleend inzake met het zegel gelijkgestelde taksen, opgeheven.

3. Een ministerieel besluit van 31 maart 1978 (*Belgisch Staatsblad* van 11 april 1978) wijzigde op zijn beurt :

a) het ministerieel besluit n° 3, van 24 november 1970, met betrekking tot de maandelijkse voorschotten te voldoen door de belastingplichtigen die gehouden zijn tot het indienen van kwartaalaangiften voor de toepassing van de belasting over de toegevoegde waarde ;

b) het ministerieel besluit n° 5, van 9 december 1970, met betrekking tot het gebruik in sommige douanekantoren van een zegelmachine voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 21 maart 1977 ;

c) het ministerieel besluit n° 6, van 9 december 1970, waarbij uitstel wordt verleend voor de voldoening van de ter zake van invoer van goederen verschuldigde belasting over de toegevoegde waarde.

Terwijl de volgende besluiten werden opgeheven :

a) het ministerieel besluit n° 4, van 9 december 1970, tot vaststelling van het forfaitair tarief van de belasting over de toegevoegde waarde toepasselijk op de invoer van goederen in kleine zendingen of in de bagage van reizigers, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 22 september 1972 en 16 augustus 1973 ;

b) l'arrêté ministériel n° 7, du 27 janvier 1971, relatif au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne les importations.

4. Enfin, par l'arrêté royal du 19 avril 1978 (*Moniteur belge* du 25 avril 1978), l'arrêté royal n° 20, du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, et l'arrêté royal n° 26, du 2 décembre 1970, relatif à l'assujettissement des organismes publics à la taxe sur la valeur ajoutée, ont été modifiés.

De ce fait, depuis le 1^{er} mai 1978, les leçons de conduite de véhicules routiers automoteurs (excepté s'il s'agit de formation professionnelle), ainsi que l'organisation d'examens en vue de l'obtention d'un permis de conduire, sont soumises à la T.V.A. au taux de 6 %. De même, les services publics qui exploitent des auto-écoles acquièrent, à partir de cette date, la qualité d'assujetti.

VI. — Arrêtés royaux du 24 février et du 8 mars 1978.

1. L'arrêté royal du 24 février 1978 (*Moniteur belge* du 2 mars 1978), a modifié l'arrêté royal n° 2, du 7 novembre 1969, relatif à l'établissement de bases forfaitaires de taxation à la taxe sur la valeur ajoutée et l'arrêté royal n° 19, du 20 juillet 1970, réglant l'application de la taxe d'égalisation.

Cette modification porte le chiffre d'affaires maximum en matière de régimes forfaitaires à quinze millions et le montant annuel maximum des achats en matière de régime de la taxe d'égalisation, à quatre millions cinq cent mille francs (alimentation générale) et à deux millions cinq cent mille francs (autres secteurs).

2. L'arrêté royal du 8 mars 1978 (*Moniteur belge* du 14 mars 1978) a modifié l'arrêté royal n° 1, du 23 juillet 1969 relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée, et l'arrêté royal n° 12, du 3 juin 1970, relatif à la tenue d'un registre des travaux à façon pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée.

Ce changement porte le chiffre d'affaires à quinze millions en deçà duquel l'assujetti peut, d'une part, tenir une comptabilité simplifiée et introduire des déclarations trimestrielles et, d'autre part, être dispensé de la tenue d'un registre des travaux à façon.

VII. — Arrêté royal du 15 juin 1978.

L'arrêté royal du 15 juin 1978 (*Moniteur belge* du 22 juin 1978) a modifié l'arrêté royal n° 7, du 27 décembre 1977, relatif aux importations de biens pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée, et l'arrêté royal n° 18, du 27 décembre 1977, relatif aux exemptions concernant les exportations de biens et de services en matière de taxe sur la valeur ajoutée.

Depuis le 1^{er} juillet 1978, d'une part, l'exonération pour l'importation de biens qui font partie des bagages personnels des voyageurs en provenance du Grand-Duché de Luxem-

b) het ministerieel besluit n° 7, van 27 januari 1971, met betrekking tot de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde inzake invoer.

4. Tenslotte werden bij koninklijk besluit van 19 april 1978 (*Belgisch Staatsblad* van 25 april 1978) het koninklijk besluit n° 20 van 20 juli 1970, tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven, en het koninklijk besluit n° 26, van 2 december 1970, met betrekking tot het onderwerpen van de openbare instellingen aan de belasting over de toegevoegde waarde, gewijzigd.

Daardoor werden vanaf 1 mei 1978 de lessen betreffende het besturen van motorrijtuigen voor wegverkeer (behalve wanneer het om beroepsopleiding gaat), alsmede het afnemen van examens voor het bekomen van een rijbewijs, aan de B.T.W. onderworpen tegen een tarief van 6 %. Eveneens vanaf dat ogenblik verkrijgen de openbare instellingen die autorijscholen exploiteren de hoedanigheid van belastingplichtige.

VI. — Koninklijke besluiten van 24 februari en 8 maart 1978.

1. Het koninklijk besluit van 24 februari 1978 (*Belgisch Staatsblad* van 2 maart 1978) wijzigde het koninklijk besluit n° 2, van 7 november 1969, met betrekking tot de vaststelling van forfaitaire grondslagen van aanslag voor de belasting over de toegevoegde waarde, en het koninklijk besluit n° 19, van 20 juli 1970, tot regeling van de toepassing van de égalisatiebelasting.

Die wijziging voorziet in de verhoging van de maximumomzet tot vijftien miljoen frank inzake de forfaitaire regelingen en van het maximale jaarlijkse aankoopschijfer tot vier miljoen vijfhonderdduizend frank (algemene voedingswaren) en tot twee miljoen vijfhonderdduizend frank (andere sectoren) inzake de regeling égalisatiebelasting.

2. Het koninklijk besluit van 8 maart 1978 (*Belgisch Staatsblad* van 14 maart 1978) wijzigde het koninklijk besluit n° 1, van 23 juli 1969, met betrekking tot de regeling voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde, en het koninklijk besluit n° 12, van 3 juni 1970, met betrekking tot het houden van een maakloonregister voor de toepassing van de belasting over de toegevoegde waarde.

Die wijziging voorziet in de verhoging van de jaaromzet tot vijftien miljoen frank onder dewelke de belastingplichtigen enerzijds een vereenvoudigde boekhouding mogen voeren en driemaandelijks aangiften indienen en, anderzijds, ontheven zijn van de verplichting een maakloonregister te houden.

VII. — Koninklijk besluit van 15 juni 1978.

Het koninklijk besluit van 15 juni 1978 (*Belgisch Staatsblad* van 22 juni 1978) wijzigde het koninklijk besluit n° 7, van 27 december 1977, met betrekking tot de invoer van goederen voor de toepassing van de belasting over de toegevoegde waarde, en het koninklijk besluit n° 18, van 27 december 1977, met betrekking tot de vrijstellingen ten aanzien van de uitvoer van goederen en diensten, op het stuk van de belasting over de toegevoegde waarde.

Met ingang van 1 juli 1978 werd, enerzijds, de vrijstelling voor de invoer van goederen die deel uitmaken van de persoonlijke bagage van de reizigers, komende van het

bourg ou des Pays-Bas, a été portée à 8 250 francs et, d'autre part, l'exonération, pour la livraison de biens à un voyageur établi à l'étranger, qui en prend possession dans le pays, mais qui les exporte dans ses bagages personnels vers le Grand-Duché de Luxembourg ou les Pays-Bas, est appliquée dès que la valeur par article dépasse 8 250 francs.

TAXES ASSIMILEES AU TIMBRE.

Au cours de la période du 1^{er} juillet 1977, au 30 juin 1978, les modifications suivantes ont été apportées au régime des taxes assimilées au timbre.

I. — *Loi relative aux propositions budgétaires 1977-1978.*

En vertu des articles 23 et 24 de la loi du 22 décembre 1977 (*Moniteur belge* du 24 décembre 1977), et depuis le 1^{er} janvier 1978 :

1^{er} a été abrogée, la taxe de 7 % sur les prestations des intermédiaires en assurances qui faisait l'objet du Titre VII du Code des taxes assimilées au timbre et du Titre VII du Règlement général sur les taxes assimilées au timbre;

2nd ont été portés respectivement à 8,25 % et à 4 % les taux de 6 % et de 3 % de la taxe sur les assurances établie par l'article 175¹ du Code des taxes assimilées au timbre.

II. — *Loi du 27 décembre 1977.*

En vertu de l'article 41 de la loi du 27 décembre 1977 (*Moniteur belge* du 30 décembre 1977) un Titre I, « Taxe à l'immatriculation » avec effet du 1^{er} janvier 1978, a été réintroduit.

Cette taxe remplace la perception de la T.V.A. pour les livraisons de voitures automobiles d'occasion, motocyclettes, avions, remorques pour le camping et bateaux de plaisance, faites par des personnes autres que celles assujetties à la T.V.A. Bien que cet impôt diffère techniquement de celui perçu avant le 1^{er} janvier 1978, puisque ce n'est plus l'acte juridique c'est-à-dire la vente qui est taxée mais bien le simple fait de l'immatriculation du véhicule ou de l'avion, de la mise en service de la caravane ou de la délivrance de la lettre de pavillon pour les bateaux, la charge fiscale ne change en fait pas puisque l'impôt est perçu au taux de 25 % sur la valeur du véhicule.

DROITS DE SUCCESSION ET DE MUTATION PAR DECES.

La loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978 (*Moniteur belge* du 24 décembre 1977) a apporté en cette matière les modifications suivantes, à partir du 1^{er} janvier 1978 :

1. Abattements.

Les abattements (montants à concurrence desquels est exempt de l'impôt ce qui est recueilli dans la succession d'un habitant du royaume par un héritier en ligne directe appelé également à la succession ou par le conjoint survivant, avec ou sans enfants ou descendants communs) sont

Groothertogdom Luxemburg of Nederland, verhoogd tot 8 250 frank, en anderzijds, de vrijstelling voor de levering van goederen aan een in het buitenland gevestigde reiziger die de goederen hier te lande in bezit neemt maar ze in zijn persoonlijke bagage mee uitvoert naar het Groothertogdom Luxemburg of Nederland, toegepast wanneer de waarde per voorwerp meer bedraagt dan 8 250 frank.

MET HET ZEGEL GELIJKGESTELDE TAKSEN.

Tijdens de periode van 1 juli 1977 tot en met 30 juni 1978, werden de volgende wijzigingen aangebracht aan het stelsel van de met het zegel gelijkgestelde taksen.

I. — *Wet betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978.*

Ingevolge de artikelen 23 en 24 van de wet van 22 decembre 1977 (*Belgisch Staatsblad* van 24 december 1977) en vanaf 1 januari 1978 :

1^o werd de taks van 7 % op de prestaties van tussenpersonen bij verzekeringen, die het voorwerp uitmaakte van Titel VII van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen en van Titel VII van de Algemene Verordening op de met het zegel gelijkgestelde taksen, opgeheven;

2^o werden de in artikel 175¹ van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen vastgestelde tarieven van 6 % en 3 % van de taks op de verzekeringen, respectievelijk gebracht op 8,25 % en 4 %.

II. — *Wet van 27 december 1977.*

Ingevolge artikel 41 van de wet van 27 december 1977 (*Belgisch Staatsblad* van 30 december 1977) werd, met ingang van 1 januari 1978, opnieuw een Titel I ingevoegd : « Inschrijvingstaks ».

Die taks vervangt de heffing van B.T.W. voor de leveringen van tweedehandse automobielen, motorrijwielen, luchtvaartuigen, kampeerwagens en pleziervaartuigen door anderen dan B.T.W.-belastingplichtigen. Ofschoon deze belasting technisch verschilt van die geheven vóór 1 januari 1978, aangezien niet meer de uitvoering van de juridische handeling van de verkoop belast wordt maar wel het eenvoudig feit van de inschrijving van het voertuig of luchtvaartuig, de ingebruikneming van de kampeerwagen of de uitreiking van vlaggebrief voor vaartuigen, verandert de belastingdruk in feite niet daar de belasting wordt geheven tegen het tarief van 25 % over de waarde van het voertuig.

RECHTEN VAN SUCCESSION EN VAN OVERGANG BIJ OVERLIJDEN.

De wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978 (*Belgisch Staatsblad* van 24 decembre 1977) heeft vanaf 1 januari 1978 in deze materie de volgende wijzigingen aangebracht :

1. Abattementen.

De abattementen (bedragen tot beloop waarvan vrijstelling van de belasting bestaat voor hetgeen verkregen wordt in de nalatenschap van een riksinswoner door een door de wet tot de erfenis geroepen erfgenaam in rechte lijn of tussen echtgenoten, met of zonder gemeenschappelijke kin-

sensiblement majorés : abattement ordinaire porté de 200 000 francs à 500 000 francs; abattement supplémentaire, en faveur des enfants mineurs du défunt, porté de 40 000 francs à 100 000 francs par année entière restant à courir jusqu'à leur majorité, le conjoint survivant bénéficiant éventuellement dans ce cas également d'un abattement supplémentaire égal à la moitié des abattements supplémentaires des enfants communs.

2^o Tarifs.

Le tarif applicable entre époux ayant des enfants ou descendants communs, soit le même qu'en ligne directe, est étendu aux successions entre époux sans enfants ni descendants communs.

Le nouveau tarif en ligne directe et entre époux est, par rapport au tarif antérieur en ligne directe, accentué à partir des tranches d'imposition supérieures à 6 millions de francs.

Quant aux taux prévus en ligne collatérale et entre personnes non parentes, ils sont relevés sensiblement, surtout dans les tranches élevées.

3^o Facilités de paiement.

Les débiteurs de l'impôt successoral peuvent dorénavant être autorisés à se libérer de leur dette par des paiements partiels non seulement, comme il était déjà prévu par le texte légal antérieur, lorsque les biens successoraux ne sont pas susceptibles d'une réalisation immédiate sans un préjudice considérable pour ces contribuables, mais également lorsque les biens successoraux sont utilisés pour l'exercice d'une activité professionnelle, c'est-à-dire lorsqu'ils sont affectés à une exploitation commerciale, agricole ou industrielle, ou à une autre exploitation de nature analogue.

En outre, la période maximale pendant laquelle les paiements partiels peuvent ainsi être échelonnés est portée de 3 à 5 ans, en règle à partir de la date du décès.

DROITS D'ENREGISTREMENT.

La loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978 (*Moniteur belge* du 24 décembre 1977) a instauré, à partir du 1^{er} janvier 1978, un nouveau tarif pour le droit d'enregistrement de donation, parallèlement à la modification du tarif de l'impôt successoral (voir rubrique « Droits de succession et de mutation par décès », 2^o).

DROIT DE TIMBRE.

La loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978 (*Moniteur belge* du 24 décembre 1977) a établi un nouveau droit de timbre de 7,50 % (sur la base du prix de location) frappant la prise en location de logements de vacances meublés ainsi que la sous-location et la cession de bail concernant de tels logements, et ce, en règle, à partir du 1^{er} janvier 1978.

Un arrêté royal du 27 décembre 1977 (*Moniteur belge* du 31 décembre 1977) contient les mesures nécessaires pour l'application de ce nouveau droit et, notamment, pour en assurer la juste perception.

deren of afstammelingen) worden aanzienlijk verhoogd : het gewoon abattement wordt van 200 000 frank op 500 000 frank gebracht; het bij-abattement ten gunste van de minderjarige kinderen van de overledene wordt van 40 000 frank op 100 000 frank gebracht voor elk vol jaar dat nog moet verlopen tot hun meerderjarigheid; de overlevende echtgenoot geniet eventueel in laatstbedoeld geval eveneens een bij-abattement gelijk aan de helft van de bij-abattements van de gemeenschappelijke kinderen

2^o Tarieven.

Het tarief toepasselijk tussen echtgenoten met gemeenschappelijke kinderen of afstammelingen, dat hetzelfde is als het tarief in rechte lijn, wordt uitgebreid tot de nalatenschappen tussen echtgenoten zonder gemeenschappelijke kinderen of afstammelingen.

Het nieuwe tarief in rechte lijn en tussen echtgenoten is, in vergelijking met het vroegere tarief in rechte lijn, verhoogd vanaf de belastbare schijven boven de 6 miljoen frank.

Anderzijds worden de tarieven toepasselijk in de zijlijn en tussen niet-verwante personen aanzienlijk verscherpt, vooral in de hogere schijven.

3^o Gemak van betaling.

De belastingplichtigen kunnen voortaan worden vergund hun schuld met gedeeltelijke betalingen te voldoen niet alleen wanneer de erfgoederen niet voor onmiddellijke tegeldekmaking vatbaar zijn zonder aanmerkelijke schade voor de belastingplichtige, zoals reeds was bepaald in de vorige wettekst, maar eveneens wanneer de erfgoederen voor het uitoefenen van een beroepswerkzaamheid worden gebruikt, met andere woorden, wanneer zij worden aangewend in een handels-, landbouw- of nijverheidsbedrijf, of in een ander gelijkaardig bedrijf.

Daarenboven wordt de termijn, waarover de gedeeltelijke bepalingen aldus maximaal kunnen worden gespreid, van drie op vijf jaar gebracht, in regel vanaf de datum van het overlijden.

REGISTRATIERECHTEN.

De wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978 (*Belgisch Staatsblad* van 24 december 1977) heeft vanaf 1 januari 1978 een nieuw tarief voor het schenkingsrecht ingevoerd, parallel met de wijzigingen van het tarief van de successiebelasting (zie rubriek « Rechten van successie en van overgang bij overlijden », 2^o).

ZESELRECHT.

De wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978 (*Belgisch Staatsblad* van 24 december 1977) heeft een nieuw zegelrecht van 7,50 % (over de huurprijs) vastgesteld, dat slaat op de huur van gemeubelde vakantieverblijven, alsook op de onderhuur en de overdracht van huur betreffende soortgelijke verblijven, en dit, in regel, vanaf 1 januari 1978.

Een koninklijk besluit van 27 december 1977 (*Belgisch Staatsblad* van 31 december 1977) bevat de nodige maatregelen voor de toepassing van dit nieuwe recht, inzonderheid om de juiste heffing ervan te verzekeren.

ANNEXE III.

BIJLAGE III.

**SITUATION DU PERSONNEL DE L'ETAT
AU 30 JUIN 1978.**

Comme l'année précédente, les statistiques accusent à nouveau une hausse des effectifs des ministères. Pour la période allant du 1^{er} juillet 1977 au 30 juin 1978, cette hausse s'élève à 2 268 unités ou 2,86 %, ce qui représente à peu près les mêmes chiffres que ceux de la période antérieure de douze mois. Cette évolution généralement attendue est due à diverses mesures prises par le Gouvernement et énumérées ci-après.

En effet, en raison de la situation économique générale et des conséquences qu'elle entraîne au niveau de l'emploi, le Gouvernement a abandonné dès 1977 le principe, en vigueur depuis plusieurs années, du blocage des recrutements. C'est ainsi que, dans une première phase, les cadres ont été complétés après obtention des autorisations de recrutement nécessaires.

Ensuite, il fut décidé d'autoriser certaines extensions de cadres, ce qui se réalisa dans de nombreux cas dans la mesure où la preuve pouvait être faite d'un réel besoin de personnel en vue d'exécuter des tâches non temporaires.

Et enfin, la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978 a porté le stage des jeunes de 1 à 2 % des effectifs. Le stage des jeunes fut instauré par les articles 5 et suivants de la loi du 30 mars 1976 relative à diverses mesures de redressement économique, afin de donner l'occasion à une catégorie de chômeurs n'ayant jamais travaillé de pouvoir exercer une activité professionnelle sous la forme d'un stage pratique.

En ce qui concerne les corps spéciaux, il faut tout d'abord mentionner les campagnes de recrutement, étaillées sur plusieurs années, que mènent les Forces armées et la Gendarmerie. La réduction de la durée du service militaire a fortement diminué le nombre de miliciens, ce qui a donné à l'armée un caractère plus professionnel. Le remplacement de miliciens par des professionnels a évidemment pour conséquence une forte hausse du nombre des militaires de carrière. Pour ce qui est de la Gendarmerie, il faut citer l'extension continue des tâches qui lui sont confiées.

En ce qui concerne le secteur de l'Education nationale, l'on aurait pu s'attendre, étant donné la diminution persistante du nombre des élèves, à une évolution parallèle, bien que peut-être plus lente, au niveau de l'emploi. Cette évolution ne s'est toutefois pas produite en raison des diverses mesures prises par le Gouvernement afin de favoriser le recrutement dans ce secteur (comme par exemple les restrictions relatives au cumul, les enseignants chargés de l'éducation physique, etc...).

**STAND VAN HET RIJKSPERSONEEL
OP 30 JUNI 1978.**

Aansluitend op een vorig jaar alhier geformuleerde opmerking, wijst de voorgelegde statistiek nogmaals op een stijging van de personeelsbezetting der ministeries. Voor de periode 1 juli 1977 tot 30 juni 1978 bedraagt deze stijging 2 268 eenheden of 2,86 %, dit is nagenoeg dezelfde cijfers als voor de voorgaande periode van twaalf maanden. Deze evolutie, die als zodanig algemeen verwacht werd, vindt haar oorsprong in diverse overheidsmaatregelen die hierna worden opgesomd.

Gelet op de algemene economische toestand en de gevlogen op het vlak van de tewerkstelling, heeft de Regering reeds in 1977 de gedurende vele jaren geldende regel van de blokkering van de wervingen opgeheven. Bijgevolg werden in een eerste fase de personeelsformaties zonder meer aangevuld na het verstrekken van de overeenkomstige machtingen tot werving.

Vervolgens werd ook beslist bepaalde uitbreidingen der personeelsformaties toe te staan; dit werd in vele gevallen mogelijk voor zover reële en functionele behoeften aan personeel bewezen werden ter uitvoering van opdrachten die geen tijdelijk karakter vertonen.

Tenslotte heeft de wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978 de stage van de jongeren van 1 op 2 % van de personeelsbezetting gebracht. Bedoelde stage werd ingesteld door de wet van 30 maart 1976 betreffende diverse economische herstelmaatregelen. De artikels 5 en volgende hadden de stage van de jongeren ingesteld met het doel aan een kategorie werklozen die nooit gewerkt hebben de kans te geven een beroepsbezighed uit te oefenen onder de vorm van een praktische stage.

Wat de bijzondere korpsen betreft, zij in de eerste plaats verwezen naar de bij de Krijgsmacht en de Rijkswacht aan gang zijnde wervingscampagnes die over meerdere jaren lopen. De vermindering van de diensttijd voor de militieplichtigen heeft een scherpe daling van hun aantal veroorzaakt, met als gevolg een stelselmatige professionalisering van het leger. De vervanging van miliciens door beroepskrachten leidt uiteraard naar een sterke toename van het aantal militairen. Voor de Rijkswacht geldt de voordurende uitbreiding van de opdrachten.

Voor de sector Nationale Opvoeding zou men, gelet op de aanhoudende daling van de schoolbevolking, zij het met vertraging, een gelijklopende evolutie van de tewerkstelling kunnen veronderstellen. Dit is evenwel niet gebeurd omdat diverse overheidsmaatregelen de wervingen in die sector hebben bevorderd (bv. de cumulbeperkingen, de bijzondere leerkrachten lichamelijke opvoeding, enz...).

Effectifs au 30 juin 1978.

Personnelsbezetting op 30 juni 1978.

MINISTERES — MINISTERIES	Personnel définitif	Personnel temporaire	Autres statuts	Personnel en non- activité	Total	Effectifs au 30.VI.1977	Personnels- bezetting op 30.VI.1977	Variation
	Vast personeel	Tijdelijk personeel	Andere statuten	Personnel op non- activiteit	Totaal	Personnels- bezetting op 30.VI.1977	Wijziging	
Premier Ministre. — Eerste Minister	762	8	39	22	831	779	+ 52	
Affaires étrangères et Commerce extérieur. — Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel ...	1 675	6	1 903	29	(¹) 3 613	3 503	+ 110	
Intérieur. — Binnenlandse Zaken	2 464	66	265	37	(²) 2 832	2 838	- 6	
Finances. — Financiën	30 395	831	3 120	381	34 727	33 573	+ 1 154	
Justice. — Justitie	5 625	417	214	38	6 294	5 882	+ 412	
Défense Nationale. — Landsverdediging	3 696	90	1 955	49	(³) 5 790	5 771	+ 19	
Affaires économiques. — Economische Zaken ...	3 028	145	371	—	3 544	3 409	+ 135	
Agriculture. — Landbouw	2 425	11	67	17	(⁴) 2 520	2 505	+ 15	
Santé publique et Famille. — Volksgezondheid en Gezin	2 796	125	496	17	(⁵) 3 434	3 402	+ 32	
Emploi et Travail. — Tewerkstelling en Arbeid ...	988	316	36	16	1 356	1 217	+ 139	
Prévoyance Sociale. — Sociale Voorzorg	562	32	22	10	626	601	+ 25	
Travaux publics. — Openbare Werken	8 732	414	255	50	9 451	9 365	+ 86	
Communications et P.T.T. — Verkeerswezen en P.T.T.	2 019	47	125	27	2 218	2 118	+ 100	
Classes moyennes. — Middenstand	420	16	23	4	463	431	+ 32	
Education nationale et Culture (Administration Centrale). — Nationale Opvoeding en Cultuur (Hoofdbestuur)	2 544	1 196	127	56	3 923	3 960	- 37	
Totaux Ministères. — Totaal Ministeries	68 131	3 720	9 018	753	81 622	79 354	+ 2 268	

MINISTERES — MINISTERIES	Personnel définitif	Personnel temporaire	Autres statuts	Personnel en non- activité	Total	Effectifs au 30.VI.1977	Variation
	Vast personeel	Tijdelijk personeel	Andere statuten	Personnel op non- activiteit	Totaal	Personnels- bezetting op 30.VI.1977	Wijziging
CORPS SPECIAUX. — BIJZONDERE KORPSEN.							
1. Ordre judiciaire. — <i>Rechterlijke Orde</i> :							
a) Magistrature civile et personnel des tribunaux civils. — <i>Burgerlijke magistratuur en administratief personeel van de burgerlijke rechbanken</i> ...	5 801	919	2	132	6 854	6 862	— 8
b) Magistrature militaire et personnel administratif des tribunaux militaires. — <i>Militaire magistratuur en administratief personeel van de militaire rechbanken</i> ...	196	10	—	3	209	206	+ 3
c) Police judiciaire et police de la jeunesse. — <i>Gerechtelijke politie en jeugdpolitie</i> ...	995	—	—	3	998	978	+ 20
Total Ordre judiciaire. — <i>Totaal Rechterlijke Orde</i> ...	6 992	929	2	138	8 061	8 046	+ 15
2. Conseil d'Etat. — <i>Raad van State</i> ...	160	11	13	—	184	170	+ 14
3. Personnel militaire: — <i>Militair personeel</i> :							
a) Force terrestre. — <i>Landmacht</i> ...	40 518	—	—	—	40 518	37 413	+ 3 105
b) Force aérienne. — <i>Luchtmacht</i> ...	17 114	—	—	—	17 114	16 779	+ 335
c) Force navale. — <i>Zeemacht</i> ...	3 323	—	—	—	3 323	3 217	+ 106
d) Service médical. — <i>Medische dienst</i> ...	2 395	—	—	—	2 395	2 086	+ 309
Total personnel militaire. — <i>Totaal militair personeel</i> ...	63 350	—	—	—	63 350	59 495	+ 3 855
4. Gendarmerie. — <i>Rijkswacht</i> ...	15 770	—	—	—	(*) 15 770	(*) 15 551	+ 219
Totaux corps spéciaux. — <i>Totalen bijzondere korpsen</i> ...	86 272	940	15	138	87 365	83 262	+ 4 103
EDUCATION NATIONALE. — NATIONALE OPVOEDING.							
Corps enseignant et personnel scientifique de l'Etat, agents administratifs et de service des établissements de l'Etat (*). — <i>Onderwijzend en wetenschappelijk Rijkspersoneel, administratief en dienstpersoneel van de Rijksinstellingen</i> (*) ...	64 016	16 583	—	—	(*) 80 599	80 173	+ 426

(*) Dont 1 831 auxiliaires à l'étranger et dans les organismes internationaux.

(*) Dont 342 receveurs régionaux.

(*) Dont 1 317 travaillent à la Gendarmerie.

(*) Dont 698 membres du personnel des Etablissements scientifiques de l'Etat.

(*) Dont 212 membres du personnel des Etablissements scientifiques de l'Etat.

(*) Exclus les militaires en mobilité.

(*) Sans élimination de doubles emplois provenant des fonctions exercées en cumul dans les diverses branches de l'enseignement, sans les universités.

(*) Waarvan 1 831 hulpkrachten in het buitenland en internationale instellingen.

(*) Waarvan 342 gewestelijke ontvangers.

(*) Waarvan 1 317 werkzaam bij de Rijkswacht.

(*) Waarvan 698 personeelsleden in de Wetenschappelijke Instellingen van de Staat.

(*) Waarvan 212 personeelsleden in de Wetenschappelijke Instellingen van de Staat.

(*) Uitgesloten militairen in mobiliteit.

(*) Zonder uitschakeling van het dubbel gebruik voortvloeiend uit cumulbetrekkingen in de verschillende takken van het onderwijs, zonder de universiteiten.

Bien que les données relatives aux effectifs du 30 juin 1978 ne soient pas encore actuellement disponibles pour les autres catégories de personnel relevant de la Fonction publique — il est intéressant de considérer l'importance globale de ce personnel, qui ressort du tableau suivant, arrêté à la situation à la date du 30 juin 1977.

Alhoewel de gegevens betreffende de effectieven op 30 juni 1978 thans nog niet beschikbaar zijn voor de andere personeelscategorieën die onder het Openbaar Ambt ressorteren — is het toch interessant de globale omvang van dit personeel zoals dit blijkt uit navolgende tabel, afgesloten op datum van 30 juni 1977, na te gaan.

Personnel de la Fonction publique.

Personnel in Overheidsdiensten.

	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Ministères. — <i>Ministeries</i>	74 871	76 934	77 870	77 137	77 352	79.354
Ordre judiciaire. — <i>Rechterlijke orde</i>	6 836	6 970	7 316	7 600	7 878	8 046
Conseil d'Etat. — <i>Raad van State</i>	164	169	170	169	172	170
Personnel militaire. — <i>Militair personeel</i>	51 861	49 793	49 027	53 217	56 404	58 917
Gendarmerie. — <i>Rijkswacht</i>	13 915	14 690	15 201	15 510	15 744	16 128
Education nationale. — <i>Nationale Opleiding</i>	239 949	245 629	253 553	261 725	280 260	282.803
dont : — <i>waarvan</i> :						
Enseignement de l'Etat. — <i>Rijksonderwijs</i>	69 410	75 465	77 694	79 037	88 557	87 077
Enseignement subsidié. — <i>Gesubsidieerd onderwijs</i> ...	170 539	170 164	175 949	182 688	191 703	195 726
Communes, Provinces, etc. — <i>Gemeenten, Provincies, enz</i> ...	131 577	137 138	142 396	147 660	152 484	158 067
Etablissements d'intérêt public. — <i>Instellingen van openbaar nut</i>	170 060	175 202	181 915	187 679	186 578	186 539
Pouvoir législatif. — <i>Wetgevende macht</i>	1 016	1 034	1 041	1 048	1 056	1 090
dont : — <i>waarvan</i> :						
Sénat. — <i>Senaat</i>	224	229	229	232	233	236
Chambre. — <i>Kamer</i>	288	294	294	299	302	317
Cour des comptes. — <i>Rekenhof</i>	504	511	518	517	521	537
	690 249	707 552	728 489	751 745	777 928	791 114

N.B. — La technique statistique utilisée pour l'établissement de ces données étant régulièrement affinée, la comparaison d'une année à l'autre peut être quelque peu faussée.

N.B. — Gelet op aanhoudende verbetering van de statistiektechniek die voor het opmaken van deze statistiek aangewend wordt kan het gebeuren dat de vergelijking van het ene jaar op het andere lichtjes mank loopt.

ANNEXE IV.

BIJLAGE IV.

PENSIONS.

Au total, le budget des Pensions pour 1979 s'élève à 111 315,0 millions de francs, (voir tableau), contre 103 591,8 millions de francs pour le budget ajusté de 1978. L'accroissement atteint par conséquent 7,5 %. Par rapport au budget initial voté pour 1978 (107 117,1 millions de francs), l'augmentation s'élève à 3,9 %.

Les crédits qui seront commentés ci-après, par section (¹), sont regroupés dans le tableau ci-dessous :

Evolution du budget des Pensions.

(En millions de francs.)

SECTION	Réalisations — Verwezenlijkingen	1978		1979	SECTIE
		Voté	Ajusté		
		— Goedgestemd	— Aangepast		
31. Pensions civiles, ecclésiastiques et militaires.	36 841,3	40 638,3	39 818,5	44 180,3	31. Burgerlijke, geestelijke en militaire pensioenen.
32. Pensions de guerre	12 140,6	12 127,5	11 970,7	12 789,6	32. Oorlogspensioenen.
33. Pensions sociales	48 222,2	52 753,5	51 802,6	54 345,1	33. Sociale pensioenen.
34. Provisions	—	1 597,8	—	—	34. Provisie.
Totaux	97 204,1	107 117,1	103 591,8	111 315,0	Totalen.

Section 31 : Pensions civiles, ecclésiastiques et militaires.

Dans cette section 31 sont repris les crédits pour les pensions à charge du Trésor public, à savoir :

- les pensions de retraite civile octroyées au personnel de l'Etat, de la magistrature, des corps spéciaux, de la Régie des postes et de la Régie des transports maritimes;
- les pensions de retraite au personnel de l'enseignement subventionné;
- les pensions de retraite aux ministres des cultes;
- les pensions militaires d'ancienneté;
- les pensions militaires d'invalidité du temps de paix, ainsi que les pensions de réparation octroyées en vertu de la loi du 9 mars 1953;
- les pensions de retraite et de survie octroyées aux anciens membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique.

Cette section comprend également les crédits qui doivent permettre à l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés de payer, pour le compte de l'Etat, les allocations familiales attribuées pour les enfants des titulaires d'une pension coloniale ou d'une pension de réparation du temps de paix.

En outre, elle comprend les crédits nécessaires à l'application de la loi du 5 août 1968 établissant certaines relations entre les régimes de pensions du secteur public et ceux du secteur privé.

PENSIOENEN.

In het totaal bedraagt de begroting voor Pensioenen voor 1979 111 315,0 miljoen frank (zie tabel) tegen 103 591,8 miljoen frank voor de aangepaste begroting 1978. De verhoging bedraagt bijgevolg 7,5 %. Ten overstaan van de gestemde oorspronkelijke begroting voor 1978 (107 117,1 miljoen frank) beloopt de toeneming 3,9 %.

De kredieten die hierna per sectie zullen worden toegelicht, worden in de hiernavolgende tabel hernomen (¹) :

Evolutie van de begroting der Pensioenen.

(In miljoenen frank.)

SECTION	1977	1978		1979	SECTIE
		Voté	Ajusté		
31. Burgerlijke, kerkelijke en militaire pensioenen.	36 841,3	40 638,3	39 818,5	44 180,3	31. Pensions civiles, ecclésiastiques et militaires.
32. Oorlogspensioenen.	12 140,6	12 127,5	11 970,7	12 789,6	32. Pensions de guerre
33. Sociale pensioenen.	48 222,2	52 753,5	51 802,6	54 345,1	33. Pensions sociales
34. Provisie.	—	1 597,8	—	—	34. Provisions
Totalen.	97 204,1	107 117,1	103 591,8	111 315,0	Totaux

Sectie 31 : Burgerlijke, kerkelijke en militaire pensioenen.

In deze sectie 31 worden de kredieten opgenomen voor de pensioenen ten laste van de Openbare Schatkist, namelijk :

- de burgerlijke rustpensioenen, die aan de magistratuur, aan het Rijkspersoneel, aan het personeel van de speciale korpsen, aan de Regie der Posterijen en aan de Regie voor maritiem transport toegekend worden;
- de rustpensioenen aan het personeel van het gesubsidieerd onderwijs;
- de rustpensioenen aan de bedienaars van de erediensten;
- de militaire anciënniteitspensioenen;
- de militaire invaliditeitspensioenen van vredetijd, evenals de vergoedingspensioenen toegekend krachtens de wet van 9 maart 1953;
- de rust- en overlevingspensioenen toegekend aan de geweven leden van het beroepspersoneel van de kaders in Afrika.

Deze sectie omvat eveneens de kredieten die het de Rijksdienst voor kinderbijslagen voor werknemers mogelijk moeten maken om voor rekening van de Staat de kinderbijslagen uit te keren, die toegekend worden voor de kinderen van de gerechtigden op een koloniaal pensioen of op een vergoedingspensioen van vredetijd.

Bovendien, bevat ze de kredieten nodig voor de toepassing van de wet van 5 augustus 1968 tot vaststelling van een zeker verband tussen de pensioenstelsels van de openbare sector en die van de privé-sector.

Enfin, cette section comporte des crédits de moindre importance pour des objets divers, tels que accidents du travail, secours, pensions spéciales, intervention d'Etat dans les soins de santé payées par l'O.S.S.O.M.

Pour cette section 31, le montant total des crédits pour l'année 1979 s'élève à 44 180,3 millions de francs contre 39 818,5 millions de francs au budget ajusté pour 1978. L'augmentation atteint par conséquent 4 361,8 millions de francs ou 11 %. Par rapport au budget initial voté de 1978 qui s'élevait à 40 638,3 millions de francs, l'augmentation atteint 3 542,0 millions de francs ou 8,7 %.

L'augmentation des crédits pour 1979 découle en ordre principal :

1^e de l'accroissement du nombre des pensions de retraite;
2^e de la hausse de l'indice des prix à la consommation; les pensions étant liées à cet indice, l'indice 177,58 a servi de base pour la période du 1^{er} janvier au 31 août 1978 tandis que l'indice 181,14 a servi de base pour la période du 1^{er} septembre au 31 décembre 1978; pour l'exercice 1979, c'est l'indice 188,45 qui a été utilisé ;

3^e de la faculté, pour tous les agents des services publics et à partir du 1^{er} janvier 1979, d'obtenir leur mise à la retraite dès l'âge de 60 ans et à condition de compter au moins 20 années de services effectifs.

Par contre, la création de plafonds en matière de pensions de retraite et de survie entraîne certaines diminutions de crédits, limitées en 1979 étant donné que les réductions découlant de ces plafonds ne sont appliquées que par tranches annuelles successives, couvrant la période du 1^{er} janvier 1979 au 1^{er} janvier 1983.

Section 32 : Pensions de guerre.

Les pensions et les rentes accordées aux victimes des deux guerres sont financées par le Fonds de dotation pour le financement des pensions de guerre, à concurrence du montant qui serait alloué aux intéressés sur la base de la législation en vigueur au 1^{er} juillet 1954. Les ajustements et les suppléments (notamment en raison de la liaison à l'indice des prix à la consommation) ainsi que les nouvelles catégories de pensions ou de rentes accordées depuis lors sont supportés directement par des crédits inscrits chaque année au budget des pensions.

La présente section comporte dès lors, d'un côté les crédits par lesquels l'Etat rembourse, par des annuités constantes, les parts à charge du Fonds de Dotation et, d'un autre côté, les crédits qui doivent couvrir les parts directement à charge du budget des pensions.

Dans cette section 32 les crédits pour l'année 1979 s'élèvent à 11 142,3 millions de francs contre 10 438,7 millions de francs au budget ajusté pour 1978. L'augmentation atteint par conséquent 703,6 millions de francs ou 6,7 %. Par rap-

Tenslotte omvat deze sectie nog enkele minder belangrijke kredieten voor diverse doeleinden zoals arbeidsongevallen, hulpgelden, bijzondere pensioenen, tussenkomst van de Staat in de geneeskundige zorgen uitbetaald door de D.O.S.Z.

Voor deze sectie 31, beloopt het totaal bedrag der kredieten voor het jaar 1979 44 180,3 miljoen frank tegen 39 818,5 miljoen frank voor de aangepaste begroting voor 1978. De toename bedraagt bijgevolg 4 361,8 miljoen frank of 11 %. Ten overstaan van de goedkeurde oorspronkelijke begroting voor 1978 ten belope van 40 638,3 miljoen frank, bedraagt de toename 3 542,0 miljoen frank of 8,7 %.

De verhoging van de kredieten voor 1979 vloeit voornamelijk voort uit :

1^e de vermeerdering van het aantal rustpensioenen;
2^e de verhoging van het indexcijfer der consumptieprijzen. Daar de pensioenen gekoppeld zijn aan dit indexcijfer werden de berekeningen uitgevoerd op basis van het indexcijfer 177,58 voor de periode van 1 januari tot 31 augustus 1978, terwijl het indexcijfer 181,14 als basis diende voor de periode van 1 september tot 31 december 1978; voor het dienstjaar 1979, werd het indexcijfer 188,45 gebruikt;

3^e de mogelijkheid voor de ambtenaren van de openbare sector vanaf 1 januari 1979 hun oppensioeninstelling vanaf de leeftijd van 60 jaar te bekomen op voorwaarde dat zij minstens 20 effectieve dienstjaren tellen.

Daarentegen brengt de instelling van plafonds inzake rust- en overlevingspensioenen bepaalde kredietverminderingen met zich mede, die in 1979 beperkt zijn daar de uit deze plafonds voortvloeiende verminderingen slechts met opeenvolgende jaarlijkse schijven in de periode van 1 januari 1979 tot 1 januari 1983, worden toegepast.

Sectie 32 : Oorlogspensioenen.

De pensioenen en renten toegekend aan de slachtoffers van de beide oorlogen, worden door het Dotatiefonds voor de financiering van de oorlogspensioenen gefinancierd ten belope van het bedrag dat aan de belanghebbenden zou verschuldigd zijn op basis van de wetgeving in voege op 1 juli 1954. De aanpassingen en de supplementen (inzonderheid om reden van de koppeling aan het indexcijfer der consumptieprijzen), alsmede de nieuwe categoriën van pensioenen of renten die sindsdien werden toegekend, worden rechtstreeks gedragen door de op de begroting van pensioenen jaarlijks ingeschreven kredieten.

De onderhavige sectie omvat aldus enerzijds kredieten waarbij de Staat, door middel van vaste annuiteten het gedeelte ten laste van het Dotatiefonds terugbetaalt, en anderzijds kredieten die het gedeelte ten laste van de begroting van pensioenen rechtstreeks moeten dekken.

In deze sectie 32 bedragen de kredieten voor het jaar 1979 11 142,3 miljoen frank tegen 10 438,7 miljoen frank voor de aangepaste begroting van 1978. De verhoging beloopt dus 703,6 miljoen frank of 6,7 %. Ten overstaan van de goed-

(¹) Les montants repris dans le commentaire ne comprennent pas la part de la provision.

(¹) De bedragen, die in de commentaar worden aangehaald, bevatten niet het aandeel in de provisie.

port au budget initial voté de 1978 qui s'élevait à 10 599,4 millions de francs, l'augmentation atteint 542,9 millions de francs ou 5,1 %.

Cette augmentation résulte en ordre principal :

1^e de la hausse de l'indice des prix à la consommation; les pensions et les rentes de guerre étant liées à cet indice, l'indice 177,58 a servi de base pour la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 1978 tandis que l'indice 181,14 a servi de base pour la période du 1^{er} octobre au 31 décembre 1978; pour l'exercice 1979, c'est l'indice 188,45 qui a été utilisé;

2^e de l'augmentation du nombre des bénéficiaires d'invalidité accordée à certains prisonniers de guerre âgés de 66 ans ainsi que de l'accroissement du nombre des rentes de veuves et de victimes civiles de la guerre 1940-1945;

3^e de l'application du protocole d'accord entre le Gouvernement et les associations patriotiques en vue du règlement du contentieux des victimes de la guerre (tranche 1979).

Section 33 : Pensions sociales.

Le financement des pensions de retraite et de survie des travailleurs salariés est assuré, d'une part, par des cotisations des assujettis et leurs employeurs et, d'autre part, par des subventions de l'Etat.

Le montant de la subvention en faveur des travailleurs salariés, globalisée depuis 1968 par l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés a été fixé, pour 1979, à 19 915,2 millions de francs (art. 36 de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires). D'autre part, l'Etat contribue à la constitution des rentes de vieillesse des ouvriers, employés, assurés libres, mineurs et marins, pour un montant global de 633,4 millions de francs en 1979 (art. 33.11. 42.06 et 42.08).

L'Etat verse la différence entre les prestations payées en application de la réglementation relative aux bénéficiaires d'un statut de reconnaissance nationale et les prestations qui auraient été liquidées sans application de ces dispositions, ainsi qu'un complément de rente, pour un montant de 719 millions de francs en 1979 (art. 42.07 et 42.12).

Pour le paiement des majorations de rentes de vieillesse et des majorations de rentes de veuves au profit des assurés libres, et pour celui du revenu garanti aux personnes âgées, prévu par la loi du 1^{er} avril 1969, la dotation est portée à 3 879,6 millions de francs (art. 42.02).

L'intervention de l'Etat dans les dépenses pour les pensions d'invalidité des ouvriers mineurs est fixée à 4 513,4 millions de francs (art. 42.05).

La réduction du nombre d'années de service rendu pour l'octroi d'une pension de mineur nécessite une intervention budgétaire de 1 878,9 millions de francs en 1979 (art. 42.09).

Une intervention budgétaire de 7 041,4 millions de francs est prévue en 1979 (art. 42.10) pour compenser la perte de cotisations résultant du chômage (art. 37 de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires).

keerde oorspronkelijke kredieten van 1978, die 10 599,4 miljoen frank bereikten, bedraagt de toename 542,9 miljoen frank, of 5,1 %.

Deze verhoging vloeit voornamelijk voort uit :

1^e de verhoging van het indexcijfer der consumptieprijsen. Daar de oorlogspensioenen en -renten aan het indexcijfer der consumptieprijsen zijn gekoppeld, heeft het indexcijfer 177,58 als basis gediend voor de periode van 1 januari tot 30 september 1978, terwijl het indexcijfer 181,14 als basis heeft gediend voor de periode van 1 oktober tot 31 december 1978; voor het dientsjaar 1979, werd het indexcijfer 188,45 gebruikt;

2^e de stijging van het aantal genieters van het forfaitair invaliditeitspensioen dat toegekend wordt aan zekere krijgsgevangenen die de leeftijd van 66 jaar hebben bereikt evenals de vermeerdering van het aantal renten aan weduwen en aan burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945;

3^e de toepassing van het protocolakkoord tussen de Regering en de vaderlandslievende verenigingen met het oog op de regeling van de nog hangende problemen der oorlogs-schachtoffers (schijf 1979).

Sectie 33 : Sociale pensioenen.

De financiering van de rust- en overlevingspensioenen der werknemers wordt verzekerd door de werknemers- en werkgeversbijdragen, enerzijds, en door Staatstoelagen, anderzijds.

De bij het koninklijk besluit n° 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers sedert 1968 geglobaliseerde toelage voor de werknemers werd voor 1979 vastgesteld op 19 915,2 miljoen frank (art. 36 van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen). Daarenboven draagt de Staat nog bij in de samenstelling van de ouderdomsrenten der arbeiders, bedienden, vrijwillig verzekeren, mijnwerkers en zielieden, voor een globaal bedrag van 633,4 miljoen frank in 1979 (art. 33.11, 42.06 en 42.08).

De Staat betaalt het verschil tussen de uitbetalingen verricht bij toepassing van de reglementering betreffende de begunstigden met een statuut van nationale erkentelijkheid en de uitkeringen die zouden vereffend geweest zijn zonder toepassing van deze reglementering, alsmede een rentebijslag, voor een bedrag van 719 miljoen frank voor 1979 (art. 42.07 en 42.12).

Voor de betaling van de ouderdomsrentebijslagen en weduwenrentebijslagen van de vrijwillig verzekeren en van het bij de wet van 1 april 1969 ingestelde gewaarborgd inkomen voor bejaarden, wordt de dotatie vastgesteld op 3 879,6 miljoen frank (art. 42.02).

De tegemoetkoming van de Staat in de uitgaven voor de invaliditeitspensioenen der mijnwerkers wordt vastgesteld op 4 513,4 miljoen frank (art. 42.05).

De verlaging van het aantal vereiste dienstjaren voor het mijnwerkerspensioen noopt tot een budgettaire bijdrage van 1 878,9 miljoen frank in 1979 (art. 42.09).

Om het uit de werkloosheid voortvloeiende verlies aan bijdragen te compenseren, wordt in 1979 (art. 42.10) een budgettaire bijdrage van 7 041,4 miljoen frank (art. 37 van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen) voorzien.

Développement du budget des Pensions.
1979.

Uitgewerkte staat van de begroting van Pensioenen.
1979.

Articles du budget	Catégories	Nombre moyen de pensions au cours de l'année <i>Gemiddeld aantal pensioenen in de loop van het jaar</i>	Charge budgétaire (en millions de francs) <i>Budgettaire last (in miljoenen frank)</i>	Categorieën	Artikelen van de begroting
--------------------------	------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------	----------------------------------

SECTION 31.

I. — Pensions de retraite civiles.

11.01	1. Fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat, enseignement de l'Etat, magistrature et avoués, corps spéciaux, Régie des Postes et Régie des transports maritimes.	32 100	12 947,0	
11.02	2. Ministres des cultes	1 510	402,0	
40.01	3. Enseignement subventionné	35 900	15 147,0	
33.21.1	4. Ancien personnel des cadres d'Afrique (y compris les allocations familiales).	5 975	1 640,0	
33.21.2	5. Rentes accidents du travail » ...	1 300	259,0	
	Total	76 785	30 395,0	

SECTIE 31.

I. — Burgerlijke rustpensioenen.

11.01	1. Rijksambtenaren, -beambten en -werklieden, Staatsonderwijs, magistratuur en pleitbezorgers, speciale korpsen, Regie der posterijen en Regie voor maritiem transport.	
11.02	2. Bedienaars van de erediensten	
40.01	3. Gesubsidieerd onderwijs	
33.21.1	4. Gewezen personeelsleden van de kaders in Afrika (<i>kinderbijslagen inbegrepen</i>).	
33.21.2	5. Arbeidsongevallenrenten	
01.02	Totaal.	

II. — Pensions militaires.

11.03	1. Pensions militaires d'ancienneté ...	33 150	11 250,0	
11.04	2. Pensions et rentes militaires du temps de paix :			
	a) invalides, veuves et orphelins, descendants.	2 265	104,5	
	b) rentes afférentes aux ordres nationaux.	3 100	1,9	
41.03	3. Pensions de réparation du temps de paix :			
	a) pensions aux :			
	— invalides	8 350	441,0	
	— veuves et orphelins ...	710	100,6	
	— descendants	695	20,4	
41.04	b) allocations familiales	—	37,7	
	Total	48 270	11 956,1	

II. — Militaire pensioenen.

11.03	1. Militaire ancienntepsensioenen .	
11.04	2. Militaire pensioenen en renten van vredestijd :	
	a) invaliden, weduwen en wezen, ascendenten.	
	b) renten verbonden aan de nationale orden.	
41.03	3. Vergoedingspensioenen van vredestijd :	
	a) pensioenen aan :	
	— invaliden.	
	— weduwen en wezen.	
	— ascendenten.	
41.04	b) gezinsvergoedingen.	
	Totaal.	

III. — Divers.

11.05 à 11.08	Allocations familiales et autres	—	1 183,1	Kinderbijslagen en overige.
01.01				
01.01				
01.03	Total	—	1 183,1	Totaal.

III. — Diversen.

11.05 tot 11.08	
01.03	
03.01	

Développement du budget des Pensions (suite).

Uitgewerkte staat van de begroting van Pensioenen (vervolg).

Articles du budget	Catégories	Nombre moyen de pensions au cours de l'année <i>Gemiddeld aantal pensioenen in de loop van het jaar</i>	Charge budgétaire (en millions de francs) <i>Budgettaire last (in miljoenen frank)</i>	Categorieën	Artikelen van de begroting
IV. — Pensions de survie.					
66.03	1. A charge du Fonds des pensions de survie (¹) : a) personnel civil et assimilé ... b) personnel de l'armée et de la gendarmerie. c) parastataux (loi 28 avril 1958).	35 970 20 440 1 090	— — —	1. Ten laste van het Fonds voor overlevingspensioenen (¹) : a) burgerlijk en gelijkgesteld personeel. b) personeel van het leger en van de rijkswacht. c) parastataLEN (wet 28 april 1968)	66.03
33.21.3	2. Ayants droit de l'ancien personnel des cadres d'Afrique (<i>y compris les subsides en matière de soins de santé</i>). Total	2 000	646,1	2. Rechthebbenden van de gewezen personeelsleden van de kaders in Afrika (<i>de subsidies inzake gezondheidszorgen inbegrepen</i>). Totaal.	33.21.3
SECTION 32.					
Pensions et rentes de guerre.					
41.11 à 41.41	Pensions aux : — invalides — veuves, orphelins et descendants Rentes de guerre Pensions et rentes aux victimes civiles Allocations familiales Crédit provisionnel Disponibles sur les annuités fixes ... Indemnisation au personnel de la coopération technique. Total Total général	55 400 27 160 303 000 61 740 — — — 4	4 224,2 3 083,6 1 492,0 1 751,3 35,0 506,2 1 697,2 0,1 12 789,6 55 992,0	Oorlogspensioenen en -renten. Pensioenen aan : — de invaliden; — de weduwen, wezen en ascenden- tanten. Oorlogsrenten. Pensioenen en renten aan de bur- gerlijke slachtoffers. Kinderbijslagen. Provisioneel krediet. Bechikbaar op de vaste annuïteiten. Schadeloosstelling van het personeel van de technische samenwerking. Totaal. Algemeen totaal.	41.11 tot 41.41

(¹) Les pensions de survie sont principalement couvertes par une retenue de 6 % sur les traitements barémiques annuels bruts à 100 % (indice 114,20) de 117 636 francs et moins ou une retenue de 6,5 % sur ceux de plus de 117 636 francs.

Les recettes et dépenses en matière de pension de survie sont inscrites à la section particulière du budget des pensions.

Le montant total des dépenses est estimée à 12 744,0 millions de francs, tandis que le montant total des recettes est estimé à 15 287,0 millions de francs.

(¹) De overlevingspensioenen zijn voornamelijk gedekt door de korting van 6 % op de bruto-wedden aan 100 % (indexcijfer 114,20) van 117 636 frank en minder of een korting van 6,5 % op die van meer dan 117 636 frank.

De ontvangsten en uitgaven inzake overlevingspensioenen worden in de afzonderlijke sectie van de begroting van pensioenen ingeschreven.

Het totaal bedrag van de uitgaven wordt op 12 744,0 miljoen frank geraamd terwijl het totaal bedrag der ontvangsten op 15 287,0 miljoen frank wordt geschat.

Développement du budget des Pensions (suite).

Uitgewerkte staat van de begroting van Pensioenen (vervolg).

Articles du budget	Catégories	Nombre moyen de pensions au cours de l'année <i>Gemiddeld aantal pensioenen in de loop van het jaar</i>	Charge budgétaire (en millions de francs) <i>Budgettaire last (in miljoenen frank)</i>	Categorieën	Artikelen van de begroting
SECTION 33.					
Pensions sociales.					
42.01	1. Pensions de retraite et de survie : a) travailleurs salariés (')...	1 211 000	19 915,2	1. Rust- en overlevingspensioenen : a) werknemers (')...	42.01
42.02	b) assurés libres : revenu garanti.	63 800	3 879,6	b) vrij-verzekerden : gewaarborgd inkomen.	42.02
42.03	c) travailleurs indépendants	—	15 633,2	c) zelfstandige arbeiders ...	42.03
42.05	2. Pensions d'invalidité des ouvriers mineurs.	23 260	4 513,4	2. Invaliditeitspensioenen der mijnerwerkers.	42.05
33.11	3. Contributions dans les rentes : a) rentes de vieillesse et rentes de veuve.	415 000	623,5	3. Bijdragen in de renten : a) ouderdoms- en weduwenrenten.	33.11
	b) id. marins	1 500	5,3	b) id., zeelieden	
42.06	4. Autres	34 500	9 774,9	4. Overige	42.06
42.07					42.07
42.08					42.08
42.09					42.09
42.10					42.10
42.11					42.11
42.12					42.12
Total section 33			54 345,1	Totaal sectie 33.	
SECTIE 33.					
Sociale pensioenen.					
1. Rust- en overlevingspensioenen : a) werknemers (')...	42.01				
b) vrij-verzekerden : gewaarborgd inkomen.	42.02				
c) zelfstandige arbeiders ...	42.03				
2. Invaliditeitspensioenen der mijnerwerkers.	42.05				
3. Bijdragen in de renten : a) ouderdoms- en weduwenrenten.	33.11				
b) id., zeelieden					
4. Overige					
Total section 33					

SECTION 34.

SECTIE 34.

Provision	—	—	Provisie.
Total général		111 315,0	Algemeen totaal.

(') Carrières homogènes et mixtes.

(') Zuivere en gemengde loopbaan.

Charge réelle des pensions de guerre en 1979.

Werkelijke last der oorlogspensioenen in 1979.

CATEGORIES	Interventions du Fonds de dotation	Interventions complémen- taires du budget	Total <u>Totaal</u>	CATEGORIEEN
	<u>Tussenkomsten</u> <u>van het</u> <u>Dotatiefonds</u>	<u>Bijkomende</u> <u>tussenkomsten</u> <u>van de</u> <u>begroting</u>		
A. — Guerre 1914-1918 (art. 41.11, 41.12 et 41.13)				A. — Oorlog 1914-1918 (art. 41.11, 41.12 en 41.13)
Pensions d'invalidité	55,5	446,7	502,2	Invaliditeitspensioenen.
Pensions forfaitaires d'invalidité aux Croix du feu ncn invalides ainsi que rentes pour chevrons de front et de captivité.	107,8	457,4	565,2	Forfaitaire invaliditeitspensioenen aan de Vuurkruisers, niet-invaliden alsmede front- en gevangenschapsstreprenrenten.
Rentes dans les ordres nationaux	13,8	—	13,8	Renten wegens nationale eretekens.
Pensions aux veuves, orphelins et descendants.	154,7	686,9	841,6	Weduwen-, wezen- en ascendentenpensioenen.
Rentes et pensions forfaitaires d'invalidité aux prisonniers politiques, aux agents de renseignements et rentes Eupen-Malmédy.	—	14,0	14,0	Renten en fortataire invaliditeitspensioenen aan politieke gevangenen, aan inlichtingsagenten en renten Eupen-Malmédy.
Pensions et rentes aux victimes civiles de la guerre.	28,0	250,2	278,2	Pensioenen en renten aan burgerlijke oorlogsslachtoffers.
Total	359,8	1 855,2	2 215,0	Totaal.
Dont :				Waarvan :
Annuité (art. 41.11)	1 810,0	—	1 810,0	Annuité (art. 41.11).
Autres charges budgétaires	—	1 855,2	1 855,2	Andere budgettaire lasten.
Excédent	1 450,2	—	1 450,2	Overschot.
B. — Guerre 1940-1945				B. — Oorlog 1940-1945
(art. 41.21, 41.22, 41.23, 41.24, 41.25, 41.26, 41.27 et 41.31).				(art. 41.21, 41.22, 41.23, 41.24, 41.25, 41.26, 41.27 en 41.31).
I. Pensions de guerre :				I. Oorlogspensioenen :
Pensions d'invalidité	477,0	3 245,0	3 722,0	Invaliditeitspensioenen.
Rentes de combattants et de captivité	—	773,5	773,5	Strijders-, gevangenschapsrenten.
Pensions aux veuves, orphelins et descendants.	361,0	1 881,0	2 242,0	Weduwen, wezen- en ascendentenpensioenen.
Rentes de veuves	—	125,5	125,5	Renten aan weduwen.
Pensions et rentes aux victimes civiles de la guerre.	90,0	1 383,1	1 473,1	Pensioenen en renten aan burgerlijke oorlogsslachtoffers.
II. Allocations familiales pour les enfants de :				II. Kinderbijslagen voor kinderen van :
Victimes militaires	—	21,0	21,0	Militaire slachtoffers.
Victimes civiles de la guerre	—	14,0	14,0	Burgerlijke oorlogsslachtoffers.
Total	928,0	7 443,1	8 371,1	Totaal.
Dont :				Waarvan :
Annuité (art. 41.21)	1 175,0	—	1 175,0	Annuité (art. 41.21).
Autres charges budgétaires	—	7 443,1	7 443,1	Andere budgettaire lasten.
Excédent	247,0	—	247,0	Overschot.

CATEGORIES	Interventions du Fonds de dotation	Interventions complémen- taire du budget	Total	CATEGORIEEN
	<i>Tussenkomsten van het Dotatiefonds</i>	<i>Bijkomende tussenkomsten van de begroting</i>	<i>Totaal</i>	
III. Crédit provisionnel (art. 41.41).	—	506,2	506,2	III. — Provisioneel krediet (art. 41.41).
Total général	—	—	—	Algemeen totaal :
Total des dépenses prévues au budget :				Totaal van de uitgaven voorzien op de begroting :
Annuités	2 985,0	—	2 985,0	Annuiteiten.
Autres charges	—	9 804,5	9 804,5	Andere lasten.
Solde bénéficiaire	1 697,2	—	1 697,2	Batig saldo.
Total de la charge	1 287,8	9 804,5	11 092,3	Totaal van de last.

ANNEXE V.

SUBSIDES A CARACTERE SOCIAL DE L'ETAT.

TOELAGEN MET SOCIALE INSLAG VAN DE STAAT.

BIJLAGE V.

		Articles et budgets Artikelen en begrotingen		
A. — Subventions à la sécurité sociale (sans le chômage).				A. — Toelagen aan de maatschappelijke zekerheid (zonder de werkloosheid).
1. Sécurité sociale des salariés :				1. Maatschappelijke zekerheid van de loontrekenden :
a) maladie-invalidité	Prévoyance sociale Santé publique Pensions	42.04 + 42.05 + 42.20 42.01 + 42.08 + 42.09 + 42.10	Sociale Voorzorg Volksgezondheid Pensioenen	a) ziekte-invaliditeit;
b) — pensions des ouvriers, des employés, des mineurs et des marins de la marine marchande;	Pensions	42.05	Pensioenen	b) — pensioenen der arbeiders, bedienden, mijnwerkers en van de zeelieden ter koopvaardij;
— pensions d'invalidité des mineurs;	Pensions	33.11 + 42.06 + 42.07 + 42.12	Pensioenen	— invaliditeitspensioenen der mijnwerkers;
— contribution dans les rentes;	Pensions	42.07 + 42.08 42.11	Sociale Voorzorg Sociale Voorzorg	— rentebijdragen;
c) allocations familiales	Prévoyance sociale			c) kinderbijslag;
d) maladies professionnelles ...	Prévoyance sociale			d) beroepsziekten.
2. Sécurité sociale des indépendants :				2. Maatschappelijke zekerheid van de zelfstandigen :
a) maladie-invalidité	Prévoyance sociale	42.06 + 33.04 <i>partim</i>	Sociale Voorzorg	a) ziekte-invaliditeit;
	Santé publique Pensions	42.21	Volksgezondheid Pensioenen	b) pensioenen;
b) pensions	Pensions	42.03 + 42.11	Middenstand	c) kinderbijslag.
c) allocations familiales	Classes moyennes	42.01		
3. Sécurité sociale des assurés libres; revenu garanti :				3. Maatschappelijke zekerheid van de vrij-verzekerden; gewaarborgd inkomen :
a) maladie-invalidité	Prévoyance sociale	33.04 <i>partim</i>	Sociale Voorzorg	a) ziekte-invaliditeit;
b) pensions; revenu garanti ...	Pensions	42.02	Pensioenen	b) pensioenen; gewaarborgd inkomen.
Provision liaison bien-être	Finances	01.03 <i>partim</i>	Financiën	Provisie welvaartvastheid.
B. — Subsides au chômage et à l'emploi.				B. — Toelagen voor werkloosheid en werkvoorziening.
1. Chômage	Emploi et Travail	42.01	Tewerkstelling en Arbeid	1. Werkloosheid.
	Emploi et Travail Id., Reg.	42.03 + 01.01 42.01	Tewerk. en Arbeid Id., Gew.	2. a) Werkvoorzieningsbeleid.
2. a) Politique de l'emploi	Emploi et Travail Reg.	33.04	Tewerk. en Arbeid Id., Gew.	b) Wederaanpassingshuip aan ontslagen werknemers;
b) Aide de réadaptation aux travailleurs licenciés;	Emploi et Travail Classes moyennes	33.06	Tewerk. en Arbeid Middenstand	c) Sociale promotie en kredieturen.
c) Promotion sociale et crédit d'heures.	Id., Cult.	44.01 44.01	Id., Cult.	
C. — Autres subventions.				C. — Andere toelagen.
1. Allocations aux handicapés, es-tropiés et mutilés.	Prévoyance sociale	33.06	Sociale Voorzorg	1. Tegemoetkomingen aan mindervaliden, gebrekkigen en verminderten.
2. Entretien d'enfants confiés à des institutions.	Justice	12.25 + 12.32 + 12.33	Justitie	2. Onderhoud van kinderen toevertrouwd aan instellingen.

		Articles et budgets Artikelen en begrotingen			
3. Politique de santé :					3. Gezondheidszorg :
a) — subsides aux organismes éducatifs sanitaires et à la recherche scientifique médicale;	Santé publique	12.54 + 12.35	Volksgezondheid		a) — toelagen aan sanitaire opvoedende organismen en aan het medisch wetenschappelijk onderzoek;
— subsides aux hôpitaux ...	Id., Cult. N.	12.42	Id., Ned. Cult.		— toelagen aan de ziekenhuizen;
— subsides à l'Œuvre Nationale de l'Enfance;	Id., Cult. F.	12.43	Id., Fr. Cult.		— toelagen aan het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn;
— dotation au Fonds Spécial d'Assistance et au Fonds pour Handicapés;	Santé publique	33.36 +33.51	Volksgezondheid		— dotatie aan het Bijzonder Onderstands fonds en aan het Fonds voor Gehandicapten;
— charges financières d'emprunts des pouvoirs subordonnés.	Santé publique	41.22	Volksgezondheid		— financiële lasten van de door de gemeenten aangebrachte leningen.
b) minimum de moyens d'existence.	Santé publique	33.23 + 33.24 +33.26 + 33.27	Volksgezondheid		b) bestaansminimum.
4. Politique familiale :					4. Gezinsbeleid :
— subventions aux organismes familiaux et aux centres de formation;	Santé publique, Rég.	33.65 + 43.65 + 33.19	Volksgezondheid, Gew.		— toelagen aan organismen voor het gezin en aan opleidingscentra;
— réductions tarifaires ...	Id., Cult. F.	12.41 + 33.45	Id., Fr. Cult.		— tariefverminderingen;
— indemnités de milice ...	Id., Cult. N.	12.40 + 33.44	Id., Ned. Cult.		— militievergoedingen.
5. Politique de logement :					5. Huisvestingsbeleid :
— interventions au profit du Fonds National du Logement; primes.	Communications Intérieur	32.01a (partim) 33.05	Verkeerswezen Binnenlandse Zaken		— tussenkomsten ten voordele van het Nationaal Fonds voor de Huisvesting; premies.
6. Victimes de la guerre :					6. Oorlogsslachtoffers :
— pensions de la guerre ...	Travaux publics	41.61	Openbare Werken		— oorlogspensioenen;
— subsides aux œuvres nationales;	Id., Rég.	41.62	Id., Gew.		— subsidies aan de nationale werken;
— réductions tarifaires ...	Pensions Santé publique	61.60 + 61.61 + 61.62	Pensioenen Volksgezondheid		— tariefverminderingen.
7. Allocations et prêts d'études.	Education nationale Cult.	33.02 82.01	Nationale Opvoeding Cult.		7. Studiebeurzen en studietoelagen .
8. Abonnements sociaux.	Communications	32.01 (partim)	Verkeerswezen		8. Sociale abonnementen.
9. Abonnements scolaires.	Communications	32.01 (partim)	Verkeerswezen		9. Schoolabonnementen.

**Chambre
des Représentants**

SESSION 1978-1979

**BUDGET
DES RECETTES ET DES DEPENSES
pour l'année budgétaire 1979.**

EXPOSÉ GÉNÉRAL

ERRATUM.

(Page 127. — Troisième partie. —
Les cinq niveaux du budget.)

Remplacer le tableau de la page 127 par le tableau suivant :
Ventilation du budget de l'Etat entre les cinq niveaux d'institutions.

**Kamer
van Volksvertegenwoordigers**

ZITTING 1978-1979

**BEGROTING
VAN ONTVANGSTEN EN UITGAVEN
voor het begrotingjaar 1979.**

ALGEMENE TOELICHTING

ERRATUM.

(Bladzijde 127. — Derde deel.—
De vijf niveau's van de begroting.)

De tabel op bladzijde 127 vervangen door volgende tabel :
Onderverdeling van de Rijksbegroting tussen de vijf niveau's
van instellingen.

	1978 Ajusté — Aangepast	1979	Croissance en % — Groei in %	
1. Total du budget de l'Etat (dépenses courantes + dépenses de capital/ crédits non-dissociés + crédits d'ordonnancement).	1 078,8	1 160,5	7,6	1. Totaal van de Rijksbegroting (lopende uitgaven + kapitaaluitgaven/niet gesplitste kredieten + ordonnanceringenkredieten).
2. a) Activités extérieures	34,6	27,5	-25,8	2. a) Buitenlandse activiteiten.
b) Communautés culturelles	22,9	25,4	10,9	b) Culturele gemeenschappen.
c) Budgets régionaux	42,1	46,5	10,5	c) Gewestelijke begrotingen.
d) Provinces et communes	108,7	113,2	4,1	d) Provinciën en gemeenten.
Sous-total 2	208,3	212,6	2,0	Sub-totaal 2.
3. Budget de l'« Etat central »	870,5	947,9	8,9	3. Begroting van de « Centrale Overheid ».

[1]

Chambre des Représentants

SESSION 1978-1979

**BUDGET
DES RECETTES ET DES DEPENSES
pour l'année budgétaire 1979.**

EXPOSÉ GÉNÉRAL

TABLE DES MATIERES.

	Pages
PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES PRIORITAIRES.	
Présentation	3
Annexe 1. — Tableau des investissements du département des Travaux publics	8
Annexe 2. — Communications :	
— Infrastructure ferroviaire	13
— Promotion Transport urbain	13
— Régie des Voies aériennes	14
Annexe 3. — Santé publique :	
— Production d'eau	15
— Démergence des bassins urbains de la Senne, d'Anvers, de Gand et de la Côte	16

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1978-1979

**BEGROTING
VAN ONTVANGSTEN EN UITGAVEN
voor het begrotingsjaar 1979.**

ALGEMENE TOELICHTING

INHOUDSTAFEL.

	Bladz.
PROGRAMMA VAN PRIORITAIRE INFRASTRUCTUREN.	
Voorstelling	3
Bijlage 1. — Tabel van de investeringen van het departement van Openbare Werken	8
Bijlage 2. — Verkeerswezen :	
— Werken spoorwegeninfrastructuur ...	13
— Bevordering stedelijk vervoer ...	13
— Regie der Luchtwegen	14
Bijlage 3. — Volksgezondheid :	
— Waterproductie	15
— Ontwatering van de stedelijke bekkens van de Zenne, van Antwerpen, van Gent en van de Kust ...	16

**PROGRAMME
D'INFRASTRUCTURES PRIORITAIRES**

Présentation.

Le Gouvernement a approuvé le 5 août dernier le P.I.P. qui avait été préalablement mis au point et examiné par un Comité ministériel présidé conjointement par les Ministres des Travaux publics et des Communications.

Ce programme servira de base à l'établissement des programmes d'investissements des prochaines années des départements des *Travaux publics*, des *Communications* et de la *Santé publique*.

Chaque tranche annuelle du P.I.P. sera donc soumise à l'approbation du Parlement qui, dans le cadre de la procédure budgétaire normale applicable aux budgets de ces départements, pourra accorder les crédits nécessaires à sa réalisation.

Le Gouvernement a cependant estimé qu'il convenait que ce programme soit présenté de manière globale au Parlement dans l'*Exposé général du budget de 1979*.

Il a également décidé que les Ministres feraient rapport chaque année au Parlement sur l'exécution des programmes d'investissements, afin que le Parlement puisse exercer son contrôle dans les meilleures conditions et régulièrement.

Nature.

A l'origine le P.I.P. se composait d'un nombre limité de projets auxquels était conférée une priorité du même ordre que celle que le Gouvernement a décidé d'accorder au développement du port de Zeebrugge.

Tels ne sont plus exactement sa nature et son contenu actuels.

Il est en effet apparu qu'il n'était possible d'apprécier le bienfondé et les conséquences économiques et financières de la priorité ainsi conférée à certains projets qu'en examinant l'ensemble de la programmation des départements ou des secteurs dont ils relèvent.

Cet examen a été étendu à toute la période 1976-1980 (réalisations pour 1976 et 1977, prévisions pour les années ultérieures) et l'on s'est référé, pour juger l'impact financier du P.I.P., aux prévisions du Plan 1976-1980.

**PROGRAMMA
VAN PRIORITAIRE INFRASTRUCTUREN**

Voorstelling.

Op 5 augustus laatstleden heeft de Regering het P.I.P. goedgekeurd, dat vooraf was bijgewerkt en onderzocht door een gezamenlijk door de Ministers van Openbare Werken en van Verkeerswezen voorgezeten Ministerieel Comité.

Dit programma zal als grondslag dienen voor het opmaken van de investeringsprogramma's voor de komende jaren van de ministeries van *Openbare Werken*, *Verkeerswezen* en *Volksgezondheid*.

Iedere jaarlijkse schijf van het P.I.P. zal dus ter goedkeuring worden voorgelegd aan het Parlement dat, in het raam van de normaal op de begroting van deze departementen toepasselijke begrotingsprocedure, de nodige kredieten voor de uitvoering ervan zal kunnen verlenen.

De Regering was echter van mening dat het passend zou zijn dat dit programma in zijn geheel aan het Parlement zou worden voorgesteld in de algemene toelichting bij de begroting voor 1979.

Zij heeft eveneens beslist dat de Ministers ieder jaar in het Parlement verslag zouden uitbrengen over de uitvoering van de investeringsprogramma's, zodat het Parlement regelmatig en in de beste omstandigheden toezicht zou kunnen uitoefenen.

Aard.

Oorspronkelijk bestond het P.I.P. uit een beperkt aantal projecten waaraan dezelfde prioriteit was verleend als die welke de Regering besloten had toe te kennen aan de uitbouw van de haven van Zeebrugge.

Thans zijn noch de aard noch de inhoud ervan nog precies dezelfde.

Het is immers gebleken dat de grondheid en de technische, economische en financiële gevallen van de aldus aan sommige projecten verleende prioriteit, slechts kon worden beoordeeld na een onderzoek van het geheel van de programmering van de departementen of van de sectoren waartoe zij behoren.

Dit onderzoek is uitgebreid tot de volledige periode 1976-1980 (uitgevoerde werken voor 1976 en 1977, vooruitzichten voor de volgende jaren) en om de financiële weerslag van het P.I.P. te kunnen beoordelen heeft men zich gebaseerd op de vooruitzichten van het ontwerpplan 1976-1980.

Le P.I.P. a donc évolué vers un plan conçu en fonction des réalisations des dernières années et couvrant pour la période 1978-1980 la presque totalité de l'action d'investissements des départements des *Travaux publics et des Communications*, une partie importante de celle de la *Santé publique* ainsi que plusieurs projets isolés.

Le caractère originel du P.I.P. a cependant été conservé en ce qu'il englobe, pour certains projets, une programmation qui s'étend jusqu'à leur achèvement et n'est donc pas nécessairement limitée à l'année 1980.

La programmation postérieure à 1980 n'est cependant pas annuelle comme l'est celle des années 1978 à 1980. Elle comprend l'indication du volume global des engagements à conclure après 1980, l'année des derniers engagements et l'année de mise en service complète de l'infrastructure considérée. Ces éléments seront intégrés dans le plan 1981-1985.

Contenu.

Au sein d'un programme d'investissements qui a été complètement réexaminé à l'occasion de l'élaboration du P.I.P., le département des *Travaux publics* (annexe 1) se propose d'accorder la priorité à un ensemble de travaux dont la réalisation rapide s'impose pour donner leur plein effet aux efforts consentis depuis plusieurs décennies pour doter notre pays d'une infrastructure de transports modernes.

Par la réalisation de ce programme, la Belgique atteindra de grands objectifs qu'elle s'était fixé dans le passé, mais qui tardent à se réaliser complètement : le réseau des voies navigables de 1 350 tonnes ou le programme autoroutier par exemple.

Le raccourcissement des délais de réalisation ou d'achèvement des projets retenus permettra une mise en service complète accélérée et de ce fait, une meilleure rentabilité économique des investissements considérables déjà effectués.

A cet égard, le Programme d'Infrastructures Prioritaires assure la nécessaire continuité du développement de notre infrastructure.

Au département des *Communications*, (annexe 2) les efforts sont poursuivis afin de respecter l'ambitieux planning de modernisation des infrastructures des transports en commun.

Les prévisions élaborées dans le cadre du Plan 1976-1980, représentaient une augmentation substantielle de ces investissements par rapport à la période précédente.

En matière de transport par chemin de fer, les priorités établies tiennent compte des contraintes techniques et de l'obligation de poursuivre l'exploitation du réseau pendant l'exécution des travaux.

Le programme actualisé du département vise une optimisation de l'effort financier en fonction des besoins réels en matière de transports. Dans cet ordre d'idées, et afin de rentabiliser au maximum les efforts consentis, les acquisitions de matériel qui doivent compléter les investissements en infrastructure ont été décidées.

Le volet *Santé publique* du Programme d'Infrastructures Prioritaires comporte deux secteurs : la production d'eau potable au moyen des grands travaux hydrauliques et le démergence urbain (annexe 3).

Het P.I.P. is dus geëvolueerd naar een plan dat is opgevat in functie van de verwezenlijkingen van de laatste jaren en dat voor de periode 1978-1980 het bijna volledige investeringsgebied omvat van de departementen van *Openbare Werken en Verkeerswezen*, een belangrijk deel van dat van *Volksgezondheid*, alsmede verscheidene afzonderlijke projecten.

Het oorspronkelijk karakter van het P.I.P. is echter bewaard gebleven in deze zin, dat het voor sommige projecten een programmering omvat die zich uitstrekkt tot de voltooiing ervan en dus niet noodzakelijk beperkt is tot 1980.

De programmering na 1980 gebeurt echter niet jaarlijks, zoals dit wel het geval was voor de jaren 1978 en 1980. Zij omvat de aanduiding van het totale pakket van de na 1980 te boeken vastleggingen, van het jaar der laatste vastleggingen en van dat van de volledige ingebruikneming van de betrokken infrastructuur. Deze elementen zullen worden geïntegreerd in het plan 1981-1985.

Inhoud.

In het kader van een investeringsprogramma dat volledig opnieuw onderzocht werd bij de uitwerking van het P.I.P., neemt het departement van *Openbare Werken* (bijlage 1) zich voor voorrang te verlenen aan een geheel van werken die snel moeten verwezenlijkt worden om de inspanningen te doen renderen, die sinds verscheidene tientallen jaren geleverd werden om ons land te voorzien van een moderne vervoerinfrastructuur.

Door de uitvoering van dit programma zal België de grote opties kunnen verwezenlijken die het zich in het verleden tot doel had gesteld maar waarvan de afwerking op zich laat wachten, zoals bij voorbeeld het waterwegennet voor 1 350 ton-schepen en het autosnelwegenprogramma.

De verkorting van de uitvoerings- of voltooiingstermijnen van de gekozen projecten zal een versnelde volledige ingebruikneming en aldus een hogere economische rentabiliteit van de reeds gedane aanzienlijke investeringen mogelijk maken.

In dit opzicht verzekert het Prioritair Infrastructuurprogramma de noodzakelijke continuïteit in de ontwikkeling van onze infrastructuur.

Bij het departement van *Verkeerswezen* (bijlage 2) worden de inspanningen voortgezet om de ambitieuze planning inzake de modernisering van de infrastructuur van het openbaar vervoer te kunnen naleven.

De in het raam van het Plan 1976-1980 uitgewerkte voorzieningen vertegenwoordigen een aanzienlijke verhoging van die investeringen in vergelijking met de vorige periode.

Wat betreft het spoorwegvervoer houden de vastgestelde prioriteiten rekening met de technische noodwendigheden en de verplichting het net verder te exploiteren tijdens de uitvoering van de werken.

Het geactualiseerde programma van het departement beoogt een optimale financiële inspanning in functie van de reële noden inzake vervoer. In dat verband, en ten einde de geleverde inspanningen maximaal te doen renderen, werd beslist tot de aankoop van materieel ter aanvulling van de investeringen in de infrastructuur.

Het luik *Volksgezondheid* van het prioritair infrastructuurprogramma omvat twee sectoren : de drinkwatervoorziening door middel van grote waterbouwkundige werken en de stedelijke ontwatering (bijlage 3).

Les travaux proposés dans le programme de production d'eau ont pour but de valoriser au maximum les ressources d'eau potabilisable du pays.

A cet effet, certains grands ouvrages seront complétés pour en faire des centres de production d'eau potable, d'autres seront créés ou leur financement assuré. On envisage d'interconnecter ultérieurement les principaux centres de production d'eau du pays pour des raisons de sécurité d'approvisionnement.

On appelle démergement urbain l'évacuation des eaux pluviales et usées.

Le problème est devenu particulièrement urgent et difficile du fait de l'impact de la grande infrastructure routière et fluviale sur l'aménagement des grandes villes.

Son intégration dans le Programme d'Infrastructures Prioritaires donne l'occasion de ranimer ce secteur et d'accélérer les réalisations indispensables.

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget du département de la *Santé publique*.

Il sera cependant fait appel aux services spécialisés du département des *Travaux publics* pour l'étude et la réalisation des travaux.

A côté des projets intégrés dans la programmation des départements précités, le programme contient quelques projets ponctuels qui visent à résoudre des problèmes spécifiques et particuliers touchant à différents secteurs d'activité : il s'agit de l'étude de l'implantation de pipelines, de la construction d'un aqueduc pour évacuation des eaux saumâtres des usines de Couillet et de Jemeppe-sur-Sambre, de la rénovation du réseau de distribution d'eau de la région de Charleroi, de l'implantation d'un cyclotron à l'Institut national des Radioéléments et de la réalisation d'une ligne de transport urbain automatisé.

Le Gouvernement a estimé que ces projets devaient faire l'objet d'un examen complémentaire. Des groupes de travail ont été constitués en son sein. D'ores et déjà des crédits — 300 millions en 1979 — ont été inclus dans le programme d'investissements du département des *Travaux publics* pour en permettre la réalisation.

Les départements des *Travaux publics*, des *Communications* et de la *Santé publique* jouent dans certains domaines un rôle complémentaire.

L'examen général auquel le Programme d'Infrastructures Prioritaires a donné lieu a permis de préciser ces complémentarités et de coordonner les réalisations qui doivent l'être : ainsi en va-t-il à titre d'exemple de la production d'eau potable à partir des grands ouvrages d'art hydrauliques et de la construction de ces grands ouvrages eux-mêmes.

Incidence économique.

Le Programme d'Infrastructures Prioritaires comprend des projets de nature diverse dont l'effet sur l'économie et l'emploi sera très différent.

Il se caractérise essentiellement par l'accélération de la mise en service d'infrastructures dont la réalisation était jusqu'ici programmée sur des délais plus longs. Cette constatation vaut tant pour les travaux portuaires de Zeebrugge que pour la plupart des autres. Cela présentera le double avantage de rentabiliser plus rapidement les efforts consentis et de disposer plus tôt des infrastructures en question.

De in het watervoorzieningsprogramma voorgestelde werken hebben tot doel de drinkwatervoorraad van het land maximaal te ontsluiten.

Daartoe zullen sommige grote kunstwerken worden uitgebouwd om er centra voor drinkwaterproductie van te maken, zullen er nieuwe worden gebouwd of zal de financiering ervan worden verzekerd. Ten einde de watervoorziening veilig te stellen wordt er overwogen de belangrijkste drinkwaterproductiecentra later onderling te verbinden.

Men noemt stedelijke ontwatering, de afvoer van afval en regenwater.

Dit vraagstuk is bijzonder moeilijk en dringend geworden, wegens de invloed van de grote wegen- en waterwegeninfrastructuur op de ruimtelijke ordening der grote steden.

De opneming ervan in het prioritair infrastructuurprogramma maakt het mogelijk deze sector nieuw leven in te blazen en de onontbeerlijke verwezenlijkingen te versnellen.

De nodige kredieten zullen voorzien worden op de begroting van het departement van *Volksgezondheid*.

Er zal evenwel beroep gedaan worden op de gespecialiseerde diensten van het departement van *Openbare Werken* voor studie en de uitvoering der werken.

Naast de in het programma van de voornoemde departementen opgenomen projecten omvat het infrastructuurprogramma enkele plaatselijke projecten welke de oplossing beogen van specifieke en bijzondere problemen in verband met verschillende activiteitssectoren : het betreft het onderzoek naar de plaatskeuze voor de aanleg van pijpleidingen, het aanleggen van een afvoerleiding voor het zoute water van de fabrieken te Couillet en Jemeppe-sur-Sambre, de vernieuwing van het waterleidingsnet in de streek van Charleroi, het bouwen van een cyclotron in het Nationaal Instituut voor Radioelementen en het aanleggen van een geautomatiseerde lijn voor stedelijk vervoer.

De Regering was van mening dat aan die projecten een bijkomend onderzoek moet worden gewijd. Binnen de Regering zijn werkgroepen opgericht. Reeds nu zijn in het investeringsprogramma van het departement van *Openbare Werken* kredieten opgenomen — 300 miljoen voor 1979 — om de verwezenlijking ervan mogelijk te maken.

De departementen van *Openbare Werken*, *Verkeerswezen* en *Volksgezondheid* vervullen op sommige domeinen een complementaire functie.

Het algemeen onderzoek waartoe het prioritair infrastructuurprogramma aanleiding gaf, heeft het mogelijk gemaakt die complementariteit nader te omschrijven en de uit te voeren werken te coördineren waar zulks nodig is : dat is bijvoorbeeld het geval voor de drinkwatervoorziening vanaf de grote waterbouwkundige kunstwerken alsmede voor de bouw zelf van die kunstwerken.

Economische weerslag.

Het prioritair infrastructuurprogramma omvat projecten van uiteenlopende aard, waarvan de invloed op de economie en de tewerkstelling zeer verschillend zal zijn.

Het wordt hoofdzakelijk gekenmerkt door de versnelde ingebruikneming van infrastructuren waarvan de verwezenlijking tot op heden over een langere periode was geprogrammeerd. Die vaststelling geldt zowel voor de havenwerken van Zeebrugge als voor de meeste anderé. Dit zal het dubbele voordeel hebben dat de geleverde inspanningen sneller rendabel worden gemaakt en dat eerder over de betrokken infrastructuren kan worden beschikt.

L'exécution même des grands travaux publics a un effet immédiat et direct sur l'économie. Il s'agira en l'occurrence de la création d'une demande supplémentaire qui cadre avec les récents engagements pris par la Belgique à l'égard de l'O.C.D.E.

L'incidence directe concerne les effets sur les secteurs économiques intéressés à savoir la construction et les fabrications métalliques, et sur l'emploi dans ces secteurs.

L'accélération prévue d'ici 1980 dans les programmes intéressant la construction améliorera les perspectives pas très favorables qui prévalent actuellement dans ce secteur.

Les fabrications métalliques, quoique également concernées au moins indirectement par la plupart de ces projets, seront particulièrement touchées par la commande supplémentaire de nouveaux véhicules par la S.N.C.B.

Afin d'approcher l'effet direct sur l'économie et l'emploi, deux simulations ont été effectuées par le Bureau du Plan sur base de l'input-output. La première visait l'exécution pure et simple du programme d'investissements publics, contenu dans le projet de Plan 1976-1980 au cours des années 1978-1980, tandis que la seconde y ajoute les investissements complémentaires proposés par le Programme d'Infrastructures Prioritaires (¹).

Les résultats moyens par année peuvent se comparer au tableau suivant :

	Valeur ajoutée (En millions de francs)		Emploi (En hommes/année)		Alle sectoren. waarvan : bouwnijverheid. metaalconstructie.
	Toegeweegde waarde (In miljoenen frank)	Plan 1976-1980	P.I.P.	Tewerkstelling (In manjaren)	
Tous les secteurs	147 318	157 353	187 798	200 416	
dont :					
construction	86 567	92 806	117 093	125 532	
fabrications métalliques	18 528	19 358	27 887	29 136	

Il y a lieu de noter que ces calculs ont été faits en tenant compte des productivités de 1977. La surestimation qui en découle sera toutefois compensée par le fait que l'incidence sur l'emploi ne concerne que les secteurs économiques intéressés de façon significative.

A côté de cet effet direct sur l'économie et l'emploi, le programme prioritaire, en accélérant la modernisation de divers types d'infrastructures, créera un environnement plus favorable dont l'ensemble de l'économie devrait profiter.

Il s'agit là d'un effet permanent dont l'évaluation est bien sûr particulièrement malaisée.

(¹) Pour des raisons d'homogénéité, il n'a pas été tenu compte dans cette dernière simulation des achats supplémentaires de véhicules par la S.N.C.B.

De uitvoering zelf van die grote openbare werken heeft een onmiddellijke en rechtstreekse invloed op de economie. Het zal in dit geval gaan over het scheppen van een bijkomende vraag, die strookt met de verbintenissen die België onlangs ten opzichte van de O.E.S.O. heeft aangegaan.

De rechtstreekse terugslag heeft betrekking op de daarbij betrokken economische sectoren, namelijk de bouwnijverheid en de metaalconstructie, alsmede op de tewerkstelling in die sectoren.

De versnelling van de programma's die de bouwsector aangaan, die vanaf nu tot 1980 is voorzien, zal de huidige, niet zeer gunstige vooruitzichten in die sector, verbeteren.

De metaalconstructie, die eveneens, zij het indirect, betrokken is bij de meeste projecten, zal bijzonder voordeel halen uit de bijkomende bestelling van nieuw rollend materieel door de N.M.B.S.

Ten einde een idee te krijgen van de rechtstreekse invloed op de economie en tewerkstelling werden door het Planbureau twee simulaties op basis van de input-output uitgevoerd. De eerste beoogde gewoon de uitvoering tijdens de jaren 1978-1980 van het in het ontwerp-plan 1976-1980 opgenomen overheidsinvesteringsprogramma, terwijl door het tweede de door het prioritair infrastructuurprogramma voorgestelde aanvullende investeringen eraan werden toegevoegd (¹).

De gemiddelde jaarlijkse resultaten kunnen met elkaar vergeleken worden in volgende tabel :

Er weze opgemerkt dat deze berekeningen werden gemaakt, rekening houdend met de productiviteit in 1977. De daaruit voortvloeiende overschatting zal evenwel worden gecompenseerd doordat de invloed op de tewerkstelling enkel die economische sectoren betreft, die er in belangrijke mate bij betrokken zijn.

Benevens deze rechtstreekse invloed op de economie en de tewerkstelling, zal het prioritair programma, door de modernisering van diverse infrastructuursoorten te versnellen, een gunstiger klimaat scheppen, die de gehele economie ten goede zou moeten komen.

Het betreft hier een blijvende invloed, waarvan de omvang natuurlijk moeilijk te schatten is.

(¹) Om homogeniteitsredenen werd bij deze laatste simulatie geen rekening gehouden met de bijkomende aankopen van voertuigen door de N.M.B.S.

Les tableaux financiers.

Les tableaux, qui sont reproduits en annexe, indiquent, par département et par projet :

1° les réalisations de 1976 et 1977 et les prévisions pour 1978, 1979 et 1980;

2° le total prévu pour la période 1976-1980 et la comparaison avec le projet de plan 1976-1980.

En outre, pour certains projets particulièrement importants, ils indiquent le volume global des engagements à conclure après 1980, l'année du dernier engagement et l'année d'achèvement de l'infrastructure en cause (cf. *supra*).

De financiële tabellen.

De hierbij gevoegde tabellen vermelden per departement en per project :

1° de realisaties in 1976 en 1977, alsmede de vooruitzichten voor 1978, 1979 en 1980;

2° het voor de periode 1976-1980 bepaalde totaal, alsmede de vergelijking met het ontwerp-plan 1976-1980.

Bovendien vermelden ze voor sommige, bijzonder belangrijke projecten het totaal bedrag van de na 1980 te boeken vastleggingen, het jaar van de laatste vastlegging en het jaar waarin de infrastructuur in kwestie zal voltooid zijn (cf. *supra*).

ANNEXE 1.

**TABLEAU DES INVESTISSEMENTS
DU DEPARTEMENT
DES TRAVAUX PUBLICS.**

(les montants sont exprimés en francs courants exceptées les estimations des coûts après 1980 qui sont exprimées en francs 1978)

Programme d'infrastructures prioritaires.

(En millions de francs.)

BIJLAGE 1.

**TABEL VAN DE INVESTERINGEN
VAN HET DEPARTEMENT
VAN OPENBARE WERKEN.**

(de bedragen zijn uitgedrukt in lopende franken uitgezonderd de ramingen van de kosten na 1980 die uitgedrukt zijn in franken 1978)

Programma van prioritaire infrastructuren.

(In miljoenen frank.)

Projets — Projecten	Réalisations — Verwezenlijkingen		Prévisions — Voorzieningen			Total 1976- 1980 — Totaal 1976- 1980	Plan 1976- 1980	Diffé- rence — Ver- schil	Engage- ments après 1980 — Vast- leggingen na 1980	Année du dernier engage- ment — Jaar van de laatste vast- leggingen	Année d'achève- ment — Jaar vol- tooiing
	1976	1977	1978	1979	1980						
A. — AUTOROUTES ET ROUTES. — AUTOWEGEN EN WEGEN	30 978	27 981	30 638	34 243	36 879	160 719	155 398	+ 5 321	—	—	—
1. Fonds des Routes. — Wegenfonds	15 278	13 609	17 638	20 508	22 229	89 262	86 406	+ 2 856	—	—	—
a) Projets explicitement prévus dans le Plan 1976-1980. — Projecten die uitdrukkelijk voorzien zijn in het Plan 1976-1980	5 051	3 108	4 492	7 770	7 175	27 596	35 915	- 8 319	—	—	—
A1. Brussel - Mechelen - Antwerpen	1 285	649	730	445	45	3 154	3 150	+ 4	—	—	—
A3. Bruxelles-Aachen	241	254	—	—	—	495	441	+ 54	—	—	—
A4. Bruxelles-Wavre	57	9	175	—	—	241	480	- 239	—	—	—
A10. Brussel-Oostende	180	146	—	150	—	476	756	- 280	—	—	—
A12. Brussel - Boom - Antwerpen	305	885	—	1 365	515	3 070	2 268	+ 802	355	1982	1984
A15-A16. Autoroutes de Wallonie	1 223	666	—	150	—	2 039	485	+ 1 554	—	—	—
A17. Tournai-Kortrijk	655	124	600	600	50	2 029	2 520	- 491	285	1981	1982
R2. Grote ring - Antwerpen - Liefkenshoek	2	1	—	400	1 325	1 728	3 150	- 1 422	6 080	1983	1985
Ring Mechelen	7	—	165	150	135	457	1 070	- 613	—	—	—
A9. Kortrijk-Aalst	—	—	—	75	135	210	3 500	- 3 290	—	—	—
A11-E3. Maldegem	—	90	175	75	155	495	1 890	- 1 395	—	—	—
R617. Antwerpen-Zeeckust ..	405	—	330	400	355	1 490	1 260	+ 230	—	1980	1982
N226. Nivelles-E40	—	119	435	400	650	1 604	995	+ 609	—	—	—
A8. Bruxelles-Tournai	—	—	900	1 700	1 800	4 400	4 568	- 168	4 165	1982	1984
R5. Ring de Mons	118	—	400	595	800	1 913	2 552	- 639	610	1981	1983
N7. Seraing-Sprimont	—	—	—	—	130	130	1 550	- 1 420	—	—	—
N744. Charleroi-Erquelinnes ..	—	—	120	515	590	1 225	1 550	- 325	790	1981	1983
N746. Dottignies-Armentières ..	361	165	105	440	490	1 561	2 218	- 657	325	1981	1982
A24. Hasselt-E5	212	—	357	310	—	879	1 512	- 633	—	—	—
b) Autres projets. — Andere projecten	10 227	10 501	13 146	12 738	15 054	61 666	50 491	+ 11 175	—	—	—
N4. Namur-Arlon	42	24	—	85	830	981	—	—	2 155	1983	1984
N367. Binche-Le Rœulx ..	—	—	130	515	565	1 210	—	—	395	1981	1982
N795-N35. Villers-le-Bouillet-Soheti - Tinlot - Bois et Borsu	321	—	—	500	500	1 321	—	—	1 080	1982	1983

Projets — Projecten	Réalisations — Verwezenlijkingen		Prévisions — Voorzieningen			Total 1976- 1980 — Totaal 1976- 1980	Plan 1976- 1980	Diffé- rence — Ver- schil	Engage- ments après 1980 — Vast- leggingen na 1980	Année du dernier engage- ment — Jaar van de laatste vast- leggingen	Année d'acheve- ment — Jaar vol- toöing
	1976	1977	1978	1979	1980						
Bruxelles travaux communs routes et métro, et accès A7. — Brussel gemene werken metro en wegen, en toegang A7 ...	—	—	100	1 105	1 430	2 635	—	—	—	—	—
Equipement électromécanique. — Electromechanische uitrusting	500	822	1 380	1 340	1 375	5 417	—	—	—	—	—
Bâtiments pour les régies. — Dienstgebouwen ...	—	390	400	490	570	1 850	—	—	—	—	—
A1. Antwerpen-Breda ...	28	—	—	—	—	28	—	—	—	—	—
A7. Bruxelles-Mons ...	170	150	—	—	—	320	—	—	—	—	—
A9. Brussel-Veurne ...	9	7	—	—	—	16	—	—	—	—	—
A13. Antwerpen-Liège ..	38	12	105	160	45	360	—	—	—	—	—
A54. Nivelles-Gosselies ..	4	—	—	—	55	59	—	—	—	—	—
A101. Mechelen-Lier-Ranst ..	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—
A201. Brussel-Zaventem ...	2	20	—	—	—	22	—	—	—	—	—
(R56. Geraardsbergen-Gent).	(55)	(—)	(—)	(240)	(370)	(665)	—	—	—	—	—
Divers. — Diversen ...	6	—	—	—	—	6	—	—	—	—	—
Autres routes wallonnes. — Andere Waalse wegen ...	4 957	5 392	4 533	4 368	4 603	23 853	—	—	—	*	—
Autres routes flamandes. — Andere Vlaamse wegen ...	3 582	2 802	5 168	3 383	4 286	19 221	—	—	—	—	—
Autres routes bruxelloises. — Andere Brusselse wegen ...	566	882	1 330	792	795	4 365	—	—	—	—	—
2. Intercommunales. — Intercommunalen ...	15 700	14 372	13 000	13 735	14 650	71 457	68 992	+ 2 465	—	—	—
E5. Total. — Totaal ...	4 000	3 315	2 500	3 100	3 495	16 410	13 150	+ 3 260	—	—	—
(A2. Bertem-Leuven-Assent). (A27. Verviers-Steinbrück) ...	(1 022)	(779)	(775)	(300)	(400)	(3 276)	(4 170)	(— 894)	300	1981	1981
E9-E40. ...	(1 984)	(1 982)	(1 000)	(1 980)	(1 770)	(8.716)	(8 870)	(— 154)	2 350	1981	1983
E3. ...	3 250	4 200	3 600	4 000	4 500	19 550	19 030	+ 520	14 500	1983	1985
E39. ...	1 300	889	1 000	1 075	1 250	5 514	11 680	— 6 166	—	—	—
B1 ...	1 200	1 244	1 000	1 075	1 250	5 769	5 922	— 153	—	—	—
IAC ...	2 000	2 067	2 250	1 785	1 210	9 312	3 940	+ 5 372	—	—	—
IVAW Total — Totaal ..	1 725	1 400	1 650	1 300	1 500	7 575	5 750	+ 1 825	—	—	—
(A17-Kortrijk-Brugge) ...	2 225	1 257	1 000	1 400	1 445	7 327	9 520	— 2 193	—	—	—
B. — VOIES HYDRAULIQUES. — WATERWEGEN ..	(1 590)	(750)	(400)	(750)	(750)	(4 240)	(5 290)	(— 1 050)	500	1981	1982
I. Ports. — Havens ...	10 577	16 578	23 588	24 854	31 480	107 077	99 450	+ 7 627	—	—	—
Subsides aux ports autonomes. — Subsidies aan autonome havens.	4 128	8 821	10 717	11 450	14 455	49 571	36 750	+12 821	—	—	—
Liège-Charleroi-Namur ..	107	250	157	445	440	1 399	1 750	— 351	—	—	—
Antwerpen ...	659	738	1 395	1 655	1 410	5 857	5 500	+ 357	—	—	—
Gent ...	405	51	370	655	735	2 216	2 500	— 284	—	—	—
Oostende ...	4	46	35	95	120	300	500	— 200	—	—	—
Zeebrugge	6	64	85	95	110	360	500	— 140	—	—	—
Amélioration de l'Escaut et des passes maritimes. — Verbetering van Schelde en vaargeulen ...	406	397	380	420	440	2 043	4 500	— 2 457	—	—	—

Projets — Projecten	Réalisations — Verwezenlijkingen		Prévisions — Voorzieningen			Total 1976- 1980 — Totaal 1976- 1980	Plan 1976- 1980	Diffé- rence — Ver- schil	Engage- ments après 1980 — Vast- leggingen na 1980	Année du dernier engage- ment — Jaar van de laatste vast- leggingen	Année d'achève- ment — Jaar vol- tooiing
	1976	1977	1978	1979	1980						
Investissements de l'Etat. — <i>Overheidsinvesteringen.</i>											
Antwerpen-(Linkeroever, Zandvietsluis, Baalhoek) ...	1 754	1 639	1 706	1 805	2 810	9 714	6 000	+ 3 714	—	—	—
Gent	—	—	—	—	—	—	1 000	- 1 000	—	—	—
Zeebrugge	737	5 544	6 250	5 670	7 630	25 831	9 500	+ 16 331	20 672	1985	1986
Oostende	23	75	95	150	240	583	1 000	- 417	—	—	—
Blankenberge - Nieuwpoort - Zeebrugge - Infrastructure touristique. — <i>Toeristische</i> <i>infrastructuur</i>	27	17	115	135	200	494	750	- 256	—	—	—
Divers. — Diversen	—	—	129	325	320	774	3 250	- 2 476	—	—	—
2. Démergement. — <i>Ontwatering.</i> Meuse, Haine, Ourthe	245	327	440	695	730	2 437	2 400	+ 37	—	—	—
3. Maîtrise de l'eau. — <i>Water- beheersing</i>	136	528	2 120	2 815	4 260	9 859	11 800	- 1 941	—	—	—
Digues et divers. — <i>Dijken en diversen</i>	17	247	1 790	2 425	3 815	8 294	8 800	- 506	19 600	1986	1989
Protection côtière. — <i>Kustver- dediging</i>	119	281	330	390	445	1 565	3 000	- 1 435	—	—	—
4. Barrages et cours d'eau. — <i>Stuwdammen en waterwegen.</i>	6 068	6 902	10 311	9 894	12 035	45 210	48 500	- 3 290	—	—	—
a) Barrages et adductions. — <i>Wateraanvoerders en stuwdam- men</i>	752	1 166	1 423	993	2 400	6 734	6 000	+ 734	10 000	1983 ⁽¹⁾	1988 ⁽¹⁾
b) Cours d'eau. — <i>Waterlopen</i> ... Canaux : — <i>Kanalen</i> :	5 316	5 736	8 888	8 901	9 635	38 476	42 500	- 4 024	—	—	—
Albert, du Centre, Hensies- Pommereul, Nimy-Blaton, de l'Ourthe	1 332	1 263	1 452	1 390	1 780	7 217	8 000	- 783	—	—	—
dont — <i>waaronder</i> : (Canal Albert — <i>Albert- kanaal</i>)	(810)	(600)	(800)	(960)	(1 145)	(4 315)	—	—	2 445	1982	1985
(Canal du Centre)	(1)	(149)	(90)	(300)	(495)	(1 035)	—	—	4 685	1982	1985
Travaux divers — <i>Verschei- dene werken</i> :											
Meuse, Schelde en Leie	1 340	787	2 290	2 310	2 180	8 907	4 600	+ 4 307	—	—	—
dont — <i>waaronder</i> : (Meuse moyenne)	(500)	(409)	(1 695)	(1 320)	(1 685)	(5 609)	—	—	2 885	1982	1985
Dender-Blaton-Ath	120	197	75	60	130	582	1 250	- 668	—	—	—
IJzer	8	34	—	—	30	72	1 000	- 928	—	—	—
Kanaal Gent - Brugge - Oostende	86	270	55	150	205	766	1 000	- 234	—	—	—
Neteka en Beneden Neteka.	78	61	5	5	75	224	500	- 276	—	—	—
Kwaadmechelen-Dessel	19	98	120	50	50	337	375	- 38	—	—	—
Bovenschelde - Espierres - Gent	247	189	645	260	25	1 366	1 750	- 384	—	—	—

⁽¹⁾ Sauf le troisième barrage.⁽²⁾ Behalve de derde stuwdam.

Projets — Projecten	Réalisations — Verwezenlijkingen		Prévisions — Voorzieningen			Total 1976- 1980 — Totaal 1976- 1980	Plan 1976- 1980	Diffé- rence — Ver- schil	Engage- ments après 1980 — Vast- leggingen na 1980	Année du dernier engage- ment — Jaar van de laatste vast- leggingen	Année d'achèvement — Jaar vol- toeling
	1976	1977	1978	1979	1980						
	Leie	220	231	220	220	345	1 236	2 000	— 764	—	—
Kanaal Bossuit-Kortrijk ...	67	519	—	—	—	586	2 000	— 1 414	—	—	—
Afleidingskanaal Leie	9	262	35	345	510	1 161	1 500	— 339	425	1981	1984
Kanaal Roeselare-Leie ...	166	119	130	115	140	670	875	— 205	—	—	—
Canal Charleroi-Bruxelles ..	30	13	—	150	125	318	1 000	— 682	—	—	—
Kanaal Leuven Dijle	48	57	95	55	150	405	750	— 345	—	—	—
Kanaal Nieuwpoort - Plassendale	—	9	40	—	5	54	625	— 571	—	—	—
Schelde-Rijnkanaal	483	289	165	60	60	1 057	1 875	— 818	—	—	—
Kanaal Brussel-Rupel	254	400	630	1 000	1 100	3 384	5 000	— 1 616	4 240	1984	1988
Albertkanaal en Kempense kanalen	507	561	1 890	2 165	1 615	6 738	5 000	+ 1 738	1 775	1981	1985
Divers (entre autres Senne). — Diversen (o.m. Zenne)...	302	377	1 041	566	1 110	3 396	3 400	— 4	—	—	—
C. — DIVERS TRAVAUX PUBLICS. — DIVERSEN OPENBARE WERKEN ⁽¹⁾ ...	—	555	753	825	—	2 133	—	—	—	—	—
D. — PROJETS « DIVERS » DU P.I.P. — PROJEKten « DIVERSE » VAN HET P.I.P. ⁽²⁾	—	—	—	300	1 200	1 500	—	—	1 000	1981	1982
TOTAL DES INVESTISSEMENTS INCLUS DANS LE P.I.P. — TOTAAL DER INVESTERINGEN VOOR ZIEN IN HET P.I.P. ...	41 555	45 114	54 979	60 222	69 559	271 429	254 848	+16 581	—	—	—
E. — BATIMENTS. — GEBOUWEN ⁽³⁾	6 230	7 220	7 986	7 383	8 100	36 919	28 200	+ 8 719	—	—	—
Région wallonne. — Waals gewest.	1 808	1 550	2 299	2 480	2 700	10 837	—	—	—	—	—
Région flamande. — Vlaams gewest	2 032	1 700	2 354	2 560	2 700	11 346	—	—	—	—	—
Bruxelles. — Brussel	2 390	3 970	3 333	2 343	2 700	14 736	—	—	—	—	—
TOTAL DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DES TRAVAUX PUBLICS (y compris E.). — TOTAAL VAN HET INVESTERINGS PROGRAMMA VAN OPENBARE WERKEN (E. inbegrepen) ⁽⁴⁾ ...	47 785	52 334	62 965	67 605	77 659	308 348	283 048	+25 300	—	—	—

⁽¹⁾ Cette rubrique, qui figure chaque année depuis 1976 dans les analyses du programme d'investissements des Travaux publics, comprend essentiellement certains dommages de guerre, les déplacements de canalisations imposés par l'Etat et les subsides aux routes provinciales (articles 51.03, 63.07, 63.08, 63.15; loi-article 29).

⁽²⁾ Il s'agit de l'étude de l'implantation de pipelines, de la construction d'un aqueduc d'eaux saumâtres, de la rénovation du réseau de distribution d'eau de Charleroi et de l'implantation d'un cyclotron à

⁽³⁾ Deze rubriek, welke sinds 1976 ieder jaar voorkomt in de analyses van het investeringsprogramma van Openbare Werken omvat hoofdzakelijk gevallen van oorlogsschade, de verplaatsingen van leidingen opgelegd door de Staat en de Staatstoelagen voor provinciale wegen (artikelen 51.03, 63.07, 63.08, 63.15; wet-artikel 29).

⁽⁴⁾ Het betreft de studie van de inplanting van pijpleidingen, van de bouw van een aquaduct voor afvalwaters, van de hernieuwing van het waterdistributienet van Charleroi en van de inplanting van een cyclo-

l'Institut des Radioéléments. La somme inscrite pour 1979 figure à l'article 01.08 du budget des Travaux publics.

La somme inscrite pour 1980 est provisionnelle : le Gouvernement a, en effet, décidé de réserver ces montants. Le crédit à inscrire effectivement en 1980 dépendra du résultat des études en cours et du degré d'urgence qu'elles feront apparaître.

La réalisation des projets envisagés nécessitera 1 milliard d'engagements supplémentaires après 1980.

(*) Le montant de 8,1 milliards prévu en 1980 est purement indicatif. Il représente une croissance d'environ 10 % par rapport au programme accordé en 1979.

(*) Le montant de 25,300 milliards n'est pas dû au seul P.I.P. Il se décompose de la manière suivante :

troon in het Instituut van Radioelementen. De voor 1979 ingeschreven som komt voor op het artikel 01.08 van de begroting van Openbare Werken.

De voor 1980 ingeschreven som dient als provisie : de Regering heeft inderdaad beslist deze bedragen toe te kennen. Het daadwerkelijk in 1980 in te schrijven krediet zal bepaald worden door de uitslag van de aan de gang zijnde studies en de hieruit voortvloeiende graad van dringendheid.

De verwezenlijking van de in het vooruitzicht gestelde ontwerpen zullen 1 miljard aan bijkomende vastleggingen vergen na 1980.

(*) Het in 1980 voorziene bedrag van 8,1 miljard is louter indicatief. Dit bedrag vertegenwoordigt een toename van ongeveer 10 % ten opzichte van het in 1979 toegestane programma.

(*) Het bedrag van 25,300 miljard is niet alleen te wijten aan het P.I.P. Dit bedrag kan als volgt worden bepaald :

	1977	1978	1979	1980	Total — Totaal
P.I.P.-Travaux publics. — P.I.P.-Openbare werken .	—	4 500	3 297	3 734	11 531
« Divers » du P.I.P. — « Diversen » van het P.I.P. ...	—	—	300	1 200	1 500
Zeebrugge (décision particulière de décembre 1977). — Zeebrugge (bijzondere beslissing december 1977) ...	2 700	—	—	—	2 700
Programme complémentaire de travaux. — Bijkomend programma der werken	—	1 250	—	—	1 250
Bâtiments. — Gebouwen	—	1 700	3 181	3 438	(*)8 319
					25 300
					=====

(*) La différence avec le montant sous E s'explique par l'affectation à ce secteur de 400 millions du programme complémentaire de travaux.

(*) Het verschil met het bedrag onder E vloeit voort uit de toewijzing aan deze sektor van 400 miljoen van het bijkomend programma der werken.

ANNEXE 2.

BIJLAGE 2.

COMMUNICATIONS.

Infrastructure ferroviaire.

(En millions de francs.)

VERKEERSWEZEN.

Werken Spoorweginfrastruktuur.

(In miljoenen frank.)

Rubriques — Rubrieken	Engage- ments 1976	Engage- ments 1977	Pré- visions 1978	Pré- visions 1979	Pré- visions 1980	Total 1976-1980	Plan 1976-1980	Différence — Verschil
	Vast- leggingen 1976	Vast- leggingen 1977	Voor- zieningen 1978	Voor- zieningen 1979	Voor- zieningen 1980	Totaal 1976-1980	Plan 1976-1980	
Electrifications. — <i>Electrificaties</i>	2 345,1	2 672,0	3 787,0	6 972,0	8 034,9	23 811,0	—	—
Augmentation de la vitesse. — <i>Verhoging snelheid</i> .	61,0	74,0	500,0	605,0	1 177,0	2 417,0	—	—
Gares portuaires. — <i>Havenstations</i>	164,0	84,0	174,0	170,3	227,6	820,3	—	—
Divers. — <i>Diversen</i>	19,8	64,8	49,0	88,0	98,4	320,0	—	—
Sécurité des passages à niveau. — <i>Veiligheid overweg</i>	73,1	77,0	100,0	100,0	209,9	560,0	—	—
Suppression de passages à niveau. — <i>Afschaffen overwegen</i>	297,2	1 045,0	922,0	853,0	1 651,8	4 769,0	—	—
Desserte grandes agglomérations. — <i>Bediening grote agglomeraties</i>	685,1	702,0	1 167,0	972,0	2 324,9	5 851,0	—	—
Industrie sidérurgique. — <i>Staalnijverheid</i>	—	131,0	360,0	85,0	845,0	1 421,0	—	—
	3 645,7	4 849,8	7 059,0	9 845,3	14 569,5	39 969,3	40 647,0	— 677,7
Achat matériel roulant. — <i>Aankoop rijdend materieel</i>	—	—	—	1 420,0	1 180,0	2 600,0	—	+ 2 600,0
Matériel pendulaire. — <i>Pendulair materieel</i>	—	—	—	50,0	—	50,0	—	+ 50,0
Total. — <i>Totaal</i>	3 645,7	4 849,8	7 059,0	11 315,3	15 749,5	42 619,3	40 647,0	+ 1 972,3

Promotion Transport urbain.

(En millions de francs.)

Bevordering Stedelijk Vervoer.

(In miljoenen frank.)

	Réalisations <i>Verwezenlijkingen</i>		Prévisions <i>Voorzieningen</i>			Total Totaal	Plan 1976-1980 <i>Plan 1976-1980</i>	Différence — Verschil
	1976	1977	1978	1979	1980			
Promotion transport urbain. — <i>Bevordering stedelijk vervoer</i>	9 480,0	9 219,0	9 800,0	9 605,0	10 186,0	48 290,0	48 500,0	— 210,0

Régie des Voies aériennes.

Regie der Luchtwegen.

	1976	1977	1978	1979	1980	Total 1976-1980 — Totaal 1976-9180	Plan 1976-1980	Différence — Verschil
Aéroport National. — <i>Nationale luchthaven</i>	1 323,0	1 088,0	1 429,0	811,4	1 500,0	6 151,4	7 000,0	— 848,6
Aéroports en Flandre. — <i>Luchthavens in Vlaanderen</i>	49,0	31,0	154,0	32,0	50,0	315,0	500,0	— 165,0
Aéroports en Wallonie. — <i>Luchthavens in Wallonië</i> .	83,0	72,0	224,0	67,0	50,0	496,0	1 500,0	— 1 004,0
Sécurité du réseau. — <i>Veiligheid van het net</i>	135,0	82,0	198,0	354,0		269,0	2 071,0	— +2 071,0
Travaux et équipements en commun. — <i>Werken en gemeenschappelijk materieel</i>	170,0	172,0	109,0	601,0				
Total. — <i>Totaal</i>	1 760,0	1 445,0	2 114,0	1 865,4	1 869,0	9 053,4	9 000,0	+ 53,4

ANNEXE 3.

BIJLAGE 3.

SANTE PUBLIQUE.

Production d'eau.

1. Programme physique du plan 1976-1980 : projets identifiables.

(En millions de francs.)

VOLKSGEZONDHEID.

Waterproductie.

1. Fysisch programma uit het plan 1976-1980 : identificeerbare projecten.

(In miljoenen frank.)

Projet — Projekt	Réalisations Verwezenlijkingen		Programme Programma			Total Totaal 1976-1980	Plan 1976-1980	Différence — Verschil	Plan 1981-1985
	1976	1977	1978	1979	1980				
Station traitement Gileppe. — Behandelingsfabriek Gileppe ...	—	—	70	300	500	870	600	+ 270	0
Station traitement Ry de Rome. — Behandelingsfabriek Ry de Rome ...	—	—	50	70	0	120	100	+ 20	0
Agrandissement station traitement Ourthe à Nisramont. — Vergroting behandelingsfabriek Ourthe te Nisramont ...	—	—	20	100	186	306	1 200 ⁽¹⁾	- 894	100
Liaison Tailfer-Charleroi. — Verbinding Tailfer-Charleroi ⁽²⁾ ...	—	—	20	230	150	400	600	- 200	0
(¹) Y compris surhaussement barrage. (²) Yves-Gomezée remplacé par liaison Tailfer-Charleroi.	(¹) Met inbegrip van het ophogen van de stuwdam. (²) Yves-Gomezée vervangen door verbinding Tailfer-Charleroi.								
2. Programme physique du plan 1976-1980 : projets non identifiables.	2. Fysisch programma uit het plan 1976-1980 : niet identificeerbare projecten.								
Production zone côtière. — Waterproductie kust ...	—	—	—	520	780	1 300			0
Bassin de Broechem. — Spaarbekken te Broechem ...	500	378	50	—	—	928			0
Bassin de Viersel. — Spaarbekken te Viersel ...	—	—	210	300	140	650			200
Finition des bassins Kluizen-Blankaart. — Eindwerken bekkens Kluizen-Blankaart ...	73,3	20	10	—	—	103,5	5 200	- 1 983,5	0
Liaison Louvain-Malines avec conduite Tailfer. — Verbinding Leuven-Mechelen met leiding Tailfer ...	—	—	20	80	120	220			0
Modifications Blankaart + 10.000 m ³ /jour. — Wijzigingen Blankaart + 10.000 m ³ /dag ...	—	—	15	—	—	15			0
3. Programme physique : nouveaux projets.	3. Fysisch programma : nieuwe voorstellen.								
Station traitement Ourthe occidentale. — Behandelingsfabriek Westelijke Ourthe ...	—	—	45 ⁽³⁾	50 ⁽³⁾	240 ⁽⁴⁾	335	0	+ 335	555
Gravières Meuse Limburg. — Grinderijen Maas Limburg ...	—	—	—	60	90	150	0	+ 150	200
Subsides Tailfer. — Subsidies Tailfer ...	—	—	635	841,5	806	2 282,5	0	+ 2 282,5	160,5
Station traitement Vesdre-Eupen. — Behandelingsfabriek Vesdre-Eupen ...	Déjà engagé au budget 1978 des Travaux Publics. — Reeds vastgelegd in de begroting 1978 van Openbare Werken.								
Infiltration Grobbendonk. — Infiltratie Grobbendonk ...	—	—	—	10	10	20	0	+ 20	200
Réalimentation calcaire carbonifère. — Infiltratie kolenkalk ...	—	—	—	—	—	—	—	—	400
(³) Station d'essai. (⁴) Première tranche possible avant le barrage.	(³) Proefstation. (⁴) Eerste schijf mogelijk vóór de stuwdam.								
4. Budgets annuels et totaux.	4. Jaarlijkse begrotingen en totalen.								
Totaux. — Totalen ...	p.m.	p.m.	1 145	2 561,5	3 022	7 700	7 700	0	(1 815,5) ⁽⁵⁾

⁽⁵⁾ Partie du plan 1981-1985 = achèvement travaux anciens.⁽⁵⁾ Gedeelte van het plan 1981-1985 = eindigen van vroegere werken.

Démergence des bassins urbains de la Senne, d'Anvers, de Gand et de la Côte.

(En millions de francs.)

Ontwatering van de stedelijke bekkens van de Zenne, van Antwerpen, van Gent en van de Kust.

(In miljoenen frank.)